JEAN-PAUL SARTRE

SITUATIONS, IV

NOUVELLE ÉDITION REVUE
ET AUGMENTÉE PAR
ARLETTE ELKAÏM-SARTRE

GALLIMARD

JEAN-PAUL SARTRE

SITUATIONS, IV

NOUVELLE ÉDITION REVUE
ET AUGMENTÉE PAR
ARLETTE ELKAÏM-SARTRE

GALLIMARD

JEAN-PAUL SARTRE

SITUATIONS, IV

AVRIL 1950 – AVRIL 1953

Nouvelle édition revue et augmentée
par Arlette Elkaïm-Sartre

GALLIMARD

L'ARTISTE ET SA CONSCIENCE

Le 7 octobre 1948 Les Lettres françaises *publiaient la profession de foi de musiciens communistes qui s'étaient réunis à Prague quelques mois plus tôt. La musique, affirmaient-ils, est en crise ; celle-ci ne sera surmontée que « si les compositeurs parviennent à s'échapper des tendances d'extrême subjectivité, à faire exprimer à leur musique les sentiments et les hautes idées progressistes des masses populaires ».*

Compositeur, chef d'orchestre et critique musical — aux T.M. *notamment —, René Leibowitz (1913-1972), auteur d'une* Introduction à la musique de douze sons *(Éd. de L'Arche, 1949), contribuait à faire mieux connaître l'École de Vienne. Dans* L'Artiste et sa conscience, esquisse d'une dialectique de la conscience artistique *(même éditeur, 1950), il prenait sur la question de l'engagement du musicien dans la société une position diamétralement opposée à celle du manifeste de Prague. Pour lui, « le musicien engagé est celui qui, bravant l'ordre établi sur le plan musical, brave par là même l'ordre établi sur le plan social et collabore ainsi dans son ordre à l'instauration d'une société de liberté ».*

Bien que cette définition paraisse en accord avec sa conception de la liberté artistique, Sartre ne l'accepte pas sans réserves, d'autant moins que la liberté de l'acte créateur revendiqué par ce théoricien semble bien compromise par des affirmations impérieuses telles que « je crois qu'un compositeur réellement conscient de sa position historique ainsi que des exigences compositionnelles de notre temps doit *[souligné par l'auteur] adopter notre technique* » (L'Arche *n° 20, octobre 1946).*

On remarquera l'irritation à peine voilée de Sartre, dès la première phrase de sa préface : « Vous avez souhaité… que j'ajoute quelques mots à votre livre : c'est que j'ai eu l'occasion, il y a quelque temps, d'écrire sur l'engagement littéraire et vous désirez, en associant nos noms… » Le fait est que le terme « engagement », utilisé par Sartre lorsqu'il exhortait les écrivains (dans sa « Présentation des Temps Modernes » *puis dans « Qu'est-ce que la littérature ? ») à prendre en compte par leurs écrits la vie politique et sociale, a fini par faire l'objet d'un effet de mode, à cause de la subite célébrité, justement, de son nom ; célébrité de mauvais aloi, lui semblait-il — voir sur ce point « La nationalisation de la littérature »,* Situations II, *nouvelle édition, 2012.*

Musique propre à exalter la conscience politique des masses, préconisée par les autorités culturelles soviétiques — musique d'une « liberté radicale » mais qui offre comme seule voie d'évolution le système sériel des douze sons inventé par Arnold Schoenberg et s'adresse à une élite musicale : Sartre ne tient pas à se laisser enfermer dans ce dilemme. Il est d'autant moins enclin à entrer dans les vues du musicologue que pour l'instant la musique dodécaphonique, à laquelle il vient d'être initié — par Leibowitz lui-même —, ne l'enthousiasme pas excessivement, bien qu'il soit grand amateur de musique. Il continuera de se familiariser avec les

productions de ce système musical, en appréciera certaines ; mais la « joie esthétique » dont il parle dans « Qu'est-ce que la littérature ? » ne sera pas toujours au rendez-vous.

La préface de Sartre fut publiée dans Situations, IV *(édition de 1964). Signalons qu'un fragment de* L'Artiste et sa conscience *était paru dans les* T.M. *avant sa publication en volume (n° 40, février 1949) sous le titre « Le musicien engagé » et que l'ouvrage de Leibowitz contient une « Réponse à Sartre » : son auteur s'était manifestement attendu à voir sa cause soutenue avec moins de réticence.*

A.E.-S.

Vous avez souhaité, mon cher Leibowitz, que j'ajoute quelques mots à votre livre : c'est que j'ai eu l'occasion, il y a quelque temps, d'écrire sur l'engagement littéraire et vous désirez, en associant nos noms, marquer que, pour une même époque, les préoccupations des artistes et celles des écrivains sont solidaires. Si l'amitié n'y eût suffi, le souci de manifester cette solidarité m'eût décidé. Mais à présent qu'il faut écrire, j'avoue que je suis très embarrassé. Je n'ai pas de compétence particulière en musique et je ne veux pas me donner le ridicule de redire mal et avec des mots impropres ce que vous avez dit si bien dans le langage approprié ; je ne saurais non plus avoir la sotte idée de vous présenter à des lecteurs qui vous connaissent parfaitement et qui vous suivent avec passion dans votre triple activité de compositeur, de chef d'orchestre et de critique musical. J'aurais plaisir à dire tout le bien que je pense de votre livre : il est si simple et si clair, il m'a tant appris, il débrouille les problèmes les plus confus, les plus enveloppés, il nous accoutume à les regarder avec des yeux neufs : mais quoi ? le

lecteur n'a pas besoin de moi : pour en apprécier les mérites, il lui suffit de l'ouvrir. Au bout du compte, le mieux que je puisse faire, c'est de supposer que nous causions ensemble comme nous l'avons fait souvent et de m'ouvrir à vous des inquiétudes et des questions que votre ouvrage a fait naître en moi. Vous m'avez convaincu et pourtant j'éprouve encore des résistances et de la gêne ; il faut que je vous en fasse part. C'est un profane, bien sûr, qui interroge un initié, un élève qui discute, après la leçon, avec le professeur. Mais après tout, beaucoup de vos lecteurs sont des profanes et j'imagine que mon sentiment reflète le leur. Cette préface, en somme, n'a d'autre but que de vous demander, en leur nom et au mien, d'écrire un nouveau livre ou simplement un article, où vous lèveriez nos derniers doutes.

Elles ne me font pas rire, les nausées du boa communiste incapable de garder comme de rejeter l'énorme Picasso : dans cette indigestion du P.C. je discerne les symptômes d'une infection qui s'étend à l'époque entière.

Quand les classes privilégiées sont bien assises en leurs principes, quand elles ont bonne conscience, quand les opprimés, dûment convaincus d'être des créatures inférieures, tirent vanité de leur condition servile, l'artiste est à l'aise. Le musicien, dites-vous, s'est, depuis la Renaissance, constamment adressé à un public de spécialistes. Mais qu'était-ce, ce public, sinon l'aristocratie dirigeante qui, non contente d'exercer sur tout le territoire des pouvoirs militaires, juridiques, politiques et administratifs, se constituait à date fixe en tribunal de goût. Comme cette élite de droit divin décidait de la figure humaine, c'est à l'homme tout entier que le cantor ou le maître de chapelle pouvaient faire entendre leurs symphonies ou leurs cantates. L'art pouvait se dire humaniste parce que la société demeurait inhumaine.

En va-t-il de même aujourd'hui ? Telle est la question qui me tourmente et que je vous pose à mon tour. Car enfin les classes dirigeantes de nos sociétés occidentales ne songent plus à prétendre qu'elles fournissent la mesure de l'homme par elles seules. Les classes opprimées sont conscientes de leur force, en possession de leurs rites, de leurs techniques, de leur idéologie. Du prolétariat, Rosenberg dit admirablement : « D'un côté le présent ordre social est menacé d'une manière permanente par l'extraordinaire puissance virtuelle des travailleurs ; de l'autre, le fait que ce pouvoir soit entre les mains d'une catégorie anonyme, un "zéro" historique, donne à tous les faiseurs de mythes modernes la tentation de prendre la classe [ouvrière] comme matière première de collectivités nouvelles par lesquelles la société puisse être soumise. Ce prolétariat sans histoire ne peut-il être aussi facilement converti en *n'importe quoi* qu'en lui-même ? Tenant en suspens le drame entre la révolution par la classe ouvrière pour son propre compte, et la révolution comme instrument pour d'autres, le pathétique du prolétariat domine l'histoire moderne[1]. » Or, précisément, la musique — pour ne parler que d'elle — s'est métamorphosée : cet art recevait ses lois et ses limites de ce qu'il pensait être son essence ; vous avez lumineusement montré comment, au terme d'une évolution rigoureuse et pourtant libre, il s'est arraché à l'aliénation et s'est avisé de se créer son essence en se donnant librement ses lois. Ne pourrait-il donc influencer pour son humble part le cours de l'Histoire en contribuant à présenter aux classes travailleuses l'image d'un « homme total » qui s'est arraché à l'aliénation, au mythe de la « nature » humaine et qui, dans un combat quotidien, forge son essence et les valeurs au nom desquelles il entend se juger ? Lorsqu'elle se reconnaît des limites *a priori*, la musique, en dépit d'elle-même, renforce l'aliénation,

célèbre le *donné* et, en même temps qu'elle manifeste à sa manière la liberté, elle marque que cette liberté reçoit ses bornes de la nature ; il n'est pas rare que les « faiseurs de mythes » l'emploient à mystifier l'auditoire en lui communiquant une émotions sacrée, comme il apparaît par l'exemple de la musique militaire ou des chœurs. Mais, si je vous comprends bien, ne faut-il pas voir dans les formes les plus récentes de cet art quelque chose comme la présentation du pouvoir nu de créer ? Et je crois saisir ce qui vous oppose à ces musiciens communistes qui ont signé le manifeste de Prague : ils voudraient que l'artiste se soumît à une société-objet et qu'il chantât les louanges du monde soviétique comme Haydn chantait celles de la Création divine. Ils lui demandent de copier ce qui *est*, d'imiter sans dépasser et d'offrir à son public l'exemple de la soumission à un ordre établi ; si la musique se définissait comme une révolution permanente, ne risquerait-elle pas, pour sa part, d'éveiller chez les auditeurs le désir de transporter cette révolution en d'autres domaines ? Vous, au contraire, vous souhaitez montrer à l'homme qu'il n'est pas fait, qu'il ne le sera jamais, et qu'il conserve toujours et partout la liberté de faire et de se faire par-delà tout ce qui est déjà fait.

Mais voici ce qui me gêne : n'avez-vous pas établi qu'une dialectique intérieure a conduit la musique de la monodie à la polyphonie et des formes polyphoniques les plus simples aux formes les plus compliquées ? Cela signifie qu'elle peut aller de l'avant mais non pas revenir en arrière : il serait aussi naïf de souhaiter la ramener à ses figures antérieures que de vouloir réduire nos sociétés industrielles à la simplicité pastorale. C'est fort bien ; mais du coup, sa complexité croissante la réserve — comme vous le reconnaissez vous-même — à une poignée de spécialistes qui se recrutent nécessairement dans la classe privilégiée.

Schoenberg est plus éloigné des ouvriers que Mozart ne l'était jadis des paysans. Vous me direz que la plupart des bourgeois n'entendent rien à la musique ; et c'est vrai. Mais il est vrai aussi que ceux qui peuvent la goûter appartiennent à la bourgeoisie, bénéficient de la culture bourgeoise, des loisirs bourgeois, exercent en général une profession libérale. Je sais : les amateurs ne sont pas riches ; ils se rencontrent dans les classes moyennes, il est rare qu'un gros industriel soit mélomane. Cela s'est vu pourtant : mais je ne me souviens pas d'avoir remarqué un ouvrier à vos concerts. Il est donc certain que la musique moderne brise les cadres, s'arrache aux conventions, se trace d'elle-même sa route. Mais à qui donc parle-t-elle de libération, de liberté, de volonté, de la création de l'homme par l'homme ? À un auditoire usé et distingué dont les oreilles sont encrassées par une esthétique idéaliste. Elle dit « Révolution permanente » et la bourgeoisie entend « évolution, progrès ». Et si même, parmi les jeunes intellectuels, quelques-uns la comprennent, leur impuissance présente ne les mènera-t-elle pas à concevoir cette libération comme un beau mythe et non comme *leur* réalité ? Entendons-nous : ce n'est pas la faute de l'artiste ni de l'art. L'art n'a pas changé de *l'intérieur* : son mouvement, sa négativité, sa force créatrice restent ce qu'ils ont toujours été. Aujourd'hui comme hier, ce que Malraux a écrit reste vrai : « Toute création est à l'origine la lutte d'une forme en puissance contre une forme imitée[2]. » Et il faut qu'il en soit ainsi. Mais dans le ciel de nos sociétés modernes, l'apparition de ces énormes planètes, les masses, bouleverse tout, transforme à distance, sans même y toucher, l'activité artistique, lui dérobe sa signification et pourrit la bonne conscience de l'artiste : simplement parce que les masses luttent *aussi* pour l'homme, mais à l'aveuglette, parce qu'elles courent le risque constant de se perdre, d'oublier ce qu'elles sont,

de se laisser séduire par la voix d'un faiseur de mythes et parce que l'artiste n'a pas le langage qui lui permettrait de se faire entendre d'elles. C'est bien de *leur* liberté qu'il parle — car il n'y a qu'une liberté — mais il en parle dans une langue étrangère.

Qu'il s'agisse d'une contradiction historique, essentielle à notre époque, et non d'un scandale bourgeois, dû au subjectivisme des artistes, les embarras de la politique culturelle de l'U.R.S.S. suffiraient à le prouver. Bien sûr, si l'on admet que l'U.R.S.S. est le Diable, on peut supposer que ses dirigeants éprouvent une joie mauvaise à faire des purges qui bouleversent et épuisent les artistes. Et si l'on croit que Dieu est soviétique, il n'y a pas de difficulté non plus : Dieu fait ce qui est juste, voilà tout. Mais si nous osons soutenir un instant cette thèse paradoxale et neuve que les dirigeants soviétiques sont des hommes, des hommes en position difficile, quasi intenable, qui cherchent à réaliser ce qui leur paraît bon, que les événements dépassent souvent et qui parfois sont entraînés plus loin qu'ils ne le veulent, bref, des hommes pareils à nous, alors tout change ; et nous pouvons penser qu'ils ne donnent pas de gaieté de cœur ces brusques coups de barre qui risquent de détraquer la machine. En détruisant les classes, la révolution russe se proposait de détruire les élites, c'est-à-dire ces organes exquis et parasitaires qu'on retrouve dans toutes les sociétés d'oppression et qui produisent les valeurs et les œuvres comme des bulles ; partout où une élite fonctionne, aristocratie de l'aristocratie esquissant pour les aristocrates la figure de l'homme total, les valeurs nouvelles et les ouvrages de l'art, au lieu d'enrichir l'opprimé, augmentent dans l'absolu son appauvrissement : les produits de l'élite, pour la majorité des hommes, sont des refus, des absences, des limites ; le goût de nos amateurs définit nécessairement le mauvais goût ou l'absence de goût des classes

travailleuses et lorsque les beaux esprits consacrent un ouvrage, il y a dans le monde un « trésor » de plus que l'ouvrier ne possédera pas, une beauté de plus qu'il ne peut apprécier ni comprendre. Les valeurs ne peuvent être une détermination positive de chacun qu'elles ne soient le produit commun de tous. Une acquisition nouvelle de la société — que ce soit une nouvelle technique industrielle ou une expression nouvelle — étant faite par tous doit être pour chacun un enrichissement du monde et un chemin qui s'ouvre, bref, sa possibilité la plus intime : au lieu que l'homme total de l'aristocratie se définit par la totalité des chances qu'il enlève à tous, comme celui qui sait ce que les autres ne savent pas, qui goûte ce qu'ils ne peuvent goûter, qui fait ce qu'ils ne font pas, bref, comme le plus irremplaçable des êtres, celui des sociétés socialistes se définirait à sa naissance par la totalité des chances que tous offrent à chacun et, à sa mort, par les chances nouvelles — si petites fussent-elles — que celui-ci a offertes à tous. Ainsi *tous* sont le chemin de chacun vers soi-même et chacun le chemin de tous vers tous. Mais en même temps qu'elle poursuivait la réalisation d'une esthétique socialiste, les nécessités de l'administration, de l'industrialisation et de la guerre poussaient l'U.R.S.S. à faire d'abord une politique de cadres : il fallait des ingénieurs, des fonctionnaires, des chefs militaires. D'où le danger que cette élite de fait, dont la culture, la profession, le niveau de vie tranchent nettement sur ceux de la masse, produise à son tour des valeurs et des mythes, que des « amateurs » naissent en son sein qui créent une *demande* particulière pour les artistes. Le texte chinois que vous citez — revu et corrigé par Paulhan[3] — résume assez bien la menace qui pèse sur une société en construction : si les amateurs de chevaux suffisent à faire paraître les beaux coursiers, une élite qui se constituerait en public spécialisé suffirait

à faire naître un art pour l'élite. Une ségrégation nouvelle risque de s'opérer : une culture de cadres naîtrait avec son cortège de valeurs abstraites et d'œuvres ésotériques tandis que la masse des travailleurs retomberait dans une nouvelle barbarie qui se mesurerait justement à son incompréhension des productions destinées à cette nouvelle élite. C'est, je crois, une des explications de ces fameuses purges qui nous révoltent : à mesure que les cadres se renforcent, à mesure que la bureaucratie risque de se transformer sinon en classe du moins en élite oppressive, une tendance à l'esthétisme se développe chez l'artiste. Et les dirigeants, tout en s'appuyant sur cette élite, doivent s'efforcer de maintenir, du moins à titre d'idéal, le principe d'une communauté produisant tout entière ses valeurs. Ils sont acculés, cela est sûr, à des entreprises contradictoires puisqu'ils font une politique générale de cadres et une politique culturelle de masses : d'une main on crée une élite et de l'autre on s'efforce de lui arracher son idéologie qui renaît sans cesse et qui renaîtra toujours. Mais, inversement, il y a bien de la confusion chez les adversaires de l'U.R.S.S. quand ils reprochent simultanément à ses dirigeants de créer une classe d'oppression et de vouloir briser l'esthétique de classe. Ce qui est vrai c'est que les dirigeants soviétiques et l'artiste des sociétés bourgeoises se heurtent à la même impossibilité : la musique s'est développée selon sa dialectique, elle est devenue un art qui s'appuie sur une technique complexe ; c'est un fait regrettable, mais *c'est un fait* qu'elle a besoin d'un public spécialisé. Bref, la musique moderne exige une élite et les masses travailleuses exigent une musique.

Comment résoudre ce conflit ? En « donnant forme à la profonde sensibilité populaire » ? Mais *quelle* forme ? Vincent d'Indy faisait de la musique savante « sur un chant montagnard »[4].

Croit-on que les montagnards y eussent reconnu leur chant ? Et puis la sensibilité populaire crée ses propres formes. Les chansons de folklore, le jazz, les mélopées africaines n'ont nul besoin d'être revus et corrigés par l'artiste professionnel. Bien au contraire l'application d'une technique complexe aux produits spontanés de cette sensibilité a pour conséquence nécessaire de dénaturer ces produits. C'est le drame des artistes haïtiens qui n'arrivent pas à rejoindre leur culture formelle à la matière folklorique qu'ils voudraient traiter. Il faut, dit à peu près le manifeste de Prague, abaisser le niveau de la musique en élevant le niveau culturel des masses. Ou cela ne veut rien dire ou c'est avouer que l'art et son public se rejoindront dans la médiocrité absolue. Vous avez raison de faire observer que le conflit de l'art et de la société est éternel parce qu'il tient à l'essence de l'un et de l'autre. Mais de nos jours il a pris une forme nouvelle et plus aiguë : l'art est une révolution permanente et, depuis quarante ans, la situation fondamentale de nos sociétés est révolutionnaire ; or la révolution sociale exige un conservatisme esthétique tandis que la révolution esthétique exige, en dépit de l'artiste lui-même, un conservatisme social. Communiste sincère, condamné par les dirigeants soviétiques, fournisseur attitré des riches amateurs d'U.S.A., Picasso est l'image vivante de cette contradiction. Quant à Fougeron, ses tableaux ont cessé de plaire à l'élite mais sans éveiller l'intérêt du prolétariat[5].

Au reste, la contradiction s'accuse et s'approfondit lorsqu'on en vient à considérer les sources de l'inspiration musicale. Il s'agit, dit le manifeste de Prague, d'exprimer « les sentiments et les hautes idées progressistes des masses populaires ». Passe pour les sentiments. Mais les « hautes idées progressistes », comment diable les mettre en musique ? Car enfin la musique est un art *non signifiant*. Des esprits qui pensent sans rigueur se sont plu à parler

de « langage musical »[6]. Mais nous savons bien que la « phrase musicale » ne désigne aucun objet : elle est objet par elle-même. Comment cette muette pourrait-elle évoquer à l'homme son destin ? Le manifeste de Prague propose une solution dont la naïveté réjouira : on cultivera « les formes musicales qui permettent d'atteindre ces buts, surtout la musique vocale, les opéras, les oratorios, les cantates, les chœurs, etc. ». Parbleu, ces œuvres hybrides sont des bavardes ; elles causent en musique. On ne saurait mieux dire que la musique ne doit être qu'un prétexte, un moyen de rehausser la pompe de la parole. *C'est la parole* qui chantera Staline, le plan quinquennal, l'électrification de l'U.R.S.S. Avec d'autres paroles, la même musique célébrerait Pétain, Churchill, Truman, la T.V.A.[7]. Changez les mots : un hymne aux morts russes de Stalingrad deviendra une oraison funèbre pour les Allemands tombés devant cette même ville. Que peuvent donner les sons ? Une grosse bouffée d'héroïsme sonore ; c'est le verbe qui spécifiera. Il n'y aurait d'engagement musical que si l'œuvre était telle qu'elle ne puisse accepter qu'un seul commentaire verbal ; il faudrait en un mot que la structure sonore *repousse* certains mots et en *attire* d'autres. Est-ce possible ? En certains cas privilégiés peut-être : et vous citez vous-même *Le Survivant de Varsovie*. Encore Schoenberg n'a-t-il pas pu éviter le recours aux mots. Ce « galop de chevaux sauvages », comment y reconnaîtrait-on, sans les mots, le dénombrement des morts ? On entendrait un galop. La comparaison poétique n'est pas dans la musique mais dans le rapport de la musique aux paroles. Mais, direz-vous, ici, du moins, les paroles font partie de l'œuvre, elles sont par elles-mêmes un élément musical. Soit. Mais faut-il renoncer à la sonate, au quatuor, à la symphonie ? Faut-il se consacrer aux « opéras, oratorios et cantates », comme l'enjoint le manifeste de Prague ? Je

sais que vous ne le pensez pas. Et je suis bien d'accord avec vous quand vous écrivez que « le sujet choisi demeure un élément *neutre*, quelque chose comme une matière première qui devra être soumise à un traitement purement artistique. Ce n'est en dernière analyse que la qualité de ce traitement qui prouvera ou démentira l'adhérence… des préoccupations et émotions extra-artistiques au projet purement artistique ».

Seulement, je ne sais plus très bien alors où réside l'engagement musical. J'ai peur qu'il ne se soit évadé de l'œuvre pour se réfugier dans les conduites de l'artiste, dans son attitude devant l'art. La vie du musicien peut être exemplaire : exemplaire sa pauvreté consentie, son refus du succès facile, sa constante insatisfaction, et la révolution permanente qu'il opère contre les autres et contre lui-même. Mais je crains que l'austère moralité de sa personne ne demeure un commentaire extérieur à son œuvre. L'œuvre musicale n'est pas *par elle-même* négativité, refus des traditions, mouvement libérateur : elle est la conséquence positive de ce refus et de cette négativité. Objet sonore, elle ne révèle pas plus les doutes, les crises de désespoir, la décision finale du compositeur que le brevet d'invention ne révèle les tourments et les inquiétudes de l'inventeur ; elle ne nous montre pas la dissolution des anciennes règles : elle fait voir *d'autres règles* qui sont les lois positives de son développement. Or l'artiste *ne doit pas être* pour le public le commentaire de son œuvre : si la musique est engagée, c'est dans l'objet sonore tel qu'il se présente immédiatement à l'oreille, sans référence à l'artiste ni aux traditions antérieures, qu'on trouvera l'engagement dans sa réalité intuitive.

Est-ce possible ? Il semble que nous retrouvions sous une autre forme le dilemme que nous avions rencontré d'abord : en pliant la musique, art non signifiant, à exprimer des significations

préétablies, on l'aliène ; mais en rejetant les significations dans ce que vous nommez « l'extra-artistique », la libération musicale ne risque-t-elle pas de conduire à l'abstraction et de donner le compositeur en exemple de cette liberté formelle et purement négative que Hegel nomme la Terreur ? La Servitude ou la Terreur : il est possible que notre époque n'offre pas d'autre alternative à l'artiste[a]. S'il faut choisir, j'avoue que je préfère la Terreur : non pour elle-même mais parce que, en ce temps de reflux, elle maintient les exigences proprement esthétiques de l'art et lui permet d'attendre sans trop de dommages une époque plus favorable.

Mais, je dois vous l'avouer, avant de vous lire j'étais moins pessimiste. Je vous donne ici mon sentiment très naïf d'auditeur assez peu cultivé : lorsqu'on exécutait devant moi une composition musicale, je ne trouvais à la succession sonore aucune signification d'aucune sorte et il m'était fort indifférent que Beethoven eût composé telle de ses marches funèbres « sur la mort d'un héros » ou que Chopin ait voulu suggérer, à la fin de sa première ballade, le rire satanique de Wallenrod ; par contre il me semblait que cette succession avait un *sens* et c'est ce sens que j'aimais. J'ai toujours distingué, en effet, le sens de la signification. Il me paraît qu'un objet est signifiant lorsqu'on vise à travers lui un autre objet. En ce cas l'esprit ne prête pas attention au signe lui-même : il le dépasse vers la chose signifiée ; il arrive même fréquemment que celle-ci nous demeure présente quand nous avons, depuis longtemps, perdu la mémoire des mots qui nous l'ont fait concevoir. Le sens, par contre, ne se distingue pas de l'objet même et il est d'autant plus manifeste que nous donnons plus d'attention à la chose qu'il habite. Je dirai qu'un objet a un *sens* quand il est l'incarnation d'une réalité qui le dépasse mais qu'on ne peut saisir en dehors de

lui et que son infinité ne permet d'exprimer adéquatement par aucun système de signes ; il s'agit toujours d'une totalité : totalité d'une personne, d'un milieu, d'une époque, de la condition humaine. Ce sourire de la Joconde, je dirai qu'il ne « veut » rien dire mais qu'il a un sens : par lui se réalise l'étrange mélange de mysticisme et de naturalisme, d'évidence et de mystère qui caractérise la Renaissance. Et je n'ai besoin que de regarder pour le distinguer de cet autre sourire également mystérieux, mais plus inquiétant, plus raide, ironique, naïf et sacré qui flotte vaguement sur les lèvres de l'Apollon étrusque, ou de celui, « hideux », laïc, rationaliste et spirituel qu'ébauche le Voltaire de Houdon. Bien sûr, il a été *signifiant* le sourire de Voltaire ; il apparaissait à de certaines occasions, il *voulait dire :* « Je ne suis pas dupe », ou : « Écoutez-le, ce fanatique ! » Mais, en même temps, c'est Voltaire lui-même, Voltaire comme totalité ineffable : sur Voltaire, vous pouvez parler à l'infini, sa réalité existentielle est incommensurable avec la parole. Mais qu'il sourie et vous *l'avez* tout entier et sans aucun effort. Or, il me semblait que la musique était une belle muette aux yeux pleins de sens. Lorsque j'entends un *Concerto brandebourgeois*, je ne *pense* jamais au XVIII^e^ siècle, à l'austérité de Leipzig, à la lourdeur puritaine des princes allemands, à ce moment de l'esprit où la raison, en pleine possession de ses techniques, demeure pourtant soumise à la foi et où la logique du concept se transforme en logique du jugement : mais tout est là, donné dans les sons, comme la Renaissance sourit sur les lèvres de la Joconde. Et j'ai toujours cru que le public « moyen » qui, comme moi, n'a pas de lumières bien précises sur l'histoire de la composition musicale, pouvait dater à l'instant une œuvre de Scarlatti, de Schumann ou de Ravel, même s'il se trompait sur le nom du compositeur, à cause de cette présence silencieuse, en tout

objet sonore, de l'époque entière et de sa conception du monde. Ne serait-il pas concevable que l'engagement musical résidât à ce niveau ? J'entends ce que vous allez me répondre : si l'artiste s'est peint tout entier dans son œuvre — et son siècle avec lui — il l'a fait sans le vouloir : il ne se souciait que de chanter. Et c'est le public d'aujourd'hui qui discerne, à cent ans de distance, des intentions qui sont dans l'objet sans y avoir été mises : l'auditeur du siècle dernier percevait seulement la mélodie, il voyait des règles absolues et *naturelles* dans ce que nous considérons rétrospectivement comme des postulats qui reflètent l'époque. Cela est vrai : mais ne peut-on concevoir aujourd'hui un artiste plus conscient qui, par la réflexion sur son art, tenterait d'y incarner sa condition d'homme ? Je vous pose seulement la question ; c'est vous qui êtes qualifié pour y répondre. Mais, je l'avoue, si je condamne d'accord avec vous l'absurde manifeste de Prague, je ne puis m'empêcher d'être troublé par certains passages de ce fameux discours de Jdanov[8] qui a inspiré toute la politique culturelle de l'U.R.S.S. Vous le savez comme moi : les communistes sont coupables parce qu'ils ont tort dans leur manière d'avoir raison et ils nous rendent coupables parce qu'ils ont raison dans leur manière d'avoir tort. Le manifeste de Prague est la conséquence extrême et stupide d'une théorie de l'art parfaitement défendable et qui n'implique pas nécessairement l'autoritarisme esthétique. « Il faut, dit Jdanov, connaître la vie afin de pouvoir la représenter véridiquement dans les œuvres d'art, la représenter non point de façon scolastique, morte, non pas seulement comme la réalité objective, mais représenter la réalité dans son développement révolutionnaire. » Que veut-il dire sinon que la réalité n'est jamais inerte : elle est toujours en cours de changement et ceux qui l'apprécient ou la dépeignent sont eux-mêmes en train de changer.

L'unité profonde de tous ces changements qui se commandent, c'est le sens futur du système entier. Ainsi l'artiste doit briser les habitudes déjà cristallisées qui nous font voir *au présent* des institutions et des coutumes *déjà dépassées* ; il doit, pour fournir une image véridique de notre époque, la considérer du haut de l'avenir qu'elle se forge puisque c'est demain qui décide de la vérité d'aujourd'hui. En un certain sens, cette conception rejoint la vôtre : n'avez-vous pas montré que l'artiste engagé est « en avance » sur son temps et qu'il regarde avec des yeux futurs les traditions présentes de son art ? Il y a très certainement chez Jdanov comme chez vous une allusion à la négativité et au dépassement ; mais il ne s'en tient pas au moment de la négation. Pour lui l'œuvre vaut surtout par un contenu positif : c'est un bloc de futur tombé dans le présent, elle devance de quelques années le jugement que nous porterons sur nous-mêmes, elle dégage nos possibilités d'avenir, elle suit, accompagne et précède d'un seul mouvement la progression dialectique de l'Histoire. J'ai toujours pensé que rien n'était plus sot que ces théories qui veulent déterminer le niveau mental d'une personne ou d'un groupe social. Il n'y a pas de niveau : être « de son âge », pour un enfant, c'est être simultanément au-dessus de cet âge et au-dessous. Il en est de même pour nos habitudes intellectuelles et sensibles. « Nos sens ont un âge de développement qui ne vient pas de l'ambiance immédiate mais d'un moment de la civilisation[9] », a écrit Matisse. Oui : et, réciproquement, ils dépassent ce moment et perçoivent confusément une foule d'objets qu'on verra demain, ils discernent un autre monde, dans celui-ci. Mais ce n'est pas la conséquence de je ne sais quel don prophétique : ce sont les contradictions et les conflits de l'époque qui les surexcitent jusqu'à leur donner une

sorte de double vue. Il est donc vrai qu'une œuvre d'art est à la fois une production individuelle et un fait social.

Ce n'est pas seulement l'ordre religieux et monarchique qu'on retrouve dans *Le Clavecin bien tempéré* : à ces prélats, à ces barons, victimes et bénéficiaires de traditions oppressives, Bach offrait l'image d'une liberté qui, tout en paraissant se contenir dans des cadres traditionnels, dépassait la tradition vers des créations neuves. À la tradition fermée des petites cours despotiques, il opposait une tradition ouverte ; il apprenait à trouver l'originalité dans une discipline consentie, à vivre enfin : il montrait le jeu de la liberté morale à l'intérieur de l'absolutisme religieux et monarchique, il dépeignait la dignité fière du sujet qui obéit à son roi, du fidèle qui prie son Dieu. Tout entier dans son époque, dont il accepte et reflète tous les préjugés, il est en même temps hors d'elle et la juge sans mots selon les règles encore implicites d'un moralisme piétiste qui donnera naissance, un demi-siècle plus tard, à l'éthique de Kant. Et les variations infinies qu'il exécute, les postulats qu'il s'oblige à respecter, mettent ses continuateurs à deux doigts de changer les postulats eux-mêmes. Certes il a donné dans sa vie l'exemple du conformisme et je ne suppose pas qu'il ait jamais tenu de propos bien révolutionnaires. Mais son art n'est-il pas simultanément la magnification de l'obéissance et le dépassement de cette obéissance qu'il *juge*, dans le moment même où il prétend nous la *montrer*, du point de vue d'un rationalisme individualiste qui n'est pas encore né ? Plus tard, sans perdre son noble public, l'artiste en gagne un autre : par la réflexion qu'il exerce sur les recettes de son art, par les aménagements continuels qu'il apporte aux usages reçus, l'artiste reflète *par anticipation* à la bourgeoisie la progression sans heurts et sans révolution qu'elle souhaite accomplir. Votre conception de l'engagement musical,

mon cher Leibowitz, me paraît convenir à cette heureuse époque : l'appropriation des exigences esthétiques de l'artiste aux exigences politiques de son public est si parfaite qu'une même analyse critique sert à démontrer l'inutilité néfaste des douanes intérieures, des péages, des droits féodaux et celle des prescriptions qui règlent traditionnellement la longueur du thème musical, la fréquence de ses retours, le mode de ses développements. Et cette critique respecte à la fois les assises de la société et celles de l'art : l'esthétique tonale demeure la loi naturelle de toute musique, la propriété celle de toute communauté. Je ne songe pas, on s'en doute, à expliquer la musique tonale par le régime de la propriété : j'indique seulement qu'il y a, pour chaque époque, des correspondances profondes entre les objets sur lesquels, en tous les domaines, la négativité s'exerce et entre les limites qu'elle rencontre, en même temps, dans toutes les directions.

« Il y a une nature humaine, n'y touchez pas ! » Telle est la signification commune des interdits sociaux et artistiques vers la fin du XVIII^e^ siècle. Oratoire, pathétique, parfois verbeux, l'art de Beethoven nous offre, avec quelque retard, l'image musicale des Assemblées révolutionnaires : c'est Barnave, c'est Mirabeau, c'est parfois, hélas, Lally-Tollendal[10]. Et je ne songe pas aux significations qu'il lui a plu parfois de donner à ses œuvres, mais à leur sens qui, finalement, exprimait sa manière de se jeter dans un monde éloquent et chaotique. Mais finalement ce discours torrentueux et ces déluges de larmes semblent en suspens dans une liberté d'un calme presque mortuaire. Il n'a pas bouleversé les règles de son art, il n'en a pas franchi les limites et pourtant, on dirait qu'il est au-delà des triomphes de la Révolution, au-delà même de son échec. Si tant de gens se sont avisés de chercher des consolations dans la musique, c'est, il me semble, parce qu'elle leur

parle de leurs peines avec la voix dont ils en parleront eux-mêmes quand ils seront consolés et parce qu'elle les leur fait voir avec leurs yeux d'après-demain.

Est-il donc impossible aujourd'hui qu'un artiste, sans aucune intention *littéraire* et sans souci de *signifier*, se jette dans notre monde avec assez de passion, l'aime et le déteste avec assez de force, en vive les contradictions avec assez de sincérité et projette de le changer avec assez de persévérance pour que ce monde même, avec sa violence sauvage, sa barbarie, ses techniques raffinées, ses esclaves, ses tyrans, ses menaces mortelles et notre horrible et grandiose liberté se transforme à travers lui en musique ? Et si le musicien a partagé les fureurs et les espoirs des opprimés, est-il impossible qu'il soit par tant d'espérance et tant de rage porté au-delà de lui-même et qu'il chante aujourd'hui ce monde-ci avec une voix future ? Et si cela était, pourrait-on parler encore de préoccupations « extra-esthétiques » ? De sujet « neutre » ? De signification ? Pourrait-on distinguer la matière de son traitement ?

C'est à vous, mon cher Leibowitz, que je pose ces questions. À vous et non pas à Jdanov. Sa réponse à lui je la connais ; car, au moment où je croyais qu'il me montrait la route, je me suis aperçu qu'il s'égarait : à peine a-t-il mentionné ce dépassement de la réalité objective, qu'il ajoute : « La vérité et le caractère historique et concret de la représentation doivent s'unir à la tâche de transformation idéologique et d'éducation des travailleurs dans l'esprit du socialisme. » J'avais cru qu'il invitait l'artiste à vivre intensément et librement les problèmes de l'époque *dans leur totalité* pour que l'œuvre nous les reflète à sa manière. Mais je vois qu'il s'agit seulement de commander à des fonctionnaires des œuvres didactiques qu'ils exécuteront sous la direction du Parti.

Puisqu'on impose à l'artiste sa conception de l'avenir au lieu de la lui laisser trouver, peu importe que, pour la politique, cet avenir soit encore à faire : pour le musicien il est déjà fait. Le système entier sombre dans le passé ; les artistes soviétiques, pour emprunter une expression qui leur est chère, sont des *passéistes*, ils chantent le futur de l'U.R.S.S. comme nos romantiques chantaient le passé de la monarchie. Sous la Restauration il s'agissait de balancer la gloire immense de nos révolutionnaires par une gloire égale qu'on feignait de découvrir dans les premiers temps de l'Ancien Régime. Aujourd'hui on a déplacé l'âge d'or, on l'a projeté devant nous. Mais de toute façon cet âge d'or baladeur reste ce qu'il est : un mythe réactionnaire.

Réaction ou terreur ? Art libre mais abstrait, art concret mais obéré ? Public de masse mais inculte, auditoire spécialisé mais bourgeois ? C'est à vous, mon cher Leibowitz, à vous qui vivez en pleine conscience, sans médiation ni compromis, la contradiction de la liberté et de l'engagement, c'est à vous de nous dire si ce conflit est éternel, s'il n'est qu'un moment de l'Histoire et, dans ce dernier cas, si l'artiste possède en lui aujourd'hui le moyen de le résoudre ou si, pour en voir l'issue, nous devons attendre un changement profond de la vie sociale et des relations humaines.

1950

NOTE DE L'AUTEUR

a. Je précise : *l'artiste* se distingue pour moi du littérateur en ce qu'il cultive des arts non signifiants. J'ai montré ailleurs que les problèmes de la littérature étaient fort différents.

PRÉFACE À *LA FIN DE L'ESPOIR*

En mai 1950, les T.M. *annoncent la création d'une collection de même nom que la revue. Dirigée par Maurice Merleau-Ponty et Sartre, elle se propose de publier « des ouvrages d'information ou de doctrine politique et sociale, et des essais qui contribuent à la critique des mythes » ; des ouvrages littéraires aussi, « qui revendiquent le dramatique contre le sérieux et la comédie contre le cynisme ». Elle sera publiée aux Éd. Julliard, comme la revue elle-même, qui entre-temps a quitté Gallimard sur intervention de Malraux (S. de Beauvoir évoque cet épisode dans* La Force des choses, *Gallimard, 1963, p. 186).*

Premier titre de la collection : La Fin de l'espoir, *de Juan Hermanos (1950), dont un fragment est paru dans le n° 50 de la revue (décembre 1949). Il fait écho à* L'Espoir (1937), *roman de Malraux sur la guerre d'Espagne. C'est un témoignage et un ultime appel, écrit sous un pseudonyme à la fin de la Seconde Guerre mondiale par un jeune militant espagnol, à une époque où les résistants de la gauche antifranquiste, traqués, prenaient conscience de la vanité de leur lutte : les Alliés ne les aideraient pas à chasser du pouvoir le général fasciste.*

La préface de Sartre a été reproduite par L'Observateur *(n° 3, 27 avril 1950). Elle figure dans* Situations, VI *(1964).*

A.E.-S.

Une nuit, pendant l'Occupation, nous étions réunis, quelques amis et moi, dans une chambre d'hôtel. Tout à coup une voix inconnue a crié au secours dans la rue. Le son de cette voix était tel que, sans nous concerter, nous sommes descendus en courant : nous avons trouvé la rue déserte, nous avons fait le tour du pâté de maisons et n'avons rencontré personne. Nous sommes retournés à notre travail mais de toute la nuit cette voix ne cessait de crier dans nos oreilles. Une voix sans visage, sans nom qui criait pour tous : en ces temps de peur nous attendions tous une aide lointaine, un secours qui tardait et chacun se demandait s'il n'avait pas entendu sa propre voix. C'est cette voix qu'il m'a semblé reconnaître quand j'ai lu pour la première fois *La Fin de l'espoir* ; c'est elle qui, de Madrid, a lancé cet appel à la fin de janvier 1946. Elle disait alors : « Il est presque trop tard » ; et l'appel nous parvient en 1950. Quand nous l'avons publié, dans *Les Temps Modernes*, nous avons reçu des lettres, elles nous demandaient : « Qui est Hermanos ? Où est-il ? » J'ai répondu : « Je ne sais pas. » Elles offraient de l'argent, de l'aide ; j'ai répondu : « Il est trop tard. »

Quand vous commencerez la lecture de ce livre, il vous semblera qu'on vous parle de vous-même. Les personnes, les arrestations secrètes, la lutte clandestine, la distribution des tracts, la peur, l'écoute anxieuse de la radio anglaise : nous avons connu tout cela. L'auteur a bien choisi son pseudonyme : ces Espagnols sont nos frères. La voix change, elle devient *la voix d'un autre*, d'un

homme que nous avons assassiné. Elle vit encore, elle vibre pour la première fois à nos oreilles et lui, selon toute vraisemblance, il est mort. Mort dans le désespoir : pourrez-vous encore comprendre ce que ces mots veulent dire ? Ce n'est rien de mourir : mais mourir dans la honte, dans la haine, dans l'horreur, en regrettant d'être né ? C'est le Mal radical et je ne pense pas qu'aucune victoire pourra jamais l'effacer. Même si nous délivrions l'Espagne, nous pourrions chercher Hermanos et ses compagnons, de Barcelone à Malaga ; ils ont disparu ; l'Espagne est vide d'eux comme était déserte la rue nocturne ; il n'y a plus rien à faire, plus rien à effacer, plus rien à réparer, les derniers mots du livre : « Voilà ce qu'ils ont fait de nous tous, tous ces salauds réunis, les démocraties et les Chemises bleues. » Ce sont les derniers mots d'un mourant et nous ne pouvons plus y changer une lettre. *Il est trop tard*.

Il faut pourtant que vous l'entendiez, ce cri de votre victime, ce cri qui précède d'une seconde l'égorgement final : le cri de la fin de l'espoir. Cette voix ne s'est pas tue depuis vingt ans : c'était celle des Juifs allemands, puis des Autrichiens, puis des Espagnols, puis des Tchèques, puis des Polonais : ils sont morts les uns après les autres et, dès qu'ils tombaient, d'autres venaient qui élevaient la voix et criaient à leur tour. Nous, nous nous bouchions les oreilles. À présent le livre est là, les derniers crieurs sont morts : il reste des mots imprimés. Il faut que vous les lisiez pour apprendre comment on crie la fin de l'espoir, parce que ce sera bientôt notre tour. Après il n'y aura plus personne pour crier. Ni personne pour se boucher les oreilles.

Avril 1950

FAUX SAVANTS OU FAUX LIÈVRES[1]

Le Communisme yougoslave après sa rupture avec Moscou, *dont ce texte est la préface, a été écrit par Louis Dalmas, journaliste d'investigation, après un séjour en Yougoslavie effectué en décembre 1949. L'ouvrage, en grande partie publié dans les n^os^ 53 à 56 des* T.M. *(mars à juin 1950), est paru en août 1950 aux Éd. Sulliver. L'objet de son enquête : découvrir quels étaient les vrais objectifs et les chances de réussite de ce nouveau venu sur le théâtre de la guerre froide, le maréchal Tito, en rébellion contre le grand frère soviétique. Allait-il se rapprocher du camp américain ? Dalmas s'efforce d'évaluer aussi les conséquences idéologiques d'une contestation communiste du rôle dirigeant que l'U.R.S.S. s'était attribué pour l'édification du socialisme dans les démocraties populaires, sous le contrôle menaçant de l'Armée rouge.*

Le 28 juin 1948, par la volonté de Staline, le Kominform (Bureau d'information des partis communistes et ouvriers) a condamné publiquement Tito, accusé de « déviationnisme nationaliste ». Le 15 janvier 1950, l'U.R.S.S. et les démocraties populaires rompront toute relation, bloqueront tout échange économique avec la Yougoslavie. Rappelons que pendant la Seconde Guerre mondiale Tito et ses partisans avaient lutté farouchement et efficacement

contre les troupes hitlériennes. Les anathèmes et les menaces de l'appareil stalinien n'intimidaient pas l'ancien chef de guerre communiste, résolu à éviter à la Yougoslavie le sort des pays satellisés, à s'affranchir de la mainmise économique et politique de Moscou, « en ce sens que le communisme soit à nouveau orienté sur ses objectifs propres et non sur les buts stratégiques ou diplomatiques du Kremlin ».

L'irruption du schisme yougoslave n'était pas prévue dans le « processus historique » cher à l'orthodoxie communiste. Elle alimentera la réflexion de Sartre sur l'intelligibilité de l'Histoire : voir dans Critique de la Raison dialectique, *t. II (1985, posthume*) « *La totalisation d'enveloppement dans une société directoriale », notamment à partir du paragraphe II, pp. 208-246 (incarnation du souverain dans un individu).*

La préface figure dans Situations, VI *(1964). Par souci de clarté les notes de Sartre, à l'origine en bas de page, sont réunies à la suite de celle-ci.*

A.E.-S

Merleau-Ponty eût été plus qualifié que moi pour présenter votre livre aux lecteurs. Il a écrit *Humanisme et terreur* pour s'interroger sur la nature et les conséquences de l'échec politique[2]. Dans une société fortement intégrée, une opposition tente de s'emparer du pouvoir ; qu'elle gagne ou perde, la loi de l'action historique veut qu'elle se métamorphose. Si le triomphe est définitif, elle se fait la mesure de l'Histoire et, tout en édifiant l'avenir, elle décide du sens du passé. En cas de défaite, la situation est déjà plus complexe. Que deviennent les opposants ? Qui les jugera ? Au nom de quels principes ? Et comment se jugeront-ils

eux-mêmes ? Accepteront-ils les normes de leurs vainqueurs ? En un mot, le problème qu'étudiait Merleau-Ponty concerne la négation de la négation : qu'arrive-t-il si cette négation ne parvient pas à faire éclater les cadres qui l'enserrent ? Votre ouvrage, mon cher Dalmas, lui fournit l'occasion d'ajouter un appendice à son étude : les récents événements de Yougoslavie nous montrent l'opposition remportant une victoire partielle, contestée, incertaine et qu'il faut consolider. Au nom de quels principes, de quelles valeurs l'appréciera-t-on ? Tito n'a pas encore acquis le droit d'appliquer ses mesures à notre histoire puisqu'il n'est pas encore tout à fait « vainqueur », mais il a déjà celui de refuser la mesure des autres puisqu'il n'a pas perdu. L'Occident ne peut interpréter le mouvement titiste selon les principes du libéralisme : il n'aura licence de voir dans la Yougoslavie une brèche dans le bastion soviétique que s'il parvient à se rendre maître de l'économie yougoslave. Puisque l'U.R.S.S., d'autre part, n'est pas arrivée à écraser cette rébellion, elle est dans l'incapacité de l'expliquer selon ses désirs. Pour pouvoir décider que Tito est un traître, il faudrait qu'elle eût le moyen de le pendre. Enfin les oppositionnels disséminés en Europe auraient tort de voir dans la dissidence yougoslave le signe avant-coureur d'une renaissance contre-révolutionnaire : les dirigeants yougoslaves ont déjà refusé à plusieurs reprises de préparer une désorganisation internationale des travailleurs. Ni le libéralisme bourgeois, ni le stalinisme, ni le trotskysme ne possèdent en eux-mêmes la clé de cette réalité ambiguë et mouvante qu'est la Yougoslavie : le très grand mérite de votre étude est précisément de conserver à cet événement toute son ambiguïté. Bien que vous ne cachiez pas vos sympathies — que je partage — pour le régime titiste, vous ne nous dissimulez ni les risques d'erreur ni les menaces extérieures. Car vous vous défendez

d'arrêter un processus en cours et de le juger. Non pas seulement parce que vous ne sauriez disposer aujourd'hui de tous les éléments qui vous permettraient de l'apprécier, mais surtout parce que vous avez la conviction — si rare aujourd'hui chez les marxistes — que l'avenir n'est pas fait.

Et pourtant votre livre n'est ni un reportage ni un exposé purement descriptif. Certes il est cela aussi. Vous êtes un des rares en France à produire des documents de première main sur la dissidence de Tito, sur l'industrialisation yougoslave, sur la multiplication des coopératives paysannes, etc. En même temps vous savez donner, par moments, à votre exposé la conviction vivante et passionnée du témoignage. Vous avez vu Tito et vous nous le faites voir. Vous lui avez parlé et vous nous faites assister à l'entretien. Mais ce qui donne à ce travail une exceptionnelle valeur c'est qu'il est un premier essai d'interprétation en profondeur de la dissidence titiste. Vous n'avez appliqué à ce fait historique aucun principe *a priori* : vous l'avez laissé se développer devant nous dans les perspectives de la dialectique marxiste mais, au lieu de l'expliquer de force au nom d'un marxisme particulier, vous l'avez considéré comme une expérience réalisée par l'Histoire, qui vérifie, complète sur certains points et modifie sur d'autres la méthode qui permet de l'interpréter. Cette tentative est assez neuve, qui laisse un événement se dérouler, sous les yeux du lecteur, en pleine liberté, et se borne à nous montrer comment les faits engendrent leur propre dialectique. Elle pourrait servir d'exemple.

Puisque c'est moi qui préface votre ouvrage, je tenterai de déterminer l'importance du mouvement titiste. Non pas son importance en soi, là-bas, au bord du glacis soviétique, mais son importance ici, pour nous, citoyens des démocraties de l'Ouest. Imitant votre méthode, j'essaierai de laisser les faits s'organiser

d'eux-mêmes. Toutefois, bien que mon langage ne soit pas tout à fait celui de Merleau-Ponty, c'est dans le cadre des préoccupations d'*Humanisme et terreur* que je me placerai pour les interroger.

Les mêmes esprits, qui ont voulu déterminer *a priori* le sens de l'expérience yougoslave, ont tenté d'établir *a priori* l'importance qu'elle doit revêtir à nos yeux. Les uns ne veulent voir en Tito qu'un vassal dont l'unique fonction est d'entretenir une plaie vive au flanc de l'U.R.S.S. : c'est qu'ils ont parié déjà pour la puissance américaine, c'est qu'ils ont déjà choisi la guerre. Les autres ont décidé que l'intérêt du titisme réside dans l'influence qu'il pourrait exercer sur le prolétariat d'Occident — mais, vous l'avez montré clairement, on essaierait vainement de passionner les travailleurs pour ou contre la défense de Tito. Elle n'inquiète jusqu'ici que les milieux intellectuels, qui sont impuissants. Si nous tentons, au contraire, de laisser l'événement yougoslave fixer lui-même son importance dans et par son développement dialectique, nous trouvons ceci : de toute part, dans les milieux de gauche, des protestations se sont élevées, surtout depuis la Libération, contre ce qu'on appelle l'objectivisme stalinien[a]. De bons sujets veulent qu'on fasse à la subjectivité sa part, soit en restituant à la conscience des masses sa primauté, soit en rétablissant la démocratie à l'intérieur du Parti. Ces réclamations sont idéalistes parce qu'elles émanent d'individus isolés et impuissants — en général des intellectuels — et parce qu'elles procèdent d'un regret du passé ou d'un système de valeurs *a priori* au lieu d'apparaître comme un moment d'un processus réel et historique ; les staliniens ont beau jeu de montrer qu'elles sont le résidu du vieux subjectivisme bourgeois. Si le titisme a pour nous une importance exceptionnelle, c'est qu'il aboutit à la subjectivité ; mais celle-ci ne réapparaît pas comme un idéal formel : elle est produite comme

une réalité efficace à partir de l'objectivisme par le mouvement même de l'Histoire. Vainqueurs absolus, les opposants décident de l'objectivité ; vaincus, l'objectivité du vainqueur les écrase. La demi-victoire de Tito réintègre la subjectivité chez les dirigeants yougoslaves et, du même coup, en affecte les dirigeants soviétiques.

Il est trop commode, en effet, d'attribuer l'objectivisme de ceux-ci à leur méchanceté opiniâtre. C'est un phénomène complexe ayant ses racines à la fois dans une situation objective et dans une appréciation subjective de cette situation. Il est à la fois aisé et nécessaire de donner un certain rôle à la subjectivité des masses lorsque, dans un pays capitaliste et fortement industrialisé, les masses se trouvent être l'incarnation des contradictions de la société entière. C'était le cas, par exemple, dans l'Allemagne de Rosa Luxemburg. « Lorsque le prolétariat, écrit Marx[b], annonce la dissolution de l'ordre social actuel, il ne fait qu'énoncer le secret de sa propre existence, car il constitue lui-même la dissolution effective de cet ordre social. » Dans cette situation négative du prolétariat qui est par lui-même « la décomposition de la société en tant que classe particulière », il y a une telle appropriation de ses réactions les plus immédiates avec sa tâche historique que c'est la conscience des masses qui donne l'exemple du radicalisme. Leurs revendications spontanées ont pour effet d'accélérer la dissolution de la société capitaliste, en même temps qu'elles expriment le caractère profond des prolétaires. La classe opprimée a « un caractère universel par ses souffrances universelles » ; elle « ne peut s'émanciper de toutes les autres sphères de la société sans, par conséquent, les émanciper toutes ». La conscience des masses a donc une vérité pratique parce qu'elle est l'expression nécessaire d'une situation et parce que ses revendications enveloppent leur

propre dépassement vers une société où « l'homme soit l'être suprême pour l'homme ». C'est pourquoi Marx peut employer l'expression éthique de *devoir* pour caractériser les revendications dont l'origine est l'intérêt immédiat : « Quand les ouvriers s'efforcent de ramener la journée de travail à ses anciennes limites rationnelles ou encore là où ils ne peuvent arracher la fixation légale de la journée de travail normale, quand ils cherchent à mettre un frein au surtravail par une hausse des salaires… ils ne font que remplir un devoir envers eux-mêmes et envers leur race. Ils ne font que mettre des bornes à l'appropriation tyrannique, abusive du capital[c]. » Comme la situation du prolétariat est la déchéance, sa réaction est révolte ou négation de sa déchéance et négation de la société capitaliste. Le prolétariat est alors négation de la négation ; son action, étant destructive, est toujours tout ce qu'elle peut être et atteint toujours son but ; il ne peut vivre sans revendiquer puisqu'il est démuni de tout et ne peut revendiquer sans détruire puisque la société bourgeoise ne se consolide que par l'écrasement de l'ouvrier. Voilà pourquoi Marx insiste sur l'auto-émancipation du prolétariat, voilà pourquoi Rosa Luxemburg écrit : « L'unique rôle des prétendus "dirigeants" de la social-démocratie consiste à éclairer la masse sur sa mission historique… le prestige et l'influence des "chefs" dans la démocratie socialiste… n'augmentent que dans la mesure où ils font de la classe dirigeante et d'eux-mêmes les organes exécutifs de l'action consciente de la masse[d]. »

Mais si, en période destructive, il y a identité entre les réactions immédiates et les intérêts lointains du prolétariat, cette identité est rompue en période constructive, c'est-à-dire lorsque le prolétariat a pris le pouvoir. La conception soutenue par Rosa Luxemburg au sein de l'Allemagne impériale n'est plus défendable en 1917 dans la

Russie soviétique. Dans un pays sans outillage et sans cadres, le premier souci des dirigeants sera de réaliser les conditions matérielles pour résoudre les problèmes que la révolution a créés. Vous faites remarquer très justement, en effet, que « Marx prévoyait la transformation révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés » et que « les révolutions se sont toutes produites jusqu'ici dans des pays "arriérés", voire coloniaux. De là il suit que la conscience du mouvement révolutionnaire est en avance sur l'économie du pays. Le prolétariat a à se donner l'économie de son idéologie ». Seulement, le renversement du problème entraîne la séparation des besoins et des intérêts immédiats de la classe prolétaire d'une part, de l'intensification de la production d'autre part. La politique constructive ne saurait plus se guider sur les réactions des masses et, réciproquement, les réactions spontanées risquent d'aller en sens inverse des besoins généraux de l'économie. Avant la révolution, un mouvement de colère ou de désespoir basé sur une souffrance ou un besoin particulier était universel dans la mesure même où il était individuel ; après la révolution, ce même mouvement demeure individuel et contredit l'universel. En particulier, Marx explique que la force révolutionnaire de l'ouvrier en période pré-révolutionnaire vient « de la contradiction entre sa nature humaine et son existence vitale qui est la négation manifeste, décisive et totale de cette nature[e] ». Seulement, dans les premiers temps de la période post-révolutionnaire, cette contradiction subsiste. Sans doute peut-on lui conférer une satisfaction nouvelle par la propagande, la transformer en quelque « sacrifice consenti » mais cette idée est surajoutée à l'intérêt au lieu d'émaner de lui. Dans ce moment de famine, de guerre civile doublée d'une guerre étrangère, le mouvement spontané de l'ouvrier risquerait d'être

destructif : il risquerait de refuser le travail intensif, d'exiger une hausse des salaires et une politique du logement, etc. En particulier, si les conditions générales nécessitent de mobiliser toutes les forces du pays pour créer une industrie lourde, la conscience de la masse ne peut plus être consultée, car l'intérêt de l'ouvrier est de supprimer « la contradiction entre sa nature et son existence », c'est-à-dire de réclamer la création et le développement d'industries de consommation. Il va de soi qu'on peut le persuader. Mais celui qui le persuade ira de la connaissance des nécessités objectives à l'action concentrée sur la conscience de classe ; autrement dit, il agira du dehors sur la subjectivité des masses. Le spécialiste n'appartient plus à la masse prolétaire, il ne l'exprime plus, il ne se guide plus sur elle : il est dehors, uniquement préoccupé des problèmes sur lesquels les travailleurs ne peuvent absolument pas décider.

Ainsi, par un retournement diabolique, précisément parce que les masses révolutionnaires avançaient sur l'économie en période pré-révolutionnaire, elles retardent sur celle-ci après la révolution.

C'est à ce moment qu'intervient l'appréciation subjective et que les dirigeants soviétiques font choix d'une politique et d'une conception de l'homme. Même en ces circonstances difficiles, il était encore possible de considérer l'être humain comme un être toujours en avance sur sa situation et de puiser dans ce dépassement le moyen de constituer une subjectivité constructive. Cela était possible dans les cadres mêmes du marxisme. Car, à ce sujet, Marx est ambigu. Sans doute il écrit : « Les idées confuses du cerveau humain sont des sublimations nécessaires de leur processus vital matériel, empiriquement saisissable et lié à des conditions matérielles[f]. » Et cela semble bien signifier que la conscience, pur produit inerte des conditions matérielles, ne

saurait dépasser l'instant présent et doit se borner à le refléter passivement. Mais il écrit aussi : « Ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans sa ruche. Le résultat auquel le travail aboutit préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur. Ce n'est pas seulement qu'il opère un changement de forme dans les matières naturelles : il y réalise du même coup son propre but, dont il a conscience, qu'il détermine comme loi son mode d'action et auquel il doit subordonner sa volonté[g]. » Mais, au lieu d'approfondir les suggestions de Marx, de constituer une théorie de la subjectivité adaptée à la nouvelle phase de la révolution et de déterminer dans quelle mesure on pouvait combiner le gouvernement des consciences par l'extérieur avec l'élucidation progressive de leurs intentions confuses, les dirigeants soviétiques semblent avoir été surtout frappés par l'abîme qui séparait la subjectivité populaire de ce que Marx a nommé « l'intelligence théorique du mouvement historique dans son ensemble ». La connaissance théorique et pratique du processus historique devient une science et une technique pour lesquelles on forme des spécialistes. C'est ainsi que l'industrie, un moment, a précédé la science : les hommes construisaient des bateaux bien avant la naissance d'Archimède ; des intuitions leur permettaient de dépasser la théorie par la pratique. Mais la complication progressive des disciplines scientifiques a fini par les isoler des arts et des métiers ; théoriquement accessibles à tous, elles sont en fait cultivées par une toute petite aristocratie de spécialistes ; les ouvriers peuvent encore bricoler, mais les inventions de l'industrie sont nécessairement produites par un corps de techniciens formé par des savants. Cette séparation que nous trouvons dans les sociétés

bourgeoises entre les professionnels de l'objectivité (savants, ingénieurs, statisticiens) et la masse travailleuse, c'est elle qui s'est introduite, en U.R.SS., entre les idéologues et les chefs d'une part et, de l'autre, la classe ouvrière. Voilà pourquoi Tchaguine[3] peut écrire, commentant Staline : « L'arme la plus efficace du prolétariat… c'est sa propre théorie révolutionnaire. Si celle-ci s'élabore en liaison indissoluble avec le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est le parti du prolétariat en la personne de ses chefs et de ses idéologues qui en est à proprement parler le créateur[h]. » Rosa Luxemburg s'élevait déjà avant la guerre de 14 contre cette tendance et reprochait à Lénine son « subjectivisme » par un curieux renversement des positions : « Dans ce désir… d'établir la tutelle d'un Comité central omniscient et omnipotent pour préserver un mouvement ouvrier, si prometteur et si plein de sève, de quelques faux pas, nous croyons discerner les symptômes de ce même subjectivisme qui a déjà joué plus d'un tour à la pensée socialiste en Russie[i]. » Mais le reproche est sinon injuste, du moins prématuré. Ce n'est pas, contrairement à ce qu'elle prétend, « le moi qui prend sa revanche ». Moi et subjectivité ont disparu ensemble.

Les masses travailleuses sont coupées de leur conscience spontanée et la découvrent en face d'elles, aussi objectivée et « réifiée » (*Verdinglichung*) que leur force de travail en période pré-révolutionnaire. Loin de la déchiffrer, ils l'apprennent par leurs dirigeants et se connaissent d'abord eux-mêmes comme objets par la médiation de ces dirigeants. Pour n'être plus tout à fait une marchandise, leur force de travail reste séparée d'eux et ce que Marx disait de l'industrie bourgeoise demeure vrai : « Il ne faut pas dire qu'une heure d'un homme vaut une heure d'un autre homme mais qu'un homme d'une heure vaut un autre homme d'une

heure[4]. » Mais il ne faudrait pas conclure que la subjectivité existe au niveau des dirigeants. Lorsqu'une classe sociale est aliénée, Lukacs a montré après Marx que l'aliénation s'étend à tous les degrés de la société[5]. Dans le moment où le prolétariat sujet de l'Histoire tombe en dehors de la conscience théorique et pratique de celle-ci, il devient pour lui-même pure matière de l'Histoire, objet passif ; mais les dirigeants, séparés de l'agent historique, n'agissent plus sur l'Histoire elle-même que du dehors ; elle devient une chose en soi qu'on peut contempler, connaître et sur laquelle on peut agir de l'extérieur conformément à des lois. Ils agissent donc indirectement sur l'Histoire en déterminant du dehors comme un objet l'agent historique, mais comme ils ne sont plus une émanation de la conscience de masse, ils cessent de faire l'Histoire directement. Ils sont donc soumis à l'objectivité d'une manière aussi radicale que les masses travailleuses. Celles-ci sont objet pour les dirigeants et du coup les dirigeants connaissent l'Histoire comme un objet extérieur à eux ; ils sont par rapport à elles comme le savant du XIX^e^ siècle par rapport au système expérimental : dehors. Au lieu que Bebel[6] et Rosa Luxemburg, dans leur connaissance et dans leur action, se rapprochaient du savant d'aujourd'hui qui considère que l'expérimentateur fait partie du système expérimental.

Au reste, comme les dirigeants soviétiques ont objectivé la conscience créatrice de la masse et qu'ils ont sauté hors d'elle, leur objectivité, faute d'être soutenue par celle de la masse, n'a plus aucune caution : elle n'est plus nourrie par le grand fleuve encore boueux mais puissant de l'« esprit[j] » populaire, elle s'étiole, elle se considère elle-même comme privée de droit et de fondement. En même temps, comme leur situation de dirigeants les a décollés de la condition prolétarienne, ils sont en l'air : ils peuvent déchiffrer

les contradictions objectives de la situation mais ils ne sont pas constitués par elles et ne peuvent bénéficier de leur puissance productrice. Ils ne sont, en conséquence, rien d'autre que la pure connaissance de l'objectif et la seule action qu'ils exercent sur lui est combinatoire. C'est-à-dire fort semblable à ce calcul rationnel dont Lukacs fait la fonction théorético-pratique de la bourgeoisie industrielle. Ainsi la masse devient objet passif et inconscient des contradictions historiques pendant que les dirigeants et les idéologues sont pures consciences abstraites de ces contradictions. Et comme leur seul office est de combiner les données objectives, il saisissent du dehors l'écoulement des phénomènes et des lois qui président à cet écoulement[k]. La méthode n'est donc pas en eux, elle ne manifeste pas leur rapport vivant à leur objet ; mais elle est plutôt une règle objective de l'objectivité. Elle se fige à l'extérieur, s'ossifie, devient pure règle immuable du changement. Le marxisme meurt et devient scolastique. Au reste, le retour à l'analytique bourgeoise achève de détruire ce qui restait en lui de dialectique et le transforme en une analyse des conditions matérielles du processus historique.

Il est donc faux que la subjectivité soit l'instance dernière du système soviétique, du moins quand on le considère avant la dissidence de Tito. Les dirigeants et la bureaucratie qui exécutent leurs ordres sont victimes de l'objectivité comme le bourgeois est victime du capital. À aucun échelon du système la subjectivité n'existe. Ou plutôt, elle existe partout, mais voilée, invisible : elle existe comme fuite de soi dans l'objectivité. Cependant on lui a donné sa place dans le système. Elle est nommée et elle apparaît comme une certaine qualité objective de l'objet. Cette pseudo-subjectivité correspond exactement à ce que Lukacs considère comme la subjectivité dans les sociétés bourgeoises : « En

conséquence de la rationalisation du processus du travail, les qualités humaines et les particularités du travailleur apparaissent toujours davantage comme de simples sources d'erreurs et de fautes qui s'opposent au fonctionnement prévu et calculé de ces lois abstraites et partielles[7]. » Quoi d'étonnant d'ailleurs puisque Lénine, le premier théoricien du centralisme, oubliant radicalement la théorie du *Verdinglichung* (qui admet bien que la fabrique organise les travailleurs mais comme objets), peut écrire ces phrases monstrueuses : « (L'Iskra)… m'accuse de concevoir le Parti comme une immense fabrique avec, à sa tête, un directeur, le Comité central… Cette fabrique qui, à d'aucuns, semble un épouvantail, pas autre chose, est la forme supérieure de la coopération capitaliste qui a groupé, discipliné le prolétariat, lui a enseigné l'organisation… C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme, qui a enseigné et enseigne aux intellectuels inconstants la différence entre le côté exploiteur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le travail en commun résultant d'une technique hautement développée)[1]. » Ici, Lénine est un mystificateur : la discipline de la fabrique s'exprime par le taylorisme et toutes les formes de la rationalisation, elle parachève la réification de l'ouvrier en l'obligeant à travailler à la chaîne, en détruisant son rapport concret au produit et à lui-même, en le réduisant à l'état de machine. Cette discipline « résultant d'une technique hautement développée » réalise avec les personnes un agencement aussi bien réglé que celui d'une machine. L'efficacité est considérable et, en transportant ces agencements sur le terrain de l'action révolutionnaire, on obtient des résultats surprenants. Mais l'organisation de combat parachève la réification entreprise par la bourgeoisie. Passe encore si la *Verdinglichung* poussée à

l'extrême se transformait selon le retournement dialectique prévu par Marx. Mais la bourgeoisie a disparu et l'aliénation radicale qui caractérisait la société bourgeoise est demeurée.

Le système objectiviste se complète enfin par l'Armée soviétique. Les chefs soviétiques se méfient des P.C. nationaux parce que ceux-ci, étant demeurés au sein des sociétés bourgeoises, n'ont pas abandonné la phase négative qui se caractérise justement par l'accord harmonieux de l'objectivité et de la subjectivité. Toute prise de pouvoir, dans une démocratie occidentale, se présenterait comme le triomphe inquiétant de la subjectivité. Dans cette perspective, c'est à l'Armée Rouge que les dirigeants confieront le soin d'opérer les révolutions locales. Ainsi ils substitueront à un mouvement insurrectionnel, dialectique et apocalyptique, une opération purement technique, en tout point semblable à la mise en place d'un dispositif. Extérieure par essence au pays qu'elle « libère », l'Armée Rouge substitue à la vague de fond populaire une action ordonnée qui s'exerce sur des objets du dehors ; il ne s'agit plus que d'une réalisation d'ingénieur et les techniciens qu'on mettra aux postes de commande, au lieu d'être portés au pouvoir par les masses, sont sélectionnés pour leur compétence par d'autres techniciens. On comprend que le subjectivisme soit aujourd'hui un rêve pieux : dans les pays qui demeurent hors de la zone d'action de l'Armée Rouge, la subjectivité, quoique contenue, existe encore ; mais aussi les prolétariats, mal formés, méprisés pour leur indiscipline, sont provisoirement abandonnés à leur sort : on se sert de leurs revendications légitimes pour entretenir en Europe une agitation brouillonne qui freine la production tout en déconsidérant le Parti. Dans les pays du glacis soviétique quel bureaucrate sait encore ce qu'est la subjectivité ?

Médiateur entre Moscou et ses concitoyens, il se sait objet pour les dirigeants soviétiques et, quant à la situation qu'il déchiffre et aménage, il ne la saisit qu'en tant qu'elle est déjà objectivée par eux dans le cadre de la conjoncture mondiale. Objet objectivé, il adapte les structures objectives régionales à la situation objective qui se reflète à travers les exigences soviétiques. Lorsque les missions commerciales passent « des commandes », le fonctionnaire doit orienter et activer la production locale de façon à pouvoir effectuer en temps voulu les livraisons. Et cette activité d'organisation s'exerce elle-même sur la base du calcul et de la statistique.

Voilà pourquoi, à mon sens, ce serait une grave erreur d'interpréter les « rébellions » avortées de l'Albanais Dzodze, du Polonais Gomulka, du Hongrois Rajk, du Bulgare Kostov[8] comme la découverte et la revendication des droits de la subjectivité. Le point de départ, au contraire, comme vous le soulignez, est en chaque cas une contradiction objective entre les exigences soviétiques et les tâches imposées par le processus local de socialisation. Et ces contradictions ne sont pas nécessairement ressenties par les masses ou, si les populations en souffrent, du moins n'est-ce pas de ce conflit vécu et souffert que la révolte prend naissance : c'est une conscience de bureaucrate qui constate l'antinomie du dehors comme un mathématicien peu déceler des erreurs dans la formulation d'un problème. Le mécontentement des paysans ou des ouvriers ne demeure pas inaperçu : mais il est apprécié comme une donnée objective et comme l'expression, le signe de la contradiction. Lorsque Kostov prononce à Sofia son discours du 8 septembre 1947, cette contradiction se présente à lui comme inscrite dans les choses. D'une part, le dogme de la « défense permanente de la Patrie soviétique » : comment douter de son objectivité ? C'est précisément pour en tirer les

conséquences pratiques que la cooptation bureaucratique a choisi Kostov, et Kostov ne peut se voir lui-même que comme cet objet qui est chargé d'appliquer une politique prosoviétique et comme la conscience abstraite qui saisit la nécessité objective de cette politique. Mais, d'autre part, et dans le cadre de la défense du bastion russe, le fonctionnaire Kostov est chargé de réaliser par étapes et selon des méthodes éprouvées la socialisation de la Bulgarie. Or l'exploitation économique de la Bulgarie par l'U.R.S.S. rend cette socialisation pratiquement impossible. Et voici l'autre aspect de la situation objective : « En aucune circonstance nous ne tolérerons d'ingérence étrangère dans nos affaires intérieures ; le peuple bulgare sait bien que sans indépendance et sans souveraineté, il ne peut y avoir de démocratie populaire, d'industrialisation et d'électrification, de propriété et de vie heureuse pour le peuple. » La contradiction, cependant, opère la transformation du fonctionnaire : en se révélant comme conflit des deux tâches limites qui le définissent dans sa réalité, elle le renvoie à l'obligation de choisir une activité qui le définisse dans son être, à l'exclusion de toute autre, bref à la subjectivité[m]. Et la contradiction passe en lui, sous la forme d'un conflit entre le fonctionnaire-objet qui se définit par l'application des directives soviétiques et la conscience abstraite qui en reflète l'impossibilité objective. Mais il ne faut pas croire que la découverte de sa subjectivité le comble de bonheur. Au contraire elle lui apparaît dans l'inquiétude et, de plus, elle est intégrée au système objectiviste et il a toujours considéré la subjectivité comme « source d'erreurs et de fautes ». Aussi le moment subjectif n'est pour lui qu'une étape transitoire et sa « révolte » a pour but de supprimer la contradiction dans l'objet et par là de faire disparaître en lui le moment subjectif. Il semble probable que ces prétendues

rébellions ne visaient qu'à jeter les bases d'une politique de fermeté à l'égard de l'U.R.S.S. pour obtenir de Moscou des aménagements qui eussent permis de poursuivre la socialisation tout en continuant d'assurer la défense du bastion soviétique. Ainsi, par la réconciliation de ses tâches, le bureaucrate eût réintégré l'objectif.

Or, en chaque cas, il échoue, il est emprisonné, jugé. Comment comprendra-t-il son échec ? Il n'a pas la possibilité de distinguer le subjectif de l'objectif. Il ne peut recourir, en conséquence, à une interprétation subjectiviste : « Je m'y suis mal pris. » Car le fait même qu'il s'y soit mal pris, dans la perspective de l'objectivisme absolu, signifie qu'on ne pouvait pas bien s'y prendre. Que dire en effet ? « Je m'y suis pris trop tard » ou « trop tôt » ? Mais c'est l'objectivité qui définit elle-même le moment de l'entreprise : sans doute était-il trop tard quand la contradiction s'est dévoilée ; mais, avant qu'elle se manifeste, il était trop tôt puisqu'elle n'était pas décelable ou du moins pas suffisamment inquiétante pour justifier une action. Dira-t-il : « D'autres réussiront » ? Mais tous ceux qui pouvaient réussir et qui se comptent sur les doigts ont échoué avec lui : puisque le bureaucrate s'est coupé de la masse, il ne peut compter d'abord sur le concours populaire et sa révolte prend figure, au début, d'une conspiration. « J'avais raison ? j'ai raison jusque dans mon échec ? » C'est une attitude poétique : Mallarmé glisse au fond de la mer, vaincu et triomphant, mais le fonctionnaire d'une république populaire ne joue pas à qui-perd-gagne. C'est la réussite qui est le critère de la vérité. Donc il a tort : son entreprise ne pouvait s'insérer dans les maillons du réel. La raison objective a révélé sa vérité, son absolue réalité, la nécessité de ses mouvements lorsqu'il est venu se briser contre elle. Mais la catastrophe le réconcilie avec lui-même parce que l'échec lui dévoile la signification véritable de cette subjectivité qui le hante

encore comme le souvenir d'un rêve : elle est néant, finitude, impuissance ; tout ce qui est objectif est réel, tout ce qui est réel est objectif. Son interprétation de la situation concrète était fausse. C'est-à-dire un rien. Il a voulu juger sans avoir les éléments et cette précipitation vient d'un défaut de caractère. L'action parfaite, en effet, est une adaptation parfaite aux exigences de l'objet, donc la subjectivité ne peut que gâter cette adaptation. L'orgueil, la suffisance, l'étroitesse des vues sont des forces négatives ou plutôt une absence d'être. S'il a pourtant cru réussir un moment, si son projet a reçu un commencement d'exécution, c'est qu'il avait observé les règles objectives ; c'est de l'objectif qu'il tient son efficacité ; mais ce concours s'évanouit de soi-même lorsqu'on cherche à tourner les forces objectives contre l'objectivité. L'objectivisme rétabli dans sa calme cohésion rejoint ici la morale de Claudel : « Le pire n'est pas toujours sûr[9]. » Le fonctionnaire devient ainsi le complice de ses juges : au moment où il réduit la subjectivité à n'être qu'une absence, ceux-ci présentent la conspiration qu'il a ourdie comme le résultat pernicieux de l'attitude subjective. Il est d'accord avec eux pour voir dans la subjectivité non pas une certaine interprétation de l'objectif mais la négation de cette objectivité ; pour lui comme pour eux c'est le néant empruntant à l'être sa puissance pour la tourner contre lui ; bref, c'est le mal. Pour lui comme pour eux l'échec final de l'entreprise fournit la preuve que le mal est impuissance et les confirme dans leur optimisme terrorisé. Il faut que les juges aillent plus loin encore : ce sont des fonctionnaires dont l'office est de rendre compte aux autorités supérieures.

Le problème reste le même dans toutes les théodicées : il faut innocenter Dieu. Il ne suffit pas, en effet, d'avoir mis d'un côté le Bien, le Vrai, l'Ordre, l'Objectif, l'Être et de l'autre côté le Mal,

l'Erreur, le Subjectif, le Néant ; encore faut-il rendre compte du Néant, car le Mal n'est pas et pourtant il y a du mal et l'Erreur n'est rien et pourtant on se trompe. La tâche du clerc est d'établir que le Non-Être vient de l'Être et n'a d'existence que par l'Être mais que l'Être n'en est aucunement responsable. « La direction décline toute responsabilité… » Pour Descartes, par exemple, tout le positif en nous vient de Dieu et c'est de nous-mêmes que le négatif procède. Au moins croyait-il à la liberté humaine ; c'était un principe d'explication. Mais pour le clerc soviétique, qui ne croit pas au libre arbitre, la question est plus délicate : la personne ne peut plus servir de bouc émissaire ; il s'agit, au contraire, de savoir qui on rendra responsable de l'existence de la personne. Le négatif, en moi, ne peut naître du processus historique ni de moi-même en tant que je suis un produit et un agent objectif de ce processus. Il ne saurait naître non plus de la nature dont Engels dit précisément qu'elle est un processus en mouvement défini par des lois universelles. « L'individu isolé comme source de l'expérience n'est plus nécessaire, écrit-il, son expérience individuelle peut être remplacée dans une certaine mesure par les résultats des expériences faites par un certain nombre de ses ancêtres. Si, par exemple, les axiomes mathématiques semblent chez nous évidents par eux-mêmes à n'importe quel enfant de huit ans et n'ont pas besoin d'être prouvés par l'expérience, c'est seulement comme résultat d'un héritage accumulé[n]. »

Puisque ni l'ordre social ni l'ordre naturel ne sont responsables de l'individu comme finitude et source d'erreur, il faut donc l'attribuer à leur rencontre. La subjectivité est une malfaçon, un loup qui, considéré comme production naturelle, s'explique rigoureusement par les lois et les circonstances et s'intègre donc à l'universel mais qui, du point de vue social, devient une exception,

une monstruosité. Le responsable, c'est le hasard, c'est-à-dire la rencontre de deux séries indépendantes. Et le hasard signifie justement Néant — puisque chacune des séries, produisant par elle-même la pure positivité, n'est cause du négatif que du point de vue de l'autre et par rapport à l'autre —, inintelligibilité dans l'intelligible — puisque chaque phénomène en chacune des séries est parfaitement explicable, mais non pas la rencontre des séries, celle-ci par définition n'ayant sa raison ni dans l'une, ni dans l'autre, ni dans un troisième terme dont l'existence supprimerait l'indépendance des deux séries —, impuissance — puisque, selon la loi des grands nombres, les hasards s'annulent. Pure exemplification de lois naturelles, l'individu n'est rien autre dans la nature que l'universel ; mais il peut être l'exception dans le monde social. Dès lors, la subjectivité comme malfaçon doit avoir existé dès la livraison du produit. C'est une qualité objective de l'objet bureaucratique. Il faut bien, en effet, la fixer et la localiser : que deviendrait l'administration si la maladie subjective pouvait fondre à n'importe quel moment sur les fonctionnaires soviétiques ? Il arrive qu'on la découvre sur le tard ; mais c'est que le malade la cachait. En un mot, la subjectivité est une tare constitutionnelle dont l'autre nom est trahison. Certaines personnes naissent subjectives, c'est-à-dire malheureuses et coupables ; elles sont promises à l'échafaud.

Jusque-là, jusqu'à la condamnation, jusqu'à l'exécution capitale inclusivement, l'accusé est complice de ses juges ; son échec l'a délivré de son inquiétude. Du fond de sa prison, il contemple avec calme l'univers objectif qui s'est reformé. Sa pure conscience aperçoit un nouvel objet au milieu des autres : lui-même avec sa subjectivité. Celle-ci, réduite à une qualité extérieure, cesse de le troubler ; elle est dehors comme la couleur de ses cheveux, comme

son poids ou sa taille. Elle a cessé d'être cette voix perfide, inconnue, qui lui parlait à l'oreille et tentait de lui persuader qu'elle était lui-même et qu'elle n'appartenait pas au monde des choses. À présent, la voilà devant lui, inerte, doucement ballottée par le processus historique. Il n'est plus qu'un regard abstrait qui contemple un cadavre. Bien sûr, il a été traître : il devait l'être. La trahison était requise par le cours du monde ; son vice constitutionnel le désignait pour la commettre et la conjoncture historique devait nécessairement la faire avorter. L'accusé triomphe : il voulait l'ordre, il l'a. Les traîtres mêmes sont dans l'ordre et concourent à le maintenir ; l'ordre n'a jamais été troublé. La conscience anonyme du coupable ne fait qu'un avec la conscience anonyme du juge. Il retrouve l'innocence en condamnant son crime au nom de l'objectivité qu'il a toujours servie ; il est redevenu un bureaucrate ; il cherche avec les autres bureaucrates à exploiter au maximum le fait objectif de sa trahison. Technicien de la propagande, il met au point avec ses confrères les aveux « très étudiés » qu'il fera au procès. Je m'étonne qu'on fasse tant de bruit autour de ces confessions et de cet objectivisme. Nous les connaissions déjà. Hegel, il y a plus d'un siècle, en a fait la théorie. « La conscience, écrit-il, a posé la singularité dans son développement complet, ou elle a posé la singularité, qui est *conscience effectivement réelle*, comme le *négatif* d'elle-même, c'est-à-dire comme l'extrême *objectif* ou encore elle a arraché de soi-même son être-pour-soi et en a fait un être ; dans ce développement est venue à l'être pour la conscience son *unité* avec cet universel, unité qui… constitue, dans la conscience comme telle, son essence[o]. »

Qu'on relise les pages consacrées à la Conscience Malheureuse. La discussion du jeu de la singularité et de l'universel dans la

conscience chrétienne vaut également pour le conflit de l'objectif et du subjectif dans la conscience du fonctionnaire hongrois ou bulgare. Mais de cette nouvelle « conscience malheureuse », le perfectionnement des méthodes modernes et en particulier la technique des aveux — très supérieure à celle de la confession catholique — a permis d'exclure le malheur.

Seulement, le système objectiviste exige l'échec des conspirations. Il engloutit les vaincus et se nourrit de leur défaite. Toute réussite lui porte un coup fatal : or, Tito a réussi. Certes, il peut être écrasé demain, son gouvernement peut disparaître au cours d'une nouvelle guerre mondiale, les difficultés intérieures peuvent le saper, la Yougoslavie peut végéter dans le « provincialisme » : reste qu'il mène à bien sa dissidence et qu'il tient ses troupes en main. L'objectivisme ne dispose pas d'instruments de pensée pour expliquer et apprécier cette histoire partielle. L'U.R.S.S. n'a pas le moyen de juger Tito. Car si la subjectivité est impuissance, alors Tito devait être Rajk ; le « processus historique » ne devait pas lui laisser la moindre chance. Ici, le marxisme se retourne contre le stalinisme et le stalinisme se retourne contre lui-même.

« Qu'un certain individu, écrit Engels, et non pas un autre, surgisse à une époque déterminée dans un pays donné est naturellement une question de pur hasard. Mais, même si nous l'éliminons, il aura toujours besoin d'un substitut et ce substitut sera trouvé tant bien que mal ; on le trouvera sûrement à la longue. Ce fut un hasard que Napoléon, ce Corse, ait été précisément ce dictateur militaire dont avait besoin la République française épuisée par ses guerres ; Mais à défaut d'un Napoléon, un autre aurait rempli sa place[p] » Remplacez dans ce texte Napoléon par Tito et le titisme trouvera sa justification absolue. L'hémorragie

économique de la Yougoslavie, les appréhensions paysannes, le mécontentement ouvrier, l'abaissement du niveau de vie, l'arrêt de l'industrialisation exigeaient la rupture avec l'U.R.S.S., mieux encore, étaient cette rupture elle-même : au sens où le prolétariat est la contradiction de la société bourgeoise. Et cette rupture devait s'accomplir par la médiation d'un groupe de dirigeants qui se définissaient justement par leur décision de l'accomplir. Tito, si l'on en croit Engels et Staline, serait le produit objectif de la situation yougoslave. Mais non, dira-t-on, il règne par la terreur. On peut donc régner par la terreur contre l'Histoire ? Alors, qui me prouve que le Politburo ne se maintient pas contre les populations soviétiques ? Mais je ne crois pas que cette explication soit décisive : d'où lui vient la force qui fait régner la terreur ? De l'Armée, du Parti, des cadres ? Il les a donc avec lui ? Voilà qui dépasse singulièrement la thèse de la « malfaçon » subjective. Mais non, répond un autre stalinien, il s'appuie sur les éléments réactionnaires de la population : le paysannat, la bourgeoisie. Admettons-le ; alors, c'est que ces éléments ont assez d'importance pour imposer leur politique. Dans ce cas, l'U.R.S.S. devait apporter des aménagements à la sienne, prévoir des étapes plus nombreuses vers la socialisation, modérer ses exigences sur le terrain économique. En un mot, ces dirigeants ont fait erreur : la subjectivité passe de leur côté. On me répond qu'ils ne peuvent pas se tromper et que leur politique exprime les exigences objectives de la situation de l'U.R.S.S. Parfait. Alors la théorie de la révolution est contradictoire puisque Lénine considérait comme une nécessité du socialisme que l'unité économique des États en voie de socialisation dût se rétablir sur la base « d'une aide désintéressée et sans domination » et puisque les républiques socialistes soviétiques sont contraintes par leur situation d'établir avec la

Yougoslavie des rapports commerciaux capitalistes qui la défavorisent. Il faut choisir ; ou l'interprétation marxiste de l'Histoire est fausse — puisque le processus historique obligerait les pays socialistes à appliquer entre eux la loi du marché capitaliste mondial — ou la conception bureaucratique de la subjectivité est une monumentale erreur ; en d'autres termes : ou la réussite de Tito s'explique par les conditions objectives de la Yougoslavie dans les perspectives d'un objectivisme qui se détruit lui-même, ou elle s'explique par des erreurs politiques — qu'elles aient été commises par l'U.R.S.S. ou par les dirigeants yougoslaves — et alors il faut reconnaître une certaine efficacité, une certaine consistance au subjectif. Cette Yougoslavie dissidente, elle était impossible : impossible parce que l'appareil bureaucratique de l'U.R.S.S. ne peut se tromper dans l'appréciation de données objectives ; les erreurs individuelles sont des hasards qui s'accumulent ; impossible aussi parce que la trahison est un vieux rêve impuissant qui s'évanouit dès qu'il touche au réel. Or cette impossibilité objective vit et prospère ; la foudre dialectique ne l'a pas réduite en cendres ; elle se développe contre toute évidence et cette Yougoslavie impossible se porte même beaucoup mieux qu'une certaine Yougoslavie antérieure dont la réalité était contrôlée et estampillée par les Soviets.

Des savants, dit une chanson, faisaient des expériences sur des lièvres. Les résultats objectifs de ces expériences étaient établis à l'avance par des raisonnements rigoureux. Les lièvres savaient déjà ce qu'ils devaient vérifier. Or, l'expérience ne confirma pas les résultats prévus. Placés devant cette absurdité, les savants comprirent alors que les lièvres traités étaient de faux lièvres. Fort bien : et nous comprenons que Tito est un faux lièvre, la Yougoslavie une fausse Yougoslavie. Mais qu'est-ce qu'un faux

lièvre ? D'ailleurs, de toute façon, cet animal menteur implique une erreur chez le savant : ou c'est un vrai lièvre que le savant prend pour faux ou alors, si c'est un faux lièvre, le savant est impardonnable de l'avoir cru vrai. Les Kominformistes expliquent que Tito a toujours été fasciste. Donc toujours un faux Tito. Mais alors l'erreur est imputable à l'U.R.S.S. : comment expliquer autrement les éloges décernés au « Staline n° 2 » ? Si le lièvre est un faux lièvre, le savant est un faux savant. Il suffit que le savant déclare qu'un vrai savant ne peut se tromper pour qu'il soit entraîné dans une suite d'âneries qui lui font perdre la tête ; un vrai savant ne peut se tromper, donc ses prévisions sur les lièvres sont vraies ; or, les prétendus lièvres ne les vérifient pas, donc ce sont de faux lièvres que le savant a crus vrais, donc le savant s'est trompé, donc c'est un faux savant ; mais un faux savant ne dit pas la vérité, donc il s'est trompé quand il a dit que le vrai savant est infaillible, donc un vrai savant peut se tromper, donc le faux savant est peut-être un vrai savant qui se trompe, donc le faux lièvre est peut-être un vrai lièvre. L'objectivité n'est pas la simple appréciation de la situation présente ; elle est aussi et surtout une prévision. Si le développement de la situation ne vérifie pas la prévision, c'est que l'objectivité est toujours subjective en quelque côté. Et comme la prévision, vraie ou fausse, a des conséquences réelles, comme l'U.R.S.S., soit en se trompant sur la politique à suivre vis-à-vis des démocraties populaires, soit en se trompant sur la vraie nature du P.C.Y., a influencé le cours des événements, il en résulte que la réalité n'est pas identique à l'objectivité pure. Le réalisme socialiste doit tenir compte des facteurs subjectifs. Il doit résoudre cette antinomie nouvelle ; thèse : le subjectif est une structure secondaire de l'objectivité — antithèse : l'objectivité dépend d'une

subjectivité qui apprécie et prévoit les phénomènes et qui les modifie en fonction de ses appréciations.

Cet extrême embarras des dirigeants soviétiques se révèle dans les contradictions de la presse communiste : elle n'arrive pas à définir Tito. Traître subjectif ? Traître objectif ? S'il est traître subjectif, comme Rajk, il a toujours été traître et la subjectivité, comme malfaçon, est un vice constitutionnel de sa nature. Seulement cela suppose qu'on reconnaisse un déterminisme psycho-physiologique indépendant de la dialectique historique. Au lieu de considérer le fait historique partiel comme l'expression de la totalité historique, nous émiettons l'Histoire, nous concevons l'événement comme le produit de séquences causales indépendantes et qui se rencontrent : « Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus court… », et Tito, s'il eût été moins méchant, ou s'il fût mort de la gravelle, d'une balle allemande, la face du monde eût été changée. Mais que devient l'interprétation marxiste de l'Histoire ? Sans aucun doute, Marx accepte l'action du hasard : « L'histoire du monde serait vraiment chose bien facile à faire si toute lutte devait être engagée seulement avec des chances infailliblement favorables. D'autre part, elle serait de nature fort mystique si les "hasards" n'y jouaient aucun rôle. Ces cas fortuits rentrent facilement dans la marche générale de l'évolution et ils sont compensés par d'autres cas fortuits. Mais l'accélération ou le retard des événements dépendent en grande partie de semblables "hasards" parmi lesquels figure aussi le caractère des gens qui sont à la tête du mouvement[q]. » Mais le contexte prouve qu'il s'agit d'accélération ou de retard dans un processus en cours de développement. Autrement dit, la dissidence yougoslave est inscrite dans les choses : si Tito n'eût pas existé ou eût été différent, la rupture se fût produite plus tard, mais Tito ne pouvait

à lui seul créer les conditions de cette rupture ni empêcher qu'elle se produise. Au reste, le point de vue relativement modéré de Marx a été abandonné par les idéologues staliniens. L'objectivisme doit nécessairement miner le hasard. Aussi un écrivain officiel, Pokrovsky[10], a-t-il pu écrire dans son *Histoire de la Russie* que « faire appel au hasard est une preuve d'indigence intellectuelle ». Autrement dit, le recours au hasard comme principe d'explication est légitime en cas d'échec de la tentative envisagée ; en cas de succès il fait éclater le marxisme. « Mais, dira le communiste stalinien, tout n'est pas fini : attendez quelques années et la Yougoslavie renversera d'elle-même son tyran, la déviation titiste sera justement un de ces hasards sans importance qui retardent simplement le cours de l'Histoire sans parvenir à le changer. » Peut-être : seulement, pour appuyer ces prévisions, les staliniens n'ont plus que leur foi. Et, puisqu'ils se sont trompés dans l'appréciation du P.C.Y. entre 1945 et 1948, qui leur prouve qu'ils ne se trompent pas aujourd'hui dans l'appréciation de l'évolution yougoslave ?

C'est pourquoi la plupart des staliniens préfèrent reconnaître, dans le privé, que Tito n'est peut-être pas un traître subjectif. Ses intentions ne sont pas en cause. Mais, objectivement, il trahit parce que sa dissidence fait le jeu des puissances occidentales et risque d'affaiblir l'U.R.S.S. Et je vois bien, en effet, que l'argument serait valable si on l'appliquait, par exemple, à un petit bourgeois sans culture politique : celui-ci, en effet peut avoir des « idées généreuses », une sensibilité de gauche, un idéal progressiste et, par ignorance, faire en des circonstances déterminées le jeu de la réaction. Mais, dans le cas qui nous occupe, un enfant comprendrait le genre de risques que la politique titiste fait courir à la cause du socialisme. Comment pourrais-je admettre que des

militants entraînés, des chefs, des théoriciens comme Batché ou Popovitch[11] puissent méconnaître ces dangers ? Comment expliquer l'extrême aveuglement qui leur dissimulait les conséquences de leurs actes ? Le moins cultivé des communistes français voit avec évidence que Tito, en abandonnant le dogme du « bastion soviétique », est contraint de se ranger dans le camp américain et Tito ne le comprendrait pas ? Cela est impensable, surtout si l'on songe que la rupture s'est produite après des mois de discussion, d'échanges de notes, de tentatives de compromis et que tous les aspects du problème ont été, de part et d'autre, envisagés. Non : Tito a été dûment éclairé sur les dangers de son entreprise, il ne peut les ignorer. S'il est objectivement traître, il faut d'abord qu'il l'ait été subjectivement. Ou, inversement, s'il ne l'est pas subjectivement, il ne peut l'être à titre purement objectif ; cela veut dire : il n'a pas tenu compte des arguments staliniens, soit parce qu'il ne croit plus à la théorie du bastion soviétique, soit parce qu'il ne croit pas que l'aboutissement nécessaire de la dissidence yougoslave soit l'abandon du socialisme et l'adhésion au bloc américain. En ce cas, il faut admettre que deux appréciations différentes d'une même situation sont simultanément possibles : c'est subjectivité contre subjectivité.

Mais le titisme n'aurait qu'un intérêt secondaire s'il ne devait servir qu'à embarrasser les théoriciens et les journalistes du P.C. Ce qui lui donne son extraordinaire importance, c'est qu'il s'accompagne pour les dirigeants yougoslaves de la redécouverte du subjectif. Au départ, en effet, Tito, comme Rajk, est objectiviste. Peu importe que son caractère et son expérience de partisan lui rendent l'obéissance particulièrement difficile : le fait est qu'il s'intègre, comme dirigeant local, à l'immense et rigoureux système bureaucratique que l'U.R.S.S. a édifié ; le fait est, comme vous le

soulignez, mon cher Dalmas, qu'« aucun des éléments qu'un marxiste peut situer à l'origine de la bureaucratie soviétique… n'est absent de la Yougoslavie ». Et, comme Rajk et Kostov, Tito est amené à la révolte par la simple considération objective de la situation. Ses discours qui auraient pu, à quelques modifications près, être prononcés par Kostov ou par Rajk, mettent l'accent sur les enchaînements objectifs et sur le réalisme économique : il insiste sur la nécessité objective d'affranchir l'économie nationale de l'emprise du capital étranger, de reconstruire une industrie dévastée par la guerre et d'intensifier l'industrialisation pour fournir une base matérielle et technique à la construction du socialisme. La rupture s'est faite en partie parce que le dogme objectif du « bastion soviétique » entraînait chez les Soviets le projet de faire de la Yougoslavie le grenier de l'U.R.S.S. Il s'agit donc, à l'origine, de deux conceptions de l'objectivité qui se heurtaient. Le mécanisme de la rupture est identique à celui que nous avons décrit plus haut à propos de Rajk ou de Kostov. Il s'agit de faire pression sur l'U.R.S.S. pour qu'elle modifie sa politique. Et, s'il est vrai que la résistance de Tito est antérieure à 48, il faut reconnaître que c'est l'U.R.S.S. qui a pris l'initiative de rendre le conflit public et la rupture irréparable.

Pour comprendre cette rupture et ses conséquences, il importe de considérer le titisme par l'autre bout de la lorgnette, c'est-à-dire du point de vue de la politique soviétique. La Yougoslavie est le seul pays du glacis soviétique où un P.C. ait pris tout de suite et pour lui seul le pouvoir, le seul où des mesures progressives mais rigoureuses de socialisation aient été envisagées tout de suite. Ce P.C.Y. est donc nécessairement un parti de durs. Il n'a nul besoin de temporiser, de tenir compte de résistances bourgeoises ; il va de l'avant, réussit, accuse d'opportunisme les P.C. des démocraties

occidentales. Lorsque Molotov et Voznessenski[12] imposeront en U.R.S.S. leur politique de durs, c'est vers Tito qu'ils se dirigeront tout naturellement, c'est en lui qu'ils trouveront le meilleur allié. Or cette politique Molotov-Tito représente le maximum de l'objectivisme : une analyse économique de la situation des U.S.A. permet d'établir avec certitude que la production américaine va connaître une crise d'une ampleur considérable. D'où, par voie de conséquence rigoureuse, on conclut que la guerre est inévitable. À partir de ces données objectives, on déterminera une politique d'intransigeance, si radicale, même, qu'on peut l'appeler une stratégie. La conjonction d'une idéologie radicaliste, qui devait nécessairement accompagner un processus rapide de socialisation, et d'une politique basée sur des prévisions « scientifiques » devait faire du P.C.Y. le champion de l'objectivisme. Or les dirigeants soviétiques enregistrent l'échec de cette politique, ce qui signifie dans le monde objectiviste qu'on opère un changement de personnel. Après la disgrâce de Molotov, le P.C.Y. qui se trouvait « en flèche » éprouve tout à coup une métamorphose radicale qui lui vient de l'extérieur sans qu'il n'ait rien modifié à son attitude. Son radicalisme devient du gauchisme ; les résistances qu'il opposait aux exigences économiques de l'U.R.S.S., pour la seule raison que ces exigences risquaient de freiner la socialisation, deviennent le signe d'une déviance nationaliste. Le parti communiste yougoslave est devenu hérétique, le titisme est né. Sans doute, il suffirait de se désavouer, d'épouser le changement de direction de la politique soviétique, de rejoindre rapidement le gros de l'âme communiste. Mais ici intervient une autre impossibilité objective : le mouvement de socialisation est trop avancé, l'idéologie de combat trop enracinée dans les masses, on ne peut plus renverser la vapeur.

Ainsi, deux facteurs objectifs aboutissent à bloquer les dirigeants yougoslaves dans une attitude subjective ; il leur faut choisir : ou devenir traîtres sous le nom de « national-trotskystes », ou assumer seuls les risques de la situation. Mais à peine ont-ils décidé de tenir que la subjectivité se révèle à eux, en dépit d'eux-mêmes, dans toute sa monstruosité. Certes, la simple nécessité logique de retourner à l'U.R.S.S. son reproche de déviationnisme réclame d'eux un courage qui ne peut pas ne pas s'accompagner d'inquiétude : un petit pays agricole, économiquement arriéré, ose accuser de déviation une nation de cent cinquante millions d'habitants, énorme puissance industrielle qui poursuit depuis trente ans sa socialisation ! Mais surtout la stupeur naît devant les conséquences de leur politique. Ils étaient léninistes et staliniens, ils le sont encore, les principes du stalinisme peuplent encore leurs esprits, comme les statues de Staline peuplent encore leurs jardins. Ils voulaient aller jusqu'au bout et que la révolution éclatât partout, ils accusaient d'opportunisme le P.C. français. Or, pour avoir exigé une lutte plus âpre, plus vivace contre le capitalisme, les voilà contraints de se tourner vers l'Occident capitaliste et de lui demander l'aide économique qui leur permettra de le combattre. Mieux encore, comme le dit un autre observateur du problème yougoslave, ces troupes de choc du communisme se trouvent objectivement constituées en « troisième force » : « C'est l'existence de la puissance militaire américaine qui garantit l'indépendance nationale de la Yougoslavie, mais c'est… le poids politique de l'U.R.S.S. qui empêche le régime politique yougoslave d'être bousculé par la ruée de la bourgeoisie mondiale[r]. » Ces durs ne reviennent pas de leur surprise : parce qu'ils ont voulu une politique sans compromis, les voilà contraints de biaiser, de miser sur deux tableaux, de jouer en finesse, de doser les concessions ;

parce qu'ils se sont rangés sans hésiter dans un des deux camps ennemis, voici qu'ils se trouvent soudain dans un *no man's land* et que leur existence est garantie à la fois par l'U.R.S.S. et par les U.S.A. ; parce qu'ils se sont déclarés sans réserves et sans délai stratégique pour la révolution partout, voici que la bourgeoisie leur fait risette et que les révolutionnaires les condamnent. Ces contradictions créent une situation tragique et bouffonne qui ne peut se comprendre et se dépasser qu'en termes de subjectivité.

Seulement, à partir de là, Tito, précisément parce qu'il tient le coup, parce qu'il ne s'effondre pas sous le blâme du Kominform, assume la subjectivité. D'abord, nous l'avons vu, il ne peut défendre sa politique qu'en accusant les dirigeants soviétiques de déviationnisme. Il commence donc par rejeter la subjectivité tout entière sur l'adversaire. Celle-ci demeure encore une simple « source d'erreurs », elle est encore négative. Mais en insistant sur les fautes soviétiques, Tito se trouve contraint d'admettre la possibilité de se tromper. Nous sommes brusquement transportés sur un terrain nouveau, où les appréciations d'une situation économique et politique sont seulement probables ; on est passé de l'objectivisme dogmatique au probabilisme. Mais ce n'est pas tout : une nation de cent cinquante millions d'habitants, lorsqu'elle a choisi sa politique, peut superbement affirmer que cette politique est la seule vraie. Sa puissance lui permet de croire qu'elle l'imposera, surtout à ses faibles voisins. Mais les dirigeants d'un petit pays sans industrie sont obligés de tenir compte à chaque instant de forces extérieures qui peuvent ruiner leurs efforts. Leur destin n'est que partiellement entre leurs mains ; il faut ruser, temporiser, naviguer entre les écueils, profiter des conflits qui paralysent les grandes puissances ; et même la plus habile politique peut être impuissante à conjurer une catastrophe qui

prendra naissance en d'autres régions du globe et s'étendra bientôt à toute la terre. Ainsi apparaît une nouvelle forme de subjectivité ; le dirigeant court des risques ; il les suppute, il les assume. Vous dites excellemment que « la Yougoslavie est doublement menacée : de même qu'elle peut capituler devant les U.S.A. et rejoindre le bloc impérialiste, elle peut épuiser son souffle révolutionnaire et dégénérer en État policier ». Risques au-dedans, risques au-dehors ; ils sont si manifestes qu'on peut croire que Tito les connaît tous. Pourtant il ne s'est pas soumis, il continue la lutte. C'est donc que l'énergie, la conscience, la sincérité, l'habileté des dirigeants peuvent dans une certaine mesure reculer l'échéance, éviter le pire, inventer une issue à une situation qui semble désespérée et, qui sait ? peut-être remporter une victoire. Sans une confiance absolue dans les pouvoirs de l'homme, l'entreprise de Tito est une absurdité inconcevable. Il faut, dit Popovitch[13], « persévérer inébranlablement et malgré toutes les difficultés ». Pourtant, même ainsi, la ruine, l'effondrement sont possibles. Nous devons comprendre que le titisme a perpétuellement sous les yeux deux possibilités, dont l'une est la victoire et l'autre l'écrasement radical et la mort. Mais justement parce que leur position exclut l'objectivisme absolu, ils n'identifient plus le succès à la vérité, l'échec à l'erreur. On peut être vaincu et avoir raison. En ce cas, l'échec même est récupéré : un petit pays qui disparaît pour avoir lutté sans défaillance et sans compromission devient exemplaire. Tito l'a dit en propres termes. Et il pouvait, en cette circonstance, se réclamer de l'autorité de Marx, puisque la Commune de 1871, vaincue, demeure pour celui-ci une victoire du prolétariat et un exemple. Possibilités, probabilités, choix, risques assumés, volonté, acceptation de l'échec même ; nous retrouvons tous les traits d'un

humanisme tragique qui a été longtemps celui de la classe ouvrière.

Mais on ne fait pas sa part à la subjectivité. Si les dirigeants redécouvrent la leur, ils découvriront du même coup celle des masses qu'ils guident. Dans l'hypothèse objectiviste, les masses se manœuvrent. La certitude du chef lui permet de les traiter en objet. Mais si le chef peut se tromper, si la réussite n'est que possible, si des défaillances peuvent compromettre son action, si, inversement, il a besoin de pousser à l'extrême ses qualités positives pour la mener à bien, alors les masses redeviennent le facteur principal de la lutte sociale. Selon qu'elles discernent clairement ou non les buts de l'entreprise, selon qu'elles adhèrent ou non à ces buts, selon qu'elles se tendent de toute leur énergie vers leur réalisation ou qu'elles se laissent passivement diriger, les buts ont plus ou moins de chances d'être atteints. Si l'avenir de la Yougoslavie est déjà fixé, la politique est l'affaire des techniciens ; s'il n'est pas fait, il dépend des masses d'abord. C'est pourquoi les discours des chefs yougoslaves ressemblent parfois étrangement aux articles de Rosa Luxemburg : « Nous ne croyons pas, écrit Kardelj, qu'on puisse travailler sans commettre d'erreurs, mais nous considérons comme moins dangereuses les erreurs qu'on commet quand l'initiative d'en bas se fait librement valoir, que les erreurs de ces bureaucrates qui se sont mis en tête qu'ils sont infaillibles et que rien ne doit se faire s'ils n'ont d'abord donné leur bénédiction[14]. » Et Rosa Luxemburg, contre Lénine, écrivait justement : « Les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont, historiquement, infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infaillibilité du meilleur comité central[s]. »

À partir de là, on peut concevoir comment la dictature nécessaire du prolétariat peut se concilier avec l'exercice d'une

démocratie socialiste : « On ne plaisante pas avec la révolution », dit Tito. Cela signifie qu'une société en voie de socialisation doit paralyser les éléments réactionnaires qui demeurent en son sein et hâter la dissolution de ces éléments. Mais comme ceux-ci n'ont d'autre but que de s'opposer aux mesures socialistes, cette dictature n'est qu'un moment négatif : elle représente la négation de la négation. L'aspect positif et constructif de la socialisation demeure libre, c'est-à-dire qu'il n'est pas freiné du dehors. En s'exerçant contre lui, c'est la négation elle-même qui deviendrait abstraite et réactionnaire. Comme le remarquait déjà Rosa Luxemburg : « Le rôle des organes directeurs du parti socialiste revêt dans une large mesure un caractère conservateur : comme le démontre l'expérience, chaque fois que le mouvement ouvrier conquiert un terrain nouveau, ces organes le labourent jusqu'à ses limites les plus extrêmes mais le transforment en même temps en un bastion contre des progrès ultérieurs de plus vaste envergure[t]. » En un mot, l'appareil étatique joue le rôle de l'entendement hégélien ; il analyse, précise, clarifie mais aussi il détermine et limite. Contre cette limitation, le mouvement de la collectivité concrète doit s'exercer en permanence ; elle doit faire éclater les cadres. Et, chaque fois, revendiquer pour ses organismes concrets un plus grand nombre de pouvoirs que l'État s'était attribués ; c'est seulement ainsi que peut se réaliser progressivement ce dépérissement de l'État que réclamait Lénine lui-même : non pas en forgeant de l'extérieur une humanité si docile et si « bien élevée » qu'elle obéira sans avoir de maître, comme les Petites Filles Modèles qui restaient sages en l'absence de leurs gouvernantes, mais en incitant au contraire les masses à s'arracher à l'obéissance, c'est-à-dire en développant partout l'initiative. Tant

que l'État se prendra pour un dictateur, nous ne sortirons pas de la période théologique.

Mais, dira-t-on, ne reconnaissiez-vous pas que l'intérêt immédiat des masses peut s'opposer aux nécessités de la socialisation et que la propagande gouvernementale risque de surajouter l'idée à l'intérêt au lieu de dériver celle-ci de lui ? Cela est vrai : mais seulement dans une certaine perspective marxiste qui fait de l'idée le simple reflet de l'activité matérielle et non pas le dépassement de celle-ci et des besoins. Si l'être humain est toujours en avance sur sa situation matérielle, si le besoin se dépasse sans cesse vers la revendication et celle-ci vers des exigences générales et des valeurs impliquant une certaine conception de l'homme et de l'humanisme, alors on ne surajoutera pas l'idée à l'intérêt mais on accouchera l'intérêt de son idée. « Il faut expliquer, dit Tito, expliquer sans cesse. » Cela est vrai à la condition qu'on ne colle pas l'explication dans les consciences comme un emplâtre mais qu'on la fasse trouver par ces consciences elles-mêmes, à condition que l'intérêt élucidé et devenu conscient de ses implications ne soit pas un moyen de stabilisation aux mains des dirigeants mais un tremplin pour des exigences futures : à la condition que le dogme de l'infaillibilité bureaucratique soit remplacé par une perpétuelle autocritique que les dirigeants exerceront sur eux-mêmes. N'est-ce pas Marx qui décerne à la Commune de 71 cet éloge : « La Commune ne prétendait pas à l'infaillibilité, attribut invariable de tous les gouvernements de la vieille trempe. Elle rendait publics ses actes et ses paroles, elle initiait le public à toutes ses défaillances[u]. » Or, justement, la chance du titisme, née d'une erreur, d'un conflit entre deux infaillibilités contradictoires, c'est qu'il ne peut pas se prétendre infaillible. La seule manière dont il puisse se défendre

contre l'U.R.S.S. aux yeux des masses yougoslaves, ce n'est pas d'opposer un dogmatisme à un autre — car, si dogmatisme il y a, comment prouver que le vrai dogme n'est pas celui de l'autre ? — mais de revendiquer contre tout dogmatisme le droit du dirigeant à l'erreur et de présenter la construction socialiste comme un risque. Mais cela ne peut être si l'on n'accorde les mêmes droits, si l'on ne permet de courir les mêmes risques à tous les membres de la communauté. Et plus profondément, ce changement politique du P.C.Y. traduirait un bouleversement dans sa conception de l'homme : car si les superstructures sont les conséquences épiphénoménales de l'« objectivité matérielle » et si celle-ci n'est qu'une somme de réflexes conditionnés, alors personne n'a de droit, pas plus les dirigeants que les autres, et c'est le titisme qui a tort.

Eh bien ? demandera-t-on. Est-ce que les faits vérifient la théorie ? Y a-t-il une démocratie socialiste en Yougoslavie ? Vous demeurez très réservé sur ce chapitre, mon cher Dalmas ; et Bourdet, lui, est catégorique : « Il n'y a pas de démocratie en Yougoslavie, il y a un régime populaire qui s'efforce de construire à toute vitesse un pays moderne dans des conditions de discipline militaire[v]. » Mais Bourdet constate lui-même que « la contrainte s'est probablement et progressivement relâchée depuis la rupture avec Moscou », et il donne de ce relâchement une explication qui vient changer la note, c'est que « le Parti… est obligé de compter davantage avec les vœux de la population… ». Il ajoute que « les travailleurs ont réellement la possibilité d'influer sur leur propre vie ». Mais on conçoit que l'émancipation des classes travailleuses et surtout paysannes soit plus lente et plus malaisée dans un pays arriéré qu'elle ne l'eût été, par exemple, en Allemagne. Et, surtout, nous ne sommes qu'au commencement : les Yougoslaves

s'aperçoivent seulement de leur étrange position, ils viennent de se réveiller du rêve stalinien ; ils se posent leurs premières questions avec une sorte de vertige. L'un d'eux dit à Bourdet, par exemple : « Mais alors… les procès de Moscou aussi ?… » Ils n'y voient pas très clair encore puisqu'ils s'indignent contre le procès Rajk en même temps qu'ils se font l'écho des accusations que Moscou porte contre Kostov. C'est qu'il leur manque encore les instruments théoriques qui leur permettraient de juger la situation présente. « Ils se trouvent, dit Bourdet, au début d'un long processus de pensée où ils avancent lentement, engagés qu'ils sont dans les brides intellectuelles du communisme orthodoxe le plus étroit. » Et vous, Dalmas, vous nous rapportez que Tito et les idéologues du P.C.Y., qui n'hésitent plus à condamner violemment la « déviation stalinienne », tombent dans le plus profond embarras lorsqu'il s'agit de l'expliquer. S'ils éludent la question, c'est qu'ils ne sont pas prêts à répondre : la théorie leur fait défaut et ils craignent d'être amenés à condamner le léninisme et, par-delà Lénine, le dogme marxiste lui-même. En un mot, la pression des circonstances objectives et les contradictions de l'objectivisme lui-même les ont amenés malgré eux à revaloriser la subjectivité ; mais cette revalorisation, à son tour, exige un remaniement théorique ; il faut repenser le marxisme, il faut repenser l'homme.

Nous pouvons conclure : la demi-victoire de Tito nous a appris d'elle-même l'importance qu'elle devait revêtir à nos yeux d'Occidentaux. Il n'est pas question de créer une nouvelle Internationale ou de faire de Belgrade une nouvelle « Mecque des travailleurs ». Simplement, l'existence d'une Yougoslavie socialiste et indépendante du Kremlin doit agir du dedans sur les consciences de nos militants communistes en leur faisant redécouvrir leur subjectivité. Il ne faut pas croire qu'ils quitteront

le P.C. stalinien, ni qu'une scission puisse se produire en France ou en Italie, à l'occasion de l'affaire yougoslave, il ne faut pas même le souhaiter. Je ne dis pas non plus que les militants pourraient jamais marquer de la sympathie ou de la compréhension pour le mouvement titiste, mais seulement qu'une société socialiste, si elle s'établit et dure contre les dirigeants soviétiques et le Kominform, doit nécessairement éclairer les communistes occidentaux sur la nature de leur activité. Comme vous l'avez dit, Dalmas, « s'il n'y a pas d'autre chose », alors on ne peut pas même dire qu'un ouvrier entre au P.C. ; il faudrait dire plutôt qu'il y naît, car c'est tout un que d'être prolétaire et d'être stalinien. Mais s'il y a autre chose, fût-ce une vague lueur, très loin, un mouvement ambigu, dont l'origine est un schisme assez trouble, mais qui demeure, qui se maintient, qui ne cède pas aux menaces soviétiques et ne se laisse pas corrompre par l'or américain, alors l'ouvrier éprouve par lui-même que son adhésion au Parti n'est pas l'effet d'un simple automatisme ou mieux, que, si elle l'a été, elle devient un choix. Ce n'est pas qu'il la renie, tout au contraire, il la renouvelle, mais il comprend qu'il prend des risques, qu'il se trompe peut-être et qu'il faut parier, et sa fidélité même devient humaine ; elle ne se fonde plus sur l'impossibilité de quitter le P.C. mais sur la volonté d'y rester… À partir de là, d'autres rapports peuvent s'établir entre les masses et les responsables, entre les militants et les chefs ; la conscience de classe peut redevenir une conscience ; c'est ce qui fait l'utilité d'un livre comme le vôtre. Je sais fort bien qu'on ne le diffusera pas dans le grand public, que les journaux du Parti le calomnieront ou le passeront sous silence, mais il est là, il existe, c'est un témoignage, chacun peut s'y référer, l'apprécier, le discuter. Ne ferait-il que poser la question à quelques milieux de militants intellectuels, il aurait rempli son rôle. Car il y a une

question ; et c'est la nôtre aussi bien que celle des Yougoslaves : puisque, au moment même où le monde humain va se noyer dans l'objectivité absolue, le subjectif soudain se redécouvre, comment doit-on penser l'Histoire et l'action politique pour sauver à la fois et l'un par l'autre le mouvement révolutionnaire et la subjectivité ?

Personne ne peut prévoir ce qui adviendra du titisme ; personne ne peut en saisir aujourd'hui la signification véritable. C'est pour cela qu'il faut parier pour lui. Quand les jeux sont faits, rien ne va plus, l'homme disparaît. Ce qui mesure la grandeur humaine d'une entreprise, c'est qu'on puisse jusqu'au bout parier pour ou contre une réussite.

Août 1950

NOTES DE L'AUTEUR

a. J'emploie cette expression à regret parce qu'elle prête à confusion. Les staliniens nomment en effet « objectivisme » une certaine attitude de la philosophie et de l'histoire bourgeoise qui prétend considérer les doctrines politiques et sociales aussi bien que les luttes historiques « en toute objectivité » au nom de la vérité absolue. Cette attitude idéaliste trouvera en toute opinion une certaine vérité, en toute conduite, une certaine valeur, en toute occasion elle tente de se « mettre à la place de l'autre » et de mieux comprendre son point de vue, fût-ce pour le combattre avec plus d'efficacité. À cette conception idéaliste de la vérité en soi, le marxisme oppose la conception réaliste de la vérité de combat et de l'idéologie de classe. Chaque idéologie reflète les intérêts de la classe qui la produit et n'a que faire des autres idéologies. Elles ne se complètent pas, elles s'opposent. On devrait, en bonne logique, supposer que le stalinisme oppose un subjectivisme de classe à l'objectivisme bourgeois.

Pas du tout : car l'idéologie bourgeoise est aujourd'hui celle d'une classe descendante, incertaine, qui a perdu ses propres principes et qui, demain, va s'engloutir dans le prolétariat : déjà elle glisse, ses positions sont purement défensives ; le prolétariat, classe montante, va l'intégrer en soi et réaliser la

société sans classes, c'est-à-dire à idéologie unique. Ainsi l'idéologie prolétarienne, quoique subjective puisqu'elle exprime le point de vue de la classe ouvrière, passe à l'objectivité absolue puisqu'elle deviendra plus tard le point de vue de l'homme ; c'est elle, pour finir, qui écrira l'Histoire. La subjectivité de la classe montante exprime et définit l'objectivité du processus historique. C'est pourquoi les dirigeants russes peuvent affirmer qu'il y a une science rigoureuse de l'Histoire et tomber à leur tour sous le reproche d'objectivisme. Dans les deux acceptions du terme, « objectivisme » implique position d'une vérité absolue. Mais le bourgeois cherche partout cette vérité et poussant, avec Gide, l'attitude à l'extrême, va jusqu'à épouser les idées de l'adversaire pour s'enrichir : au lieu que le communiste stalinien pense détenir cette vérité absolue en tant qu'il appartient à la classe qui écrit l'Histoire.

Ainsi l'interprétation marxiste de l'Histoire contemporaine par un idéologue du Parti devient un nouveau dogmatisme. J'appelle ici objectivisme une attitude spécifiquement stalinienne qui prétend interpréter la *praxis* humaine, dans ses causes comme dans ses effets, en termes de rigoureuse objectivité. Ce qui revient à faire de la subjectivité un effet absolu, c'est-à-dire un effet qui ne se transforme jamais en cause.

b. *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, *Œuvres philosophiques*, t.1, p. 106 [Éd. Costes, 1927].

c. *Salaires, prix et profits* [Éd. du parti communiste français, 1944]. C'est moi qui souligne.

d. *Marxisme contre dictature,* « Masses et chefs », Cahiers Spartacus, p. 35.

e. *La Sainte Famille*, p. 61 [Éd. Costes, 1947].

f. Voir *Idéologie allemande*, *Œuvres philosophiques*, t. 6 [Éd. Costes, 1937].

g. *Le Capital*, trad. Roy, t. 1 [repris par les Éd. sociales, 1948].

h. Tchaguine : *L'Esprit du parti en philosophie*, Éd. sociales, p. 3.

i. *Centralisme et démocratie*, article paru en 1904.

j. C'est Marx qui emploie ce terme.

k. Coupée en deux, la Corée, par exemple, est une pure contradiction ; entre le Nord, sa production industrielle et planifiée, son effort vers l'établissement d'un régime socialiste, et le Sud, son économie retardataire, son régime féodal, ses grandes propriétés agricoles, un conflit devait éclater. Mais la politique étrangère des Soviets, en considérant ce conflit du dehors, dans les perspectives de la défense du bastion soviétique, en l'envisageant comme un facteur de la situation mondiale et de son évolution, en déterminant d'après cette situation la date et l'heure où une offensive nordiste aurait le plus de

chance de succès et en arrêtant dans ses grandes lignes les deux attitudes possibles de l'U.R.S.S. en cas de succès et en cas d'échec, utilise comme un pion sur un échiquier le mécontentement des paysans du Sud ou l'ardeur révolutionnaire des Nordistes, en sorte que les Coréens sont pour eux-mêmes les agents conscients de l'Histoire et, pour les dirigeants soviétiques, un outil manœuvré de l'extérieur. La conscience révolutionnaire des masses coréennes est devenue pour les chefs soviétiques un élément objectif de leurs calculs.

l. Lénine, *Œuvres choisies*, Éd. de Moscou, t.1, pp. 392-393,1948.

m. Les contradictions partielles qu'il a rencontrées dans son travail quotidien se résolvent dans l'objectif et dans le cadre des dogmes constituants. Elles ne renvoient pas au sujet.

n. Engels, « Notes à l'*Anti-Dühring* », in *Dialectique de la nature*, Éd. Marcel Rivière, p. 360 [1950].

o. *La Phénoménologie de l'esprit*, trad. Hyppolite, t. 1, Éd. Aubier-Montaigne, 1939, p. 194.

p. Engels, Lettre à Starkenburg, 25 janvier 1894. Cf. aussi Kautsky, *Die Materialistiche Geschichtsauffassung* [La compréhension matérialiste de l'Histoire], vol. 2, p. 703 ; Plekhanov, *Les Problèmes fondamentaux du marxisme*, p. 150 et suiv. [15].

q. Lettre à Kugelmann du 17 avril 1871, Éd. sociales I, pp. 163-164.

r. Claude Bourdet : *Le Schisme yougoslave*, [Éd. de Minuit, 1950], p. 110.

s. *Marxisme contre dictature*, *op. cit.*, p. 37.

t. *Ibid.*, p. 24.

u. *La Guerre civile en France* [Éd. sociales, 1971].

v. *Le Schisme yougoslave*, *op. cit*., p. 66.

INTRODUCTION
À *PORTRAIT DE L'AVENTURIER*

Portrait de l'aventurier, T.E. Lawrence, Malraux, von Salomon, *de Roger Stéphane* (1919-1994), *parut aux Éd. Le Sagittaire à l'automne 1950. Les* T.M. *en avaient publié un chapitre, « Le corps de Lawrence », en février 1950 (n° 52). L'auteur, qui collaborait régulièrement à la revue, fonda cette année-là l'hebdomadaire* L'Observateur *avec Claude Bourdet et Gilles Martinet.*

Dans des éditions ultérieures de son livre, Roger Stéphane a inséré à la suite de l'introduction quelques pages de propos désabusés : « L'ère des aventures individuelles est close depuis que l'action des forces collectives s'est ouvertement substituée à la prise de l'individu […] Après le sursaut yougoslave, la révolte de Berlin de 1953 et la révolution hongroise de 1956 montrèrent que derrière le masque du socialisme pouvait se dissimuler l'aliénation la plus radicale […] Certes, le tiers-monde fut émancipé, mais cette émancipation n'alla pas non plus sans déception […] Les désillusions entraînèrent la disparition des militants. Les technocrates leur succédèrent… »

Préface reprise dans Situations, VI, *édition de 1964* (*op. cit.*).

A. E.-S.

J'accepte avec plaisir d'ajouter quelques mots au remarquable essai de Stéphane sur l'aventurier. Non pour en faire l'éloge ou le recommander : il se recommande de soi. C'était une idée ingénieuse que de rapprocher ces trois noms et ces trois vies ; le lecteur jugera si le rapprochement a été fructueux. Je ne voudrais pas non plus le commenter ou me risquer à le compléter : je craindrais de tomber dans la paraphrase, tant les idées y sont riches et nettes. Ce qui me tente c'est de mettre en lumière un parallèle qui est perpétuellement sous-entendu dans cet ouvrage et auquel Stéphane a eu la malignité de ne faire qu'une brève allusion.

En lisant ce portrait de l'aventurier (j'aurais préféré : de l'homme d'action), chacun de nous se rapporte en pensée à son contraire, le militant. Il semble même qu'il suffirait de prendre le contrepied de tout ce qu'avance Stéphane pour se faire une idée passable du communiste moyen. Pourtant aventurier et militant ne s'opposent pas simplement comme deux concepts abstraits. Ce sont des hommes vivants qui s'affrontent, se connaissent et se reconnaissent, quelquefois s'allient et se combattent quelquefois. Je voudrais essayer, en manière de conclusion, de débrouiller quelques-uns des rapports complexes qui les unissent, c'est-à-dire de développer quelques-unes des idées que Stéphane m'a suggérées.

Le militant inspire d'autant plus confiance que son entrée au Parti a paru plus nécessaire. Et je n'entends pas parler de cette nécessité intérieure, toujours suspecte, qui naît de conflits intestins, de complexes, d'aspirations morales et, plus généralement, de ce qu'on nomme « raisons personnelles ». Il est

très vivement souhaité, au contraire, que son adhésion soit dictée par des raisons impersonnelles comme la faim, par exemple, qui est à tout le monde, ou la peur et la colère qui ravagent la foule anonyme : bref, qu'il soit encore nature et mû par les grandes forces naturelles qui traversent les animaux élémentaires et les disposent de façon ou d'autre sans qu'ils aient besoin de posséder un appareil nerveux. La colère, la peur et la faim ne suffisent pas à faire une personne et c'est ce qu'il faut. Car il n'est pas vrai que l'on vous demande d'abdiquer votre Moi : ce serait encore trop d'avoir un Moi à abdiquer. Il faut que l'entrée au Parti corresponde très exactement à l'accession au règne humain ; votre Moi, bien loin de vous l'ôter, il vous le donne. Je le dis sans ironie : il est doux, certainement, de se découvrir dans les yeux fraternels des autres. Le nouveau militant ne sera pas l'objet d'une antipathie de principe ni d'un engouement irréfléchi. Avant toute chose on le reconnaîtra pour un semblable, c'est-à-dire pour un membre du Parti : c'est une consécration. En lui, le Parti se change en lui-même comme en tous les autres. Créature du Parti, il retrouvera le Parti où qu'il aille. Entre lui et ses plus intimes amis, le Parti sera médiation nécessaire. « Prends ta femme dans le Parti, disait-on à un jeune communiste, comme ça il n'y aura pas de temps perdu. » Il n'est jamais seul puisqu'il vient à soi à partir de tous. Il n'a ni profondeur ni secret. On lui refuse jusqu'au plus humble complexe : on le constitue à ses propres yeux par des données rigoureusement objectives, on l'explique par sa classe, par la conjoncture historique ; il se voit du dedans comme on le voit du dehors : pas de tiroir secret ni de double fond ; c'est pour la commodité qu'il ne parle pas de lui à la troisième personne. Au reste son existence n'est pas celle d'une pure abstraction : il se connaît comme un membre de la classe et du Parti qui font

l'Histoire, il sait qu'il est défini par des tâches précises et par un grand espoir, il connaît aussi son cœur qui se nourrit de haine et d'amitié. Pour le reste, il se singularisera par ses actes. Encore ne s'agit-il pas qu'il « crée de soi… le plus irremplaçable des êtres[1] ». Le Parti n'a que faire des êtres irremplaçables. Le militant reste à mi-chemin entre l'irremplaçable et l'interchangeable : il sert, c'est tout. En 1935, Politzer[2] faisait ce qu'aucun autre ne pouvait faire : de la psychologie concrète. Mais il fallait des économistes. Il abandonna la psychologie pour l'économie sociale. « Et vos travaux ? lui demandai-je. Cela ne presse pas, me dit-il. Après la Révolution, viendront d'autres travailleurs qui feront cela mieux que je ne puis à présent. »

N'est pas militant qui veut. Si le Moi vient d'abord, on est séparé pour toujours. Dans la classe bourgeoise, il naît de bonne heure. Tout enfant, Gide se jette dans les bras de sa mère en criant : « Je ne suis pas comme les autres. » Être soi, c'est d'abord n'être pas comme le voisin, être un original. « Le moule en est brisé », dit-on. Il faut toujours que le moule soit brisé. La civilisation bourgeoise est une « civilisation de solitude ». Et sans doute faut-il que les bourgeois se reconnaissent entre eux pour des hommes. Mais cette reconnaissance abstraite ne vise en chacun de nous que l'universel et nous laisse seuls dans notre singularité. On nous reconnaît, en somme, le droit d'être pour nous-mêmes, derrière le mur de la vie privée, tout ce que nous voulons. Et le terme même de *privé*, par l'idée de privation qu'il évoque, montre assez que l'universalité de la reconnaissance est universalité du refus de reconnaître. À l'abri derrière ces hautes enceintes circulaires, l'homme bourgeois est un fou, une bête sauvage et délaissée, un fouillis de plantes folles. Ne dirait-on pas qu'ils

appartiennent à des espèces distinctes, ce militant, public au plus secret du cœur, d'autant plus intime avec soi-même qu'il est plus transparent au regard de tous, et ce bourgeois qui n'est soi que pour soi-même, tous volets clos et dans des ténèbres que nul ne peut reconnaître. Si quelque fils de famille prend peur soudain devant son délaissement, il est trop tard : le Parti ne lui sera d'aucun secours. L'y laissât-on entrer, il n'a guère de chances d'y trouver la solution de ses conflits : ce sont des problèmes *personnels* ; il ne veut pas qu'on lui fasse cadeau d'un Moi de rechange, il demande seulement qu'on guérisse le sien. Et d'ailleurs il aurait beau protester qu'il a été conduit au Parti par une nécessité intérieure, on lui répondrait que ces nécessités-là sont de luxe, il serait suspect. C'est un mauvais départ que le refus de la solitude. Car pour la refuser, il faut qu'on la constate et c'est le moyen de la faire exister à l'extrême. La fuir, c'est la reconnaître, c'est en faire le mobile de tous nos actes. Essaiera-t-il de sortir de soi par l'amour ? Mais ce sera l'amour d'un solitaire qui se fuit : « Aimer, c'est se fuir », écrit Malraux. Oui, si l'amour n'est pas voulu pour lui-même mais comme un moyen de sortir de soi. Et il n'en faut pas davantage pour que l'évasion soit impossible : Kafka, un autre solitaire, a bien parlé de cette sorte d'amour : « Il me semblait qu'elle fût entourée de gens armés dirigeant leurs lances vers l'extérieur. Chaque fois que je tentais d'approcher je m'accrochais à leurs pointes qui me blessaient et forçaient à me retirer… Moi aussi j'étais entouré de gens armés qui dirigeaient leurs lances vers l'intérieur, donc contre moi. Quand je m'élançais vers la jeune fille, c'était d'abord aux lances de mes propres gardes que je m'accrochais, sans pouvoir passer outre. Peut-être même n'ai-je jamais poussé jusqu'aux gardes de la jeune fille et si jamais

j'y suis parvenu ce ne fut alors qu'ensanglanté par mes propres lances et sans connaissance[3]. »

La chance du jeune ouvrier qui entre au Parti, c'est qu'il n'a pas d'Ego avant d'aimer : il se découvre dans le don qu'il fait à l'autre et que l'autre *reconnaît*. Pour que nos jeunes bourgeois parviennent à aimer, il faudrait qu'ils puissent courir le risque de se faire annoncer à eux-mêmes par autrui. Or il est déjà trop tard : ils savent trop bien ce qu'ils sont. Il leur reste du moins la ressource de se faire aimer. Une femme peut-être, par son amour, *reconnaîtra* cette singularité que la société bourgeoise refuse d'entériner ; peut-être saura-t-elle adopter « ce monstre incomparable, préférable à tout, que tout être est pour lui-même et qu'il choie dans son cœur[4] ». Mais ce mot de « choyer » est significatif : ils veulent se fuir et pourtant ils se choient. Ce n'est pas leur Moi qu'ils haïssent mais leur solitude et ils ne comprennent pas que pour détruire l'une il faudrait détruire l'autre.

Il en est pourtant qui semblent avoir compris : ce sont justement ceux dont parle Stéphane. Et comme l'action est un lien entre les hommes, ils vont tenter d'échapper par l'action à leur isolement. Par l'action on devient autre, on s'arrache à soi, on se change en changeant le monde.

Encore faut-il se fixer un but et le vouloir profondément. Mais, dans ce cas, c'est le but qui est essentiel et non l'acte, simple moyen de l'atteindre. Pour le militant, la fin est apparue d'abord et avec une absolue nécessité : il fallait vivre, manger à sa faim, se protéger contre le chômage, contre la hausse des prix, contre l'exploitation, contre la guerre. À son entrée dans le Parti, le but s'est métamorphosé sous ses yeux : il a compris que ses exigences ne seraient satisfaites que par l'avènement d'une société socialiste. Et lui-même il se métamorphosait en même temps que le but : le

Parti, en lui et par lui, poursuivait la réalisation de cette fin absolue. La singularité qu'on lui reconnaissait, c'était la volonté singulière de servir à cette réalisation. Un ordre s'établit : la fin existe d'abord et c'est elle qui définit le Parti comme l'ensemble concerté des actions qui permettront de l'atteindre. Chaque action à son tour se cherche son instrument et par là définit une personne. Le militant ne demande pas à son acte de le justifier : il n'est pas *d'abord* pour se faire justifier ensuite. Mais sa personnalité enveloppe sa propre justification puisqu'elle est constituée par la fin à atteindre. Ainsi est-il relatif à l'action, qui est relative au but. Quant à l'action elle-même, il faut la nommer entreprise, car c'est un lent et tenace travail d'édification qui s'étend sur une durée indéfinie. Sans doute ce travail comporte-t-il un aspect de négation, puisqu'on doit lutter, saper l'ancienne société, briser les résistances et déblayer le terrain, mais dans l'ensemble il faut y voir une construction positive et la production systématique et progressive de nouvelles formes sociales. Soutenu et continuellement recréé par ce projet qui le dépasse, le militant se trouve protégé contre la mort : l'entreprise qui le définit excède de loin la durée d'une vie ; il travaille donc sans cesse au-delà de sa propre mort et sa disparition ne modifiera pas le processus historique, pas plus que son apparition ne l'a modifié ; sa volonté lui survivra, que le Parti lui avait un instant prêtée, elle continuera l'ouvrage sans lui.

Mais pour le jeune bourgeois qui tente de communiquer avec les hommes, c'est l'action qui est la fin parce que c'est elle qui doit réaliser cette communication. L'ordre est renversé : il agit pour *se* sauver et choisit une fin pour agir ; toute fin est bonne en principe : il suffit qu'elle justifie l'action qui le justifiera. Toutefois son projet fondamental est négatif. Il ne saurait envisager, en effet,

de recevoir des hommes une personnalité nouvelle : il voudrait le salut de celle qu'il a. Cela signifie qu'il veut se faire reconnaître par eux dans sa singularité. Pour cela, servir leurs desseins ne suffirait pas : ils reconnaîtraient seulement ses services ; S'il veut qu'ils acceptent sa nature singulière, il faut qu'il la leur donne. Et comme ils n'en ont que faire, il la détruira en grande cérémonie et les rendra témoins de son sacrifice. Perken, un des héros de Malraux[5], veut « exister dans un grand nombre d'hommes et peut-être pour longtemps ». Et il ajoute cette boutade : « On ne se tue jamais que pour exister. » Le mort, en effet, n'existe plus que par les autres ; il vient hanter leurs nombreuses solitudes ; il est repris en charge, bon gré mal gré, il n'est plus seul. Ce trépas public ressemble fort de ce que les Américains nomment *conspicuous consumption* et que nous appelons le luxe. La classe possédante, dont font partie nos hommes d'action, ne se caractérise par l'épargne qu'à un moment de son histoire. Elle consomme : cela veut dire qu'elle se détruit en détruisant ses biens par l'usage et pense ainsi gagner une possession exquise de soi-même. À ce stade, le gaspillage systématique peut devenir l'unique moyen de communiquer avec les autres : elle se livre à des potlatches — destruction de biens en hommage à autrui —, elle donne des fêtes — destruction de biens en présence d'autrui —, elle fait des largesses — destruction de biens au profit d'autrui. L'aristocratie romaine s'est ruinée à ces jeux, ruinée aussi la noblesse française : les fils de famille *voulaient* la ruine comme ces jeunes bourgeois veulent la mort. Les aventuriers feront flamber l'énorme dépôt de marchandises qu'est la société bourgeoise et, pour finir, ils se jetteront dans les flammes. Potlatch, fête, largesse : telle sera leur fin. Et je ne puis me défendre de penser à cet autre aventurier, Jean Genet, qui écrit dans *Pompes funèbres*[6] : « Nous agissons aux fins d'un bel

enterrement, de funérailles solennelles. Elles seront le chef-d'œuvre au sens exact du mot, l'œuvre capitale, très justement le couronnement de notre vie. Il faut mourir dans une apothéose et il n'est guère important que je connaisse la gloire avant ou après ma mort si je SAIS que je l'aurai. »

La gloire : voilà le mot. Ce n'est pas dans la fraternité, où l'on abandonne toujours un peu de soi-même à l'autre, qu'ils cherchent la communication mais dans la gloire, où l'on existe pour tous sans rien retrancher de soi. Le moment de la mort sera le sommet de leur vie, il l'attendent « avec extase ». Dans cet instant infinitésimal, encore vivants et déjà morts, ils se sentiront devenir pour les autres ce qu'ils étaient pour eux-mêmes. En attendant cet instant suprême ils se contentent de « moments parfaits » où l'univers reflète au vivant la grande apparence du défunt qu'il sera. « Nous croyons au bonheur d'une prompte décision[7]. » Mais si la décision engage toute la vie, la vie qui suivra ne se distinguera pas d'une mort au jour le jour. Décider de cette façon-là, c'est courir sur la crête étroite qui sépare l'extrême liberté de la démission du cadavre, c'est mimer sa propre mort. On a reconnu leur modèle : cet homme tout occupé par ses funérailles futures, fatalité pour lui-même et pour autrui, qui ne trouve de goût à la vie que dans quelques instants privilégiés, c'est le *héros*. Il est à noter que le militant n'est pas un héros. Ce n'est pas qu'il ne sache mourir, mais il ne recherche pas la mort s'il peut l'éviter et, si elle le frappe, il meurt modestement. Je sais que quelques personnes bien intentionnées ont nommé les communistes « les héros permanents de notre temps ». C'était leur faire injure : ceux qui n'ont pas parlé sous les tortures disaient avec simplicité : « Je ne pouvais pas faire autrement. » Leur volonté était l'incarnation de la Volonté du Parti et la Volonté du Parti était qu'ils ne parlassent pas. Et puisqu'ils

n'ont pas d'importance à leurs propres yeux, puisque leur projet est de construire et que ce projet s'achèvera sans eux, puisque leur sagesse est une méditation de la Vie, leur mort ne leur paraît pas devoir être un ébranlement de tout l'univers mais un accident insignifiant et regrettable.

Les héros, cependant, sont les parasites des militants. Il faut un prétexte à l'héroïsme, sinon il ne sera qu'un suicide. Et tout le désespoir des destructeurs serait inefficace s'il n'était porté par l'immense espoir des masses. Pour que leurs funérailles soient pompeuses, pour qu'ils vivent longtemps dans la mémoire des hommes, il faut qu'ils aient combattu « pour ce qui de leur temps aura été chargé du sens le plus fort et du plus grand espoir[8] ». Ainsi contracteront-ils des alliances avec un mouvement révolutionnaire ou un parti de résistance nationale. Mais ces rapprochements ne sont que provisoires et l'aventurier ne se chargera que des besognes négatives : il sera terroriste ou officier. Au reste il demeure suspect à ses alliés et il ne les aime pas : « Je n'aime même pas les pauvres gens, ceux en somme pour qui je vais combattre… Je les préfère, mais uniquement parce qu'ils sont les vaincus[9]. » Il est frappant que Lawrence et beaucoup des héros de Malraux soient des *étrangers* dans le pays où ils se battent. Au XIX^e^ siècle l'écrivain riche allait faire l'amour et dépenser son argent hors de sa patrie ; consommateur étranger dans une collectivité laborieuse, il lui plaisait d'être l'image parfaite du parasite. Aujourd'hui l'écrivain aventurier, dans les mêmes pays, va risquer sa peau : parasite héroïque, il demande à ces combattants qui n'ont pas choisi leur combat de légitimer une mort qu'il a choisie ; la différence des langages et des mœurs lui permet de garder ses distances. L'importance des fins collectives illumine l'action de l'aventurier mais c'est un éclairage indirect.

Cependant la position est intenable : l'efficacité de nos aventuriers leur est *prêtée* par des hommes passionnés et tenaces qui n'obéissent à leurs ordres que pour mieux pouvoir les utiliser. Et la société que les militants veulent édifier exclut rigoureusement les *desperados* et leurs libéralités magnifiques. Dans une société de producteurs, les terroristes n'ont pas de place. Tchen savait bien que « le monde qu'ils préparaient ensemble le condamnait autant que celui de leurs ennemis[10] ». Dans ce monde où les hommes se reconnaissant dans et par leur travail, il n'y a aucune chance pour que la singularité de ces êtres soit reconnue. Et ce qui est pis, on y oubliera jusqu'à leur mémoire. Leur mort même paraît compromise : on ne saura plus la comprendre comme une libéralité gratuite, on la confondra avec le dévouement obscur des militants. Le moment de la victoire sera le commencement de leur échec. Peuvent-ils vouloir le triomphe d'un parti qui les enterrera deux fois ? Mais s'ils ne le veulent pas l'héroïsme s'effondre : il reste le suicide. Entre la plus folle générosité et le suicide le plus égoïste l'action de l'aventurier oscille sans jamais s'arrêter. Elle réclame une foi et détruit toute foi : mystifié s'il croit à ce qu'il fait, imposteur s'il n'y croit pas. Il se rétracte, il se crispe sur sa volonté destructrice ; la guerre d'Espagne, où il se bat, lui paraît une « hideuse comédie », il conteste la fin objective qui le conteste dans ses fins : « Le gain que vous apporterait la libération économique, qui me dit qu'il sera plus grand que les pertes apportées par la société nouvelle[11] ? » et comme il voit qu'il va mourir pour rien, il veut affirmer du même coup la vanité de toute entreprise : « Les hommes meurent pour ce qui n'existe pas[12]. » Engagé dans l'action pour échapper à la solitude, voilà qu'il se retrouve plus seul que jamais. Comment s'en étonner : ce prodigue qui se dépense pour le plaisir sera toujours *autre* que ses alliés ; ils le considéreront

toujours comme un suspect : il n'était pas *obligé de* se battre. Et d'ailleurs que veut-il d'eux ? La fraternité, la camaraderie, l'amitié ? Oui, bien sûr. Mais cela signifie surtout qu'il leur demande d'être les témoins de sa mort. Les camarades de l'aventurier sont ses futures pleureuses, les dépositaires de son destin. « Il n'y a pas, dit Malraux, de héros sans auditoire. »

Il revient une fois de plus à l'action ; mais cette fois pour la réduire à ce qu'elle est. Il la considère avec lucidité, en dehors des motifs qui l'ont fait naître et des fins qui la justifient, dans sa pure stérilité : « Pas de force, pas même de VRAIE VIE sans la certitude, sans la hantise de la vanité de l'action[13]. » C'est alors qu'il va la vouloir pour elle-même. Pour elle-même et pour lui, sans plus se soucier des témoins. Alors, pour le peu de temps qu'elle dure, elle le justifie. « Quand mon action se retire de moi… c'est aussi du sang qui s'en va[14]. » Mais c'est qu'elle n'est plus qu'un *état subjectif*. Il l'avait entreprise pour sortir de soi, il la continue pour revenir en soi-même. Il la veut dans la solitude et dans le dégoût, sans se masquer son absurdité, sans espoir et sans foi, pour rien. Cette action, conçue pour le justifier, c'est lui qui la justifie à présent. Aucune fin transcendante ne peut la rendre légitime. Elle dépend de lui seul, elle est pure et vaine révolte contre le cours des choses et contre la nature humaine. L'important n'est plus de détruire par un acte mais de produire un acte qui se détruit de soi et dont la vanité même souligne le caractère antinaturel. Puisque rien ne l'appelle, puisque tout le conteste, puisque tout est nature, hasard et malheur, puisque « jamais un coup de dés n'abolira le hasard », alors justement, il reste à l'aventurier, comme à Mallarmé le poète, le royaume du non-être. L'homme est un être qui meurt pour ce qui n'existe pas. Ainsi l'action, en s'engloutissant, indique, comme le chiffre de l'échec selon Jaspers[15], un règne supranaturel de *l'être*

qui ne miroite jamais qu'à travers les défaites, les morts et les trahisons. L'aventurier, d'ailleurs, a une raison moins haute de placer dans l'échec sa victoire : c'est que sa victoire serait un échec. « La réalisation, si elle vient, sera une grande désillusion[16]. » Qu'elle ne vienne donc jamais ; qu'il ne vienne jamais, cet Éden futur, impitoyable pour les seuls aventuriers. « Pour le clairvoyant, l'échec était le seul but. Nous devions croire toujours et en dépit de tout qu'il n'y avait pas de victoire hormis de descendre dans la mort en combattant et en réclamant la défaite[17]. » Dans la défaite et l'agonie, le militant et l'aventurier éprouvent pour la première fois une vraie fraternité : à vrai dire, c'est le militant qui change, non l'homme d'action. Celui-ci avait choisi de mourir ; il mourra donc, il n'a presque rien perdu. Mais celui-là voulait vivre, il voulait atteindre un but qui s'éloigne et disparaît ; il était optimiste, il avait confiance dans ses chefs, dans une action bien conduite : tout se brouille, il apprend qu'on ne gagne peut-être jamais. C'était un fonctionnaire paisible, aux initiatives limitées, habitué à découvrir son visage apprivoisé dans les yeux de ses camarades, sûr de soi, sûr de trouver au fond de soi, ferme comme un roc, la Volonté du Parti ; le voilà délaissé dans l'inexpiable isolement de la défaite, le Parti est vaincu, l'espoir écrasé, dans les yeux de l'ennemi triomphant il découvre une face sauvage et inconnue qui est la sienne ; son Moi, soutenu par tant d'ordres, de discours et de messages, s'effondre, un autre Moi paraît, une singularité désespérée qui lui rappelle étrangement les solitudes bourgeoises ; et sa mort qu'il a escamotée tout au long de sa vie en feignant qu'il mourrait pour la Cause, reflue soudain sur lui parce que la Cause est en miettes et qu'il meurt pour rien. A-t-il perdu sa vie ? Et l'autre, l'a-t-il gagnée ?

Je vois bien que l'un et l'autre ont besoin de la défaite pour m'attacher. Encore souhaiterai-je une vraie défaite à l'aventurier, c'est-à-dire la victoire du militant : il est moral que le militant triomphe (et en outre conforme au processus historique). Il a raison en *tout* point : il s'est donné sans un retour sur soi au Parti, il a poursuivi son labeur sans une défaillance, il a aimé tous ses frères et quand l'un d'eux, par sa propre faute, était exclu du Parti, il cessait de l'aimer aussitôt parce que ce n'était plus son frère ; la société qu'il voulait édifier était la seule qui soit juste. L'aventurier avait tort : égoïsme, orgueil, mauvaise foi, il avait tous les vices de la classe bourgeoise. Pourtant, après avoir applaudi à la victoire du militant, c'est l'aventurier que je suivrai dans sa solitude. Il a vécu jusqu'au bout une condition *impossible* : fuyant et cherchant la solitude, vivant pour mourir et mourant pour vivre, convaincu de la vanité de l'action et de sa nécessité, tentant de justifier son entreprise en lui assignant un but auquel il ne croyait pas, recherchant la totale objectivité du résultat pour la diluer dans une absolue subjectivité, voulant l'échec qu'il refusait, refusant la victoire qu'il souhaitait, voulant construire sa vie comme un destin et ne se plaisant qu'aux moments infinitésimaux qui séparent la vie de la mort. Aucune solution de ces antinomies, aucune synthèse de ces contradictoires. Abandonné à lui-même, chaque couple se déferait, les deux termes tombant chacun de son côté, ou s'anéantirait, les deux termes s'annulant l'un l'autre. Pourtant, au prix d'une tension insupportable, cet homme les a maintenus ensemble et tous à la fois, dans leur incompatibilité même ; il a été la conscience permanente de cette incompatibilité. Je le regarde s'éloigner, vaincu et vainqueur, déjà oublié dans cette cité où il n'a pas de place, et je pense qu'il témoigne à la fois de l'existence absolue de l'homme et de son impossibilité absolue. Mieux encore :

il prouve que c'est cette impossibilité d'être qui est la condition de son existence et que l'homme *existe* parce qu'il *est* impossible. Et le militant ? Que lui souhaiter à l'aube de sa nouvelle journée ? Qu'il apprenne à récupérer les non-récupérables. J'entends bien que Lawrence n'a sa place que dans la conjoncture historique de 1914, qu'il s'explique à partir de l'impérialisme colonial des Anglais et par suite à partir du capitalisme. J'entends bien qu'un Lawrence ne reviendra jamais plus, surtout après la liquidation de la classe bourgeoise ; j'entends aussi que les communistes ne l'aiment guère et, d'ailleurs, je reconnais qu'il a d'étroites accointances avec le Mal. Pourtant une société socialiste où de futurs Lawrence seraient radicalement impossibles me semblerait stérilisée. Et même si Lawrence, aux yeux des socialistes, était le Mal lui-même, je maintiens que le but ne doit pas être de supprimer le Mal mais de le conserver dans le Bien.

« Voilà les derniers aventuriers, me dit Stéphane, après eux il n'y aura plus que des militants. » Je le souhaite si les militants doivent recueillir l'héritage des vertus aventurières. J'en connais déjà qui sont tout à la fois : ce Moi *donné* qu'ils ont reçu des autres et pour la lutte, ils le dépassent dans la lutte et leur véritable Moi est au-delà du Moi ; ils ne pensent qu'au moyen de la raison combattante que le Parti leur a fournie mais comme leur pensée refuse toute entrave, ils poussent jusqu'au bout d'elle-même cette raison constituée et la métamorphosent en raison constituante ; tout entiers adonnés à l'obéissance ils ne réservent rien d'eux-mêmes, absolument rien, sauf cette liberté qui les donne sans réserves ; engagés jusqu'aux moelles dans le combat quotidien qui fait l'unique objet de leur souci, ils sont en même temps tout entiers dehors parce qu'ils savent que les fins immédiates sont secondaires, bien qu'ils soient déterminés à donner leur vie pour

les atteindre et parce qu'ils ont décidé que l'enjeu n'était pas le bonheur de l'homme, mais l'homme tout court qui est à faire. Aventurier ou militant : je ne crois pas à ce dilemme. Je sais trop qu'un acte a deux faces : la négativité, qui est aventurière, et la construction, qui est discipline. Il faut rétablir la négativité, l'inquiétude et l'autocritique dans la discipline. Nous ne gagnerons que si nous tirons toutes les conséquences de ce cercle vicieux : l'homme est à faire et c'est l'homme qui seul peut faire l'homme.

Automne 1950

DE LA VOCATION D'ÉCRIVAIN

À la revue Neuf, *organe de la Maison de la médecine, qui lui demandait un article, Sartre remit « De la vocation d'écrivain » ; l'article parut dans le n° 2 (Noël 1950) du périodique, devenu assez vite une revue essentiellement artistique et littéraire, richement illustrée, sous la direction de Robert Delpire, qui en était aussi l'éditeur ; elle eut une existence assez brève : neuf numéros entre 1950 et 1953.*

L'article fut repris dans Les Écrits de Sartre *(1970), bibliographie commentée de M. Contat et M. Rybalka, qui ont indiqué sa provenance : quelques pages du manuscrit de* Saint Genet, comédien et martyr, *absentes de la version définitive. Le fait est troublant, car on ne retrouve pas la tonalité générale de cet ouvrage dans ce texte d'une rédaction vive et plaisante, émaillée de traits d'humour ; bien que le sujet lui tienne à cœur, Sartre s'est vraisemblablement amusé à l'écrire.*

A. E.-S.

À l'enfant, l'entreprise d'écrire, de peindre ou de sculpter paraît solaire et faste, toute naturelle ; les produits de l'art sont des

plénitudes hermétiques qui rutilent dans le monde de tous les jours. Dans les jardins où il joue, les statues sont des spécimens particuliers d'horticulture, destinés à nourrir les pigeons. Un livre, il en connaît d'abord le poids, la forme : c'est un éventail fermé qui s'ouvre en large et craque en lâchant une odeur de champignon. L'usage en demeure mystérieux, mais pas plus que celui d'une foule d'objets que les adultes manient d'un air fat et secret quand il leur prend la fantaisie de jouer aux grandes personnes. L'enfant n'imagine même pas la gratuité du livre, et ses parents la lui dissimulent : il n'y a rien d'inutile ; il y a simplement des utilités « réservées ».

La Revue des Deux Mondes fut longtemps une molle tubéreuse aux intérieurs blancs qu'on posait sur un guéridon et qui s'y fanait au bout d'un mois, jusqu'à ce que, sur une terrasse, au bord de l'eau, je visse un vieillard mauve, l'œil fixe, un plaid sur les genoux : on avait glissé la revue entre ses mains cassables. Elle me parut alors appartenir à cette catégorie d'ustensiles, demi-naturels, traditionnels, à demi froids, bouillottes, tisanes et gilets de flanelle qu'on destine à conserver la vieillesse. Ainsi masque-t-on dès la naissance ce qu'il y a de pervers et de fou dans la littérature, et qu'elle n'est pas un jeu d'arabesques décorant la feuille d'un dépliant, mais un trou dans l'Être par où les êtres disparaissent.

Un membre de la confrérie, M. Léon Groc, s'est trahi en nommant un de ses romans « L'autobus évanoui »[1]. Eh oui, évanoui, on ne le lui fait pas dire. L'écrivain considère l'autobus d'un œil sombre : « Puisqu'il ne peut être *à moi*, il ne sera donc *à personne* ! » et toc : il le volatilise. Plus tard, il restituera aux usagers un autobus un peu plus grand que nature, plus coloré, mais sans épaisseur, un simulacre peint dans les airs qui ne peut transporter que des simulacres de voyageurs. Cette entreprise de

négation qui appauvrit le monde ne peut s'expliquer que par la sécheresse de cœur et d'autres sentiments négatifs.

Mais l'enfant a grandi au milieu des librairies, des épiceries, des magasins de chaussures ; au Bon Marché le livre est un *article* parmi d'autres ; le libraire est un honnête homme qui utilise le produit de son travail à nourrir sa famille, l'éditeur est un aristocrate qui consacre ses bénéfices à acheter des immeubles de rapport ou des hôtels particuliers. Il s'agit donc d'une *industrie* qui concourt, avec les autres, à augmenter la richesse nationale. Un livre, c'est un être de plus, un bien productif ; les écrivains sont indispensables : si, par impossible, ils disparaissaient, les ouvriers du Livre tomberaient en chômage, d'où risque de conflits sociaux. On voit l'erreur : naturellement, la bonne foi de ces spécialistes, imprimeur, fabricant de papier, éditeur, brocheur, relieur, n'est pas en cause : elle a été surprise. Mais enfin, il se trouve qu'ils ont gaspillé de l'énergie mécanique, des calories, du travail humain pour faire apparaître une absence, une fantasmagorie, le jeu irisé du néant. Mais le propre du néant, c'est de se cacher.

Un esprit non prévenu, que voit-il ? un éditeur est un industriel qui s'associe avec un margoulin nommé imprimeur pour produire en série une espèce de marchandise qu'un distributeur répartit entre les détaillants. Ceux-ci les vendent aux consommateurs et les bénéfices sont partagés entre le détaillant, le distributeur, l'éditeur et un décorateur chargé de renouveler l'aspect extérieur du produit, c'est-à-dire la répartition des signes sur les feuilles. L'argent gagné est investi dans de nouvelles entreprises ou remis en circulation. Tout cela est pleinement rassurant : partout l'utile, l'économique, l'être.

La bourgeoisie a si peur du négatif qu'elle se le masque par tous les moyens : l'écrivain, elle le voit comme un rouage de l'industrie

du livre, c'est l'inventeur ou le metteur au point des prototypes. Dès lors, on expliquera *par l'être* la production des biens littéraires. Confondant habilement le roman, le poème et le volume qui les porte, on comparera l'écrivain à un arbre fruitier, à une femme enceinte, à une pondeuse. On dit qu'il est *doué* ; le don d'écrire est un organe, quelque chose comme les corps jaunes ou les glandes interstitielles. Vous « avez » un joli brin de plume comme vous « avez » les yeux de votre oncle Randu ; mais vous « avez » les yeux de Randu comme vous avez la montre en or des Coint que votre tante tenait de votre grand-oncle, qu'elle vous a donnée le jour de votre naissance, qu'on a mise dans un tiroir, et que vous porterez le jour de votre majorité. La bourgeoisie a volé aux savants la notion encore confuse d'hérédité, et elle en a fait un mythe qui justifie l'héritage. La voix, les yeux, les dents, le caractère se lèguent comme les écus : pourquoi pas le talent ? Renan a mis au point la théorie : les vertus familiales s'accumulent lentement, puis un beau jour l'énergie patiemment épargnée explose en feu d'artifice : voilà le génie, voilà le chef-d'œuvre. Travail, famille, patrie, la terre et les morts, la France aux Français : l'arôme des choses possédées embaume les âmes bourgeoises ; le poème, la statue sont les produits d'une distillerie séculaire, le talent naît de la capitalisation et fournit la preuve naturelle de la supériorité du capital sur le travail.

Une seule difficulté : c'est que l'œuvre d'art est une absence. Comment serait-on doué pour le néant ? On admettra la transmission de certains caractères physiques[a]. Mais quoi ? une musculature, un tempérament sanguin et même une complexion nerveuse pourraient-elles incliner certaines personnes à préférer le gratuit à l'utile et l'imaginaire au réel ? Les poètes vont répétant qu'ils voient ce qui ne se peut voir et qu'ils n'aiment rien tant que

ce qui n'est pas. Mais l'invisible, quelle conformation héréditaire de la rétine pourrait permettre de le voir ? Et le non-être, quels os, quels muscles, quels doigts de le saisir ?

Terre, n'est-ce pas ce que tu veux : invisible en nous renaître ?

écrit Rilke[2]. Et Blanchot[3] :

> *Ô nuit… je me penche sur toi, égal à toi, t'offrant un miroir pour ton parfait néant, pour tes ténèbres qui ne sont ni lumière, ni absence de lumière, pour ce vide qui contemple. À tout ce que tu es, et pour notre langage, n'es pas, j'ajoute une conscience…*

Si c'est là ce qu'un poète doit être, un aveugle qui voit le rien, un clairvoyant qui ne voit pas l'être, je mets au défi d'expliquer par des données positives, constitution organique ou contenus de conscience, ses activités *négatives*.

Non, je ne crois pas au don. Cela ne signifie pas que n'importe qui puisse n'importe quand décider d'écrire mais que la littérature, comme la pédérastie, représente une issue virtuelle, qu'on invente en de certaines situations et qui, en d'autres, n'est pas même envisagée parce qu'elle ne serait d'aucun secours. Si vous n'écrivez pas bien, c'est que les circonstances ne vous ont pas sollicité de mettre votre salut dans les mots. Après avoir parlé du « don d'affabulation » d'Oscar Wilde, Robert Merle, dans son excellent livre, se reprend : « C'est trop peu que de parler ici de don. L'affabulation est chez lui une nécessité vitale, puisqu'il ne peut vivre qu'en s'évadant, à chaque instant, de la vie, en substituant au monde un monde imaginaire… La fable, dans les deux acceptions — esthétique et psychologique — du mot, en tant qu'histoire inventée et en tant que mensonge, est le centre même de son œuvre, la loi de son être, la forme de son talent[b]. » Le langage de

Merle n'est pas tout à fait le mien mais il lui faut être reconnaissant d'avoir montré, à la fin d'une longue étude sur un artiste, que la *loi d'être* (nous dirions son projet fondamental, son « issue » — et c'est au fond ce que Merle veut dire puisqu'il nous montre Wilde « substituant » ou « s'évadant », inventant sa défense) et *la forme du talent*, par exemple, ne font qu'un[4].

Il n'y a pas de don d'affabulation : il y a la nécessité de détruire virtuellement le monde[c] parce qu'on se trouve dans l'impossibilité d'y vivre. Il n'y a pas de don verbal : il y a l'amour des mots qui est un besoin, un vide, une misère, une attention inquiète qu'on leur porte parce qu'ils paraissent recéler le secret de la vie. Le style, c'est un cancer du langage, une plaie cultivée comme celle des mendiants d'Espagne. Il n'y a pas de « sensibilité » : il y a des sentiments obsessionnels. Qui est plus insensible que Baudelaire ? Qui, plus sensible ? Sensibilité et insensibilité naissent en même temps chez lui de l'orgueil, et l'orgueil est sa réaction première à une situation intolérable.

Si la bourgeoisie demeure la pépinière des hommes de lettres, ce n'est pas que les ouvriers soient moins doués que les bourgeois : mais ceux-ci, lorsque leurs « difficultés d'être » les ont dressés contre leur classe, deviennent, à tous les sens du mot, impossibles ; ils sont bourgeoisement contre les bourgeois, en eux l'hydre bourgeoise se mord la queue et cherche à se bouffer elle-même ; et puisqu'ils ne peuvent rien détruire qu'ils ne s'abolissent en premier lieu, ils choisiront d'accomplir, comme Mallarmé, comme Flaubert, une destruction symbolique qui laisse tout en état.

Je ne prétends pas qu'il n'y ait — et chez les écrivains bourgeois eux-mêmes, d'autres raisons d'écrire : je le prétends d'autant moins que mes mobiles ne sont pas ceux de Flaubert ou de Jean Lorrain[5]. Mais fît-on les écrits les plus engagés, il faudrait encore expliquer

pourquoi l'on a choisi d'écrire sur l'Être par le truchement du Non-Être. De ce point de vue, l'honorable Mme Beecher-Stowe elle-même était suspecte[6]. En un mot, il faut deux conditions pour écrire, et deux seulement : la première c'est que la situation qui nous est faite ne comporte pas de meilleure issue. L'amour de la gloire, la culture, l'esprit d'imitation, la fréquentation des beaux esprits, la curiosité et même l'appât du gain peuvent mener des jeunes gens et des femmes à faire un livre. Mais s'ils n'ont que ces motifs d'écrire, le livre sera médiocre ou sans lendemain. La deuxième condition, c'est que l'issue littéraire soit par chaque écrivain réinventée et voulue comme si personne avant lui n'avait jamais songé à écrire. Car la solution n'est pas inscrite dans les choses et la situation ressemble à la Nature dans l'expérience du physicien : elle dit non, ou ne dit rien. Pour n'avoir pas inventé la littérature, pour s'être fascinés sur le fait aberrant qu'elle existait déjà, nombre de gens dont elle eût été le salut sont demeurés des songe-creux et des mythomanes ; j'ai même vu ce cas : un jeune homme glissait vers la folie. Ses amis lui conseillèrent d'écrire. « Mais, répondit-il, c'est ce que je fais. » Il écrivait, en effet, des livres habiles et distingués, par amour, pour plaire, parce que d'autres avaient écrit. Pour finir, il devint fou : en cultivant les belles-lettres, il s'était détourné d'inventer la littérature.

Je ne pense pas, en effet, que le génie naisse de la folie mais que, dans certaines situations, l'un et l'autre sont deux issues également acceptables : être fou par écrit, ou faire de la littérature orale, c'est, dans certains cas limites, à choisir. Imaginez qu'un géant chauve et moustachu se mette à clamer soudain : « Madame Bovary, c'est moi ; je me suis empoisonnée hier et je sens encore dans ma bouche l'affreux goût d'encre de l'arsenic », il a peu de

chances d'échapper à l'asile, à moins qu'il ne se réfère très précisément à un ouvrage en cours de publication.

Décembre 1950

NOTES DE L'AUTEUR

a. Rien n'est plus contesté que la transmission des caractères *acquis*.

b. Robert Merle : *Oscar Wilde*, p. 482 [Hachette, 1948].

c. Le conte, la fable, le roman.

GIDE VIVANT

Cet hommage de Sartre à André Gide, mort le 19 février 1951 à quatre-vingt-deux ans, parut dans le numéro de mars des T.M. *Les deux écrivains avaient fait connaissance en 1939. Deux ans plus tôt, après avoir lu la nouvelle « Le Mur » dans* La N.R.F.*, l'auteur des* Faux-monnayeurs *avait demandé à Jean Paulhan : « Quel est donc ce nouveau Jean-Paul ? Il me semble qu'on peut beaucoup attendre de lui » (Paulhan-Gide,* Correspondance 1918-1951*, Gallimard, 1998). Leur désaccord, après la guerre, sur l'engagement en littérature n'avait pas dissuadé Gide de s'intéresser aux écrits de Sartre ni de tenir* La Putain respectueuse *pour un chef-d'œuvre (cf.* Journal*, 1947 et 1948).*

Ce dernier, qui avait vingt ans en 1925, n'avait pas été ébloui par les ouvrages de Gide, comme le furent bien des jeunes gens de sa génération et de la génération antérieure à la sienne. « Gide vivant » n'a pourtant rien de l'exercice obligé d'un écrivain célèbre, reconnaissant d'un peu loin le talent et le rayonnement d'un grand aîné. C'est pendant la drôle de guerre que Sartre a trouvé en l'auteur de L'Immoraliste *sa nourriture : invité par le directeur de* La N.R.F. *à participer à un numéro spécial pour célébrer ses soixante-dix ans, il fut mobilisé peu après, emportant le* Journal 1889-1939 *de Gide*

(Gallimard, Bibl. de la Pléiade, 1939) dans son paquetage. Les événements eurent raison de ce projet mais le Journal *demeura pour le soldat Sartre un livre de chevet en ces longs mois de marasme. Dans un premier moment (septembre-octobre 1939) il s'attacha avidement aux jours de la Grande Guerre : ce que Gide en avait éprouvé et pensé faisait écho à ses préoccupations immédiates. Un compagnonnage différé s'établit ; l'écrivain, à travers son journal, lui fut un interlocuteur familier, à la fois point d'appui et contre-exemple, qui aidait le mobilisé à se situer tandis qu'il écrivait son propre journal* (Carnets de la drôle de guerre, op. cit.).

« *Toute démarche de l'esprit nous rapprochait ou nous éloignait* aussi *de Gide.* » *Ce fut particulièrement vrai pour Sartre, qui écrivait alors* L'Âge de raison *et, dans ses* Carnets, *ses premières notes pour « un livre sur le Néant » ; il confronta sa philosophie naissante à celle qui sous-tendait l'œuvre de Gide, ses idées sur l'authenticité à la notion gidienne de « pureté », à sa morale de l'instant, ses premières conceptions sur le problème métaphysique de la liberté au thème gidien de « l'acte gratuit ». En outre, analysant, critiquant l'esprit d'exercice spirituel chrétien de la mise en question personnelle telle que l'auteur des* Nourritures terrestres *lui semblait la pratiquer, Sartre donnait une impulsion à ses propres efforts de retour sur soi. Ainsi, à une période de sa vie, la présence de Gide, de l'homme et de l'écrivain, a compté pour Sartre et son éloge funèbre en garde le souvenir.*

« *Gide vivant* » *figure dans la première édition de* Situations, IV (*1964*).

A.E.-S.

On le croyait sacré et embaumé : il meurt et l'on découvre combien il restait vivant ; la gêne et le ressentiment qui transparaissent sous les couronnes mortuaires qu'on lui tresse de mauvaise grâce montrent qu'il déplaisait encore et déplaira longtemps : il a su réaliser contre lui l'union des bien-pensants de droite et de gauche et il suffit d'imaginer la joie de quelques augustes momies criant : « Seigneur, merci ; c'est donc lui qui avait tort puisque c'est moi qui survis », il suffit de lire dans *L'Humanité :* « C'est un cadavre qui vient de mourir », pour connaître de quel poids cet homme de quatre-vingts ans qui n'écrivait plus guère pesait encore sur les lettres d'aujourd'hui.

Il y a une géographie de la pensée : de même qu'un Français, où qu'il aille, ne peut faire un pas à l'étranger sans se rapprocher ou s'éloigner *aussi* de la France, de même toute démarche de l'esprit nous rapprochait ou nous éloignait *aussi* de Gide. Sa clarté, sa lucidité, son rationalisme, son refus du pathétique donnaient permission à d'autres de risquer la pensée dans des tentatives plus troubles, plus incertaines : on savait que dans le même temps une intelligence lumineuse maintenait les droits de l'analyse, de la pureté, d'une certaine tradition ; eût-on sombré dans un voyage de découverte, on n'entraînait pas l'esprit dans le naufrage. Toute la pensée française de ces trente dernières années, qu'elle le voulût ou non, quelles que fussent par ailleurs ses autres coordonnées, Marx, Hegel, Kierkegaard, devait se définir *aussi* par rapport à Gide.

Pour ma part les restrictions mentales, l'hypocrisie, pour tout dire l'abjecte puanteur des articles nécrologiques qu'on lui a consacrés m'ont donné trop de déplaisir pour que je songe à marquer ici ce qui nous séparait de lui. Mieux vaut rappeler les dons inestimables qu'il nous a faits.

J'ai lu sous la plume de confrères — qui ne m'ont jamais étonné par leur témérité — qu'il « vivait dangereusement sous trois épaisseurs de gilet de flanelle ». La sotte raillerie. Ces timorés ont inventé une curieuse défense contre l'audace des autres : ils ne daignent l'admettre que si elle se manifeste en même temps dans tous les domaines. On eût pardonné à Gide de risquer sa pensée et sa réputation s'il avait risqué sa vie et, singulièrement, bravé la fluxion de poitrine. On affecte d'ignorer qu'il y a *des* courages, et qui sont différents selon les gens. Eh bien oui, Gide était prudent, il pesait ses mots, hésitait avant de donner sa signature et, s'il s'intéressait à un mouvement d'idées ou d'opinion, il s'arrangeait pour n'y donner qu'une adhésion conditionnelle, pour rester en marge, toujours prêt à la retraite. Mais le même homme osa publier la profession de foi du *Corydon*[1], le réquisitoire du *Voyage au Congo*[2], il eut le courage de se ranger du côté de l'U.R.S.S. quand il était dangereux de le faire et celui, plus grand encore, de se déjuger publiquement quand il estima, à tort ou à raison, qu'il s'était trompé[3]. C'est peut-être ce mélange de cautèle et d'audace qui le rend exemplaire : la générosité n'est estimable que chez ceux qui connaissent le prix des choses et, semblablement, rien n'est plus propre à émouvoir qu'une témérité réfléchie. Écrit par un étourdi, *Corydon* se fût réduit à une affaire de mœurs ; mais si l'auteur en est ce rusé Chinois qui pèse tout, le livre devient un manifeste, un *témoignage* dont la portée dépasse de loin le scandale qu'il provoque. Cette audace précautionneuse devrait être une « règle pour la direction de l'esprit » : retenir son jugement jusqu'à l'évidence et, lorsque la conviction est acquise, accepter de payer pour elle jusqu'au dernier sou.

Courage et prudence : ce mélange bien dosé explique la tension intérieure de son œuvre. L'art de Gide veut établir un compromis

entre le risque et la règle ; en lui s'équilibrent la loi protestante et le non-conformisme de l'homosexuel, l'individualisme orgueilleux du grand bourgeois et le goût puritain de la contrainte sociale ; une certaine sécheresse, une difficulté à communiquer et un humanisme d'origine chrétienne, une sensualité vive et qui se voudrait innocente ; l'observance de la règle s'y unit à la quête de la spontanéité. Ce jeu de contrepoids est à l'origine du service inestimable que Gide a rendu à la littérature contemporaine : c'est lui qui l'a tirée de l'ornière symboliste. La deuxième génération symboliste s'était persuadée que l'écrivain ne pouvait traiter sans déchoir que d'un très petit nombre de sujets, tous fort élevés, mais qu'il pouvait, sur ces sujets bien définis, s'exprimer n'importe comment. Gide nous a libérés de ce chosisme naïf : il nous a appris ou réappris que *tout* pouvait être dit — c'est son audace — mais selon certaines règles du bien-dire — c'est sa prudence.

De cette prudente audace procèdent ses perpétuels retournements, ses oscillations d'un extrême à l'autre, sa passion d'objectivité, il faudrait même dire son « objectivisme » — fort bourgeois, je l'avoue —, qui le fait chercher la Raison jusque chez l'adversaire et se fasciner sur l'opinion d'autrui[4]. Je ne prétends point que ces attitudes si caractéristiques puissent nous être profitables aujourd'hui, mais elles lui ont permis de faire de sa vie une expérience sévèrement menée et que nous pouvons assimiler sans aucune préparation ; en un mot, il a *vécu* ses idées ; l'une surtout : la mort de Dieu. Je n'imagine pas qu'un seul incroyant d'aujourd'hui ait été conduit au christianisme par les arguments de saint Bonaventure ou de saint Anselme ; mais je ne pense pas non plus qu'un seul incroyant ait été détourné de la foi par les arguments contraires. Le problème de Dieu est un problème humain qui concerne le rapport des hommes entre eux, c'est un

problème total auquel chacun apporte solution par sa vie entière, et la solution qu'on lui apporte reflète l'attitude qu'on a choisie vis-à-vis des autres hommes et de soi-même. Ce que Gide nous offre de plus précieux, c'est sa décision de vivre jusqu'au bout l'agonie et la mort de Dieu. Il eût pu, comme tant d'autres, parier sur des concepts, décider à vingt ans de sa foi ou de son athéisme et s'y tenir toute sa vie. Au lieu de cela, il a voulu *éprouver* son rapport à la religion et la dialectique vivante qui l'a conduit à son athéisme final est un cheminement qui peut se refaire après lui, mais non pas se fixer par des concepts et par des notions. Ses interminables discussions avec les catholiques, ses effusions, ses retours d'ironie, ses coquetteries, ses ruptures brusques, ses progrès, ses piétinements, ses rechutes, l'ambiguïté du mot Dieu dans son œuvre, son refus de l'abandonner alors même qu'il ne croit plus qu'à l'homme, toute cette expérience rigoureuse, enfin, ont fait plus pour nous éclairer que cent démonstrations. Il a vécu *pour nous* une vie que nous n'avons qu'à revivre en le lisant ; il nous permet d'éviter les pièges où il est tombé ou d'en sortir comme il en est sorti ; les adversaires qu'il a déconsidérés à nos yeux, ne fût-ce qu'en publiant leur correspondance, ne peuvent plus nous séduire. Toute vérité, dit Hegel, est devenue. On l'oublie trop souvent, on voit l'aboutissement, non l'itinéraire, on prend l'idée comme un produit fini sans s'apercevoir qu'elle n'est rien d'autre que sa lente maturation, qu'une succession d'erreurs nécessaires qui se corrigent, de vues partielles qui se complètent et s'élargissent. Gide est un exemple irremplaçable parce qu'il a choisi au contraire de *devenir sa vérité*. Décidé abstraitement à vingt ans, son athéisme eût été faux ; lentement conquis, couronnement d'une quête d'un demi-siècle, cet athéisme devient

sa vérité concrète et la nôtre. À partir de là les hommes d'aujourd'hui peuvent devenir des vérités nouvelles.

Mars 1951

SOMMES-NOUS EN DÉMOCRATIE ?

Article publié en première page dans le n° 78 des T.M. *(avril 1952) ; l'impression en italique soulignait son caractère d'avertissement au lecteur. Sartre y indique les motifs pour lesquels il lui paraît opportun que la revue entreprenne « une enquête sur le fonctionnement réel de la démocratie française ». Suivent dans ce numéro six articles de différents auteurs sur l'état de la presse en France. A-t-elle un rôle de contre-pouvoir ? A-t-elle même les moyens d'être indépendante ? La situation de plusieurs quotidiens et hebdomadaires est envisagée — leurs difficultés financières, leurs stratégies —, qui les éloigne peu à peu de l'esprit de résistance des premières années d'après-guerre.*

Le n° 80 étend l'enquête à la France d'outre-mer : qu'en est-il de la démocratie dans les pays colonisés ? Sur le fonctionnement politique, économique, administratif du système colonial contemporain au Maghreb, l'analyse de Claude Bourdet, l'un des fondateurs de L'Observateur*, intitulée* Les Maîtres de l'Afrique du Nord*, concrète et précise, est la plus éclairante.*

Deux articles du n° 83 sont consacrés au racisme, deux autres à l'antisémitisme : exploitation des travailleurs nord-africains immigrés par les industriels, sécurité sociale inférieure à celle perçue

par leurs homologues français ; florilège de citations tirées principalement de deux périodiques ouvertement et furieusement antisémites : Aspects de la France*, fondé en 1947, auquel participait Xavier Vallat, commissaire général aux questions juives sous l'Occupation, et* Rivarol*, le dernier-né (1951), sans que les lois de la République y trouvent à redire — liberté de la presse exige.*

Sartre émettait dans son article le souhait que les lecteurs participent à l'enquête : « Qu'ils nous communiquent donc, si elle les intéresse, tous les faits qui pourraient nous être utiles (dans un sens ou dans l'autre…) » Souhait apparemment non exaucé.

« Sommes-nous en démocratie ? » fut repris dans l'ancienne édition de Situations, VI *(*op. cit.*).*

A. E.-S.

Il était absurde de mourir pour Dantzig[1], Il sera raisonnable de mourir pour la démocratie : du moins, c'est ce qu'on nous répète tous les jours. Je ne discute pas le principe : si l'on ne donne pas sa vie pour « quelque chose », on finira par la donner pour rien. Mais avant de mourir pour la démocratie, je voudrais être assuré d'y vivre. Il paraît justement que c'est le régime de mon pays : je le veux bien, mais quand j'en cherche des preuves, je m'aperçois qu'elles reposent toutes sur le témoignage d'autrui. J'ai *lu* sur des timbres-poste et sur le fronton des mairies que l'État français se nommait République ; je peux *lire* la Constitution, les lois organiques, les codes ; mais les historiens savent depuis longtemps que l'étude des lois écrites ne rend pas compte du fonctionnement réel des institutions. On m'a donné dans mon enfance une vue optimiste de l'Histoire qui se fondait sur le mythe du progrès. D'après cette conception très officielle, les souffrances et les

labeurs de nos ancêtres, depuis Cro-Magnon jusqu'à Valmy, acheminaient l'espèce humaine vers le moment sacré où la bourgeoisie prendrait enfin le pouvoir. Je ne suis pas tout à fait délivré de cet optimisme et comme on m'a persuadé que chaque période historique réalisait un progrès sur la période antérieure et contenait en germes les progrès futurs, j'incline à croire encore que la Quatrième République est nécessairement plus démocratique que la Troisième, celle-ci plus que la Seconde. Malheureusement pour nous, cette clé n'ouvre plus aucune porte : le progrès, quand la bourgeoisie montait, c'était l'explication universelle. Aujourd'hui qu'elle descend, on a changé toutes les serrures, la confusion des esprits est telle que la bourgeoisie nomme *régressifs* les gouvernements fascistes qui sont pourtant sortis de son sein, et qu'on appelle *progressistes* les partis populaires qui remplacent le mythe optimiste de l'évolution par la foi tragique et catastrophique dans les révolutions. Mais, si je ne crois plus au progrès, qui donc m'assure que la démocratie n'est pas en décadence ? Sais-je comment elle fonctionne à Alger, à Gao ou simplement au Creusot ? Bref, je connais par ouï-dire le régime de la France où je vis comme le relief de l'Afghanistan où je n'ai jamais mis les pieds.

Beaucoup de gens, cependant, prétendent qu'ils ont une intuition constante et pratique de nos institutions. Pour eux la démocratie, c'est une évidence ; ils en prennent conscience chaque jour dans l'exercice même de leurs fonctions, quand ils font respecter la loi et même quand ils remplissent leurs devoirs. Vous pouvez aller et venir, penser et dire ce que vous pensez, vous votez, vous êtes informés des événements par une presse indépendante, garantis contre l'arbitraire de l'État et des particuliers : c'est cela, la démocratie.

Mais pour moi, tout n'est pas si clair. Je vois bien, en effet, que nous sommes, comme d'ailleurs n'importe quel membre de n'importe quelle communauté nationale, pourvus de certains droits et astreints à certains devoirs. Mais dès que je désire m'assurer que j'ai réellement les droits que l'on m'a reconnus, tout se brouille. Il est certain que j'ai le droit de vote. Mais suis-je sûr qu'on ne va pas escamoter ma voix ? Supposons que la nation à laquelle j'appartiens soit obligée d'aligner sa politique étrangère sur celle d'un pays plus puissant qui la « protège » : qu'importe alors que mon bulletin contribue à faire accéder tel parti ou tel autre au « pouvoir » ? Qu'importe puisque justement il n'y a plus de pouvoir, puisque tous les gouvernements feront la même politique ? Pour savoir si j'ai *vraiment* le droit de vote, il est nécessaire que je détermine d'abord si la France a conservé ou perdu sa souveraineté. Autre exemple : j'ouvre un journal, chaque matin, pour y chercher des informations vraies sur ce qui s'est passé la veille. J'ai confiance dans la presse parce que je sais qu'elle est « libre ». Cela signifie qu'elle n'est pas soumise à la censure et que le gouvernement de mon pays n'a pas les moyens de faire directement pression sur elle. Mais supposons que la situation de la France et du monde ne permette pas à cette presse de remplir les conditions économiques et sociales qui garantissent sa liberté concrète ; supposons que les grands quotidiens soient contraints par la conjoncture historique — et sans même se vendre — de renoncer par eux-mêmes à leur indépendance ; supposons que les notions mêmes de vérité et d'objectivité perdent leur sens dans une société déchirée par la lutte des classes et dans un monde divisé en deux blocs antagonistes. Si je m'avisais de cela tout à coup, ma belle confiance s'évanouirait : je me trouverais brusquement entouré d'un mur de mensonge. L'*idéal* de la presse serait alors

l'objectivité ; sa *réalité* la mystification permanente. Si nous continuons chaque matin à acheter le journal, c'est que nous refusons par principe de poser la question. Bref, nous croyons sentir à chaque instant nos libertés et nos droits parce qu'on nous a persuadés d'abord que nous vivions en régime démocratique. Mais si, au lieu d'exercer réellement mon droit de vote, je ne faisais que participer à la cérémonie dérisoire de l'isoloir et du bulletin, bref si mes *actes* de citoyen se métamorphosaient secrètement en gestes, on m'a si bien endoctriné que je ne m'en apercevrais pas. Et si, pourtant, à quelque vague malaise, je pressentais que tout ne va pas comme il faudrait, j'en accuserais les hommes plutôt que le régime.

Il est vrai que j'ai certains pouvoirs réels. Mais comment décider s'ils me viennent de la Constitution ou du fait que j'appartiens à la classe privilégiée ? Je suis libre de voyager à l'étranger et les citoyens soviétiques ne le sont pas. D'accord. Mais les ouvriers français ne le sont pas non plus. Ils ont le droit abstrait de franchir les frontières, mais les imagine-t-on touristes ? Et s'ils veulent émigrer, des organismes nationaux et internationaux statueront sur leur cas. En somme, tout le monde a les mêmes droits mais tout le monde n'a pas le droit d'en jouir. Le régime dans lequel je vis est beaucoup plus démocratique *pour moi* que pour un manœuvre ; n'est-ce pas, sous une autre forme, la division des libres citoyens en passifs et en actifs ? Nous inclinerions, en effet, à juger des lois selon nos préjugés. J'ai vu d'excellents esprits qui trouvaient la loi des *apparentements* fort démocratique. Après tout, disaient-ils, si le P.C. n'est pas content (ou le M.R.P.), qu'il s'apparente[2]. Ils feignaient de croire que l'isolement des communistes tenait à une sorte de bouderie. Si on leur démontrait le contraire, ils haussaient les épaules : gaullistes et staliniens sont

des factieux[3] ; une loi qui sauvegarde la démocratie ne peut être antidémocratique. Cependant, ils acceptaient d'un cœur léger qu'on faussât les poids et les mesures ; on avait décrété, d'un trait de plume, qu'une voix donnée à ces partis valait moins qu'une autre, on avait décidé que certaines opinions avaient un droit moindre à se faire représenter, ils se disaient démocrates et ils étaient contents.

Pour ces raisons et pour beaucoup d'autres, il m'a semblé qu'il fallait essayer de nous démystifier. Nous entreprenons, à partir d'aujourd'hui, une enquête sur le fondement *réel* de la démocratie française. La conjoncture historique, sous son aspect social, économique, international, permet-elle le libre jeu des principes démocratiques ? Quel est, dans les domaines essentiels (presse, administration coloniale, justice, police, assemblées parlementaires, etc.), le décalage entre le droit et les faits ? La France est-elle encore une nation souveraine ? Le suffrage universel est-il le mode *réel* d'élection ? l'administration, aux colonies, se conforme-t-elle aux contrats passés par le gouvernement ? jouissons-nous réellement des garanties qu'on nomme *habeas corpus* ? etc. Il est trop tôt, évidemment, pour déterminer avec exactitude la véritable structure de la société française d'aujourd'hui (qui n'est, très certainement, ni une démocratie ni un totalitarisme déguisé). Mais il nous semble possible, dès à présent, de *faire le point*. Nous consacrerons une série d'articles à débrouiller ce mélange complexe de faits et de valeurs, de mythes et de réalités, de reculs et d'avances, de mystifications et de vérités. L'aide de nos lecteurs ne sera pas superflue : nous nous adressons à eux, car cette entreprise n'aura de sens que si elle est collective. Qu'ils nous communiquent donc, si elle les intéresse, tous les faits qui peuvent nous être utiles (dans

un sens ou dans l'autre : nous n'avons pas de parti pris). Nous tiendrons compte de toutes les critiques et de toutes les suggestions qu'ils voudront bien nous faire et si leur nombre ne nous permettait pas de les publier *in extenso* nous leur consacrerions, en tout cas, des commentaires spéciaux.

Un dernier mot pour éviter tout malentendu : les décalages que nous pouvons être amenés à constater sont susceptibles de recevoir différentes interprétations. On peut soutenir, par exemple, qu'il existe dans un ciel platonicien une république idéale que les imperfections de la nature humaine empêchent seules de réaliser sur terre. On peut soutenir aussi que le jeu normal des institutions démocratiques a été faussé par des événements *extérieurs* et qu'il est possible de réparer la machine. On peut soutenir enfin que l'âge d'or de la démocratie est derrière elle ; la décomposition du régime serait simplement le prodrome de ce césarisme qui, d'après l'histoire comparée, suit régulièrement l'ère des républiques.

Aucun de ces points de vue n'est le nôtre et, d'ailleurs, nous ne nous soucions pas ici de philosopher sur l'Histoire. Pour nous, la démocratie est un régime bourgeois et les contradictions que nous pourrons y relever sont intérieures à la société bourgeoise. Il n'y a pas de démocratie idéale ; il y a un régime libéral qui engendrait des contradictions dès le principe parce qu'il supposait le problème résolu : on niait en effet — sur le papier — la réalité des classes et de la lutte des classes ; on prétendait n'envisager que le citoyen isolé et abstrait, dans son rapport avec l'État ou avec d'autres citoyens isolés. S'il y a eu un âge d'or du libéralisme politique et si quelques naïfs croient pouvoir s'y référer aujourd'hui pour condamner le « pourrissement » de nos institutions, c'est que le régime censitaire ou l'écrasement d'un prolétariat encore mal organisé par les armées de la bourgeoisie avaient pour un temps

supprimé les manifestations visibles de la lutte des classes. Silencieux ou désemparé, le prolétariat n'apparaissait pas alors comme un agent historique ; de sorte que le Gouvernement, les Chambres et les organes du pouvoir judiciaire semblaient, en effet, les émanations d'une société sans classes : la seule classe bourgeoise les produisait, les contrôlait et les utilisait à son profit ; ils ne pouvaient donc refléter les contradictions d'une société qu'ils n'exprimaient pas entièrement. Nous verrons que le décalage sans cesse accru dans certains domaines, entre les faits et les principes, manifeste au contraire la résistance du *réel*, c'est-à-dire à la fois le glissement de l'Europe et de sa bourgeoisie et l'apparition, dans le cadre de la nation, d'une classe ouvrière organisée et consciente d'elle-même. L'instabilité du gouvernement, la vaine et constante recherche d'une majorité parlementaire ne viennent pas, comme on l'affirme à droite, de la perversité de nos députés : mais en se reflétant sur le terrain parlementaire la lutte des classes a détraqué un organisme expressément conçu pour refléter l'harmonie des « milieux » sociaux et pour leur permettre de composer leurs intérêts. Nous constaterons en même temps que, dans d'autres secteurs, les réalisations démocratiques marquent un « progrès » sur l'avant-guerre ; mais nous verrons aussi que ce progrès même, par les conséquences qu'il engendre, contribue à détruire le régime qui l'a réalisé ; comme si la réalisation intégrale de la démocratie bourgeoise devait coïncider avec sa totale destruction. Il n'y a pas lieu de s'en étonner : dans la mesure même où la pensée libérale niait l'existence des classes, avec l'intention à peine dissimulée de masquer le véritable problème, elle devait engendrer la représentation claire d'une société sans classes qui serait la *vérité* de la démocratie bourgeoise et qui contribuerait à sa perte.

Avril 1952

UN PARTERRE DE CAPUCINES
et
VENISE, DE MA FENÊTRE

Le premier de ces deux textes a été publié dans L'Observateur *du 24 juillet 1952. Une note de l'hebdomadaire précisait qu'il était extrait « d'un livre à paraître ». Il devait s'intituler « La reine Albemarle ou le dernier touriste » : impressions et réflexions sur l'Italie, l'ouvrage, commencé en septembre 1951, est resté en chantier pendant plusieurs mois ; Sartre en a écrit et récrit de nombreux fragments mais, l'engagement politique étant prioritaire à ses yeux, il ne s'est pas donné le loisir de mener son travail à son terme. Le second, également issu des ébauches de l'ouvrage, parut dans la revue* Verve *en février 1953. Tous deux furent repris dans l'ancienne édition de* Situations, IV.

Sur La reine Albemarle ou le dernier touriste, *séquences rassemblées et publiées sous le titre que Sartre avait choisi, voir l'édition de 1991, posthume, et* Les Mots et autres écrits autobiographiques *(Gallimard, Bibl. de la Pléiade, 2010).*

A.E.-S.

Un parterre de capucines

Trois heures : l'orage me surprend sur la Nomentana, au nord-ouest de la ville ; c'est une colère d'oiseaux : tourbillon de plumages, piaillement, plumes noires volant jusqu'au ciel. Quand le calme est rétabli, je tâte mon veston : il est sec ; déjà un soleil de paille crève la cotonnade gris-bleu des nuages. À l'ouest, large et déserte, une rue grimpe entre les maisons et s'achève dans le ciel. Je ne résiste jamais au désir d'escalader ces courtes dunes pour en découvrir l'autre versant. La plus belle d'Europe, c'est la rue Rochechouart quand on la regarde du boulevard Barbès ; de l'autre côté du col, on croit deviner la mer. La pluie se remet à tomber ; je grimpe sous les embruns ; de la crête une coulée de bitume glisse et va se tasser contre le blanc malsain d'un mur. Ce mur met fin à l'imposture romaine : au-delà, un carré de choux, plage de lumière acide, dernier vestige de l'homme ; et puis le désert. Le désert sous la pluie. Très loin, l'encre bleu-noir des monts Albains déteint sur

le ciel. Cette ville de terre est plus seule au milieu des terres qu'une barque sur la mer.

Taxi jusqu'à la via Vittorio Veneto, automnale et bourgeoise. La rue des étrangers riches. Mais les étrangers riches se cachent dans leurs hôtels. Sur le trottoir et sur les marches de Sainte-Marie-de-la-Conception, les platanes secoués par l'orage ont laissé tomber leurs feuilles aux couleurs de murailles romaines : on croirait que les palais muent. Ocre, rouge vif, jaune de chrome dans les flaques : marinade de peaux mortes. Sainte-Marie-de-la-Conception, c'est l'église des Capucins. J'y entre. Nef déserte. Silence, vide. Sans bruit, saint Michel écrase la tête du Diable ; autour de l'autel des lustres dorés font la roue. Au fond et à droite, près de la sacristie, prévenant mes questions, un capucin maussade pose l'index gauche sur ses lèvres et, du doigt, me désigne un escalier qui s'enfonce sous terre. La main gauche, un instant suspendue, s'arrondit, se creuse, se pousse contre mon estomac ; je donne vingt lires et je passe ; je descends quelques marches et je me trouve dans une galerie de catacombes ; c'est la cave. Non ; le mur de gauche est percé de fenêtres grillagées ; en me haussant j'aperçois un jardinet à travers le grillage : je suis dans un couloir d'hôpital. Ambiguïté bien italienne : me voilà au rez-de-chaussée sous la froide clarté de l'automne et au sous-sol sous la jaune clarté des ampoules électriques. Sur la droite, le couloir longe quatre petites pièces d'inégale grandeur, les chapelles mortuaires, sortes d'alvéoles protégées par des balustrades basses qui m'évoquent en même temps la Sainte Table et les cordons qui barrent l'accès des salons dans nos châteaux nationaux. Par le fait, dès que je m'approche, ces chapelles deviennent salons. Quatre petits boudoirs rococo dont les murs, blancs sous la crasse, sont flanqués de niches sombres, d'alcôves ou de lits-divans dans leur moitié

inférieure et, dans la partie supérieure, décorés d'arabesques plaisantes et simplettes, rosaces, ellipses, étoiles assez grossièrement exécutées. La seule originalité de ces décorations et de ce mobilier, c'est leur matière : l'os. Que d'ingéniosité : pour faire un angelot, un crâne et deux omoplates suffisent ; les omoplates seront les ailes ; en superposant avec goût les crânes et les fémurs, vous obtiendrez des niches en rocaille ; les vieux lustres, eux-mêmes, qui laissent couler une lumière pâlie par le jour, ce sont des fagots de tibias suspendus au plafond par des chaînes. Chaque *salotto* a ses habitants : debout, devant son lit, un squelette en robe de bure me salue ; une momie se dresse sur sa couche ; on croirait que ces morts sont à vendre : ils portent des étiquettes sur leurs robes ; mais les prix n'y sont pas marqués : tout juste le nom et la qualité. Au-dessus de ma tête, voici la Mort, avec faux et sablier, planant : je ne sais si elle nage ou si elle vole mais tout autour d'elle l'air coagule en une inquiétante gélatine. Entre les trois murs de chaque *salotto*, sous un terreau noirâtre, d'un grain brillant et serré — poussière d'anthracite ou caviar ? — des moines plus favorisés reposent. Cet humus est de la Terre sainte : une inscription nous en avise sur la traverse d'une croix plantée au beau milieu du parterre sacré comme les bâtons qui indiquent les espèces au Jardin des Plantes. *Terra Sancta :* sorte de tuf, inconnue dans nos régions ; se rencontre surtout en Palestine ; variétés à Lhassa, La Mecque, etc. Je contemple les incrustations baroques de la muraille et je me demande par quelle raison ces capucins ont brisé le cycle de l'azote et soustrait ces produits organiques à la dissolution. Voulaient-ils montrer que tout chante la gloire de Dieu, même les flûtes singulières dont nous sommes faits ? Je voudrais le croire. Mais pourquoi ces exceptions ? Sur ce tas de rondins qui furent des hommes pourquoi avoir assis ce squelette ?

Pourquoi ménager à ce prieur soigneusement reconstitué cette literie d'ossements ? À des morts qui sont poussière et grimaces les vivants ont asservi d'autres morts. Ça me rappelle une carte postale que je contemplais dans mon enfance à la vitrine d'une papeterie du boulevard Saint-Michel : de loin, c'était la tête du Petit Caporal. De plus près la tête foisonnait, devenait un lacis d'asticots ; de plus près encore, les asticots c'étaient des femmes à poil. Délice d'humilier les grands hommes : l'œil du vainqueur d'Austerlitz n'est autre qu'une fesse ; délice d'humilier la femme : la plus belle fille du monde, pressée contre beaucoup d'autres, n'est digne que de servir au mâle de tissu conjonctif. Ce n'est pas Dieu qu'on trouve dans ces chapelles, c'est l'image d'un cercle infernal : l'exploitation du mort par le mort. Des os font la roue autour d'autres os, tous pareils, qui figurent cette autre rosace : un squelette. Je sursaute ; quelqu'un a parlé près de moi : parbleu ! avec des fémurs, des tibias et des crânes, on peut faire aussi des hommes. Un gros Italien aux yeux féroces se laisse tomber sur un genou, fait le signe de croix, se relève prestement, détale. Deux Françaises se partagent entre l'admiration et la terreur.

— Ma belle-sœur avait été impressionnée, moi je ne trouve pas ça impressionnant ; ça t'impressionne, toi ?

— Non, ça ne m'impressionne pas.

— Non, hein ? C'est tellement…

— Tellement bien en ordre. Tellement bien présenté.

Bien présenté, oui. Et puis surtout, c'est fait de rien. Picasso serait charmé, j'imagine. « Une boîte d'allumettes ! disait-il un jour. Une boîte d'allumettes qui serait *à la fois* boîte d'allumettes et grenouille ! » Il aimerait ces cubitus qui sont à la fois des cubitus et les rayons d'une roue. À la vérité, ce chef-d'œuvre vaut plus encore par la matière que par la forme. Matière pauvre mais qui suffit à

faire horreur. Elle n'est pas vraiment cassante, ni friable ; et pourtant comme elle reste fragile : elle a cette vie terne des poils qui continuent à pousser après la mort. Si j'essayais de la briser elle éclaterait en long contre ma paume, faisceau d'échardes qui plieraient sans rompre. Devant cette louche boiserie, morte et vivante, raboteuse et lisse, je me rétracte, glisse les mains dans mes poches : ne rien toucher, ne rien effleurer. J'ai fermé hermétiquement la bouche mais il y a toujours ces sacrées narines : dans tous les lieux suspects elles se dilatent et le paysage s'y engouffre sous l'espèce d'une odeur. Oui, je soupçonne une odeur d'os, un mélange : un quart vieux plâtre, trois quarts punaise. J'ai beau me dire que c'est moi qui la fabrique, rien à faire : j'ai 4 000 capucins dans le nez. Car ils étaient 4 000 qu'il a fallu déterrer un à un. Je localise aux environs de 1810 l'affolement germinal qui libéra ce lyrisme sadique chez d'honnêtes religieux et les contraignit à courir à quatre pattes en fleurant la terre sainte pour y découvrir ces truffes considérables. Il paraît qu'on en trouverait d'autres exemplaires. À Palerme, m'a-t-on dit. L'ordre des capucins, vers la fin de l'occupation française, a dû prendre un vieux coup de préromantisme.

— Ils n'ont pas le droit !

Inquiète et furieuse une très belle femme s'arrête sur la dernière marche et se tourne vers son vieux mari qui descend derrière elle.

— Ils n'ont pas le droit !

Elle a parlé trop fort : les Françaises lui font les gros yeux. Gêné, le vieux mari sourit d'un air d'excuse.

— Hé, ce sont des moines…

Elle lève vers les angelots ses beaux yeux pleins de rancune :

— C'est défendu, dit-elle avec force.

Je lui souris ; elle a raison : c'est défendu. Reste à savoir par qui. Par la chrétienté, peut-être ; mais pas par l'Église qui tire profit de cette capucinade. Pourtant, ce n'est sûrement pas chrétien de jouer au puzzle avec un ossuaire ; violation de sépulture, sadisme, nécrophilie : le sacrilège est flagrant. Mes compatriotes font le signe de croix : ces dames sont victimes d'un malentendu : elles viennent respecter la mort aux lieux où on la bafoue ; je les excuse : elles ont peut-être, sous leur robe, des bas usés au genou par les marches de la Scala Santa ; peut-être ont-elles vu, ce matin même, les télégrammes qui s'amoncellent, à Santa Maria di Aracœli, autour d'une poupée emmaillotée dans un tissu d'or ; il faut avoir la tête solide à Rome pour distinguer la religion de la sorcellerie. Si ces mères de famille, à leur insu, ne s'étaient changées en sorcières, elles ne confondraient pas le frisson qui les chatouille avec le pieux dégoût que les prédicateurs inspirent quand ils dépeignent la décomposition de la chair. La hautaine condamnation du corps qui paraît dans certains tableaux espagnols, voilà de bon catholicisme. Qu'on montre les monarques rongés par les vers, à la bonne heure : les asticots font à leur pourpre déchirée un surplis frissonnant et soyeux, des touffes de macaroni sortent de leurs orbites et malgré cela, à cause de cela, ces corps restent nos horribles images : ce sont des hommes qui se décomposent, la mort est une aventure humaine. Bref, permis à vous de railler la charogne mais jusqu'à l'os exclusivement. La chair coule de côté et libère les fèves qui se cachaient dans ce gâteau des rois ; après ça, âme au ciel et minéral sur terre, vous avez gagné le repos ; voyez plutôt la mort tranquille, le trépas coquet dont témoignent les os féminins du cimetière protestant : ces vieilles demoiselles sont du minéral pur. Mais ici, la gangrène capucine s'attaque à l'os. Quelle hérésie ! Pour s'acharner sur ces

reliefs pourris, il faut croire qu'il y reste une âme. Et quelle haine ! Ces capucins sont les grands-oncles de la foule milanaise qui giflait Mussolini mort et pendu par les pieds. La mort est un scandale pour la haine : privée de sa proie, elle reste stupide devant le cadavre haï, comme un homme à qui on vient de faire passer le hoquet. Ces moines conservent les dépouilles humaines pour faire durer le plaisir ; ils retiennent l'homme de devenir chose pour pouvoir le traiter comme une chose, ils arrachent les ossements à leur destinée minérale pour pouvoir les asservir à la caricature d'un ordre humain ; on les exhume en grande pompe pour en faire du matériau de construction. Les religieux jugeaient la beauté diabolique quand elle venait du siècle ; ils se transforment en esthètes quand il s'agit de préférer tout, même le beau, à leur prochain ; ils décorent leurs chapelles avec de l'homme comme les gardiens de Buchenwald faisaient des abat-jour en peau humaine. Je m'approche d'une pancarte, je lis : « Défense de mettre des inscriptions sur les crânes. » Tiens ! Pourquoi ? Fauteuils, divans, rocaille, lustres, reposoirs, pourquoi ces ossements ne serviraient-ils pas aussi de papier, de presse-papier et de buvard ? L'avilissement serait complet si l'on pouvait lire sur une de ces calvities : « Ici Pierre et Maryse ont fait l'amour. » Mais non : le meilleur tour des capucins, c'est qu'ils imposent leurs victimes à l'adoration des vivants. Les deux dames sont parties, la belle Italienne s'engage dans le couloir en pressant un mouchoir sur son nez : je m'en vais, je quitte ces débris ensorcelés par une haine plus forte que la mort. Le capucin est toujours là, maussade et barbu, devant la sacristie ; je passe sans le regarder, un peu gêné, comme un client de bordel devant la sous-maîtresse : il sait ce que je viens de voir ; mon squelette passe devant son squelette. Je sors. Il pleut. Sous la pluie, toutes les grandes villes se ressemblent, Paris n'est

plus dans Paris, ni Londres dans Londres ; mais Rome reste dans Rome. Un ciel noir s'est posé sur les maisons, l'air s'est changé en eau et l'on ne distingue plus très bien les formes. Mais trente siècles ont imprégné les murs d'une sorte de phosphore : je marche sous l'eau entre de douces clartés solaires. Les Romains courent au milieu de ces soleils noyés, en riant, en agitant d'antiques ustensiles dont ils ne paraissent pas très bien connaître l'emploi, des parapluies. Je débouche sur une place sous-marine entre des carcasses englouties. La pluie cesse, la terre émerge : ces carcasses sont des ruines : temple, obélisque, bref des squelettes. Je fais le tour du Panthéon saccagé ; l'obélisque emboulé est supporté par un éléphant qui n'a pas l'air content du tout ; cet ensemble africain sert à la gloire du christianisme. Voilà Rome : elle sort de l'eau, déjà sèche, tout un ossuaire damné. L'Église s'est acharnée sur les monuments antiques comme les capucins sur leurs collègues : quand les papes volaient le bronze du Panthéon pour assurer le triomphe du Christ sur les païens, c'était le même viol de sépultures. L'Antiquité *vit* à Rome, d'une vie haineuse et magique, parce qu'on l'a empêchée de mourir tout à fait pour la tenir en esclavage ; elle y a gagné cette éternité sournoise et de nous asservir à son tour : si nous sommes tentés de nous sacrifier à ces pierres, c'est qu'elles sont ensorcelées ; l'ordre des ruines nous fascine parce qu'il est humain et inhumain : humain parce qu'il fut établi par des hommes, inhumain parce qu'il se dresse seul, conservé par l'alcool de la haine chrétienne et qu'il se suffit à lui-même, sinistre et gratuit comme le parterre de capucines que je viens de quitter.

Juillet 1952

Venise, de ma fenêtre

L'eau est trop sage ; on ne l'entend pas. Pris d'un soupçon, je me penche : le ciel est tombé dedans. Elle ose à peine remuer et ses millions de fronces bercent confusément la maussade Relique qui fulgure par intermittences. Là-bas, vers l'est, le canal s'interrompt, c'est le commencement de la grande flaque laiteuse qui s'étend jusqu'à Chioggia ; mais de ce côté-là c'est l'eau qui est de sortie : mon regard dérape sur un vitrage, glisse et va se perdre, en vue du Lido, dans une morne incandescence. Il fait froid ; une journée nulle annonce ses craies ; une fois de plus Venise se prend pour Amsterdam ; ces pâleurs grises au loin ce sont des palais. C'est comme ça, ici : l'air, l'eau, le feu et la pierre ne cessent de se mélanger ou de s'intervertir, d'échanger leurs natures ou leurs lieux naturels, de jouer aux quatre coins ou au chat perché ; jeux vieillots et qui manquent d'innocence ; on assiste à l'entraînement d'un illusionniste. Aux touristes inexpérimentés, ce composé

instable réserve bien des surprises : pendant que vous mettez le nez en l'air pour voir le temps qu'il fait, tout le système céleste avec ses météores et ses nues se résume peut-être à vos pieds en un serpentin d'argent. Aujourd'hui, par exemple, rien ne prouve qu'une Assomption matinale n'a pas subtilisé la lagune pour la mettre à la place du ciel. Je lève la tête : non ; il n'y a qu'un trou, là-haut, vertigineux, sans ténèbres ni lumières, déchiré par les faisceaux incolores des seuls rayons cosmiques. À la surface de ce gouffre à l'envers, une écume floconne bien inutilement pour dissimuler l'indubitable vacance du soleil. Dès qu'il le peut, cet astre se défile : il n'ignore pas qu'il est indésirable et que Venise s'obstine à voir en lui l'image abhorrée du pouvoir personnel. Elle consomme, en réalité, plus de lumière que Palerme ou Tunis, surtout si l'on tient compte de ce qu'en absorbent ses hautes ruelles sombres ; mais elle ne veut pas qu'il soit dit qu'elle doive le jour qui l'éclaire aux libéralités d'un seul. Consultons la légende : dans les commencements, la lagune était plongée dans une nuit radieuse et perpétuelle ; les patriciens se plaisaient à regarder les constellations dont l'équilibre, fondé sur une défiance mutuelle, leur rappelait les bienfaits du régime aristocratique. Tout allait pour le mieux : les doges, étroitement surveillés, se résignaient à n'être plus que les hommes de paille du capitalisme commercial. L'un d'eux, Faliero, cocu et bafoué publiquement, avait eu un sursaut de révolte mais on l'avait coffré sur-le-champ : ses juges l'avaient persuadé sans difficulté de son crime : il avait encouru la peine capitale pour avoir tenté d'enrayer la marche du Processus historique, mais s'il se reconnaissait coupable, la postérité rendrait justice à son courage malheureux. Il était donc bien mort en demandant pardon au peuple et en louant la justice qui allait être

faite. Depuis, nul n'avait troublé l'ordre public ; Venise était calme sous ses pléiades.

Or, le Grand Conseil décida, pour orner la salle des séances, de faire peindre sur la haute frise les portraits des doges défunts, et quand on en vint à celui de Faliero, ces commerçants vindicatifs ordonnèrent de couvrir son image d'un voile qui portait ces mots injurieux : *Hic est locus Marini Falieri decapitati pro criminibus*[1]. Cette fois le pauvre agneau se fâcha pour de bon : était-ce là ce qu'on lui avait promis ? Non seulement la postérité ne le réhabilitait pas mais vouait à son tour sa mémoire aux exécrations futures. Brusquement son chef coupé se leva sur l'horizon et se mit à tourner au-dessus de la ville ; le ciel et la lagune se teignirent de pourpre et les fiers patriciens, sur la place Saint-Marc, se cachèrent les yeux de leurs doigts horrifiés, en criant : *Ecco Marino*[2]. Depuis il revient toutes les douze heures, la ville est hantée et, comme une ancienne coutume veut que le Doge élu paraisse au balcon pour jeter à la foule des joyaux et des florins, le potentat assassiné répand ironiquement sur les places des flots d'or souillé de son sang.

Il est aujourd'hui démontré que cette fable est sans aucun fondement : sous le vestibule de la chapelle de la Madone de la Paix, à Saints-Jean-et-Paul, on a découvert, dans un sarcophage, un squelette humain qui tenait sa tête sur ses genoux ; donc tout est rentré dans l'ordre, sauf que les Vénitiens, acharnés dans leur ressentiment, ont immédiatement converti le sarcophage en évier. N'empêche : d'après cette histoire, qu'on peut se faire raconter par des gondoliers, on jugera de l'état des esprits et de leur animosité contre l'astre du jour. Certainement la ville se plaît à retrouver dans le ciel d'or ce qu'elle a gagné sur la mer, mais à la condition qu'il reste broché au-dessus d'elle comme le chiffre épars de sa

grandeur, ou que l'été le brode en foudre emblématique sur les lourdes tentures vertes qu'il laisse tomber jusque dans le Canal. Par le fait, à Rome, grosse bourgade terrestre, je suis toujours heureux d'assister à la naissance d'un roi paysan ; mais quand j'ai tourné longtemps au fond des canaux vénitiens et que j'ai vu des fumées de cuivre s'élever du rio ou des lueurs volatiles prendre la fuite au-dessus de ma tête, je ne peux qu'admirer ce système d'éclairage indirect et ce n'est pas sans gêne que je reprends pied sur le quai des Esclavons pour voir errer, sur les miroitements subtils de la cité, la grosse tête fruste de Marino Faliero.

Donc, pas de soleil ce matin ; il joue Louis XVI à Paris ou Charles I^{er} à Londres. Cette boule a rompu l'équilibre en disparaissant ; restent des clartés, sans haut ni bas, le paysage tourne et je tourne avec lui, tantôt pendu par les pieds au-dessus d'une absence et sous les fresques du Canal, tantôt debout sur un promontoire au-dessus d'un ciel en perdition. Nous tournons, plafond, plancher et moi, l'Ixion de cette roue, dans la plus rigoureuse immobilité ; ça finit par me donner le mal de mer, ce vide est insupportable. Seulement, voilà : à Venise, rien n'est simple. Parce que ce n'est pas une ville, non : c'est un archipel. Comment pourrait-on l'oublier ? De votre îlot vous regardez l'îlot d'en face avec envie : là-bas, il y a… quoi ? une solitude, une pureté, un silence qui n'est pas, vous en jureriez, de ce côté-ci. La vraie Venise, où que vous soyez, vous la trouvez toujours ailleurs. Pour moi, du moins, c'est ainsi. À l'ordinaire, je me contente plutôt de ce que j'ai ; mais à Venise, je suis la proie d'une espèce de folie jalouse ; si je ne me retenais pas, je serais tout le temps sur les ponts ou sur les gondoles, cherchant éperdument la Venise secrète de l'autre bord. Naturellement, dès que j'aborde, tout se fane ; je me retourne : le mystère tranquille s'est reformé de l'autre côté. Il y

a beau temps que je me suis résigné : Venise, c'est là où je ne suis pas. Ces chalets princiers, en face de moi, ils *sortent* de l'eau, n'est-ce pas ? Impossible de croire qu'ils flottent : une maison, ça ne flotte pas. Ni qu'ils pèsent sur la lagune : elle s'enfoncerait sous leur poids. Ni qu'ils sont impondérables : on voit qu'ils sont de briques, de pierre et de bois. Alors ? Il faut bien qu'on les *sente* émerger ; les palais du Grand Canal, on les regarde de bas en haut et ça suffit pour qu'on découvre en eux une espèce d'élan figé qui est, si l'on veut, leur densité retournée, l'inversion de leur masse. Un rejaillissement d'eau pétrifié : on dirait qu'ils viennent d'apparaître et qu'il n'y avait rien avant ces petites érections têtues. Bref, ce sont toujours un peu des *apparitions*. Une apparition, on devine ce que ce serait ; elle aurait lieu dans l'instant, elle en ferait mieux sentir le paradoxe : le pur néant subsisterait encore et pourtant l'être serait là. Quand je regarde le palais Dario, penché de côté, qui semble jaillir de traviole, j'ai toujours le sentiment qu'il est là, oui, bien là, mais qu'en même temps il n'y a rien. D'autant qu'il arrive parfois à la ville entière de disparaître. Un soir que je revenais de Murano, ma barque s'est trouvée seule à perte de vue : plus de Venise ; à l'emplacement du sinistre, l'eau poudroyait sous l'or du ciel. Pour l'instant, tout est net et précis. Toutes ces belles aigrettes de silence sont au complet ; mais elles ne *comblent* pas, comme fait une bonne brute de paysage montagnard, dégringolant sous vos fenêtres et tout abandonnée. Est-ce attente ou défi ? Ces mignonnes ont de la réserve provocante. Et puis, qu'y a-t-il en face de moi ? *L'Autre* trottoir d'une avenue « résidentielle » ou *l'Autre* berge d'un fleuve ? De toute façon, *c'est l'Autre*. S'il faut tout dire, la gauche et la droite du Canal ne sont pas si dissemblables. Oui, bien sûr, le Fondouque des Turcs est d'un côté, la Ca' d'Oro de l'autre. Mais en gros ce sont toujours les mêmes coffrets, le même travail

de marqueterie, interrompus çà et là par le mugissement de grandes mairies de marbre blanc, rongées par des larmes de crasse. Quelquefois, quand ma gondole glissait entre ces deux fêtes foraines, je me suis demandé laquelle était le reflet de l'autre. Bref, ce n'est pas leurs différences qui les séparent : au contraire. Imaginez que vous vous approchiez d'une glace : une image s'y forme, voilà votre nez, vos yeux, votre bouche, votre costume. C'est vous, ce *devrait* être vous. Et pourtant, il y a quelque chose dans le reflet — quelque chose qui n'est ni le vert des yeux, ni le dessin des lèvres, ni la coupe du costume — quelque chose qui vous fait dire brusquement : on en a mis *un autre* dans le miroir à la place de mon reflet. Voilà à peu près l'impression que font, à toute heure, les « Venise d'en face ». Rien ne m'empêcherait de considérer, aujourd'hui, que c'est notre foire qui est la vraie et que l'autre n'en est que l'image, très légèrement décalée vers l'est par le vent de l'Adriatique. Tout à l'heure, en ouvrant ma fenêtre, j'ai fait s'ouvrir une fenêtre pareille au troisième étage du Palazzo Loredan qui est le double de celui-ci. En bonne logique, je devrais même m'y apparaître : mais c'est une femme qui, à ma place, sort la tête et se penche vers l'eau, déroule une moquette comme un parchemin et se met, pensivement, à la battre. D'ailleurs, ce battement matinal, seule agitation visible, s'apaise tout de suite, les ténèbres de la chambre le mangent et la fenêtre se referme dessus. Désertes, les miniatures sont emportées dans un glissement immobile. Mais ce n'est pas cela qui gêne : nous dérivons ensemble. Il y a autre chose, une étrangeté de principe, très légère, qui disparaît si je veux la sentir et qui renaît dès que je pense à autre chose. À Paris, quand je le regarde de ma fenêtre, il me paraît souvent incompréhensible, le manège des petits personnages étincelants qui gesticulent à la terrasse des *Deux Magots* et je n'ai jamais su pourquoi, un

dimanche, ils ont bondi de leurs sièges, sur une Cadillac qui stationnait le long du trottoir ni pourquoi ils l'ont houspillée en riant. N'importe : ce qu'ils font, je le fais avec eux, j'ai secoué la Cadillac de mon observatoire ; c'est qu'ils sont ma foule naturelle ; je n'ai besoin que d'une minute — en comptant large — pour les rejoindre et quand je me penche pour les regarder, je suis déjà au milieu d'eux, en train de regarder ma fenêtre, la tête traversée par leurs folies. Ce n'est même pas exact de dire que je les *regarde*. Car au fond, je ne les ai jamais vus. Je les *touche*. La raison : il y a entre nous un chemin terrestre, la croûte rassurante de cet astre ; les *Autres* sont au-delà des mers.

L'autre Venise est au-delà de la mer. Deux dames en noir descendent les marches de Santa Maria della Salute, trottinent sur le parvis, escortées par leurs ombres pâles, s'engagent sur le pont qui accède à San Gregorio. Ces dames sont suspectes et merveilleuses. Des femmes, oui. Mais tout aussi lointaines que ces Arabes que je voyais d'Espagne se prosterner sur la terre africaine. *Insolites :* ce sont les habitantes de ces maisons intouchables, les Saintes Femmes de l'Autre Côté de la Mer. Et voici un autre intouchable, cet homme qui s'est planté devant l'église d'où elles sortent et qui la considère, comme on a sans doute coutume de le faire dans cette île inconnue. C'est, horreur, mon semblable, mon frère, il tient un Guide Bleu dans sa main gauche et porte un Rolley-Flex en bandoulière. Qui donc est plus dépourvu de mystère qu'un touriste ? Eh bien, celui-ci, figé dans son immobilité suspecte, est tout aussi inquiétant que ces sauvages des films d'épouvante qui écartent les joncs des marais, suivent l'héroïne d'un regard brillant et disparaissent. C'est un touriste de l'Autre Venise et je ne verrai jamais ce qu'il voit. En face de moi, ces murs

de brique et de marbre conservent l'étrangeté fugitive des bourgades solitaires et perchées qu'on aperçoit d'un train.

Tout cela, c'est à cause du Canal. Si c'était un honnête bras de mer, avouant franchement qu'il a pour fonction de séparer les hommes, ou bien un fleuve rageur et dompté qui porte les barques à regret, il n'y aurait pas d'histoire, on dirait tout simplement qu'il y a là-bas une certaine ville, différente de la nôtre et, par cela même, toute semblable. Une ville comme toutes les villes. Mais ce Canal prétend *réunir* ; il se donne pour un chemin d'eau, fait tout exprès pour la promenade à pied. Les marches de pierre qui descendent jusqu'à la chaussée comme les perrons blancs des villas roses à Baltimore, les portes cochères dont les grilles doivent s'ouvrir pour laisser passer des attelages, les petits murs de brique qui défendent un jardin contre la curiosité des passants et les longues tresses de chèvrefeuille qui se coulent le long des murs et traînent jusqu'à terre, tout me suggère de traverser la chaussée en courant pour aller m'assurer que le touriste, là-bas, est bien de mon espèce et qu'il ne voit rien que je ne puisse voir. Mais la tentation disparaît avant même de s'être tout à fait formée ; elle n'a d'autre effet que d'aviver mon imagination : déjà je sens que le ciel s'entrouvre, le Canal n'est qu'une vieille branche pourrie sous sa mousse, sous les coques noires et sèches dont elle s'est couverte, et qui craque si l'on met et le pied dessus ; j'enfonce, je m'engloutis en levant les bras et ma dernière vision sera le visage indéchiffrable de l'Inconnu de l'Autre bord, à présent tourné vers moi, mesurant avec angoisse son impuissance ou jouissant de me voir tomber dans le piège. Bref, ce faux trait d'union ne feint de rapprocher que pour mieux disjoindre ; il me circonvient sans peine et me donne à croire que la communication avec mes semblables est impossible ;

la proximité même de ce touriste est un trompe-l'œil comme ces bêtes rayées que les Mariés de la tour Eiffel[3] prenaient pour des abeilles et qui étaient des tigres du désert. L'eau de Venise donne à la ville entière une très légère couleur de cauchemar : car c'est dans les cauchemars que les outils nous trahissent, que le revolver braqué contre le fou meurtrier ne part pas, c'est dans les cauchemars que nous fuyons talonnés par un ennemi mortel et que tout d'un coup la chaussée ramollit quand nous voulons la traverser.

Le touriste s'en va mystérieux ; il monte sur le petit pont, il disparaît, je suis seul au-dessus du Canal immobile. Aujourd'hui, l'autre rive paraît plus inaccessible encore. Le ciel a déchiré l'eau, elle est en loques, qui croirait que le Canal a un fond ? À travers les grandes lacunes grises qui le criblent, je vois briller le ciel, au-dessous de l'eau. Entre les deux quais il n'y a *rien :* une écharpe transparente hâtivement jetée sur le vide. Ces cottages sont séparés des nôtres par une lézarde qui traverse toute la terre. Deux moitiés de l'Europe sont en train de se séparer ; elles s'écartent l'une de l'autre, doucement d'abord, puis de plus en plus vite, comme dans *Hector Servadac*[4] c'est le moment d'agiter les mouchoirs. Mais l'autre quai est désert, toutes les fenêtres sont closes. Déjà il y a *deux* espèces humaines, déjà leurs destins se séparent pour toujours et personne ne le sait encore ; dans une heure, une bonne se mettra à quelque balcon pour secouer les tapis et elle verra, terrorisée, le vide au-dessous d'elle et une grosse boule jaune et grise en train de tourner, à dix mille lieues. Venise est toujours en train de se disloquer ; que je sois sur la Riva degli Schiavoni en train de regarder Saint-Georges, sur le Nuova Fondamenta regardant Burano, c'est toujours un Finistère qui me fait face, émergeant d'une stérilité désordonnée, d'une vaine agitation

interstellaire. Ce matin, les architectures précieuses d'en face, que je n'avais jamais prises tout à fait au sérieux, me semblent d'une redoutable austérité : ce sont les murailles lisses d'un monde humain qui s'éloigne. Petit monde si limité, clos sur soi-même, qui se dresse, définitif comme une pensée au milieu d'un désert. *Je ne suis pas dedans*. L'île flottante, c'est la terre tout entière, ronde et surchargée d'hommes, elle s'éloigne et je reste sur le quai. À Venise et en quelques autres lieux on a le temps de voir le destin des hommes du dehors avec des yeux d'ange ou de singe. On a raté l'Arche de Noé. Oh, bien sûr, cet été, au large du cap Nord, l'impression était plus forte, c'était une évidence, ou presque. Nous dansions un peu ; au sud les dernières griffes de l'Europe égratignaient la mer, au nord, c'étaient des millions de vagues grises, la solitude de l'astre éteint. J'avais fini par me croire dans l'espace interstellaire, satellite tournoyant d'une terre inaccessible. À Venise ça n'est pas si angoissant, et pourtant l'Humanité s'éloigne, glissant sur un lac calme. L'espèce humaine — ou, qui sait, le Processus historique — se rétracte, petit pullulement limité dans l'espace et dans le temps. Je la vois tout entière, de quelque lieu situé hors du temps et de l'espace et je sens très doucement, très perfidement mon abandon.

Le présent, c'est ce que je touche, c'est l'outil que je peux manier, c'est ce qui agit sur moi ou ce que je peux changer. Ces mignonnes chimères ne sont pas mon présent. Entre elles et moi, il n'y a pas de simultanéité. Il suffit d'un peu de soleil pour les changer en promesses, peut-être viennent-elles à moi du fond de l'avenir ; en certains matins de printemps je les ai vues s'avancer vers moi, jardin flottant, *autres* encore mais comme un présage, comme celui que je serai demain. Mais la clarté maussade de ce

matin a tué leurs couleurs, les a murées dans leur finitude. Elles sont plates, inertes, la dérive les éloigne de moi. Certainement, elles n'appartiennent pas à mon expérience, elles surgissent très loin au fond d'une mémoire qui est en train de les oublier, une drôle de mémoire anonyme, la mémoire du ciel et de l'eau. À Venise, il suffit d'un rien pour que la lumière devienne regard. Cette imperceptible distance insulaire, ce décalage constant, il suffit qu'une lumière les enveloppe pour que cette lumière semble une pensée ; elle attise ou rature les sens épars sur les bouquets flottants de maisons ; ce matin, je lis Venise dans les yeux d'un autre, un regard vitreux s'est fixé sur le faux bosquet, il fane les roses en sucre candi, les lys en mie de pain trempée dans du lait, tout est sous globe, j'assiste à l'éveil d'un souvenir maussade. Au fond d'un regard ancien mon regard tente de repêcher des palais engloutis mais ne ramène que des généralités. Est-ce que je perçois ou est-ce que je me rappelle ? Je vois ce que je sais. Ou plutôt ce que sait déjà un autre. Une *autre* mémoire hante la mienne, les souvenirs d'un Autre surgissent en face de moi, envol figé de perruches mortes ; tout a un air las de déjà passé, de déjà vu ; le jardin de l'abbaye San Gregorio n'est qu'une verdure, les rosaces simplifiées sont des épures ; les façades, au fond d'un lac glaciaire, triste et rigoureux lavis, s'offrent avec une netteté parfaite, presque trop parfaite, cristalline, mais je ne peux fixer aucun détail. Petites maisons, petits palais, belles folies, caprices de banquiers, d'armateurs, Capriccio Loredano, Folie Barbaro, vous voilà presque digérées, jusqu'à moitié dissoutes dans les généralités. L'Idée gothique s'applique à l'Idée mauresque, l'Idée de marbre se joint à l'Idée de rose ; les stores grenat et les volets de bois pourrissants, ça n'est plus que des coups de pinceau d'un aquarelliste, un peu de vert, une tache de topaze brûlée. Que

restera-t-il dans cette mémoire qui peu à peu oublie ? Une longue muraille rose et blanche et puis plus rien. Les palais, en train d'être oubliés, sont hors de mon attente, non plus de l'autre côté de l'eau, mais dans un passé tout proche, hier peut-être, ou tout à l'heure, ils s'éloignent sans bouger, déjà ils ont perdu cette brutalité naïve de la présence, cette sotte et péremptoire suffisance de la chose qui est là et qu'on *ne peut pas nier* ; tout ce qu'on peut aimer quand on aime, les hasards, les cicatrices, les balafres, les douceurs vénéneuses de mousse, d'eau, de vieillesse, tout est resserré, raturé par cette lumière superficielle et pressée, il n'y a plus d'espace en eux, mais quelque étendue sans parties, ce sont des savoirs, la matière est usée jusqu'à la transparence, et la grossièreté joyeuse de l'être s'atténue jusqu'à l'absence. Ils ne sont pas là. Pas tout à fait là. Je vois les plans et les esquisses de leurs architectes. Le regard terne et faux de la mort a glacé ces mignonnes sirènes, les a figées dans une torsion suprême ; où que j'aille aujourd'hui, je suis sûr d'arriver cinq minutes trop tard sur les lieux et de n'y rencontrer que la mémoire impersonnelle du désastre, le ciel et l'eau encore rejoints qui se souviennent pour un instant encore d'une ville engloutie, avant de se défaire et de s'éparpiller en pure gerbe d'espace. Comme je vais me sentir superflu, moi, seul présent au milieu de l'universelle désuétude avec un gros risque d'éclater comme ces poissons des abîmes qu'on tire à la surface, car nous sommes habitués à vivre sous une pression infinie et ces raréfactions ne nous valent rien. Il y a des jours comme ça, ici : Venise se contente de se souvenir d'elle-même et le touriste erre, désemparé, au milieu de ce cabinet fantastique dont l'eau est le principal mirage.

Un espoir : né quelque part d'une absence, simple réfraction du vide, un faux rayon de soleil allume la fortune de cuivre sur le

globe terrestre de la Douane, fait mousser les blancheurs savonneuses de Sainte-Marie, repeint, à travers les grilles de l'abbaye, des feuillages naïfs et minutieusement touffus, change l'idée de vert en volets de bois et l'idée de topaze en vieux stores rongés par le ciel et le sel ; il passe un doigt languissant sur les façades séchées et fait éclore tout le massif de roses. Tout ce petit monde en suspens se réveille. Au même instant, une lourde coque noire paraît à l'ouest, c'est un chaland ; tout excitée, l'eau se ranime sous son fardeau de ciel, secoue ses plumes blanches et chavire ; le ciel, bousculé, se craquelle et, pulvérisé, ponctue les vagues d'asticots étincelants. Le chaland vire et disparaît dans l'ombre d'un rio, c'était une fausse alerte, l'eau se calme à regret, rassemble son désordre en lourdes masses tremblantes, déjà de grandes flaques d'azur se reforment… Soudain lâcher de pigeons : c'est le ciel, fou de peur, qui s'envole ; le ponton craque sous ma fenêtre et tente de grimper au mur : le *vaporetto* passe, annoncé par les meuglements d'une conque marine. Ce long cigare beige est un souvenir de Jules Verne et de l'exposition de 1875. Le pont est désert mais ses larges bancs de bois sont encore hantés par les messieurs barbus du *Cronstadt* qui l'inaugurèrent. Sur un petit toit de zinc peint en beige qui couvre le pont arrière, des couronnes mortuaires s'empilent trois par trois ; peut-être qu'on les jette à l'eau, monuments flottants, pour commémorer des noyades. À la proue, une Victoire en manteau de fourrure s'abandonne aux courants d'air, elle a noué, sur ses cheveux blonds, un châle de mousseline qui claque et lui gifle la nuque, rêveuse passagère de 1900. Personne en vue, sinon cette morte qui connut Wagner et Verdi. Un vaisseau fantôme en modèle réduit transporte, entre deux fêtes anciennes, une comtesse italienne qui trouva la mort dans la catastrophe du *Titanic*. Cela n'étonne pas : tous les matins,

le Grand Canal se couvre d'anachronismes. C'est un musée flottant : devant les loges des grands hôtels Gritti, Luna, Bauer-Grunewald, la direction fait défiler des pièces de collection. L'eau rit d'aise, elle joue : sauve-qui-peut sous l'étrave, des poules se bousculent, volettent en caquetant, leur panique vient s'écraser à mes pieds ; autour des grands poteaux barbares et dorés dont le bariolage ressemble à celui des bâtons de coiffeur en Amérique, gondoles et barques caracolent. Le *vaporetto* est déjà loin mais j'assiste à toute une cavalcade nautique, écume, naïades torses, chevaux marins. Sur le quai, le rayon s'est éteint, replongeant les édifices dans leur généralité. Orgueilleux, le silence se dresse en briques roses au-dessus de ce bariolage impuissant. Une trompe lointaine sonne et s'éteint. Voici un tableau pour les touristes : l'Éternité cernée par le Devenir, ou le Monde intelligible planant au-dessus de la matière. Ça criaille encore un peu sous mes fenêtres mais n'importe : le silence a rasé les bruits de sa faux glacée. À Venise, le silence se voit, c'est le défi taciturne de l'Autre Rive. Brusquement, tout le cortège marin se noie, l'eau est comme les songes, elle n'a pas de suite dans les idées : voilà qu'elle s'aplatit et que je me penche au-dessus d'une grosse touffe de torpeur : on dirait qu'elle jalouse la rigidité cadavérique des palais qui la bordent. Le ciel défiant n'est pas redescendu des cintres ; cette fausse morte verdit entre les quais, déjà je vois naître, à droite, le pâle reflet du palais Dario. Je relève les yeux : tout est redevenu pareil. J'ai besoin de lourdes présences massives, je me sens vide en face de ces fins plumages peints sur vitre. Je sors.

Février 1953

RÉPONSE À ALBERT CAMUS

Si l'on veut rendre compte du pourquoi de cette lettre ouverte de Sartre à Albert Camus, coléreuse, cruelle par moments, avec des retours d'amitié pourtant, publiée dans le n° 82 des T.M. *(août 1952), et qui fit couler beaucoup d'encre, il est nécessaire de revenir en arrière. Disons tout de suite qu'elle répondait à une autre lettre ouverte, tout aussi vindicative, présente dans ce même numéro, protestation outragée de Camus contre l'article, paru en mai, sur son essai* L'Homme révolté*, par Francis Jeanson, collaborateur de la revue ; la lettre de l'auteur s'adressait, non à Jeanson, mais « au directeur des* Temps Modernes *». Par cette appellation — alors qu'ils étaient amis de longue date — Camus signifiait à Sartre sa décision de rompre leurs relations.*

Jusque-là les deux écrivains n'avaient pas eu de dispute sérieuse ; ils se voyaient régulièrement ; l'un et l'autre, ainsi que Simone de Beauvoir, étaient demandeurs pour ces soirées gaies, « dégagées » ; ils n'ignoraient pas leurs points de désaccord politique. Camus raillait Sartre, parfois, à propos de telle pétition qu'il avait ou non signée, telle position qu'il avait ou n'avait pas prise sur un événement du moment ; Sartre se gardait, pour préserver leur amitié, de répliquer trop vivement aux provocations de son cadet. À cette époque, en

dehors de son entourage immédiat — chacun connaissait les autres depuis les années trente —, il n'avait pas d'autre véritable ami, si l'on met dans ce mot une certaine charge affective et le fait de se plaire ensemble.

Deux ans après la rupture, jetant sur quelques feuillets des réflexions autocritiques sur les années précédentes, Sartre notait avec étonnement qu'il était en froid avec une dizaine d'écrivains qu'il avait fréquentés à la fin de l'Occupation ou dans les premières années d'après-guerre, et il précisait : « mais il faut ajouter qu'il en était de même entre eux ». Ils avaient partagé les mêmes préoccupations, sur les menaces de guerre, sur les questions sociales, mais chacun en raisonnait différemment et ils finissaient par s'éloigner les uns des autres.

Sartre avait écrit en 1947, dans Qu'est-ce que la littérature ? *: « Les idéologies sont liberté quand elles se font, oppression quand elles sont faites. » En 1952 la pression idéologique était forte, l'antagonisme des deux « blocs » ruinait de loin amitiés et sympathies — d'autant plus forte qu'après quelques épisodes de « détente », la guerre de Corée, dans laquelle l'U.R.S.S. et les U.S.A. étaient pour la première fois face à face, ravivait la terreur de la « guerre atomique ».*

Camus se trompait sans aucun doute lorsqu'il écrivait à sa femme, après la rupture, à propos de S. de Beauvoir et de Sartre : « Ces gens-là n'ont jamais été mes amis » (lettre du 5 septembre 1952, citée par Olivier Todd dans Albert Camus, une vie, 1996*) ; l'auteur de* L'Être et le Néant *avait donné, en tout cas, des preuves indubitables de son amitié, lui qui avait, lors de ses deux séjours en Amérique (1945 et 1946), saisi toutes les occasions d'attirer l'attention du lectorat américain sur les mérites du jeune écrivain*

français, dans ses interviews et conférences, avec l'intention de frayer pour lui le chemin du succès outre-Atlantique.

Le 10 mars 1946 à Montréal, par exemple, Sartre s'adressait à l'auditoire d'une « thé-causerie » radiodiffusée sur la nouvelle génération d'écrivains français, encore inconnue au Canada : « C'est d'Albert Camus que je vous parlerai, Albert Camus qui est aujourd'hui l'écrivain le plus marquant de sa génération en France. » Suivaient quelques éléments biographiques : ses origines, sa jeunesse à Alger, son engagement dans la Résistance, ses premiers livres ; puis un compte rendu exhaustif de Caligula *et de* La Peste*, dont il avait lu une première mouture. Sartre, qui avait lu aussi son court essai,* Remarque sur la révolte *(1945), prélude à* L'Homme révolté*, commentait de façon assez fidèle sa découverte de l'absurde comme d'une évidence puis le sentiment instinctif qui, selon Camus, lui est corollaire, la révolte : « Vous voyez la transformation qui se fait en lui ; il ne renonce pas à la théorie de l'absurde mais il cherche une morale et une vie pour l'homme dans l'absurde. » Pour Sartre,* Remarque sur la révolte *était une œuvre de passage. Un jour Camus irait plus loin. La présentation de son ami, qui débarqua pour la première fois aux États-Unis quinze jours plus tard, équivaut à une douzaine de pages dactylographiées.*

Il n'est pas sûr que l'auteur de L'Étranger*, très soucieux de ne pas être pris pour un « existentialiste », lui sût gré de sa démarche. Même si Sartre, qui ne l'ignorait pas, parla dans son allocution, mais plus succinctement, de plusieurs autres écrivains mais ne fit aucune allusion, ni à ses propres œuvres ni à l'existentialisme.*

En novembre 1947, deux articles sur La Peste *paraissent dans les* T.M.*, assez bienveillants, mais réservés sur le parallèle symbolique que Camus établit entre la peste, mal extérieur à la volonté humaine, et le nazisme. Ni ces articles ni les questions politiques n'ont encore*

altéré les relations des deux écrivains : le 8 mars 1950, en vacances dans le Midi, Sartre décide de faire un détour par Cabris « pour saluer Camus et Francine » (lettre à Michelle Vian) ; en août 1951 une vingtaine de pages de L'Homme révolté*, « Nietzsche et le nihilisme », sont publiées en tête des* T.M.*, à la place que la revue réserve, quand il y a lieu, aux premières feuilles des écrits de S. de Beauvoir et de Sartre.*

Dans La Force des choses *(1963), S. de Beauvoir raconte : « À partir de novembre [1951] Sartre réclama un volontaire pour rendre compte de* L'Homme révolté *de Camus. Il refusait, par amitié, qu'on en dît du mal ; cependant chez nous personne n'en pensait de bien… Francis Jeanson avait fini par accepter de parler de* L'Homme révolté ; *il avait promis de le faire avec ménagement : et puis il se laissa emporter. Sartre obtint qu'il atténuât quelques duretés mais il n'y avait pas de censure à la revue. » Francis Jeanson s'est-il vraiment laissé emporter ? Puisqu'il est à l'origine — sinon la cause — de la rupture entre Camus et Sartre, on ne peut éviter de s'interroger sur sa personnalité et sa place dans la revue à cette époque.*

Jeanson (1922-2009) s'était présenté à Sartre en 1947, porteur d'un écrit de sa main intitulé « Le Problème moral et la pensée de Sartre » : ce dernier avait accepté d'y ajouter une courte lettre-préface — il n'était pas avare de ces coups de pouce à de jeunes auteurs pour peu qu'il les jugeât assez prometteurs ; accepté aussi qu'il écrive pour les T.M.*, sans doute sur la suggestion de Maurice Merleau-Ponty qui avait la responsabilité concrète de la revue à cette époque.*

Dans cet ouvrage, ce que Jeanson appelait « le mythe de l'absurdisme » d'Albert Camus servait à plusieurs reprises de repoussoir à ce qu'il convenait de penser de la philosophie de Sartre

— *de laquelle il s'efforçait de déduire une morale —, et il citait avec ironie* L'Étranger *et* Le Mythe de Sisyphe, *comme si ces deux écrits se prétendaient le fin mot d'une somme philosophique en concurrence avec* L'Être et le Néant. *Un peu plus tôt, la même année, il s'était déjà attaqué à Camus dans une revue intitulée* La France intérieure.

Se voyant désormais en position, selon lui, d'être le disciple de Sartre et, aux T.M., *le spécialiste de la morale, Jeanson « enfonce le clou ». Sa première contribution sur ce thème, « La récrimination » (de janvier à mars 1948, plus tard publiée aux Éditions du Seuil), s'en prend frontalement à Camus, notamment à propos de* L'Étranger, *dont Sartre avait fait en février 1943 un compte rendu assez élogieux pour les* Cahiers du Sud. *Le point de vue de Jeanson est surprenant : il sait mieux que l'auteur du récit ce qui se passe dans l'esprit de Meursault, son héros, et que sa brusque colère contre l'aumônier venu le réconforter, peu avant son exécution, n'a rien à voir avec la conscience de l'absurde : Meursault est un « récriminant », un homme de mauvaise humeur contre le monde, alors qu'il ne devrait s'en prendre qu'à lui-même. Plus étonnant encore que cette plate interprétation, Albert Camus est* le seul écrivain *que Jeanson prenne à partie dans cet essai moralisateur — longuement et avec une ironie qui cette fois se veut mordante —, ce qui fait de l'auteur de* L'Étranger *lui-même le « récriminant » type : il y consacre trois pages dans la livraison de janvier 1948. Il n'ignore pas que Sartre et Camus sont amis, et c'est parce qu'ils sont amis, on le verra, qu'il insiste, dès son entrée aux* T.M., *sur la nocivité de « l'absurdisme » de Camus ; il s'irrite de constater que des articles lui sont consacrés, non conformes à la ligne politique de la revue de Sartre telle qu'elle doit être selon lui, qui s'est institué exégète du sartrisme : il serait temps de faire place nette.*

Malheureusement, ni Camus ni Sartre n'ont prêté attention à « La récrimination » ; le premier aurait sans doute protesté, s'il en avait eu connaissance, mais n'aurait été que contrarié ; quant au second qui, de décembre 1947 à mars 1948, composait fiévreusement Les Mains sales *(représentées dès le 2 avril), il n'aurait pas compté sur Jeanson pour rédiger une critique ferme mais courtoise de* L'Homme révolté.

« Jeanson avait consenti — c'est la seule réserve qu'il ait acceptée — à montrer son article à Camus avant qu'il soit publié, en lui demandant s'il était d'accord » (Sartre, Entretiens avec S. de Beauvoir *de 1974,* La Cérémonie des adieux, *1981). L'auteur de* L'Homme révolté *n'a pas usé de cette offre — pure perversité d'ailleurs : quelles remarques, quelles objections aurait-il pu formuler, devant ce ton de parfait mépris que Jeanson avait adopté tout au long de sa critique ? À commencer par le titre : « Albert Camus ou l'âme révoltée », qui rappellerait aux lecteurs cultivés de l'époque la « belle âme » décrite par Hegel, « conscience engloutie à l'intérieur d'elle-même », autrement dit : l'idéaliste creux ; évoquant le succès du livre, Jeanson persiflait : « À la place de Camus… je m'inquiéterais… quelle est donc cette bonne nouvelle… Camus aurait-il découvert le secret de toute exigence ?… Ou bien cette satisfaction générale s'expliquerait-elle par une certaine inconsistance de sa pensée ?… » L'intention d'humilier l'auteur est évidente. Le dernier alinéa de son article, alternance de compliments sur le passé de Camus et d'exhortations à mieux faire la prochaine fois, est un modèle d'hypocrisie assumée ; Jeanson semble lui dire : Voyez, on me prie d'avoir envers vous quelque ménagement : j'obéis à la consigne — on peut imaginer dans quel état d'esprit il reçut cette « prime de consolation ».*

Camus s'est obstiné, dans sa lettre « au directeur des Temps Modernes *», à ne pas même citer le nom de Jeanson (« votre*

collaborateur », « votre critique », « votre rédacteur », « il », « vous », « l'auteur de votre article »). Peut-être voulait-il signifier par là que les T.M. *étant une revue engagée, l'auteur de l'article, ce pourrait être n'importe lequel d'entre les collaborateurs de la revue, ce pourrait être Sartre lui-même.*

Ce dernier, saisi par ce « Monsieur le Directeur… », qui lui impute l'article de Jeanson, a, dans un premier moment, tenté de réfréner sa colère : à la suite de ses reproches sur ce point il écrit, sur deux feuillets qui ne figureront pas dans sa « Réponse à Albert Camus » définitive :

> Il y a dans cette incroyable confusion quelque chose de juste et de légitime mais que vous n'avouerez pas : vous avez ressenti la publication de cet article comme une blessure *personnelle* ; nous avions des relations amicales et vous avez ressenti toute l'affaire comme une sorte de trahison. De ce point de vue, peu importe que l'article soit ou non écrit par Jeanson : moi, votre ami, je n'aurais pas dû le laisser paraître. Contre cette seule accusation — c'est la seule qui soit humaine, encore faut-il la deviner, c'est la seule que vous cachiez — j'accepte de me défendre. Ou plutôt non : je ne me défendrai pas, je vous retracerai les faits… nous devions rendre compte de *L'Homme révolté*. L'importance de l'ouvrage, les fins qu'il se proposait, le grand succès qu'il a remporté, tout enfin nous créait l'obligation d'en parler. Or j'ai constaté, dès les derniers mois de 51, que les « collaborateurs » des *Temps Modernes* ne lui étaient pas favorables… Comme ils connaissaient nos relations, la plupart d'entre eux refusaient d'en écrire ; j'ai cherché au-dehors sans plus de succès : beaucoup de gens aimaient franchement votre livre ; mais ils en avaient parlé déjà dans d'autres revues. J'ai demandé alors à Jeanson… Il a écrit ce qu'il pensait. Qu'y puis-je ? Encore l'ai-je prié d'atténuer certaines rigueurs, ce qu'il a bien voulu faire…

Puis Sartre, se rendant compte qu'il n'avait rien de plus à dire qui menât à une réconciliation, s'il voulait défendre aussi l'article de son collaborateur, qu'il avait lui-même commandé, renonça à cet espoir

et reprit le fil de ses reproches. Cependant la toute dernière ligne de ce premier jet sans suite a de quoi intriguer :

Voilà toute l'histoire ; j'ajoute seulement ceci : si nous pouvions

Qui, nous ? Vous et moi ? Notre revue ? Si nous pouvions *en discuter de vive voix ?* Si nous pouvions *revenir en arrière, nous renoncerions à publier un article sur* L'Homme révolté *? Quoi qu'il en soit, la maladroite tentative de rapprochement de ces deux pages abandonnées n'aurait pu être publique. Et le mal était fait.*

Quant à Jeanson, dont Camus n'a pas mentionné le nom dans sa lettre de protestation contre son article, il estima que cette offense lui donnait un droit de réplique personnel. Une aubaine, en fait : en ce mois d'août 1952, S. de Beauvoir et Sartre sont en Italie, Merleau-Ponty en vacances également. Jeanson, gérant des T.M.*, est seul aux commandes de la revue ; il prendra tout son temps pour commettre sa mauvaise action, qu'il intitulera benoîtement « Pour tout vous dire… » : le numéro d'août de la revue ne sortira qu'au début de septembre. Si la lettre de Camus « au directeur des* Temps Modernes » *et la réponse de Sartre étaient des explosions d'hommes blessés et encolérés, ce n'est pas le cas de la deuxième diatribe de Jeanson, « Pour tout vous dire… », dont il n'aura connaissance qu'une fois publiée et que Camus, hélas, lira à la suite de la réponse de Sartre à sa protestation contre la critique de son livre. Trente pages verbeuses, contradictoires, presque folles de haine ; Jeanson renchérit sur la causticité des reproches que Sartre adressait à Camus ; il se moque de sa victime avec délectation : « Vous avez donc entrepris de défendre vos idées. Mais quoi ? N'était-il pas d'emblée évident que vous pourriez le faire ?… Vous publiez un livre, j'en critique les thèses, vous critiquez la façon dont je les ai critiquées… et nous voici presque, somme toute, en train de dialoguer. » De nouveau il déplore*

que Camus n'ait pas accepté un débat avec lui avant la publication de sa critique. On se figure assez bien le début d'un dialogue tel que le rêvait Jeanson :

— J'ai dit dans ma critique que le succès de votre livre pourrait s'expliquer par une certaine inconsistance de votre pensée. Qu'en pensez-vous ?

Sans considération pour Jean Pouillon et René Étiemble, collaborateurs des T.M., *qui avaient fait de* La Peste *une lecture assez favorable en 1947, ni pour Merleau-Ponty, responsable de la revue, ni pour Sartre lui-même, qui ignore sa dernière initiative, Jeanson s'empresse entre autres d'achever le procès de ce roman, qu'il avait commencé d'éreinter dans son premier article. Ce n'était pas le sujet qu'il avait à traiter mais que lui importait ? Dernières lignes de cette logomachie : « Bref, il m'a paru que vous étiez* tabou. *Or je n'aime pas les tabous, et je déteste en moi la tentation, parfois, de les respecter. Vous imaginez, là-dessus, quel innocent plaisir j'ai pu prendre à la lecture de votre lettre… après tout je n'ai pas écrit [cette réplique] pour vous procurer du désagrément… et si elle ne vous est d'aucun usage, il est certes préférable qu'elle ne vous soit non plus d'aucun poids. »*

« Je n'aime pas les tabous ». Pour qui Camus est-il tabou, sinon pour Sartre, dans l'esprit de Jeanson ? On exagère ses griefs sous le coup de la colère : qui sait ? Un ami commun pourrait réussir à les réconcilier. Par ce deuxième coup de boutoir, « Pour tout vous dire… », Jeanson assure son triomphe : les deux écrivains seront irrémédiablement désunis sans que Sartre ait réalisé l'ancienneté de cette fixation hostile sur l'auteur de L'Étranger. *L'un des objectifs, apparemment, de cet acte d'autoritarisme : régner sur une revue parfaitement révolutionnaire. Lorsque Sartre condamnera publiquement dans* L'Express, *en novembre 1956, l'intervention des*

chars de l'armée soviétique en Hongrie, Jeanson se fâchera tout net avec lui. L'auteur de La Nausée *s'en étonnera : Jeanson n'était même pas affilié au parti communiste, à sa connaissance. Sartre s'est-il rendu compte, dès cette époque, qu'il entendait passer du rôle de disciple, qu'il s'était accordé sans qu'on l'en ait prié, au statut de directeur de conscience ? « Je me suis souvent brouillé avec lui parce qu'il est louche », dira-t-il à son interlocuteur en mars 1972 (Entretiens, Yale University.).*

Mais en cet été de 1952, Sartre considère Jeanson comme un jeune homme honnête, qui débute dans les lettres, assez hardi pour ne pas s'en laisser imposer par un écrivain à succès. Concomitance malencontreuse, c'est en ce même été qu'il écrit en Italie sa « Réponse à Albert Camus » sur L'Homme révolté *et travaille à la deuxième partie d'un essai politique, « Les communistes et la paix », tentative pour se rapprocher du parti communiste, entreprise qui satisfait pleinement Jeanson ; mais il est inquiet, pas très sûr d'avoir pris une bonne décision ; en Jeanson il voit un allié, en Camus — pour qui une révolution, même réussie, représente meurtres à l'infini, confiscation des libertés, risque d'ajouter du malheur au malheur —, il ne voit qu'un contradicteur importun, dans son livre que les faiblesses.*

Cette année-là chacun des deux écrivains a mal lu les écrits de l'autre ; Sartre semble n'avoir fait de L'Homme révolté *qu'une lecture hâtive ; il s'en est remis trop souvent à l'opinion de Jeanson ; Camus, lui, a fait une incursion malencontreuse dans la philosophie de Sartre : son interprétation erronée d'une notion-clé de* L'Être et le Néant, *la liberté, a irrité son ami ; il lui en fait le reproche sur un ton de pédagogue mais sur le fond, il a raison : l'erreur porte atteinte au cœur même de l'ouvrage et elle sera partagée par les nombreux lecteurs de* L'Homme révolté.

Albert Camus a revisité, entre autres, l'histoire de la Révolution française, exploré celle de la Russie pré-révolutionnaire, les idées, les personnalités qui les ont incarnées, leurs actes. Ces récits critiques ne laissent pas le lecteur indifférent, même si L'Homme révolté *souffre d'une inspiration hybride, qui déconcerte : lyrisme, recours au mythe côtoient l'argumentation. Cependant, la charge féroce de Jeanson porte le plus souvent à faux : il a éludé la question essentielle, d'ordre moral, que pose Camus dès son introduction, celle d'une légitimité : « Au temps des idéologies, il faut se mettre en règle avec le meurtre. » Le collaborateur des* T.M. *en éludera bien d'autres. Il a beau jeu de juger inefficace la réflexion de l'auteur : pour lui, si la cause est juste, le processus entier d'une révolution est légitimé par sa réussite ; Camus, qui pense que le système soviétique des camps de travail forcé, dont l'ampleur a été révélée en 1949, est un point fort de sa thèse, y a fait allusion à plusieurs reprises et s'étonne que Jeanson n'en dise mot. Par-delà même son analyse des dévoiements de « l'instinct de révolte », Camus a la conviction d'avoir à transmettre un message, presque une supplique : « sauver les corps » (c'est aussi le titre d'un de ses articles). Parodiant une phrase célèbre d'André Malraux, il aurait pu proclamer : la vie est absurde mais rien ne vaut une vie. Sartre, dans « Les communistes et la paix », part de préoccupations tout autres (voir plus loin, p. 178 et suiv.).*

*

*Marie-Pierre Ulloa, biographe de Francis Jeanson, après lecture de ses deux écrits de 1952, « Albert Camus ou l'âme révoltée » et « Pour tout vous dire… », est restée perplexe : « La violente hostilité de Jeanson à l'égard de Camus demeure un mystère : pourquoi ce ton si acerbe, davantage encore dans ce deuxième article ?… » (*Francis Jeanson*, Berg International Éditions, 2001).*

Quarante ans plus tôt, en janvier 1960, alors qu'il s'apprêtait à écrire l'éloge funèbre de son ancien ami, Sartre s'était posé la même question. Il n'entrait plus dans sa colère ; sans doute regrettait-il l'agressivité de sa « Réponse à Albert Camus ». Il avait relu les deux interventions de Jeanson et trouvé, lui aussi, sa haine à l'encontre de Camus extravagante. Il a pensé en comprendre le mobile quand une journaliste italienne de ses amies, très au fait des affaires françaises par ses accointances avec des collègues français, lui a appris que Jeanson avait pressenti l'auteur de L'Étranger *pour fonder avec lui une revue, d'une gauche plus avancée que les* T.M.*, probablement en 1950. « Alors, pour se venger de ce que Camus n'ait pas voulu travailler avec lui, il a écrit l'article dans le sens que je ne souhaitais pas… » (Sartre,* Entretiens avec S. de Beauvoir*,* op. cit.*) Sartre avait déjà évoqué ce fait en octobre 1972, précisant que Jeanson avait mené clandestinement ses pourparlers avec d'autres personnes en vue de créer cette revue, au siège même des* T.M.*, dont il était le gérant.*

Si l'on suit le fil à partir de la révélation faite à Sartre en 1960, une question se pose : pourquoi était-il si important pour le collaborateur des T.M. *que Camus accepte de créer avec lui une revue ? Une remarque agacée de l'auteur de* L'Homme révolté *dans sa lettre au directeur des* T.M. *permet de saisir l'objectif de Jeanson : « Ces Algériens dont il [Jeanson] fait son pain quotidien ont été jusqu'à la guerre mes camarades dans un combat plutôt inconfortable. » Camus fait ici une double allusion : d'abord au fait que Jeanson a investi, en même temps que les* T.M.*, une autre revue,* Esprit *(chrétienne) : dans l'une et dans l'autre il publie des articles dénonçant le colonialisme — ensuite il rappelle que depuis les années trente lui-même n'a cessé d'adjurer le gouvernement de la métropole, par ses articles dans* Alger Républicain *notamment (puis, après la guerre, dans* Combat*), de remédier au délaissement de la population*

musulmane par un statut égal à celui de tous les Français ; il a été l'un des premiers, dans un article de juin 1939, à mentionner le progrès du nationalisme en Algérie ; douze ans avant que des périodiques métropolitains ne s'en soucient, il a publié une grande enquête sur le statut des travailleurs nord-africains en France ; d'autre part Camus a des amis musulmans, dont une personnalité respectée en Algérie, Messali Hadj, qui avait jadis partagé ses sympathies pour le mouvement libertaire et à présent penche pour l'indépendance. (Voir Albert Camus et les libertaires*, Égrégores Éditions, 2008.) C'est ce qui intéresse Jeanson, qui s'apprête à mener le combat de sa vie. En 1948 et 1949, selon sa biographe, il avait fait de longs séjours en Algérie. Il avait pris langue avec des hommes des nouvelles générations musulmanes que les vagues réformes du statut de 1947 concédé par le gouvernement français et d'ailleurs peu appliqué ne satisfaisaient pas et qui ne se contentaient pas d'aspirer à l'indépendance. Dès lors, il avait décidé d'épouser cette cause, tout d'abord en sensibilisant l'opinion française sur son bien-fondé. Les* T.M. *et* Esprit *ne lui semblaient pas suffisants ; il lui aurait fallu sa propre revue pour avoir les coudées franches. Qu'un Français d'Algérie célèbre y participe, ami du plus respecté des indépendantistes, qui avait connu la prison et le bagne pour avoir divulgué ses idées, aurait été un atout. Par son refus, Camus, sans s'en douter, redevenait aux yeux de Jeanson l'un de ces colons racistes haïssables, tels qu'il les décrira plus tard à sa biographe.*

C'est là un motif, d'ordre pratique, pourrait-on dire. Mais s'il est vrai que Jeanson n'a songé à servir la révolution algérienne en gestation qu'en 1949, il faut chercher ailleurs le mobile personnel*, manifestement antérieur, de son intérêt malveillant pour Camus, dont il a lu les principaux ouvrages, sans aucun doute les articles dans le* Combat *de l'immédiat après-guerre, quotidien parisien, et,*

peut-être, ceux d'avant-guerre (il a séjourné à Alger quelque temps en février 1944 et a pu les consulter) : tous ces articles témoignent du souci constant de Camus pour le sort de la population musulmane et le devenir du pays lui-même.

Jeanson a rédigé, dès la première page de sa critique de L'Homme révolté*, une note dont l'ironie tombe à plat : il y est question d'un journaliste devenu rédacteur en chef de* Combat *en 1950, à une époque où ce quotidien n'avait plus rien de commun avec celui qu'Albert Camus et Pascal Pia avaient fondé naguère : « Louis Pauwels qui peut-être se reproche aujourd'hui d'avoir un moment nourri l'ambition d'*être Camus… *» (C'est nous qui soulignons.) Appliqué à Pauwels qui, à l'époque, n'avait pas encore commis d'ouvrage bien marquant, ce désir de métamorphose n'a pas grand sens. Mais appliqué à Jeanson qui, lui, émet cette idée ? Comme Camus, selon sa biographe, il a été résistant ; il est tuberculeux, comme Camus, et sa maladie l'a empêché — comme c'est le cas pour Camus — de se présenter à une agrégation ; comme lui, pense-t-il, il sait bien écrire, et il se juge meilleur philosophe, meilleur moraliste que lui. Albert Camus est un Camus imparfait, pas même révolutionnaire ; c'est lui, Jeanson, qui devrait* être *Camus, jouir de ses succès, mériter l'amitié de Sartre. Il suffira de le faire rentrer sous terre de honte, et il s'y emploiera.*

Porté ou non par ce fantasme de substitution d'être, le mobile est l'envie, plus ou moins mâtinée d'idéologie, depuis 1946 ou 1947, quand Jeanson a commencé son essai, « La récrimination », dont le premier volet est paru en janvier 1948, ou même avant. L'Homme révolté *lui donne une plus ample occasion d'exhaler sa joie mauvaise de détruire une personne : « Cette satisfaction générale s'expliquerait-elle par une certaine inconsistance de sa pensée ? » Insulte gratuite, indigne d'un critique : annoncer au lecteur que l'essai dont il va*

rendre compte pourrait bien avoir été écrit par un imbécile, avant même d'avoir évoqué le moins du monde son propos.

Reste une incertitude : dans l'un des deux feuillets où Sartre exposait à Camus le déroulement des faits qui avaient mené au choix de Jeanson — ôtés de la version définitive de sa réponse à Camus —, il écrivait, parlant de Jeanson : « Encore l'ai-je prié d'atténuer certaines rigueurs, ce qu'il a bien voulu faire. » S'il y avait une rigueur à atténuer, c'était bien cette phrase meurtrière ! Que voulait dire Sartre par « prié » ? S'est-il contenté d'indiquer à Jeanson les passages à modifier, lui faisant confiance pour ce faire ? À l'époque il estimait la « droiture » de Jeanson, ses « scrupules ». Ce qui permet de se poser sérieusement la question, c'est que Sartre, dans sa réponse à Camus, notait : « Jeanson vous reprochait une certaine inefficacité de pensée » alors que celui-ci avait bien écrit « une certaine inconsistance de sa pensée » dans son article.

S. de Beauvoir fut secouée par la mort d'Albert Camus ; elle précise cependant dans La Force des choses *: « Ce n'était pas l'homme de cinquante ans que je regrettais ; ce n'était pas ce juste sans justice… qu'avait rayé de mon cœur son consentement aux crimes de la France. » Dans les entretiens qu'elle mena avec Sartre en 1974, elle n'insista pas sur cet épisode qui, pour elle, était clos.*

Dans d'autres entretiens, Sartre en dit un peu plus, à la demande insistante de son interlocuteur — qui, ironie du sort, a une admiration très vive pour Jeanson —, mais il reste laconique : manifestement, il répugne à évoquer son ancien « disciple », auquel il a donné pourtant en 1959 (guerre d'Algérie) la protection de son nom et la possibilité de se servir de sa notoriété. De nouveau l'auteur de La Nausée *s'était trouvé en accord politique avec lui, mais il avait accédé à sa demande sans plus d'illusions sur les qualités qu'il lui avait prêtées naguère.*

« Jeanson est un aventurier plutôt qu'un militant… oui, très courageux mais c'est l'intellectuel qui pense qu'il ratera comme intellectuel, à un moment donné, et qui s'est lancé dans l'action parce qu'il ne voit pas d'autre solution » (Entretiens, Yale University, mai 1971).

*« Il avait une pensée assez ondoyante, assez imprécise. Jeanson a surtout existé comme occasion de la brouille entre Camus et moi » (*ibid.*, février 1972).*

« Camus m'appelait "le démissionnaire de la liberté"… C'était une époque très dure, très, très dure. » Cette réflexion fait écho à ce qu'il avait écrit à la fin de sa « Réponse à Albert Camus », entre deux reproches : « Les temps sont durs et mêlés. »

Il est loisible de penser qu'en parlant de Francis Jeanson sans aménité au début des années soixante-dix, Sartre a tenté d'atténuer à ses propres yeux sa responsabilité dans sa rupture avec Camus. Peut-être. On pourrait soutenir tout aussi bien que, libéré des contraintes idéologiques liées aux années de guerre froide, il a pris à un moment donné conscience du fait que la haine morbide de Jeanson à l'encontre de son ami avait porté leurs dissensions politiques, dont ils s'accommodaient, à incandescence et qu'il s'était vu dès lors dans l'obligation de défendre son « disciple », ce qui, d'une certaine manière, était aisé, parce qu'ils avaient la même conviction sur la nécessité d'une révolution, mais qu'il l'avait fait dans le malaise et la colère contre Camus, ulcéré par la brutalité de sa rupture. Piégé.

Si ce n'est pas la vérité entière, il n'est pas indispensable de voir en Francis Jeanson un second Duguesclin, chevalier sans peur et sans reproche, pour estimer que la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, qu'il soutint avec ténacité et audace, mais pas toujours avec honnêteté, était juste dans son principe, sinon dans son déroulement — et destinée inéluctablement à triompher. Des regards extérieurs à

la querelle entre Sartre et Camus éclairent un peu plus la personnalité de celui auquel l'auteur de L'Être et le Néant *avait accordé sa confiance en 1952 ; ils ne nous semblent pas démentir ce que Sartre en dira au début des années soixante-dix.*

Noté le 9 novembre 1955 par Jean-Marie Domenach, rédacteur en chef de la revue Esprit *et directeur de collections aux Éditions du Seuil, qui tentait de faire entendre à Jeanson que son manuscrit, « L'Algérie hors la loi », était trop favorable au F.L.N. pour convenir au Seuil ; l'autoritarisme dont il avait usé avec les* T.M. *n'étant pas de mise avec Domenach, il utilise une tactique différente :*

« L'autre jour, la pire scène depuis dix ans à Esprit*, avec Jeanson… Il m'a parlé une demi-heure… sans me regarder et quand je lui répondais, il n'écoutait pas. Ce n'est même pas avec sa vérité qu'il discrimine les gens, mais selon son livre. Qui n'approuve pas sa méthode est un traître, au mieux un pharisien. Il est allé plus loin, il a osé me dire que ce refus de son manuscrit… lui prouvait son tort d'avoir tenté de collaborer, lui, athée, avec des croyants. J'étais son scandale personnel, ce qui me faisait une vilaine figure. J'ai vu des auteurs employer bien des trucs, mais jamais encore ce chantage métaphysique… Le livre de Jeanson est faux et superficiel… Flamand [directeur général du Seuil], toujours oscillant, après avoir refusé, accepte — car derrière tous ces chantages s'en dessine un pire encore : votre refus me tuera. Le malheureux tousse, suffoque, et comment oser refuser à un tuberculeux ? » (*Beaucoup de gueule et peu d'or, Journal d'un réfractaire, *Éditions du Seuil, 2001). Précisons que Domenach était favorable à l'indépendance.*

Dans L'Algérie hors la loi, *Jeanson s'est fait délateur, en service commandé ou par servilité, à l'encontre de Messali Hadj, ami de Camus, dont nous parlions plus haut. Messli Hadj avait créé en 1954 le M.N.A. (Mouvement nord-africain). Rival désormais affaibli du*

F.L.N., il avait encore des partisans. Selon Jeanson, « leurs foyers d'agitation sont entièrement contrôlés par la police » — accusation qui, dans le climat de violence prévalant alors en Algérie, était une invite à l'assassinat —, et il ajoutait, pour faire bonne mesure : « Ils se recrutent essentiellement dans les milieux trotskystes. » (Voir la protestation atterrée de l'avocat de Messali dans Albert Camus et les libertaires, op. cit.)

À la même époque, Camus écrivait pour L'Express *une série d'articles sur la guerre d'Algérie ; il y défendait le point de vue des partisans de Messali, « dépassés par un mouvement plus aveugle qui, sans souci des besoins matériels immenses de masses tous les jours multipliées, rêve d'un "panislamisme" » (« Les raisons de l'adversaire », 28 octobre 1955). La haine que Jeanson avait conçue contre Camus n'était sans doute pas morte.*

Francis Jeanson fit partie du comité de direction des T.M. *de 1962 à 1967. Dans les années soixante-dix, Sartre le croisait chez S. de Beauvoir ; il disait avoir avec lui des rapports « formels » ; en fait, il supportait mal sa présence ; il est peu probable qu'il le lui ait fait sentir : dans la vie courante, Sartre était un homme courtois. Son ancien « disciple » lui demanda cinq entretiens pour une « biographie générale » de lui qu'il avait l'intention d'écrire : Sartre lui en accordera un, d'une dizaine de pages, pas assez pour une vraie biographie.*

Il fallut plusieurs semaines à Albert Camus pour se remettre de la querelle, entouré de ses proches et de ses amis ; en 1953 il écrivait L'Été, *mais c'est un peu plus tard, en concevant* La Chute, *qu'il a retrouvé pleinement sa confiance en lui-même. Dans ce récit d'un imaginaire sombre, son héros, Clamence, confesse à un inconnu ses fautes et ses insuffisances d'ordre moral et politique… Réunies en ce*

même personnage, « juge-pénitent », ce sont en vérité, voilées, transposées, celles que l'auteur attribue à Sartre aussi bien que les siennes propres. Une lecture attentive permet de déceler un lien subtil entre les mots que Sartre utilise dans sa « Réponse à Albert Camus » et ceux que ce dernier inventera pour construire ce personnage composite.

Dans l'été 1955, il pouvait écrire, sans trop d'amertume : « Sartre n'est pas un ennemi, je n'ai pas eu avec lui de querelle littéraire : il a été seulement un adversaire sur un point que j'estime capital pour nous tous. J'estime aussi, il est vrai, qu'il n'a pas été un adversaire loyal, mais ceci ne regarde que moi. La contestation qui nous a opposés nous dépasse tous, au contraire, et je continuerai de la soutenir… » (voir lettre à Jean-Paul Samson, Albert Camus et les libertaires, op. cit.*).*

« J'ai très peu d'amis : c'est ce qui arrive parce que les positions politiques vous font rompre avec des gens qu'on ne retrouve plus jamais après ; quand il y a eu vraiment une rupture, c'est fini » (Sartre, Entretiens Yale University, novembre 1971, op. cit*). La redondance de sa phrase, le « plus jamais », expriment assez ce qu'il ressentait, tant d'années plus tard.*

« Notre amitié n'était pas facile mais je la regretterai » : ces quelques mots d'introduction de sa « Réponse à Albert Camus » énonçaient une vérité. Que dans son entourage on eût approuvé cette lettre ouverte ne l'aurait pas rasséréné, d'autant moins qu'à son retour d'Italie, à la fin du mois de septembre, il a pris connaissance de la dernière perfidie de Jeanson — sa réponse personnelle, « Pour tout vous dire… ». L'auteur de La Nausée *a gardé secrets ses remords, et surtout le sentiment d'une perte, qui se révèle amplement par l'exécration qu'il voue à Francis Jeanson, mauvais ange « qui a surtout existé » pour le priver de son ami ; coupable et victime à la*

fois, Sartre aura été, « aidé » par la malignité du collaborateur de la revue, « le bourreau de lui-même ».

À la fin des années soixante, il a disséminé dans les tomes II et III de L'Idiot de la famille *(publiés respectivement en 1971 et 1972) plusieurs allusions à Albert Camus ; dans trois d'entre elles il compare Gustave Flaubert adolescent à l'auteur du* Mythe de Sisyphe ; *il en recopie les premières lignes, pensée amicale pour le disparu ; il y cite aussi* La Chute *et le « juge-pénitent » : à travers le cas de Gustave et de ses jeunes condisciples (« chacun rit des autres en tant qu'il rit de soi »), Sartre commente l'intention du récit qu'il a fort bien saisie. Conscient de forcer un peu le trait, il développe enfin un parallèle entre Napoléon III, vu par Flaubert, et l'empereur Caligula, tel que Camus l'a conçu dans sa pièce. (Voir index de l'édition de 1988.)*

« J'ai gardé de la sympathie pour Camus, quoique sa politique me fût complètement étrangère… », déclarait abruptement Sartre dans les Entretiens *de 1974 (*op. cit.*) sans avoir été interrogé sur ce point.*

A. E.-S.

Mon cher Camus,

Notre amitié n'était pas facile mais je la regretterai. Si vous la rompez aujourd'hui, c'est sans doute qu'elle devait se rompre. Beaucoup de choses nous rapprochaient, peu nous séparaient. Mais ce peu était encore trop : l'amitié, elle aussi, tend à devenir totalitaire ; il faut l'accord en tout ou la brouille, et les sans-parti eux-mêmes se comportent en militants de partis imaginaires. Je n'y redirai pas : c'est dans l'ordre. Mais, précisément pour cela, j'eusse préféré que notre différend actuel portât sur le fond et que ne s'y

mêlât pas je ne sais quel relent de vanité blessée. Qui l'eût dit, qui l'eût cru, que tout s'achèverait entre nous par une querelle d'auteurs où vous joueriez les Trissotin et moi les Vadius[1] ? Je ne voulais pas répondre : qui convaincrais-je ? Vos ennemis à coup sûr, peut-être mes amis. Et vous, qui pensez-vous convaincre ? Vos amis et mes ennemis. À nos ennemis communs, qui sont légion, nous prêterons l'un et l'autre à rire : voilà ce qui est certain. Malheureusement vous m'avez mis si délibérément en cause, et sur un ton si déplaisant que je ne puis garder le silence sans perdre la face. Je répondrai donc : sans aucune colère mais, pour la première fois depuis que je vous connais, sans ménagements. Un mélange de suffisance sombre et de vulnérabilité a toujours découragé de vous dire des vérités entières. Le résultat c'est que vous êtes devenu la proie d'une morne démesure qui masque vos difficultés intérieures et que vous nommez, je crois, mesure méditerranéenne. Tôt ou tard, quelqu'un vous l'eût dit : autant que ce soit moi[2]. Mais n'ayez crainte, je ne tenterai pas votre portrait, je ne veux pas encourir le reproche que vous faites gratuitement à Jeanson : je parlerai de votre lettre et d'elle seule, avec quelques références à vos ouvrages si c'est nécessaire.

Elle suffit amplement à montrer — s'il faut parler de vous comme l'anticommuniste parle de l'U.R.S.S., hélas, comme *vous* en parlez — que vous avez fait votre Thermidor. Où est Meursault, Camus ? Où est Sisyphe[3] ? Où sont aujourd'hui ces trotskystes du cœur, qui prêchaient la révolution permanente ? Assassinés sans doute, ou en exil. Une dictature violente et cérémonieuse s'est installée en vous, qui s'appuie sur une bureaucratie abstraite et prétend faire régner la loi morale. Vous avez écrit que mon collaborateur « voudrait qu'on se révoltât contre toute chose sauf contre le parti et l'État communistes », mais j'ai peur à mon tour

que vous ne vous révoltiez plus facilement contre l'État communiste que contre vous-même. Il semble que le souci de votre lettre soit de vous mettre *au plus vite* en dehors du débat. Vous nous avertissez dès les premières lignes : ce n'est pas votre intention de discuter les critiques qu'on vous adresse ni d'argumenter d'égal à égal avec votre contradicteur. Votre propos est d'*enseigner*. Dans le souci louable et didactique d'édifier les lecteurs des *Temps Modernes*, vous prenez l'article de Jeanson, où vous voyez un symptôme du mal qui ronge nos sociétés, et vous en faites le sujet d'une leçon magistrale de pathologie. Je crois voir le tableau de Rembrandt : vous en médecin, Jeanson en mort ; du doigt vous désignez ses plaies au public étonné. Car il vous est tout à fait indifférent, n'est-ce pas, que l'article incriminé traite ou non de votre livre : celui-ci n'est pas en question, un Dieu garantit sa valeur ; il servira de pierre de touche pour révéler la mauvaise foi du coupable. En nous faisant l'honneur d'entrer dans ce numéro des *Temps Modernes*, vous y amenez avec vous un piédestal portatif. Il est vrai que vous changez de méthode en cours de route et que vous abandonnez votre démonstration professorale et votre « sérénité crispée » pour vous en prendre à moi avec véhémence. Mais vous avez eu soin de dire que vous ne défendiez pas votre cause : à quoi bon ? Seulement les critiques de Jeanson — si tendancieuses qu'elles ne sauraient vous atteindre — risquent de nuire à des principes intangibles et à des personnalités vénérables : ce sont ces personnes et ces principes que vous défendez : « Ce n'est pas à moi… qu'il n'a pas fait justice mais à nos raisons de vivre et de lutter et au légitime espoir que nous avons de dépasser nos contradictions. Dès lors le silence n'était plus possible. »

Mais dites-moi, Camus, par quel mystère ne peut-on discuter vos œuvres sans ôter ses raisons de vivre à l'humanité ? Par quel

miracle les objections que l'on vous fait se changent-elles sur l'heure en sacrilèges ? Je n'ai pas vu que M. Mauriac, quand on fit à *Passage du Malin*[4] le succès que vous savez, ait écrit dans *Le Figaro* que la critique avait mis la foi catholique en péril. C'est que vous êtes mandaté : vous parlez, dites-vous, « au nom de cette misère qui suscite des milliers d'avocats et jamais un seul frère ». Pour le coup, nous rendons les armes : s'il est vrai que la misère soit venue vous trouver et vous ait dit : « Va et parle en mon nom », il ne reste qu'à se taire et qu'à écouter sa voix. Seulement je vous avoue que je saisis mal votre pensée : vous qui parlez en son nom, êtes-vous son avocat, son frère, son frère avocat ? Et si vous êtes le frère des misérables, comment donc l'êtes-vous devenu ? Puisque ce ne peut être par le sang, il faut que ce soit par le cœur. Mais non : car vous *choisissez* vos misérables et je ne pense pas que vous soyez le frère du chômeur communiste de Bologne ou du journalier misérable qui lutte en Indochine contre Bao-Daï[5] et contre les colons. Par la condition ? Il se peut que vous ayez été pauvre mais vous ne l'êtes plus ; vous êtes un bourgeois, comme Jeanson et comme moi. Par le dévouement alors ? Mais, s'il est intermittent, comme nous voilà proches de Mme Boucicaut[6] et de l'aumône et s'il faut, pour oser se dire le frère des misérables, leur consacrer tous les instants de sa vie, alors vous n'êtes pas leur frère : quelle que soit votre sollicitude, elle n'est pas votre unique mobile et vous ressemblez d'assez loin à saint Vincent de Paul ou à une « sœur » des pauvres. Leur frère ? Non. Vous êtes un avocat qui dit « Ce sont mes frères », parce que c'est le mot qui a le plus de chances de faire pleurer le jury. J'ai trop entendu, voyez-vous, de discours paternalistes : souffrez que je me méfie de ce fraternalisme-là. Et la misère ne vous a chargé d'aucune commission. Entendez-moi : je ne songe point à vous dénier le droit de parler d'elle. Mais, si vous

le faites, que ce soit, comme nous[a], à vos propres risques et en acceptant d'avance la possibilité d'être désavoué.

Que vous importe, d'ailleurs ? Si l'on vous ôte les misérables, il vous restera bien assez d'alliés. Les anciens Résistants, par exemple. Jeanson n'avait pas l'intention de les offenser, le pauvre. Il voulait simplement dire que le choix politique s'imposait en 1940 pour des Français de notre espèce (car nous étions de même espèce, alors : même culture, mêmes principes et mêmes intérêts). Il ne prétendait pas que la Résistance eût été facile ; et, bien que n'ayant pas encore bénéficié de vos bonnes leçons, il n'était pas sans avoir entendu parler des tortures, des fusillades et des déportations ; des représailles qui suivaient les attentats et du déchirement qu'elles provoquaient en certaines consciences, on l'avait, figurez-vous, mis au courant. Mais ces difficultés naissaient de l'action elle-même et, pour les connaître, il fallait déjà s'être engagé. S'il reste persuadé que la décision de s'engager n'était pas difficile à *prendre*, il ne doute pas non plus qu'il ne fallût beaucoup de courage physique et moral pour la *tenir*. Pourtant il vous a vu soudain appeler les Résistants à l'aide et — j'en rougis pour vous — invoquer les morts. « Il n'est pas forcé de comprendre que la Résistance… ne m'a jamais paru une forme heureuse ni facile de l'histoire pas plus qu'à aucun de ceux qui en ont, eux, vraiment souffert, qui y ont tué ou qui y sont morts. »

Non ; il n'est, en effet, pas forcé de le comprendre : il n'était pas en France, à l'époque, mais dans un camp de concentration espagnol, pour avoir voulu rejoindre l'armée d'Afrique. Laissons ces titres de gloire. Si Jeanson avait laissé un bras dans le camp où il a failli mourir, son article ne serait ni meilleur ni pire. *L'Homme révolté* ne serait ni meilleur ni pire si vous n'étiez pas entré dans la Résistance ou si vous aviez été déporté.

Mais voici un autre protestataire. Jeanson — à tort ou à raison : je ne m'en mêle pas — vous reprochait une certaine inefficacité de pensée[7] ; aussitôt convoqué, le vieux militant entre en scène : c'est lui, l'offensé. Vous, cependant, vous vous bornez à nous le montrer du geste et à nous informer que vous êtes fatigué. Fatigué de recevoir des leçons d'efficacité, certes, mais *surtout* de les voir donner par des clampins à des pères de famille. À cela, bien sûr, on pourrait répondre que Jeanson n'a pas parlé des militants, jeunes ou vieux, mais qu'il a risqué, comme c'est son droit, une appréciation de ce fait désormais *historique* que l'on nomme le syndicalisme révolutionnaire[8] — car on peut, voyez-vous, juger un mouvement inefficace tout en admirant le courage, l'esprit d'entreprise, l'abnégation et même l'efficience de ceux qui y ont pris part — et surtout qu'il parlait de *vous*, qui ne militez point. Et si je vous citais, moi, un vieux militant communiste, après l'avoir chargé d'ans et des maux les plus propres à émouvoir ; si je le faisais paraître sur la scène et s'il vous tenait ce discours : « Je suis fatigué de voir des bourgeois comme vous s'acharner à détruire le Parti qui est mon unique espoir, quand ils sont incapables de rien mettre à sa place ; je ne dis pas que le Parti soit à l'abri de toutes les critiques ; je dis qu'il faut mériter le droit de critiquer. Je n'ai que faire de votre mesure, méditerranéenne ou non, moins encore de vos Républiques scandinaves. Nos espoirs ne sont pas les vôtres ; et vous êtes peut-être mon frère — la fraternité coûte si peu — mais certainement pas mon camarade. » Que d'émotion ! Hein ? Ce serait à militant, militant et demi. Et nous nous appuierions, vous et moi, contre les portants du décor, envahis l'un et l'autre d'une saine fatigue, aux applaudissements du public. Mais vous savez bien que je ne sais pas jouer à ce jeu-là : je n'ai jamais parlé qu'en mon nom. Et puis, si j'étais fatigué, il me

semble que j'aurais quelque vergogne à le dire : il y a tant de gens qui le sont davantage. Si nous sommes fatigués, Camus, allons nous reposer, puisque nous en avons les moyens, mais n'espérons pas faire trembler le monde en lui donnant à mesurer notre lassitude.

Comment appeler ces procédés ? Intimidation ? Chantage ? De toute façon ils visent à terroriser : le malheureux critique, entouré tout à coup par cette foule de héros et de martyrs, finit par se mettre au garde-à-vous comme un civil égaré parmi les militaires. Et quel abus de confiance ! Ces militants, ces détenus, ces Résistants, ces misérables, voudriez-vous nous faire croire qu'ils se sont rangés derrière vous ? Allons donc : c'est vous qui vous êtes mis devant eux. Avez-vous donc tant changé ? Vous dénonciez partout l'usage de la violence et vous nous faites subir, au nom de la morale, des violences vertueuses ; vous étiez le premier serviteur de votre moralisme, à présent vous vous en servez.

Ce qui déconcerte dans votre lettre, c'est qu'elle est trop *écrite*. Je ne vous reproche pas sa pompe, qui vous est naturelle, mais l'aisance avec laquelle vous maniez votre indignation. Je reconnais que notre époque a des aspects déplaisants et qu'il doit parfois y avoir un soulagement, pour les natures sanguines, à frapper sur la table en criant. Mais sur ce désordre d'esprit, qui peut avoir des excuses, je regrette que vous ayez fondé un ordre rhétorique. L'indulgence qu'on témoigne à la violence involontaire, on la refusera à la violence gouvernée. Avec quelle rouerie vous jouez le calme pour que vos foudres nous étonnent davantage, avec quel art vous laissez paraître votre colère pour la dissimuler aussitôt sous un sourire qui veut être faussement rassurant ! Est-ce ma faute si ces procédés me rappellent la Cour d'assises ! Seul, en effet, le procureur général sait s'irriter opportunément, garder la

maîtrise de son courroux jusque dans des transports extrêmes et le changer au besoin en une *aria* de violoncelle. La République des Belles-Âmes vous aurait-elle nommé son accusateur public ?

On me tire par la manche, on me déconseille d'attribuer trop d'importance à des procédés de style. Je veux bien : seulement il est difficile, dans cette lettre, de distinguer nettement le procédé tout court du mauvais procédé. Vous m'appelez Monsieur le Directeur, quand chacun sait que nous sommes liés depuis dix ans : ce n'est, j'en conviens, qu'un procédé ; vous vous adressez à moi quand votre propos évident est de réfuter Jeanson : c'est un mauvais procédé. Votre but n'est-il pas de transformer votre critique en *objet*, en mort ? Vous parlez *de lui*, comme d'une soupière ou d'une mandoline ; *à lui* jamais. Cela signifie qu'il s'est mis en dehors de l'humain : en votre personne, les Résistants, les détenus, les militants et les pauvres le métamorphosent en caillou. Par moments vous parvenez à l'anéantir tout à fait et vous écrivez tranquillement « *votre* article », comme si j'en étais l'auteur. Ce n'est pas la première fois que vous usez de cet artifice : Hervé vous avait attaqué dans une revue communiste et quelqu'un, dans *L'Observateur*, avait mentionné son article en le qualifiant de « remarquable », mais sans autre commentaire ; vous avez répondu à *L'Observateur* ; vous avez demandé au directeur de ce journal comment il pouvait justifier l'adjectif employé par son collaborateur, vous avez longuement expliqué pourquoi l'article de Hervé n'était *justement pas* remarquable[9]. Bref, vous avez répondu à Hervé mais sans lui adresser la parole : est-ce qu'on parle à un communiste ? Mais je vous le demande, Camus, *qui* êtes-vous, pour prendre de telles distances ? et qu'est-ce qui vous donne le droit d'affecter sur Jeanson une supériorité que *personne* ne vous reconnaît ? Vos mérites littéraires ne sont pas en cause ; il importe

peu que vous sachiez mieux écrire et qu'il sache mieux raisonner, ou l'inverse : la supériorité que vous vous accordez et qui vous donne le droit de ne pas traiter Jeanson comme un être humain doit être une supériorité de *race*. Jeanson aurait-il, par ses critiques, marqué qu'il différait de vous comme la fourmi diffère de l'homme ? y aurait-il un racisme de la beauté morale ? Vous avez l'âme belle, la sienne est laide : entre vous la communication n'est pas possible. Et c'est ici que le procédé va être intolérable : car pour justifier votre attitude, il va falloir que vous découvriez de la noirceur dans cette âme. Et pour l'y découvrir, n'est-ce pas, le plus simple est de l'y mettre ? Car enfin, de quoi s'agit-il ? Jeanson n'a pas aimé votre livre, il l'a dit et cela ne vous a pas fait plaisir : jusqu'ici, rien que de normal. Vous avez écrit pour critiquer sa critique : on ne peut vous en blâmer, M. de Montherlant fait cela tous les jours. Vous pouviez aller beaucoup plus loin, dire qu'il n'avait rien compris et que je suis une bête, mettre en doute l'intelligence de tous les rédacteurs des *Temps Modernes :* c'eût été de bonne guerre. Mais quand vous écrivez : « Votre collaborateur voudrait qu'on se révoltât contre toute chose sauf contre le parti et l'État communistes », j'avoue que je ne me sens pas à l'aise : je croyais trouver un littérateur et j'ai affaire à un juge instruisant notre affaire sur de tendancieux rapports de police. Si encore vous vous contentiez de le traiter de sous-marin : mais il faut que vous le fassiez menteur et traître : « L'auteur *a fait mine* de se tromper sur ce qu'il lisait… je n'y ai lu (dans l'article) ni générosité ni loyauté mais *la volonté vaine de trahir* une position qu'il ne pouvait traduire sans se mettre aussitôt dans le cas d'en débattre vraiment. » Vous vous proposez de révéler l'« intention » (évidemment cachée) qui le pousse à « pratiquer l'omission et (à) travestir la thèse du livre… à vous faire dire que le ciel est noir

quand vous le dites bleu, etc. », à éluder les vrais problèmes, à cacher à la France entière l'existence des camps de concentration russes, que votre livre a révélée. Quelle intention ? Eh bien, voyons ! Celle de montrer que toute pensée qui n'est pas marxiste est réactionnaire. Et pourquoi fait-il cela, au bout du compte ? Là, vous êtes un peu moins net mais j'ai cru comprendre que ce marxiste honteux avait peur de la lumière ; il tâchait, avec ses mains maladroites, de boucher toutes les ouvertures de votre pensée, d'arrêter les rayons aveuglants de l'évidence. Car, s'il vous eût compris jusqu'au bout, il *ne pouvait plus* se dire marxiste. Le malheureux croyait permis d'être à la fois communiste et bourgeois : il jouait sur les deux tableaux. Vous lui montrez qu'il faut choisir : s'inscrire au Parti ou devenir bourgeois comme vous[b] ; or c'est justement ce qu'il ne veut pas voir. Voilà donc le résultat de l'enquête : intentions délictueuses, travestissement délibéré de la pensée d'autrui, mauvaise foi, mensonges réitérés. Vous imaginez sans doute le mélange de stupeur et de gaieté avec lequel ceux qui connaissent Jeanson, sa sincérité, sa droiture, ses scrupules et son goût de la vérité, accueilleront ce procès-verbal. Mais ce qu'on appréciera surtout, j'imagine, c'est le passage de votre lettre où vous nous invitez à passer aux aveux : « Je trouverais normal et presque courageux qu'abordant franchement le problème vous justifiiez l'existence de ces camps. Ce qui est anormal et trahit de l'embarras c'est que vous n'en parliez point. » Nous sommes quai des Orfèvres, le flic marche et ses souliers craquent, comme dans les films : « On sait tout, je te dis. C'est ton silence qui est suspect. Allons, dis-le que tu es complice. Tu les connaissais, ces camps ? Hein ? Dis-le. Ce sera fini. Et puis le tribunal te tiendra compte des aveux. » Mon Dieu ! Camus, que vous êtes *sérieux* et, pour employer un de vos mots, que vous êtes

frivole ! Et si vous vous étiez trompé ? Et si votre livre témoignait simplement de votre incompétence philosophique ? S'il était fait de connaissances ramassées à la hâte et de seconde main ? S'il ne faisait que donner une bonne conscience aux privilégiés, comme pourrait en témoigner le critique qui écrivait l'autre jour : « Avec M. Camus, la révolte change de camp » ? Et si vous ne raisonniez pas très juste ? Si vos pensées étaient vagues et banales ? Et si Jeanson, tout simplement, avait été frappé par leur indigence ? Si, loin d'obscurcir vos radieuses évidences, il avait été obligé d'allumer des lanternes pour distinguer le contour d'idées faibles, obscures et brouillées ? Je ne dis point que cela soit, mais enfin ne pouviez-vous envisager *un seul instant* que ce pût être ? Avez-vous si peur de la contestation ? Faut-il dévaloriser en hâte tous ceux qui vous regardent et n'acceptez-vous plus que les têtes courbées ? Vous était-il impossible de défendre votre thèse et de persister à la trouver juste tout en comprenant que l'autre la trouvât fausse ? Vous qui défendez le *risque* en histoire, pourquoi le refusez-vous en littérature, pourquoi faut-il que vous vous fassiez protéger par tout un univers de valeurs intangibles au lieu de combattre contre nous — ou avec nous — sans intervention céleste ? Vous avez écrit une fois : « Nous étouffons parmi les gens qui croient avoir absolument raison, que ce soit dans leurs machines ou leurs idées. » Et c'était vrai. Mais j'ai grand-peur que vous ne vous soyez mis du camp des étouffeurs et que vous n'abandonniez pour toujours vos anciens amis, les étouffés.

Mais ce qui passe toute mesure, c'est que vous ayez recours à cette pratique qu'on dénonçait tout récemment encore — sous le nom, je crois, d'*amalgame* — au cours d'un meeting auquel vous avez pris part. Dans certains procès politiques, s'il y a plusieurs accusés, le juge confond les chefs d'accusation pour pouvoir

confondre les peines : bien entendu cela n'arrive que dans les États totalitaires. Voilà pourtant le procédé que vous avez choisi : d'un bout à l'autre du réquisitoire vous affectez de me confondre avec Jeanson. Le moyen ? Il est simple, mais il fallait y songer : par un artifice de langage vous égarez le lecteur au point qu'il ne sache plus duquel de nous deux vous parlez. Premier temps : c'est moi qui dirige la revue, c'est donc à moi que vous vous adressez : procédé irréprochable. Deuxième temps : vous m'invitez à reconnaître que je suis responsable des articles qui s'y publient : j'en conviens. Troisième temps : il s'ensuit *donc* que j'approuve l'attitude de Jeanson et, pour aller vite, que cette attitude est la mienne. Dès lors il importe peu de savoir qui de nous deux a tenu la plume : de toute façon l'article est de moi. Un usage savant du pronom personnel achèvera l'amalgame : « *Votre* article. *Vous* auriez dû… *Vous* aviez le droit… *Vous* n'aviez pas le droit… Du moment que *vous* parliez… » Jeanson n'a fait que broder sur un canevas que j'ai tracé. L'avantage est double : vous le présentez comme mon valet de plume et l'exécuteur des basses besognes ; vous voilà vengé ; d'autre part me voilà criminel à mon tour : c'est moi qui insulte les militants, les Résistants et les misérables, moi qui me bouche les oreilles quand on parle des camps soviétiques, moi qui cherche à mettre votre torche sous le boisseau. Un exemple suffira à dénoncer la méthode : on verra que le « délit », qui perd toute consistance si on l'impute à son véritable auteur, se change en crime si on en fait grief à celui qui ne l'a point commis.

Lorsque vous écrivez : « Aucune critique de mon livre ne peut laisser le fait (des camps russes) de côté », vous vous adressez au seul Jeanson. C'est au critique que vous reprochez de n'avoir pas parlé *dans son article* des camps de concentration. Peut-être avez-vous raison ; peut-être Jeanson pourrait-il vous répondre qu'il est

bouffon de voir l'auteur décider de ce que le critique doit dire, que du reste vous ne parlez pas tant des camps dans votre livre et qu'on voit mal pourquoi vous exigez tout à coup qu'on les mette sur le tapis, sinon justement parce que des informateurs mal renseignés vous ont donné à croire que vous nous embarrasseriez. De toute façon il s'agit d'une discussion légitime qui pouvait s'établir entre vous et Jeanson. Mais quand vous écrivez ensuite : « *Vous* gardez le droit relatif d'ignorer le fait concentrationnaire en U.R.S.S. tant que *vous* n'abordez pas les questions posées par l'idéologie révolutionnaire en général, le marxisme en particulier. *Vous* le perdez si vous les abordez et *vous* les abordez *en parlant* de mon livre. » Ou bien : « Je trouverais normal… que *vous* justifiiez l'existence des camps », c'est *à moi* que vous vous adressez. Eh bien je vous réponds que ces interpellations sont trompeuses, car vous mettez à profit le fait indéniable que Jeanson, *comme c'était son droit*, n'a pas parlé des camps soviétiques, à propos de votre livre, pour insinuer que moi, directeur d'une revue qui se prétend engagée, je n'ai jamais abordé la question, ce qui serait, en effet, une faute grave contre l'honnêteté. Seulement il se trouve que c'est faux : quelques jours après les déclarations de Rousset[10], nous avons consacré aux camps un éditorial qui m'engageait entièrement et plusieurs articles ; et si vous comparez les dates, vous verrez que le numéro était composé *avant* que Rousset soit intervenu. Peu importe, d'ailleurs : je voulais seulement vous montrer que nous avons posé la question des camps et pris position au moment même où l'opinion française les découvrait. Nous sommes revenus quelques mois plus tard sur le sujet *dans un autre éditorial* et nous avons précisé notre point de vue dans des articles et des notes. L'existence de ces camps peut nous indigner, nous faire horreur ; il se peut que nous en soyons obsédés : mais

pourquoi *nous embarrasserait-elle* ? Ai-je jamais reculé quand il s'est agi de dire ce que je pensais de l'attitude communiste ? Et si je suis un sous-marin, un crypto, un sympathisant honteux, d'où vient que c'est moi qu'ils haïssent et non vous ? Mais n'allons pas nous vanter des haines que nous provoquons : je vous dirai franchement que je regrette profondément cette hostilité ; parfois j'irai presque jusqu'à vous envier la profonde indifférence qu'ils vous témoignent. Mais qu'y puis-je, à moins justement de ne plus dire ce que je crois vrai ? Qu'est-ce donc que vous prétendez, quand vous écrivez : « Vous gardez le droit relatif d'ignorer… », etc. ? Ou vous insinuez que Jeanson n'existe pas et que c'est un de mes pseudonymes, ce qui est absurde — ou vous prétendez que je n'ai jamais soufflé mot des camps, ce qui est calomnieux. Oui, Camus, je trouve comme vous ces camps inadmissibles : mais inadmissible tout autant l'usage que « la presse dite bourgeoise » en fait chaque jour. Je ne dis pas : le Malgache avant le Turkmène ; je dis qu'il ne faut pas utiliser les souffrances que l'on inflige au Turkmène pour justifier celles que *nous* faisons subir au Malgache[11]. Je les ai vus se réjouir, les anticommunistes, de l'existence de ces bagnes, je les ai vus en user pour se donner bonne conscience ; et je n'ai pas eu l'impression qu'ils portaient secours au Turkmène mais qu'ils exploitaient son malheur comme l'U.R.S.S. exploite son travail. Voilà ce que j'appellerai le *full-employment* du Turkmène. Soyons sérieux, Camus, et dites-moi, s'il vous plaît, quel sentiment les « révélations » de Rousset ont pu susciter dans un cœur d'anticommuniste. Le désespoir ? L'affliction ? La honte d'être homme ? Allons, allons ! Il est difficile pour un Français de se mettre à la place d'un Turkmène, d'éprouver de la sympathie pour cet être abstrait qu'est le Turkmène vu d'ici. Au mieux, j'admettrai que le souvenir des

camps allemands a réveillé, chez les meilleurs, une sorte d'horreur très spontanée. Et puis, bien sûr, la peur aussi. Mais, voyez-vous, en l'absence de toute relation avec le Turkmène, ce qui devait provoquer l'indignation, et peut-être le désespoir, c'était l'idée qu'un gouvernement socialiste, appuyé sur une armée de fonctionnaires, ait pu systématiquement réduire des hommes à la servitude. Or *cela*, Camus, ne peut affecter l'anticommuniste, qui *croyait déjà l'U.R.S.S. capable de tout*. Le seul sentiment qu'ont provoqué en lui ces informations, c'est — cela me coûte de le dire — *de la joie*. De la joie parce qu'il la tenait enfin, sa *preuve*, et qu'on allait voir ce qu'on allait voir. Il fallait agir non sur les ouvriers — l'anticommuniste n'est pas si fou — mais sur tous les braves gens qui restaient « de gauche », il fallait les intimider, les frapper de terreur. Ouvrait-on la bouche pour protester contre quelque exaction, on nous la fermait sur l'heure : « Et les camps ? » On *sommait* les gens de dénoncer les camps sous peine d'être complices. Excellente méthode : ou le malheureux se mettait à dos les communistes ou bien il se faisait complice du « plus grand crime de la terre ». C'est à ce moment-là que j'ai commencé à les trouver abjects, ces maîtres chanteurs. Car, à mon idée, le scandale des camps nous met tous en cause. Vous comme moi. Et tous les autres : le rideau de fer n'est qu'un miroir et chacune des moitiés du monde reflète l'autre moitié. À chaque tour d'écrou *ici* correspond *là-bas* un tour de vis et pour finir, ici et là-bas, nous sommes les visseurs et les vissés. Un raidissement américain, qui se traduit par une recrudescence de la chasse aux sorcières, provoque un raidissement russe qui se traduira peut-être par l'intensification de la production d'armes et par l'augmentation du nombre de travailleurs forcés. L'inverse, bien entendu, peut être vrai aussi. Celui qui condamne aujourd'hui doit savoir que notre

situation l'obligera demain à faire pis que ce qu'il a condamné et lorsque je vois cette plaisanterie sur les murs de Paris : « Allez passer vos vacances en U.R.S.S., pays de la liberté » avec ces ombres grises, derrière les barreaux, ce ne sont pas les Russes que je trouve ignobles. Entendez-moi, Camus : je sais que vous avez cent fois dénoncé et combattu dans la mesure de vos forces la tyrannie de Franco ou la politique coloniale de notre gouvernement ; vous avez acquis le droit *relatif* de parler des camps de concentration soviétiques. Mais je vous ferai deux reproches : mentionner les camps dans un ouvrage du genre sérieux et qui se proposait de nous fournir une explication de notre temps, c'était votre droit strict et votre *obligation* ; ce qui me paraît inadmissible, c'est que vous vous en serviez aujourd'hui comme d'un argument de réunion publique et que vous exploitiez vous aussi le Turkmène et le Kurde pour écraser plus sûrement un critique qui ne vous a pas loué. Et puis je regrette que vous produisiez votre argument-massue pour justifier un quiétisme qui refuse de distinguer entre les maîtres. Car c'est tout un, vous le dites vous-même, de confondre les maîtres et de confondre les esclaves. Et si vous ne distinguez pas entre ceux-ci, vous vous condamnez à n'avoir pour eux qu'une sympathie de principe. D'autant qu'il arrive souvent que l'« esclave » est l'allié de ce que vous appelez les maîtres. C'est ce qui explique l'embarras où vous a plongé la guerre d'Indochine. S'il faut appliquer vos principes, les Vietnamiens sont colonisés donc esclaves, mais ils sont communistes donc tyrans. Vous blâmez le prolétariat européen parce qu'il n'a pas publiquement marqué de réprobation aux Soviets, mais vous blâmez aussi les gouvernements de l'Europe parce qu'ils vont admettre l'Espagne à l'U.N.E.S.C.O. ; dans ce cas, je ne vois qu'une solution pour vous : les îles Galapagos. C'est qu'il me semble à moi, au contraire, que la

seule manière de venir en aide aux esclaves de là-bas c'est de prendre le parti de ceux d'ici.

*

J'allais terminer mais, à vous relire, je crois voir que votre réquisitoire prétend porter aussi sur nos idées[c]. Tout indique en effet que par les mots « liberté sans frein[12] » vous visez notre conception de la liberté humaine. Vous ferais-je l'injure de croire que ces mots sont de vous ? Non : vous n'avez pas pu commettre un tel contresens ; vous les avez ramassés dans l'étude du Père Troisfontaines[13] ; j'aurai du moins ceci de commun avec Hegel que vous ne nous aurez lus ni l'un ni l'autre. Mais quelle manie vous avez de n'aller pas aux sources. Vous *savez bien* pourtant qu'un frein ne peut s'appliquer qu'aux forces réelles du monde et qu'on freine l'action physique d'un objet en agissant sur un des facteurs qui la conditionnent. Or la liberté n'est pas une force : ce n'est pas moi qui le veux ainsi, c'est sa définition même. Elle est ou n'est pas : mais si elle est, elle échappe à l'enchaînement des effets et des causes ; elle est d'un autre ordre. Ne ririez-vous pas si l'on parlait du *clinamen*[14] sans frein d'Épicure ? Depuis ce philosophe, la conception du déterminisme et, partant, celle de la liberté se sont un peu compliquées. Mais l'idée reste d'une rupture, d'un décrochage, d'une solution de continuité. Je n'ose vous reporter à *L'Être et le Néant*, la lecture vous en paraîtrait inutilement ardue : vous détestez les difficultés de pensée et décrétez en hâte qu'il n'y a rien à comprendre pour éviter d'avance le reproche de n'avoir pas compris. Reste que j'y expliquais justement les conditions de cette rupture. Et si vous aviez consacré quelques minutes à réfléchir sur la pensée d'un autre, vous auriez vu que la liberté ne peut être freinée : elle n'a pas de roues. Ni de pattes ni de mâchoires où

mettre un mors et comme elle se détermine par son entreprise, elle trouve ses limites dans le caractère positif mais nécessairement *fini* de celle-ci. Nous sommes embarqués, il faut choisir : le *projet* nous éclaire et donne son sens à la situation mais réciproquement il n'est rien d'autre qu'une certaine manière de la dépasser, c'est-à-dire de la comprendre. Notre projet, c'est nous-même : sous son éclairage notre rapport au monde se précise ; les buts et les outils paraissent qui nous réfléchissent en même temps l'hostilité des choses et notre propre fin. Ceci dit, permis à vous d'appeler « sans frein » cette liberté qui seule peut fonder *vos propres exigences*, Camus (car si l'homme n'est pas *libre*, comment peut-il « exiger d'avoir un sens » ? Seulement, vous n'aimez pas penser à cela). Mais cela n'aura pas plus de signification que si vous disiez : liberté sans œsophage ou liberté sans acide chlorhydrique ; et vous aurez seulement révélé que vous faisiez, comme tant de gens, la confusion du politique et du philosophique. Sans frein : bien sûr. Sans police, sans magistrature. Si l'on accorde la liberté de consommer des boissons alcoolisées, sans fixer de limites, que deviendra l'épouse vertueuse de l'ivrogne ? Mais la pensée de 1789 est plus nette que la vôtre : la limite d'un droit (c'est-à-dire d'une liberté) c'est un autre droit (c'est-à-dire encore la liberté) et non je ne sais quelle « nature humaine » ; car la nature — qu'elle soit ou non « humaine » — peut écraser l'homme mais non le réduire vivant à l'état d'objet ; si l'homme est un objet, c'est pour un autre homme. Et ce sont ces deux idées — difficiles, j'en conviens : l'homme est libre — l'homme est l'être par qui l'homme devient objet — qui définissent notre statut présent et permettent de comprendre l'*oppression*. Vous aviez cru — sur la foi de qui ? — que je donnais d'abord à mes congénères une liberté paradisiaque pour les précipiter ensuite dans les fers. J'en suis si loin que je ne

vois autour de moi que des libertés *déjà asservies* et qui tentent de s'arracher à la servitude *natale*. Notre liberté aujourd'hui n'est rien d'autre que le *libre choix de lutter pour devenir libres*. Et l'aspect paradoxal de cette formule exprime simplement le paradoxe de notre condition *historique*. Il ne s'agit pas, vous le voyez, d'encager mes contemporains : ils sont déjà dans la cage ; il s'agit au contraire de nous unir à eux pour briser les barreaux. Car nous aussi, Camus, nous sommes encagés, et si vous voulez vraiment empêcher qu'un mouvement populaire ne dégénère en tyrannie, ne commencez pas par le condamner sans recours et par menacer de vous retirer au désert, d'autant que vos déserts ne sont jamais qu'une partie un peu moins fréquentée de notre cage ; pour mériter le droit d'influencer des hommes qui luttent, il faut d'abord participer à leur combat ; il faut d'abord accepter beaucoup de choses, si l'on veut essayer d'en changer quelques-unes. L'« Histoire » présente peu de situations plus désespérées que la nôtre, c'est ce qui excuse les vaticinations ; mais quand un homme ne sait voir dans les luttes actuelles que le duel imbécile de deux monstres également abjects, je tiens que cet homme nous a déjà quittés : il s'est mis tout seul au coin et il boude ; loin qu'il me paraisse dominer comme un arbitre une époque à laquelle il tourne délibérément le dos, je le vois tout entier conditionné par elle et buté sur le refus que lui inspire un ressentiment très historique. Vous me plaignez d'avoir mauvaise conscience et cela n'est pas, mais quand je serais tout empoisonné par la honte, je me sentirais moins aliéné et plus disponible que vous n'êtes : car pour vous garder la conscience bonne, vous avez besoin de condamner ; il faut un coupable : si ce n'est vous, ce sera donc l'univers. Vous prononcez vos sentences et le monde ne souffle mot ; mais vos condamnations s'annulent quand elles le touchent, il faut toujours

recommencer : si vous vous arrêtiez, vous pourriez vous voir ; vous vous êtes condamné à condamner, Sisyphe.

Vous avez été pour nous — demain vous pouvez l'être encore — l'admirable conjonction d'une personne, d'une action et d'une œuvre. C'était en 1945 : on découvrait Camus, le Résistant, comme on avait découvert Camus, l'auteur de *L'Étranger*. Et lorsqu'on rapprochait le rédacteur du *Combat* clandestin de ce Meursault qui poussait l'honnêteté jusqu'à refuser de dire qu'il aimait sa mère, et sa maîtresse, et que notre société condamnait à mort, lorsqu'on savait, surtout, que vous n'aviez cessé d'être ni l'un ni l'autre, cette apparente contradiction nous faisait progresser dans la connaissance de nous-mêmes et du monde, vous n'étiez pas loin d'être exemplaire. Car vous résumiez en vous les conflits de l'époque, et vous les dépassiez par votre ardeur à les vivre. Vous étiez une *personne*, la plus complexe et la plus riche : le dernier et le mieux venu des héritiers de Chateaubriand, et le défenseur appliqué d'une cause sociale. Vous aviez toutes les chances et tous les mérites car vous unissiez le sentiment de la grandeur au goût passionné de la beauté, la joie de vivre au sens de la mort. Déjà, avant la guerre, contre l'expérience de ce que vous appeliez l'*absurde*, vous aviez choisi de vous défendre par le mépris, mais vous étiez d'avis que « toute négation contient une floraison de *oui* » et vous vouliez trouver le consentement au fond du refus, « consacrer l'accord de l'amour et de la révolte ». Selon vous, l'homme n'est entièrement lui-même que lorsqu'il est heureux. Et « qu'est-ce que le bonheur sinon le simple accord entre un être et l'existence qu'il mène. Et quel accord plus légitime peut unir l'homme à la vie, sinon la double conscience de son désir de durée et de son destin de mort ? ». Le bonheur n'était ni tout à fait un état ni tout à fait un acte mais cette tension entre les forces de

mort et les forces de vie, entre l'acceptation et le refus, par quoi l'homme définit le *présent* — c'est-à-dire à la fois l'instant et l'éternel — et se change en lui-même. Ainsi, lorsque vous décriviez un de ces moments privilégiés qui réalisent un accord provisoire entre l'homme et la nature et qui, depuis Rousseau jusqu'à Breton, ont fourni un de ses thèmes majeurs à notre littérature, vous pouviez y introduire une nuance toute nouvelle de *moralité*. Être heureux, c'était faire son métier d'homme ; vous nous découvriez « le devoir d'être heureux ». Et ce devoir se confondait avec l'affirmation que l'homme est le seul être du monde qui ait un sens « parce qu'il est le seul à exiger d'en avoir ». L'expérience du bonheur, semblable au *Supplice* de Bataille[15] mais plus complexe et plus riche, vous dressait en face d'un Dieu absent comme un reproche mais aussi comme un défi : « L'homme doit affirmer la justice pour lutter contre l'injustice éternelle, créer du bonheur pour protester contre l'univers du malheur. » L'univers du malheur n'est pas *social* ou du moins pas d'abord : c'est la Nature indifférente et vide où l'homme est étranger et condamné à mourir ; en un mot c'est « le silence éternel de la Divinité ». Ainsi votre expérience unissait étroitement l'éphémère et le permanent. Conscient d'être périssable, vous vouliez n'avoir affaire qu'à des vérités « qui dussent pourrir ». Votre corps était de celles-là. Vous refusiez la duperie de l'Âme et de l'Idée. Mais puisque, d'après vos propres termes, l'injustice est *éternelle* — c'est-à-dire puisque l'absence de Dieu est une constante à travers les changements de l'Histoire — la relation immédiate et toujours recommencée de l'homme qui exige d'*avoir* un sens (c'est-à-dire qu'on le lui donne) à ce Dieu qui garde éternellement le silence, est elle-même transcendante à l'Histoire. La tension par laquelle l'homme se réalise — qui est, en même temps, jouissance intuitive de l'être —

est donc une véritable conversion qui l'arrache à l'« agitation » quotidienne et à l'« historicité » pour le faire coïncider enfin avec sa condition. On ne peut aller plus loin ; aucun progrès ne peut trouver place dans cette tragédie instantanée. Absurdiste avant la lettre, Mallarmé écrivait déjà : « (Le Drame)… est résolu tout de suite, le temps d'en montrer la défaite, qui se déroule fulguramment. » Et il me paraît avoir donné par avance la clé de votre théâtre lorsqu'il écrit : « Le Héros *dégage* — l'hymne (maternel) qui le crée, et se restitue au Théâtre que c'était — du Mystère où cet hymne était enfoui[16]. » Bref, vous restez dans notre grande tradition classique qui, depuis Descartes et si l'on excepte Pascal, est tout entière hostile à l'Histoire. Mais vous faisiez enfin la synthèse entre la jouissance esthétique, le désir, le bonheur et l'héroïsme, entre la contemplation comblée et le devoir, entre la plénitude gidienne et l'insatisfaction baudelairienne. Vous acheviez l'immoralisme de Ménalque[17] par un moralisme austère ; le contenu n'était pas changé : « Il n'y a qu'un seul amour dans ce monde. Étreindre un corps de femme, c'est aussi retenir contre soi cette joie étrange qui descend du ciel vers la mer. Tout à l'heure, quand je me jetterai dans les absinthes pour me faire entrer leur parfum dans le corps, j'aurai conscience, contre tous les préjugés, d'accomplir une vérité qui est celle du soleil et sera aussi celle de ma mort. » Mais comme cette vérité est celle de tous, comme son extrême singularité est justement ce qui la fait universelle, comme vous brisiez l'écorce du pur présent, où Nathanaël cherche Dieu[18] et l'ouvriez sur « la profondeur du monde » c'est-à-dire sur la mort, vous retrouviez au terme de cette sombre et solitaire jouissance l'universalité d'une éthique et la solidarité humaine. Nathanaël n'est plus seul ; cet amour de la vie, plus fort que la mort, il est « conscient et orgueilleux de le partager avec toute une race ». Tout

finit mal, bien entendu : le monde engloutit le libertin irréconcilié. Et vous aimiez à citer ce passage d'*Oberman :* « Périssons en résistant et si le néant nous est réservé ne faisons pas que ce soit une justice[19]. »

Donc ne le niez pas : vous n'avez pas refusé l'Histoire pour en avoir souffert et pour avoir découvert dans l'horreur son visage. Vous l'avez refusée avant toute expérience parce que notre culture la refuse et parce que vous placiez les valeurs humaines dans la lutte de l'homme « contre le Ciel ». Vous vous êtes choisi et créé tel que vous êtes en méditant sur les malheurs et les inquiétudes qui étaient votre lot personnel et la solution que vous leur avez donnée, c'est une amère sagesse qui s'efforce de nier le temps[20].

Cependant, la guerre étant venue, vous vous êtes donné sans réserve à la Résistance ; vous avez mené un combat austère, sans gloire et sans panache ; les dangers n'étaient guère exaltants ; pis, on courait le risque d'être dégradé, avili. Cet effort toujours pénible, souvent solitaire se présentait *nécessairement* comme un *devoir*. Et votre premier contact avec l'Histoire prit pour vous l'aspect du *sacrifice*. Vous l'avez écrit, d'ailleurs, et vous avez dit que vous luttiez « pour cette nuance qui sépare le sacrifice de la mystique ». Comprenez-moi : si je dis « votre premier contact avec l'Histoire », ce n'est pas pour laisser entendre que j'en aie eu un autre et qu'il ait été meilleur. Nous n'avons eu vers ce moment, nous autres intellectuels, que celui-là ; et si je l'appelle *vôtre*, c'est que vous l'avez vécu plus profondément et plus totalement que beaucoup d'entre nous (et que moi-même). Il n'empêche que les circonstances de ce combat vous ont ancré dans l'idée qu'on devait parfois payer son tribut à l'Histoire, pour avoir le droit, par après, de revenir aux vrais devoirs. Vous avez accusé les Allemands de vous avoir arraché à votre lutte contre le Ciel pour vous obliger à

prendre part aux combats temporels des hommes : « Depuis tant d'années, vous essayez de *me faire entrer dans l'Histoire*[21]… » Et plus loin : « Vous avez fait ce qu'il fallait, nous sommes *entrés dans l'Histoire*. Et pendant cinq ans, il n'a plus été possible de jouir du cri des oiseaux[d]. » L'Histoire, c'était la guerre ; pour vous c'était *la folie des autres*. Elle ne crée pas, elle détruit : elle empêche l'herbe de croître, les oiseaux de chanter, l'homme de faire l'amour. Il s'est trouvé, en effet, que les circonstances extérieures semblaient confirmer votre point de vue : vous meniez *dans la paix* un combat intemporel contre l'injustice de notre destin et les nazis avaient, à vos yeux, pris le parti de cette injustice. Complices des forces aveugles de l'univers, ils cherchaient à détruire l'homme. Vous avez combattu, comme vous l'écrivez, « pour sauver *l'idée* de l'homme[e] ». Bref, vous n'avez pas songé à « faire l'Histoire », comme dit Marx, mais à l'empêcher de se faire. La preuve : après la guerre, vous n'envisagiez que le retour du *statu quo :* « Notre condition (n'a pas) cessé d'être désespérante[22]. » Le sens de la victoire alliée vous a paru être « l'acquisition de deux ou trois nuances qui n'auront peut-être pas d'autre utilité que d'aider quelques-uns d'entre nous à mieux mourir[23] ». Après avoir tiré vos cinq ans d'Histoire, vous pensiez que vous pourriez revenir (et tous les hommes avec vous) au désespoir d'où l'homme doit tirer son bonheur et à « faire la preuve que nous ne méritions pas tant d'injustice » (aux yeux de qui ?) en reprenant la lutte désespérée que l'homme mène « contre son destin révoltant[24] ». Comme nous vous aimions alors. Nous aussi, nous étions des néophytes de l'Histoire et nous l'avions subie avec répugnance sans comprendre que la guerre de 1940 n'était qu'un mode de l'historicité ni plus ni moins que les années qui l'avaient précédée. Nous vous appliquions le mot de Malraux : « Que la victoire demeure à ceux

qui ont fait la guerre sans l'aimer » et nous nous attendrissions un peu sur nous-mêmes en le répétant ; pendant ce temps, nous étions menacés, comme vous, en vous, sans nous en rendre compte. Il arrive souvent que les cultures produisent leurs œuvres les plus riches quand elles vont disparaître et ces œuvres résultent du mariage mortel des vieilles valeurs avec des valeurs neuves qui semblent les féconder et qui les tuent. Dans la synthèse que vous tentiez, le bonheur et l'assentiment venaient de notre vieil humanisme ; mais la révolte et le désespoir étaient des intrus ; ils venaient du dehors ; du dehors où des inconnus regardaient nos fêtes spirituelles avec des yeux de haine. Vous leur aviez emprunté ce regard pour considérer notre héritage culturel ; c'était leur simple existence nue qui mettait nos tranquilles jouissances en question ; le défi au destin, la révolte contre l'absurdité, tout cela, bien sûr, venait de vous ou passait par vous : mais trente ou quarante ans plus tôt on vous eût fait passer ces mauvaises manières et vous eussiez rejoint les esthètes ou l'Église. Votre Révolte n'a pris cette importance que parce qu'elle vous a été soufflée par cette foule obscure : à peine avez-vous eu le temps de la dériver contre le Ciel où elle se perd. Et les exigences morales que vous faisiez paraître n'étaient que l'idéalisation d'exigences bien réelles qui sourdaient autour de vous et que vous aviez captées. L'équilibre que vous réalisiez ne pouvait se produire qu'une seule fois, pour un seul moment, en un seul homme : vous aviez eu cette chance que la lutte commune contre les Allemands symbolisât à vos yeux et aux nôtres l'union de tous les hommes contre les fatalités inhumaines. En choisissant l'injustice, l'Allemand s'était rangé de lui-même parmi les forces aveugles de la Nature et vous avez pu, dans *La Peste*, faire tenir son rôle par des microbes, sans que nul ne s'avisât de la mystification. Bref, vous

avez été, pendant quelques années, ce que l'on pourrait appeler le symbole et la preuve de la solidarité des classes. C'est aussi ce que paraissait être la Résistance et c'est ce que vous manifestiez dans vos premières œuvres : « Les hommes retrouvent leur solidarité pour entrer en lutte contre leur destin révoltant. »

Ainsi un concours de circonstances, un de ces rares accords qui pour quelque temps font d'une vie l'image d'une vérité, vous ont permis de vous masquer que la lutte de l'homme contre la Nature est à la fois la cause et l'effet d'une autre lutte, aussi vieille et plus impitoyable : la lutte de l'homme contre l'homme. Vous vous révoltiez contre la mort mais, dans les ceintures de fer qui entourent les villes, d'autres hommes se révoltaient contre les conditions sociales qui augmentent le taux de la mortalité. Un enfant mourait, vous accusiez l'absurdité du monde et ce Dieu sourd et aveugle que vous aviez créé pour lui cracher à la face ; mais le père de l'enfant, s'il était chômeur ou manœuvre, accusait les hommes ; il savait bien que l'absurdité de notre condition n'est pas la même à Passy et à Billancourt. Et finalement les hommes lui masquaient presque les microbes : dans les quartiers misérables, les enfants meurent deux fois plus que dans les quartiers aisés et, puisqu'une autre répartition de revenus pourrait les sauver[f], la moitié des morts, chez les pauvres, paraissent des exécutions capitales dont le microbe n'est que le bourreau. Vous vouliez réaliser en vous-même, par vous-même, le bonheur de tous par une tension *morale* ; la foule sombre que nous commencions à découvrir demandait que nous renoncions à être heureux pour qu'elle devînt un peu moins malheureuse. Tout à coup les Allemands ne comptaient plus, on eût dit, même, qu'ils n'avaient jamais compté ; nous avions cru qu'il n'y avait eu qu'une seule manière de résister, on découvrait qu'il y avait deux manières de

voir la Résistance. Et quand vous incarniez encore pour nous l'homme du passé immédiat, peut-être même l'homme du proche avenir, vous étiez déjà devenu un privilégié pour dix millions de Français qui ne reconnaissaient pas leurs colères trop réelles dans votre révolte idéale. Cette mort, cette vie, cette terre, cette révolte, ce Dieu, ce non et ce oui, cet amour, c'étaient, vous disait-on, jeux de prince. D'autres allaient jusqu'à dire : jeux de cirque ; Vous aviez écrit : « Une seule chose est plus tragique que la souffrance et c'est la vie d'un homme heureux » et : « Une certaine continuité dans le désespoir peut engendrer la joie » et aussi : « Cette splendeur du monde, je n'étais pas sûr qu'elle ne fût (la justification) de tous les hommes qui savent qu'un point extrême de la pauvreté rejoint toujours le luxe et la richesse du monde[g]. » Et, certes, moi qui suis comme vous un privilégié, je comprends ce que vous avez voulu dire et je crois que vous avez payé pour le dire. J'imagine que vous avez été plus proche d'une certaine mort et d'un certain dénuement que ne l'ont été beaucoup d'hommes et je pense que vous avez dû connaître la vraie pauvreté sinon la misère. Ces phrases *n'ont pas* sous votre plume le sens qu'elles prendraient dans un livre de M. Mauriac ou de M. de Montherlant. Et puis, quand vous les avez écrites, elles semblaient naturelles. Mais l'essentiel, aujourd'hui, c'est qu'elles *ne le semblent plus :* on *sait* qu'il faut, sinon l'aisance, du moins la culture, cette inappréciable et injuste richesse, pour trouver le luxe au fond du dénuement. On pense que les circonstances, même les plus douloureuses, de votre vie vous ont élu pour témoigner que le salut personnel était accessible à tous ; et la pensée qui prévaut au cœur de tous, pensée de menace et de haine, c'est qu'il n'est possible que pour quelques-uns. Pensée de haine mais qu'y pouvons-nous ? Elle ronge tout ; vous-même, vous qui ne vouliez pas même haïr les Allemands, il y

a une haine de Dieu qui paraît dans vos livres et l'on a pu dire que vous étiez « antithéiste » plus encore qu'athée. Toute la valeur qu'un opprimé peut encore avoir à ses propres yeux, il la met dans la haine qu'il porte à d'autres hommes. Et son amitié pour ses camarades passe par la haine qu'il porte à ses ennemis ; vos livres ni votre exemple ne peuvent rien pour lui, vous enseignez un art de vivre, une « science de la vie », vous nous apprenez à redécouvrir notre corps mais son corps à lui, quand il le retrouve le soir — après qu'on le lui a volé tout le jour — ce n'est plus qu'une grosse misère qui l'encombre et l'humilie. Cet homme est *fait* par d'autres hommes, son ennemi n° 1 c'est l'homme et si l'étrange nature qu'il retrouve à l'usine, au chantier lui parle encore de l'homme, c'est que ce sont les hommes qui l'ont transformée en bagne à son usage.

Que vous restait-il à faire ? À vous modifier en partie pour garder certaines de vos fidélités tout en satisfaisant aux exigences de ces masses opprimées ; vous l'eussiez fait peut-être si leurs représentants ne vous eussent insulté, à leur habitude. Vous avez stoppé net le glissement qui se faisait en vous et vous vous êtes obstiné, par un nouveau défi, à manifester aux yeux de tous l'union des hommes devant la mort et la solidarité des classes quand déjà les classes avaient repris leurs luttes sous vos yeux. Ainsi ce qui avait été quelque temps une *réalité exemplaire* devint l'affirmation parfaitement vaine d'un *idéal*, d'autant plus que cette solidarité menteuse s'était changée en lutte jusque dans votre cœur. Vous avez donné tort à l'Histoire et plutôt que d'en interpréter le cours vous avez préféré n'y voir qu'une absurdité de plus. Dans le fond, vous n'avez fait que reprendre votre attitude première. Vous avez emprunté à Malraux, à Carrouges[25], à vingt autres je ne sais quelle idée de « divinisation » de l'homme et, condamnant le genre

humain, vous vous dressez à côté de lui mais hors du rang, comme le dernier Abencérage. Votre personnalité qui fut réelle et vivante tant que l'événement la nourrissait devient un mirage ; en 1944 elle était l'avenir, en 1952 elle est le passé et ce qui vous paraît la plus révoltante injustice, c'est que tout cela vous arrive du dehors et sans que vous ayez changé. Il vous semble que le monde présente les mêmes richesses qu'autrefois et que ce sont les hommes qui ne veulent plus les voir ; eh bien, essayez de tendre la main et vous verrez si tout ne va pas s'évanouir : la Nature même a changé de sens parce que les rapports que les hommes entretiennent avec elle ont changé. Il vous reste des souvenirs et un langage de plus en plus abstrait ; vous ne vivez plus qu'à moitié parmi nous et vous êtes tenté de nous quitter tout à fait pour vous retirer en quelque solitude où vous puissiez retrouver ce drame qui devait être celui de l'homme et qui n'est même plus le vôtre, c'est-à-dire tout simplement dans une société demeurée à un stade inférieur de civilisation technique. Ce qui vous arrive est parfaitement injuste, en un sens. Mais, en un autre, c'est pure justice : il fallait changer si vous vouliez rester vous-même et vous avez eu peur de changer. Si vous me trouvez cruel, n'ayez crainte : je parlerai sur moi bientôt et sur le même ton[26]. Vous essaierez en vain de m'atteindre ; mais faites-moi confiance, je veillerai à payer pour tout ceci. Car vous êtes parfaitement insupportable mais vous êtes tout de même mon « prochain » par la force des choses.

Engagé dans l'Histoire, comme vous, je ne la vois pas à votre manière. Je ne doute pas qu'elle ait ce visage absurde et terrible pour ceux qui la regardent des Enfers : c'est qu'ils n'ont plus rien de commun avec les hommes qui la font. Et s'il était une histoire des fourmis ou des abeilles, je suis sûr que nous la verrions comme une suite bouffonne et macabre de forfaits, de satires et

d'assassinats. Mais si nous étions fourmis, peut-être jugerions-nous différemment. Je ne comprenais pas votre dilemme « Ou bien l'Histoire a un sens ou bien elle n'en a pas… », etc., avant d'avoir relu vos *Lettres à un ami allemand*. Mais tout m'est devenu clair quand j'y ai trouvé cette phrase que vous adressez au soldat nazi : « Depuis des années vous essayez de me faire entrer dans l'Histoire[27]. » « Parbleu, me suis-je dit, puisqu'il se croit *dehors*, il est normal qu'il pose ses conditions avant d'entrer *dedans*. Tout comme la fillette qui tâte l'eau de l'orteil en demandant : « Est-elle chaude ? », vous regardez l'Histoire avec défiance, pour y plonger un doigt que vous retirez très vite et vous demandez : « A-t-elle un sens ? » Vous n'avez pas hésité en 1941 mais c'est qu'on vous demandait de faire un sacrifice. Il s'agissait tout simplement d'empêcher la folie hitlérienne de casser un monde où l'exaltation solitaire était encore possible à quelques-uns et vous consentiez à payer le prix de vos exaltations futures. Aujourd'hui, c'est différent. Il ne s'agit plus de *défendre le statu quo* mais de le changer : voilà ce que vous n'accepterez que sur les plus formelles garanties. Et si je pensais que l'Histoire est une piscine pleine de boue et de sang, je ferais comme vous, j'imagine, et j'y regarderais à deux fois avant de m'y plonger. Mais supposez que j'y sois déjà, supposez que, de mon point de vue, votre bouderie même soit la preuve de votre historicité ; supposez qu'on vous réponde comme Marx : « L'Histoire ne fait rien… C'est l'homme, l'homme réel et vivant qui fait tout ; l'Histoire n'est que l'activité de l'homme poursuivant ses propres fins. » Si c'est vrai, celui qui croit s'éloigner d'elle cessera de partager les fins de ses contemporains et ne sera sensible qu'à l'absurdité des agitations humaines. Mais s'il déclame contre elles, il rentrera par là même et contre son gré dans le cycle historique car il fournira sans le vouloir à celui des deux camps qui se tient

sur la défensive idéologique (c'est-à-dire dont la culture agonise) des arguments propres à décourager l'autre. Celui qui adhère au contraire aux fins des hommes concrets, il lui sera imposé de choisir ses amis, car l'on ne peut, dans une société déchirée par la guerre civile, ni assumer les fins de tous, ni les refuser toutes en même temps. Mais du moment qu'il choisit, tout prend un sens : il sait pourquoi les ennemis résistent et pourquoi il se bat. Car c'est dans l'action historique que la compréhension de l'Histoire est donnée. L'Histoire a-t-elle un sens ? demandez-vous, a-t-elle une fin ? Pour moi, c'est la question qui n'a pas de sens : car l'Histoire, en dehors de l'homme qui la fait, n'est qu'un concept abstrait et immobile, dont on ne peut dire ni qu'il a une fin ni qu'il n'en a pas. Et le problème n'est pas de *connaître* sa fin, mais de lui en *donner* une. Au reste, personne n'agit en vue de l'Histoire *seulement*. En fait, les hommes sont engagés dans des projets à court terme éclairés par des espoirs lointains. Et ces projets n'ont rien d'absurde : ici ce sont les Tunisiens qui se révoltent contre le colon, ailleurs ce sont des mineurs qui font une grève de revendication ou de solidarité. On ne discutera pas s'il y a ou non des valeurs transcendantes à l'Histoire : on remarquera simplement que, *s'il y en a*, elles se manifestent à travers des actions humaines qui sont par définition historiques. Et cette contradiction est essentielle à l'homme : il se fait historique pour poursuivre l'éternel et découvre des valeurs universelles dans l'action concrète qu'il mène en vue d'un résultat particulier. Si vous dites que ce monde est injuste, vous avez perdu la partie : vous êtes déjà dehors en train de comparer un monde sans justice à une Justice sans contenu. Mais vous découvrirez la Justice dans chaque effort que vous ferez pour régler votre entreprise, pour répartir les charges entre vos camarades, pour vous soumettre à la discipline ou pour

l'appliquer. Et Marx n'a jamais dit que l'Histoire aurait une fin : comment l'eût-il pu ? Autant dire que l'homme, un jour, serait sans buts. Il a seulement parlé d'une fin de la préhistoire, c'est-à-dire d'un but qui serait atteint au sein de l'Histoire elle-même et dépassé comme tous les buts. Il ne s'agit pas de savoir si l'Histoire a un sens et si nous daignons y participer mais, du moment que nous sommes dedans jusqu'aux cheveux, d'essayer de lui donner le sens qui nous paraît le meilleur, en ne refusant notre concours, si faible soit-il, à aucune des actions concrètes qui le requièrent.

La Terreur est une violence abstraite. Vous êtes devenu terroriste et violent quand l'Histoire — que vous rejetiez — vous a rejeté à son tour : c'est que vous n'étiez plus qu'une abstraction de révolté. Votre méfiance des hommes vous a fait présumer que tout accusé était *avant tout* un coupable : de là vos méthodes policières avec Jeanson. Votre morale s'est d'abord changée en moralisme, aujourd'hui elle n'est plus que littérature, demain elle sera peut-être immoralité. Ce qu'il adviendra de nous, je ne sais : peut-être nous retrouverons-nous dans le même camp, peut-être pas. Les temps sont durs et mêlés. De toute façon il était bon que je puisse vous dire ce que je pensais. La revue vous est ouverte si vous voulez me répondre, mais moi, je ne vous répondrai plus. J'ai dit ce que vous avez été pour moi et ce que vous êtes à présent. Mais quoi que vous puissiez dire ou faire en retour, je me refuse à vous combattre. J'espère que notre silence fera oublier cette polémique.

Août 1952

NOTES DE L'AUTEUR

a. Car il faut que vous ayez pris l'habitude de projeter vos défauts de pensée sur autrui, pour croire que Jeanson a prétendu parler *au nom* du prolétariat.

b. Car vous *êtes* bourgeois, Camus, comme moi, que pourriez-vous être d'autre ?

c. Je n'ai pas à défendre celles de Marx mais permettez-moi de vous dire que le dilemme où vous prétendez les enfermer (ou ses « prophéties » sont vraies ou le marxisme n'est qu'une méthode) laisse échapper toute la *philosophie* marxiste et tout ce qui constitue pour moi (qui ne suis pas marxiste) sa profonde vérité.

d. *Lettres à un ami allemand*. C'est moi qui souligne.

e. *Ibid*.

f. Ce n'est pas entièrement exact. Certains sont condamnés de toute manière.

g. Ces trois citations sont extraites de *Noces*.

LES COMMUNISTES ET LA PAIX

En juin 1952, lorsque Sartre entreprend d'écrire « Les communistes et la paix », la perception qu'ont les gouvernements français du parti communiste est assez différente de celle qui prévalait dans l'immédiat après-guerre : le parti des fusillés, le premier parti de France, avait participé aux prémices de la restauration de l'État, obtenu 26 % des voix à l'élection de la première Assemblée constituante en octobre 1945, été présent au gouvernement provisoire du général de Gaulle (cinq ministres), avait progressé aux premières élections législatives après l'adoption de la Constitution (novembre 1946, 28 % des voix) ; sous le gouvernement du socialiste Paul Ramadier, on comptait cinq ministres communistes en janvier 1947.

La donne a changé au début de mai 1947 : la solidarité ministérielle n'a pas résisté au problème des salaires et des prix ; les cinq ministres communistes sont finalement révoqués. Dès lors les grèves se multiplient. Selon Paul Ramadier, « une sorte de mouvement giratoire de grèves se développe, de milieu en milieu, comme s'il y avait un chef d'orchestre clandestin. Il porte, comme par hasard, sur les points les plus sensibles de notre économie » (juin 1947). Si peu que les gouvernements cèdent sur l'augmentation

des salaires, les prix augmentent d'autant ; prisonniers de cette spirale, les gouvernements redoutent une insurrection inspirée par les communistes. Mais le P.C.F. irait-il jusqu'à tenter une révolution ? Et l'U.R.S.S. le souhaite-t-elle ? À partir de 1948, une partie des Français, de droite bien sûr mais aussi de la gauche non communiste ou anticommuniste, se méfie du P.C.F. qu'on soupçonne d'agir selon les directives et les intérêts de l'Union soviétique.

Sartre, lui, était dès la fin de la guerre favorable à une profonde réorganisation sociale de la France ; il constatait dans « Situation de l'écrivain en 1947 » (quatrième partie de Qu'est-ce que la littérature ?) :

> Bourgeois en rupture de classe mais restés de mœurs bourgeoises, séparés du prolétariat par l'écran communiste… nous restons en l'air, notre bonne volonté ne sert à personne, pas même à nous… Comme notre perspective historique est la guerre, comme on nous somme de choisir entre le bloc anglo-saxon et le bloc soviétique, et que nous nous refusons à la préparer avec l'un comme avec l'autre, nous sommes tombés en dehors de l'Histoire et nous parlons dans le désert.

À cette époque, néanmoins, vilipendé par les propagandistes communistes, il ne songeait pas à se rapprocher du P.C.

En mai 1952, Sartre fut indigné par un événement en marge de la guerre de Corée (dans laquelle l'U.R.S.S. et les U.S.A. étaient impliqués) qui lui sembla significatif de la défaveur injuste dans laquelle le parti qui comptait le plus pour le prolétariat était tombé. Le P.C. et la C.G.T. avaient appelé à manifester le 28 mai, place de la République, contre le passage à Paris du général Ridgway, successeur du général Eisenhower au commandement suprême des forces atlantiques en Corée, accusé par une rumeur de permettre l'utilisation d'armes bactériologiques contre la Corée du Nord, communiste. La manifestation étant interdite, les manifestants

s'étaient disséminés dans plusieurs quartiers de Paris ; parmi eux, beaucoup de purs militants décidés à se battre contre la police, munis de boulons afin d'immobiliser leurs cars, et de lourdes barres en guise de hampes pour leurs pancartes. La manifestation tourna à l'émeute ; on compta de nombreux blessés de part et d'autre et un mort. Vers le soir Jacques Duclos, secrétaire général du P.C., passant en voiture avec sa femme et son garde du corps aux abords de la place de la République, fut interpellé. Dans sa voiture, deux pigeons que la police soupçonna d'abord d'être des pigeons voyageurs. Ils ne l'étaient pas. Duclos fut tout de même arrêté comme instigateur de la manifestation interdite, inculpé d'atteinte à la sûreté de l'État et incarcéré, malgré l'immunité dont il devait bénéficier en tant que parlementaire.

C'est le sens de cet épisode que Sartre interroge dans le premier volet des « Communistes et la paix » ; le second volet commente en premier lieu ce qui s'ensuivit : le quasi-échec de l'ordre de grève illimitée donné par la C.G.T. aux travailleurs pour protester contre la détention du secrétaire général du P.C. et exiger sa libération.

Si Sartre a entrepris cet écrit, c'est sur une impulsion : il lui paraissait urgent de soutenir ce dirigeant affaibli, traité par les autorités françaises comme un ennemi intérieur, uniquement soucieux d'obéir aux directives de l'U.R.S.S. Il voyait le prolétariat comme une personne collective, une personne qui, privée de ses principaux défenseurs, serait à l'abandon. Il ne connaissait le monde ouvrier que de l'extérieur mais son élan d'empathie n'en était pas moins réel.

Il avait aussi un sujet de préoccupation bien antérieur. Depuis l'échec du Rassemblement démocratique révolutionnaire, auquel il avait participé en 1948 et 1949 (voir, dans le nouveau Situations, III, *« La période R.D.R. », p. 291 et suiv., p. 339 et suiv.), qui prônait un*

*neutralisme actif, il remettait en question ses positions politiques et même sa place dans le monde entre les deux « blocs » si la guerre totale avait lieu. S. de Beauvoir raconte : « Il menait de front un travail intérieur qui lui coûtait et des études qui dévoraient ses journées » (*La Force des choses, op. cit.*). On constate que, surtout dans le premier volet de son essai, il cite ou il évoque un grand nombre d'ouvrages et de revues dont beaucoup se rapportent à l'Histoire, le plus souvent à l'histoire de la lutte des classes depuis un siècle.*

Son projet, à l'origine centré sur les événements du 28 mai et du 4 juin 1952, « devait n'avoir d'abord que la dimension d'un article » (voir son éloge funèbre de Maurice Merleau-Ponty, octobre 1961). Mais, à travers ses lectures, Sartre était à la recherche d'une conduite qui fût à la fois moralement valable, politiquement juste et qui ait quelque prise sur le réel. Nouveaux venus aux T.M.*, « [Claude] Lanzmann et [Marcel] Péju aidèrent Sartre à repolitiser la revue et ce furent eux surtout qui l'orientèrent vers « ce compagnonnage critique… » (S. de Beauvoir,* op. cit.*). Adoptée par Sartre, leur suggestion fit que son propos prit de l'ampleur et un tour largement théorique.*

Dans le deuxième volet de son essai, Sartre « se jette à l'eau » : « Le but de cet article est de déclarer mon accord avec les communistes sur des sujets précis et limités, en raisonnant à partir de mes *principes et non des* leurs*… » S. de Beauvoir ne se montra pas d'emblée très enthousiaste : « Je craignais que, pour se rapprocher du P.C., il ne s'écartât trop de sa propre vérité. Lanzmann se situait à l'autre bout du chemin : il appelait progrès chaque pas que faisait Sartre vers les communistes… Peu à peu il grignota mes résistances… » (*ibid.*).*

La guerre de Corée était en cours, l'U.R.S.S. et les U.S.A. y étaient adversaires (voir ici « Les Chances de la paix », p. 399 et suiv.). Quelles que soient ses raisons, Staline n'en continuait pas moins à mener en direction de l'Occident sa grande offensive de paix amorcée en août 1948 avec le Congrès mondial des intellectuels pour la paix, à Wroclaw — où Sartre, qui n'y était pas, fut traité de « hyène dactylographe » par le romancier soviétique Fadeïev. D'autres manifestations de même ordre avaient suivi, mais d'apparence plus libérale, en Europe occidentale et ailleurs ; l'un des grands succès de cette offensive fut, en mars 1950, l'appel de Stockholm pour l'interdiction absolue de l'arme atomique dans le monde, qui recueillit des millions de signatures, certains disaient : des milliards.

Mais, par ailleurs, l'U.R.S.S. infligeait à la même époque des procès aux dirigeants des démocraties populaires, ses « alliées », procès qui se concluaient le plus souvent par des condamnations à mort. Jugés invariablement coupables de trahison, d'espionnage, de complot titiste, les accusés et leurs collaborateurs, après avoir été torturés et couverts d'opprobre, étaient exécutés, méthode expéditive de Staline pour s'assurer que les « pays frères » ne suivraient pas l'exemple d'émancipation réussie que représentait la défection du chef de la Yougoslavie, le maréchal Tito (voir ici « Faux savants ou faux lièvres », p. 31 et suiv.).

« Les temps sont durs et mêlés », écrivait Sartre à Camus, suspendant un instant le réquisitoire de sa « Réponse » — à l'époque même où il avait en chantier la deuxième partie des « communistes et la paix » (voir ici « Réponse à Albert Camus, p. 127). Un élément de ces temps durs et mêlés échappait à Sartre : l'extrême prégnance du stalinisme le plus toxique sur le parti communiste français, aussi bien sur les dirigeants que sur les militants les plus actifs, les plus sincères. Ils se mystifiaient les uns les autres à tous les niveaux.

L'idée de « mission révolutionnaire de l'U.R.S.S. » semblait devenue folle.

C'est ainsi, par exemple, que Dominique Desanti, amie de longue date de S. de Beauvoir et de Sartre (avant son adhésion au P.C.F.), avait publié en décembre 1949, sous la pression « amicale » de François Billoux — parlementaire qui avait ses entrées à Moscou et en transmettait les directives —, un petit livre intitulé Masques et visages de Tito et des siens *(Éd. du Pavillon), portraits composés d'une plume alerte du dirigeant yougoslave, de l'ancien ministre des Affaires étrangères hongrois László Rajk, déjà exécuté, de Traïcho Kostov, dirigeant bulgare qui allait l'être et de son ministre des Finances, Ivan Stephanov, condamné à la prison à vie. Elle les connaissait, avait fréquenté, estimé et même admiré deux d'entre eux qui l'avaient reçue amicalement dans leur foyer. Billoux l'avait chargée de rendre évidente leur culpabilité : obéissante, elle avait poussé au noir des souvenirs heureux pour les faire coïncider avec les charges imaginaires retenues contre eux. Les mobiles économiques de ces exécutions sont assez bien expliqués par Louis Dalmas dans* Le Communisme yougoslave après sa rupture avec Moscou *(voir « Faux savants ou faux lièvres »). Pensant avoir fait œuvre utile à la cause révolutionnaire, elle dédia « à Jacques Duclos, ce modeste travail qui doit tout à sa lucidité ». Elle ressentit pourtant une certaine gêne, écrira-t-elle plus tard, qu'elle ne s'expliquait pas. Elle se repentira de son zèle (voir* Les Staliniens, *Arthème Fayard, 1975). D'autres anciens militants publieront comme elle confessions ou autocritiques sur leur parcours politique, tel Edgar Morin, tel Pierre Daix qui, rédacteur dans diverses revues communistes, fut mystifié-mystificateur ; il écrivit dans les quarante dernières années de sa vie plusieurs ouvrages, consacrés à faire le point sur ce qu'on lui avait fait croire, ce qu'il n'avait pas cru mais qu'il n'avait pas osé*

contester, sur les contre-vérités qu'il avait lui-même colportées dans ses articles.

En novembre 1952, s'ouvrit à Prague le procès de Rudolf Slánský, secrétaire général du parti communiste tchécoslovaque. Onze de ses coaccusés sur quatorze étaient juifs, « donc sionistes » ; ce fut la seule originalité parmi les charges retenues contre eux, par rapport aux procès précédents. Juive était aussi la majorité des seize médecins moscovites accusés sans preuve en janvier 1953 d'avoir tenté de tuer des personnalités soviétiques malades, « assassins en blouse blanche » qui attendaient leurs procès.

En ces temps « mêlés » dont il n'avait pas pris toute la mesure, Sartre se voyait dans une situation inextricable : pouvait-il mettre en doute le bien-fondé de ces procès au moment même où il se proposait comme compagnon de route crédible du parti communiste français qui, même s'il les justifiait, n'en était pas responsable ? Il se rendit au Congrès des Peuples pour la paix à Vienne, l'un des plus impressionnants et apparemment des plus significatifs qui ait eu lieu sous Staline pour démontrer la volonté de paix de l'U.R.S.S. Si les principaux orateurs étaient choisis par les Soviétiques, une atmosphère de liberté et d'optimisme y régnait ; des congressistes de tous les continents, de toutes tendances y discutaient sans contrainte, y compris des représentants de partis français non communistes : socialistes, radicaux, démocrates-chrétiens. Sartre, invité d'honneur, y rencontra Dominique Desanti qui lui servit d'interprète. Un Soviétique lui fit quelques reproches, raconte-t-elle : Sartre admit tout ce qu'on voulut, y compris que sa pièce Les Mains sales *était contre-révolutionnaire — ce qu'elle n'est pas. Il fit l'éloge du Congrès à son retour, notamment dans* Le Monde *en date du 1er janvier 1953, « Sartre qui, d'un coup, après le Congrès de Vienne,*

redeviendra progressiste », notait avec aigreur Dominique Desanti, encore stalinienne à cette époque.

« Il se serait trouvé acculé à se brouiller avec ses nouveaux amis si le cours des événements ne s'était pas soudain brisé » (S. de Beauvoir, op. cit.*). La mort de Staline le 5 mars 1953 et les premières mesures de détente des nouveaux maîtres du Kremlin tirèrent Sartre de peine ; les soi-disant assassins en blouse blanche furent relaxés ; « Le rapprochement qu'il avait souhaité avait enfin ses chances » (*ibid.*). Ce n'est pas tout à fait ce qu'il advint.*

Souvenirs que Sartre avait gardés des « Communistes et la paix » au début des années soixante-dix (Entretiens, Yale University) :

> — *11 juin 1971 :* J'avais encore mieux vu [*après l'expérience du R.D.R.*] qu'il fallait aller avec un grand mouvement plutôt que de faire cavalier seul.
>
> — *4 février 1972 :* J'avais cru que c'était le réalisme qui me manquait, mais ce n'était pas ça… Ce n'est pas tout à fait un hasard s'il n'y a pas eu de conclusion.
>
> — *19 mai 1972 :* Finalement, je ne peux pas prendre une position politique sans la théoriser… j'aurais pu faire une théorie des alliances provisoires mais comme je me lançais de toutes mes forces [*dans le compagnonnage de route avec le P.C.F.*], j'ai essayé de penser la classe ouvrière et le P.C. Certainement, j'ai fait un effort théorique qui dépassait le simple fait qu'un intellectuel se mette aux côtés des communistes… Dire que le P.C. représente nécessairement la classe ouvrière, c'est là ma faute.
>
> [*À propos des intellectuels communistes à l'époque du stalinisme :*] Ils avaient une telle barre… une maladie de la pensée qui l'empêchait de se développer… le Parti opprimait tellement ses intellectuels !

À la fin de la deuxième partie des « Communistes et la paix », était annoncée dans les T.M. *une troisième, à paraître « dans un de nos prochains numéros ». Les collaborateurs politiques des* T.M.

pressaient Sartre de l'écrire. Elle ne parut qu'en avril 1954, sous le même titre qui, à vrai dire, est un peu trompeur. En effet il ne sera plus guère question de la paix entre les deux « blocs » ni des événements du 28 mai et du 4 juin 1952, ni de Jacques Duclos, dont il se doute à présent qu'il s'est conduit à cette occasion en simple rouage du système stalinien. Sartre choisit de s'interroger à nouveaux frais sur la lutte des classes mais, cette fois, en rapport avec l'état économique de la France. On la trouvera dans le nouveau Situations V.

A.E.-S.

Quand les C.R.S. chargeaient contre les mineurs, la presse de droite publiait des bulletins de victoire : c'est ce qui m'avait fait croire que *Le Figaro* n'aimait pas les ouvriers. Mais je me trompais. Je fais mes excuses à tout le monde et singulièrement à M. Robinet[1]. Car il les adore, les ouvriers, M. Robinet. Il ne voulait pas l'avouer — par pudeur, je suppose. Mais après la bagarre des usines Renault, il vient enfin de déclarer son joli sentiment. Ça m'a d'abord surpris, je l'avoue, de lire ce titre en gros caractères : « Victoire ouvrière ». Car enfin, me disais-je, *sur qui* la classe ouvrière a-t-elle pu la remporter, cette victoire, sinon sur le patronat et les gardes mobiles, donc sur les lecteurs du *Figaro* ? Mais je n'y étais pas du tout : non, le prolétariat n'a pas vaincu les flics. Ni la bourgeoisie. Il a triomphé du parti communiste — la seule organisation politique qui le représente à l'Assemblée — et de la C.G.T. — la plus grande et la plus ancienne de ses fédérations syndicales. Bref, il s'est démuni, il a jeté ses armes ; on attend de lui un dernier effort : qu'il dissolve ses syndicats, qu'il vote pour les Indépendants[2] aux élections partielles, alors il connaîtra la plus

belle victoire : celle qu'on remporte sur soi-même. Oui, c'est ainsi qu'on les aime, les travailleurs : sans armes, mains nues, bras ouverts. Qu'il était beau, le peuple, à Fourmies, le 1er mai 1891[3] : pas de troupes de choc, alors, ni d'organisations paramilitaires : des gens dans les rues, beaucoup de gens : en désordre. Des enfants, du muguet, une jeune fille tenait une branche de gui. Les soldats du commandant Chapus purent viser sans hâte et tirer à bout portant.

Peut-être ces commodités reviendront-elles : et je comprends qu'on s'en puisse féliciter : le massacre de Fourmies appartient certainement à cette catégorie de spectacles que M. Mauriac nomme « scandaleux mais dans le meilleur sens ». Mais ce qui passe mon entendement, c'est le contentement imbécile que témoignent certains hommes et certains journaux « de gauche ». Pauvres gens : une fois de plus, le P.C. a réussi son coup : ils l'aimaient, ils l'ont quitté à regret, il les a couverts de merde, ils le détestent. Affaire de cœur. Je les rencontre parfois, ces exclus ; ils ont gardé leur sourire tendre mais l'œil est légèrement hagard : la contradiction de notre temps s'est installée en eux. Comment pouvez-vous croire *à la fois* à la mission historique du prolétariat et à la trahison du parti communiste, si vous constatez que l'un vote pour l'autre ? Ils se débrouillent tout de même, mais peineusement ; chacun parcourt, en plus ou moins de temps, les quatre étapes fatidiques. Première étape : « Le P.C. se trompe, oui, mais on ne peut *tout de même* pas aller contre le prolétariat. » Deuxième étape : « La classe ouvrière, c'est toujours mes amours ; mais il faut *tout de même* reconnaître qu'elle n'est pas très perspicace. Voyez les travailleurs allemands : ils se sont laissé prendre au boniment de Hitler. » Troisième étape : « La classe ouvrière a cessé de m'intéresser depuis qu'elle tolère sans

indignation les camps de concentration soviétiques. » Quatrième et dernière étape, l'Apocalypse : « Nous vous concluons une Alliance avec les États-Unis. Stop. Nous vous atomisons la Russie. Stop. Nous vous pendons tous les communistes. Stop. Et nous vous reconstituons sur les ruines le vrai socialisme, internationaliste, démocratique et réformiste. » Pas de doute : la plus belle victoire de la classe ouvrière, les troupes américaines la gagneront sur les troupes de l'U.R.S.S. ; mais pour oser le dire à haute voix, il faut être tout à fait traître ou fou de chagrin, ce qui revient au même. En général, on reste dans les demi-teintes et on va fronder dans les salons réactionnaires pour voir l'ennemi de plus près ; ou alors on fait des dosages : on sera pour les Indochinois et les républicains espagnols, contre les Chinois et les Grecs ; pour Lénine, ce grand libéral, et contre Staline l'autocrate. Ça ne tient pas debout, on le sait et l'on se répète à voix basse : « Si seulement cette sacrée nom de Dieu de classe ouvrière se décidait une bonne fois à laisser tomber le P.C. » Prenez, par exemple, M. Altman[4]. Je le connais bien : ce n'est pas un traître, pas même un mauvais homme. Mais les communistes l'ont traité selon la technique de Charles Boyer dans *Gaslight*[5] : on fait croire au patient par des stratagèmes répétés qu'il est fou et méchant. Au bout de trois ans de ce régime, M. Altman est déjà plus qu'à moitié convaincu. Et voici ce qu'il écrit, le 29 mai, dans *Le Franc-Tireur :* « L'excitation contre tout ce qui est "américain" a pris désormais la forme de la rage maniaque et meurtrière. On a parfaitement le droit de critiquer la politique américaine, si on le juge bon. Mais a-t-on le droit de montrer que, par tous les moyens, depuis la calomnie jusqu'au sabotage, on ne tolérera plus que des hommes, des alliés, soient à côté de nous pour parer à une éventuelle agression… A-t-on le droit de lancer dans la rue des hommes, des femmes, des enfants sur des mots

d'ordre qui rappellent purement et simplement le racisme ? Il ne s'agit même plus ici de communisme mais de russisme… Tout ce qui ne sert pas la Russie de Staline… tout ce qui est pour la liberté telle qu'elle existe encore en deçà du rideau de fer, tout cela doit annihilé avant d'être exterminé… »

Avez-vous remarqué : « si on le juge bon » ? Que de finesse, que de sous-entendus dans ces cinq mots et comme on mourrait de bon cœur pour la langue et la culture qui permettent ces nuances. Si on le juge bon : ça vous a tout simplement l'air de vouloir dire : « Si telle est votre opinion ». Mais ce serait oublier la très légère défaveur qui s'attache à l'expression : « Puisque vous avez jugé bon de m'engager sans me demander mon avis… » Vous avez compris : critiquez vos *alliés* américains si vous le jugez bon ; M. Altman ne le juge pas bon, lui, et s'il vous laisse libre, c'est en vous prévenant discrètement que vous allez faire des sottises. Hélas, j'ai peur que ces subtilités ne soient perdues : les Américains qui liront l'article ne sont pas encore préparés par l'enseignement basique à les goûter comme il faut. En tout cas, ce sont nos *alliés :* ça, M. Altman ne nous l'envoie pas dire. Il a raison d'ailleurs, parfaitement raison : le gouvernement français — au fait, lequel ? — a signé le pacte Atlantique[6]. Bref, l'ouvrier jouit des libertés démocratiques : il peut penser, parler, voter. Alors, qu'a-t-il besoin d'aller se bagarrer dans les rues, comme un voyou ? Ah ! c'est le stalinien qui le pousse ! Ce stalinien, son mauvais génie, l'éternel meneur, *russiste* aujourd'hui, boche avant-hier, semant l'or anglais en 1789 et déjà l'or russe en 1840, attisant le mécontentement des masses et le mettant à profit pour les jeter dans la politique. Fanatisées par ses perfides discours, elles sortent de la légalité et sont les premières victimes de leurs violences. C'est lui, nous le savons aujourd'hui, qui précipita la canaille à l'assaut de la Bastille, lui qui

profita du dépit de quelques esclaves noirs, peut-être trop sévèrement punis, pour nous faire perdre Saint-Domingue ; lui qui finança la conspiration des Quatre Sergents[7], les journées de juin 1848, les nombreuses grèves de la fin du siècle et pour finir les mutineries de 1917. Comment déjouer ses ruses ? Comment le réduire enfin à l'impuissance ? M. Altman nous le dit : « Si une démocratie sociale hardie savait ôter aux staliniens le monopole de la défense des travailleurs, nous n'en serions pas là. » Voilà qui ne nous rajeunit pas : depuis cent soixante-deux ans, ni le remède ni le mal n'ont changé. Et la hardiesse démocratique de M. Altman n'est pas sans rappeler le progressisme prudent de ce comte de Morny qui, dès janvier 1898, écrivait dans la *Revue des Deux Mondes :* « Le communisme mine sourdement les bases des sociétés et des gouvernements. Des concessions modérées, des réformes intelligentes, une étude consciencieuse des questions financières et sociales, le zèle pieux des classes riches en faveur des classes pauvres en même temps qu'une résistance courageuse aux factions empêcheront-ils les maux qui nous menacent ? Voilà la véritable question. »

Va pour la démocratie sociale hardie : concessions modérées aux syndicats, zèle pieux des patrons pour les travailleurs, résistance hardie aux factieux *séparatistes*. Mais où en sont les éléments ? Où est l'équipe politique qui appliquera le programme ? Où la majorité qui la portera au pouvoir ? M. Altman n'est pas dupe : il sait pertinemment qu'il faut des années avant qu'un groupe politique prenne assez d'influence pour se faire représenter à l'Assemblée. Or il est convaincu que c'est la guerre *demain*, la guerre provoquée par les Russes et la guerre perdue si l'on ne trouve un moyen de soustraire les masses *dès aujourd'hui* à l'influence du Parti. Pauvre M. Altman, vous pensez qu'il les

connaît, depuis trente ans, les communistes ; il sait bien qu'ils ne lâcheront pas le morceau. Alors, quelquefois, son raisonnement favori se retourne tout seul dans sa tête et il se dit : puisque le parti D.S.H. (démocratique, social, hardi) n'est pas encore au pouvoir, est-ce qu'il ne faudrait pas reconnaître que le P.C. est, dans le moment présent, le seul représentant *possible* des électeurs ouvriers ? Ces jours-là, j'aime autant vous dire qu'il a le sommeil léger, M. Altman ! Car il fait partie d'un groupe assez étendu qui est à la guerre prochaine ce que l'Association des Anciens Combattants était à celle de 1914, l'Amicale des Futurs Fusillés. Ils m'ont souvent invité à leurs banquets mais je n'ai pas pu prendre sur moi d'y aller et de partager leur gaieté virile et funèbre. « Venez donc, disaient-ils, vous êtes des nôtres ! » Mais, si la prochaine guerre éclate, je vois tant de raisons pour que nous y laissions tous notre peau que je ne vais pas perdre mon temps à dénombrer celles qui me sont particulières.

Là-dessus, le 4 juin, l'or de mille trompettes : la proportion des grévistes est de 2 %. M. Altman exulte, il se sent revivre. 2 % ! Enfin l'ouvrier a compris, il est las de tirer les marrons du feu pour l'URSS et marque sa défiance au Parti qui voulait le dresser contre les institutions républicaines ; rassasié de violence, il retourne à son jardinet de banlieue, à la douceur tant vantée de ses mœurs. Aussitôt tout le monde s'offre à le guider. F.O. lui ouvre les bras, M. Altman en vient à se demander sérieusement s'il ne pourrait pas lui refiler sa D.S.H.

Beaux enfants, chers rats visqueux[8], vous courez à la guerre ! Vous pouvez m'en croire. C'est un rat visqueux qui vous parle. Vous courez à la guerre et vous nous y entraînez. L'indifférence des ouvriers ne freine pas le glissement au massacre : elle l'accélère ; si elle devait être définitive, vous pourriez cirer vos bottes[9]. À force

de chercher les poux du parti communiste, vous êtes devenus myopes ; et vous déplorez si souvent que le P.C. « ait le monopole de la défense des travailleurs » que vous avez fini par croire que ce privilège lui venait du hasard. C'est le parti, dites-vous, des hystériques, des assassins et des menteurs, il excite à la haine et ses ruses sont si grossières que vos journaux, chaque matin, les déjouent sans effort. Il faut donc que le prolétariat tout entier soit criminel, menteur et hystérique. Sinon, comment expliquer qu'il demeure communiste ? Le nez de Staline, peut-être ? S'il eût été plus court… ?

Dût-on empoisonner leur lâche soulagement il faut rappeler ces âmes troublées à la décence et leur remettre en mémoire quelques vérités déplaisantes : qu'on ne peut combattre la classe ouvrière sans devenir l'ennemi des hommes et de soi-même, mais que, s'il plaît au P.C. et quand vous ne lèveriez pas même le petit doigt, la classe ouvrière sera contre vous ; qu'il ne suffit pas pour devenir traître que les communistes vous accusent de trahir ; mais qu'il faut alors garder la tête claire car le dépit, la haine, la peur peut-être et les sourires de droite peuvent du jour au lendemain vous faire choir dans la trahison ; qu'il ne faut point compter, enfin, sur la liquidation du P.C. : il est vrai que le prolétariat le boude un peu, ces temps-ci, mais c'est une petite affaire et qui restera entre eux, déjà le Comité central en a tiré la leçon. Voilà la situation : vous n'y pouvez rien, moi non plus. Si vous la trouvez trop dure, ouvrez le gaz ou pêchez à la ligne ; mais ne commencez pas à tricher sinon vous finirez, comme un que je connais, par prêcher la guerre au Carnegie Hall et par dégoûter les Américains eux-mêmes. Quand vous avez appris la manifestation contre Ridgway, vous nous avez fait montre d'une indignation sans bornes : tout était là, tout ! tous les intolérables défauts communistes : l'illégalité, la violence et

cette manie néfaste de mobiliser les travailleurs syndiqués sur des mots d'ordre politiques. Eh bien, j'ai peur que vous ne trichiez : ce vice incurable, que vous reprochez au P.C., je me demande si ce n'est pas tout simplement la nature singulière du prolétariat.

Les faits sont là : la manifestation, la grève manquée qui a suivi, les élections partielles, chez Renault puis à l'Assemblée ; lignes un peu brouillées, contradictoires en apparence. N'importe, laissons-les parler. Ils vous diront peut-être si vous êtes des traîtres ou tout simplement des rats visqueux[a]. Ils vous diront, en d'autres termes, dans quelle mesure le P.C. est l'expression *nécessaire* de la classe ouvrière et dans quelle mesure il en est l'expression *exacte*.

I. LA MANIFESTATION DU 28 MAI

1° Tirer les marrons du feu pour l'U.R.S.S.

« L'ouvrier s'est lassé d'être le jouet de Moscou. Il a refusé de prendre part à la manifestation parce qu'il en désapprouvait le principe. » Qu'en savez-vous ? L'avez-vous *de vos oreilles* entendu se plaindre ? C'est *nous* qui voyons partout la main de Moscou. Je ne dis pas que nous ayons toujours tort ; mais l'ouvrier n'est pas fait comme nous. C'est un « grand interprétant » comme le bourgeois mais son manichéisme est à l'inverse du nôtre : lui, c'est l'or de l'Amérique qu'il découvre derrière tous nos gestes. Dire qu'il *s'est aperçu* qu'on abusait de lui, c'est supposer que notre système d'interprétation s'est substitué au sien. Est-ce que M. Robinet *s'est aperçu* qu'il était le jouet des États-Unis ? Et M. Altman ? Au reste le P.C. français n'a jamais caché qu'il alignait sa politique sur une politique générale dont les directives s'élaboraient au Komintern

puis au Kominform. Dans les thèses votées par le III[e] Congrès mondial de la III[e] Internationale, on lit que « le Parti dans son ensemble est sous la direction de l'Internationale communiste ». Et que « les décisions de l'Internationale communiste sont obligatoires pour le Parti et pour chacun de ses membres ». Or, à cette époque (1921), sur les cinq membres du « Présidium du Comité exécutif », trois étaient russes, un allemand et un hongrois. Cela n'empêcha pas, après le Congrès de Tours, 130 000 socialistes français de former le parti communiste, tandis que 30 000 restaient avec Blum. Au reste, les différences profondes qui séparent le P.C. italien du parti français prouvent qu'une large initiative est laissée aux dirigeants régionaux. Vous prétendez que cette politique sert exclusivement les intérêts de l'U.R.S.S. Mais vous avez beau jeu de le faire. Il faut voir, en effet, que la III[e] Internationale est née d'un besoin d'autorité. L'échec du mouvement pacifiste de 1914, l'impuissance des ouvriers et la collusion des chefs socialistes avec le gouvernement bourgeois de l'union nationale inclinaient les militants au rigorisme. Les congrès de la II[e] internationale « n'étaient que des assemblées académiques se terminant par des résolutions sans valeur », à tous les échelons de la S.F.I.O. c'était l'anarchie. Or, la plupart des militants étaient convaincus que « la lutte des classes entrait dans sa période de guerre civile ». Ils avaient donc le désir de forger un nouveau parti qui fût une arme. Autorité, efficacité, hiérarchie, voilà ce qu'ils demandèrent à la III[e] Internationale ; et sans doute préféraient-ils suivre les directives d'étrangers qui avaient vaincu la bourgeoisie de leur pays plutôt que d'obéir à des Français qui avaient collaboré avec la bourgeoisie française. Ce que souhaitaient les 130 000 adhérents du P.C., ce qu'ils réalisèrent, ce fut la *centralisation démocratique*, sorte de mobilisation totale et permanente qui assurait à chacun le

maximum d'efficacité. Dès cette époque, les dirigeants se défendaient contre les deux reproches qu'on ne cessa de leur faire par la suite : « Il faut que la centralisation s'accomplisse de telle sorte qu'elle soit pour les membres du Parti un renforcement… de leur activité… Autrement, elle apparaîtrait aux masses comme une simple bureaucratisation du Parti. » Et « les cris sur la dictature de Moscou sont un moyen de diversion banal[b] ». Seulement l'appareil ainsi conçu est, par essence, ambigu. Car si l'action ouvrière est menée à l'échelle internationale par un parti centralisé, ses mots d'ordre, quel que soit leur but, apparaîtront en tel ou tel secteur local comme des impératifs abstraits ; chaque prolétariat régional sera traité comme le moyen de cette fin inconditionnée qu'est la Révolution mondiale et, à défaut d'une connaissance minutieuse de tous les événements — qui n'est possible qu'à l'historien et rétrospectivement —, c'est la confiance seule qui décidera qu'on n'a pas été joué et que les sacrifices consentis étaient légitimes. Comme toujours, les faits ne disent ni oui ni non : après Pearl Harbor, le parti communiste des États-Unis demanda à ses adhérents Noirs de mettre une sourdine à leur campagne antiraciste : inutile d'alimenter la propagande nazie. Beaucoup de Noirs étaient entrés au Parti parce qu'il était seul à les défendre : ils se jugèrent sacrifiés et le quittèrent. On ne peut les en blâmer : mais quel était le but final du mot d'ordre ? Visait-il uniquement les intérêts de l'URSS ou ceux de l'Europe et du monde ? Pour en décider il faudrait soutenir d'abord que le conflit de 1940 ne fut qu'une guerre impérialiste. C'est ce que pensent en effet les trotskystes et ils sont conséquents puisqu'ils condamnèrent la Résistance en 1942. Mais les résistants de gauche auraient mauvaise grâce à les suivre. De toute façon, on ne tranchera la question qu'après avoir pris position sur des questions beaucoup

plus vastes et, pour finir, sur celle de la valeur de la Révolution russe et du marxisme.

On l'a vu justement en 1921. Depuis la guerre, les socialistes français avaient tendance à revenir au pacifisme absolu qui était, malgré l'échec de 1914, demeuré dans la tradition française. Lénine voulait qu'ils fissent une distinction entre les guerres impérialistes et les guerres révolutionnaires. Les anarchistes d'extrême gauche s'y refusèrent longtemps : étant pacifistes intégraux, ils réclamaient le droit de crier : « À bas toutes les armées, y compris l'Armée Rouge. » Qui avait raison ? Cela dépend évidemment de la *valeur* de l'U.R.S.S. pour la Révolution, donc de la valeur de la Révolution en U.R.S.S. Et vous pourrez, selon vos convictions, montrer que l'existence de Lénine brise une tradition profonde de la vie socialiste française, qu'elle introduit par la force une exception absurde au centre d'un système cohérent, ou que la situation qui légitimait le pacifisme absolu d'avant-guerre était largement dépassée depuis la Révolution d'Octobre. On se croirait engagé dans une des interminables discussions où s'opposent les philosophes optimistes et les disciples de La Rochefoucauld : on y passe en revue les actions humaines et chacun les explique selon ses vues ; celui-ci par des motifs altruistes, celui-là par des mobiles intéressés. Si ces disputeurs ne peuvent s'entendre, c'est qu'ils ont décidé *a priori* de la valeur humaine. Et si vous ne pouvez vous entendre avec les communistes c'est que vous vous êtes fait *a priori* une opinion sur la valeur de l'expérience russe.

En janvier 1918, Lénine écrit : « La République des Soviets restera un exemple vivant aux yeux des peuples de tous les pays et la force de pénétration révolutionnaire de cet exemple sera prodigieuse. » Et en mars 1923 : « Ce qui nous intéresse, ce n'est point cette *inévitable* victoire finale du socialisme. Ce qui nous

intéresse, c'est la tactique que nous devons suivre, nous, *parti communiste de Russie*, nous, pouvoir des Soviets de Russie, pour empêcher les États contre-révolutionnaires occidentaux de nous écraser. » Tout le problème tient dans ces deux textes. Pour un communiste convaincu, en effet, le socialisme doit nécessairement triompher puisque le capitalisme porte sa mort en lui. Cela veut dire que la Russie n'est pas l'unique chemin pour parvenir à l'issue finale. Née des antagonismes qui provoquèrent la guerre de 1914, elle peut disparaître : les antagonismes lui survivront et les nations capitalistes finiront par s'effondrer. En ce sens bien précis, la sauvegarde de l'U.R.S.S. n'est pas la condition *nécessaire* de la Révolution mondiale. Mais ces considérations ne sont pas *historiques :* historiquement, la chance du prolétariat, son « exemple » et la source de « la force de pénétration révolutionnaire », c'est l'U.R.S.S. Outre cela, elle est *en elle-même* une valeur historique à défendre, le premier État qui sans réaliser encore le socialisme « en contient les prémices ». Pour ces deux raisons, le révolutionnaire qui vit à notre époque et dont la tâche est de préparer la Révolution avec les moyens du bord et dans la situation historique qui lui est dévolue, sans se perdre dans les espoirs apocalyptiques qui finiront par le détourner de l'action, doit associer indissolublement la cause de l'U.R.S.S. et celle du prolétariat. Voilà du moins ce que pensait Lénine et ce qui ressort clairement des textes confrontés. Mais, d'un autre côté, l'U.R.S.S. apparaît comme la *chance historique* de la Révolution et non comme la condition *nécessaire* (au sens mathématique) ; il semble donc, en tous les cas, qu'elle pouvait être autre qu'elle est sans que l'avenir de la Révolution fût compromis, qu'elle pouvait, par exemple, exiger *moins* de sacrifices dans les démocraties de l'Est. Plus sa situation sera périlleuse, plus l'aide qu'elle demandera aux

prolétariats européens sera *pour elle* nécessaire ; mais plus ses exigences seront dures et plus elle tendra à passer aux yeux des démocraties populaires et des prolétariats comme une simple nation particulière. Ainsi, dans le cas le plus favorable, l'identification de l'U.R.S.S. et de la cause révolutionnaire ne sera jamais complète et les anticommunistes pourront toujours remontrer à l'ouvrier français qu'il « tire les marrons du feu pour Moscou ». Mais, inversement, il n'en pourra faire la preuve que *dans un cas :* s'il peut démontrer que les dirigeants soviétiques ne croient plus à la Révolution russe ou qu'ils pensent que l'expérience s'en est soldée par un échec. Il va de soi que, même si le fait était vrai, ce dont je doute fort, la démonstration n'en serait pas possible aujourd'hui[c]. En toute autre hypothèse le Politburo peut se tromper, faire fausse route, commettre des erreurs mortelles (la Révolution est inéluctable mais l'U.R.S.S. peut disparaître) ; quoi qu'il fasse, il ne sacrifiera pas le travailleur à la *nation russe*.

Dans la manifestation du 28 mai, nous trouvons une illustration parfaite du conflit d'opinion qui oppose irréconciliablement anticommunistes et communistes ; les uns et les autres sont imperméables à l'expérience parce que leur siège est déjà fait, mais les premiers, sensibles au sang répandu, n'ont vu qu'une sorte de violence cruelle et guerrière ; les autres ont pu la juger inopportune et maladroite : elle n'en demeure pas moins, à leurs yeux, un moment de la grande partie d'échecs que le prolétariat joue contre le capitalisme international.

2° « Moscou veut la guerre »

De toute façon, le vrai problème est ailleurs et ceux qui parlent de Moscou veulent nous égarer. Car ce n'est certes pas l'U.R.S.S.

qui a commandé cette manifestation. Elle inspire, je le veux bien, la politique des partis nationaux mais sur une très large échelle. Billoux[d], à son retour de Moscou[10], a écrit un article pour annoncer la rupture du P.C. avec « la bourgeoisie qui livre le pays à la colonisation du nouvel occupant ». Mais en admettant même qu'il lui ait été dicté — ce qui me paraît simpliste — les actes qu'il annonce sont autrement graves qu'un simple défilé, fût-il accompagné de bagarres ; la manifestation a dû être décidée avec les affaires courantes par le Bureau politique et sous sa responsabilité.

Et quel est son but, au fait ? Car la presse parle de troubles, de désordre, de haine mais sans donner la raison de tout ce tapage. « Son but ? — l'anticommuniste se divertit de ma candeur — mais voyons ! préparer la guerre ! » Évidemment ! Que n'y avais-je songé : le parti communiste et les Combattants de la Paix convient la population parisienne à manifester contre la guerre : c'est la preuve aveuglante que l'U.R.S.S. veut nous attaquer. Aveuglante, en effet, pour qui s'en rapporte à la doctrine de nos ministres : *si vis pacem, para bellum* [si tu veux la paix, prépare la guerre], d'où l'on déduit, par voie de conséquence logique, *si vis bellum para pacem*. Depuis la signature du pacte Atlantique, des images de quiétude champêtre sont communément associées à la vue d'un habit militaire ; et la rencontre inopinée d'un char d'assaut a sur les grands nerveux l'effet d'une potion calmante. Par contre, le civil est suspect, puisqu'il ne porte pas l'uniforme. Est-ce qu'il ne veut pas la paix ? Justement il la réclame à grands cris : plus de doute, c'est un factieux. Il est clair qu'il a choisi sa tenue pour nous offrir l'image décourageante du désarmement ; et ses appels à la concorde n'ont d'autre but que de désorganiser la défense. Vous rappelez-vous notre gêne quand, de temps à autre, la guerre froide

nous laissait un peu de répit ? On se demandait : qu'est-ce que ça cache ? Et hier encore, le général Clark[11] a été saisi d'angoisse quand il a vu qu'on ne se battait plus sur le front de Corée ; il a fallu cinq bombardements massifs pour le calmer. Il y a comme ça, depuis quelque temps, d'étranges silences qui font trembler le monde. Communiste ou non, l'homme qui veut la paix reste lié pour nous à ces malaises : il est forcément à la solde de l'ennemi. Que sera-ce si sa conduite s'inspire de la violence qu'il refuse ? Et je reconnais que le P.C. a la voix forte : il crie si fort sa volonté de paix que chacun croit sa dernière heure venue.

Mais vous, vous qui jouez les indignés, que faites-vous d'autre ? Est-ce que vous ne prétendez pas, vous aussi, désirer la paix ? Or, je cherche vos rameaux d'olivier et je ne vois que des bombes. Vous montrez, dites-vous, votre force pour n'avoir pas à vous en servir ? Mais faire montre de sa force, c'est déjà violenter. Pour obtenir la soumission d'un roitelet nègre, vous couvrez de vos bombardiers le ciel d'Afrique ; cette violence blanche est pire que l'autre : il s'inclinera sans que vous tiriez un coup de fusil mais vous aurez brisé sa volonté par la terreur. Voyez d'ailleurs, voyez le résultat de vos très pacifiques menaces : elles engendrent de très pacifiques réponses qui sont des massacres. Vous publiez le résultat de vos expériences atomiques et vous vous vantez de pouvoir raser Moscou en vingt-quatre heures : dans l'intérêt de la paix, bien sûr, et pour décourager l'agresseur éventuel. Mais le gouvernement soviétique, lui aussi, tient à décourager l'agresseur : il abat un avion suédois pour montrer que son espace aérien est inviolable. D'agression découragée en agression découragée, en Grèce, à Berlin, en Corée, à Paris même, des hommes meurent chaque jour ; et voilà votre Paix : la Paix par la peur. Si l'U.R.S.S. avait aussi peur que vous, votre paix serait déjà devenue la guerre.

Car l'U.R.S.S. veut la paix et le prouve chaque jour. Vos alliés américains répètent qu'on n'évitera le conflit qu'en s'armant à outrance. « L'U.R.S.S. ne nous inquiétera plus quand nous serons plus forts qu'elle. » Plus forts : capables de l'écraser si elle bronche. Admettons que vous ayez atteint ce degré de puissance : qui décidera qu'elle a bronché ? Quelles seront les limites de votre patience ? Faudra-t-il qu'elle envahisse un pays allié ou suffira-t-il qu'un État satellite emprisonne un cardinal[12] ? Le gouvernement américain affirme qu'il n'attaquera pas sans de très graves motifs. J'aimerais le croire. Mais les Russes ? Comment voulez-vous qu'ils le croient ? Comment se fier aux promesses d'un gouvernement démocrate qui n'est pas même capable d'arrêter le bras de ses généraux et qui, dans six mois, aura peut-être cédé la place à un gouvernement républicain ? Je ne doute pas, bien sûr, de la pureté des intentions américaines mais je sais malheureusement qu'un changement du potentiel militaire produit nécessairement un changement dans les esprits. Il n'est pas besoin de recourir aux analyses marxistes pour savoir qu'une nation, quelle qu'elle soit, a la politique étrangère de son armement : elle est toute proche encore l'époque très regrettée où les Américains détestaient la guerre parce qu'ils n'avaient pas de canons. Or, vous prétendez que les dirigeants soviétiques sont des monstres qui tiennent pour rien la vie humaine et qui peuvent déclencher la guerre d'un claquement de doigts. Alors *pourquoi n'attaquent-ils pas ?* Pourquoi n'attaquent-ils pas quand il en est temps encore, quand leur chasse est supérieure à celle de l'ennemi et quand il suffit de huit jours à leurs armées pour couvrir l'Europe ? « Parce que, dites-vous, ils ont peur de nos bombes atomiques. » Je comprends : ils attendent donc que le stock soit triplé et que l'Armée atlantique soit prête. Ô calcul admirable ! L'U.R.S.S. veut faire la guerre, dans

trois ans elle doit la perdre et elle ne la fait pas quand elle peut encore la gagner. Il faut que les gens de là-bas soient fous. À moins tout simplement qu'ils ne veuillent la paix.

La Paix ? Je vous vois réprimer un sourire : encore un neutraliste, un qui croit au Père Noël. — Parfait : vous, vous êtes un réaliste. On nommait *réalistes*, pendant la guerre de 40, les Français qui collaboraient avec l'armée allemande ; un *réaliste* aujourd'hui, c'est un Français qui croit que l'U.R.S.S. est le diable et qui se réfugie en criant dans les jupes de l'Amérique. Donc *vous savez, vous*, que les membres du Politburo sont des chiens enragés. Et qui vous l'a dit ? Quelles sont vos preuves ? Je choisis le plus fin des chroniqueurs du *Figaro*, M. Raymond Aron, et je lis ceci : « [le neutraliste]… se plaît à imaginer une Union soviétique strictement sur la défensive, inquiétée par les préparatifs américains, uniquement désireuse d'assurer sa sécurité. Il suffit de se rappeler la diplomatie menée par l'Union soviétique entre 1943 et 1947, alors que les Occidentaux multipliaient les efforts de collaboration, pour comprendre l'illusion sur laquelle est fondée l'attitude neutraliste[e] ». Il suffit, vous avez bien lu. Voilà les arguments qu'on nous oppose. On pense bien qu'Aron ne parle pas sérieusement : car enfin, j'ai beau considérer, comme il m'y invite, la « diplomatie » soviétique, je n'arrive pas à me déprendre de mes illusions. Elle n'est pas courtoise, cette diplomatie ; elle est brutale, sans scrupules, elle respire la méfiance et la haine. Visiblement l'U.R.S.S., mal informée sans doute, n'a pas pris au sérieux l'effort de collaboration des Européens. Elle prend des gages chaque fois qu'elle peut et, parfois, au risque d'accroître dangereusement la tension internationale[f]. Non ! je ne donnerai pas à l'U.R.S.S. un prix de vertu. Mais elle était invincible en Europe, le réarmement américain — de l'aveu même d'Aron — n'était pas commencé et

jamais elle n'a fait un geste susceptible de déclencher la guerre. Au reste, le parti communiste collaborait avec les partis bourgeois dans les démocraties de l'Ouest et son mot d'ordre était : *produire*. Si vous accusez l'URSS d'avoir, *à partir de 47*, saboté la reconstruction européenne, reconnaissez, du moins, qu'elle la stimulait *auparavant*. Et si dans ce sabotage vous voyez une preuve de ses intentions belliqueuses, alors, pour l'amour de la logique, voyez dans le stakhanovisme de Marcel Paul[13] une preuve de ses intentions pacifiques.

Il me semble, au contraire, que l'attitude présente de l'U.R.S.S., ses hésitations et le double sens de sa diplomatie ont été parfaitement définis vingt ans à l'avance par un article de Lénine publié dans la *Pravda* le 2 mars 1923 (*Œuvres complètes*, II, p. 1041) :

> … Il ne nous sera pas facile de tenir jusqu'à la victoire de la révolution socialiste dans les pays les plus avancés… Ce système des rapports internationaux est maintenant tel qu'en Europe l'un des États — l'Allemagne — est asservi par les États vainqueurs. Ensuite une série d'États et, disons-le, parmi les plus vieux d'Occident, se trouvent, à la suite de leur victoire, dans des conditions telles qu'ils peuvent se servir de cette victoire pour faire une série de concessions à leurs classes opprimées, concessions qui, bien que médiocres, retardent le mouvement révolutionnaire dans ces pays et créent un semblant de « paix sociale ».
>
> En même temps toute une série de pays — les Indes, l'Orient, la Chine — précisément du fait de la dernière guerre impérialiste se sont trouvés définitivement jetés hors de l'ornière. Leur développement s'est orienté définitivement dans la voie générale du capitalisme européen. Dans ces pays a commencé la fermentation qui travaille toute l'Europe. Et il est clair maintenant pour le monde entier qu'ils se sont lancés dans une voie de développement qui ne peut manquer d'aboutir à une crise de l'ensemble du capital mondial.

Nous sommes donc à l'heure actuelle placés devant cette question : saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'à ce que les pays capitalistes d'Europe occidentale aient achevé leur développement vers le socialisme ? Mais ils n'achèvent pas leur développement comme nous le pensions auparavant. Ils l'achèveront, non par une « maturation » régulière du socialisme chez eux mais par l'exploitation de tels États par tels autres, par l'exploitation du premier État vaincu dans la guerre impérialiste, exploitation jointe à celle de tout l'Orient… L'Orient est entré… définitivement dans l'orbite du mouvement révolutionnaire mondial.

Quelle tactique cette situation impose-t-elle à notre pays ? Évidemment la suivante : nous devons faire preuve de la plus grande prudence afin de conserver notre pouvoir ouvrier, de maintenir dans son autorité et sous sa direction notre petite et toute petite paysannerie… Nous avons ce désavantage que les impérialistes sont parvenus à scinder le monde en deux camps ; et cette scission se complique du fait que l'Allemagne, pays où la culture capitaliste est réellement avancée, ne saurait que difficilement se relever aujourd'hui… D'autre part l'Orient tout entier… est placé dans des conditions où ses forces physiques et matérielles ne sauraient aucunement soutenir la comparaison avec les forces physiques, matérielles et militaires de n'importe quel État beaucoup plus petit de l'Europe occidentale.

Pouvons-nous conjurer le choc futur avec ces pays impérialistes ? Pouvons-nous espérer que les antagonismes et les conflits internes entre les pays impérialistes prospères de l'Occident et les pays impérialistes prospères de l'Orient nous laisseront une trêve pour la deuxième fois, comme ils l'ont fait pour la première fois lorsque la croisade entreprise par la contre-révolution occidentale pour venir en aide à la contre-révolution russe échoua par suite des contradictions qui existaient dans le camp des contre-révolutionnaires ?…

Il me semble qu'il faut répondre à cette question en ce sens que la solution dépend ici d'un trop grand nombre de facteurs, que ce qui permet en somme de prédire l'issue de la lutte, c'est le seul fait que l'immense majorité de la population du globe est en fin de compte instruite et éduquée pour la lutte par le capitalisme lui-même.

> L'issue de la lutte dépend finalement de ce que la Russie, l'Inde, la Chine, etc., forment l'immense majorité de la population du globe… à cet égard il ne saurait y avoir l'ombre d'un doute quant à l'issue finale…
>
> Mais ce qui nous intéresse, ce n'est point cette inévitable victoire du socialisme. Ce qui nous intéresse, c'est la tactique à suivre pour empêcher les États contre-révolutionnaires occidentaux de nous écraser. Pour que nous puissions subsister jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire et nationaliste, entre les pays les plus civilisés du monde et les pays arriérés comme ceux de l'Orient et qui forment cependant la majorité — il faut que cette majorité ait le temps de se civiliser. Nous aussi nous manquons de civilisation pour passer directement au socialisme encore que nous en ayons les prémisses politiques…

(Suit un plan d'ensemble pour l'économie intérieure de l'U.R.S.S.)

Qu'y a-t-il de changé depuis ce texte admirable de lucidité ?

— L'U.R.S.S. s'est industrialisée. Mais l'effort colossal des U.S.A. tend à maintenir l'écart entre la production de l'Ouest et celle de l'Est.

— Le mouvement révolutionnaire chinois s'est achevé par une révolution. Mais l'industrialisation de la Chine n'a pas même commencé. L'Inde est restée en dehors du mouvement : des conflits peuvent y naître d'un jour à l'autre, qui profiteront à l'U.R.S.S. Mais nous n'en sommes pas là.

— On ne saurait, en 1952, parler de prospérité comme après 1918. Ni non plus de paix sociale. Mais la classe ouvrière est en reflux et les gouvernements bourgeois ont la décision ferme de réprimer les troubles sociaux par tous les moyens. L'action centralisatrice de l'impérialisme américain empêche

provisoirement les conflits nationaux et internationaux de s'aggraver. Il semble que les Russes aient compté sur une crise économique des U.S.A. qui ne s'est pas encore produite.

Dans l'ensemble, une réelle disproportion demeure entre le bloc oriental et le bloc occidental. Bien que les U.S.A. et la Chine soient pratiquement en état de guerre, cette guerre entre un pays encore très arriéré économiquement et le plus « civilisé » des États capitalistes ne ressemble en rien à celle que Lénine a prédite et dont il attendait qu'elle portât des coups décisifs au capitalisme. En un mot, si l'on essaie d'imaginer, en se référant à cet article, ce que son auteur pourrait écrire sur la politique à tenir par l'U.R.S.S. aujourd'hui, il semble manifeste qu'il en eût répété les phrases clés : « Nous devons faire preuve de la plus grande prudence… Pouvons-nous conjurer le choc futur avec les pays impérialistes ? Pouvons-nous espérer que leurs antagonismes nous laissent une trêve pour la troisième fois ?… La solution dépend d'un trop grand nombre de facteurs pour qu'on puisse rien prédire… Mais l'issue de la lutte ne fait pas de doute. »

Je ne vois pas que Staline ait suivi d'autre politique. On voit d'abord le gouvernement soviétique mépriser la Société des Nations, cet instrument de l'impérialisme bourgeois, puis, à partir du moment où le Japon et l'Allemagne hitlérienne commencent à l'inquiéter, se rapprocher de la S.D.N., soutenir à Genève la théorie de la paix indivisible et se ranger du côté des nations « conservatrices » contre les nations « prolétaires ». C'était l'époque où Staline déclarait : « Nous ne souhaitons pas un pouce du territoire d'autrui et nous ne permettrons à personne de s'emparer d'un pouce de notre territoire. » L'U.R.S.S. ira jusqu'à signer un pacte d'assistance mutuelle avec la France. Jusqu'à Munich, elle jouera le jeu des démocraties, se bornant à leur recommander plus

de fermeté. L'attitude du P.C. français, considérée en liaison avec la politique extérieure de l'U.R.S.S., est très significative. De 1928 à 1930, craignant que les puissances capitalistes ne lançassent une attaque contre la Russie soviétique, il établit son programme de lutte contre la guerre impérialiste et définit les principales mesures à exécuter en cas de conflit. À partir de 1935 jusqu'à 1938, devant la menace intérieure et extérieure du fascisme, l'unité d'action avec les socialistes est envisagée puis réalisée. On sait la colère et les appréhensions de l'U.R.S.S. après Munich, « la tentative des réactionnaires d'Angleterre et de Rome pour s'unir avec les fascistes d'Allemagne et d'Italie sur le dos de l'Union soviétique ». Il est certain que l'U.R.S.S. a craint l'encerclement et la guerre. Vainement les gouvernements anglais et français, devant l'urgence du danger, sollicitent en 38-39 l'alliance russe. La méfiance des Soviets ne désarmera pas : ils sont convaincus que l'Allemagne est à la croisée des chemins et que, selon le jeu des alliances, elle se jettera sur ses voisins de l'Ouest ou sur ceux de l'Est. Ribbentrop et Molotov signent le pacte germano-russe. On a tout dit sur le procédé et il est certain qu'il manque de délicatesse : mais qui peut nier que la Russie, à défaut de la paix du monde, entendait préserver *sa* paix. Il faudra que l'Allemagne l'attaque, en 1941, et les premières opérations semblent indiquer que l'armée soviétique n'était pas entièrement préparée au choc. Après 1944, l'effondrement de l'Allemagne réveille la hantise de la croisade antisoviétique. L'U.R.S.S., par tous les moyens, par toutes les politiques, tente de se protéger. À partir de 1947, les P.C. européens sont éliminés des postes de commande ; nouveau raidissement soviétique. J'ai beau chercher, je ne trouve au cours de ces trois décennies aucune volonté d'agression chez les Russes ; je vois une nation méfiante et traquée, qui se rappelle encore

l'intervention alliée de 1918 et la mise en quarantaine qui a suivi, une nation qui préférera tout à l'écrasement, même une guerre mondiale, mais qui cherche par tous les moyens à faire l'économie de cette guerre ; grossière, oui, et méprisante et irritable et méchante à l'occasion : mais quoi, s'il est vrai que les partis révolutionnaires, en se réclamant d'elle, ne contribuent guère à calmer les esprits, inversement les injures dont on l'abreuve dans les démocraties bourgeoises, les répressions policières et, dans les pays fascistes, l'extermination systématique des chefs communistes ne pouvaient qu'accroître la tension. Car c'est, en même temps, l'U.R.S.S. que les bourgeois détestent dans les communistes et les communistes qu'ils détestent dans l'U.R.S.S. Ce qui n'est pas douteux, en tout cas, c'est que notre hantise de l'agression russe correspond exactement à la hantise russe de l'encerclement.

Qu'on ne s'y trompe pas : si l'U.R.S.S. perdait un jour tout espoir d'éviter la guerre, elle déchaînerait le conflit elle-même. Et qui pourrait l'en blâmer ? Mais ses dirigeants sont aussi divisés que les nôtres. Dès 1946, Molotov croyait la guerre inévitable. L'affaire yougoslave a montré qu'il n'avait pas entièrement convaincu ses collègues, dont certains, semble-t-il, pensent que le conflit pourra être retardé jusqu'à ce qu'une crise décisive vienne ébranler le monde occidental ; les résistances allemandes, les réticences anglaises, les fluctuation de l'opinion en France et en Italie, l'enlisement des Américains en Corée[14], l'agitation du monde arabe, la guerre du Viet-minh, autant de cartes qui restent à jouer. Selon la conjoncture internationale et, peut-être aussi, selon les rapports de force du Politburo, l'une ou l'autre de ces conceptions prévaut, toujours tempérée par celle de la minorité.

Ces alternances se reflètent dans la politique du P.C. et c'est dans ce climat qu'il faut replacer la manifestation du 28 mai. On l'a

fréquemment rapprochée de l'article publié par Billoux après son voyage en U.R.S.S. Or, cet article, comme Gilles Martinet l'a bien montré dans *L'Observateur*, plutôt qu'un « tournant » du Parti, annonçait un retour à la ligne de 1950. Cette année-là, au XII[e] Congrès du Parti, Thorez dénonçait « les gouvernants marshallisés qui sont inféodés aux capitalistes américains… et… qui recourent contre la classe ouvrière aux méthodes de l'assassinat et de la terreur ». En septembre 1951, au contraire, Jacques Duclos[15] déclarait à la session du Comité central : « Patrons et ouvriers peuvent parfaitement se trouver dans le même camp pour la reconquête de l'indépendance française. » Et, en mai 1952, Billoux reprend les thèmes de Thorez : « La défense de l'industrie française ne peut pas être entreprise dans une "union nationale" des ouvriers, des classes moyennes et des industriels. » Ainsi revient-on simplement à l'intransigeance de 1950, pour faire retour, un mois plus tard, avec le rapport de Fajon au Comité central (19 juin 1952), à la tendance Duclos : le patronat n'est pas homogène, beaucoup d'industriels français sont menacés de ruine par la politique d'armement ; l'article de Billoux[16] a été mal compris, il faut abandonner le sectarisme, tendre la main aux masses paysannes, aux classes moyennes, aux intellectuels et « à ceux des patrons que lèse la domination américaine ». L'oscillation cette fois est plus rapide et plus ample : Billoux était allé plus loin que Thorez, Fajon va plus loin que Duclos. Il semble que le pendule s'affole. On a dit que ses périodes correspondaient au rythme de la situation internationale ; mais ce n'est pas tout à fait exact : en avril 1950, il est vrai, Thorez déclare que « la paix ne tient qu'à un fil » mais la guerre de Corée n'a pas encore éclaté (savait-il qu'elle était proche ?) et le réarmement américain date de l'automne suivant ; en septembre 1951, on enregistre une légère

détente par rapport au mois de janvier, pourtant les mêmes menaces pèsent sur le monde : le réarmement allemand est décidé, les négociations d'armistice, en Corée, traînent en longueur, la victoire des conservateurs, aux élections anglaises, est donnée pour acquise, la conférence d'Ottawa[17] va s'ouvrir. Quant aux deux dernières oscillations, elles ont lieu dans la même atmosphère menaçante et tendue, et ce double coup de théâtre ne s'accompagne d'aucune modification sensible de l'attitude soviétique, qui reste assez ambiguë. Au reste, on ne trouverait rien d'analogue en Italie pour la même période et il est frappant que Togliatti[18], quelques jours après la publication de l'article de Billoux, ait fait proposer par Nenni à De Gasperi[19] un front commun contre les monarchistes et néo-fascistes. Cela seul suffirait à exclure l'idée d'une orchestration des mouvements communistes nationaux[g] Les oscillations de la politique communiste en France sont la caractéristique du P.C. français qui, pour des raisons que j'expliquerai plus loin, reproduit en les amplifiant les alternances russes : leur rythme, leur périodicité, leur ampleur, dépendent au moins de trois facteurs : la conjoncture internationale, la vie intérieure du Politburo, la vie intérieure du Comité central français. La manifestation du 28 mai est décidée dans un climat de pessimisme. C'est un suprême effort en faveur de la paix ; mais déjà on n'y croit plus, c'est ce qui explique la volonté d'échec et le recours à la violence. Le P.C. s'attend au pire : « Aucun pays capitaliste, a dit Staline en 1927, ne saurait se lancer dans une guerre d'envergure sans avoir préalablement assuré ses arrières, sans avoir « maté » ses ouvriers, « ses » colonies. Persuadé qu'il sera dissous, le Parti envisage déjà de rentrer dans la clandestinité. Le rapport de Fajon fait explicitement allusion à ce défaitisme : « Toutes les activités du

Parti doivent poursuivre au grand jour leur travail de masse », dit-il, comme s'il voulait à la fois rassurer les militants et désavouer les conclusions trop hâtives. Quand le Bureau politique décide la manifestation, peu lui importe que la population parisienne s'y rende ; il sait déjà que l'ordre ne sera pas suivi[h] : « Ce fut, dit Pierre Thibault dans *France-Soir*, une action concertée de commandos allant sur ordre à une bataille perdue d'avance. » Bataille perdue d'avance : c'est vrai, la manifestation *devait échouer*. Mais il est vrai aussi que les victoires du prolétariat sont à long terme et naissent souvent de batailles perdues dans l'immédiat. Ce que nous ne pouvons guère comprendre, nous autres bourgeois qui ne voulons conserver que le souvenir de nos demi-victoires, c'est la longue patience de l'ouvrier et ce mélange de fatalisme, de désespoir et de courage qui, sous la pression d'une situation intolérable, lui fait parfois entreprendre un combat où il est presque sûr d'être vaincu. En décidant contre la chance cette absurde « journée », le P.C. s'inspirait malgré tout de la tradition ouvrière.

Mais surtout il *interprétait* le pacifisme foncier des masses, et vous mentez sciemment quand vous félicitez l'ouvrier de ne pas s'être laissé mobiliser pour des intérêts qui ne sont pas les siens. Un des sentiments les plus profonds et les plus simples du prolétariat, une des données immédiates de sa conscience de classe, c'est cette saisie de soi-même comme pur *être-là* sans relation de solidarité avec le tout social. Il n'est pas intégré à la société, il réside *à côté d'elle*, dans une semi-ségrégation qu'on lui impose et qu'il finit par revendiquer. En période de tension internationale, ses liens sociaux se relâchent encore, quand partout ailleurs ils se resserrent ; comment pourrait-il se mettre au niveau de la tension psychique et sociale de la petite bourgeoisie qui l'entoure ? Ce contraste entre le manque d'intérêt et la

surexcitation universelle l'incline au pacifisme. Et le pacifisme inversement est *d'abord* la réaffirmation de la solitude ouvrière au milieu d'une société d'*exploitation*, puis, *seulement après*, une déclaration de solidarité avec la classe ouvrière de la nation ennemie. Pendant que les autres classes projettent de l'autre côté de la frontière leur propre société, mais en la changeant de signe et comme image diabolique de la Société, l'ouvrier se projette lui-même et sans changement de signe, car sa négation de lui-même c'est la classe bourgeoise de son pays. Ainsi l'attitude la plus simple, la plus proche de la spontanéité, celle qui exprime le mieux son sentiment, c'est l'internationalisme. Les plus vieux ouvriers se souviennent peut-être de l'appel lancé en janvier 1906 par le Comité confédéral de la C.G.T. : « *Guerre à la guerre*. Travailleurs… la guerre est à la merci du moindre incident. La presse sait ces choses… et elle se tait. C'est parce qu'on veut mettre le peuple dans l'obligation de marcher, prétextant l'honneur national, la guerre inévitable parce que défensive. Or, le peuple ne veut pas la guerre… La classe ouvrière n'a aucun intérêt à la guerre. Elle seule en fait tous les frais — payant de son travail et de son sang. C'est donc à elle qu'il incombe de dire tout haut qu'elle *veut la paix*. »

Nous l'avons vu, la constitution en *nation* de la Révolution russe a quelque peu compliqué les choses. En demandant au prolétariat de faire une exception dans son antimilitarisme, le P.C. introduisait une contradiction qui devait, finalement, brouiller toutes les cartes et priver le sentiment spontané de son expression. Dès 28, on a voulu dériver au profit de l'U.R.S.S. la puissance *sacrée* de certains mots, de certaines situations. Au lieu d'expliquer à l'ouvrier les liens de solidarité réelle et indissoluble qui l'unissaient à l'U.R.S.S., on fit de l'U.R.S.S. la patrie socialiste du travailleur et, de l'ouvrier, le soldat de l'U.R.S.S., combattant de

derrière les lignes. En même temps, les techniques de lutte contre la guerre se perfectionnèrent et du coup se militarisèrent : à la solennelle et vague « grève générale », le P.C., instruit par l'échec de 1914, voulut substituer des sabotages, une propagande défaitiste et illégale, etc. Déjà, vers 28-30, la classe ouvrière parut déconcertée et la « Journée rouge internationale contre la guerre » fut un échec (1er août 1929) assez semblable à celui du 28 mai 1952. Aujourd'hui, comme on pouvait s'y attendre, l'internationalisme, qui suppose la juxtaposition inorganique des masses (elles sont *à côté* les unes des autres et séparées par les frontières, aucune ne commande, les assemblées de leurs représentants sont parlementaires), a éclaté sous l'action de la *centralisation*. Le principe de la 57e « thèse de septembre 1921 » : « le Comité directeur du Parti est responsable devant le Congrès du Parti *et* devant la direction de l'Internationale communiste » pourrait s'exprimer symboliquement par cette phrase : L'ouvrier a deux patries, la sienne et la République des Soviets russes. Dans le fond, l'apparition des patries achève le cloisonnement horizontal. Le P.C., à l'échelle internationale, se donne une articulation aussi forte que dans chaque pays singulier : pas plus que les cellules les nations ne communiquent entre elles sinon par l'intermédiaire de l'échelon supérieur. Mais par-delà ces cloisonnements destinés à resserrer les liens et à asseoir l'autorité du pouvoir central, l'intérêt du prolétariat et celui de l'U.R.S.S. demeurent identiques : on se prive des arguments de Griffuelhes[20], qui portaient si bien au cœur des syndicalistes. (« Défendre le sol de la patrie ? Je n'y vois pas d'inconvénient à la condition que le défenseur soit propriétaire de ce sol. » Enquête du mouvement socialiste, août 1905.) Mais il faut reconnaître aussi que la nouvelle propagande vise à émanciper l'ouvrier, à lui fournir immédiatement un moyen de sortir de soi,

un lien de transcendance avec l'Autre — malheureusement sous la forme de l'impératif kantien et du devoir militaire. Le langage adopté est, lui-même, militaire : « [Cette journée de 1929] marquera le passage du prolétariat à la contre-offensive sur le front international… » Mais derrière cette langue de communiqué et par des mots empruntés aux propagandes des nationalistes, une sorte de sous-conversation se continue entre un prolétariat demeuré foncièrement pacifiste — simplement parce que sa situation est de l'être — et des militants qui, derrière leur appareil idéologique et verbal, le sont peut-être demeurés, eux aussi. Bref, c'est un des graves symptômes de *l'aphasie* comme phénomène international : on communique par le langage ; mais contre lui les cadres et les troupes usent de mots qui mentent mais s'entendent tacitement pour restituer la vérité. On parle aux vieux syndicalistes de la contre-offensive du prolétariat et ils entendent une vieille voix d'avant 1914 qui leur murmure : « Travailleurs… En Allemagne comme en France la communion des idées est formelle sur ce point : le prolétariat des deux pays se refuse à faire la guerre. Donc, par notre action commune et simultanée, forçons nos gouvernements respectifs à tenir compte de nos volontés. » En un certain sens, la manifestation du 28 mai — qui fut plus le fait de militants entraînés qu'une manifestation spontanée — avait pour but de donner aux masses une représentation tragique de leurs aspirations profondes, un peu comme, selon Nietzsche, la représentation « figurée » dans la tragédie grecque reflète les plus profonds instincts du chœur.

Bref, il faut que nos beaux messieurs s'en persuadent : le prolétariat n'a aucune raison de se battre. Vous expliquez chaque jour à l'ouvrier que l'U.R.S.S. a trahi la révolution ; il en demeure surpris, il ne croyait pas que cela dût vous faire tant de peine ; et

pour tout vous dire il ne croit pas un mot de ce que vous dites ; quand *Le Figaro* publie des ragots d'office sur l'ambassade roumaine, cela divertit sûrement les douairières ; mais c'est que les douairières aiment les valets de chambre. Les ouvriers ne les aiment pas particulièrement. Si même il se trouvait, par quelque coup de folie, qu'un ouvrier lût régulièrement cette feuille et qu'il se laissât convaincre de la trahison soviétique, ce serait une raison, peut-être, de ne pas se battre dans les rangs de l'Armée Rouge, ce n'en serait certainement pas une de se battre contre elle. Mais si, direz-vous : pour délivrer l'infortuné prolétariat russe. Oui. Eh bien, j'ai l'impression que la propagande n'est pas encore tout à fait au point ; et je ne crois pas que vous enrôlerez beaucoup de gens si vous leur demandez de reprendre la croisade antibolcheviste que prêchait Hitler et de se ranger au côté de Tchang Kaï-chek[21] contre les Chinois de Mao Tsé-toung, au côté de Franco contre les Républicains espagnols, de Syngman Rhee[22] contre le peuple coréen tout entier, au côté des assassins de Beloyannis[23] contre les pères et les frères des déportés de Makronissos[24], au côté d'une oligarchie de colons contre les Tunisiens, les Malgaches et les Vietnamiens.

Vous vous êtes aperçus, je crois, que c'était beaucoup d'exigences ; et vous avez renoncé à endoctriner. Quand vous voulez, malgré tout, par acquit de conscience, produire quelques raisons de mourir pour les États-Unis, vous organisez des expositions d'art, des conférences et des concerts, bref vous livrez ce qu'on nomme depuis peu une « bataille culturelle ». Mais vous prenez grand soin de doubler le prix des entrées : pour être sûrs, du moins, qu'on « restera entre soi ». Ou bien vous promenez de Paris à Londres et à Berlin une brochette d'intellectuels pâles et doux comme des demoiselles qui récitent des compliments appris

sur la culture et la liberté. Mais qui donc voulez-vous qu'il persuade, cet orchestre féminin, à part le public des *Annales*[25] ? Elle est bien morte, la culture, quand les écrivains se mettent à la défendre au lieu de la faire. Quant à l'ouvrier, de toute façon, il s'en fout. Pour qu'il s'y intéressât, il eût fallu d'abord la lui donner, ensuite qu'elle parlât de ce qui l'intéresse. Une metteuse en plaques qui travaille dans une raffinerie doit servir un groupe de quatre machines et chaque machine remplit trente plaques en deux minutes et demie ; une plaque pèse huit cents grammes. Ainsi l'ouvrière transporte cent kilos toutes les deux minutes, environ vingt tonnes par jour. Allez lui demander, ou à son fils et son mari, expliquez-lui que c'est pour libérer les pauvres « metteuses en plaques » soviétiques qui n'ont pas le droit d'exprimer leur avis sur la peinture abstraite ou sur les théories de Lyssenko[26] ; faites-lui comprendre que les États-Unis vont mettre au point une bombe à l'hydrogène et préparent en douce l'admission de l'Espagne à l'O.N.U., tout exprès pour que les « metteuses en plaques » des démocraties occidentales puissent continuer à penser et à exprimer leur pensée en toute indépendance. N'ayez crainte : elle ne vous frappera pas ; elle est trop lasse. C'est vous qui vous indignerez contre elle et qui partirez en déplorant que le sens de la liberté se soit perdu en Europe.. Et pourtant elle souhaite, elle aussi, la libération. Mais la liberté qu'elle réclame ne ressemble pas à la vôtre ; et je crois qu'elle renoncerait volontiers à la liberté d'expression dont on fait si bel usage à la salle Gaveau si on la libérait du rythme lancinant des machines, de l'hétéronomie des tâches, du froid, du triste décor des usines. Tenez, pour qu'elle se sentît libre, plus libre qu'elle n'a jamais été, il suffirait — provisoirement — qu'elle pût, dans le même temps et pour le même salaire, transporter dix tonnes au lieu de vingt. Qu'attendez-

vous ? Vous auriez bien mérité de la culture. Vous dites que vous ne pouvez pas, qu'il faut de la patience et que les petits-enfants des metteuses en plaques seront délivrés par le progrès technique ? Parfait : alors, si vous voulez faire la guerre, attendez qu'ils soient nés. Et ne croyez pas convaincre leur future grand-mère en lui vantant les hautes payes américaines et la supériorité de la vie matérielle aux U.S.A. Que lui importent les comparaisons perpétuelles entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. ? Car il ne s'agira pas pour elle de travailler à Stalingrad ou à Chicago mais dans une France en paix ou en guerre. Vous autres, gribouilles, vous avez si peur du régime soviétique que vous faites tout ce qu'il faut pour en tâter. Car aujourd'hui c'est la paix, les Américains sont chez nous et les Russes en Russie, mais si demain c'est la guerre, les Américains seront en Amérique et ce sont les Russes qui seront chez nous. Les travailleurs le savent : dès le début des hostilités, ils perdront jusqu'à ce salaire misérable qu'on nomme le « minimum vital » ; ils n'ont pas intérêt à être « occupés », fussent par les Armées Rouges : ils veulent les Russes en U.R.S.S. et les Américains aux U.S.A. S'ils ne se sont pas dérangés, le 28 mai, c'est qu'ils jugeaient — pour des raisons que j'examinerai plus loin — que le jeu ne valait pas la chandelle ; mais le désaccord n'a jamais porté sur le principe de la manifestation. Et croyez bien qu'ils n'ont pas pour Ridgway[27] une affection particulière, ni pour aucun autre Américain. Car vous le savez, rats visqueux, et *Le Figaro* lui-même commence à s'en douter : les Américains sont d'admirables propagandistes ; mais leur meilleure propagande, ils la font pour les Russes.

3° « Le P.C. et la C.G.T. lassent les travailleurs en leur imposant des manifestations politiques »

Mais voici un argument nouveau : les ouvriers reprocheraient au P.C. d'avoir faussé leur unique instrument de défense en le détournant vers des usages pour lesquels il n'est pas fait ; ils auraient montré du bon sens et marqué aux agitateurs « russistes » qu'ils entendaient maintenir la séparation du politique et de l'économique.

Si vous avez dit vrai, ils ont fait aux patrons le plus beau cadeau ; car il y tient, le patronat, à cette séparation ; plus encore, peut-être, que les hommes de 1789 ne tenaient à la séparation des pouvoirs. Quand les puritains eurent laïcisé le commerce et l'industrie, il fallut, dans ce secteur, remplacer Dieu par une loi d'airain : inflexible, cette loi rendait l'innocence aux exploiteurs ; divine, elle justifiait le succès ; on pouvait prouver, grâce à elle, que le riche était bon et le pauvre méchant.

Ce fut la loi de l'offre et de la demande, « véritable mécanisme régulateur, ajustant le prix, éliminant certains aspirants vendeurs et certains aspirants acquéreurs… stimulant la production en cas d'insuffisance, la décourageant en cas de pléthore[i] ». Elle permit de revenir à l'optimisme, d'établir que la richesse est en proportion de l'utilité sociale et que le meilleur commerçant est celui qui vend à meilleur marché, donc l'élu de Dieu et le bienfaiteur de l'humanité. La loi s'appliquait merveilleusement aux rapports de l'employeur et de l'employé : le travail était une marchandise et le salaire son prix. Nul ne pouvait blâmer le patronat : le salaire était à chaque instant ce qu'il *pouvait être*, rien de plus et rien de moins puisque le réglage était automatique. Ainsi le domaine de l'économique devint celui de la nécessité, tandis que le domaine de la politique demeurait celui de la liberté. Tout va bien tant que les deux domaines restent séparés ; on admettra à la rigueur que l'économie influence la politique, mais l'intrusion de la politique

dans l'économie trouble les consciences et scandalise : l'action du politicien tend à prouver que la nécessité de l'économique n'est peut-être pas autonome et qu'on en modifie le cours en agissant sur d'autres facteurs. Quelques théoriciens proposèrent de réduire le politique à l'économique ; mais la bourgeoisie refusa ; elle préfère le compartimentage. Diviser pour régner. On prit simplement l'habitude d'appeler démagogique toute concession que la politique accorde aux classes pauvres sans qu'elle lui ait été arrachée. La générosité, par principe, est *fausse* générosité. « Cette réforme, généreuse en apparence… » Cela signifie que toute tentative pour substituer un ordre humain à l'ordre mécanique est vouée à l'échec. Il n'est qu'une manière d'être bon : s'adapter à l'ordre naturel, obéir à la loi, faire travailler chacun le plus qu'il est possible et le payer le moins possible ; on servira la société entière, en produisant au prix le plus bas. Ce louable souci de justifier le profit est à l'origine d'une théorie bien comique : celle de la *bonté terrible* qu'on trouve chez Claudel et chez les hitlériens. Si le travailleur use de ses droits syndicaux pour mélanger l'économie et la politique, il n'aboutira qu'à détraquer toute l'harmonieuse mécanique. Tout va bien s'il réserve l'action syndicale à défendre ses intérêts. Dans le fond, il faut reconnaître que les fluctuations du marché tendent à écarter un peu le salaire moyen de ce qu'on nommait pieusement au XVIII^{e} siècle le salaire *naturel* et que Turgot définissait : « ce qui est nécessaire à l'ouvrier pour lui procurer sa subsistance ». Le syndicat n'interviendra qu'en substituant un contractant unique à plusieurs vendeurs. Il ne peut pas modifier les lois éternelles de l'économie ; mais un certain pouvoir lui est dévolu, du fait qu'il fonctionne tout simplement comme un monopole. Il en profitera donc pour aménager le salaire brut, dû

au seul jeu des forces économiques, et pour le rapprocher autant que possible du salaire naturel.

Ainsi l'économie classique décrit ce qui se passerait si les rapports entre les hommes étaient rigoureusement assimilables aux rapports des choses entre elles. Ou, si l'on préfère, elle établit les lois d'un univers où l'homme est parfaitement inhumain pour l'homme. Le syndicat est tolérable s'il se place, à titre de cas particulier (celui d'un seul vendeur et de plusieurs acheteurs), dans le cadre de ces lois rigoureuses. On ne le tolérera pas s'il se propose de les humaniser. Mais, quoique le point de vue bourgeois soit assez clair en lui-même, je cesse de le comprendre si j'essaie d'envisager les choses du point de vue du salarié ; et la distinction de l'économique et du politique devient si fuyante et si vague que j'ai peine à croire qu'elle existe. D'abord je ne sais trop ce qu'on entend quand on veut que l'ouvrier se borne à défendre ses intérêts. Y a-t-il un intérêt de l'ouvrier ? il me semble plutôt, à moi, que l'intérêt de l'ouvrier, c'est de ne plus être ouvrier. Comme le dit Marx : « Le prolétaire a nécessairement pour tâche réelle de révolutionner ses conditions d'existence. » Déjà je vois l'anticommuniste hausser les épaules : il paraît que je ne suis pas sérieux et que ces jeux byzantins ont perdu la France en 1939. Bon. Soyons donc sérieux. Il y a un intérêt de l'ouvrier *en tant qu'ouvrier*. C'est-à dire qu'il doit *pour commencer* accepter sa condition dans son ensemble. Cela fait, on lui concède le droit de l'améliorer dans les détails. Ainsi la thèse bourgeoise (aussi bien sous la forme un peu fruste de l'économie classique que sous la forme moderne de la collaboration de classe), c'est que l'ouvrier doit rester ouvrier. Rien d'étonnant puisqu'il est fait pour l'être comme le patron pour être patron. On dira qu'une grève est subversive lorsque les revendications des grévistes s'inspirent d'une

conception de l'homme. Quand le patron déclare que le prolétaire est prolétaire de naissance et doit le rester, il ne fait pas de politique : il pose les principes de l'économie. L'ouvrier en fait, par contre, quand il veut supprimer le prolétariat. Toute l'histoire de la législation ouvrière révèle, chez le magistrat bourgeois, la préoccupation de distinguer les bonnes et les mauvaises grèves. En 1872, déjà, Depeyre[28], défendant devant l'Assemblée un projet de loi qui punissait l'affiliation à l'Internationale, déclarait que l'intention du législateur avait été de « protéger les populations ouvrières » contre toute tentative de grève qui « serait le résultat d'une mauvaise pensée, d'un complot contre l'ordre social ». Et aujourd'hui encore, en termes plus atténués, le Conseil des Prudhommes de la Seine (décision du 26 mars 1947) reprend à son compte la théorie de la « grève abusive » : « Il convient d'appliquer ce droit (de grève) en tenant compte du principe absolu que l'exercice d'un droit est limité par l'abus qui pourrait en être fait ; qu'un droit n'est, en effet, jamais illimité dans une société organisée ; qu'il trouve sa limite naturelle, à défaut de réglementation particulière, dans les droits d'autrui et de la collectivité… » Belles et justes paroles : l'ennui, c'est que la « société organisée » où l'ouvrier vit et dont il doit respecter les droits, ce soit précisément la société capitaliste qui l'opprime. Ainsi la décision bourgeoise de limiter le droit de grève aux revendications professionnelles est *déjà politique* et repose sur toute une conception du monde et de l'homme.

Eh bien, même en acceptant cette conception, même en définissant *avec* le patronat les intérêts de l'ouvrier, je n'arrive pas à comprendre ce qu'ils sont. Cette usine met un lavabo à la disposition de son personnel : *l'intérêt* du personnel est que le tuyau de vidage ne soit pas bouché. Le pays de ces travailleurs est

entraîné vers la guerre par une politique imbécile : leur *intérêt* c'est que la guerre n'ait pas lieu. Entre le premier et le second exemple, il y a place pour toute la vie sociale. Vous dites que le second est d'ordre *politique* ? Est-ce si sûr ? En cas de conflit, la classe paysanne fournit le « matériel humain » et bénéficie, en retour, de la hausse de produits alimentaires ; bref, on lui achète des litres de sang ; la situation du prolétariat est exactement l'inverse : ses pertes en vies humaines sont moindres, c'est *économiquement* qu'il souffre. Non pas d'abord mais plus tard, lorsque l'hypertrophie de l'industrie lourde et les difficultés de la reconversion amènent les crises et le chômage. En 1938, la masse des salaires valait deux fois celle des impôts ; en 1950, la masse des impôts est égale à la masse des salaires. Le travailleur pourrait déclarer à bon droit que les conflits militaires le lèsent dans ses intérêts matériels. Il y a plus : si vous déclarez que la guerre est un fait politique, vous refusez l'explication socialiste de la guerre et le cercle infernal : surproduction — recherches de débouchés — conflits. Je ne dis pas que vous ayez tort ni que cette théorie soit vraie : cela n'importe pas ici. Je dis seulement que vous faites entrer dans votre définition de ce qui est politique et de ce qui ne l'est pas, des jugements de valeur, des présuppositions, une idéologie. Certes la théorie marxiste des crises cycliques, les thèses de Lénine sur l'impérialisme capitaliste sont vraies ou fausses. Mais la démonstration incombe aux spécialistes. La plupart des gens les repoussent ou les acceptent sans même les connaître et seraient bien en peine d'en disputer. Pourtant Merrheim[29] déclare, dans un ordre du jour qu'il fait voter à Marseille en 1908, que « toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications » et tous les confédérés répètent la formule après lui *comme s'ils la comprenaient*. Et les

nationalistes ripostent en accusant ces « défaitistes » d'être vendus à l'ennemi *comme s'ils le savaient*. Ce sont deux conceptions du monde qui s'affrontent, vécues et senties plutôt que pensées. Entre les deux, toute conciliation semble impossible : en particulier le « réformisme » apporte aux revendications ouvrières un arrêt brusque et volontaire qui semble parfaitement injustifiable. Qu'on en juge par ceci qui se passait en 1908 : deux ans auparavant un congrès avait voté un ordre du jour préconisant « la propagande antimilitariste et antipatriotique ». Niel[30], syndicaliste réformiste et leader des minoritaires, vient exposer son point de vue à Marseille : il est contre l'antipatriotisme qui groupe *politiquement* les militants. Janvion[31] soutient le même point de vue : l'Allemagne victorieuse sans peine imposerait une amende dont les travailleurs paieraient la plus grande part. On serait donc tenté de croire que les deux orateurs se prononceront contre l'antimilitarisme *pour les mêmes raisons*. Pas du tout : l'antimilitarisme, selon Niel, demeure sur le terrain syndical « ayant pour but de lutter contre l'intervention de l'armée dans les grèves ». Ce qui ne paraîtra ni abstrait ni absurde à ceux qui se rappellent les massacres de Fourmies (1891), de la Martinique (1900), de Châlons-sur-Marne (1900), de Raon-l'Étape (1907), de Draveil-Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges (1908). Il fallait lutter contre l'armée puisque l'armée c'était la répression. Mais le raisonnement n'en est pas moins insoutenable : la provocation du militaire à la désobéissance est une action politique. Et, si le courant d'antimilitarisme est assez puissant, il risque d'affaiblir la défense nationale, de donner la victoire à l'Allemagne et d'exposer les travailleurs à payer cette lourde amende que Janvion voulait leur éviter.

Non, il faut s'en persuader : le syndicalisme n'a que deux positions cohérentes. Ou bien il se borne à soutenir les

revendications immédiates ou bien il défendra les travailleurs dans tous les secteurs de l'activité nationale. Mais le travailleur qui s'en tiendrait aux revendications élémentaires, il faut savoir qu'il a pris *déjà* une attitude politique : ce n'est pas seulement la Révolution qu'il refuse, c'est aussi, par exemple, les grèves de solidarité ; il se résigne à son sort et trahit la classe ouvrière.

La vérité, c'est qu'*on ne peut pas* s'en tenir aux revendications immédiates : Marx l'a fort bien dit : « Une lutte pour une augmentation de salaire ne fait que suivre des modifications *antérieures*. Elle est le résultat nécessaire de fluctuations préalables dans la quantité de production, dans la force productrice du travail, dans la valeur du travail, dans la valeur de la monnaie, dans l'étendue ou l'intensité du travail pressuré, dans les oscillations des prix du marché qui dépendent des fluctuations de l'offre et de la demande, et qui se produisent conformément aux diverses phases du cycle industriel ; bref, ce sont autant de réactions des ouvriers contre des actions antérieures du capital[j]. » Mais dans ce cas l'ouvrier intervient *trop tard* et dans 99 % des cas ses efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail ». Pour que le prolétariat pût se défendre, il faudrait donc que le syndicat pût agir *sur les causes* plutôt que sur les effets. Si vous lui refusez le droit d'influencer la *conjoncture* avec toutes ses implications politiques et économiques, nationales et internationales, vous ravalez ses revendications au niveau des impulsions aveugles, vous lui ôtez la possibilité *humaine* de prévoir et de prévenir. Vous faites du travailleur un ventre affamé et une bouche qui crie. En un mot le syndicat « a nécessairement pour tâche réelle » d'exiger et d'obtenir, à l'échelle de l'entreprise, le droit de participer à la gestion, à l'échelle nationale, celui de contrôler les conséquences économiques de la

politique gouvernementale. Et cela, qu'il soit réformiste ou révolutionnaire, c'est-à-dire du seul point de vue des intérêts « de l'ouvrier en tant que tel ».

C'est que le *fait économique*, aussi bien que l'*homo œconomicus*, est un être de raison. Ou plutôt il symbolise correctement certaines situations limites, dans lesquelles l'oppresseur est en mesure de traiter l'opprimé comme un caillou. En A.-O.F., par exemple, le racisme et l'insuffisance du syndicalisme noir créent un sous-prolétariat indigène que l'on maintient systématiquement et dans tous les domaines à un niveau de vie inférieur à celui du Blanc le moins favorisé[k]. Du coup, « dans la pratique, la rémunération tend à être déterminée par le jeu de l'offre et de la demande[l] ». Autrement dit, l'idéologie raciale permet de ravaler le travailleur indigène au niveau du fait économique pur. Pas tout à fait, cependant : pour des raisons que l'on devine, il arrive que l'autorité administrative fixe le taux du salaire minimum. Ainsi l'idéologie politique du racisme (avec ses infrastructures économiques) et l'idéologie politique du paternalisme (métropole-bureaucratie) se conjuguent pour déterminer le niveau de vie que l'on estime « juste » et « suffisant » pour un Noir. Or il se trouve justement que, dans la Métropole, les économistes bourgeois ont renoncé à fonder la théorie du salaire sur la loi de l'offre et de la demande. « Le travail, écrit Mossé, n'est pas une marchandise. Le salaire n'est pas un prix se formant sur le marché… Il est impossible d'affirmer s'il y a une relation et laquelle entre le salaire d'un ouvrier et sa productivité, entre le niveau général des salaires et l'emploi, la production, les prix, la monnaie, etc. » Ils considèrent aujourd'hui que le problème des salaires est devenu un problème de répartition du revenu national entre les personnes et les groupes sociaux.. Et qu'est-ce qui fixera

les taux ? Un ensemble complexe de facteurs, où vont entrer les représentations collectives et les valeurs, les idéologies, les rapports de force entre les groupes et les données proprement économiques. « Plutôt qu'un prix, écrit Mossé, le salaire est une *participation* à un résultat global au sein duquel une ventilation entre les éléments imputables à tel ou tel facteur est impossible. Ou peut-être c'est un *prélèvement* comparable à un impôt par son mode d'établissement et par ses incidences. Ou encore c'est la *source* qui alimente les besoins individuels et familiaux. S'il en est ainsi, le problème des salaires devient un problème de relations humaines, de psychologie, de rapports de force : en un mot *un problème politique, dominé par des idéologies, des croyances concernant la justice, l'équité, la hiérarchie sociale*[m]. » Les économistes s'attendrissent : « Nous sommes, dit l'un, passés de la neutralité à l'humanisme. » Et l'autre : « De l'économie objective à l'économie normative, politique. » Que s'est-il passé ? Ceci, simplement, que le prolétariat est entré par effraction dans l'espèce humaine. Jusqu'en 1848, l'ouvrier des manufactures, isolé, n'est pas mûr pour une épreuve de force. *Donc* il n'est qu'une bête ; son rapport avec le patronat tend à s'identifier à la pure relation économique. Au cours de la seconde moitié du XIX[e] siècle, le prolétariat se constitue comme une force sociale indépendante. Du coup la bourgeoisie *reconnaît* aux travailleurs la dignité d'homme. À partir de là, l'*humanisme* dont elle était si fière est habité par la contradiction : l'ouvrier est homme parce qu'il fait peur, mais l'ordre social exige qu'il soit maintenu dans sa condition de bête. La contradiction vécue et soufferte par le prolétariat devient la contradiction de la pensée bourgeoise. Chacun propose sa solution. Et chacun, au nom d'un des humanismes qui pullulent (réformisme, collaboration des classes, corporatisme, radicalisme, socialisme

chrétien, etc.), cherchera les mesures qui permettront à la société bourgeoise de digérer son prolétariat. Le problème était simple mais difficile à résoudre : à quelles conditions doit répondre une créature d'apparence humaine pour que nous puissions à la fois lui donner le titre d'*homme* et la traiter comme une bête ? La solution n'est pas encore trouvée. Ainsi par leur seule présence silencieuse, par la calme menace que leur ordre rigoureux et consenti fait peser sur l'ordre établi, par leur regard, ces hommes, apparaissant tout à coup comme une société dans la société, provoquent des troubles au paradis et font éclater l'humanisme : voilà un *acte politique*, n'est-ce pas, et le plus important, peut-être, depuis 1789. On comprendra sans peine que toute action commune des opprimés, même si elle se contient dans les limites strictes de la revendication professionnelle, est *par elle-même*, et comme un événement d'un certain ordre qui se produit dans une certaine société, une action politique : car elle révèle le degré de cohésion des troupes ouvrières, leur climat moral, la force et l'étendue du mouvement revendicatif, et, selon l'issue de la bataille, cette force s'accroîtra en prenant conscience d'elle-même ou diminuera, les liens qui unissent les syndiqués se tendront ou se relâcheront, la relation entre patronat et salariat évoluera dans un sens ou dans un autre. Les ouvriers sont profondément conscients de ce rapport en profondeur qui les rattache à la classe ouvrière tout entière et qui les oppose à la classe bourgeoise. Aussi une grève, quelle qu'elle soit, c'est toujours plus et autre chose qu'une grève. Une grande association ouvrière ne se borne pas à s'affronter aux chefs d'industrie : elle se préoccupe aussi des consommateurs, du *public*. Il s'agit de le mettre dans son jeu, de ne pas se rendre impopulaire, de faire apprécier l'importance qu'elle a dans l'économie nationale, d'amener l'opinion à faire pression sur les patrons. Très souvent

l'amélioration des conditions de vie n'est pas le but *en soi* de l'action syndicale : on veut gagner pour le prestige, pour retenir les adhérents, pour en augmenter le nombre. Quant au gréviste lui-même, il s'agit pour lui *en tout cas* de plus et d'autre chose que de son intérêt immédiat : plus que la gêne, plus que la misère, c'est la colère qui le détermine, c'est sa confiance dans les dirigeants, c'est le besoin d'affirmer qu'il est un homme à la face de ceux qui le traitent comme une chose. Disons que le syndicalisme est *une manière d'être homme*.

Objectivement, le syndicalisme est politique. Il va de lui-même à prendre en main la totalité du *fait ouvrier* ; les limitations qu'on lui impose ont sans aucune exception leur source dans leur arrière-pensée politique. Très évidemment le réformiste est timide, conservateur, secrètement tenté par la bourgeoisie : les frontières qu'il prescrit à l'action syndicale, il faut qu'elles proviennent de compromissions secrètes puisqu'elles ne sauraient en aucun cas s'expliquer par la situation objective ; et il est évident que l'éloignement de Niel pour toute manifestation antipatriotique avait sa racine dans un chauvinisme inavoué. Mais il faut ajouter que les militants syndicaux ont toujours eu conscience de l'importance *politique* du syndicat. Bien sûr, aux temps héroïques de l'anarcho-syndicalisme, ils ont marqué de la défiance aux partis, mais c'était « par un sentiment de brutale opposition à la bourgeoisie ». Griffuelhes nous dit qu'ils « veulent *farouchement* être menés par des ouvriers ». Ils le veulent justement parce que « réacs et socialos » sont pour eux des bonimenteurs de la même farine ; ils *feront la révolution par eux-mêmes*. Le même congrès en 1888 engage les travailleurs « à se séparer des politiciens qui les trompent » et à mettre leurs espoirs dans la grève générale qui seule « peut les entraîner vers leur émancipation ». Par la suite on

peut constater au sein de la C.G.T. une certaine alternance du réformisme et du syndicalisme révolutionnaire. Mais les militants de l'un et de l'autre bord sont d'accord pour développer *dans tous les sens* l'action syndicale. Pour le révolutionnaire, l'ouvrier est en lui-même la contradiction majeure de la société bourgeoise, il est la négation du système de la propriété. Ses revendications auront un double but : satisfaites, elles amélioreront son sort en réalisant l'ébranlement progressif de l'ordre capitaliste. La grève générale finira le travail. Le réformiste, au fond, c'est le même but qu'il veut atteindre mais par un progrès continu. De toute façon, il sera « partout où se discutent les intérêts des travailleurs » et réclamera « la participation directe et en tout lieu au fait économique ».

L'une et l'autre tendances eussent approuvé *sans réserve* le programme de la C.G.T., dit « programme de 1949 », où il est dit notamment : « La condition fondamentale est dictée par l'expérience du premier plan de modernisation et d'équipement et de ce qui en est advenu par l'intervention du plan Marshall[32]. [Il faut] se débarrasser du plan Marshall… dénoncer les accords militaires du bloc occidental, rétablir les relations normales entre États, exiger que nous soient livrées les réparations… *Autant de déterminations qui conditionnent la mise en œuvre du programme confédéral de redressement économique et social, laquelle conditionne à son tour leur entière réalisation…* »

Car votre haine du communisme, ô chers rats visqueux, vous a fait oublier qu'il est *en retrait* par rapport aux campagnes d'agitation de cette époque. Entre 1905 et 1910 vos pères vivaient dans la crainte d'un coup de force. Aux approches du 1er mai 1906, leurs capitaux s'envolèrent où s'envolent aujourd'hui les vôtres. Il fallut, pour ramener l'or et la confiance, inventer un complot et coffrer quelques syndiqués. Nos communistes sont nationalistes,

ne l'oubliez pas. Ils sont contre *une certaine politique* mais non contre la défense nationale. Nous emprisonnons pour cinq ans Henri Martin[33], coupable d'avoir distribué des tracts qui dénonçaient l'abjecte sottise de la guerre du Viêt-nam : mais il n'incitait pas les soldats à la désobéissance. Dans les premières années du siècle, au contraire, la propagande antimilitariste était quotidienne. On a beaucoup crié que certains dirigeants du parti communiste avaient déclaré publiquement que le prolétariat ne se battrait pas contre l'U.R.S.S. Mais les syndicalistes français, se croyant d'accord avec les ouvriers allemands, avaient déclaré eux aussi et fait connaître au pays par voie d'affiches qu'ils recourraient à la grève générale pour empêcher la guerre. Et, bien que ce genre de fantaisie n'ait gère d'intérêt, si l'on suppose, un instant, les Griffuelhes et les Merrheim placés dans une situation analogue à la nôtre, on ne doutera pas qu'ils eussent entraîné le Congrès fédéral à condamner à l'avance toute croisade antisoviétique. Ainsi, quand nos bons journaux parlent avec nostalgie d'un âge d'or où les syndicats offraient aux patrons leurs revendications comme un compliment de Jour de l'An, ils rêvent. Ils veulent couvrir le fait de l'exploitation, que les militants syndicalistes ne perdent jamais de vue ; pour eux le syndicalisme est une arme que le patronat a librement donnée aux ouvriers pour que les discussions pussent avoir lieu dans l'égalité. Mais les ouvriers savent bien, eux, que leurs organisations ont été défendues et pourchassées ; ils savent que le syndicat, avec ou sans l'aide du P.C., a pour but originel de « changer le monde ». C'est ce malentendu apparent qui donne son ambiguïté au fait syndical. Mais les patrons ne s'y trompent pas et ils savent chanter deux airs bien différents. Quand les organisations de la classe ouvrière font mine de s'opposer au réarmement ou à une politique de guerre, ils

lèvent les sourcils, douloureusement étonnés. « Comment, disent-ils, est-ce ainsi que vous nous remerciez ? La politique n'a rien à voir avec le syndicalisme. » Mais quand une grève les inquiète ou les gêne, fût-elle purement économique, c'est au nom de la politique qu'ils prétendent la briser. En 1910, les cheminots cessent le travail. Briand[34] fait arrêter le comité de grève. Interpellé par les socialistes, il déclare : « Il est un droit supérieur à tous les autres, c'est le droit pour une collectivité nationale de vivre dans son indépendance et sa fierté. Or un pays ne peut pas rester frontières ouvertes ; non, cela n'est pas possible… Si, pour maintenir la sécurité, il avait fallu recourir à l'illégalité, je n'aurais pas hésité. » Le principe est posé : toute grève peut être interdite au nom d'intérêts supérieurs. Les syndicats n'ont pas le droit de s'opposer à la guerre ; mais au nom des nécessités de guerre on peut supprimer les syndicats. Le 13 janvier 1915, Millerand[35] déclare à la délégation des Métaux : « Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre. » Ainsi sont supprimés les droits syndicaux, au nom d'une guerre que les syndicats n'avaient pas le droit de refuser[n].

« Ils en avaient le droit, me dit l'anticommuniste indigné. Ils en avaient le droit. Est-ce qu'ils votaient, oui ou non ? » L'argument est repris en toute bonne foi, j'en suis sûr, par M. Thibault, rédacteur politique du journal *France-Soir :* « De libres élections, comme sont loin d'en connaître les paradis moscoutaires, ont eu lieu dans tous les pays d'Europe occidentale depuis la signature du pacte Atlantique. La majorité des électeurs s'est clairement prononcée partout et c'est une imposture quand les agitateurs communistes prétendent parler au nom du peuple français, qui a parfaitement défini sa position. »

On ne sait s'il faut les trouver réjouissants ou sinistres, ces dialogues de sourds que les blocs et les classes poursuivent depuis sept ans et que presque tous les hommes retrouvent au fond d'eux-mêmes, quand ils ont fermé leurs journaux. Car enfin M. Thibault n'espère pas troubler un marxiste par cette évocation du suffrage universel. Pour le cas où il croirait vraiment son argument sans réponse, je lui rappellerai ce texte de Lénine, choisi presque au hasard parmi cent autres pareils : « Les parlements bourgeois sont dans une dépendance d'autant plus grande de la Bourse et des banquiers que la démocratie y est plus développée. Il ne s'ensuit pas qu'il ne faille pas se servir du parlementaire bourgeois et les bolcheviks s'en sont servis avec succès plus qu'aucun parti du monde… Mais il s'ensuit que seul un libéral est capable d'oublier l'*étroitesse* et la *relativité* du parlementarisme bourgeois. Dans l'État bourgeois le plus démocratique, des masses opprimées se heurtent chaque fois à une contradiction criante entre l'égalité *formelle*, proclamée par la "démocratie", les capitalistes, et les milliers de restrictions et d'artifices *réels* qui font des prolétaires des esclaves salariés. »

Entre 1944 et 1947, le P.C. a aidé la classe bourgeoise à reconstruire son appareil étatique : c'est qu'il comptait se servir du parlementarisme pour s'emparer du pouvoir et, par là même, pour le transformer ; mais il demeurait fidèle à la doctrine léniniste selon laquelle la puissance de la classe ouvrière ne se manifeste vraiment que sur le terrain de la lutte des classes. Dès 1946 il s'est trouvé déchiré entre sa politique parlementaire et les conflits sociaux : dans l'État bourgeois ses ministres faisaient figure d'otages et le Parti retrouvait en son sein, sous l'aspect d'une tension croissante entre ses députés et ses militants, le conflit des classes possédantes et du prolétariat. Après son éviction du

gouvernement, l'appareil étatique tombe entièrement dans les mains de la bourgeoisie qui remplace à tous les leviers de commande les communistes par ses propres créatures ; l'ensemble des institutions républicaines fonctionne contre le Parti. Il se fera donc l'interprète de la volonté populaire sur un autre terrain, celui de la manifestation de rues.

Voilà du moins ce que répondrait un communiste. Mais cette réponse ne satisferait pas plus M. Thibault que sa question n'eût troublé M. Fajon. J'essaierai d'exposer les faits en dehors de tout esprit de système et d'expliquer le plus simplement qu'un ouvrier est en droit, aujourd'hui, s'il vote pour les communistes, de tenir son bulletin pour nul.

Je rappelle en passant ce que vous avez fait de lui : un citoyen de deuxième classe. À peine a-t-il décidé de voter pour le P.C., sa voix a subi une mystérieuse dégradation, elle a, *ipso facto*, un moindre potentiel électoral que celle de son voisin. Pour envoyer 103 communistes à la Chambre, il faut 5 millions de voix comme la sienne ; pour y envoyer 104 socialistes, il n'en faut que 2 750 000, c'est donné, et pour 95 M.R.P. 2 300 000. En perdant 400 000 voix, le Parti perd 79 sièges ; le parti socialiste en gagne 5 quand il perd 600 000 voix. En gros — tout à fait en gros — la voix du docker vaut la moitié de celle du pharmacien ou la moitié de celle du sacristain, ou la moitié de celle de son beau-frère, le secrétaire de mairie. Il faut reconnaître que les R.P.F. n'ont pas bonne mine, eux non plus. Mais avec 900 000 voix de moins que le P.C., ils ont 15 sièges de plus : ça n'est pas une si mauvaise affaire ; l'opération a été brillamment menée contre les deux extrémismes mais l'un des deux est plus extrémiste que l'autre. « Alors, dit notre docker, je suis donc un sous-homme ? » Eh oui : c'est un « politiquement faible ». Et, tout à fait par hasard, il se trouve que c'est un ouvrier.

Oh ! je sais : c'est légal ; rien à dire. Il fallait bien, n'est-ce pas, faire une loi électorale ? Et puis, après tout, le P.C. n'avait qu'à s'apparenter. La motion terminale du Congrès M.R.P. le déclare en toutes lettres : « Ceux qui se refusent au respect des règles démocratiques comme au respect des diverses familles politiques s'excluent eux-mêmes de cette union et en portent la responsabilité. » Bref, s'il y en a un qui boude, tant pis pour lui ! Seulement, avec qui vouliez-vous que le P.C. s'apparentât ? Avec le M.R.P. ? Avec le R.G.R.[36] ? Et, pour ce qui est d'un rapprochement avec la S.F.I.O., M. Guy Mollet[37] ne le lui a pas envoyé dire : avec un parti communiste *français*, unité d'action. Et tout de suite. Avec le parti russe, jamais ! Bref, le tour est joué : dans le cadre des institutions universelles de la démocratie on a tout à fait légalement voté une loi antidémocratique qui concerne expressément un parti déterminé. Entre nous, il y a largement de quoi descendre dans la rue pour casser quelques vitrines ou quelques gueules. Il y a juste un siècle, le 31 mai 1850, on avait feinté les dockers de l'époque par une combinaison analogue. On ne supprimait pas le suffrage universel, non : on demandait simplement que l'électeur fût domicilié depuis trois ans dans la commune. Comme les ouvriers s'étaient beaucoup déplacés, en quête de travail, pendant les années de crise 1847-1849, cette mesure revenait à priver le prolétariat industriel de son droit de vote. D'un trait de plume on supprimait 2 600 000 électeurs. La méthode de 1951 est beaucoup plus évoluée : on supprime aussi 2 millions et demi d'électeurs puisqu'il faut 5 millions de voix communistes pour élire 103 députés. Seulement personne ne sait parmi ces 5 millions d'hommes quels sont ceux qui sont condamnés au bulletin blanc. Sur deux électeurs communistes, il y en a toujours un qui compte pour du beurre, mais on ignore lequel.

Et puis le prolétariat n'est pas grossièrement désigné par des caractères extérieurs : le P.C. se désigne lui-même comme le parti des méchants en refusant de s'apparenter et l'électeur se désigne lui-même comme prolétaire en votant communiste.

Le docker conserve un peu d'espoir. Après tout le P.C. est le premier parti de France. Peut-être ces 103 députés feront-ils de la bonne besogne. Ils n'entreront jamais, bien sûr, dans une coalition gouvernementale. Mais l'opposition a son rôle à jouer : elle critique, elle modère ou excite, elle influence. Elle donnera peut-être au gouvernement le courage de dire quelquefois non à Washington. Malheureusement il en est de l'opposition comme des membres du P.C. : il y a deux oppositions à la Chambre, l'une qui compte et l'autre qui ne compte pas. Le R.P.F. agit à distance — sur la politique en Indochine, par exemple — le P.C. n'agit pas. Les votes de ses élus sont pratiquement neutralisés : le gouvernement les fait entrer à titre de constante négative dans le calcul de sa majorité. Ils compliquent un peu le jeu parlementaire et il faut prendre des précautions avant de poser la question de confiance, mais c'est tout : au lieu de jouer la partie de billard classique, nos champions jouent au billard cadré. Aussi, lorsque M. Brune[38] reproche à Duclos de recourir à l'agitation plutôt que d'exposer son opinion à la Chambre, lorsque M. Bony[39] proclame hautement dans *L'Aurore* que tout citoyen français a le droit de persuader, je crois qu'ils veulent rire. Qu'on me dise, en effet, *avec qui* Jacques Duclos peut discuter à l'Assemblée ! Imaginez qu'une inspiration de génie le porte à la tribune. Il parle, il s'enthousiasme, il fouaille, il fait pleurer les tribunes. Et puis après ? il recueillera les applaudissements monotones de ses partisans et les injures plus monotones encore de ses adversaires. Il n'a donc pas touché les députés ? Pas un : ils n'écoutaient pas. Il

est arrivé dans l'histoire parlementaire qu'un discours d'opposant ait fait tomber un ministre. Mais c'est qu'on croyait encore qu'un opposant pouvait dire vrai. Aujourd'hui on *sait* que l'opposant est menteur : puisqu'il est communiste, voyons ! Le plus grand parti de France est séparé des autres partis par une barrière invisible ; les députés du prolétariat ne manquent jamais de dire leur avis sur l'affaire en cours mais c'est pure cérémonie. Des deux dockers qui se promènent ensemble sur les quais du Havre, l'un n'a pas le droit de voter et l'autre a voté pour rien. Pensez-vous qu'il était si loin d'exprimer l'opinion de ses électeurs, le parti communiste, quand il annonçait implicitement, au lendemain des élections, la manifestation du 28 mai, en disant : « Le Parti devra recourir à d'autres formes d'action indispensables pour lutter contre une majorité férocement réactionnaire. » Pour punir ces députés de deuxième classe, la majorité décida qu'on les priverait de leur immunité parlementaire.

Mais il n'en a pas encore fini, notre docker. Quinze ans plus tôt, il pouvait encore espérer que son gouvernement, par un brusque sursaut d'indépendance ou d'orgueil, s'écarterait un moment du sillage anglais. Aujourd'hui il sait pertinemment que la « continuité de notre politique » c'est la continuité tranquille de la servitude. Nous ne nous montrons intraitables qu'avec les Malgaches et les Tunisiens. Vendus ? Non, même pas : c'est pire. Les Américains nous ont eus pour rien. Si, à ce moment-là, il se rappelle la phrase de Lénine : « Dans l'État bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent à chaque pas à une contradiction criante entre l'égalité *formelle* proclamée par la démocratie des capitalistes et les milliers de restrictions et d'artifices *réels* qui font des prolétaires des esclaves salariés », et s'il se dit alors : « Une fois de plus Lénine a raison », à qui sera la faute, ô grande famille des

Petsche, Bidault, Lussy, Pinay[40] et apparentés ? Un jour, il en aura marre ; et son copain aussi. À eux deux, au lieu de décharger les mitraillettes américaines, ils les balanceront à l'eau. Et les flics qui les arrêteront leur diront, indignés : « Bande de salauds ! Si vous étiez contre le pacte Atlantique, vous n'auriez pas pu le dire, non ? Au lieu de détériorer le matériel. Tout le monde est libre, chez nous. Tout le monde a le droit de voter. »

4° « Le P.C. engage les travailleurs dans la voie de l'illégalité et de la violence »

La manifestation du 28 mai était délibérément, insolemment illégale : avec quelle hauteur on a dédaigné d'en demander l'autorisation ! Le mercredi 27, la préfecture faisait passer un communiqué dans les journaux : « Aucune autorisation n'ayant été demandée, tout attroupement sur la voie publique demeure interdit. » À la même heure, par voie d'affiches, le P.C. engageait tranquillement les Parisiens « à répondre en masse à l'appel du Conseil de la Paix ».

Dirai-je que ce mépris affiché de la loi ne m'inquiète guère ? Cet aveu, s'ils le lisaient, navrerait certains penseurs professionnels des États-Unis. « Affaiblissement de la conscience démocratique chez les intellectuels européens », diagnostiqueraient-ils. On aurait mauvaise grâce, pourtant, à exiger que les intellectuels français s'étonnent des agissements illégaux du P.C. lorsque, dès 1920, dans « l'Adresse du 26 juillet aux membres du parti socialiste français », la III^{e} Internationale a réclamé que la propagande, « là où elle est difficile par suite des lois d'exception, soit menée illégalement ». Le texte ajoutait : « S'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire. » Les socialistes, à l'époque, n'étaient effrayés ni par le mot ni par la chose. Et Léon Blum, au Congrès de Tours, fit,

à ce sujet, une distinction curieuse : « Certes, il n'y a pas un seul socialiste qui consente à se laisser enfermer dans la légalité… Mais l'illégalité est une chose et la clandestinité en est une autre[o]. » Jusqu'ici je ne vois pas de problème : un parti déclare qu'il recourra s'il le faut à l'illégalité. La démocratie le tolère au nom de la liberté de penser. Ce parti organise une manifestation interdite. La police s'y oppose par la force et arrête les manifestants qui lui résistent. Tout cela est *normal* et M. Cachin[41] n'était pas né quand se produisit le premier choc entre des manifestants et les flics de la Deuxième République. Par contre, on obtiendra difficilement que je déplore de bonne foi l'illégalité de la démonstration communiste sans dénoncer en même temps l'arbitraire de la répression, qui est aussi manifeste. Qu'est-ce qui justifie l'arrestation de Duclos ? Le flagrant délit de complot contre la sûreté de l'État ? Cela n'existe pas. Et même si c'était concevable, comment y aurait-il flagrant délit deux heures après la manifestation. Port d'armes prohibées, alors ? Quel aveu : un député possède dans son auto une matraque et un revolver ; pour ce délit vous l'arrêtez malgré l'immunité parlementaire, vous le jetez en prison et vous l'y maintenez sans même lui accorder sa mise en liberté provisoire. Allons ! Vous avez arrêté M. Duclos parce qu'il faisait fonction de secrétaire général du Parti et parce que le Parti avait organisé la manifestation : toutes les précautions prises depuis un siècle et demi par les magistrats et les juristes pour rationaliser la vengeance publique, le gouvernement les a abandonnées, il est revenu à la notion la plus grossière de la responsabilité ; le peu de soin qu'il apporte à justifier ses actes inquiétera davantage encore : il savait que l'opinion serait complice. Non, ce n'est pas l'intellectuel occidental qui a perdu le goût de la République, c'est la société entière. Que le parti communiste affirme depuis trente ans son mépris de la

légalité bourgeoise et qu'il le fasse impunément : voilà qui prouve la force de nos institutions ; trouvez-y, selon vos goûts, l'occasion d'admirer la grandeur de la démocratie ou de dénoncer ses contradictions. Qu'un M. Pinay joue un peu trop brutalement avec les institutions républicaines et coure le risque de les détraquer, il n'y a pas grand mal encore : ce Monsieur n'est personne ; il est sorti de l'ombre, voici quelques semaines ; on réparera l'appareil gouvernemental quand il sera retourné à ses ténèbres. Mais que la France ait surpris son président du Conseil en flagrant délit de violation de la loi[42] et qu'elle n'ait pas bronché : voilà qui tend à prouver que la République a du plomb dans l'aile. Et quels arguments l'on produit pour justifier cette arrestation ! Voyez MM. Robinet et Brisson[43] : M. Duverger expliquait bien tranquillement, dans *Le Monde*, qu'il n'y avait peut-être pas urgence à dissoudre le P.C. Sur ce, ces deux messieurs ont perdu patience et l'ont mordu : « Un complot ? Quel complot ? C'est le P.C. tout entier qui est un complot ! Il s'en vante depuis trente ans ! Que voulez-vous de plus ? » Mais, direz-vous, ces hauts personnages sont tenus de pratiquer l'antisoviétisme de choc. Soit. Mais M. Duverger, comme il nous l'apprend dans un nouvel article, a reçu un très grand nombre de réponses qui prouvent que l'opinion générale des paisibles lecteurs du *Monde* est parfaitement antidémocratique. « De quoi vous plaignez-vous ? N'empêchez pas le gouvernement de faire sa politique : il nous débarrasse de Duclos. » Ou bien : « Il faut que les chefs payent comme leurs troupes. » Ou encore : « Pinay a eu raison puisque les communistes n'ont pas bougé. » Ou : « Pas d'illégalité quand il s'agit des hors-la-loi. » À vrai dire, M. Duverger ne cite pas les réponses en *ces* termes : c'est moi qui les ai rédigées, parce qu'on me les a faites et que je les ai reconnues au passage dans son article. Sévère

avertissement au parti communiste : tout ceci prouve qu'il a effrayé la petite bourgeoisie et les classes moyennes. On pense bien en effet que les chefs d'industrie ne se soucient guère des libertés démocratiques : que voulez-vous qu'ils fassent de la liberté de penser ? Ils n'en jouissent pas plus, quand ils l'ont, qu'une metteuse en plaques de raffinerie : ils payent des bouffons pour en jouir à leur place ; la liberté qu'ils exigent, la seule, c'est celle de mener à leur gré les batailles de la production : elle s'appelle libéralisme. Pour eux l'avantage de Pinay sur de Gaulle c'est qu'il escamote les libertés sans toucher au libéralisme, au lieu que les gaullistes, à en croire M. Vallon[44], songent à « substituer une économie consciente à une économie aveugle ». Entre la haute bourgeoisie, qui réclame le pouvoir concret de faire, d'acquérir, de s'attribuer le profit, et le prolétariat qui réclame avant tout le droit de vivre, la petite bourgeoisie, seule, défend à l'ordinaire les libertés formelles de nos démocraties : certes, elles sont négatives et limitatives ; elles séparent les hommes bien plus qu'elles ne les unissent ; mais, précisément à cause de cela, elles protègent le *statu quo* et permettent une certaine prévision, établissent une sorte de ventilation au sein d'une société chaque jour plus intégrée. C'est la petite bourgeoisie qui hâta l'avènement du suffrage universel, c'est elle qui, en sa majorité, donnera les cadres de l'opposition au Second Empire et le personnel du parti radical et radical-socialiste, après 1880. Cette classe a fait la République, on viole les institutions républicaines sous ses yeux et elle se tait. A-t-elle si peur ? Nous y reviendrons. Mais ce qui semble clair, en tout cas, c'est que le régime démocratique n'est plus aujourd'hui qu'une façade : tous les vrais conflits se déroulent en dehors de lui. Dans son dernier article, Duverger pose fort bien la question : en termes de statistiques. Quand le P.C., nous dit-il, a gagné le cinquième ou

le quart du corps électoral, ses adversaires peuvent encore faire l'économie du fascisme : on vivote en république. Mais s'il recueille de 50 à 51 % des suffrages : « Il n'est pas question de maintenir la démocratie mais seulement d'opter entre les régimes qui suivront. » Le P.C., en France, recueille en majorité les voix ouvrières : la nature du régime politique dépend donc uniquement de l'importance que les organisations du prolétariat peuvent prendre dans la vie de la nation. On joue ici un bridge à « zones dangereuses » : passé une certaine limite, c'est la réaction et le fascisme. Mais si la « zone dangereuse » est rapidement franchie, les partis ouvriers prennent le pouvoir et forment une « démocratie populaire ». Comme on le voit, le reproche d'illégalité n'atteint pas le fond de la question. Simplement nous sommes au seuil de la zone dangereuse et ces escarmouches autour de la vieille légalité sont en même temps les premières annonces d'une légalité nouvelle, qu'elle se fonde sur la souveraineté des masses, des notables ou du Parti.

La réalité qui se cache sous ces indignations, c'est la lutte des classes. Si vous l'avez compris, vous serez gênés, peut-être, pour reprocher au parti communiste sa violence et l'illégalité de ses agissements : aujourd'hui, toute violence, directement ou indirectement, vient du prolétariat qui nous rend ce que nous lui avons donné. Tous les droits ouvriers, même ceux qu'on a « librement consentis », ont dû être arrachés de haute lutte ; au milieu des droits proprets de la jurisprudence bourgeoise, ils font figure de parvenus, on les tient en quarantaine et les puristes manient précautionneusement le droit de grève bien que la Constitution de 1946 le reconnaisse expressément. Sur quoi voulez-vous le fonder ? Sur l'excellence de la nature humaine ? Alors, il serait superflu. Sur la liberté ? Mais le gréviste exerce une

contrainte. Sur l'égalité alors ? Mais c'est, au contraire, la reconnaissance implicite de l'inégalité. « Par définition même la grève a pour droit de nuire ; plus qu'un droit, c'est une arme. » Et vous donnez le droit à certains hommes de nuire à d'autres ? « C'est le droit de légitime défense appliqué à un groupe. » Un contrat, c'est donc une agression ? Notre société ne peut justifier la grève sans reconnaître d'abord et hautement qu'elle est une société d'oppression. « Depuis un demi-siècle, la réglementation du droit de grève est d'actualité à l'occasion de chaque vague de conflits sociaux. » Parbleu ! on a reconnu cette pratique pour mieux la canaliser, la limiter. Pour finir, un juriste avoue en soupirant que « le fait de la grève (est) un phénomène du genre des éruptions volcaniques… réfractaire par nature à se montrer dans l'ordre des règles de droit ». Étrange fonction de l'ouvrier : il est source illégale de légalité. En mai 1936, Blum déclarait : « Je ne considère pas les occupations d'usines comme quelque chose de légal… Elles ne sont pas conformes aux règles et aux principes de la loi civile française. » Au fait, elles sont une atteinte au droit de propriété. À quoi Thorez répondait fort justement : « Ils disent : illégalité. Eh non ! C'est une nouvelle légalité qui se forme. » On pourrait cependant lui objecter que cette nouvelle légalité n'est concevable dans aucun régime : elle contredit le principe fondamental de la société bourgeoise et, en société socialiste, n'a plus de raison d'être. Irrationnelle, sanctionnant hâtivement la *pratique* ouvrière, elle n'a de sens que dans notre monde intermédiaire et contradictoire ; c'est l'image même de l'ouvrier, négation de lui-même et de la société, dont la fonction *réelle* est de détruire l'ordre qui l'écrase en détruisant sa propre condition de prolétaire. Même quand il n'envisage pas de cesser le travail, un travailleur sait qu'il *peut* faire grève et que cette menace permanente agit sur les salaires comme

un élément régulateur. Il est lui-même cette menace et il sent sa violence : dans une société fondée sur l'oppression, une suprême injustice veut que la violence soit d'abord le fait de l'opprimé. Comme tout serait plus clair si, contre les oppresseurs, on pouvait en appeler à leur propre justice. Mais non : l'oppresseur est calme et fort, il met sa force au service de la loi ; s'il tue, c'est légalement. Parbleu : les lois, c'est lui qui les fait. Et puis, comme Engels l'a bien montré, « la bourgeoisie a créé le prolétariat, sans aucune intervention cabalistique de violence, par des voies purement économiques ». Et il ajoute : « Même en supposant que toute propriété individuelle repose à l'origine sur un travail personnel du possesseur, et que, dans le cours ultérieur des choses, il n'est jamais échangé que des valeurs égales contre des valeurs égales, nous arrivons néanmoins nécessairement, par le développement progressif de la production et de l'échange, au mode actuel de production capitaliste, à la monopolisation des moyens de production et de subsistance entre les mains d'une classe peu nombreuse ; à la réduction de l'autre classe, formant l'immense majorité, à l'état de prolétaire sans propriété. » Bref, l'ouvrier risque fort d'être dupe. Il est opprimé, il fait du sur-travail ; et pourtant s'il revient par la pensée sur l'enchaînement des causes, il ne trouve ni vol ni contrainte : tout s'est fait en douceur. Mieux : il a même *accepté* sa condition, au moins pendant quelque temps : « Tant qu'un mode de production se trouve dans la branche ascendante de son évolution, il est acclamé par ceux mêmes que désavantage le mode de répartition correspondant. C'est l'histoire des ouvriers anglais à l'avènement de la grande industrie. » Quand vient la crise et que le mode de répartition, tout à coup, paraît injuste, *qui donc* est responsable ? Le travailleur, si loin qu'il remonte dans le passé, se trouve *déjà engagé* dans une société qui a

son code et sa jurisprudence, son gouvernement, sa notion du juste et de l'injuste, et dont, fait plus grave encore, il partage spontanément l'idéologie[p]. On lui impose un destin, des limites ; on lui inflige systématiquement des tâches parcellaires et semi-automatiques dont le sens et la loi lui échappent, des maladies professionnelles. Par la fatigue et la misère, en l'obligeant à recommencer mille fois par jour le même geste, on le décourage d'exercer ses qualités humaines, on l'enferme dans le monde insipide de la répétition ; peu à peu il devient *chose*. Mais quand il cherche les responsables, il n'y a personne : tout est juste, on lui a payé son dû. En 1930, beaucoup de travailleurs américains refusaient de s'inscrire aux caisses de chômage hâtivement improvisées : ils avaient honte de chômer et se croyaient coupables. Le travailleur européen, plus éveillé, vit dans l'ambiguïté cette situation intolérable, il la refuse, certes, de toutes ses forces, mais il l'accepte malgré lui parce qu'il y est né et dans la mesure même où il cherche simplement à l'améliorer. L'O.S. force la cadence pour rattraper les gains du professionnel, donc pour compenser d'humiliantes inégalités et pour se sentir davantage un homme, mais il n'y parvient qu'en se faisant davantage une chose. Il préférera peut-être le travail à la chaîne, il refusera son soutien aux sections syndicales qui tenteraient de limiter la cadence ou de la régler. Et lorsqu'il se retrouve à son travail, épuisé, asservi à des lois qui viennent du dehors, son refus spontané, informulé mais constant, d'être réduit à l'état de mécanique se heurte à sa volonté de maintenir un mode de production qui lui rapporte davantage. Bref il ne sait pas d'abord s'il n'est pas responsable de cette société où il est né, qui n'a pas d'institutions pour le protéger ni de mot pour nommer le tort qui lui est fait. Les autres classes supportent courageusement sa misère et lui expliquent qu'elle est nécessaire à

l'équilibre collectif. Il est l'objet de la sollicitude de l'État qui lui verse un sur-salaire, des allocations ; et pourtant il ne peut se persuader qu'il soit entièrement solidaire d'une communauté qui rend chaque jour, en secret, des sentences de mort pour motifs économiques et qui laissera mourir deux gosses de pauvre pour un seul gosse de riche[q]. À demi complice, à demi victime, solidaire et martyr, il veut ce qu'il ne veut pas et refuse de tout son corps ce qu'il accepte de toute sa volonté de vivre ; il déteste ce monstre que la mécanisation fait de lui et pourtant il sait qu'il ne peut être autre sans changer l'univers. La contradiction n'est pas seulement en lui : on la lui impose, la production de masse exige qu'il soit contradictoire. Homme et mécanique à la fois : on a recours à ses services chaque fois qu'il est trop difficile ou trop coûteux de construire une machine à contrôle automatique ; les progrès de la cybernétique le rendront inutile. Ainsi lui demande-t-on de joindre à la vacance de l'esprit une certaine vigilance diffuse, d'être présent et absent à la fois. Homme *jusqu'à un certain point :* car les industriels ne se gêneront pas pour vous dire que l'instruction générale nuit au rendement de l'O.S. et, pourtant, ses yeux d'homme ne peuvent pas encore être remplacés par des cellules photo-électriques. Ainsi, la violence originelle, ce n'est pas l'oppression : celle-ci se confond en effet avec la justice et avec l'ordre ; c'est l'*oppression intériorisée*, l'oppression *vécue* comme conflit intérieur, comme contrainte exercée par une moitié de soi-même sur l'autre moitié. La première violence, c'est l'ouvrier qui l'exerce contre lui-même dans la mesure où il *se fait* ouvrier. La faim ou l'angoisse du chômeur ne sont pas encore des violences subies ; elles le deviennent quand il les *prend à son compte* et qu'il se fait leur complice pour s'obliger à accepter un travail payé au-dessous du tarif syndical. Un patron a besoin d'une dactylo ; c'est

la crise : trente personnes se présentent, également capables, avec les mêmes diplômes. Il les convoque toutes ensemble et leur demande simplement de lui faire connaître la rémunération qu'elles souhaitent. Alors s'instituent d'horribles enchères à rebours : le patron n'a fait — en apparence — que laisser jouer la loi de l'offre et de la demande ; mais chaque dactylo, en demandant le salaire *le moins élevé*, fait violence aux autres et à elle-même, et contribue, dans l'humiliation, à abaisser un peu plus le niveau de vie de la classe ouvrière. On embauchera pour finir celle qui, profitant de très légers revenus (une pension de veuve — ou bien c'est une jeune fille qui vit dans sa famille), demandera une rémunération *inférieure* au minimum vital, c'est-à-dire celle qui exercera sur elle-même et sur toutes l'action destructrice que le patron n'aurait garde d'exercer lui-même. Être ouvrier, c'est *se forcer à l'être* en rendant la condition de l'ouvrier de plus en plus invivable pour soi-même et pour tous. On feint de croire que la violence naît tout à coup, au moment de l'émeute ou de la grève : mais non ; dans les périodes de crise elle *s'extériorise*, voilà tout ; la contradiction s'invertit : docile, l'ouvrier refusait en lui-même l'humain ; révolté, il refuse l'inhumain. Ce refus est lui-même un humanisme, il contient l'exigence d'une nouvelle justice. Mais puisque l'oppression n'est pas un délit visible, puisque l'idéologie de la classe dominante définit le juste et l'injuste, puisque rien ne sera obtenu si l'on ne brise par la force un ordre sacré, l'affirmation par l'ouvrier de sa propre réalité d'homme se découvre à ses propres yeux comme une manifestation de violence. Au reste, peine a-t-il levé le doigt, la société mobilise ses forces de police ; on change le décor autour de lui, on lui *prépare* sa violence, on fait en sorte qu'il la pousse à l'extrême. Son mécontentement *doit* se changer en grève, sa grève en bagarre et la bagarre en

meurtre. Quand il aura donné dans le piège, et quand il se demandera avec stupeur comment la revendication politique de ses droits d'homme l'a entraîné à frapper, à tuer des hommes, la répression commencera. Et le retour au calme ne sera pas un apaisement mais un retour à la violence originelle. La contradiction primitive réapparaît mais renforcée : le gréviste a éprouvé la contre-violence de la société, elle agit encore en lui et il y réagit par deux sentiments contraires, la crainte et la haine ; en même temps il s'est découvert lui-même et il sait à présent que la violence est la loi de son action. Cependant, la bourgeoisie contemple avec crainte et dégoût cette brusque explosion qui lui reflète, en somme, l'oppression qu'elle exerce ; il semble à cette classe très politique et très civilisée que la violence *prend sa source* dans l'opprimé et qu'elle est due à sa barbarie ; pour elle, l'ouvrier devient l'insondable violence *faite objet*. L'ouvrier ne l'ignore pas, il sait qu'il fait peur aux bourgeois et, par une réaction nouvelle à la « personnalité projective » qu'on lui confère, il revendique fièrement cette violence dont on lui fait grief.

Ces remarques avaient pour but de montrer l'ambiguïté de la condition ouvrière : car le prolétariat est justiciable d'un droit historique qui n'existe pas encore et n'existera peut-être jamais ; envisagée du point de vue d'une société future qui naîtra grâce à ses efforts, sa violence est un humanisme positif[r] ; considérée dans notre société actuelle, c'est partiellement un droit (grève) et partiellement un crime. En fait, humanisme et violence sont les deux aspects indissolubles de son effort pour dépasser la condition d'opprimé.

Les rats visqueux sont d'un naturel aimable et la violence leur fait horreur : comment s'en étonner, puisqu'ils sont bourgeois. L'ennui c'est qu'ils ont une inclination marquée pour la classe

ouvrière. Pour se tirer d'embarras, ils ont inventé le mythe de la douceur ouvrière : la violence a fait son apparition dans le monde avec la III^{e} Internationale. Étrange perversion : car enfin l'évidence c'est que la violence ouvrière fait la substance même et la force du P.C. ; il l'a captée, il se nourrit d'elle et si les chefs sont compris des ouvriers c'est qu'ils leur parlent son langage. Certes, avec le Parti, cette violence perd son caractère d'éruption *immédiate :* elle est « médiatisée », consciente, elle se détermine par sa représentation d'elle-même ; le P.C. c'est la volonté *manifestée*, hypostasiée. N'importe : quand il y aurait un certain décalage entre la manifestation de la violence et la violence originelle d'où elle émane, il n'en reste pas moins que la classe ouvrière *se reconnaît* dans les épreuves de force que le P.C. institue en son nom.

Qu'ai-je voulu prouver ? Que la démonstration du 28 mai était habile, efficace, louable ? Point. Mais tout simplement qu'elle rentre dans le cadre des manifestations populaires. « Que n'a-t-on, disiez-vous, dissous le parti communiste, nous aurions mis une "vraie gauche" à sa place, affable, courtoise, prête aux distinguos, aux réserves subtiles, qui combattrait le capitalisme en rendant justice aux personnes, qui, sans refuser la violence, n'en userait qu'en dernier recours et qui, tout en sachant attiser le généreux enthousiasme des prolétaires, les protégerait au besoin contre leurs excès ? » Admirable programme : seulement, si on vous la livrait, cette gauche, par un coup de baguette magique (car je n'imagine pas comment vous pourriez l'avoir autrement), je ne lui donne pas huit jours pour éclater : vous retrouverez quelques-uns de ses membres au groupe socialiste de l'Assemblée ou à la rédaction du *Franc-Tireur*, pendant que les autres, dans les rues, manifesteraient contre Ridgway.

« Votre argumentation, direz-vous, est bien belle. Seulement, il faut qu'elle ait un point faible puisque, le 28 mai, la classe ouvrière ne s'est pas dérangée et que la manifestation de masse s'est faite sans les masses. » Et rats visqueux de rire. Eh bien, revenons en arrière et voyons.

Juillet 1952

II. LA GRÈVE DU 4 JUIN

Le 28 mai et le 4 juin, le parti communiste a organisé deux manifestations[1]. Qu'en attendait-il ? Quelle fut leur signification véritable ? S'il est vrai qu'elles ont été des échecs, qu'est-ce qui les a fait échouer ? Quel sens faut-il donner à cette double défaite ? Quelles seront ses conséquences ? Et, s'il apparaissait qu'elles sont néfastes pour la classe ouvrière, pour la collectivité française tout entière et pour la paix, y a-t-il des moyens d'y remédier ? C'est cet écheveau de questions que je voudrais tenter de démêler.

Du 28 mai, qu'est-ce que le parti communiste pouvait attendre ? Quand la police est en nombre, qu'est-ce qu'une foule peut manifester sinon sa *passion*, dans tous les sens du mot ? Puisque le pouvoir interdit de défiler, comment défilerait-on à moins de prendre le pouvoir ? Cela s'est vu : de grandes indignations ont jeté les Parisiens dans les rues, ils marchaient et parfois s'emparaient d'un immeuble au passage ; la Révolution de Février[2] remit au gouvernement une bourgeoisie folle de peur. Aujourd'hui les précautions sont prises pour éviter les coups de fortune : la vie politique est devenue si sérieuse qu'un parti ne peut plus se permettre de se laisser porter au pouvoir malgré lui. En 1952, une manifestation des rues peut *à la rigueur* donner le signal d'une

insurrection — à la condition qu'on en soit convenu d'avance — mais non la déclencher à l'improviste. Toujours à mi-chemin entre l'émeute et la cérémonie, entre le martyre et le défi, ces processions interrompues appellent la violence mais c'est pour la subir ; ce sont des conduites d'échec, des gestes qui se veulent inefficaces et dont l'inefficacité *témoigne* ; on montre aux masses leur immense pouvoir et leur provisoire impuissance : en les reposant du patient travail de *l'organisation*, ces fêtes explosives leur en font voir la nécessité ; bref, c'est le « théâtre dans la rue » que souhaitait Artaud : le rôle de la population parisienne y est ordinairement tenu par la population parisienne elle-même qui se charge d'évoquer à ses propres yeux son destin glorieux et surtout sa spontanéité perdue : tout est fait pour qu'elle se donne l'illusion d'être encore cette foule très ancienne qui a roulé et tangué sur nos boulevards d'un bout à l'autre du siècle dernier ; et c'est elle, en effet, à ceci près que les manifestants sont convoqués, encadrés, conduits et que défense leur est faite de toucher aux vitrines et de rien prendre en passant, fût-ce la Bastille.

Il est nécessaire qu'une manifestation interdite s'achève par un échec : mais cela ne veut pas dire qu'elle doive aussi commencer par là ; or les organisateurs prévoyaient une défaite cuisante et pas du tout symbolique : ils savaient que les masses ne se dérangeraient pas. *Ils le savaient :* depuis deux ans, des quotidiens aux périodiques, des grands organes de droite aux feuilles de l'opposition ouvrière, toute la presse signale et commente « le découragement des travailleurs » et le Bureau politique serait le seul à ne pas s'en être aperçu ? Feuilletez plutôt le carnet de Jacques Duclos[3] : rien n'est dit clairement, bien sûr ; mais vous verrez revenir cent fois le mot « expliquer » : *expliquer* aux dockers marseillais… *expliquer* aux travailleurs… on n'a pas assez *expliqué*

— vous sentirez croître l'inquiétude et la volonté « d'intensifier le combat » contre certaines hésitations de l'opinion ouvrière ; observez comme ils retournent toujours aux mêmes préoccupations, aux mêmes thèmes : ces gens-là sont parfaitement conscients de leurs difficultés. Dans ces conditions, direz-vous, pourquoi choisir ce moment pour convier les Parisiens à une démonstration politique ? Je réponds : parce qu'ils y étaient *forcés*. Quand un cortège est annoncé de longue date, un comité des fêtes a du mal à le décommander même si le temps se gâte. Or, la manifestation contre Ridgway était annoncée depuis de longs mois : très exactement depuis la manifestation contre Eisenhower. En protestant contre ce général, le Parti avait pris l'engagement tacite de protester contre tous ses successeurs. Un parti de masses ne peut se contenter d'ausculter l'opinion : il faut qu'il en amplifie les tendances incertaines, qu'il les précise et qu'il les fasse paraître au grand jour ; il faut enfin qu'il les réfléchisse au public : et quel meilleur résonateur que les masses elles-mêmes ? Il les entraînera à se donner la représentation objective de leurs volontés, à les mettre tout entières dans des actes qui les dépassent et les entraînent plus loin encore ; si la population parisienne est contre le pacte Atlantique, il faut qu'elle prenne conscience de cette hostilité : or une action violente et risquée peut seule la lui faire connaître. Les Parisiens ne sont pas trop zélés dans ce moment-ci ? Raison de plus pour décider la démonstration populaire.

Comme toute relation *réelle*, la liaison d'un parti aux masses est ambiguë : d'une part il se règle sur elles, d'autre part il les « organise » et tente leur « éducation » ; et comme il ne s'agit pas de les changer mais de les aider à devenir ce qu'elles sont, il est en même temps leur simple *expression* et leur *exemple*. Quand il s'adresse à elles dans ses manifestes, il emploie tantôt l'impératif,

tantôt le futur, tantôt l'indicatif présent pour désigner cette même réalité, le mouvement qui est fait et valeur à la fois : « Les travailleurs français sauront se souvenir… les masses travailleuses ne se laissent pas duper par cette grossière manœuvre… Travailleurs, exigez qu'on libère… », etc. Ce qu'il représente à leurs yeux, ce sont leurs aspirations, leurs tendances, leurs volontés, mais *portées au rouge*, c'est-à-dire au niveau le plus élevé *d'efficacité*. Parfois elles le suivent et parfois même elles l'entraînent, mais il se peut aussi qu'elles restent en arrière. N'importe : s'il est assuré de parler en leur nom, s'il juge qu'un accident les empêche seul de le suivre, il va de l'avant : il agit pour elles et en leur nom. Les masses sont action et passion à la fois : elles finiront par changer le monde mais, pour l'instant, le monde les écrase ; leur poussée peut être parfois irrésistible mais le froid, la faim, la répression policière peuvent avoir momentanément raison d'elles : le Parti, lui, est *action pure* ; il doit avancer ou disparaître ; il est la force des ouvriers qui sont à bout de forces et l'espoir de ceux qui désespèrent. Renoncer à la manifestation du 28 mai, c'était « faire un pas en arrière » : il ne pouvait prendre en considération la fatigue des travailleurs sans risquer de l'accroître et de les incliner à la résignation. Peut-être a-t-on compris dès ce moment, au Bureau politique, qu'il faudrait bientôt changer de tactique : mais, de toute façon, ce ne pouvait être qu'*après* la manifestation. Les masses ne connaîtront pas leur lassitude : elles témoigneront par personnes interposées ; on couvrira leur défaillance par la violence des bagarres, on leur montrera leur action *telle qu'elle aurait dû être*. On chargera des équipes spécialisées d'exécuter devant elles les gestes de la violence, c'est leur violence propre qu'elles verront vivante et détachée d'elles ; de leurs banlieues et de leurs faubourgs elles assisteront au combat

des manifestants contre les flics, symbole facile de la lutte des classes.

En somme, qu'est-ce qu'il voulait, le Parti, quand il envoyait ses militants à l'assaut de la place de la République ? S'emparer du pouvoir ? Kidnapper Ridgway ? Faire tomber le ministère ? Rien de tout cela : il voulait marquer le coup tout simplement. Qu'est-ce qu'il risquait ? Si les choses s'étaient passées comme à l'ordinaire, la presse bourgeoise aurait commenté les événements sans passion et tout serait vite rentré dans l'ordre.

M. Pinay ne l'entendait pas de cette oreille. Il croyait donc au complot ? Pensez-vous ! Il suivait l'exemple de ces grands ministres qui ont inquiété la nation sans motifs pour se donner sans peine la gloire de l'avoir rassurée. Pour lancer l'emprunt, le gouvernement recourt à un procédé classique : il détourne à son profit la propagande du concurrent. Voyez comme il avive le débat, comme il rend du ton aux polémiques en interdisant sans motif la pièce de Vailland[4]. Ce climat de violence fut créé par de mystérieux personnages qui vinrent cogner sur les acteurs avec des coups-de-poing américains. Aussitôt l'on chuchote que le ministre a cédé aux pressions de l'ambassade américaine : excellente publicité ; la future clientèle de l'Emprunt aime à retrouver le doigt de Dieu dans les détails ; si les États-Unis, en de si petites circonstances, ont daigné nous défendre contre notre coupable tolérance, que ne feront-ils pas dans les grandes ? L'émotion tend à s'apaiser quand la visite de Ridgway fournit le thème de la deuxième campagne publicitaire. On commence par arrêter André Stil[5]. L'astuce, c'est que l'arrestation est très manifestement arbitraire : la grosse bourgeoisie française déteste la république et se méfie du fascisme mais elle raffole de l'arbitraire qui lui semble aristocratique et qui lui offre à la fois l'image de l'anarchie dont elle jouit et celle de

l'autorité dont elle rêve pour les autres ; elle relève la tête et se demande pensivement si elle n'a pas mis la main sur cet oiseau rare : un libéral à poigne de fer. Vient le jour de la manifestation ; M. Baylot[6] et le gouvernement organisent la panique : celui-là certifie que les masses ne bougeront pas, celui-ci qu'il est sur la voie d'un complot dont il nous invite à mesurer l'importance au nombre des flics chargés de le réprimer. Le but des conjurés ? Comment voulez-vous qu'on le sache puisque la vigilance du ministère a déjoué leurs projets. La fortune sourit à M. Pinay. Tout lui sert, même le sang versé. Les agents, comme on sait, tiraient en l'air. Une balle ricocha contre le ciel et retomba dans la foule : allait-elle frapper un Français ? Non : le doigt de Dieu la détourna juste à temps sur un Nord-Africain. Vous savez le parti qu'on en tira : il y avait *donc* des bicots dans les rangs des séparatistes ! Et qu'est-ce qu'ils faisaient là ? Qu'on emploie des régiments africains pour mater les Malgaches, à la bonne heure : c'est indigène contre indigène. Mais il faut être ennemi de la France pour mêler des Arabes à des querelles entre Français. Bref, quand le soir tomba, les forces de l'ordre avaient gagné la partie. Une toute petite partie, une toute petite victoire : un seul cadavre et deux prêtres roués de coups, ça n'a jamais suffi à lancer un emprunt.

La manifestation a pris fin ; les gens rentrent chez eux, irrités, las, vaguement déçus ; dans les quartiers ouvriers, on sait déjà les nouvelles : encore un échec. On se tait, on cache l'amertume et la tristesse sous la mauvaise humeur. C'est le moment choisi par M. Pinay pour faire enlever un chef communiste en pleine rue. Nous connaissons tous la pieuse légende que la presse répandit le lendemain : Duclos est pris la main dans le sac ; un instant terrifiés, les agents entrevoient les conséquences peut-être incalculables de son arrestation ; puis, par civisme, par amour

désintéressé de la légalité, ils se décident à l'appréhender. Ça pouvait coller, s'il y avait eu des lois à défendre mais justement il n'y en avait pas : il y avait un citoyen qui rentrait chez lui en automobile et que les circonstances rendaient *légalement* intouchable. Étrange amour de la loi qui lui fait subir les derniers outrages sous prétexte qu'elle vient de se faire violer. Vous ne comprenez pas, nous souffle-t-on : c'était un cas d'extrême urgence ; et l'on a mis la légalité en vacance parce que la République était en danger. Un complot ! Vous pensez comme il y croit, au complot, M. Pinay ! Et M. Pleven, donc[7] ! Et la presse de droite ! Tenez, posez-leur la question, demandez de *quel* complot il s'agit, insistez pour avoir des preuves ou du moins des indications : on vous répondra noblement que le parti communiste est un complot *permanent* et qu'on devait le dissoudre au lendemain du Congrès de Tours. Non ; la manœuvre pue au nez : à l'inverse de Lyautey[8], le gouvernement s'est servi de sa force pour pouvoir la montrer. Et à qui la montrait-il ? Parbleu : à sa future clientèle.

Si vous la regardez sans parti pris, l'opération Pinay déconcerte : que ce soit un acte de violence et qui doive, en définitive, compromettre la cause qu'il prétend sauver, nul n'en doute : la bourgeoisie fait porter toute sa propagande sur les libertés formelles ; si elle les détruit de ses propres mains, que prétendra-t-elle défendre ? Mais si l'on examine en détail les circonstances de l'arrestation, tout se brouille. On dirait d'un scénario écrit en collaboration par deux auteurs dont l'un serait très malin et l'autre idiot. Si le gouvernement voulait montrer sa force, qui l'empêchait de libérer Duclos tout de suite après l'échec de la grève ? Était-il vraiment nécessaire que toute l'Europe entende le crépitement des claques distribuées par la magistrature assise aux joues ministérielles ? Pourquoi mentir sur l'heure de

l'arrestation ? Sur le poste de radio ? Pourquoi ces niaiseries sur les pigeons voyageurs ? Et cette vénérable faribole du complot — elle a cent dix ans — pourquoi donc y recourir ? La presse libérale ne paraît pas avoir été sensible à ces contradictions : à l'époque elle prenait encore M. Pinay pour Parsifal. Mais si vous ne partagez pas cette opinion, vous aurez peut-être le sentiment que la décision des ministres leur a été soufflée par quelque Machiavel, qu'ils l'ont mal comprise, exécutée sans bonheur et qu'ils se sont trouvés pour finir devant des conséquences qui dépassaient leurs talents. Pour le Machiavel, bien sûr, je ne garantis pas son existence : dans cette opération habile et étourdie, l'étourderie vient des ministres et l'habileté vient d'ailleurs ; mais ce peut être simplement des circonstances.

M. Pinay suivait son idée ; et son idée, c'était l'Emprunt. À quelques jours de là, un journal eut ce mot du cœur : « La manifestation s'achève sur un échec et l'Emprunt s'annonce comme un succès : de quel côté sont les bons Français ? » Voilà qui est net : les bons Français souscrivent aux emprunts et ne traînent pas dans les rues ; ce n'est pas de la rue que M. Pinay attendait sa récompense mais de la boutique, des banques et de l'Assemblée. Ce qu'il préparait avec tant d'insistance, ce n'était pas la dissolution du P.C. mais la dissolution du R.P.F. ; s'il tentait de mater l'opposition de gauche, c'était pour mieux museler celle de droite, et s'il gardait sous les verrous son encombrant captif, c'était tout simplement pour faire chanter ses collègues : on l'a bien vu quand il imposa la confiance à l'Assemblée glacée de terreur : « Ma place est à vous. Mais celui qui la prendra, faudra qu'il prenne mon prisonnier avec. » Ce jour-là, M. Duclos sauva le ministère[9].

Bref, on nous a fait le coup du péril rouge : un coup qui ne date pas d'hier mais qui prend encore. Seulement M. Pinay ne lui a pas

donné sa forme classique et même, aux dires des experts, c'est une hérésie de l'avoir tenté dans ces circonstances : pour que le truc réussisse, on juge indispensable, à l'ordinaire, qu'*il n'y ait pas* de péril rouge[10]. Prenez les Américains : quel sens inné de la propagande et quelle connaissance du cœur ne leur a-t-il pas fallu pour porter à sa perfection ce procédé un peu fruste qui leur venait d'Europe ! et croyez-vous qu'ils en auraient pu faire ce merveilleux instrument de propagande, *l'anticommunisme*, s'il y avait des communistes aux U.S.A. ? Si vous rencontrez des militants du P.C. chaque jour ou même chaque mois, comment croire qu'ils mangent les enfants ? Mais si vous n'en avez jamais vu, comment prouver qu'ils ne les mangent pas ? Et puis, on réalise une économie de personnel : si nul *n'est* « stalinien », tout le monde est suspect de l'être ; l'*average man* tient les deux rôles : dénonciateur avec tous, dénoncé quand il est seul. Bien entendu les victimes ne prouveront jamais leur innocence puisque l'accusation ne sait pas ce qu'elle leur reproche. Pour avoir appliqué le procédé sans discernement, M. Pinay risquait de s'apercevoir à ses dépens qu'*il y a* des communistes en France.

Eh bien non : tout s'est passé comme s'il n'y en avait pas. Faut-il vraiment croire qu'un Machiavel conseilla le gouvernement ? L'explication est plausible mais non pas nécessaire. Cette opération à court terme venait à son heure dans une bataille qui dure depuis la Libération et où la bourgeoisie française a su conquérir et garder l'initiative. Le machiavélisme est dans les choses : quoi que fît M. Pinay, son acte, porté, servi, environné, nourri par d'autres manœuvres moins visibles et plus profondes, devait réfléchir une intelligence empruntée ; à un certain moment des batailles, si l'un des adversaires a l'avantage, tout lui profite, le hasard même tourne en sa faveur. M. Pinay arrête étourdiment Duclos au

moment où il devient habile de l'arrêter. Il y a un sens *objectif* du « coup du 28 mai » qui n'est apparu, *peut-être*, à aucun de ceux qui en sont les auteurs mais qui crève les yeux après coup : il devient le symbole d'une stratégie que j'essaierai de définir au prochain chapitre.

Considérée sous cet angle de vue, l'arrestation de Duclos est illégale *parce qu'il fallait qu'elle le fût*. Légale, le Parti gardait une porte de sortie : il pouvait protester par sa presse, par des meetings, contre l'*intention* tout en déclarant s'incliner devant la légalité formelle de l'*acte*. Par l'enlèvement de Duclos, le ministre bouche toutes les issues : il lance un défi public aux communistes, il les attaque *sur l'échec* de la manifestation et quand ils sont en pleine retraite, il les contraint d'accepter une épreuve de force à l'heure et sur le terrain qu'il a choisis, avec le monde entier pour témoin. Protester ? Opposer la Constitution au gouvernement ? Cela pouvait se faire, cela s'est fait : Duclos a déposé une plainte en forfaiture. Naturellement, nos bonnes feuilles ont fait de l'ironie : « Si nos lois sont faites contre vous, pourquoi protestez-vous quand on leur désobéit ? Vous qui les enfreignez tous les jours, de quel droit criez-vous quand c'est nous qui leur donnons des entorses ? Vous êtes pour ou contre la République selon votre intérêt du moment et vous ne vous réclamez de nos codes que pour nous ligoter par des règlements que vous n'observez pas. » L'argument ne vaut rien et nous aurons l'occasion de revenir sur les rapports du P.C. avec la démocratie. Mais quand il n'aurait d'autre but que de la détruire, reste que c'est la bourgeoisie elle-même qui a posé l'universalité de la loi contre les particularismes de l'Ancien Régime : pourquoi les communistes se priveraient-ils d'accuser l'adversaire au nom de ses propres principes ? Donc, vous défendez Maurras[11] ? Pas du tout : Maurras était un

bourgeois, qui tirait toutes ses ressources de la société bourgeoise ; il avait la culture et l'aisance qui donnent un vrai contenu aux libertés formelles ; il trahissait sa classe au profit d'une petite minorité de bourgeois. Les communistes parlent au nom du prolétariat qui participe à la vie économique du pays sans avoir part à sa vie sociale : s'il arrive au travailleur de tirer quelque avantage des lois bourgeoises, elles ne sont pas *ses* lois pour autant, car elles favorisent ceux qui l'exploitent. Pourtant le Parti ne pouvait se contenter d'une action légale : car le gouvernement, en violant la loi, est allé chercher les masses sur leur propre terrain qui est celui de l'illégalité ; en faisant un affront public à leur parti, il les a défiées : « Votre chef, voilà ce que j'en fais ; et si ça ne vous plaît pas, c'est le même prix. » Il faut donc que les masses répondent *sur ce terrain* au défi : dans le cas d'Henri Martin, le Parti peut trouver absurde le motif des poursuites et inique la sentence rendue ; mais il ne conteste pas le droit d'arrêter et de punir un soldat ou un marin surpris à distribuer des tracts : il se bornera donc à réclamer par sa presse, par des meetings ou des pétitions, la révision du procès ; inversement, si un gouvernement de tendance fasciste arrête le représentant d'un parti bourgeois, ce parti peut recourir à l'action judiciaire : car il voudra prouver que les lois démocratiques sont suffisantes à nous protéger de la dictature. Mais si l'on fait violence à un parti de violence, la seule réponse est la violence.

Dans nos sociétés, le gouvernement et les assemblées tiennent leur pouvoir des institutions au moins autant que de la volonté du peuple, d'abord parce que ce sont les institutions qui définissent l'électeur, ensuite et surtout parce que le pouvoir peut rester légitime quand il ne répond plus aux vœux de la majorité, à la seule condition qu'il soit garanti par la loi. Après les élections

municipales de 1947, un gouvernement à demi désavoué par le pays a pu garder le pouvoir, attendre le reflux du mouvement gaulliste et fabriquer une loi électorale qui assurait le retour de la même majorité à l'Assemblée future.

Le P.C. jouit d'une autorité qui ressemble à celle d'un gouvernement ; mais comme il n'a pas d'*institutions,* sa souveraineté lui vient des masses elles-mêmes. Vous me dites qu'il est inféodé à Moscou ? Qu'il n'y a pas de démocratie à l'intérieur du mouvement ? C'est bien possible : n'empêche que si les masses refusaient tout à coup de le suivre, il perdrait tout ; si puissant qu'il soit, il ressemble à Antée qui n'avait de forces que lorsqu'il touchait la terre. Les cinq ou six millions de voix qui se portent tous les quatre ans sur le Parti consacrent son importance électorale sans légitimer son action révolutionnaire : les électeurs ne désapprouvent ni les manifestations ni les grèves politiques mais leur bulletin de vote ne permet pas de savoir s'ils y participent, C'est dans la rue que le P.C. mesure ses pouvoirs ; c'est l'ampleur des démonstrations de masse qui *légitime* son autorité. Voici donc, en face du système abstrait et très raisonnable de l'élection, une délégation de pouvoirs publique, obscure, dangereuse, contestable, mais qui nous fait remonter jusqu'aux sources de la souveraineté. Seulement, il en est de ces plébiscites comme de la création divine chez Descartes : valables sur l'instant, il faut les renouveler sans cesse ; quand la France entière aurait fait grève hier, rien ne permet d'affirmer qu'elle recommencera demain ; il n'est pas d'*institution* pour étendre et prolonger le résultat de ces consultations populaires au-delà de la journée où elles ont eu lieu : et cela se comprend puisque, par sa violence même, le torrent des manifestants exprime une sorte de volonté *constituante* qui révoque les lois en vigueur. Le bourgeois ne s'y est jamais trompé :

ses intrigues peuvent remanier les ministères mais ce sont les masses qui donnent le *vrai* pouvoir ; ce qu'il redoute et déteste dans la « populace », c'est la souveraineté sauvage. Mais puisque le rapport des foules à leurs chefs est constamment variable, il n'hésite pas à prendre les communistes au mot et les oblige à se faire plébisciter quand les circonstances leur sont défavorables. Si le résultat leur est contraire, on le publiera. En vain expliqueront-ils qu'il s'agit d'une défaillance passagère : un parti électoral peut survivre à ses défaites mais un parti révolutionnaire ne se distingue pas de l'élan révolutionnaire de ses troupes. Le ministre rend aux communistes la monnaie de leur pièce : ils en appelaient à la bourgeoisie de ses propres principes ; c'est au nom des leurs qu'on les oblige à montrer leurs cartes. La souveraineté sauvage du peuple, ça le fait doucement marrer, M. Pinay : il sait très bien qu'il n'a pas la majorité du pays derrière lui ; mais jusqu'à ce qu'une loi électorale la définisse, la majorité n'a que le droit de se taire. Par contre, il sait très bien aussi qu'un parti révolutionnaire n'a pas le droit de *plier :* il enlève M. Duclos et attend ; le défi sera sûrement relevé. De fait, le Bureau politique a vu le piège (et, s'il ne l'avait pas vu, les résistances et les atermoiements de la C.G.T. ont dû l'éclairer) mais il y donnera tête baissée : mieux vaut laisser au militant le souvenir d'une défaite que celui d'une dérobade. L'ordre de grève est lancé, le gouvernement est prêt : si les masses bougent, on les écrase ; mais on croit savoir qu'elles ne bougeront pas. Pour le 4 juin comme pour le 28 mai les prévisions du Bureau politique et celles du ministère sont en concordance parfaite.

Bref on n'attendait *rien,* il ne se produisit *rien* et, sur ce rien, M. Pinay bâtit sa gloire. La journée du 4 juin est historique en ceci qu'elle ressemble à toutes les autres ; nous avons lu dans les journaux du lendemain que les rues présentaient leur physionomie

habituelle, que le métro fonctionnait comme à l'ordinaire ; ce fut un de ces jours ouvrables qu'une grâce singulière change aux yeux des amis de l'ordre en fêtes carillonnées

J'étais à l'étranger, mes relations avec les communistes étaient bonnes mais non point délicieuses : ils ne disaient plus que je mettais l'homme à quatre pattes mais ils m'accusaient encore d'avoir espionné la Résistance pour le compte de la bourgeoisie fasciste. Enfin la manifestation du 28 mai ne m'avait pas semblé opportune et je redoutais de nouvelles bagarres, des morts inutiles. Autant de raisons pour apprendre l'échec de la grève avec indifférence sinon avec soulagement. Or, la nouvelle a produit sur moi l'effet contraire : la protestation des bonnes feuilles ne parvenait pas à couvrir l'étrange silence de la France et j'ai eu le sentiment qu'on venait de m'annoncer une petite défaite de l'homme. Je ne savais pas alors que nous étions très nombreux à voir les choses ainsi. Depuis, la presse bourgeoise a écrit que nous avions la frousse. Pourquoi pas, après tout ? Va pour la frousse : c'est un des rares mots que nos journaux peuvent comprendre. Mais la frousse *de quoi ?* Du régime policier qui s'annonce ? de l'emprise américaine ? de la chasse aux sorcières ? de la guerre qui menace ? Voilà des sujets d'inquiétude qui m'ont l'air très raisonnables. Mais je n'y suis pas : nous avons peur parce que la classe ouvrière a désavoué le parti communiste. Si ce n'est que cela, cessez de vous mettre en peine ; car nous sommes bien tranquilles : le Parti ne disparaîtra pas de sitôt et il n'est pas vrai que la classe ouvrière lui ait manifesté son désaveu : le 4 juin *rien* n'a été manifesté et *il n'y avait pas* de classe ouvrière ; si vous voulez le savoir, voilà justement ce qui nous a fait peur ; et j'écris cet article pour essayer de comprendre pourquoi la France se tait.

Il paraît qu'elle ne se tait pas, qu'elle crie son mépris à la face de M. Pinay ; bref, le « prétendu » échec de la grève serait contesté par le P.C. et nous aurions eu peur pour rien. Je devrais me réjouir mais je n'ai fait que changer de souci : à présent, c'est ma surdité qui m'afflige. Je vois M. Caillois[12] qui sourit : voilà où on en arrive quand on s'amuse à défendre les communistes en dehors de leurs principes. Sartre pense-t-il leur plaire en gémissant tout haut sur une défaite qu'ils n'avouent pas ? — Non, je ne le pense pas. Qui donc serait assez fou pour vouloir plaire à des militants, communistes ou non ? Et pourquoi le ferait-on ? Si je prenais cette peine, qu'est-ce que ça me rapporterait ? La poignée de main furtive d'un « crypto » ? un sourire pâle sur les lèvres d'un « mou » ? Il n'y a pas de quoi faire battre mon cœur. Non : un parti de masse, on le combat, on y entre ou on s'entend du dehors avec ses représentants sur des objectifs communs. Tant mieux si c'est l'action qui décide des sentiments : l'individualisme bourgeois les réduisait à des humeurs, revenons à aimer ou à détester l'homme entier à travers ses œuvres. Il est vrai : le but de cet article est de déclarer mon accord avec les communistes sur des sujets précis et limités, en raisonnant à partir de *mes* principes et non des *leurs :* on verra pourquoi. Il est arrivé cent fois, depuis le Congrès de Tours, que des hommes ou des groupes « de gauche » proclament leur accord de fait avec le P.C. tout en soulignant leurs divergences de principes. Et si leur concours paraissait souhaitable au Parti, il acceptait cette alliance *malgré* les divergences. Il me semble aujourd'hui que la situation, pour lui comme pour nous, a changé de telle sorte qu'il doit souhaiter de semblables alliances en partie *à cause* des divergences.

Quant au fait lui-même, peut-on dire que le P.C. le conteste ? Oui et non. Il reconnaît que la grève n'a pas réussi mais son

principal souci paraît être de mettre la classe ouvrière hors de cause et, pour y parvenir, il n'hésite pas à prendre toute la faute sur lui. Précipitation, mauvaise transmission des ordres, manque de cohésion, outrance du ton : on sait tout ce qu'il se reproche. À vrai dire, c'est faire la part du diable. L'adversaire donne des événements du 4 juin une explication par l'essence : c'est la nature maligne du P.C. qui devait finir par dégoûter la classe ouvrière ; le P.C. reconnaît les faits mais les explique par l'accident : la classe ouvrière a gardé sa combativité ; simplement, des *individus* ont commis des erreurs et n'ont pas su la convoquer à temps. Voici ce que disait M. Duclos à la dernière séance du Comité central : « La classe ouvrière a été l'élément déterminant de la victoire. Dans son immense masse elle a été avec notre Parti contre les comploteurs. Mais cela ne veut pas dire que cette prise de position s'est traduite toujours et partout par des grèves, des manifestations ou des pétitions. L'erreur du gouvernement et de ses agents a été justement de croire que là où il n'y avait ni grève ni manifestation la classe ouvrière était indifférente. Les travailleurs ont compris que le complot anticommuniste, c'était le prélude de violentes attaques contre leurs conditions d'existence, contre leurs droits acquis, contre les libertés démocratiques et contre la paix. Et il est hors de doute que l'action de la classe ouvrière était appelée à prendre de très sérieux développements si le mouvement populaire n'avait, avec la libération du 1er juillet, porté un premier coup sévère aux comploteurs[a]. »

Sur un point, je suis d'accord avec le P.C. : c'est qu'il est impossible de présenter le silence des masses comme un consentement à la répression. « Soit, me répond-on. Mais pour les mêmes raisons vous ne pouvez pas non plus le faire passer pour une désapprobation. » Je n'en suis pas si sûr : bien entendu, un

signe négatif est malaisément déchiffrable. Mais on a peine à croire qu'une violence exercée sur le leader d'un parti ouvrier, à la suite d'une manifestation — fût-elle impopulaire —, puisse laisser les masses indifférentes. Les travailleurs vivent sous la menace constante de trois fléaux qui s'appellent hausse des prix, chômage et répression. Quel que soit l'avenir à long terme dont ils rêvent ou qu'ils préparent, leur avenir à court terme est toujours sombre : ils connaissent l'hostilité des classes dirigeantes, ils savent qu'elles sont lancées dans des combinaisons dont les conséquences sont pour la plupart néfastes au prolétariat, mais ils ignorent le détail des manœuvres et les effets les atteignent souvent sans qu'ils aient pressenti les causes. Dans cette pénombre incertaine où tout ce qu'ils *subissent* va de soi-même au pire, les changements brusques sont de mauvais augure. Vous rappelez-vous ces années tournantes où l'on devinait que l'Allemagne se préparait à la guerre, sans pouvoir deviner son effort de réarmement, vous rappelez-vous notre constante inquiétude et le goût sinistre des journées : de temps en temps Hitler faisait un geste, prononçait un discours et nous sentions chaque fois la guerre un peu plus proche. Bien sûr, comparaison n'est pas raison : mais quand je veux, moi, bourgeois relativement protégé contre les crises, comprendre le climat des banlieues ouvrières, cette atmosphère lourde, cet avenir barré, c'est à cette période de notre histoire que j'ai recours. En arrêtant Duclos, les bourgeois ont donné de leurs nouvelles et ces nouvelles étaient mauvaises. À moins d'oublier la haine séculaire des ouvriers contre les flics, les difficultés de leur vie quotidienne, l'instabilité de leurs budgets et leurs vieilles blessures jamais cicatrisées, comment nier qu'ils n'aient vu dans l'action judiciaire entamée contre le parti communiste le signe avant-coureur de persécutions nouvelles.

À présent, faut-il assimiler cette sourde inquiétude à un *mouvement ?* Ce mélange d'appréhension et de ressentiment peut-il passer pour une *action ?* Je ne le crois pas. D'après M. Duclos, le gouvernement aurait commis l'erreur de sous-estimer la résistance des masses. Je le veux bien ; mais si M. Pinay n'a pas su voir leur colère, sur qui donc cette résistance vaine et muette a-t-elle pu agir ? Et comment donner les libérations du 1er juillet pour une victoire populaire ? Si j'étais communiste, plus encore qu'au prolétariat, c'est à Montesquieu que je vouerais ma gratitude : car l'action répressive du ministre a été freinée pour quelques mois par le principe bourgeois de la séparation des pouvoirs ; une magistrature scrupuleuse et fière de ses prérogatives a tout simplement refusé d'abandonner à l'exécutif l'indépendance qui fait sa raison d'être et la part de souveraineté qu'elle détient. Le mouvement populaire aurait galvanisé les juges ? Mais où prend-on cela ? Et s'il ne s'est exprimé « ni par des grèves, ni par des manifestations, ni par des pétitions », comment ces magistrats bourgeois auraient-ils pu le connaître ? En fait, la France était immobile et muette et c'est au milieu d'un grand silence que la Chambre des Mises a pris sa décision[13]. Et ce n'est pas, selon moi, d'avoir sous-estimé l'indignation populaire que le gouvernement est coupable ; c'est de n'avoir pas prévu un arrêté si prévisible : la magistrature n'a jamais obéi à personne, depuis la Troisième République[b] ; pourquoi voulait-on qu'elle acceptât des maîtres, surtout quand ces maîtres s'appellent Baylot et Pinay.

Donc il est également faux que les masses aient fait pression sur les ministres et qu'elles soient restées indifférentes. Le fait est qu'elles désapprouvaient et qu'elles n'ont pas marqué leur désapprobation ; c'est ce qui paraît suspect : pourquoi leur très réel mécontentement n'a-t-il pas cherché à s'exprimer ?

« Parce que leur rancune était trop forte, parce qu'elles condamnaient la politique communiste et parce qu'on leur offrait l'occasion de le montrer. » Par cet habile retournement, la presse bourgeoise a converti l'absence de réaction en volonté de ne pas réagir. Admettons : mais *de quoi* parle-t-on ? Du 28 mai ou du 4 juin ? On me dit que c'est tout un, que le second échec n'est que la confirmation et l'aggravation du premier ; je n'en suis pas du tout persuadé : à mes yeux, les deux journées diffèrent profondément.

La manifestation du 28 mai, pour tout dire, je m'en moque : réussie ou manquée elle ne sort pas de la routine et des « affaires courantes ». Et surtout, elle a un caractère *politique*. Les dirigeants communistes ont étudié la situation internationale, évalué les forces en présence et ils ont jugé qu'une opération restreinte contribuerait pour sa faible part à modifier le rapport de ces forces. Ce qu'ils ont fait là, d'autres peuvent vouloir le faire pour leur propre compte : chacun peut apprécier politiquement une action politique. Et, si je ne puis croire — on verra pourquoi — que *la classe ouvrière* ait manifesté contre la manifestation, j'admets volontiers — pourquoi pas ? — qu'un bon nombre d'ouvriers se sont abstenus d'y prendre part avec une sorte d'animosité qui traduisait un désaveu : « À quoi ça sert-il ? On n'obtiendra rien comme ça, etc. » Peut-être même s'en est-il trouvé quelques-uns pour vouloir montrer par leur absence qu'ils condamnaient cette politique de prestige. Pour la majorité, c'est encore plus simple : et les militants savent fort bien que les manifestations contre la guerre font rarement recette. L'échec de la Journée rouge, en juin 1929[14], offre beaucoup d'analogies — au moins superficielles — avec celui du 28 mai : même appel aux masses : « Montrez que vous êtes décidés à empêcher la croisade

anticommuniste » ; même absence « très remarquée » de la classe ouvrière ; une seule différence : ce fut Thorez qu'on arrêta. Le Parti connaît bien le problème : il sait bien qu'il faudrait appuyer en chaque cas les prises de position politiques sur les revendications économiques, il souhaite pouvoir analyser la situation locale, en dégager les causes générales et montrer les liens de l'intérêt immédiat avec les intérêts de classe. Mais nous verrons que ce n'est pas toujours facile : il arrive qu'un chaînon fasse défaut ou que les dirigeants commettent des erreurs : dans ce cas l'action politique se présente toute seule à découvert, et elle ne réussit pas toujours à entraîner les masses. Et cela ne vient certes pas de ce que les ouvriers jugent que l'action politique n'est pas de leur ressort ni de ce qu'ils s'interdisent d'employer leurs armes ordinaires à dénoncer le colonialisme ou l'impérialisme, mais tout simplement de ce que l'objectif leur est présenté sous une forme trop abstraite et trop lointaine. Ils luttent de meilleur cœur quand on leur montre, par exemple, qu'en défendant leurs salaires il compromettent la politique de réarmement et, par voie de conséquence indirecte, le pacte Atlantique. Parce qu'ils défendent leurs intérêts particuliers ? Non : parce que leur prise sur les événements reste directe, parce qu'ils voient les effets de détail de l'action, parce que toute leur « éducation politique » repose sur l'idée que les événements mondiaux se présentent, à l'échelle des nations et des villes, sous l'aspect de changements locaux et concrets dont une action locale et concrète peut modifier le cours.

Mais, de toute façon, la grève du 4 juin, elle, *n'était pas* politique. Ou faut-il l'appeler politique, cette fureur qui souleva les ouvriers italiens quand ils apprirent qu'un inconnu avait tiré sur Togliatti[15] ? Devançant les ordres de grève, ils se ruèrent dans les usines, les occupèrent, mirent les patrons sous clé : tout le monde

était d'accord, communistes, non-communistes, anticommunistes, ce fut un raz de marée ; pendant deux jours le gouvernement pensa perdre le contrôle de la situation. Et quels étaient — politiques ou non — les objectifs de cette manifestation ? Protester ? Contre qui ? Contre un fou ? Car nul ne jugeait — même à l'époque — le gouvernement ou les partis de droite assez sots pour faire assassiner un leader communiste au moment où le P.C. contrôlait un bon tiers du pays ; quant à la « pression » des masses, sur qui pouvait-elle s'exercer, sinon sur Dieu le Père ? Pourtant l'événement eut une portée immense : dans un élan de passion, la classe s'est affirmée *en acte* devant la nation, devant l'Europe ; *avant* l'attentat il paraissait n'y avoir qu'une poussière de groupements qui s'attiraient ou se repoussaient, se juxtaposaient ou s'interpénétraient, familles, associations, entreprises, paroisses, etc. ; tout de suite *après*, les barrières sautent, et le prolétariat *se montre*. C'est cela et rien d'autre, c'est ce sursaut violent que les communistes attendaient de l'ouvrier français ; il ne s'agissait plus d'atteindre des objectifs plus ou moins lointains par des voies plus ou moins détournées : la classe ouvrière était attaquée dans sa réalité la plus quotidienne et dans ses droits élémentaires, on embastillait sous son nez les dirigeants qu'elle s'était choisis et le Bureau politique exigeait d'elle — sans espoir, je l'ai dit — une réaction immédiate et passionnelle. Personne ne lui demandait de casser les vitres de la Présidence du Conseil ou de bouter le feu à l'Élysée : on souhaitait qu'elle se montrât, tout simplement. Elle ne s'est pas montrée. « Cela prouve, répond l'anticommuniste, qu'elle veut secouer le joug du P.C. Ces manifestations de masse, disiez-vous, sont des sacres barbares et c'est dans la rue que le prolétariat renouvelle sa confiance en ses chefs. Concluez donc : quand les rues sont désertes, les chefs sont désavoués. »

N'allons pas si vite. En 1951, les masses donnaient déjà des signes indéniables d'épuisement, pourtant cinq millions d'électeurs ont voté pour les communistes ; depuis le 4 juin, des élections partielles ont eu lieu qui ne marquent pas de recul notable sur les moyennes de l'an dernier ; au lendemain de la grève manquée, F.O. a remporté, chez Renault, un succès que les bonnes feuilles ont monté en épingle. Ce gain indiscutable témoigne *au moins* de la mauvaise humeur ouvrière. Mais ce qu'on a rarement souligné à droite et qui me paraît plus significatif encore, c'est que la C.G.T., moins de quinze jours après son fiasco, conservait 60 % des voix. Il y a donc aux usines Renault une majorité de travailleurs qui lui gardent leur confiance tout en se réservant de lui désobéir ; il y a dans le pays quatre à cinq millions d'électeurs qui votent pour les députés communistes sans lever le petit doigt pour les défendre quand on viole leur immunité parlementaire. Il est vrai : cette sorte de souveraineté qui naît de l'action, le P.C. est en train de la perdre ; et ces remarques semblent indiquer, à première vue, une crise de son *autorité révolutionnaire*. Mais il est aussi un parti classique et parlementaire ; puisqu'il contrôle, pratiquement, la C.G.T., il est une organisation syndicale : sous ces deux aspects, il garde son prestige ; 60 à 70 % des travailleurs acceptent qu'il défende leurs intérêts matériels ; 25 à 30 % des électeurs acceptent qu'il les représente à l'Assemblée. Après cela, vous venez me dire que la classe ouvrière désavoue Duclos ; je veux bien. Mais il me semble clair qu'elle ne peut le désavouer sans se désavouer elle-même ; tenez, j'admets tout ce que vous voudrez : les ouvriers sont las de la tutelle communiste, de la bureaucratie du Parti, de son obéissance à Moscou ; ils lui font mille reproches et s'indignent chaque jour contre la C.G.T. Et après ? On ne leur demandait pas de donner un doux gage d'amour au Bureau politique mais de

réagir à un défi, à une insulte et à une menace. Hier, en arrêtant Duclos, le gouvernement annule leurs votes d'un trait de plume ; en arrêtant Le Léap[16], aujourd'hui, il déchire leurs cartes syndicales. Désavouer Duclos *en un pareil moment* ? Et pourquoi, pendant qu'ils y sont, ne remercieraient-ils pas le bon M. Pinay des les avoir délivrés d'un tyran ? Ou croyez-vous sincèrement qu'un prolétariat forgé par cent cinquante ans de lutte, conscient de ses traditions et de sa grandeur, va venir vous déclarer avec le sourire : « Je ne suis pas trop content des chefs que je me suis donnés, c'est pourquoi je ne trouve pas mauvais qu'on les arrête et, tout en leur conservant ma confiance sur certains points, je ne refuse pas qu'on viole un peu la loi, si c'est nécessaire, pour me débarrasser d'eux » ? Que les commentateurs du *Figaro* prennent la classe ouvrière pour une vierge folle, c'est dans l'ordre. Mais vous, vous les marxistes « antistaliniens », vous qui comptez sur sa clairvoyance pour la délivrer de ses dirigeants actuels, comment pouvez-vous admettre qu'elle ait tranquillement ouvert la porte à la répression policière ? Vous l'avez dit et répété après Marx, après Lénine : la bourgeoisie s'est imposé des lois qui l'étranglent, l'intérêt du prolétariat c'est de la contraindre à les respecter. Il faut, disiez-vous, nous lever contre tous les abus du pouvoir. Allez-vous ajouter aujourd'hui : sauf quand les staliniens en font les frais ? Je sais : vous pouvez tout vous permettre parce que vos attitudes n'ont pas d'effet sur les masses ; vous avez conclu avec les faits un pacte de non-intervention : ils passent sans vous déranger, sans infirmer ni confirmer vos théories ; en contrepartie vous vous êtes engagés à ne jamais intervenir pour en modifier le cours. Mais on jugera plus inquiétantes les réactions de F.O. et de la C.F.T.C.[17]. Qu'elles soient réformistes ou révolutionnaires, indépendantes ou contrôlées, les organisations syndicales ont ceci de commun qu'elles se sont

développées dans le cadre de la démocratie bourgeoise et qu'elles utilisent toutes les armes que la légalité leur fournit. Si le gouvernement viole la loi ou s'il la change, elles sont toutes atteintes : pour que la classe ouvrière ait confiance dans sa force, il faut qu'elle la voie au grand jour ; les grèves de 1936, par exemple, ont eu lieu dans une galerie des glaces. Imaginez un brusque retour de la clandestinité ; l'action des partisans restera possible, non celle des masses : on aura crevé les yeux de Samson. Vous dites que nous n'y sommes pas encore ? Non, bien sûr ; mais il n'y a pas longtemps que nous en sommes sortis et nous avons tous des souvenirs qui devraient nous rendre chatouilleux sur le chapitre des arrestations arbitraires. « Eh bien, oui ! me dit-on. Mais vous en parlez à votre aise : vous avez été insulté, diffamé peut-être mais non persécuté. Un militant de F.O. est victime de persécutions systématiques et ininterrompues : on l'insulte, on le met en quarantaine, on sabote son ouvrage, de temps en temps on lui cogne dessus. Quand on lui parle des communistes, croyez-vous qu'il pense au séparatisme, aux camps, à la bureaucratie, au titisme ? Allons donc ! il pense : « Ce qu'ils m'en ont fait baver, les salauds ; mais attendez un peu que ça change et je leur en ferai baver à mon tour. » Ce serait tout de même trop commode si le P.C. n'avait qu'à dire « pouce » pour que toutes ses victimes se précipitent à son secours.

C'est vrai : les divisions de la classe ouvrière doivent rendre la vie impossible à beaucoup de travailleurs ; quant aux rancunes, elle existent : c'est un fait. Mais qu'est-ce qu'on leur demandait ? De passer l'éponge ? De rétablir l'unité syndicale ? De tendre la main au P.C ? Pas du tout : mais de participer à une grève de durée limitée et de portée symbolique pour défendre la classe ouvrière et leurs propre organisations ; il leur était facile de faire connaître

leurs réserves et de proclamer par exemple : « Nous n'avons pas oublié nos dissensions mais nous les mettons de côté pour une fois ; si profondes soient-elles, nous ne permettrons jamais qu'elles débordent le cadre de la classe et nous repoussons une fois pour toutes l'aimable concours du gouvernement et du patronat sous quelque forme qu'il se propose : même si leur intervention paraissait d'abord nous favoriser aux dépens de notre adversaire, nous savons qu'elle doit finir par nous nuire à tous ; quiconque exerce des violences contre un représentant — quel qu'il soit — des travailleurs, c'est contre nous tous qu'il les exerce et l'unité du prolétariat se rétablira contre lui. »

Rien n'est venu. À un mouvement « spontané » et irrésistible, les dirigeants de Force Ouvrière se seraient sans doute associés pour n'en pas perdre le bénéfice. Mais, prévoyant l'échec de la grève, ils souhaitaient qu'elle fût pour les masses une expérience cruciale et qu'elle leur révélât *au grand jour* leur désaccord avec le Parti. Était-ce un bon calcul ? Il est venu, cet échec, et qui donc en profite ? Nos bourgeois et leurs ministres.

Un « inspiré » de *Preuves* m'accuse de faire beaucoup d'embarras pour peu de chose : ces événements sont de l'histoire ancienne et je suis le seul, en France, à me les rappeler. Je réponds que nous sommes au moins deux qui nous en occupons encore : ce qui me les remet sans cesse en mémoire, c'est que M. Pinay prouve chaque jour qu'il ne les oublie pas. Réussie, la grève l'arrêtait sur l'heure : il ne serait plus ministre et Le Léap ne serait pas en prison (je ne vais pas jusqu'à dire que ce serait le contraire). Manquée, elle lui a appris « jusqu'où il pouvait aller trop loin ». Pour cette seule raison, qui est évidente, je dis que la grève du 4 juin ne devait pas seulement servir les intérêts communistes mais ceux du prolétariat et de la nation entière. Où prenez-vous que le *prolétariat* a infligé

un blâme à ses dirigeants communistes ? Quand, pour mieux évincer le concurrent, un syndicat ouvrier se fait tacitement le complice de l'ennemi de classe, je dis que le prolétariat est de sortie.

— Alors, *qui* a refusé de faire la grève ? — Eh bien, *des individus*, en très grand nombre ; mettons, si vous voulez, la grosse majorité des travailleurs. — Et ce n'est pas cela qu'on appelle le prolétariat ? — Non, ce n'est pas cela. Tenez : après la grève, la presse non communiste a publié des témoignages sur l'état d'esprit qui en a provoqué l'échec ; pourquoi ne pas nous y reporter ? Je les crois véridiques — partiellement au moins — d'abord parce que j'en ai pu contrôler quelques-uns ; ensuite parce que les faits rapportés restent à peu près identiques à travers l'éventail des opinions ; enfin et surtout parce qu'ils vont manifestement contre les intérêts de ceux qui les citent et parce qu'ils montrent le contraire de ce qu'on voudrait prouver. Aucune de ces raisons ne convaincrait à elle seule ; si on les prend toutes ensemble, elles ne sont pas sans force. Ces témoignages frappent d'abord par ce qui leur manque. Si vous y cherchez des refus nets et politiquement motivés, vous serez déçus ; au bistro, dans les quartiers petit-bourgeois, le premier pochard venu se prend pour le corps électoral, pour la nation ; il prend parti pour ou contre le pacte Atlantique, il explique ce qu'un gouvernement « digne de ce nom » devait faire en Tunisie : ses jugements ont force de loi, il parle au nom de tous et il exige que tous lui donnent raison. Dans le cas qui nous occupe, vous ne trouverez rien qui ressemble à cette assurance sympathique de l'électeur fort de ses droits : l'ouvrier se borne à refuser sa participation *personnelle ;* il ne porte pas de jugement et, loin de vouloir, comme Kant et les poivrots de la Quatrième République, « ériger la maxime de son acte en loi

universelle », il s'efforce au contraire de lui conserver un caractère particulier ; bien entendu, si ses camarades le prennent à partie, le traitent de « jaune », bref, s'ils essaient *les premiers* de le replacer dans les circonstances historiques, il se défendra sur le terrain qu'ils ont choisi, il tentera de leur prouver qu'il a politiquement raison et qu'ils devaient agir comme il a fait. Mais, au contraire, si son entourage hésite et s'il sent que sa décision peut provoquer un mouvement général d'abstentions, il prend peur et fait remarquer que d'autres attitudes sont possibles, que la sienne n'engage que lui : c'est sur l'aspect *singulier* de son cas qu'il insiste surtout. Au fond, est-ce qu'il refuse ? Il dirait plutôt, semble-t-il, qu'il *ne peut pas* obéir : « Toi (qui n'as pas mes charges de famille ou qui es certain de garder ta place, etc.) tu es libre de faire ce que tu veux ; moi, ça n'est pas la même chose… » Décider de ne pas faire grève ? Ne pas pouvoir décider de faire grève ? Entre les deux, il balance. Il ne sait trop s'il désire que son exemple soit suivi dans toute la France ou que son absence passe inaperçue ; il redoute également une manifestation qui se ferait sans lui et une abstention massive qui pourrait avoir des conséquences graves. Oui, ce qui domine c'est le sentiment d'impuissance. D'ordinaire les ordres syndicaux s'imposent comme des devoirs et les délégués s'efforcent de le persuader qu'ils sont exécutables : Tu dois, donc tu peux. Aujourd'hui il leur répond : Je ne dois pas parce que je n'en peux plus. « Vous savez bien que nous n'arriverons à rien, que nous perdrons notre salaire pour rien. » Ou bien : Force Ouvrière ne bouge pas : nous serons seuls. » Ou bien : « Aller chercher des histoires à un mois des congés payés ? Ça n'est pas malin. » Ou encore : « Je ne peux pas parce que j'ai trois gosses et que ma femme vient d'avoir un accident », etc. Lequel de ces arguments touche aux intérêts de classe ? À travers tant de mornes réponses

on devine un retour de ce fatalisme qui ne cesse de menacer les opprimés, que les classes dominantes cherchent à développer sans cesse et que les révolutionnaires n'ont pas cessé de combattre. Ce découragement naît de la solitude et l'engendre à son tour : c'est en brisant le cercle que la classe ouvrière s'est affirmée et l'optimisme un peu forcé des militants communistes traduit leur volonté de sauver le ciment du prolétariat, l'espoir. Ceux qui disent qu'ils ne marcheront pas parce que F.O. refuse de marcher, comment pourraient-ils déclarer plus nettement que la classe ouvrière est en morceaux ? Et pourtant les organisations non communistes groupent tout au plus le cinquième des travailleurs syndiqués. Au sein d'un organisme unique, qu'est-ce que c'est, 20 % d'opposants ? Presque rien : les mauvaises têtes, le déchet ; la majorité passe outre et se déclare unanimité. Que ces « déchets » s'organisent entre eux, tout change ; cette orgueilleuse unanimité qui se prenait pour la classe ouvrière n'est plus qu'un syndicat majoritaire ; la veille encore, elle se jugeait infaillible ; et ses décisions étaient les seules possibles ; à chaque instant le prolétariat n'était que ce qu'il pouvait et devait être ; « son but et son action historique lui (étaient) tracés irrévocablement et visiblement dans les circonstances mêmes de sa vie » ; chacune de ses réactions l'exprimait entièrement. À présent les décisions de la C.G.T. sont des *accidents :* n'est-il pas prouvé que d'autres sont possibles et, parfois, meilleures ? Cette grève, ce n'est plus le prolétariat qui l'ordonne par la bouche de ses chefs : c'est *une certaine manière* de répondre au défi du ministre. En un mot, la résolution des dirigeants n'engage plus qu'eux ; ils peuvent être de bons chefs mais cela même signifie qu'ils pourraient être *mauvais :* sans qu'il y ait de leur faute et sans qu'ils aient changé, les masses auront tendance à les considérer comme des monarques éclairés qui

pensent pour elles. On entend bien que je ne mets pas en cause, pour l'instant, « l'autoritarisme » et « le bureaucratisme » qu'on reproche au P.C. : je rappelle tout simplement les effets d'une scission syndicale, *quelle qu'elle soit* ; les dissensions ouvrières tendent à entraîner une certaine démission des masses qui, au lieu de s'affirmer dans une réaction unanime, sont amenées à choisir entre plusieurs politiques probabilistes. Engagés dans une action que leurs camarades désapprouvent, les cégétistes ont le sentiment de combattre à découvert ; ce n'est plus seulement l'issue de l'opération qui est incertaine ; c'est l'opération elle-même : appauvrie, conjecturale, limitée, elle reflète les *opinions* de certains spécialistes ; et s'il y a des spécialistes de « l'intérêt général », comment s'étonner que l'ouvrier incline à s'occuper d'abord de son « intérêt particulier ».

Car enfin croit-on que les grévistes de 1920, de 1936, de 1947 étaient tous célibataires et sans enfants, miraculeusement assurés contre le chômage et pourvus d'un livret de caisse d'épargne ? Ou, inversement, croit-on que l'ouvrier d'aujourd'hui ait perdu jusqu'à la mémoire des intérêts de la classe ouvrière ? L'exploitation capitaliste lui semble-t-elle plus juste et plus humaine ? Accepte-t-il d'un meilleur cœur le colonialisme, les guerres impérialistes et la répression policière ? Va-t-il sacrifier ses chefs pour se rapprocher de ses patrons ? Faites l'expérience : abordez un de ceux qui ont refusé de faire grève, parlez-lui d'un air ouvert, avec abandon et glissez en douce dans vos propos quelques flèches empoisonnées contre la politique communiste : qui sait, il est peut-être de votre avis ; n'empêche qu'il rompra l'entretien tout net, ayant deviné l'ennemi de classe sous les sourires. Bref, aujourd'hui comme avant-hier, les ouvriers ont les mêmes soucis, les mêmes buts, les mêmes fidélités. Pourtant tel risquait la mort en 1942 qui, dix ans

après, ne risquera pas même son salaire d'un seul matin. Qu'est-ce qui a changé ? Les motifs ? Les mobiles ? Non : leur rapport, le système d'évaluation. Et qu'est-ce qui entraîne ces changements sinon le cours du monde, c'est-à-dire l'Histoire au jour le jour ? L'ensemble historique décide à chaque moment de nos pouvoirs, il prescrit leurs limites à notre champ d'action et à notre avenir *réel* ; il conditionne notre attitude vis-à-vis du possible et de l'impossible, du réel et de l'imaginaire, de l'être et du devoir être, du temps et de l'espace ; à partir de là, nous décidons à notre tour de nos rapports avec les autres, c'est-à dire du sens de notre vie et de la valeur de notre mort : c'est dans ce cadre qu'apparaît enfin notre *moi*, c'est-à dire une relation pratique et variable entre ici et là-bas, maintenant et toujours, autrefois et demain, ceci et l'univers, une décision sans cesse révocable sur l'importance relative de ce qu'on nomme improprement « l'intérêt particulier » et « l'intérêt général ». Pour prendre les cas extrêmes, selon qu'une société subit le cours du monde ou contribue à le faire, ses membres se réfugient dans le présent immédiat ou disposent d'un avenir qui s'étend bien au-delà de leur mort, se crispent sur le peu qu'ils ont ou risquent tout pour une cause dont il ne verront pas le triomphe, règlent leurs entreprises sur leurs besoins ou décident de leurs besoins en fonction de l'entreprise. C'est l'Histoire qui montre aux uns les issues et qui fait piétiner les autres devant des portes closes.

Aujourd'hui pas plus qu'en 1850, l'ouvrier ne possède ses instruments de travail : donc la nature profonde de ses revendications ne change pas. Mais l'organisation de la société capitaliste n'a cessé d'évoluer et la situation de l'ouvrier de se modifier : on trouvera, selon les époques, qu'il « colle » plus ou moins à son action politique ou qu'il se résume plus ou moins dans sa vie professionnelle ; ses liens aux organisations de classe se

resserrent ou se relâchent, les grands buts qu'on lui propose — réformes ou révolution, peu importe — lui paraissent réels, parfois même à sa main ou lointains, et parfois imaginaires. S'il perd l'espoir, aucun discours ne peut le lui rendre ; mais que l'action le prenne, il croira : l'action est par elle-même une confiance. Et pourquoi le prend-elle ? Parce qu'elle est possible : il *ne décide pas* d'agir, il agit, il *est* action, sujet de l'Histoire ; il voit le but dernier, il le touche : on réalisera de son vivant la société sans classes. La réalité immédiate, c'est l'Avenir ; considérés du fond de l'avenir, les intérêts privés sont des ombres abstraites ; la mort même ne fait pas peur : c'est un certain événement très personnel qui doit lui arriver au milieu de cet Avenir qu'il possède en commun avec tous.

Plusieurs fois l'action s'est terminée par un désastre : alors les travailleurs, qui étaient le sujet collectif de l'Histoire, en redeviennent individuellement les objets. L'ouvrier change de peau, il voit le monde avec d'autres yeux : les évidences de la veille se sont éteintes ; d'autres s'allument, proches, quotidiennes, désagréables : pourquoi lutter puisqu'on ne changera rien ? Qu'on espère gagner, qu'on n'ait plus rien à perdre : on se battra. Mais s'il reste quelque chose à perdre — fût-ce un misérable salaire — et si l'on abandonne tout espoir de gagner, on se tient coi. Ceux qui risquaient leur vie sans même y penser, à présent craignent la famine, ils disent : « On ne veut pas crever de faim. » Quand Koestler, déjà débouté par l'infini, n'avait pas déjà choisi d'être un zéro[18], il nous racontait l'histoire de ce berger espagnol qui se battait *pour apprendre à lire :* risquer sa peau pour s'instruire, voilà qui est parfaitement raisonnable ; à la condition toutefois qu'on ait une chance de gagner. Quand tout est perdu, quand les vainqueurs ont décidé de développer l'analphabétisme et de fonder leur

pouvoir sur l'ignorance, la faim se fait leur complice ; tant qu'il reste une chance, on mange si l'on peut, on mange pour se battre, on accepte de ne pas manger ; quand tout est fini, on mange pour vivre et l'on vit pour manger. Mais les besoins peuvent engendrer une volonté d'union, la faim n'est pas toujours ni même le plus souvent l'auxiliaire des pouvoirs : pour qu'elle leur serve, il faut un tour d'écrou supplémentaire ; on la réduira aux simples tiraillements d'entrailles si l'on bouche soigneusement l'avenir : l'avenir naît de l'action et se retourne sur elle pour lui donner un sens ; réduit au présent immédiat, l'ouvrier ne comprend plus son histoire : il la faisait. Il la regarde à présent comme s'il l'avait toujours subie et n'y voit plus qu'une seule émeute, toujours recommencée, toujours écrasée. S'unir ? À qui ? Il est voué, depuis la défaite, à cette étrange solitude tournante que chacun refuse et que chacun subit comme le contrecoup de la solitude des autres : « Moi, je marcherais bien, mais les autres ne marcheront pas. » Réduit à son corps usé, à la morne conscience quotidienne de son épuisement, la mort lui paraît d'autant plus absurde que sa vie a moins de sens, elle lui inspire une horreur d'autant plus forte qu'il est plus fatigué de vivre : les patrons n'ont plus rien à craindre — ni révolte ni crise de main-d'œuvre — quand l'ouvrier n'a plus d'autre raison de vivre que la peur de mourir. S'il veut se détourner de lui-même et regarder au-dehors, on l'attend, tout est préparé pour lui refléter son impuissance : il arpente, au milieu d'une foule surveillée, des boulevards taillés contre les émeutes, le paysage truqué des usines et des faubourgs doit lui offrir l'image d'un ordre rigoureux et inhumain ; on a disposé autour de lui le décor opaque de la résignation. Le bon sens, le calcul raisonnable des chances, tout lui souffle de lâcher prise, d'abandonner la lutte contre des ennemis qui ont les armes, les troupes, l'argent, les machines et la

science. Son sort n'est pas devenu plus juste et ses maîtres ne sont pas meilleurs : ils sont les plus forts, voilà tout. Sa défaite ne lui donne pas tort : elle prouve simplement que le monde est mauvais. Bien sûr, *il y a eu* d'autres espoirs, une autre vérité : tout à coup on a vu les billets de banque se changer en feuilles mortes et les troupes refuser de tirer sur la foule ; mais ces vérités n'étaient vivantes et concrètes que dans la lutte : c'était l'action qui les découvrait ; quand l'action devient impossible, il n'en reste que des souvenirs abstraits. Il y a une évidence spéciale pour les vaincus : c'est que l'homme est une erreur.

De toute évidence, l'échec de juin s'explique par le découragement : on a voulu, dans les bonnes feuilles, nous montrer le prolétariat dressé contre ses chefs et nous avons eu au contraire le sentiment d'assister à son effondrement interne. En refusant d'apprécier la portée politique de la grève, l'ouvrier s'est volontairement placé *en deçà* des intérêts de sa classe ; il a redoublé son isolement par les motifs qu'il invoquait pour se justifier ; il a rompu les liens collectifs, il a perdu le contact avec ses chefs : si la grève n'a pas eu lieu, ce n'est pas pour avoir été condamnée par un élan unanime mais pour avoir suscité des millions de répugnances qui ont voulu rester individuelles. Les fins collectives, les valeurs, les idéaux, on n'y touche pas ; mais ils s'éloignent, ils se mettent hors de portée. On refuse la lutte parce qu'on est certain de la défaite : l'ouvrier a perdu confiance dans les pouvoirs de la classe ouvrière ; il lui semble qu'elle manque de prise sur les événements et que l'Histoire se fait sans elle. La guerre ? On est contre, bien sûr[19] : « Mais si les Américains veulent la faire, ça n'est pas l'ouvrier français qui pourra les en empêcher. » L'action politique ? Bien sûr, ça serait juste que l'ouvrier pût faire valoir son avis : « Mais, depuis cinq ans,

qu'avons-nous obtenu ? Contre la guerre d'Indochine, contre le pacte Atlantique, contre le réarmement de l'Allemagne, nous avons cent fois manifesté : et qu'en est-il résulté ? Nos revendications économiques, elles-mêmes, nous n'arrivons pas à les faire aboutir : les prix montent et, malgré nos efforts, les salaires ne les rattrapent jamais. » La Révolution ? Michel Collinet prétend que les nouvelles générations ignorent le sens du mot[20]. C'est peu croyable — et surtout pour ses lecteurs, puisqu'il insiste fortement, d'autre part, sur l'ampleur de la propagande communiste. Ce qui semble plus vrai, c'est que l'attitude des ouvriers français a profondément changé au cours de ce demi-siècle. Avant la Première Guerre mondiale, beaucoup de travailleurs croyaient toucher au but : ils *verraient* la « grève générale » ; la guerre et la politique des dirigeants socialistes déconcertèrent les masses, mais les journées d'Octobre leur rendirent confiance : la III[e] Internationale s'est constituée dans un climat d'apocalypse : la Révolution commencerait en Allemagne et s'étendrait à l'Europe entière. À l'ouvrier de 1952 on dit et on répète, avec une insistance presque suspecte, qu'il verra l'avènement du socialisme : « Ce ne sont pas seulement nos enfants qui jouiront du socialisme mais nous-mêmes[c]. » Mais, justement, il n'y croit plus : il sait que la dictature du prolétariat n'est pas pour demain. Est-ce qu'il est passé au réformisme ? Pas du tout. L'outillage date et le patronat reste malthusien, notre industrie est à la remorque, le réarmement et les guerres coloniales ruinent notre économie nationale[d] ; il suffirait d'une chiquenaude pour faire tomber en morceaux la machine cent fois rafistolée : dans ces conditions — et quand il ne s'agirait que d'aménager sa situation *dans l'immédiat* — comment l'ouvrier pourrait-il se fier à une action lente, mesurée, progressive, à des compromis ? De la politique étrangères aux conceptions

économiques, s'il veut réaliser la moindre réforme, il lui faudra tout bouleverser : car tout se tient dans ce paquet mal ficelé. Il le sait, il l'apprend chaque jour : l'appellera-t-on révolutionnaire, cette conviction — même obscure — qu'il faut aller du tout aux parties et des changements de structure aux réformes de détail ? Peut-être pas : elle exalte dans l'action mais décourage pendant les pannes ; en tout cas, c'est un radicalisme. À cela s'ajoutent pour le prolétariat français des motifs de rancune très particuliers : une fois dans son histoire, une seule fois, il a fait confiance à ses patrons et ceux-ci, naturellement, l'ont trompé. C'était au moment où ils tentaient d'acclimater en France la « deuxième révolution industrielle » : ils ont désarmé la résistance syndicale en promettant d'employer les techniques nouvelles à augmenter la production ; les O.S. acceptèrent une fatigue supplémentaire dans l'espoir d'élever leur niveau de vie. Qui sait ? Si la promesse eût été tenue, on eût vu naître et prospérer un néo-réformisme. Harassement à l'usine et bien-être chez soi : ce régime de douche écossaise est, aux U.S.A., le meilleur auxiliaire des employeurs. Le patronat français a préféré diminuer ses dépenses et maintenir ses prix : pour faire régner l'ordre, il se fiait aux bonnes vieilles méthodes, c'est-à-dire aux coups de fusil. Il porte aujourd'hui avec une insolence boudeuse, comme un cancre son bonnet d'âne, comme un cocu sa paire de cornes, le titre de « patronat le plus arriéré du monde » qui lui fut décerné par les Américains. Quant à l'ouvrier, son travail est aussi dur que celui de son camarade américain, mais son salaire réel est inférieur à celui de 1938, à peine supérieur à celui de 1920. Situation ambiguë : il s'épuise à la tâche mais il *voit* l'oppression. Il ne s'agit pas seulement pour lui de la plus-value, du surtravail, etc., notions difficiles et qui ne lui parlent pas toujours : mais les conditions de travail qu'on lui

inflige, il sait que dans d'autres sociétés capitalistes, en Scandinavie, aux U.S.A., elles correspondent à un pouvoir d'achat supérieur au sien : il est deux fois volé. C'est pour cela qu'il vaut mieux ne pas lui parler de la collaboration des classes, de leur entente, de la solidarité du Capital et du Travail. Il exprimait très certainement l'opinion de ses électeurs, Duclos, quand il disait d'une telle union qu'elle serait « celle des traîtres et des trahis ». D'ailleurs cette « rationalisation » a pour effet, en augmentant le nombre des non-professionnels et en liquidant les dernières structures internes du prolétariat[e], de tasser les masses, de les soustraire à l'influence de « l'élite » ouvrière et d'en faire une substance relativement amorphe et parfaitement homogène. C'est une manière très sûre de les pousser au radicalisme : elles ne sont plus gouvernées par une « aristocratie » relativement modérée, désormais elles font valoir leur propre point de vue, c'est-à-dire les exigences et les revendications du *plus défavorisé*, celles qui sont le moins compatibles avec le maintien de notre régime social.

Pour toutes ces raisons — pour d'autres encore — l'ouvrier français conserve une intransigeance assez exceptionnelle. Peut-être ne sait-il pas ce qu'est la Révolution : mais comment nommerez-vous cette violence irréconciliable, ce mépris de l'opportunisme, cette tradition jacobine, ce catastrophisme qui place son espoir dans un bouleversement plutôt que dans des progrès indéfinis ? Pour moi j'y vois les principaux caractères d'une *attitude* révolutionnaire.

Mais, justement : qu'est-ce qu'une attitude ? Une action esquissée et retenue. Si elle ne s'exprime pas par des actes, si elle ne s'intègre pas à une *praxis* collective, si elle ne s'inscrit pas dans les choses, qu'en reste-t-il ? Rien : une disposition négative. Aujourd'hui, l'avenir est bouché par un mur sanglant ; l'ouvrier

demeure fidèle à ses croyances et à ses traditions : mais c'est un révolutionnaire sans révolution. Il ne prétend pas que celle-ci ne doive jamais avoir lieu ni qu'elle soit un mythe, comme, pour Sorel[21], la « grève générale » ; il n'en fait pas non plus une *valeur* ou une *vertu*. Mais il n'arrive pas à voir en elle l'aboutissement nécessaire de la « préhistoire », encore moins la *réalité* du prolétariat : à ses yeux c'est un événement en partie accidentel qui doit arriver à une date incertaine mais postérieure à sa mort ; d'autres la feront qui repartiront de zéro : l'ouvrier de 1952 n'a même plus le sentiment de leur préparer le chemin ; il y a, de temps en temps, des courts-circuits en histoire ; tout s'arrête et rien de ce qu'on fait n'a de conséquence tant qu'on n'a pas rétabli le courant : il a dû naître pendant une panne. S'il lui arrive encore de se dire en regardant des gosses : « Eux la verront, pas moi », c'est surtout une manière de penser à sa mort — comme le boutiquier qui rêve : « Nous n'irons pas dans la Lune mais nos enfants iront. » Dans les grands moments de l'histoire ouvrière, la Révolution n'était ni un événement futur ni un objet de foi ; c'était le mouvement du prolétariat, la *pratique* quotidienne de tous et de chacun ; non pas la conclusion apocalyptique d'une aventure mais le simple pouvoir de faire l'Histoire ; non pas *un* moment futur mais, pour ces hommes exilés dans un présent invivable, la brusque découverte d'un avenir ; la Révolution, c'était une tâche, la « tâche infinie » du prolétariat, c'était la justification des existences individuelles et la dimension universelle de chaque conduite particulière, bref une liaison constante de l'individu à la classe et du singulier au général. Chaque épisode de la lutte avait une double signification, tactique et stratégique, et se rapportait à un double système de références : à travers l'objectif immédiat on apercevait l'objectif lointain. Pour l'ouvrier d'aujourd'hui, c'est le

lien entre ces deux significations qui s'est rompu : il peut encore défendre ses intérêts, exiger, obtenir une augmentation de salaire, mais il n'établit aucun rapport entre cette petite victoire quotidienne et le destin du prolétariat, il ne saisit pas la « portée révolutionnaire » de ses revendications : bien au contraire, il lui semble qu'il a perdu l'initiative et qu'il se défend pied à pied contre la réaction ; inversement, qu'il obéisse ou non aux ordres *politiques*, qu'il fasse ou non la grève contre la guerre du Viêt-nam ou contre le pacte Atlantique, ces manifestations ont à ses yeux une sorte d'irréalité. La paix en Indochine servira les intérêts du prolétariat, il en est sûr ; peut-être même entre la paix mondiale et l'avènement du socialisme aperçoit-il un lien. Mais ses actions lui paraissent entachées d'inefficacité : il a perdu sa prise sur l'Histoire et ne peut en changer le cours.

Parmi les motifs qu'il invoquait avant la grève du 4 juin, pour justifier son refus d'y prendre part, j'ai dit qu'il n'en était pas de généraux. Ce n'est pas tout à fait vrai. On signale, de temps à autre, une déclaration qui peut passer pour une appréciation générale de la situation : l'ouvrier reconnaît qu'il en a par-dessus la tête. Mais de quoi ? Du parti communiste ? De la C.G.T. ? De Moscou ? Non : de la politique. Et ce n'est pas la politique *du P.C.* qui le dégoûte mais toute espèce de politique. On entend aujourd'hui des ouvriers qui disent : « La politique, y en a marre », ou bien des femmes qui disent à leurs maris : « Tu ferais mieux de ne pas t'occuper de politique : à quoi ça sert ? » À quoi ça sert, *puisqu'on ne changera rien ?* Ce n'est même pas *l'activité politique en général* que l'on blâme ; en d'autres pays ou en d'autres temps ou pour d'autres hommes elle est peut-être convenable ; aux ouvriers français de 1952, elle est interdite : « La politique, c'est pas fait pour les petits. » Pour l'instant vous ne trouverez ces réflexions que dans la

bouche des femmes — et de quelques hommes. N'importe : c'est un signe. D'abord parce que la grève de juin, plutôt qu'une manœuvre, devait être une manifestation de solidarité : la classe ouvrière devait se rassembler autour de ses chefs menacés ; le jour où les travailleurs baptiseront « politique » tout ce qui débordera les cadres de leur intérêt immédiat, ce sera la fin du prolétariat. Dans les moments où la classe ouvrière a conscience de sa force, il ne lui vient pas à l'idée de prescrire une limite à son action ; bien au contraire, le mot d'ordre le plus étroit se radicalise de lui-même et l'action locale refait le mouvement d'ensemble. Mais quand on se borne à défendre les salaires au jour le jour, on laisse l'initiative au patronat, on se tient sur la défensive, on renonce à gagner pour ne pas risquer de perdre et faute d'agir à la fois sur tous les facteurs de la vie sociale, on empêche peut-être la baisse des salaires nominaux mais non la hausse des prix. Voilà pourquoi la vraie, la seule limite que l'ouvrier reconnaisse à ses actes c'est celle de leur efficacité : s'il s'enferme aujourd'hui dans son intérêt personnel c'est qu'on l'empêche d'en sortir et s'il *ne veut plus* « faire » de politique, ce n'est pas pour obéir à une conception théorique du syndicalisme : c'est tout simplement parce qu'il *ne peut plus* en faire. Que la bourgeoisie triomphe, c'est normal ; mais je m'adresse encore une fois à tous ceux qui se prétendent en même temps marxistes et anticommunistes et qui se réjouissent aujourd'hui parce que la classe ouvrière « est en train de se détacher du P.C. » ; je leur rappelle cette phrase de Marx qu'ils ont lue, relue et cent fois commentée : « Le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant en parti politique distinct », et je leur demande d'en tirer les conséquences : quoi qu'ils pensent des « staliniens », même s'ils estiment que les masses se trompent ou sont trompées, qu'est-ce donc qui maintenait leur cohésion, qu'est-ce qui assurait

l'efficacité de leur action, sinon le P.C. lui-même ? Le « prolétariat constitué en parti politique distinct », qu'est-ce, en France et aujourd'hui, sinon l'ensemble des travailleurs organisés par le P.C. ? Si la classe ouvrière veut se détacher du Parti, elle ne dispose que d'un moyen : tomber en poussière.

C'est pour cacher aux masses cette inquiétante vérité que M. Robinet, bientôt suivi par toute la presse, a célébré *la victoire du prolétariat*. Admirable précaution : en achetant *Paris-Presse* ou *France-Soir* le 5 juin, l'ouvrier apprend *l'opinion de la classe ouvrière :* elle a jugé que la grève était contraire à ses intérêts de classe et elle a désavoué ses dirigeants. Déconcerté, il pose le journal et se demande s'il pensait à tout cela le 5 juin : il se rappelle pourtant qu'il n'a pas *vraiment* refusé la grève ni porté de jugement sur la politique du P.C., qu'il a préféré son intérêt particulier faute de pouvoir reconnaître et préférer les intérêts de sa classe et qu'il est rentré chez lui incertain, ni très fier ni très heureux. Or voilà que ces ruminations, multipliées, se métamorphosent et deviennent le verdict sacré du prolétariat. Étrange vertu des statistiques : l'abstention des travailleurs picards et provençaux lui livre la signification de sa petite défection solitaire. Il croyait tout simplement se défiler ; *objectivement*, il prenait part à un plébiscite. Il considère avec étonnement cette opinion qu'il vient d'apprendre et qui est, en même temps, la sienne et celle de tous ; peut-être s'interroge-t-il sur l'attitude à prendre en face « d'un parti que la classe ouvrière désavoue ». Mais non : il ne marchera pas. Il commence à soupçonner qu'on veut lui faire prendre des vessies pour des lanternes et la masse inorganisée des non-grévistes pour cette collectivité organisée que doit être le prolétariat.

Cette fois nous touchons au fond du problème : si la classe doit pouvoir désavouer le Parti, il faut qu'elle puisse refaire son unité en

dehors de lui et contre lui. Est-ce possible ? Selon la réponse qu'on donnera, le P.C. sera ou non remplaçable et son autorité légitime ou usurpée. Les faits n'ont pas permis de déceler dans l'affaire du 4 juin la présence d'une réalité collective. Mais il y a plus : non seulement nous n'avons pas *vu* la classe se dresser contre le Parti mais on peut montrer qu'une telle opposition n'est pas même concevable. Personne ne croit plus au prolétariat-fétiche, entité métaphysique à laquelle s'aliéneraient les travailleurs. Il y a des hommes, des bêtes et des choses. Et les hommes sont des êtres réels et singuliers qui font partie d'ensembles historiques et ne sont comparables ni à des atomes ni aux cellules d'une organisme. Unis ? Séparés ? L'un et l'autre. Il n'est pas de séparation qui ne soit un mode de présence ni de liaison si intime qu'elle ne comporte une absence secrète. Si la classe existe, ce sera comme une proximité nouvelle de chacun et de tous, comme un mode de présence qui se réalise à travers et contre les forces séparatrices : elle fera *l'unité* des travailleurs. Le sophisme de l'anticommuniste, c'est qu'il a simultanément recours à deux procédés contradictoires : pour ôter aux communistes le mérite d'avoir unifié les masses, il commence par faire de la classe une sorte d'unité passive ; puis, pour la dresser contre eux, il la dote d'une spontanéité mystérieuse. Je crois donc nécessaire de rappeler quelques vérités qui ont été connues de tous et qui semblent assez oubliées. On voudra bien penser que je n'ai pas l'ambition de faire ou de refaire une théorie du prolétariat : je veux seulement montrer que l'unité de classe ne peut être ni passivement reçue ni spontanément produite.

1° Elle ne peut être subie

L'unité des travailleurs ne peut être engendrée mécaniquement par l'identité des intérêts ou des conditions.

Pour les intérêts, c'est l'évidence : leur identité engendre la concurrence et les conflits. Pour la condition, c'est une autre affaire. Comme je ne fais pas de théories, j'ai pris ce mot pour désigner tout à fait en gros le mode de travail et de rémunération, le genre et le niveau de vie, les rapports sociaux. Dans la pratique quotidienne, ces critères suffisent : je *situerai* ce nouveau venu si l'on me dit ce qu'il gagne et ce qu'il fait ; s'en contentera-t-on s'il faut établir son appartenance à une classe ?

Le sociologue s'en contente. Il ne veut que des faits ; encore ne les accepte-t-il pas tous ; les journées de juin 1848, la Commune, la grève de Decazeville[22], c'étaient des faits : il n'en tiendra pas compte. Il y a eu des morts ? Et après ? Est-ce qu'on prouve l'existence d'une classe en mourant pour elle ? Si le prolétariat existe, il faut que ce soit avec une entière objectivité scientifique et comme un objet inerte que le savant considère de l'extérieur. Si vous pouvez démontrer que certains facteurs objectifs déterminent la condition des travailleurs manuels, si cette condition est la même pour tous et si chacun y réagit par des comportements semblables, vous aurez établi la réalité du prolétariat. Mêmes facteurs, mêmes situations, mêmes réactions : voilà la classe.

Après cela, bien entendu, les uns prouveront qu'il y a des classes (« attendu que nous avons établi par des méthodes rigoureuses les caractères spécifiques de la classe ouvrière, nous lui reconnaissons la dignité d'objet réel ») et les autres qu'il n'y en a pas (« attendu qu'une enquête rigoureuse n'a pas permis d'établir des caractères objectifs qui lui fussent propres, nous concluons que la prétendue classe ouvrière est une illusion »). Je les renvoie dos à dos : leurs joutes courtoises cachent une complicité profonde : les

uns prétendent que le prolétariat est une *chose* réelle, les autres que c'est une *chose* imaginaire ; les uns et les autres sont d'accord pour la « réifier ». Et la méthode la plus sournoise est celle qui en proclame bien haut l'existence pour la réduire ensuite à celle d'un sac de pommes de terre. Tenez, prenons les meilleurs : ils ont abordé le problème sans idées préconçues et ont eu recours aux statistiques pour déterminer expérimentalement les caractères de classe. En dehors même des activités imposées par la production et dans les domaines où il semble jouir d'une relative indépendance, on constatera que le prolétaire se distingue des autres hommes par ses conduites ; sa condition lui donne une nature, c'est-à-dire une « première coutume » ; en termes marxistes, la production produit le producteur. Par exemple, l'étude comparative des budgets met en lumière certaines constantes spécifiques de la consommation ouvrière. En étendant leurs recherches au langage, à la mimique, à la sexualité, etc., les enquêteurs finiront par établir avec une rigueur positive… ce qui saute aux yeux. Qu'ils rapprochent à présent ces constantes de certaines constantes sociales ; qu'ils établissent des relations fonctionnelles entre celles-ci et celles-là. Qu'il aillent plus loin encore : qu'ils passent du statique au dynamique et qu'ils mettent en lumière l'incidence de processus sociaux en voie d'évolution sur les comportements du prolétaire, auront-ils découvert enfin la classe ? Ils le disent mais je crois plutôt qu'ils auront transformé le prolétariat en espèce zoologique. Si l'on traite les membres d'un groupe social comme les produits passifs et interchangeables de facteurs universels et si l'on commence par écarter toutes les influences que ces individus peuvent exercer les uns sur les autres, qu'espère-t-on trouver au bout du compte, sinon l'espèce, cette solitude sans espoir et toujours répétée ; nous croyions avoir affaire à des sociologues ;

erreur : c'étaient des entomologistes. Des entomologistes, j'en ai connu aussi. Un surtout, qui s'était voué aux écrevisses. Il négligeait les singularités qui n'intéressent que les écrevisses elles-mêmes, ainsi que les rapports d'écrevisse à écrevisse ; de là, il concluait sans effort à l'identité absolue de tous les représentants de l'espèce. Après quoi, il construisait des dispositifs ingénieux pour étudier l'action des courants alternatifs sur le psychisme de l'écrevisse éternelle. Comment s'en étonner puisqu'il avait réduit ses dix-huit mille pièces à n'être que les dix-huit mille reproductions d'un seul modèle ?

Passe quand il s'agit d'écrevisses : on aura moins d'indulgence pour ceux qui appliquent la méthode à des hommes en esclavage et qui remplacent les soldats d'une unité combattante par les produits inertes de facteurs objectifs. Je commence à soupçonner que nos sociologues nous ont un peu mystifiés : à chaque notion ils ont substitué un concept-ersatz qui lui ressemble et qui prouve exactement le contraire de ce qu'elle prétend démontrer. Au nom de l'objectivité ils ont écarté toutes les preuves d'une *praxis* ouvrière ; à sa place, ils produisent de faux événements qui tombent en poudre quand on y touche et l'unité trompeuse de leurs moyennes recouvre l'infinie dispersion des incidents qu'ils y font entrer. L'ouvrier consomme beaucoup de viande ! et de qualité médiocre ! Après ? À Vitry, à Saint-Denis, je veux bien que les mêmes bas-morceaux paraissent chaque jour sur les tables mais vous chercheriez vainement à me faire prendre ces mille repas pour un événement collectif : vous ne faites qu'additionner des réactions solitaires qui ont peut-être leur cause dans un même processus objectif mais qui s'éparpillent dans la poussière des banlieues industrielles comme mille gouttes d'un même nuage ; vous prétendez nous montrer des faits humains et vous glissez des

faits physiques à leur place. Privé de culture, dites-vous, exilé du cœur exquis de la société, maintenu dans la dépendance de la nature par la fatigue et les gros besoins, le travailleur manuel incline à préférer la quantité à la qualité. Eh bien, qu'avez-vous fait ? Vous avez défini des hommes par une cause privative et par l'action mécanique du besoin ; on dirait que vous nous donnez la recette pour en fabriquer.

Dira-t-on que l'analyse n'est pas sérieuse ? Qu'on nous énumère une pluralité de causes sans lien entre elles, qu'on ne rattache pas le travailleur au système de la production ? C'est vrai. Mais la question n'est pas de changer les facteurs : il faut changer de parti pris. Tenez : voilà une définition de Boukharine que j'ai rencontrée dans le livre de M. Goldmann[f] : « Une classe sociale est une collectivité de personnes qui jouent le même rôle dans la production et qui soutiennent les mêmes relations de production avec d'autres personnes participant au processus de production. » L'accent est mis cette fois sur la production mais qu'y avons-nous gagné ? Pour tout dire, la définition est sotte et bien peu marxiste : c'est en effet par la *similitude* des personnes que l'on veut définir la classe : elles jouent le *même rôle*, elles ont les *mêmes relations* avec d'autres personnes. Suffira-t-il de les appeler « collectivités » pour qu'elles forment entre elles une classe ? Mais cette collectivité, ou bien c'est une somme et alors nous revenons à l'espèce — ou bien c'est une *totalité*, mais, dans ce cas, il faudrait donner le principe générateur dans la définition même. Oui, Marx a dit que la production produisait le producteur ; mais quand on ferait du processus productif une cause unique et monstrueuse qui produirait cent mille incarnations de l'essence ouvrière, l'unité de l'opération ne pourrait garantir l'unité synthétique des produits. Si le prolétariat n'est que le déchet inerte de l'industrialisation, il

s'effondrera en une poussière de particules identiques. L'unité vivante du « procès » capitaliste peut marquer de son sceau les ouvriers qu'elle crée : en se réfractant dans un milieu inerte et sans cohésion, elle se multiplie et devient l'identité formelle de la diversité : une lune ne peut unir les flots ; c'est la dispersion des flots qui éparpille des lunes sur toute la mer. Bref, je me serais méfié de Boukharine : sa définition est mécaniste, comme celles de MM. Sorokin, Gurvitch et Halbwachs[23].

Tous ces savants avaient promis de nous faire voir l'unité d'une classe et ils nous ont montré l'identité des pièces d'une collection. Or, unité et identité sont des principes contraires dont le premier noue des liens concrets entre les personnes et le second des liens abstraits entre les cas. Ainsi, en prétendant reconstruire le prolétariat, leur méthode détruisait toute possibilité de liaison réelle entre ses membres : pour rester inaltérée, l'identité d'essence exige la séparation absolue des existences. Si l'ouvrier de Lens et celui d'Amiens pouvaient se connaître, si chacun, en se faisant, faisait l'autre, bref, s'ils participaient au même combat, chacun, dans sa réalité vivante, dépendrait de l'autre et ils se ressembleraient d'autant moins qu'ils seraient unis plus étroitement ; c'est par la communauté de l'action et non dans la solitude que chacun deviendrait une personne et le sociologue n'aurait plus ni moyen ni prétexte pour étudier séparément les conduites individuelles puisqu'elles se rapporteraient toutes à l'entreprise collective et se définiraient par elle[g]. Inversement, s'il a substitué l'identité de condition à l'unité de classe, c'est pour nous persuader que l'action collective est un rêve impossible. Si les ouvriers sont *faits* avant de s'unir, l'union ne pourra plus *les faire* ; des facteurs externes leur ont donné une *nature* ; désormais, quelles que soient leurs relations humaines, elles glisseront sur eux

sans les marquer. Du prolétaire, un prolétaire écrivait ici même, l'autre mois : « Il est reconnaissable entre mille. Tout en lui est caractéristique, le langage, la démarche, les gestes, la silhouette effacée, la façon de manger, de boire, de se divertir, d'aimer, de haïr. » Voilà qui donne raison à vos statistiques. Une seule réserve à faire : cet ouvrier qu'on nous décrit est parfaitement désespéré. Voilà où je voulais en venir : votre sociologie ne s'applique au travailleur que si la misère l'a réduit au désespoir, c'est sa résignation qu'elle lui renvoie, sa passivité, son abandon : et c'est aussi ce que M. Robinet, sociologue sans le savoir, voulait refléter au prolétariat. Cette classe victorieuse qu'il évoquait par son clairon, c'était une somme de désespoirs et de solitudes ; ce qu'il nous présentait comme une réaction collective, c'était la moyenne des découragements ; et ce qu'il y avait d'*identique* chez tous ces hommes épuisés, c'était la volonté de ne pas s'unir. M. Robinet a donné droit de suffrage à la classe ouvrière pour qu'elle pût déclarer publiquement qu'elle n'existait pas.

Par le fait, qu'est-ce que ça lui coûtait, au *Figaro*, de reconnaître aux travailleurs cette espèce de cohésion passive que donne l'identité de condition : la presse bourgeoise a depuis longtemps établi qu'il n'y a pas d'unité *donnée*. L'inertie est absence de liens, donc divisibilité indéfinie : il faut compter, tirer les lignes, retenir sans cesse des conjonctions d'éléments disparates qui vont se disloquer, bref, l'unité n'est que l'envers d'un acte unificateur. Regardez-la de près, cette « classe » que M. Robinet félicite : elle se désagrège. Que trouvez-vous à sa place ? des tourbillons moléculaires, une multiplicité de réactions infinitésimales qui se renforcent ou s'annulent et dont la résultante est une force plus physique qu'humaine. C'est la masse. La masse, c'est-à-dire *justement* la classe niée : puisque les effets qu'elle produit ont

toujours leur cause en dehors d'eux dans un pullulement de conduites lilliputiennes, la masse est *extériorité* ; elle ne peut avoir de besoins, de sentiments, de volonté ni de conduite : car les individus, en décidant chacun pour soi, n'ont ni prévu ni voulu le résultat public de leurs cent mille volontés privées. C'est un fragment de nature qui demeure au sein de nos sociétés. Bien entendu elle ne sait que détruire : pour édifier il faudrait sinon l'unité d'une personne, du moins celle d'une organisation ou d'une entreprise. Enfin elle se compose d'éléments irresponsables : à la lettre, les travailleurs ne savent ce qu'ils font puisque leurs actes singuliers vont s'enfler au loin, s'ajouter à des actions inconnues et leur reviennent enfin sous forme d'orages imbéciles. Les journées révolutionnaires ? Ce ne sont que de grandes paniques : les bêtes sont chassées de leurs trous par la faim ou par la peur, elles tournent en rond dans la ville, cassent, brûlent, pillent et rentrent chez elles. La haine de classe ? Comment pourrait-il aimer ou haïr, ce désordre de molécules ? Simplement son état mécanique et sa perpétuelle désintégration risquent de nous faire voir un ennemi de l'homme dans ce qui n'est que la nature mécanique au sein de l'antiphysis.

On veut nous la faire prendre pour un verdict de classe, la réaction ouvrière à la grève du 4 juin. Mais, au fond de lui-même, M. Robinet est convaincu qu'il s'agit d'une panique de la masse. N'en a-t-elle pas tous les caractères : les résultats d'ensemble n'ont été ni prévus ni souhaités par les particuliers ; ils ont un caractère négatif ; ils ne traduisent aucune intention collective ; ils n'ont pas eu pour effet de rapprocher les ouvriers, mais au contraire d'augmenter leur solitude et les distances qui les séparent. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que la classe n'existe pas ? C'est très certainement ce qu'on voudrait nous faire croire. Mais nous savons

bien que le monde ouvrier n'est pas une sarabande d'atomes : même le 4 juin, sur beaucoup d'autres points, à propos d'autres objectifs, les travailleurs menaient des actions communes. Ce que nous avons appris c'est que la masse est un état limite de solitude et d'abandon, où l'ouvrier n'est jamais tombé, peut-être, mais dont il se rapproche chaque fois qu'il rompt la discipline et qu'il échappe à ses organisations. La simple condition objective de producteur définit l'homme concret, ses besoins, ses problèmes vitaux, l'orientation de sa pensée, la nature de ses rapports avec autrui : elle ne décide pas de son appartenance à la classe. Si le lien de solidarité se rompait, l'ouvrier resterait un producteur, un travailleur manuel, un salarié, mais il ne serait plus tout à fait un prolétaire, c'est-à-dire un membre actif du prolétariat. Les classes ne sont pas, on les fait.

Qui les fait ? Pas moi, dit le bourgeois. Et c'est vrai. Sous l'Ancien Régime la division en ordres était maintenue par l'aristocratie et par le monarque ; les classes étaient des institutions officielles avec des statuts. Rien de plus clair : le privilégié conserve une hiérarchie qui l'avantage et l'opprimé veut faire sauter les murs qui l'emprisonnent. Mais aujourd'hui, par un prodigieux retournement, c'est le privilégié qui nie les classes et l'opprimé qui s'en réclame. La bourgeoisie n'a jamais songé à imposer un statut de classe aux travailleurs : bien au contraire, ses juristes ont fait disparaître en vitesse, des codes et des constitutions, tout ce qui pouvait ressembler à une inégalité de principe. « La véritable société sans classes, dit le libéral, c'est la société capitaliste. » Et je crois, en effet, que l'idéal bourgeois serait une société sans classes et oppressive — c'est-à-dire tout simplement une société où l'opprimé accepterait l'oppression. L'opération que la bourgeoisie poursuit depuis deux cents ans, avec des ressources infinies, a pour

but d'empêcher l'ouvrier de devenir prolétaire en lui ôtant les moyens d'être homme : on maintiendra les individus à l'état isolé et les foules travailleuses en état de fluidité, tant il est vrai que l'oppression tend à devenir sa propre preuve et à rendre les opprimés tels qu'il faudrait qu'ils fussent pour la légitimer : il faut accuser la bourgeoisie de se livrer contre le prolétariat à une entreprise permanente de « massification ». Inversement, c'est contre cette tentative que la classe se fait et se refait sans cesse : elle est mouvement, action et son degré d'intégration se mesure à l'intensité de la lutte qu'elle mène contre la manœuvre bourgeoise. La classe, unité *réelle* de foules et de masses historiques, se manifeste par une opération datée et qui renvoie à une intention ; elle n'est jamais séparable de la volonté concrète qui l'anime ni des fins qu'elle poursuit. Le prolétariat se fait lui-même par son action quotidienne ; il n'est qu'en acte, il est acte ; s'il cesse d'agir, il se décompose.

Je ne dis rien de neuf : vous trouverez cela dans Marx. Il a marqué fortement que l'identité des besoins opposait les individus : « L'organisation des prolétaires en classe… est à tout instant brisée… par la concurrence des ouvriers entre eux. » Ce qui permet aux ouvriers de surmonter leurs antagonismes, c'est la lutte contre le patronat : « Le prolétariat passe par différentes phases de développement, sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même. Au début, la lutte est engagée par des ouvriers isolés… dans cette phase, les ouvriers forment une masse disséminée par tout le pays et morcelée par la concurrence… » Pourquoi Marx peut-il, dans ce texte, parler indifféremment de prolétariat et de « masse morcelée, disséminée » pour désigner le même objet ? C'est qu'il trouve déjà chez les ouvriers un dépassement de la situation qui leur est faite, une combativité qui

doit *nécessairement* produire leur union. L'ouvrier se fait prolétaire dans la mesure même où il refuse son état. Pour ceux que la misère, l'épuisement, les circonstances inclinent à la résignation, Marx a des mots très durs : ce sont des « abrutis », des « sous-hommes ». Mais il ne les blâme ni ne les condamne : il porte sur eux un jugement de fait. L'ouvrier *est* un sous-homme quand il accepte simplement d'être ce qu'il est — c'est-à dire lorsqu'il s'identifie à ce pur produit de la production. Ce sous-homme ne deviendra homme qu'en « prenant conscience de sa sous-humanité ». Sa réalité humaine n'est donc pas *dans ce qu'il est* mais *dans son refus d'être tel*, c'est-à-dire dans « sa révolte contre la déchéance ». Il peut, sans doute, essayer d'échapper à sa condition par ses propres moyens, de passer la ligne et de s'intégrer à la bourgeoisie ; il sera transfuge. C'est l'existence de ces transfuges qui amène Marx à préciser que la révolte doit contenir un principe d'union : sera prolétaire le travailleur qui veut obtenir un changement pour tous ses semblables autant que pour lui-même ; c'est alors seulement qu'il « aura pour tâche réelle de révolutionner ses conditions d'existence ». À partir de là, les phases de la lutte se confondent avec les moments de l'unification. Le prolétariat « est maintenu en mouvement par les conséquences de ses actes ». C'est le mouvement qui tient ensemble les éléments séparés ; la classe est un système en mouvement : si elle s'arrêtait, les individus retourneraient à leur inertie et à leur solitude. Ce mouvement dirigé, intentionnel et pratique exige une *organisation*. C'est pour cela que Marx a pu parler d'« une organisation en classe », formule qui nous entraîne bien loin de la définition de Boukharine ; une classe, *ça s'organise*. Non pour jouir d'elle-même mais pour atteindre des objectifs concrets. La définition que Marx donne du communisme peut aussi bien s'appliquer au prolétariat : « Ce n'est

pas un état stable, un idéal auquel la réalité devra s'adapter… (c'est) le mouvement *réel* qui abolit le présent état de choses. » On peut comprendre, à partir de là, pourquoi Marx définit soudain la classe par sa *praxis :* « Le prolétariat sera révolutionnaire *ou ne sera pas*[h] » ; et pourquoi, finalement, il refuse de distinguer entre l'action, la totalité des agents et l'appareil qui les rassemble : « Le prolétariat ne peut agir *comme classe* qu'en se constituant en parti politique distinct. » Bien sûr le régime de la production est la condition nécessaire pour qu'une classe existe ; c'est l'évolution historique tout entière, le procès du Capital et le rôle de l'ouvrier dans la société bourgeoise qui empêcheront le prolétariat d'être un groupement arbitraire d'individus ; mais cette condition n'est pas *suffisante :* il faut la *praxis*. Peu importe que cette *praxis* soit ou non engendrée *dialectiquement* à partir de la condition prolétarienne : le propre de la dialectique, c'est que ses moments dépassent et retiennent en eux les moments antérieurs. En accomplissant sa tâche réelle, l'ouvrier *manifeste* le prolétariat et se fait prolétaire : il est frappant que Marx, quand il esquisse une sorte de description phénoménologique de l'ouvrier combattant, lui trouve des caractères *entièrement neufs* et qui naissent justement de la lutte : les prolétaires « font de leur activité révolutionnaire la plus grande joie de leur vie » ; l'économiste se tromperait lourdement s'il croyait que l'ouvrier calcule le coût de la grève : « (ce serait ignorer que) les ouvriers ont le cœur généreux… ». Cela signifie qu'ils placent leur réalité d'homme beaucoup plus dans la *praxis* collective que dans la satisfaction de leurs besoins personnels. « Lorsque les ouvriers communistes se réunissent, ils ont pour premier but la doctrine, la propagande, etc. Mais ils s'approprient en même temps par là un nouveau besoin, le besoin de la société, et ce qui paraît un moyen est devenu un but. »

En passant de la masse à la classe, l'ouvrier a fait peau neuve : si la pression des circonstances, la défaite ou l'épuisement le ramènent à la considération de ses intérêts, il retombe hors de la classe et redevient ce qu'on l'a fait. La classe ouvrière, dites-vous, a manifesté sa désapprobation au P.C. De quelle classe parlez-vous ? De ce prolétariat que Marx vient de définir, avec ses cadres, son appareil, ses organisations, son parti ? Il aurait fallu qu'il *affirmât son unité* contre les communistes, qu'il se manifestât *comme classe* à travers le désaveu qu'il infligeait au P.C. Mais où trouver les chefs, les tracts, les mots d'ordre ; où prendre cette discipline et cette force qui caractérisent une classe combattante ? Imagine-t-on la puissance qu'il eût fallu à des organisations clandestines pour mener à bien une pareille tâche et pour dresser, de Lille à Menton, tous les travailleurs contre leurs dirigeants ? Pour entraîner « les masses » à un désaveu collectif du P.C., il ne fallait rien de moins que le parti communiste lui-même[i].

2° L'unité des travailleurs ne se produit pas spontanément

« Bien sûr. S'il était provoqué, ce désaveu, nous y aurions pris moins de plaisir. Qu'avons-nous à faire de manifestations inspirées ? Nous ne souhaitons pas donner de nouveaux tyrans aux masses, mais leur rendre leur liberté : à nos yeux la réaction du 4 juin n'a tant d'importance que pour avoir été *spontanée*. »

Une rumeur annonce que l'anticommuniste a fait mouche : depuis les larmes de Rousseau, la spontanéité bénéficie d'un préjugé favorable : le premier mouvement, c'est le bon ; la première impression, on y revient toujours. Avec quelle gamine fierté nous montrons notre plus secrète vérité au soleil de tout le monde : « Oui, c'est moi, c'est bien de moi, c'est bien moi, je suis comme ça. » En ce dosage de nature et de liberté, la liberté se

soumet à la nature : on s'invente comme on est ; rompant avec la coutume et la règle, adapté aux circonstances sans en être déterminé, l'élan spontané est un commencement, une trouvaille mais qui reflète notre essence singulière. Cela revient à subordonner le faire à l'être, l'action à la passion, le visible à l'invisible ; l'homme de « primesaut » échappe à la dure nécessité d'unifier sans cesse ce qu'il pense, ce qu'il sent et ce qu'il fait : l'unité de sa personne est déjà là, elle s'épanouit, comme une rose dans les ténèbres ; c'est la convergence secrète que les historiens découvriront dans ses actes. Au lieu de se faire, il se cueille et se respire. Suffit : le sujet a inspiré une très importante littérature ; on la consultera non sans dégoût mais avec fruit.

Ce qui est neuf — enfin pas *très* neuf : un siècle — c'est qu'on utilise la spontanéité à des fins politiques. Ça s'est fait tout seul ; on traitait les faits sociaux comme des choses, on s'est mis à les traiter comme des gens : et voilà les masses qui deviennent primesautières ! Bonne, juste, authentique, leur spontanéité attendrit tout le monde et son verdict est sans appel comme celui des chiens et des enfants ; bien fou et bien méchant le gouvernement qui s'opposerait à elle. Tenez : en Tunisie, pour ne pas aller plus loin, s'il était prouvé que les populations souhaitent *spontanément* notre départ, vous pensez bien que nous ne resterions pas une minute de plus. Mais la triste vérité, c'est que les troubles ont été *provoqués*. Raisonnons : l'organisation étouffe les libres élans du cœur, *donc* la spontanéité *véritable* ne supporte pas d'être organisée. *Donc* une émeute *ne peut pas* être spontanée : forcément, puisqu'il n'y a pas d'émeutes sans chef. Vous demandez ce qui est spontané ? Voyons ! le libre consentement à l'oppression. Ne croyez pas, d'ailleurs, que les partis de masse raisonnent autrement : ce qu'ils préfèrent, dans cet ordre d'idées, c'est la

spontanéité dirigée ; aux manifestations préparées, encadrées, sans surprises, ils reconnaissent volontiers l'impétuosité d'un torrent ; mais, par exemple, ce qu'ils détestent, c'est l'imprévu et tous ces raz de marée imbéciles qui débordent les chefs et les noient : ceux-là sont fomentés par l'adversaire. Aujourd'hui encore, on ne relit pas sans gaieté la presse de juillet 1936 : comme on fêtait encore la victoire du Front Populaire, les masses s'avisèrent d'occuper les usines ; tout le monde se regarda ; et l'on se demandait : Qui est-ce qui tire les ficelles ? Parbleu, disaient les patrons, ce sont les communistes ; un ouvrier communiste disait à Simone Weil : Ce sont les patrons. On parla aussi de Hitler et de la Cinquième colonne. Pour *Le Temps* le coupable était Thorez ; pour Thorez, c'était Trotsky ; mais personne, à l'époque, n'eût attribué le mouvement à la spontanéité des masses : pensez donc ! Un mouvement qui naît *de lui-même*, qui *n'a pas* de chefs ? Il y a quelque chose là-dessous.

Le 4 juin, au contraire, est parfaitement rassurant : les masses n'ont pas réagi du tout. À la bonne heure ! Voilà de l'excellente spontanéité bien apathique. La presse anticommuniste exultait : « Silence éloquent : le peuple a parlé. » On objectera vainement que la volonté collective ne se réduit pas à la somme des spontanéités individuelles. 98 % d'abstentions, ça ne vous dit rien ? Vous ne sentez pas la qualité de ce mutisme ? et que c'est un cri déchirant, le plus désespéré peut-être, de tous ceux que les oreilles humaines n'ont pas entendus ? Il y a un raidissement, un durcissement de la conscience ouvrière. Où loge-t-elle, cette conscience érectile ? Dans l'inconscient, bien entendu ; c'est là qu'elle s'érige, turgide et d'abord invisible, pour s'éparpiller ensuite en milliers de refus.

Pour faire une classe sans quitter votre cabinet, la recette est simple : prenez la masse — qui est le nombre pur — et faites-la passer pour la foule — qui est un organisme rudimentaire ; de la foule faites une personne, par exemple une pauvresse inspirée ; il ne vous restera plus qu'à déchiffrer ses messages. Et si elle se taisait ? N'ayez crainte : on a les moyens de la faire parler. Tenez : dans le cas qui nous occupe, elle a plutôt l'air de vouloir se taire ; parmi les ouvriers qui ont refusé la grève, aucun n'avait l'intention *avouée* de désapprouver le P.C. ; qu'à cela ne tienne : la gauche anticommuniste nous rappelle à propos une pensée de Marx : peu importe ce qu'un prolétaire croit qu'il fait ; ce qui compte c'est ce qu'il est contraint de faire. Il va de soi qu'on peut donner à cette formule un sens purement objectiviste — et c'est même ce que Marx semble avoir fait : les idées que nous formons sur nos actes n'en modifient ni la logique interne, ni la structure objective, ni les conséquences historiques. Mais c'est une interprétation dangereuse : elle irait à conclure que certains facteurs objectifs ont, le 4 juin, maintenu les ouvriers *en état de dispersion*, ont accru leur « massification ». Si l'on ne devait considérer que les actes et les contenus de conscience, que serait devenu l'élan révolutionnaire du prolétariat ? Et sa combativité, où serait-elle passée ? A-t-on jamais vu un prolétariat sans combativité ? Et Marx ne disait-il pas qu'il serait révolutionnaire ou ne serait pas ? Or, *il est, il faut qu'il soit*, sinon les marxistes anticommunistes perdraient leur espoir et leur raison d'être. Donc, il *doit* exister en lui, dupé, fourvoyé, faussé par les méchants, un élan. On n'en trouve pas trace ? C'est qu'il n'est pas directement accessible à nos sens. Il suffira de tirer la formule de Marx vers la psychanalyse : la conscience est mensonge, mensonges les raisons d'agir qu'elle se donne : l'analyse des actes et de leur signification subjective

renvoie à la spontanéité profonde qui en est la source. Si vous n'admettez pas cette spontanéité, vous conclurez simplement que l'abstention des travailleurs, leurs hésitations, leurs incertitudes, traduisent leur état objectif d'épuisement ; mais, si vous commencez par penser que le prolétaire *doit être* en tout temps et en tout lieu un révolutionnaire et si vous éclairez son attitude par sa mission historique, *alors* le découragement et l'inertie dont il a fait preuve *ne peuvent être* que l'aspect superficiel et menteur d'un élan profond ; puisqu'il est *nécessairement* actif, sa passivité est la forme d'action qu'il a choisie parce qu'elle est adaptée aux circonstances. En termes de spontanéité l'abstention devient blâme. Pour un marxiste antistalinien la *praxis* révolutionnaire des masses ne saurait se confondre avec les manœuvres qu'elles exécutent sous la direction du P.C. Et comme elles ne font rien d'autre que ces manœuvres, leur *vraie praxis* se manifeste par ce qu'elles ne font pas. Nous avons vu, tout à l'heure, la liberté se mêler à la nature ; de même, ici, objectif et subjectif se mélangent et finalement une étrange réalité paraît qui est à la fois l'unité objective et insaisissable des masses en tant qu'on la conclut de leur dispersion et leur élan subjectif et invisible en tant qu'on le déduit de leur immobilité provisoire. Ce concept ambivalent nous est proposé ensuite sous le nom de *classe*. Tout se passe comme s'ils appelaient classe la spontanéité subjective des masses en tant qu'elle est perçue du dehors comme leur unité objective. Comme la spontanéité est située en arrière des consciences individuelles, l'unité objective se logera en arrière de leur dispersion. Naturellement l'expérience continue imperturbablement à nous présenter la même poussière. N'importe : caractère intelligible, choix antérieur à l'expérience, absolu qui se monnaye en multitude, unité en puissance et en droit de la pluralité, principe

de feu circulant à travers l'inerte matière, c'est la classe qui produit les hommes et non les hommes qui la produisent. Le but est atteint. Car c'était le but. Il y a quelque temps, avec cette candeur que donne parfois la haine, M. Laurat écrivait[j] : « En isolant (les chefs communistes) des honnêtes gens, en les coupant de la masse de la nation et de la classe ouvrière, on aurait vite fait de les réduire à l'impuissance[24]. » Et les autres anticommunistes souriaient avec amertume : « Couper, c'est vite dit : donnez-nous le couteau. » Or, voici justement que, sous l'effet de petites secousses, les honnêtes gens se décollent du Parti : son empire sur les âmes lui venait de leur acquiescement et il suffit d'un signe de croix pour le renvoyer aux enfers.

Parfait. Mais prenons bien garde de ne pas démontrer par l'absurde la nécessité du P.C. Imaginez ceci : la classe ouvrière est possédée ; on l'exorcise, à l'instant où son diable s'envole, elle ouvre les yeux et se casse en mille morceaux ! Vous nous voyez *sans prolétariat* ? À vrai dire, cette éventualité n'est pas pour effrayer l'aile droite de l'anticommunisme qui va répétant de l'ouvrier que c'est un fou qui se croit prolétaire ; mais l'aile gauche ne peut en souffrir même l'idée : avec la disparition de sa belle Dame sans merci, le marxiste non stalinien perd tout et d'abord l'honneur d'être fidèle sans espoir. C'est à son usage qu'on a mis au point cette notion éclectique : la classe-élan ; si vous regardez le monde avec ces lunettes-là, vous verrez de la classe partout, même si le prolétariat est en miettes ; et puisqu'il s'agit d'ôter au Parti le mérite de réaliser l'unité d'action ouvrière, on situera le principe magique de cette unification quelque part entre le régime objectif de la production et la subjectivité du producteur comme la spontanéité individuelle entre l'être et le faire, comme la *libido* freudienne entre le corps et la claire conscience. Fort de son

élasticité, ce prolétariat de caoutchouc peut se distendre sans se rompre ou se tasser sans s'effondrer : il s'allonge et s'amincit, se coule par les interstices de sa cage et se rassemble au-dehors ou bien il se comprime, décroche, roule entre les barreaux de l'appareil et va rebondir plus loin, au milieu de ses vrais amis.

Ces fadaises flattent l'optimisme socialiste comme les batelages sur la « bonté naturelle » flattaient l'optimisme bourgeois ; raison de plus pour s'en défier : l'optimisme et le pessimisme sont les deux faces d'une même mystification. Quand le taux de la mort volontaire s'élève, est-ce que nous déplorons un durcissement de « la volonté nationale de suicide » ? Et quand il baisse, faut-il se féliciter du raidissement de l'instinct national de vie ? Ne me dites pas que la classe existe et que la nation n'est qu'un être de raison, puisque c'est justement ce qu'il faudrait prouver. Car vous vous appuyez sur l'identité de la classe (c'est-à-dire sur l'identité des conditions) pour prouver sa spontanéité et sur sa spontanéité pour établir son unité. Mais laissons cela, admettons que les abstentions du 4 juin traduisent un désaveu collectif et voyons où cela nous mène.

J'ouvre un journal trotskyste qui commente les derniers événements *(La Vérité des travailleurs*, octobre 1952). D'après un des rédacteurs, M. Germain[25], l'origine du mécontentement ouvrier remonte à 1944 : de la Libération à la fin de 1945, les masses ont eu plusieurs occasions de prendre le pouvoir et on les a obligées à laisser passer leur chance ; ainsi les dirigeants du P.C. ont « fait violence à l'instinct et au dynamisme révolutionnaire de millions de militants ». De Gaulle eût écrasé la classe ouvrière ? Pas du tout, répond M. Germain, qui rappelle « la complète paralysie » de la classe bourgeoise à la Libération. D'ailleurs, il ne s'agissait pas d'établir la dictature du prolétariat. Il fallait sonder

« la puissance populaire d'expression… créer et développer les germes d'un pouvoir nouveau que les masses avaient d'ailleurs constitués elles-mêmes (comités de libération, comités d'usine, etc.) ». Le Bureau du P.C.F. a manqué son heure parce que Staline a sacrifié les ouvriers d'Europe à sa volonté de collaborer avec le capitalisme américain[k].

L'explication en vaut une autre. Notons toutefois qu'elle n'a rien de spécifiquement marxiste. À vrai dire le trotskysme, en dépit de lui-même, subit le sort commun à toutes les oppositions : le parti au pouvoir est réaliste puisqu'il affirme et prétend démontrer que le réel est le seul possible ; une seule politique à suivre : celle que je suis. L'opposant déclare, lui, qu'il y en avait au moins *une autre* et que c'était justement la meilleure, ce qui le contraint, malgré tout, à prendre une attitude plus ou moins teintée d'idéalisme : il y a des possibles qui ne se réalisent pas ; le processus *réel* cesse d'être la mesure de l'homme puisque ce qui n'est pas est plus vrai, plus efficace, plus conforme aux intérêts généraux que ce qui est ; l'analyse systématique des faits débouche sur le non-être (ce qui n'a pas eu lieu) et finalement l'explication de l'Histoire se réfère sans cesse à des occasions manquées qui n'ont d'existence que parce qu'elles sont *pensées*. C'est précisément le cas ici. Quand M. Duclos écrit : « Le parti communiste… a conscience de n'avoir laissé échapper aucune possibilité historique… si la voie suivie… avait été différente, un prétexte aurait été donné au fasciste de Gaulle, avec l'aide américaine, d'écraser la classe ouvrière[l]… », M. Germain a beau jeu de se moquer de lui : un *prétexte ?* Qu'est-ce que c'est que ça ? « Pour un marxiste, les classes sociales n'agissent pas d'après des "prétextes" mais d'après leurs intérêts et les rapports de force qui permettent d'atteindre ces intérêts. » Pourtant c'est Duclos plus que Germain qui est fidèle à l'esprit du

marxisme : Marx est bien loin de nier l'existence de *possibles* mais il entend par là les moments de l'action future tels qu'ils nous apparaissent au cours de sa préparation. Dirigeants et militants doivent pouvoir se dire, en se retournant sur le passé : « Nous avons fait tout ce qui était possible (c'est-à dire notre action s'est étendue aussi loin que les circonstances le permettaient) — rien n'était possible que ce que nous avons fait (les solutions que nous avons écartées, les événements ont montré qu'elles étaient impraticables). » Cette attitude va à identifier la réalité et l'action. Tout ce qui est réel est *praxis*, tout ce qui est *praxis* est réel. Tels sont, à n'en pas douter, les principes dont s'inspire *aussi* le trotskysme ; mais M. Germain, en sa qualité d'opposant, vise à établir des vérités qui vont y contredire : 1° les masses avaient en France la possibilité immédiate de prendre le pouvoir : cette possibilité était la plus conforme à leurs intérêts, la mieux adaptée aux circonstances, celle qui résultait du rapport des forces en présence, le plus court chemin vers la Révolution mondiale, bref, celle qui résumait en elle le plus de *réalité* et d'*efficacité* ; c'est pourtant celle qui ne s'est pas réalisée ; 2° *si* les masses s'étaient emparées du pouvoir, la bourgeoisie *n'aurait pas* bougé. — Son attitude est intermédiaire entre celle du militant qui analyse la situation présente en vue de la décision à prendre, et celle du théoricien qui dégage la signification des événements passés. Il est vrai que le premier a le droit de dresser l'inventaire des possibilités ; mais son analyse est soumise à la pression du moment, éclairée par les événements, modifiée par le « processus historique », constamment redressée par l'expérience et, finalement, elle s'éprouve dans la *praxis* elle-même. Le théoricien peut prétendre à nous livrer une vérité certaine à la condition de s'en tenir à ce qui est et de n'avoir aucun regard sur *ce qui aurait*

pu être[m]. M. Germain établit son opinion sur une réalité morte. Il ne peut prétendre à la certitude quand il tente d'établir les conséquences possibles de ce qui n'a pas été. Quant au but de sa recherche, n'ayant pas réellement existé, il fera l'objet abstrait d'une idée ; en un mot il sera parce qu'on le pense. Ainsi abandonne-t-on le schème proprement marxiste pour un idéalisme probabiliste dont les inductions se basent le plus souvent sur de simples extrapolations. Et d'ailleurs, que faut-il entendre par ce mot ambigu, « le possible » ? La classe ouvrière *pouvait* vaincre : soit ! Mais *à quelles conditions* ? Les rapports de force lui étaient favorables, ses intérêts la poussaient à prendre le pouvoir mais ses chefs l'en ont empêchée. Admettons : mais *pouvaient-ils* ne pas le faire ? Qu'est-ce qui les a faits comme ils sont ? Leur obéissance au Politburo ? Mais vous la dénoncez depuis de longues années ; c'est même, d'après vous, cette relation à Moscou qui caractérise le P.C.F. Pouvait-il changer sa structure fondamentale en 1944 ? Et que signifie cela ? Je sais que vous distinguez — je ne dis pas que vous ayez tort — un courant de gauche dans le Parti et que vous soutenez la plaisante théorie d'un P.C. révolutionnaire malgré lui : mais comment la gauche se serait-elle imposée au lendemain de la Libération, quand on attendait tout de l'U.R.S.S, quand la bourgeoisie semblait réduite à l'impuissance, quand beaucoup croyaient encore au pacifisme américain, s'il est vrai, comme vous le dites, que la direction du Parti réussit encore, en pleine retraite, à imposer silence au mécontentement de la base ? La politique de l'U.R.S.S, alors ? Direz-vous que c'est la coupable ? Peut-être : mais à quel moment était-il *possible* de la changer ? Ne reflète-t-elle pas une société déterminée, avec ses structures économiques et politiques, ses couches sociales et ses conflits intérieurs ? Faudra-t-il remonter jusqu'à la mort de Lénine ? Il y en a qui vont jusque là :

la partie se serait jouée et perdue vers 1923-1924 : en automne 1924, après la défaite du prolétariat allemand, Staline parla pour la première fois du « socialisme dans un seul pays ». Ce jour-là les anges pleurèrent. On se croirait revenus au péché originel et aux discussions de Leibniz avec le Grand Arnauld[26] sur la prédestination : Staline devient le petit père Adam de l'ère atomique. La théorie est admissible : on peut admettre que les circonstances historiques s'agencent parfois, mais *très rarement*, de manière à permettre une action humaine efficace et qui décide de l'orientation historique. Si l'on manque le coche, il faudra patienter vingt ans, un demi-siècle peut-être, jusqu'à ce qu'il revienne ; le trotskysme serait un art d'attendre. Mais que devient alors la « possibilité » de 1944 ? Les jeux étaient faits. Et si quelques enthousiastes ont pu croire qu'ils allaient conduire la classe ouvrière à la victoire, c'est qu'ils avaient vu les détails de la situation sans la considérer d'ensemble.

D'autres prétendent au contraire — et M. Germain est peut-être de ceux-là — que, fût-on même en période contre-révolutionnaire, on peut exercer une action continue sur le cours du monde pourvu qu'on reste prêt à en exploiter toutes les contradictions. Ils ont pour eux l'accord de Marx et d'Engels qui admettaient la contingence du détail[n] et celui de Lénine qui refusait d'appliquer à l'étude de l'histoire quotidienne les principes et les méthodes qui lui servaient à déchiffrer les grands ensembles de l'histoire universelle. Il leur est permis de croire que les obscurités et les vacillations de la petite histoire disparaîtront au regard de l'historien futur. Peut-être, un jour, verra-t-on mieux la place et le rôle des événements actuels ; peut-être s'apercevra-t-on alors qu'ils étaient *les seuls possibles*. Mais tant que l'Histoire n'est pas achevée, tant qu'on voit le particulier d'une perspective

particulière, on ne peut expliquer le détail d'une politique en remontant sans intermédiaires aux considérations générales. Si l'univers est un processus dialectique dont chaque mouvement local a sa raison dans le mouvement de l'ensemble, les trotskystes pourront comprendre la politique de Staline mais comment feront-ils pour la condamner ? Elle aura été de tout temps et en toute circonstance ce qu'elle devait et ce qu'elle pouvait être, ni plus ni moins. Peut-être faudra-t-il alors constater que la donne était faite de manière à rendre *au départ* le socialisme impossible. Ou au contraire, comme dit Merleau-Ponty : « Le chemin qui nous paraît sinueux apparaîtra peut-être, quand les temps seront révolus et quand l'histoire totale sera révélée, comme le seul possible et *a fortiori* comme le plus court qui fût[27]. » De toute façon le P.C.F. est hors de cause. Il n'y a ni ne peut y avoir de *possibles non réalisés* qu'au niveau de cette histoire vacillante où les événements viennent toujours en retard ou en avance au rendez-vous, demeurent partiellement indéchiffrables, où un conflit, quelle que soit la profondeur de ses raisons, peut, faute d'une cause occasionnelle, rester longtemps enterré, comme une bombe à retardement. Dans le cas envisagé, le conflit est là : c'est la lutte des classes ; le rapport des forces est défini ; en 1944, la classe ouvrière a la possibilité concrète de prendre le pouvoir. Que manque-t-il ? La cause occasionnelle : une autre orientation de la politique communiste.

Seulement voilà : l'opposant marxiste est à cheval sur deux thèses ; pour démontrer aux « staliniens » leurs erreurs ou leurs mensonges, il veut être irréfutable : il utilisera donc les méthodes et les vues de la grande histoire dialectique ; pour établir, au contraire, qu'une autre action demeurait possible en telle ou telle circonstance, il recourt aux inductions probabilistes. Lorsque

Duclos refuse de « fournir un prétexte » à la répression, M. Germain s'égaye : un prétexte ! « Depuis quand les fascistes attendent-ils des prétextes pour frapper le mouvement ouvrier ? » En somme, le P.C. a la naïveté de croire qu'il était *possible* à de Gaulle d'agir autrement qu'il n'a fait. Et que cette action ne s'est pas réalisée faute d'une occasion ! « Une fois les rapports de force donnés, répond M. Germain, on trouve toujours un "prétexte" convenable. » Voyez comme le débat s'élève : de Gaulle rapetisse à vue d'œil et perd ses traits particuliers ; d'abord il devient le Fasciste — et le Fasciste n'est rien d'autre que le plein emploi des pouvoirs dont il dispose, en faveur des intérêts qu'il sert. Puis il se fond dans sa classe et c'est la bourgeoisie elle-même que nous embrassons du regard. Pourquoi elle ne frappe pas le mouvement ouvrier ? Parce qu'elle n'a pas la force de le faire. Chaque force tend, d'elle-même, à aller jusqu'au bout de son effet, compte tenu des autres forces qui s'exercent sur le même point : l'événement, résultante de forces diverses, est toujours tout ce qu'il peut être. Quant aux facteurs de l'histoire locale, ils se sont évanouis : origine et caractère de l'équipe au pouvoir, structure réelle de la bourgeoisie en 1944, intérêts particuliers, préjugés, croyances, idéologies, nécessité de la politique quotidienne, on élimine tout. De Gaulle est considéré comme fasciste en 1952, *donc* il l'était en 1944. Ce général, certainement peu favorable à la République mais qui avait promis de la rétablir, pouvait s'embarrasser à l'époque dans des contradictions personnelles ? Cela est sans action sur le cours des choses. La bourgeoisie, au lendemain d'une occupation ruineuse, pouvait trouver moins coûteux de temporiser et répugner encore à la violence tout en se tenant prête à y recourir ? Aucune importance. Puisque la classe bourgeoise a fait ce qu'elle a fait, c'est qu'elle ne pouvait rien faire d'autre. Bien.

J'applique ces principes à la classe ouvrière : je ne savais pas qu'elle eût pris le pouvoir mais on me dit — et je le crois — qu'elle avait intérêt à le prendre et que les rapports de force lui étaient favorables : il faut donc qu'elle l'ait pris sans que cela se soit su. Pas du tout ! dit M. Germain. Elle *pouvait* le prendre et ce sont ses chefs qui l'en ont empêchée. Tiens ! Et quels sont ces chefs ? « Ceux des dirigeants du P.C.F. qui tiennent à ce que nous appelons le conformisme bureaucratique, c'est-à-dire qui sont prêts à aller à droite ou à gauche en fonction des besoins de la diplomatie du Kremlin et qui sont prêts à leur sacrifier les intérêts fondamentaux des masses[o]. » Les méchants hommes ! Mais *pourquoi* sont-ils comme cela ? Le fasciste, je comprenais, tout à l'heure, qu'il était la pure expression de sa classe et son instrument anonyme ; la « bureaucratie » soviétique, je vois aussi, quand je lis Trotsky ou la *Vérité [des travailleurs]*, qu'elle exprime les intérêts de certaine couches sociales et qu'elle est conditionnée par la société même dont elle émane. Et je trouve même cette remarque dans *La Révolution trahie*[28] : « La société soviétique actuelle ne peut pas se passer de l'État et même — dans une certaine mesure — de la bureaucratie. Et ce ne sont pas les misérables restes du passé mais les puissantes tendances du présent qui créent cette situation. » Voici qui me rassure tout à fait sur le Politburo : la personnalité ou les volontés particulières de ses membres importent peu ; c'est l'U.R.S.S. elle-même qui, à travers eux et par eux, se donne l'appareil dont elle a besoin présentement[p]. Mais la bureaucratie du P.C.F., d'où vient-elle ? Elle ne s'appuie pas sur les masses puisque vous accusez le Bureau politique de « sacrifier leurs intérêts fondamentaux, de faire violence à leurs instincts révolutionnaires ». Ni sur la structure de notre société puisque c'est une société bourgeoise et que le P.C. ne joue pas le rôle d'un parti

de gouvernement. Ni sur le rapport de forces, puisque, selon vous, le rapport était favorable à l'action. Et quant à l'inféodation à l'U.R.S.S., de deux choses l'une : ou vous montrerez qu'elle est nécessaire aujourd'hui pour un parti révolutionnaire — alors tout « possible » disparaît et vous liez de vos propres mains le sort des prolétariats à celui des Républiques soviétiques ; ou vous direz, comme Bourdet, qu'il est *possible* de se soustraire à cette domination : en ce cas ce sont des erreurs individuelles, l'incompréhension de la situation, des défauts de caractère (conformisme, lâcheté, etc.) qui vont expliquer l'inertie du P.C. Celui dont vous vous réclamez a écrit : « Une révolution ne peut se commander, il est seulement possible de donner une expression politique à ses forces intérieures[q] » et vous admettez pourtant que la classe ouvrière, en plein élan et dans une situation révolutionnaire, ait pu être freinée par l'action individuelle de ses chefs : bref, vous refusez les causes occasionnelles à la bourgeoisie et vous les concédez au prolétariat. Pour une seule raison, c'est que la culpabilité est *nécessairement occasionnelle :* elle s'accommodait tant bien que mal de la fatalité antique ; avec la nécessité des modernes, elle est bien obligée de disparaître ; or, vous avez besoin d'un coupable[r]. De ce compromis entre la nécessité et la contingence, entre la rigueur et l'indétermination, entre l'être et le devoir-être est née votre conception de la spontanéité ; « l'instinct révolutionnaire » que vous reconnaissez aux masses n'a qu'une fonction : marquer dans l'absolu *ce qui aurait pu être*. Et vous accepteriez même qu'une inflexible loi ait régi le cours des événements depuis octobre 1917, qui sait, depuis le péché originel, si l'on vous concédait que, parmi tant de vicissitudes, l'instinct révolutionnaire demeure inébranlable. Il faut qu'il reste au fond des cœurs, éternelle disponibilité que les circonstances voilent

mais qu'elles ne peuvent ni détruire ni créer car il est la réalité profonde du prolétaire, la sentence que le capitalisme porte sur lui-même, bref cette exigence sans merci qui se traduit objectivement par une pression exercée sur le Parti et les chefs et qui n'a d'autre objet que la Révolution permanente. En dotant le prolétariat d'une spontanéité révolutionnaire, vous le contaminez par votre opposition. Vous considériez en effet que l'action politique du P.C. n'était ni juste ni convenable, qu'on pouvait et devait en mener une autre. Mais, en regardant autour de vous, vous ne découvriez que des rapports de force, des intérêts, des actes, bref, de l'être et des faits ; jamais du *devoir-être*. Et d'abord, les fins à poursuivre, qui les pose ? Seuls, vous n'avez pas qualité pour reprocher au P.C. d'avoir abandonné les objectifs révolutionnaires ; il faut porter condamnation au nom des masses ; mais qui prouve que vous parlez en leur nom, vous qui n'accédez pas jusqu'à elles ? Ceci, justement, que, loin de vouloir faire leur bonheur malgré elles, vous vous bornez à déchiffrer les messages de leur instinct révolutionnaire. S'il existe, cet instinct, il sera l'exigence qui définit les buts et le moyen de les atteindre : objectivement, en effet, il ne se révèle exigence qu'en se manifestant comme *praxis* ; les masses ont un pouvoir spontané de créer et d'organiser qui a pour effet de hâter l'avènement du prolétariat : c'est ainsi qu'elles ont produit d'elles-mêmes en 1944 les comités de libération et les comités d'usine : ces premiers pas définissaient le chemin, le P.C. n'avait qu'à continuer le mouvement. Et puisque ces démarches spontanées montraient la direction à suivre, vous pouvez condamner les chefs qui ne l'ont pas suivie : l'instinct populaire *manifeste* ce qui était à faire, ce qui, avec d'autres dirigeants, eût été fait. La spontanéité engendre les possibles : ce sont les masses, avec leur intransigeance, leur combativité, l'âpreté de leurs

revendications qui créent la *possibilité* de prendre le pouvoir ; l'impossibilité vient des chefs. Mais les chefs ne sont rien ; il semble qu'on puisse les changer à l'instant ; les masses sont tout ; et allez donc essayer de les changer. Leur spontanéité a l'inexorable rigueur de la dialectique, puisque c'est la production qui produit le producteur ; en même temps elle est libre puisqu'elle exprime l'essence en mouvement du prolétariat. Pour la seconde fois dans l'Histoire, elle marque — en face du péché originel dont nous avons tous hérité — la nature soutenue par la Grâce. Et, il faut l'avouer, cette grâce vous sauve, trotskystes ; sans elle, je vous voyais mal partis : qu'arriverait-il si le « dynamisme » des masses dépendait de facteurs externes ? Supposez qu'il se règle sur l'état des forces, le degré d'épuisement des combattants, le souvenir des luttes antérieures, les issues recensées, la politique des chefs[s]. Supposez que l'action spontanée des masses, au lieu de viser l'avenir, se réduise à n'être qu'un contrecoup du passé ; supposez que leur exigence, au lieu de mesurer leur pouvoir, ait l'inconsistance d'un rêve ; supposez qu'elle dépende de leur fatigue, d'un espoir faux : adieu l'humble prophétisme collectif, adieu la spontanéité ; vous pourrez encore opposer Marx à Staline, vous ne citerez plus le prolétariat à la barre, pour témoigner contre ses chefs : la politique des chefs et l'humeur de la masse sont, dans cette hypothèse, l'une et l'autre fonction des circonstances extérieures ; finalement l'une réagit sur l'autre, elles se modifient mutuellement, s'adaptent l'une à l'autre et, pour finir, l'équilibre s'établit, une accommodation réciproque, les *possibles* s'envolent : tels chefs, telle masse ; telle masse, tels chefs. Le destin du prolétariat ? Peut-être la méthode marxiste vous permettra-t-elle de le *prévoir* ; non de le faire : vous serez augures. De toute façon vous ne comptez plus. « Mais, direz-vous, cette conception n'est pas

dialectique. » Pourquoi pas ? En tout cas, c'est celle d'Engels : « L'Histoire s'accomplit de telle sorte que le résultat final découle des conflits de multiples volontés individuelles, déterminées chacune par une quantité donnée de conditions particulières : il y a donc des forces innombrables qui s'entrecroisent, un groupe infini de parallélogrammes et la résultante, le fait historique, peut être considéré comme le produit d'une force qui opère, dans son ensemble, inconsciemment et sans volonté. Ce que chacun veut est en effet contrarié par les autres et ce qui en résulte est quelque chose que personne n'avait voulu. » Dans cette perspective-là, la « force inconsciente et involontaire » est une fiction commode, quant à la spontanéité, il n'y en a pas.

Tenez : vous vous adressez aujourd'hui au P.C. et vous lui intimez l'ordre de proposer l'unité d'action aux dirigeants socialistes. Ce conseil politique est — pour le moment *présent* — à la fois tout à fait raisonnable et tout à fait absurde. Raisonnable : il est certain que s'il était suivi, la France et l'Europe seraient changées, la guerre s'éloignerait. Absurde : vous savez bien que le P.C. ne fera pas de démarche (le discours de Lecœur témoigne du triomphe provisoire de ceux qui veulent l'enfoncer dans la solitude) ; le voulût-il, les socialistes refuseraient tout net. Mais, dites-vous, l'échec de cette tentative ouvrirait les yeux aux militants S.F.I.O. ; c'est mal les connaître, c'est sous-estimer leur ressentiment contre le P.C. : ils ne quitteront pas leur parti, ils féliciteront les dirigeants d'avoir déjoué la manœuvre. S'il s'agissait simplement de considérer ce qui aura lieu vraiment, votre conseil pourrait passer pour un pieux désir sans importance ni fondement. Mais vous insistez au contraire : ce « front commun… n'est ni utopique ni aventureux ». Pourquoi ? « C'est qu'il y a des millions d'ouvriers, de fonctionnaires, d'artisans, de petits commerçants et

de petits paysans qui veulent que ça change[t]. » En un mot, c'est dans la volonté des masses que le raisonnement trotskyste trouve sa garantie objective. Toute idée vraie doit « pour un marxiste » être pratique puisque la vérité est action ; l'idée trotskyste demeurerait une pure abstraction sans vie, un imprévu idéaliste — puisqu'elle ne produit pas d'effets par elle-même, puisqu'elle montre un chemin dont elle sait qu'il ne sera pas suivi — si les masses, par leur action et par leurs exigences, ne se chargeaient de donner à ces purs concepts subjectifs un commencement de réalisation. Non que l'idée agisse sur elles : il y a harmonie préétablie ; le trotskyste décide que son discours est l'expression verbale de la spontanéité collective. Il est d'un côté, le prolétariat de l'autre : jamais ils ne s'adressent la parole mais entre le système intellectuel du premier et l'élan qui entraîne le second à dépasser sa condition misérable, un accord profond et tacite s'établit virtuellement par-dessus la tête du militant communiste qui se contente, lui, de parler vraiment aux ouvriers et de diriger pour de vrai leur mouvement. L'impétuosité vitale et inobservable des masses est la caution d'un diagnostic impuissant ; ou, si l'on préfère, le trotskysme fonde un rationalisme abstrait d'opposant sur un irrationalisme pragmatiste. Il va de soi, bien entendu, que les aspirations spontanées des masses travailleuses ne sont là que pour être violées. Nous en revenons au schème précédemment décrit : on appelle spontanéité le blâme secret qu'un groupe inflige aux chefs qu'il s'est choisis, la complicité silencieuse d'une société intégrée avec les opposants qu'elle a exilés.

Revenons au 4 juin : est-ce la spontanéité ouvrière qui a désavoué le P.C. ? J'en doute bien fort. D'abord, ni Marx ni Lénine n'ont cru à la permanence d'un « instinct révolutionnaire » chez les masses. Quant à Trotsky[u], il insiste au contraire sur leur « profond

conservatisme » qui lui paraît « un facteur de stabilité sociale ». Pour « libérer les mécontents des gênes de l'esprit conservateur et amener les masses à l'insurrection » il faut des circonstances exceptionnelles. Dans ce cas, leur sentiment est d'abord purement négatif : les chefs ont des plans, des programmes, mais les masses sentent tout simplement « qu'elles ne peuvent plus supporter l'ancien régime ». Entraînées par l'événement, c'est seulement alors qu'elles font leur *expérience révolutionnaire* en « s'orientant activement par la méthode des approximations successives » et toujours plus à gauche. Quand leur élan se brise sur des « obstacles objectifs », le reflux commence, qui conduit à la réaction : « Les grandes défaites sont décourageantes pour longtemps. Les éléments perdent leur pouvoir sur la masse. Dans la conscience de celles-ci remontent à la surface des préjugés et des superstitions mal cuvés. Les nouveaux venus des campagnes, masse ignorante, délayent pendant ce temps les rangs ouvriers. » En un mot, les masses sont révolutionnaires quand les conditions de la Révolution sont données ; il faut apprécier leur élan et leurs pouvoirs d'après les possibilités concrètes de la situation, au lieu d'établir ces possibilités d'après la force du « dynamisme » révolutionnaire. En particulier si leur prétendu « instinct » est l'effet des circonstances, sa violence ne prouve pas qu'il faille leur obéir. C'est encore Trotsky qui écrit : « Les masses interviennent dans les événements non d'après les instructions des doctrinaires mais selon les lois de leur propre développement politique. La direction bolchevique… voyait clairement qu'il fallait donner aux grosses réserves le temps de tirer leurs conclusions de l'aventure… Mais les couches avancées se ruaient vers la rue… (Or) indépendamment de la volonté des masses, l'expérience pouvait se transformer en une bataille décisive et, par la suite, en une défaite décisive. Devant une

telle situation, le Parti se réservait de demeurer à l'écart… Ce parti des masses devait, certes, suivre les masses sur le terrain où elles s'étaient placées, afin de les aider, mais sans partager en aucune manière leurs illusions. » Trotsky lui-même réclame pour un parti le droit d'apprécier le « dynamisme » populaire à la lumière de la situation générale ; il n'hésite pas, en certains cas, à nommer « illusions » les motifs de ce brusque déchaînement — et M. Germain, trotskyste, blâme le P.C. de n'avoir pas fait confiance à l'instinct du peuple. C'est, dira-t-il, que la situation était autre. C'est vrai : mais si nous refusons de croire à l'infaillibilité des masses, que reste-t-il ? deux conceptions doctrinales — celle du P.C.I. et celle du P.C.F. — deux façons de raisonner et deux interprétations « scientifiques — de la situation.

Ce désaveu du 4 juin, dont on fait tantôt un document et tantôt un témoignage, admettons qu'il existe et qu'il se cache sous la fatigue et le découragement des ouvriers. En sommes-nous plus avancés ? Qu'est-ce qui est *désavoué* ? L'initiative malheureuse du 28 mai ? La politique du P.C.F. depuis 1948 ? depuis 1944 ? depuis le Congrès de Tours ? La bureaucratie ? l'inféodation à Moscou ? La politique soviétique ? Et pourquoi pas le marxisme lui-même ? Qui décidera ? Vous dites que tout se tient : quand le drame ne viserait qu'un détail expressément, la rigueur de l'enchaînement est telle que tout est mis en cause. Mais ce n'est pas vrai : nous avons affaire à l'histoire locale et quotidienne, opaque, en partie contingente, et la liaison des termes n'est pas si étroite qu'on n'en puisse faire varier quelques-uns dans certaines limites sans modifier tous les autres. Je lisais, l'autre jour, que le prolétariat est lassé par l'ingérence des dirigeants soviétiques dans les affaires intérieures ; ce n'est pas, disait-on, qu'il condamne directement cette ingérence : par le fait, il ne la sent pas et il s'en moque ; mais,

ce qui revient à la désavouer, il ne peut plus endurer le « bureaucratisme » du P.C., qui en est l'évidente conséquence. Mais je reste douteux : il aurait fallu, pour me convaincre, me montrer d'abord qu'on ne peut pas combattre cette bureaucratie sans avoir d'abord rompu avec l'U.R.S.S. ; ensuite et inversement, qu'un parti révolutionnaire non inféodé à l'URSS ne risque pas aujourd'hui d'être bureaucratisé par les circonstances de la lutte. Faute de ces précisions, je ne sais comment limiter la portée de ce blâme supposé. Je vois bien que le P.C. reconnaît qu'il a fait une erreur et je vois aussi qu'il la localise dans les instants qui précédèrent immédiatement la grève : c'est qu'il veut s'en tirer au meilleur compte. Je vois des bourgeois persuadés que les masses ont porté sentence contre Marx : c'est qu'ils sont antimarxistes.

Donc j'ignore le motif de la sentence ; mais comme si ce n'était pas assez, voilà que je ne sais plus quel est le juge qui la porte. Car j'imagine deux espèces de blâmes : ceux qu'une classe révolutionnaire inflige *au nom de la Révolution* aux chefs qui veulent l'arrêter ; ceux qu'une classe défaite, brisée, résignée inflige *au nom de l'idéologie de la classe victorieuse* aux révolutionnaires qui veulent l'entraîner dans des aventures nouvelles. Dans le premier cas, c'est le sujet de l'Histoire qui condamne un traître et la condamnation s'inscrit dans l'histoire qu'il fait. Dans le second, c'est une classe qui se sent redevenir masse, qui retrouve, avec ses vieilles chaînes, « ses superstitions et préjugés mal cuvés » et qui s'en sert pour condamner sa propre gloire. Auquel des deux juges ai-je affaire ? Les trotskystes affirment que c'est au révolutionnaire : « La classe ouvrière française… a été sacrifiée… Malgré toutes les justifications, cette criminelle erreur éclate aujourd'hui aux yeux de tous. À la prochaine occasion aucun travailleur ne la recommencera. »

Comment les croire, à moins de faire confiance à la spontanéité irrépressible du travailleur. Et puis, pour tout dire, je les trouve un peu minces, les réactions de ce révolutionnaire-là : on a sacrifié sa classe, il le sait, et, pour toute représaille, il boude une grève intempestive ? Il faut de bons yeux pour trouver son *dynamisme*, de meilleurs encore pour découvrir une pression des masses dans les événements du 4 juin. Pour les bonnes feuilles, au contraire, il n'y a plus de révolutionnaires. Y en a-t-il jamais eu, d'ailleurs ? L'Histoire vient tout simplement d'opérer la discrimination qui s'imposait : elle a mis les bandits à sa gauche et les honnêtes gens à sa droite. L'abstentionnisme de l'ouvrier, il faut l'attribuer à sa *sagesse*, c'est-à-dire à la force de pénétration des bons principes : il est rassasié de ces violences inutiles, il ne demande qu'à travailler en paix, il trouve que la vie n'est déjà pas si facile et qu'on n'a pas le droit de gaspiller l'argent à des bêtises. Bref, à travers lui, c'est la bourgeoisie elle-même qui désavoue le Parti ; je laisse à penser si les patrons sont contents : leur bon ami l'ouvrier est enfin guéri ; il semble qu'on ait stoppé définitivement l'accroc scandaleux qui déchirait nos sociétés modernes. Les classes ? C'était un cauchemar : si, comme il est logique, on accorde le titre de bourgeois à tout individu qui fait partie d'une société bourgeoise, il n'y aura plus que des bourgeois en Occident, les uns désespérés et les autres point trop mécontents.

S'il en était ainsi, on devine que le P.C.F. serait profondément frappé par la désaffection des masses. Mais les attendus de leur désaveu le laisseraient froid.

L'anticommuniste m'attendait au tournant : « Donc les masses ne peuvent juger l'appareil ? » Je réponds qu'il leur arrive, quand elles se sont ébranlées, de pousser leurs chefs devant elles[v]. Il

reprend : « Mais *le reste du temps*, elles ne peuvent pas les juger ? » Ah ! Socrate, je vois où tu m'entraînes. Eh bien, je l'avoue : elles jugent leurs chefs quand ils les suivent mais non quand elles ne les suivent pas. Socrate triomphe : « Vous devez à la bourgeoisie la liberté d'écrire et vous vous en servez pour refuser au peuple la liberté de penser. » Le verdict est rendu : mépris du peuple, tempérament de sophiste, goût honteux pour les formes autocratiques du pouvoir ; dans un emportement de servilité j'accorde au P.C. bien plus qu'il n'a jamais demandé : il prétend se guider sur l'opinion des masses ; l'empire absolu qu'il a pris sur elles, il ne se soucie pas qu'on le justifie : il le cache.

Quand on m'engueule, je pousse le masochisme jusqu'à souhaiter que ce soit pour de bonnes raisons. Je dirai donc pourquoi celles de l'anticommuniste sont mauvaises.

D'abord je ne m'occupe pas de ce qui serait souhaitable ni des rapports idéaux que le Parti-en-soi soutient avec le Prolétariat Éternel ; je cherche à comprendre ce qui se passe en France, aujourd'hui, sous nos yeux. De bons amis ont bien voulu me signaler l'existence de syndicats anglo-saxons et scandinaves : ces organismes « bien sous tous rapports » seraient mieux adaptés que notre C.G.T. aux formes avancées du capitalisme[w]. Peut-être : mais qu'est-ce que ça prouve ? Qu'il faut regretter de n'être pas suédois ? Je reviens à mon pays qui n'a pas la réputation d'être parmi les plus « avancées » des démocraties bourgeoises. Le patronat fait la risée du monde : à pousser votre argument jusqu'au bout, nous verrions qu'on a la lutte des classes qu'on mérite.

En France, donc, et aujourd'hui, puisqu'il faut préciser, les conditions qui lui sont faites interdisent à l'ouvrier l'usage de droits formels qu'on lui concède. Vous le savez, vous qui avez fait en sorte qu'il ne puisse s'en servir dans le cadre de nos institutions :

pourquoi vous indigner quand il renonce à ces mirages pour militer ? Vous qui criez au scandale quand on vous rapporte qu'une élection syndicale s'est faite à main levée, vous avez truqué la loi pour réduire au silence un bon tiers du corps électoral. Vous accusiez le P.C. de défendre et d'attaquer tour à tour les libertés démocratiques selon son intérêt du moment, mais que faites-vous d'autre ? Quand il s'agit de critiquer les communistes vous réclamez pour l'ouvrier des libertés entières ; vous les lui ôtez quand il s'avise de vous critiquer.

Ce n'est pas le fond de l'affaire : à bien y regarder, nos libertés ont été conçues par les bourgeois pour des bourgeois et l'ouvrier ne saurait en jouir à moins de devenir bourgeois lui-même. Elles n'ont de sens que dans un régime de propriété individuelle et ce sont des précautions que prend le possesseur de biens contre l'arbitraire du groupe. Cela suppose donc que le groupe existe *déjà*. De fait la bourgeoisie nous amuse depuis deux cents ans avec une robinsonnade qu'elle nomme « atomisme social » ; mais c'est pour mystifier les classes pauvres : car elle forme par elle seule une collectivité fortement intégrée qui les exploite. Nous naîtrions libres et solitaires ? Nous formerions la communauté en nous liant par contrat ? Nous donnerions notre liberté pour qu'on nous la rende au centuple sans renoncer tout à fait à notre solitude natale ? Regardons-nous plutôt : solitaires ? Quand soupire-t-on après la solitude si ce n'est en compagnie ? Libres ? Oui : libres d'exercer certaines activités très concrètes qui prennent leur source, en général, dans notre pouvoir économique ou dans nos fonctions sociales. Libre, l'industriel qui peut licencier sans explication le quart de son personnel ; libre, le général qui peut décider une offensive meurtrière ; libre, le juge qui peut choisir l'indulgence ou la sévérité. La *vraie* liberté bourgeoise, la liberté

positive, c'est un pouvoir de l'homme sur l'homme. La société en décide avant notre naissance : elle définit par avance nos capacités et nos obligations ; bref, elle nous situe. C'est nous *lier* aux autres : pour finir, le plus insignifiant de nos gestes et le trait le plus effacé de notre caractère sont en fait des actes synthétiques qui réalisent dans des circonstances particulières l'unité de la classe bourgeoise ; chacune de nos conduites manifeste notre appartenance à tel groupe familial ou professionnel ; chacune contribue à nous y intégrer davantage[x].

Que deviennent, après cela, ces malheureux droits négatifs dont la démocratie bourgeoise prétend faire si grand cas ? S'ils ne nous enrichissent guère, ils ne risquent pas de nous appauvrir. Ils représentent simplement la sauvegarde de nos pouvoirs concrets ; ils établissent entre chacun de nous et la collectivité une imperceptible distance, ils nous empêchent de périr étouffés. Mais on pense bien que la liberté bourgeoise tombe en dehors d'eux : notre industriel ne songe pas à se définir par les droits qu'il partage avec tous, mais par la puissance qu'il est seul à exercer. L'*habeas corpus* ? Il ne s'en soucie guère : personne ne songe à l'arrêter ; sa vraie liberté vogue sur la mer : c'est la machine qu'il vient d'acheter aux U.S.A. La politique ? Il peut bien s'amuser à voter pour les radicaux, les abandonner pour le M.R.P., revenir à eux : il n'altérera pas sa personne. Sa personne, c'est son usine, sa famille, ses projets. Le lien politique est dans nos sociétés — par temps calme — le plus lâche et le plus fragile : il se brise à la moindre secousse. Rien d'étonnant si nous critiquons librement les partis : critiquer, c'est prendre du recul, se mettre hors du groupe ou du système, les considérer comme des *objets* ; or, fussions-nous membres d'une formation politique, nous ne sommes jamais *dedans*. Mais votre patron, votre directeur, votre chef de bureau,

l'avez-vous jamais critiqué en face et publiquement ? Parbleu c'est que vous faites partie de l'entreprise, vous y êtes intégré : si l'on vous chasse, vous perdez à la fois vos moyens de vivre, vos pouvoirs et le but de votre vie. Sur la politique on s'exprime librement parce qu'elle semble se réduire à une activité purement formelle ; le gouvernement libéral ressemble, en surface, au principe d'identité : il permet à chacun d'être ce qu'il est et d'avoir ce qu'il a. Mais dès qu'il s'agit d'un travail, d'une *praxis*, bref, d'une activité synthétique qu'exerce un groupe intégré, adieu la liberté de penser. Or la politique bourgeoise est *aussi* une action synthétique, une action de classe ; aux heures de crise, quand la bourgeoisie est menacée par le peuple, cette politique révèle son vrai visage : les « parlotes » des députés n'avaient d'autre but que d'amuser le public et leurs prétendues divisions masquaient l'existence d'un *parti unique*, un parti de classe, aussi autoritaire et dur que le P.C., dont les organes sont la police, l'administration et l'armée, et dont l'office est d'écraser la résistance des pauvres. Dans ces moments-là, le bourgeois n'a de cesse qu'il n'ait jeté à l'égout sa liberté de penser. Qu'en ferait-il ? C'est l'heure d'oublier les divisions, il est perdu s'il ne pense comme tout le monde. Critiquer ? Pas si fou : la critique risque de désunir, de gêner l'action gouvernementale. Il fait abandon de ses droits à une équipe de nettoyeurs qui lui garantit en échange ses vrais pouvoirs et ses biens.

Mais pour l'ouvrier, la politique ne peut être une activité de luxe : c'est son unique défense et l'unique moyen dont il dispose pour s'intégrer à une communauté. Le bourgeois est d'abord intégré, la solitude est sa coquetterie ; l'ouvrier d'abord seul, la politique est son besoin. Le premier est un homme qui soutient un parti pour exercer son droit de citoyen, le second un « sous-homme » qui entrera dans un parti pour devenir un homme. L'un

entrevoit par éclairs la *réalité* de la politique, c'est-à-dire la lutte des classes, il en est l'objet et il pressent parfois qu'il pourrait mener l'action à son tour. Pour le bourgeois, en dehors de la politique, il y a tout ; pour l'ouvrier il n'y a rien en dehors d'elle ; rien sauf cette « tristesse » ouvrière dont Navel[29] disait qu'on sort seulement par l'action. La tristesse, c'est-à-dire la solitude. N'allons pas conclure pourtant que cette solitude est *naturelle*. Les bourgeois, pour nous en persuader, ont mis au point leur « atomisme social ». Mais il suffira de se reporter, pour comprendre le sens de toute cette philosophie, aux considérants de la loi Le Chapelier[30] sur les « prétendus intérêts communs » des travailleurs. Non : la solitude de l'ouvrier ne vient pas de la nature ; elle est « produite » ; le travail, la fatigue, la misère, les bons soins de la bourgeoisie ont, si j'ose dire, ménagé au travailleur un « état de nature » artificiel ; c'est ce qu'on appelle *la masse*. Je détaillerai plus tard les procédés de massification ; ce qui compte ici, c'est qu'ils visent tous à imposer la solitude — non pas l'entière disparition des relations sociales mais leur mécanisation. Dans cette opération, les droits démocratiques ont un rôle essentiel : pour une bourgeoisie intégrée nous avons vu qu'ils n'offrent que des avantages ; pour des solitaires, sans cesse en butte aux forces de désintégration, les libertés formelles sont des chaînes. Voyez le libre contrat, pièce maîtresse de la mécanique : comme il combine heureusement la menace de mort et la liberté du travail ; l'ouvrier est un homme qui signe librement sous peine de mort. En cet amalgame de nécessité et d'autonomie, la nécessité empêche le salarié de débattre son prix, la liberté le fait responsable de celui qu'on lui impose ; de quel droit se plaindrait-il ? il pouvait refuser. D'une manière générale, le libre contrat force l'ouvrier à reprendre à son compte le destin qu'on lui fait ; il consent à son sort, il en remet : est-ce que

c'est le patron qui a été le chercher ? Est-ce qu'il n'a pas sollicité l'embauche ? Est-ce qu'il n'a pas accepté des tâches supplémentaires, est-ce qu'il ne tente pas d'améliorer le rendement de sa production ? Est-ce qu'il n'augmente pas volontairement les risques de maladie ou d'accident ? Et n'est-ce pas lui qui, très criminellement, a baissé ses exigences pour voler la place du voisin ? Après cela, qui oserait parler de solidarité : c'est la loi de la jungle. Lutte des classes ? Mais non : lutte pour la vie. Bref, c'est lui qui a tout fait, qui est coupable de tout, lui qui réclame la misère, la solitude et le travail forcé. Avant le contrat, il n'était que victime ; après la signature, il est complice. En vain, d'ailleurs, il se jette dans les fers : personne ne lui doit rien. Le travail fait et payé, les deux contractants redeviennent libres ; ils s'ignoraient la veille, ils ne se connaissent plus le lendemain. Qu'une baisse soit enregistrée à Wall Street, une petite secousse suffira pour décoller le personnel. Le contrat libre transforme le travailleur en particule détachable. Quand le Parlement anglais, vers le début du XIX^{e} siècle, s'avisa de voter les premières lois ouvrières, ce ne fut qu'un cri : protégez les femmes et les enfants, si vous y tenez, mais *pas les hommes !* Ils sont adultes, raisonnables, libres : ils peuvent se défendre *tout seuls*. Voilà les mots qui comptent : tout seuls. La liberté de l'ouvrier, c'est sa solitude ; nul ne peut intervenir en sa faveur sans risquer de l'asservir et le gouvernement assurera d'autant mieux la liberté du travail qu'il s'efforcera davantage de protéger les travailleurs contre toute protection, fût-ce celle de leurs propres syndicats.

Le droit de vote finira l'affaire : l'ouvrier ne trouve dans ces sommations mécaniques qu'on appelle des élections aucune trace de la solidarité qu'il recherche. Il s'agit de voter *isolément*, pour un programme qu'il n'a pas établi et dont il a pris connaissance dans

la solitude : c'est le plus grand nombre de solitudes qui l'emporte, sous le nom de majorité. Mais l'idée gagnante n'unit point : elle est semblable en chacun et en tous ; l'*identité d'opinion* ne rapproche pas. Se laissera-t-il persuader que toute la politique se réduit à ce jeu de société ? Sous prétexte de le faire accéder à la culture, la bourgeoisie va l'infecter d'individualisme : avec la liberté de pensée et d'expression, on va lui faire tâter du probabilisme, de la tolérance, du scepticisme et de l'objectivisme : toutes les opinions sont respectables, toutes se valent ; pourquoi choisir l'une plutôt que l'autre ? On l'égare. Les libertés démocratiques sanctionnent la massification et donnent à l'ouvrier *un statut de masse* juridique. L'isolement de fait devient solitude de droit[y].

Liberté de critiquer, de douter, de voter, de mourir de faim : vous croyez que c'est cela qu'il recherche ? Il serait bien fou ! S'enfoncer dans la solitude quand on ne voudrait rien tant que l'intégration ? Se séparer des camarades et prendre du recul pour critiquer leurs actes quand on ne voudrait que s'unir à eux dans la confiance ? Et que faire du scepticisme qui brouille les idées et souffle sur les significations de l'univers quand *justement* la réalité quotidienne est absurde et quand on souhaite ardemment que la vie et la mort aient un sens. Le doute et l'incertitude, il paraît que ce sont des qualités intellectuelles ; mais il faut qu'il lutte pour changer sa condition et ces vertus d'intelligence ne peuvent que paralyser l'action : demandez-lui de remettre en question la cause qu'il sert ou de mourir pour elle, mais pas les deux à la fois. Une action de quelque importance exige une direction unifiée ; et lui, justement, il a besoin de croire qu'il y a une vérité ; comme il ne peut l'établir seul, il faudra qu'il puisse se fier assez profondément à ses dirigeants de classe pour accepter de la tenir d'eux. Bref, à la première occasion il enverra au diable ces libertés qui l'étranglent :

non qu'il ne veuille le pouvoir et l'autonomie de la classe ouvrière ; mais cette autonomie, ce pouvoir, c'est dans la communauté qu'il les met ; il ne songe à l'exercer qu'au titre de *prolétaire*.

Cependant que peut-il ? Rien : pas même concevoir cette communauté combattante où il prendrait sa place. Écrasé par les forces bourgeoises, accablé par le sentiment de son impuissance, éreinté, où trouverait-il le germe de cette spontanéité que vous réclamiez de lui tout à l'heure ? L'action peut le prendre, le bouleverser, changer son univers mais d'où l'action va-t-elle naître ? Il ne s'agit pas pour lui de passer progressivement du moins au plus, c'est par une révolution interne qu'on devient révolutionnaire ; il ne deviendra *un autre homme* que par une sorte de conversion. Et cette brusque apparition d'un autre univers et d'un autre Moi, sujet de l'Histoire, il ne peut la pressentir tant qu'il reste écrasé sur son roc : comment la passivité *imaginerait-elle* l'activité ? Être bourgeois, c'est facile : il suffit de bien viser l'utérus natal ; ensuite on se laisse porter. Rien de moins facile, au contraire, que d'être *prolétaire :* on ne s'affirme que par une action ingrate et pénible, en dépassant la fatigue, la faim, en mourant pour renaître. Pour que l'action soit à tout moment possible, il faut que la *praxis* existe au sein des masses elles-mêmes comme un appel, un exemple et aussi, tout simplement, par une sorte de *figuration* de ce qui peut être fait. Bref, il faut une organisation qui soit l'incarnation pure et simple de la *praxis*. Eh bien, direz-vous, pourquoi pas le syndicat ? Je dirai pourquoi dans la troisième partie de cet essai. Mais pour l'instant, syndicat ou non, ce qui compte c'est que, par la nécessité même de la situation, l'organisme qui conçoit, exécute, rassemble, et qui distribue les tâches — qu'il soit syndicat révolutionnaire ou parti ou les deux — ne peut se concevoir que comme une *autorité*. Loin d'être le

délicieux produit de la spontanéité ouvrière, il s'impose à chaque *individu* comme un impératif. Il s'agit d'un Ordre qui fait régner l'ordre et qui donne des ordres. La « générosité », l'enthousiasme viendront après, s'ils viennent : mais d'abord le Parti figure pour chacun la morale la plus austère : il s'agit d'accéder à une vie neuve en se dépouillant de sa personnalité présente ; fatigué, on lui commande de se fatiguer plus encore ; impuissant, de se jeter tête baissée contre une muraille de roc. Tant qu'il est encore à l'extérieur, la *praxis*, c'est-à-dire l'accès à la classe, se présente à lui sous la forme d'un devoir. Mais s'il fallait légitimer l'existence d'un organe impérieux et toujours *trop* exigeant, je me fonderai plutôt sur sa nécessité que sur son origine : fût-il spontané, son autorité ne serait pas établie pour autant ; qui prouve que les premiers élans sont les meilleurs ? Au lieu que le Parti, d'où qu'il vienne, tire sa légitimité de ce qu'il répond d'abord à un besoin. Sans lui, pas d'unité, pas d'action, pas de classe. Naturellement, la grosse majorité des ouvriers n'y entre pas : peut-on militer après dix heures de travail à l'usine ? Mais ils font naître la classe lorsqu'ils obéissent tous aux ordres des dirigeants. En échange de la discipline qu'ils observent, ils ont le droit de n'être pas troublés par des « parlotes ». Deux confédérations syndicales, deux ou trois partis ouvriers : chacun s'affaiblit par les autres ; quand on est dehors, que décider ? On reste dehors. Vous prétendez que les masses *n'exigent pas* le Parti unique ? Vous avez raison : les masses n'exigent rien du tout, car elles ne sont que dispersion. C'est le Parti qui exige des masses qu'elles se rassemblent en classe sous sa direction. et le mot d'ordre « parti unique » n'a pas été lancé par le P.C.F., pas même par Lénine ; mais — en dehors même du marxisme — par des blanquistes comme Vaillant[31] ; le premier Congrès national des mouvements socialistes se proposait pour

but, en 1899, de réaliser « l'Organisation politique et économique du Prolétariat en parti de classe pour la Conquête du Pouvoir ».

Si la classe n'est ni la somme des exploités ni l'élan bergsonien qui les soulève, d'où voulez-vous qu'elle vienne sinon du travail que des hommes font sur eux-mêmes ? L'unité du prolétariat, c'est son rapport avec les autres classes de la société, bref, c'est sa *lutte* mais cette lutte, inversement, n'a de sens que par l'unité ; chaque ouvrier, à travers la classe, se défend contre la société entière qui l'écrase ; et réciproquement, c'est par cette lutte que la classe se fait. L'unité de la classe ouvrière, c'est donc son rapport historique et mouvant avec la collectivité, en tant que ce rapport est réalisé par un acte synthétique d'unification qui, par nécessité, se distingue de la masse comme l'action pure de la passion. Quand il ne serait question que de transformer l'opposition et la concurrence en communauté d'intérêts, il faut bien, à moins de supposer que tous les travailleurs seront touchés ensemble par la grâce, qu'un principe de liaison puisse agir simultanément en plusieurs lieux et garantir à chacun la sincérité de tous. Cela ne signifie pas, bien entendu, que le militant ne sorte pas de la masse ; mais, s'il en sort, il s'en distingue. En ceci seulement : l'homme de la masse est encore alourdi par ses intérêts particuliers, il faut l'en arracher, l'organisme de liaison doit être acte pur ; s'il comporte le moindre germe de division, s'il conserve encore en lui quelque passivité — une pesanteur, des intérêts, des opinions divergentes —, qui donc unifiera l'appareil unificateur ? L'idéal c'est qu'il fût la pure liaison, la relation qui surgit partout où deux ouvriers sont ensemble[z]. En un mot le Parti *est* le mouvement même qui unit les ouvriers en les entraînant vers la prise du pouvoir. Comment voulez-vous donc que la classe ouvrière

désavoue le P.C. ? Il est vrai qu'il n'est rien en dehors d'elle ; mais qu'il disparaisse, elle retombe en poussière.

Faut-il comprendre que l'ouvrier est passif ? C'est tout le contraire. Il se transforme en action quand il entre dans la classe et ne peut affirmer sa liberté que dans l'action. Mais cette liberté est un pouvoir concret et positif : le pouvoir d'inventer, d'aller plus loin, de prendre des initiatives, de proposer des solutions. C'est seulement en *dépassant* la situation dans le sens du mouvement d'ensemble que cette liberté peut l'enrichir ; la liberté de critique, au contraire, ce n'est pas seulement au dirigeant de la cellule ou au délégué syndical qu'elle fait froncer le sourcil : chacun en a peur *chez les autres*, elle rappelle la solitude antérieure, les discordes. Comprenons en tout cas que les critiques, quand on les tolérerait, ne sauraient émaner d'une spontanéité ou d'un « instinct » révolutionnaire : l'ouvrier, transformé par l'organisation en sujet, trouve sa réalité pratique à partir de sa métamorphose ; quoi qu'il pense ou fasse, c'est à partir de sa *conversion* ; et celle-ci, à son tour, a lieu dans les cadres actuels de la politique du Parti. Sa liberté, qui est simplement son pouvoir de dépasser le donné — autrement dit, d'agir — se manifeste donc au sein de cette réalité donnée qu'est l'organisation ; il forme ses pensées sur les problèmes que le Parti lui soumet et à partir des principes que le Parti lui donne. Bref, il ne juge pas le Parti à partir d'une politique dont les principes seraient gravés dans son inconscient, produits par sa réaction spontanée ou par la contradiction de la société bourgeoise : entraîné, formé, élevé au-dessus de lui-même par le Parti, sa liberté n'est que le pouvoir de dépasser par des actes, à l'intérieur même de l'organisation et vers le but commun, chaque situation particulière. On dira d'un mot que le Parti est sa liberté. Un ouvrier, en France et aujourd'hui, ne peut s'exprimer et se

réaliser que dans une action de classe dirigée par le P.C. ; il est formé par les raisonnements du P.C., par son idéologie et ses principes ; s'il voulait les tourner contre la politique communiste, ils iraient d'eux-mêmes à la justifier. Si une erreur grave est commise ou une défaite essuyée, il n'a pas d'instruments pour en comprendre le sens ni de pressentiment pour le deviner ; simplement il lâche prise, son effort se brise, il retombe dans le champ de l'attraction bourgeoise ; la classe s'effrite. Mais quand il est retombé, c'est pour retrouver, sous l'action des forces ennemies, son désespoir, son ignorance et le sentiment de son impuissance. Le Parti s'est reformé, loin de lui, inaccessible, comme un impératif qu'on ne juge pas, qu'on trouve simplement *trop dur*, inhumain, au sens où on a pu dire que la morale de Kant était inhumaine. Ce qui revient à déclarer que toute action de classe est devenue impossible.

« En somme, dit l'anticommuniste, nous disions que la classe ouvrière désavouait le Parti ; vous dites, vous, qu'il a réduit les ouvriers au désespoir. Nous ne sommes pas d'humeur à poursuivre ces discussions byzantines et nous déclarons que vous nous accordez tout ce que nous demandions. »

Je n'accorde rien. Je constate, comme tout le monde, le découragement des masses ; mais je ne sais pas encore si la politique du P.C. en porte la responsabilité. Et puis, entre nos deux interprétations, je vois un abîme ; si vous n'y avez trouvé qu'une différence verbale, c'est que vous vous moquez de la classe ouvrière. Un prolétariat sain comme l'œil, tout frais, qui désavouerait le P.C. et formerait sur l'heure un nouveau parti (vous savez, ce fameux Parti communiste bien français qui se distinguerait du Parti communiste français par son indépendance, et qui manifesterait son caractère national en ressuscitant le

véritable internationalisme), s'il existait, il faudrait prendre acte de ses volontés : qui pourrait décider sinon lui ? Un prolétariat revenu au stade naturel de l'atomisme, mais bouillant encore et toujours prêt à se reformer, à reprendre la lutte, vous pourriez, à la rigueur, lui refiler vos camelotes et, qui sait, lui offrir un Parti de rechange. Mais vous savez bien que la classe ouvrière s'effondre, qu'elle mesure son impuissance et qu'elle risque de livrer ses millions d'hommes sans défense aux marteaux-pilons de la bourgeoisie ; vous savez que tout sera mis en œuvre pendant les mois qui viennent pour accroître la solitude et la résignation, les distances entre les hommes, pour faire du prolétariat un archipel. Quand les ouvriers auront touché le fond de l'amertume et du dégoût, croyez-vous vraiment que vous pourrez placer vos boniments ? Je vous l'ai dit : s'ils perdent confiance dans le P.C., ils se défieront de toute la politique, ils se défieront de leur classe ; l'univers sera bourgeois. Et si vous espérez qu'ils remonteront la pente, il faut savoir que le P.C. peut seul les y aider ; s'ils retrouvent leur union, ce sera pour se rassembler autour du P.C. ; leur combativité, ce sera pour obéir à ses ordres. Déjà, l'on chuchote : « Êtes-vous fou ! Souhaiter une gauche indépendante et en liaison avec le Parti ! Voulez-vous donc qu'il retrouve son influence sur les masses ? Laissez donc faire, en douce ; laissez la désagrégation se poursuivre : un jour le Parti sautera. » Les choses n'en sont pas là, fort heureusement : mais quand elles seraient au pire et fussiez-vous l'irréconciliable adversaire du Parti, je ne puis m'empêcher de trouver méprisables ceux qui attendent la déconfiture communiste du désespoir de l'ouvrier. On me dit que l'ouvrier se ressaisira, que je méconnais les puissants coups de rein du prolétariat français ; il aurait, ma foi, un profil psychologique : il serait connu pour ses hivernages suivis de brusques réveils. Voyez plutôt : 1848, 1870, 1936, 1948. Je vois :

mais plutôt que les violences d'un tempérament explosif, je découvre dans ces batailles l'action de facteurs précis ; et dans le « sommeil » qui a suivi, je vois l'effet de la défaite et de la Terreur ; la force ouvrière, à chaque fois, a été anéantie et il a fallu de longues années pour qu'elle se reconstitue. Si l'on vous en croyait, on ne s'inquiéterait guère. Dans vingt ans, dans cinquante ans, nous verrions reparaître un beau prolétariat tout neuf. Bref, on prendrait patience : après tout, la vie n'est pas si mauvaise et l'anticommunisme est rentable.

Bien. On attendra donc. Vingt ans, si vous voulez. À moins que, dans six mois, la Troisième Mondiale éclate. Auquel cas nous risquons qu'il n'y ait personne au rendez-vous : ni vous, ni moi, ni prolétariat délivré, ni France.

Octobre-novembre 1952

NOTES DE L'AUTEUR

I

a. Le rat visqueux n'a pas trahi. Mais le Parti est sûr qu'il eût pu le faire si l'occasion s'en était présentée. Bref, c'est un mot qui désigne cette catégorie d'individus — très répandue, hélas, dans notre société : le coupable à qui l'on ne peut rien reprocher.

b. Message aux ouvriers allemands et français (Lénine).

c. J'y reviendrai dans la deuxième partie.

d. C'est lui, en effet, qui sera le plus sévèrement condamné dans le rapport de Fajon.

e. R. Aron : « Les deux tentations de l'Européen », *Preuves,* juin 1952.

f. Je pense surtout à l'affaire d'Iran. [Conflit entre l'Iran et l'Angleterre à propos de l'Anglo-Persian Oil Co, que le gouvernement iranien entendait

nationaliser. Les Soviétiques souhaitaient de longue date englober l'Iran dans leur sphère d'influence. Cependant, d'après la politologue Hélène Carrère d'Encausse, d'autres considérations firent qu'ils ne soutinrent la cause iranienne qu'en 1953 (*Revue française de science politique*, 1965, n° 4).]

g. Dans son discours de juin, sous prétexte d'attaquer De Gasperi, Togliatti a vertement tancé le P.C. français : « Nous ne sommes pas si bêtes ! a-t-il dit en substance. Vous aviez massé votre police et vos troupes dans les rues de Rome mais nous ne sommes pas tombés dans le piège et nous n'avons pas répondu à vos provocations. » On conclura de là sans grande peine en quelle opinion il tient la manifestation du 28 mai.

h. Comment ne le saurait-il pas puisqu'il a, comme dit Duverger, « construit une méthode scientifique lui permettant… d'être "à l'écoute" des masses » ? On dit que les dirigeants locaux renseignent mal les dirigeants supérieurs. C'est possible : en ce cas la vérité serait altérée mais non totalement cachée. [Maurice Duverger était spécialiste de sociologie politique et de droit constitutionnel, collaborateur assidu du *Monde*.]

i. Robert Mossé : *Les Salaires*, Librairie Marcel Rivière, 1952, p. 40.

j. Marx : *Salaire, prix et profit*.

k. Les allocations familiales sont distribuées comme suit :

Européens : 1er enfant, 175 ; 2e enfant, 550 ; etc. ; 6e enfant, 2 350 francs.

Africains : 1er enfant, 93,72 ; 2e enfant, 137,50 ; etc., 6e enfant, 597 francs.

Les Français sont indemnisés pour toute espèce d'accident ; les Noirs n'ont d'indemnité que dans le cas où l'accident est occasionné par un explosif ou une machine « mue par une force autre que celle des hommes ou des animaux ». Pour acquérir 1 kilo de pain blanc le manœuvre de Dakar doit travailler 1 h 27, le manœuvre parisien 25 minutes. Pour acquérir un œuf le Noir de Dakar travaille 29 minutes, le Parisien 11 minutes.

l. William Top : « Valeur du travail des salariés africains », *Le Travail en Afrique noire*. *Présence africaine*, n° 13, p. 252.

m. Mossé : *Les Salaires,* p. 128. C'est moi qui souligne.

n. Il faut ajouter que, s'il est absurde, dans l'économie *libérale*, de limiter l'action syndicale à la défense des intérêts professionnels, il est proprement imbécile de vouloir maintenir ces limitations aujourd'hui que l'État a assumé de nouvelles fonctions économiques et sociales. Comment peut-on distinguer le politique de l'économique quand c'est à *l'État* que l'ouvrier aura affaire ?

o. Malheureusement l'illégalité ne saurait *se maintenir* sans que les décisions soient prises dans la clandestinité. Et, de toute façon, dans le cas qui

nous occupe, l'illégalité ne s'appuyait pas sur une clandestinité : elle était publiée, recherchée, au contraire.

p. « Le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit prestement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise. » (Lénine : *Que faire ?*, *Œuvres,* Éditions de Moscou, 1948, p. 206.)

q. *Mortalité infantile en 1939 :* Mortalité pour 1000 enfants nés vivants et n'ayant pas un an

A) Haute bourgeoisie, hauts fonctionnaires, dirigeants : 26,8 %

B) Agriculteurs, employés, fonctionnaires moyens, petits commerçants : 34,4 %

C) Artisans, ouvriers qualifiés : 44,4 %

D) O. S. : 51, 4 %

E) Manœuvres : 60,1 %

r. Non pas un moyen d'atteindre à l'humanisme. Pas même une condition nécessaire. Mais cet humanisme lui-même, en tant qu'il s'affirme contre la « réification ».

II

a. *La Nouvelle Critique* [organe du P.C.], n° 39, septembre-octobre 1952, p. 38.

b. Écrit en 1952.

c. Discours d'[Auguste] Lecœur sur le XIX^e^ Congrès du P.C. de l'Union soviétique, 29 octobre 1952.

d. Écrit en 1952.

e. Par exemple ces myriades de systèmes solaires : des manœuvres gravitant autour d'un ouvrier qualifié.

f. Lucien Goldmann : *Sciences humaines et philosophie* [P.U.F., 1952].

g. Ce qui rend les choses encore plus suspectes c'est que la sociologie des primitifs ne tombe *jamais* sous ces reproches. On étudie là de véritables *ensembles signifiants*.

h. C'est moi qui souligne.

i. En octobre-novembre 1947, lors du référendum concernant la grève générale, il y a eu des résistances. Mais elles ne furent efficaces que dans les entreprises où existait une organisation non cégétiste (syndicats chrétiens, etc.).

j. [Lucien] Laurat : *Du Komintern au Kominform* [Les Îles d'Or, 1951].

k. Reproche classique : à la fin de l'autre guerre, les minoritaires reprochaient aux majoritaires de la C.G.T. d'avoir sacrifié les intérêts de la classe ouvrière à ceux de la nation. Griffuelhes écrit : « La bourgeoisie comptait avec l'obligation de consentir de lourds sacrifices au prolétariat… Mais elle s'est vite ressaisie, elle triomphe » (février 1920), et Monmousseau, en avril 1920 : « La classe ouvrière est là, frémissante… Mais pardon ! ne sortons pas du corporatisme : la Nation est en péril… ». [Gaston Monmousseau, syndicaliste, fut de ceux qui, après la Première Guerre mondiale, restèrent en liaison avec le prolétariat allemand. Il fut accusé de complot et incarcéré (1920-1921).]

l. Discours de Nantiat, 28 septembre.

m. Je parle de l'historien marxiste et non de l'historien bourgeois dont les conceptions éclectiques s'accommodent à la fois du contingent et du nécessaire, de la liberté et du déterminisme.

n. C'est-à-dire une détermination rigoureuse mais circonstancielle du fait particulier. Il importe peu que ces faits particuliers s'éliminent ensuite et que le cours de l'Histoire — imperceptiblement retardé ou dévié — reprenne sa direction d'ensemble. Reste qu'on doit expliquer le particulier par le particulier ; vous n'avez le droit de replacer le fait dans l'histoire universelle que si vous l'avez entièrement déchiffré dans sa particularité.

o. J'emprunte la définition à l'article de [Pierre] Frank [trotskyste, directeur de *La Vérité des travailleurs* depuis août 1952].

p. M. Germain ne prétend pas — soyons juste — qu'il *fallait* prendre le pouvoir : « C'eût été l'aventure. » Il dit que la classe ouvrière avait la force et l'élan nécessaires pour s'en emparer. Mais alors, s'il eût été son chef, après l'avoir entraînée sur ce chemin, *au nom de quoi* l'eût-il freinée ?

q. *La Révolution permanente*, p. 317.

r. L'inénarrable M. [Jules] Monnerot a son explication toute faite, lui : c'est la *sélection* (par la bureaucratie russe bien entendu) qui a créé en France « un type d'homme qui tient du fonctionnaire prudent, du politicien parlementaire rusé, du tribun bon enfant et de l'excitateur de masses professionnel ». Naturellement ce sera le dirigeant du P.C. N'est-ce pas délicieux ? [Cf. *Sociologie du communisme*, Gallimard, 1949.]

s. Le P.C. répond très justement que les masses étaient parcourues par de puissants courants nationalistes suscités et orientés par le mythe « de Gaulle chef de la Résistance » et qu'il fallait d'abord entreprendre un puissant travail de démystification.

t. C'est vrai : ils veulent que ça change mais vous sous-estimez les ravages que l'anticommunisme a faits dans leurs rangs.

u. Qui, tout de même, vous a donné l'exemple et a reconstruit la Révolution russe pour montrer le mouvement spontané des masses comme facteur essentiel de l'Histoire. Mais sa conception reste beaucoup plus riche et complexe que la vôtre. [Voir Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* trad. fr. Grasset, 1937].

v. Rappelez-vous par exemple la grève de mai 1947 à la Régie Renault, les responsables du syndicat cégétiste des métaux se sont fait huer par les ouvriers dont ils voulaient freiner l'action revendicative. Aussitôt le P.C. a compris la leçon.

w. Au reste, que signifient ces exemples isolés ? A-t-on établi que la prospérité des pays « avancés » ne se fonde pas sur la misère des autres ? Sont-ils l'image de ce que nous deviendrons, ces paradis, ou les bénéficiaires de l'inégalité présente ? Vous voulez me faire admettre en douce la première hypothèse mais vous ne la prouvez pas ; fût-elle vraie, d'ailleurs, il n'y aurait pas lieu de s'en réjouir : si les syndicats américains avaient pris conscience de leurs devoirs politiques, ils essaieraient de freiner la course à la guerre au lieu d'envoyer aux Français des espions et des propagandistes. Si l'Histoire doit donner un jour au gouvernement américain ce titre de « criminel de guerre » qu'il se contentait jusqu'ici de décerner aux autres et qu'il semble vouloir revendiquer pour lui, il est à craindre que les ouvriers américains, mystifiés par leurs syndicats « avancés », ne soient ses complices involontaires, comme le prolétariat allemand — dupé ou écrasé — fut celui de l'empereur, en 1914, et des nazis en 1939.

Mais puis-je vous rappeler — une politesse en vaut une autre — que l'humanité entière vit en état de sous-alimentation ? S'il était — par hasard — nécessaire que l'ouvrier des Indes ou d'Europe crève la gueule ouverte pour que l'industriel américain puisse maintenir ses hautes payes, la *vérité* de notre situation présente, ce ne serait pas les usines Ford ou Kayser mais la famine qui ravage le monde. Et dans ce cas la vérité de la *praxis* n'est pas le réformisme sage d'ouvriers bien nourris mais « abrutis » par un travail épuisant et par une propagande de toutes les minutes : ce serait l'activité révolutionnaire.

x. Cet industriel, dites-vous, est autoritaire. Mais qu'est-ce, l'autorité ? Un trait de caractère ? Non ou, du moins, pas tout de suite. C'est d'abord un droit concret : il possède une fabrique, fait travailler cent ouvriers et *peut*, au nom du contrat de travail, exiger d'eux certaines conduites. L'exercice de ce droit est une action : il commande, il « fait marcher » l'entreprise. L'action répétée devient une compétence : « C'est l'homme qu'il nous faut : il a une poigne de fer. » Enfin le tout est repris par un serment qu'il se fait à lui-même : « Je serai un chef. » Tout cela revient à assumer, pour son propre compte, et à faire

exister *en acte* le rapport abstrait du Capital et du Travail, c'est-à-dire l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle n'est pas logée dans une case de son cerveau, son autorité, elle est dehors, dans les choses, il se borne à l'intérioriser.

y. Plus tard, *intégré à la classe*, il revendiquera ces mêmes libertés pour mener son action de classe. Mais c'est au moment même où la bourgeoisie veut les supprimer. Et s'il les revendique, d'ailleurs, c'est pour le militant qu'il est devenu, pour le membre du parti ouvrier, non pour l'homme isolé qu'il a été.

z. Je dis l'idéal. En fait il y a des germes de division dans le Parti comme partout ailleurs et l'on sait la lutte épuisante qu'il mène contre l'action « fractionnelle ». Nous reviendrons sur toute cette analyse.

RÉPONSE À CLAUDE LEFORT

Sous une rubrique intitulée « Discussions », le n° 89 des T.M. *(avril 1953) a publié à la suite deux articles, « Le marxisme et Sartre », de Claude Lefort, et « Réponse à Claude Lefort », de Sartre. Il s'agit d'une controverse qui porte sur la direction révolutionnaire du prolétariat : a-t-il ou non besoin, pour qu'une révolution soit possible, d'être organisé et dirigé par un parti ?*

Claude Lefort (1924-2010) est un jeune professeur de philosophie ; il a été introduit aux T.M.*, dès son deuxième numéro, par Maurice Merleau-Ponty, son ancien professeur, à présent son ami. De 1944 à 1948 il a adhéré au parti communiste internationaliste, IV^e^ Internationale (trotskyste) puis s'en est éloigné et, sous le nom de Claude Montal, a fondé en 1949 avec un ami, Cornelius Castoriadis (pseudonyme : Pierre Chaulieu), une revue bimestrielle,* Socialisme ou barbarie*, dont les collaborateurs et les lecteurs devaient former une sorte d'avant-garde révolutionnaire anti-P.C.F. C'est en tant que théoricien de la Révolution qu'il s'inscrit en faux contre l'essai de Sartre, « Les communistes et la paix », dont il a lu les deux premiers volets (voir ici même, pp. 172 à 321).*

Pour Sartre : « Entre la classe [ouvrière] comme activité et comme entreprise historique, et la masse comme produit passif de la

production, il faut une médiation, il faut quelqu'un *pour transformer en force ascensionnelle la pesanteur qui l'entraîne par le fond, pour transformer la souffrance en revendication. »*

Pour Lefort, le prolétariat n'a besoin de rien d'autre que de sa propre expérience, il est d'emblée « dans son rapport social, sa socialité, révolutionnaire… En produisant, les hommes se transforment et cette transformation alimente leur opposition à la classe dominante… ils développent une histoire, c'est-à-dire une expérience cumulative qui s'inscrit parallèlement à celle du capitalisme mais pour son propre compte » (« Le marxisme et Sartre », T.M.*, p. 1551).*

« L'expérience cumulative » susceptible de mener un jour à une révolution est au centre des thèses de Lefort. Sartre n'y croit pas ; il lui semble que le jeune philosophe n'a construit sa théorie, de tendance spontanéiste, que pour démontrer qu'en aucun cas de figure le prolétariat n'aura besoin d'être dirigé, dénonçant ainsi l'inutilité, voire la nocivité d'un dirigeant communiste pour orchestrer l'action oppositionnelle des ouvriers. Sartre, lui, se refuse à théoriser sur ce point : « Aujourd'hui, les masses ont besoin du Parti. »

*Cet échange contradictoire d'avril 1953 mènera bientôt à la rupture entre Merleau-Ponty et Sartre ; ce dernier soupçonne l'auteur d'*Humanisme et terreur *d'avoir délégué son ancien élève pour contester « Les communistes et la paix » dans les* T.M. : *« Tu as critiqué ma position directement et indirectement, en conversation avec moi et publiquement. Moi, je me suis borné à me défendre » (lettre à Merleau-Ponty, du 5 ou 6 juillet 1953).*

De fait, Sartre fut exaspéré d'avoir à répondre à Claude Lefort ; les lecteurs des T.M. *auraient été déroutés de ne pas lire la réaction de l'intéressé à son article, d'autant plus que, loin d'exposer sobrement ses thèses et son désaccord, il attribuait, sur un ton de donneur de*

leçons moqueur, de mauvais points à l'auteur des « Communistes et la paix », procédé qui n'est ni habituel ni approprié à l'encontre du directeur d'une revue dans laquelle on est accueilli.

Quelques exemples : « Entraîné par un mouvement d'éloquence, l'auteur n'hésite pas à prouver plus qu'il n'est nécessaire… » « Et voici que Sartre balaye tous ces beaux sentiments… » « Transformé en champion des idées claires et distinctes, Sartre met facilement les rieurs de son côté. » Il lui arrive aussi, résumant fallacieusement un propos de Sartre, de lui faire dire des contre-vérités : « [Pour Sartre, la classe] n'est ni un ensemble d'intérêts, ni un mode de travail et de rémunération, ni un genre et un niveau de vie, ni un rapport social. » En réalité Sartre ne nie pas qu'elle soit tout cela ; mais cette énumération ne fait que définir sociologiquement, donc statiquement, le monde ouvrier, son identité, sa condition. « Dans la pratique quotidienne, ajoute Sartre, ces critères suffisent. S'en contentera-t-on s'il faut établir son appartenance à une classe ? » Il reproche au jeune philosophe de courir d'abstraction en abstraction sans jamais s'appuyer sur une réalité. (Voir ici, dans « Les communistes et la paix, II » la suite de son argumentation, p. 273 et suiv.).

Sartre ne s'était pas privé, dans sa « Réponse à Claude Lefort », d'user en retour d'une certaine ironie, qu'il mania avec moins d'agressivité mais plus d'à-propos que son contradicteur. En juin 1953 celui-ci, vexé, adressa aux T.M. *un deuxième texte, « De la réponse à la question ». Sur un mode hargneux, parfois insultant, il entreprenait de nouveau de faire valoir ses arguments. Merleau-Ponty*[*]*, dans le post-scriptum de sa lettre à Sartre du 8 juillet 1953, le prévint : parlant du deuxième factum de Lefort, il écrivait : « Cette réponse est telle que, ne pouvant demander à Lefort des corrections…*

je ne veux pas venir plaider pour l'insertion… Je l'en ai averti et t'en informe pour que tout soit clair… Il a joué, je crois, un rôle important dans notre dissentiment. Tu n'as pas compris quelle liberté je laissais à un ancien élève — même envers moi — ni qu'en lui faisant retrancher cinq pages et en le laissant t'envoyer le reste j'avais essayé de concilier avec cette liberté, ce que je te devais. Je crains que tu ne fasses encore allusion à Lefort quand tu m'écris que je t'ai critiqué "indirectement". Mais non. Ni manœuvre, ni "bras droit". »

Sartre a fait suivre « De la réponse à la question » de ces quelques lignes : « Sur les problèmes précis que j'avais étudiés dans ma réponse à Lefort, cette lettre n'apporte rien de nouveau. Quant aux autres questions qu'elle pose, et aux inquiétudes qu'elle exprime, la suite des "Communistes et la paix" y répond d'elle-même. » L'écrit de l'ancien élève de Merleau-Ponty n'a été en effet publié dans les T.M. *qu'en juillet 1954 sous la rubrique « Correspondance », trois mois après la dernière livraison des « Communistes et la paix ».*

A.E.-S.

Je n'ai jamais nié l'enracinement social du travailleur ni les fondements objectifs de la classe ; je n'ai jamais pensé que les hommes fussent entre eux comme des soldats de plomb et qu'il fallût travailler du dehors à les fondre ensemble. À mes yeux, la solitude et l'union sont des relations complémentaires dont le rapport mesure l'intégration d'une société. Que certains groupes restreints soient fortement intégrés sans médiation, c'est l'évidence. Qu'une telle « socialité » puisse un jour caractériser la société tout entière, pourquoi pas ? Marx nous annonce que l'association communiste résorbera en elle et dissoudra tous les

pouvoirs : le libre épanouissement de chacun conditionnera l'épanouissement de tous. Observez toutefois que cette société doit avoir liquidé ses classes, c'est-à-dire le principe de la division. La lutte des classes, voilà la déchirure du tissu social : quand elle commence, cette déchirure, où s'arrête-t-elle ? Le sens commun répond : pour que les classes s'opposent les unes aux autres, il faut bien que chacune possède en elle-même un principe d'unité. Mais ce n'est qu'un argument de sens commun : la nation n'est « qu'un songe bâtard » ; elle est faite de morceaux ; pourquoi la classe n'aurait-elle pas cette même cohérence illusoire, pourquoi la division ne se multiplierait-elle pas à l'infini à partir d'une opposition première ? Et puis cette unité ne varie-t-elle pas avec les rapports de force ? En temps de guerre étrangère la cohésion des troupes dépend de l'action. Agir rapproche, intègre ; pâtir désagrège. Dans toute collectivité, on trouve en proportion variable l'activité et l'inertie : l'extériorité réciproque des membres — c'est-à-dire leur tendance à la désintégration — dépend de cette inertie, c'est-à-dire des forces qui s'exercent sur le groupe.

L'inertie des masses, ai-je dit que c'était leur statut naturel ? Les masses ne sont pas naturelles : elles ressemblent à la Nature mais on les fait ; l'extériorité des particules qui les composent est produite ; c'est un statut historique qu'on impose au prolétariat à un certain stade de son évolution et du développement des techniques. Cet état de masse n'est jamais absolu, précisément parce qu'il existe (et qu'il a toujours existé) des organes de centralisation et de liaison. Ai-je placé le Parti en dehors de la classe ouvrière ? Mais d'où lui viendrait sa transcendance ? Et s'il lui était transcendant, comment pourrait-il agir sur elle ? Et transcendant à quoi ? Aux masses, quand justement les cellules communistes sont des micro-organismes qui se forment en leur

sein ? À la classe, quand les masses s'organisent en classe par le *moyen* du Parti ? Où ai-je écrit que le Parti était identique à la classe ? C'est comme si j'appelais *botte* le fil qui retient les asperges. Encore le fil est-il *extérieur* : mais le Parti, je pourrais dire — tenez, en usant de votre langage — que c'est « ce qui permet aux ouvriers d'agir et de penser en complicité et de se penser ensemble comme différents de la société ». Bref, c'est une médiation entre des hommes. Vous pensez que cette médiation s'établit d'elle-même entre les ouvriers ; je pense, moi, qu'elle est, à certains moments de l'histoire ouvrière, à la fois rapport et *volonté* ; cette ambiguïté (le rapport peut être vécu pour soi par les travailleurs en tant qu'on le leur propose, et voulu comme rapport en soi par le militant qui tente de l'établir) fonde la possibilité d'une dialectique qui tantôt oppose les masses au Parti et tantôt les unit. Ai-je nié que le Parti tire sa force du prolétariat, mais vous surprendrai-je en vous révélant que les communistes s'en déclarent persuadés comme vous et moi ? Son rôle est de briser les cloisonnements invisibles qui risquent d'isoler les ouvriers les uns des autres ; mais cela ne veut pas dire qu'il insuffle la vie à des cadavres. Il rapproche des passions, des intérêts, il met en commun des espérances et des entreprises, il garantit aux uns la solidarité des autres ; c'est à travers ses consignes que la volonté de tous se manifeste à chacun ; y obéir, c'est se faire collectif. Bien sûr ses commandements seront sans effet s'ils ne vont pas dans le sens des courants sociaux ; mais pour qu'il se règle sur les tendances réelles du mouvement ouvrier, encore faut-il qu'elles existent ; et, pour qu'elles existent, pour qu'elles se concrétisent, il faut un certain degré d'intégration. Si le lien se relâche, les masses s'étalent et s'éparpillent, les structures se détendent et mollissent, toute la collectivité glisse vers un désordre moléculaire ; qu'il se resserre,

les couleurs reparaissent et les structures et les mouvements orientés. Et puisque vous citez volontiers Trotsky, prenez ces remarques pour un simple commentaire de ce qu'il a fort judicieusement écrit dans son *Histoire de la Révolution russe*[1] *:* « Les partis et les leaders sont un élément non autonome mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant, le mouvement ne vient ni du piston ni du cylindre mais de la vapeur. » Au fait, est-ce que vous n'en convenez pas vous-même dans votre article : « Les activités politiques des ouvriers sont demeurées dispersées tant que les éléments les plus dynamiques de l'intelligentsia ne lui ont pas permis de se cristalliser dans une organisation unique. Mais ces éléments *laissés à eux-mêmes* n'auraient eu aucun pouvoir. » Alors ? Serions-nous d'accord ? Pas du tout. Pour moi, la classe se fait, se défait, se refait, sans cesse — ce qui ne veut nullement dire qu'elle revienne au point de départ ; pour se refaire ou pour se maintenir, aujourd'hui plus que jamais, je prétends qu'elle a besoin de la médiation d'un groupe qui se soit formé dans son sein. Cela et rien de plus ; il me paraissait inutile, dangereux et d'ailleurs outrecuidant de faire une théorie du prolétariat. Je disais : *Aujourd'hui* les masses ont besoin du Parti. Vous, vous n'avez pas hésité : nous avons eu droit à votre théorie de la classe et à une reconstruction dialectique du mouvement ouvrier depuis ses origines. Le but : montrer que la classe écrit sa propre histoire, qu'elle s'organise progressivement par ses propres moyens et développe son expérience *spontanément*. Spontanément : non. Je dois l'avouer, le mot n'est jamais prononcé, mais comme dit Saint-John Perse du soleil : « [Il] n'est point nommé, mais sa puissance est parmi nous[2]. » Ou quel nom donnerez-vous à « l'effort de la

classe pour se comporter comme une unité et pour affirmer sa suprématie totale » ? Et à ce « processus naturel mais non inconscient » ? Mais vous, vous voulez établir que le développement de la classe est autonome, que les partis n'en sont que l'*expression* transitoire. Et vous voulez prouver cela *contre moi*. Voyons comment vous allez vous y prendre.

Le prolétariat, disait Marx, « produit les conditions matérielles de son avènement… (qui sont) la forme coopérative du travail, l'application raisonnée de la science à la technique… la transformation des moyens particuliers de travail en mouvements ne pouvant être combinés qu'en commun, l'économie de tous les moyens de production, d'un travail social combiné, l'entrée des peuples dans le réseau du marché mondial, etc. » Mais pendant que les forces productives se socialisent, les rapports de production restent individuels. Vous en concluez donc — et qui ne vous approuverait ? — que la conduite la plus élémentaire de l'ouvrier au travail est déjà révolutionnaire. D'une part, en effet, les conditions de production — c'est-à-dire le régime de la propriété — deviennent des entraves pour les forces productives — puisque justement le travail est socialisé. D'autre part, le prolétariat, par son travail quotidien, engendre peu à peu les « conditions matérielles » qui, le jour venu, lui permettront de prendre le pouvoir. En produisant le capital, le prolétariat se produit lui-même comme fossoyeur du capitalisme. Il serait absurde de distinguer l'activité technique et l'activité politique du travailleur. Ce serait confondre la tâche purement abstraite et négative du prolétariat (renverser la bourgeoisie) avec sa tâche positive et concrète : organiser progressivement les nouveaux rapports qui s'institueront entre les hommes, s'acheminer peu à peu vers un

« remaniement des données industrielles », etc. Et d'ailleurs, s'il est vrai que le prolétariat, au plus profond de sa détresse, engendre son propre cours, inversement sa *praxis* libératrice a pour limite infranchissable, au jour le jour, les conditions matérielles de la production : « Il leur faut… commencer, disait Marx, par produire eux-mêmes les conditions matérielles d'une nouvelle société et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée… »

Tout est pour le mieux : le prolétariat fait sa propre histoire, il crée dans la peine et la souffrance ce moment futur où la question et la réponse seront confondues et où, comme vous dites galamment, il pourra « remanier les données de la production ». Et le travail, bien sûr, a une valeur que je nommerai, sans crainte de vous trahir, « culturelle ». L'ouvrier se produit en produisant : dans la mesure où la technique socialise objectivement la production, le travailleur, subjectivement, se détermine dans son mode de vie, ses conduites, son système de valeurs et son expérience, comme *socialiste* ; l'organisation de la classe pour elle-même et dans sa lutte contre le capitalisme esquisse progressivement ce que sera la société postrévolutionnaire.

Voilà ce qu'on pourrait nommer de « l'immanentisme de classe ». Si l'on voulait mettre en lumière le finalisme honteux qui se cache sous toutes les dialectiques, on vous ferait dire que la classe ouvrière est le procédé le plus économique pour réaliser une société sans classes. Il fallait un travail si ingrat pour produire les conditions matérielles de cette société que l'humanité, voulant dépasser toute oppression, trouve un seul moyen : se faire prolétariat opprimé. Comment s'épuiser à produire la plus-value si l'on n'est dupe et victime ? Le profit serait en somme une ruse de la Raison. Non, je plaisante et vous n'avez rien dit de semblable[a] :

mais si j'étais « jeune patron », je serais lefortiste : avec votre interprétation, vous jetez les bases d'un marxisme pour tous. L'exploitation, bien sûr, existe. Mais qu'est-ce ? Tout simplement la structure objective du système de production. Et, dans le fond, tout le monde y trouve son compte : pendant que les travailleurs préparent à long terme l'avènement de la société sans classes, le patron réalise son profit dans l'immédiat ; on retrouve la solidarité du travail et du capital ; convaincu de la nécessité et de l'inéluctabilité d'une société sans classes, le patron lefortiste sacrifie son honneur à la révolution et défend le régime, au besoin par la force : il ne peut secourir ses camarades ouvriers qu'en les contraignant à produire les conditions de leur émancipation. Rien d'étonnant : vous voulez prouver, comme nous le verrons, que vous servirez mieux le prolétariat en vous ancrant dans la bourgeoisie intellectuelle. Si l'argument vaut pour vous, il vaut pour d'autres. Et pourquoi pas pour la bourgeoisie tout entière ?

Dans tout votre exposé, on le sent brusquement, quelque chose manque. On dirait que ce n'est plus Marx qui vous souffle à l'oreille ; Engels a pris sa place. Engels qui tire le matérialisme dialectique vers l'économie, Engels qui décrit l'exploitation comme un processus physico-chimique[b] et qui fait naître les conflits sociaux non de la structure même du régime de production, mais de l'évolution de ce régime[c], Engels qui nous montre les hommes produits par le système sans nous faire voir le système produit par les hommes et qui réduit le conflit interhumain à n'être qu'une expression symbolique des contradictions de l'économie. Le panlogicisme de Hegel se doublait d'un pantragicisme ; et dans le marxisme, pareillement, il y a le procès du capital et le drame de l'homme : deux aspects inséparables de la même dialectique. Mais vous, quand il s'agit du bourgeois, vous adoptez le point de vue de

l'économisme : on ne le voit pas, il n'existe pas. Votre haine tranquille est si radicale que vous avez commencé par en faire un pur objet, le produit passif du capital et, par suite, du salarié. J'y suis : ce qui manque, c'est la lutte des classes. Puisque le bourgeois n'est qu'un des haut-parleurs du capitalisme, on ne saurait *lutter* contre lui, parer ses coups, déjouer ses ruses, esquiver, feinter, avancer ni rompre ; on ne risque ni la défaite ni la victoire. Quand vous dites que le travailleur « lutte » contre la classe bourgeoise, vous voulez simplement signifier qu'il agit *en produisant* sur la forme actuelle de la production ; ce prétendu conflit séculaire, cette guerre civile se réduit à la pression indéfiniment croissante qu'exercent des forces de production chaque jour plus nombreuses et plus socialisées sur le vieux cadre formel qui les contient.

Libre à vous de rendre, après cela, au prolétariat toute la réalité humaine, toute la force vive et toute la conscience que vous refusez au bourgeois ; libre à vous d'être hégélien pour parler des ouvriers et disciple d'Engels pour parler des patrons. Vous n'en avez pas moins supprimé le conflit comme drame réel entre des hommes ; ces deux ennemis mortels s'ignorent. Si même il vous arrive, comme à regret, de reconnaître une « expérience » à la classe dominante comme à la classe prolétaire, vous vous hâtez d'ajouter que ces expériences sont parallèles. Comment s'affronteraient-elles puisqu'elles ne se rencontrent jamais ? Bien sûr le patron figure dans celle de l'ouvrier : mais comme une détermination sans contenu ; et dans le système du patron l'ouvrier n'est guère plus déterminé : c'est la condition *a priori* de la possibilité du capital.

Y croyez-vous, au fond, à la lutte des classes ? Oui et non : elle vous assomme. Dans un article récent, vous avez laissé échapper quelques phrases bien significatives : vous reprochez au P.C. de mettre l'accent « sur la nécessité de lutter *contre* le capitalisme, de

renverser la bourgeoisie, d'abolir la propriété privée ». Selon vous, ces conceptions sont « abstraites » : elles prennent pour objet la Révolution, qui est un épisode politique, et non l'organisation du pouvoir prolétarien. Le Parti ne vise que l'efficacité de la lutte immédiate, la classe ouvrière en secoue l'emprise et, tout en contestant l'exploitation sous toutes ses formes, elle cherche à définir « la forme positive de son pouvoir ». Ce qui la ramène, bien entendu, à vos méditations. On ne peut mieux dire : la lutte des classes n'est pas un drame réel qui oppose des hommes concrets à chaque minute. C'est une structure abstraite d'un phénomène beaucoup plus riche : de *l'expérience cumulative*. Et vous en venez tout naturellement à parler du mouvement révolutionnaire, comme d'un « travail que le prolétariat exerce sur la société ». Il est vrai que, dans toute bataille, il y a dépense d'énergie, action sur la nature, production, destruction donc travail. D'où vient pourtant qu'on a répugnance à définir la bataille de Pavie comme un travail exécuté par l'armée impériale sur l'armée française ? C'est qu'on négligerait l'élément proprement agonistique. Vous, si vous réduisez la lutte au travail, c'est que vous avez en sous-main supprimé l'un des combattants. Nul ne s'étonnera, après cela, de vous voir inventer cet euphémisme gracieux pour désigner la Révolution : « Un remaniement des données de la production industrielle. »

Voilà le prolétariat tout seul. Seul il peut « écrire sa propre histoire ». Au lieu d'être le pur effet inerte de forces mécaniques, il se produit en produisant son produit et, qu'il force le rendement ou qu'il fasse la grève, il rapproche inéluctablement l'heure de sa délivrance. « L'expérience sociale de la classe se poursuit sur tous les plans à la fois. » Pour tout dire, la classe ouvrière *n'a pas de dehors*. Vous l'avez d'ailleurs écrit : « Le prolétariat n'est rien

d'objectif… il ne se définit que comme expérience. » Et « les changements qui affectent le prolétariat dans son nombre, sa structure et son mode de travail ne prennent un sens que dans la mesure où la classe ouvrière les assimile subjectivement et les traduit dans son opposition à l'exploitation. C'est-à-dire qu'il n'y a aucun facteur objectif qui garantisse au prolétariat son progrès. » Le beau tour, et comme vous savez de bonne heure abuser du langage. Vous prouvez l'unité du prolétariat par celle de son expérience, mais l'unité de l'expérience, quand elle se ferait progressivement, suppose l'unité du prolétariat. Non, direz-vous, l'une en se faisant fait l'autre ; l'expérience est à la mesure exacte de l'organisation et réciproquement. Mais précisément, cela ne va pas : le prolétariat est écrasé par un présent perpétuel. La machine et son produit sont présents, ils n'ont ni passé ni futur ; le prolétariat, « produit de son propre produit », est apparu sans tradition et sur la destruction de toute tradition ; Marx appelle les ouvriers « des hommes neufs », « l'invention de l'époque moderne ». Le milieu sans cesse bouleversé est défavorable à la formation d'une mémoire sociale et, vous qui citez le texte de Marx sur l'agitation de l'époque bourgeoise, il est étrange que vous ne vous en soyez pas avisé. « Ce bouleversement continuel des modes de production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette obscurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise. Tous les rapports sociaux traditionnels et figés se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier », etc. Comme si cela ne suffisait pas, des cataclysmes venus de l'extérieur ébranlent la société entière, changent les structures sociales ; les profondes altérations qui affectent le prolétariat dans les premières années de ce siècle eussent suffi à détruire sa mémoire sociale : ces ouvriers nouveaux qui surgissent

vers 1910, comment pouvez-vous imaginer qu'ils vont reprendre les traditions aristocratiques du syndicalisme révolutionnaire et des professionnels ? Changement, oui ; changement historique et cumulatif, sûrement pas. Mais il a fallu, par-dessus le marché, que la guerre apporte son désordre : deux millions de salariés sont mobilisés, l'effectif féminin est décuplé, la jeune génération qui entre à la fabrique vers 1917 n'a jamais connu le syndicalisme. Le fait s'est confirmé pendant la dernière guerre et tous les observateurs ont remarqué que les jeunes ouvriers n'ont presque aucune connaissance des grèves de 1936. Il s'agit pour eux de faits légendaires et peu compréhensibles. En un mot, si vous voulez, malgré tant de forces hostiles et tant de raisons d'oubli, que le prolétariat conserve une mémoire et une expérience communes, vous ne pouvez pas compter sur cette expérience même pour lui fournir ce minimum d'unité que la mémoire nécessite. Dans une société traditionaliste et aux transformations lentes, le cercle ne serait pas vicieux, l'expérience se crée ses propres instruments. Dans une classe en perpétuel bouleversement et dont l'organisation, comme nous verrons, est toujours *en retard* sur celle du patronat, il faut des cadres, des repères, des cautions, de l'expérience. Dans la mesure où le passé demeure, fût-ce à titre de conduite, d'« exis » ou de schème directeur, c'est qu'il est conservé par des organes spécialisés ; de même qu'elle a besoin d'une médiation entre ses membres, la classe ouvrière, loin d'être unifiée par sa mémoire, a besoin d'une médiation entre elle-même et son passé.

Laissons cela pour l'instant ; supposons que les conditions formelles de cette « expérience cumulative » soient données en fait. Voici qui m'inquiète davantage : vous nous avez parlé de deux expériences parallèles ; celle du patronat, celle du prolétariat. Je

peux aussi vous en accorder d'autres : celle de la classe paysanne, celle des classes moyennes, etc. Et je vois aussi qu'un bourgeois peut exprimer à sa manière l'expérience de la bourgeoisie, un paysan celle du paysannat. Mais vous, Lefort, *qui* êtes-vous ? *Où* êtes-vous ? Et comment pouvez-vous nous parler de l'expérience de cette classe ouvrière qui « n'a rien d'objectif » et qui « n'a affaire qu'à sa propre activité » ? J'entends bien : vous vous comptez sans doute au nombre de ces intellectuels « qui, à force de travail, ont su acquérir l'intelligence théorique du mouvement ». Mais d'abord cela même n'est pas si clair et vous nous dites vous-même que Marx se moquait des intellectuels sociaux-démocrates qui se prétendaient les maîtres à penser du prolétariat. Comment reconnaître le bon grain de l'ivraie ? Il faut, dit-il un peu naïvement, que ces individus « aient une valeur réelle » et « qu'ils épousent les conceptions ouvrières ». Mais il avait ajouté — et cela paraît indispensable, surtout si l'on admet vos présuppositions — qu'ils rejoignaient le prolétariat dans sa lutte et qu'ils devenaient des « éléments constitutifs ». Il a complété le tableau ailleurs, en expliquant que cet apport nouveau provenait d'une *prolétarisation réelle* de certaines couches de la bourgeoisie intellectuelle. Bien : un intellectuel prolétarisé tombe hors de sa classe, rejoint le prolétariat, adopte toutes ses conceptions et, seulement alors, est digne de le servir en lui communiquant l'intelligence théorique de ses propres réactions. Vous n'êtes pas prolétarisé, que je sache — pas plus, en tout cas, qu'un très grand nombre de jeunes universitaires qui se tiennent tout uniment pour des bourgeois. Vous n'êtes pas tombé hors de votre classe puisque vous fréquentez d'autres intellectuels et quelques ouvriers très cultivés, comme faisaient les républicains sous Louis-Philippe ou les radicaux du temps de Mac-Mahon[3]. Vous n'acceptez pas toutes les conceptions

de la classe ouvrière puisque la majorité des travailleurs votent communiste et que vous êtes hostile aux « staliniens ». Enfin, vous ne pouvez prétendre que vous vérifiez la valeur pratique de vos idées au cours d'une action commune à laquelle vous participeriez, mêlé aux travailleurs, puisque vous n'agissez pas du tout. Comment donc pouvez-vous décrire et fixer « l'expérience subjective » de la classe ouvrière ? Pour tout vous dire, la vérité d'un mouvement dialectique ne peut s'établir que de deux manières : si l'on est soi-même entraîné dans le mouvement, c'est la *praxis* qui décide. L'action et l'idée ne faisant qu'un, l'idée vraie est une action efficace. Si l'on est hors du coup et immobile, comme vous êtes, alors il faut être placé tout exactement à la fin de l'Histoire. Ne me répondez pas qu'on pourrait poser la même alternative à propos de n'importe quel intellectuel « de gauche » : cela n'est pas vrai. Certains, inscrits à tel ou tel parti prolétarien, militent au milieu d'ouvriers. C'est *justement* l'appartenance au Parti qui sert de médiation : par l'intermédiaire du Parti on peut (avec plus ou moins de succès) changer de classe. Mais surtout, Dieu me garde de refuser à personne une connaissance si légère, si incomplète soit-elle, du monde ouvrier. Celui-ci en sort, celui-là a des parents qui travaillent à la fabrique, et, même si le troisième n'a fait que lire des ouvrages théoriques sur le prolétariat, il a du moins appris et compris un minimum d'idées abstraites : pour moi, il y a *communication* entre les groupes et les classes autant qu'entre les personnes. Communication *et* lutte. Et d'ailleurs la lutte même est communication. L'autre est là, immédiatement accessible — sinon déchiffrable — et son expérience est là, elle s'achève dans la mienne ou c'est la mienne qui se termine en lui, toutes ces significations imparfaites, mal closes, interrompues, qui constituent notre savoir réel, se comptent là-bas, dans l'autre qui

connaît peut-être les réponses. Il ne saurait y avoir d'expérience, ni de lutte de classes si l'homme n'était pour l'homme immédiatement objet et sujet et si je ne trouvais tout l'Autre en moi[d]. Mais vous, vous qui prétendez que ces expériences sont séparées, vous qui vivez comme moi sur les revenus du capital et dont l'activité demeure improductive, vous n'avez le droit de nous éclairer sur la subjectivité ouvrière que si vous êtes Hegel et qu'elle est l'Esprit. Même alors, on comprendra mal que vous nous restituiez les moments de cette expérience étrangère, car enfin, dans la *Phénoménologie de l'esprit,* c'est aussi bien sa propre conscience que Hegel accompagne dans ses démarches. Mais la subjectivité de l'Autre, comment en parler, si elle n'a pas de dehors ? Pourtant je vois, à mieux regarder, que dans cette subjectivité l'intérieur est la pure intériorisation de l'extérieur. Le prolétariat comme expérience subjective, c'est le procès de production se déroulant dans le pur milieu de la subjectivité. Par exemple, le statut objectif de producteur devient subjectivement « familiarité avec le mode de production individuel » — le changement constant des techniques devient « adaptation à de nouvelles tâches, transformation de la conception de l'instrumentalité ». Si l'automatisation de la production rend les individus *objectivement* interchangeables, la classe acquiert le sentiment de l'universalité. La subjectivité de la classe, c'est le mode de production saisi dans la perspective d'un passé et d'un futur et dont les parties s'organisent dans l'unité synthétique d'une expérience. Ainsi passez-vous de la totale subjectivité à l'objectivité entière. La pensée et son objet ne font qu'un. Seulement voilà : quand un communiste fait connaître les intérêts ou les sentiments du prolétariat, à tort ou à raison, c'est *au nom* du prolétariat qu'il parle. Mais vous, Lefort, j'ai bien peur que vous ne parliez *sur* la

classe ouvrière : votre vérité n'est pas efficace et l'on ne saurait dire qu'elle embrasse la totalité du réel puisque l'Histoire continue ; si vous refusez cependant de tenir vos idées pour des opinions, c'est sûrement que vous tenez la méthode pour la progression de la chose elle-même. Et sans doute répétez-vous tout bas ce secret orgueilleux que Hegel a dit tout haut : « La pensée contient comme produit de son activité l'universel qui constitue le fond même, l'essence intime de la réalité de l'objet. » La classe ouvrière, en produisant produit la raison *pour elle*, et vous, comme pensée en acte, vous produisez la raison qui produit le prolétariat.

Comme on comprend, dès lors, que vous soyez si prompt à saisir les rapports de convenance entre les différentes significations de l'expérience ouvrière ! Comme on comprend que l'action du mode de travail sur le prolétariat vous paraisse si simple, si claire et, pardonnez-moi, si pauvre ; et que vous vous moquiez des malheureux empiristes qui croyaient à l'opacité du monde, ce peu profond ruisseau. Tenez, essayons de le regarder de plus près, ce Savoir Absolu que vous nous dispensez.

L'originalité du prolétariat en tant que classe paraît, selon vous, dans son rôle de producteur. Voyons comment la classe *se fait* (expérience-unité) en tant qu'elle travaille, c'est-à-dire examinons votre système de transcription.

1° Vous nous avertissez de l'importance capitale de la *concentration*. Une classe plus concentrée a plus de chances de s'opposer dans son ensemble à la bourgeoisie ; la connexion qu'elle réalise entre ses membres accroît sa capacité de direction. Et vous écrivez avec une assurance qui surprend : « Le degré de concentration d'un prolétariat est synonyme du degré de son existence sociale. » Pourquoi pas ? À condition, bien sûr, de définir l'existence sociale comme le degré de concentration. Quant à votre

remarque sur les connexions, c'est une lapalissade si vous voulez dire que les contacts sont plus fréquents ; c'est une erreur si vous prétendez le moins du monde préjuger de la nature et du sens de ces relations. Faudrait-il conclure que le prolétariat des U.S.A., où la concentration est plus poussée qu'en France, « réalise une connexion… qui accroît sa capacité de direction » ? Et son histoire, depuis les I.W.W.[4] jusqu'aux lamentables compromissions du C.I.O. et à l'indifférence grandissante de la classe ouvrière, a-t-elle rien à voir avec la densité des populations ? L'obéissance passive des 400 000 mineurs de Lewis[5], est-ce à la concentration qu'elle est due et, quand cela serait, est-ce là ce que vous appelez auto-organisation ? Des connexions, oui : mais entre qui et qui ? La présence de travailleurs étrangers, d'un fort contingent nord-africain chez nous, d'une population noire aux U.S.A. ne changera-t-elle pas les effets de la concentration ? Vous prétendez qu'il n'en faut pas tenir compte ? Pourquoi, sinon parce que vous avez arbitrairement surestimé le rôle des facteurs *formels* ? Mais quand on verrait dans la concentration une structure fondamentale du prolétariat, elle n'agirait que dans le sens des dispositions existantes. Elle multipliera tantôt les images de la colère et les chances d'émeutes, tantôt les exemples de résignation ; en période d'équilibre, elle peut être un simple facteur de stabilité. Il y a bien longtemps que Coste[6] a soutenu sa thèse démographique et, voyez-vous, je reconnais que la « sociologie a fait des progrès depuis ». Il expliquait que « l'accroissement d'une population unifiée… facilite la communication entre les différentes parties de la société et rend possible une représentation de plus en plus exacte de l'unité des lois naturelles ». On l'a tiré par la manche ; on lui a expliqué que la quantité ne pouvait produire d'effets sociaux sinon dans le cadre d'une société déjà structurée et en fonction de structures

existantes. Pourquoi donc fallait-il que vous, vous qui êtes si convaincu des progrès sociologiques, vous fassiez cinquante-trois ans plus tard la même erreur avec la même pompe ? La concentration n'agit qu'à travers des milieux et des formes existantes. Direz-vous qu'il s'agit d'une « relation permanente dans le cadre d'une structure sociale et qui ne peut se traduire par un conditionnement historique » ? Mais je ne vous l'accorderai pas. Il est certain que la concentration dans une région donnée traduit une structure fondamentale et liée à l'ensemble de la production (industrialisation, outillage, répartition géographique des ressources, etc.). Mais la relation du prolétariat à cette concentration comme facteur de son expérience est conditionnée à son tour par une série de facteurs secondaires ou historiques qui peuvent la transformer sans que le nombre des fabriques et l'importance de leur personnel aient changé[e]. Et il est vrai que Marx considérait l'Angleterre comme le levier de la Révolution. Mais il est vrai aussi qu'il lui refusait l'esprit généralisateur, la passion insurrectionnelle et tenait pour probable que l'initiative viendrait de France. Dans le fond, ce qui lui paraissait révolutionnaire en Grande-Bretagne, ce n'était pas le prolétariat, c'était le Capital.

2° *Coopération :* « La coopération (dans le travail) rend leurs actes solidaires, l'organisation fait du produit le résultat d'un procès concerté. » Vous nous la baillez belle. Il suffit que cette coopération existe objectivement pour que vous soyez assuré de lui trouver une correspondance dans le mode d'organisation et l'expérience subjective du prolétariat. Mais c'est vous, vous seul qui affirmez ce parallélisme. Il *doit* exister *parce que* votre théorie est vraie. Vous n'oubliez qu'une chose : l'exploitation. Cette coopération — y avez-vous songé ? — n'est pas vécue par l'ouvrier

comme le signe heureux de la solidarité : il peut arriver qu'il la sente dans l'horreur et le refus, comme une solidarité de victimes, ou dans la contrainte, puisqu'il dépend du rythme des autres et de leur travail, ou tout simplement qu'il n'y soit pas sensible, comme il arrive dans beaucoup de cas d'automatisation. Le troisième cas est peut-être le plus fréquent : la fatigue, l'intensité du rythme imposé *isolent* ; et puis la machine s'interpose entre les hommes ; « l'inhumain » déchire les relations humaines. Dans les deux premiers cas, on fait l'expérience de la dépendance. L'ouvrier est conditionné non seulement par le patron mais par les camarades ; dans cette « solidarité » raide et extérieure, un mouvement étranger, dont la vitesse et la fréquence ont été fixées hors de lui, le traverse, le secoue, lui fait sentir cette horrible complicité à l'envers des victimes enchaînées par la même chaîne. De toute façon la véritable coopération est de l'autre côté, entre le patron, le directeur, les employés supérieurs : tous ces salariés qui vivent sur le revenu du capital, qui partagent l'idéologie et certains intérêts de la classe bourgeoise, peuvent coopérer, dresser des plans, organiser le travail. La coopération des ouvriers est très exactement à l'envers de celle-là : ils s'aident à aider le patron mais ils ne s'aident pas. Ou plutôt ils s'aident *à rien*, ils coopèrent *à rien*. Et je m'étonne, vous qui aimez à citer Marx, que vous ne vous soyez pas soucié davantage du démenti qu'il vous a infligé par avance : « Leur coopération ne commence que dans le procès du travail ; mais alors ils ont déjà cessé de s'appartenir à eux-mêmes. Dès qu'ils entrent dans le procès du travail ils sont incorporés au capital. En tant qu'ils coopèrent et sont membres d'un organisme producteur, ils ne représentent plus qu'une forme spéciale d'existence du capital (*Capital*, Éd. Costes, II, 225)… Le mécanisme spécifique de la période manufacturière, c'est l'ouvrier collectif lui-

même, composé de beaucoup d'ouvriers parcellaires. L'ouvrier collectif possède… toutes les capacités productives… et les utilise — en appliquant uniquement à leurs fonctions spécifiques tous ses organes, individualisés dans des ouvriers particuliers en des groupes d'ouvriers. Plus l'ouvrier parcellaire est incomplet et même imparfait, plus il est parfait comme partie de l'ouvrier collectif… » (III, 247-248.) Et voici le passage où Marx montre, contre votre révolutionnarisme sans lutte des classes, que l'*Autre* est présent comme agent réel du mouvement de la production jusque dans l'acte élémentaire de la production elle-même, jusque dans ce geste où vous voudriez que l'ouvrier se fasse déjà révolutionnaire par la simple appréhension de caractères objectifs de sa tâche : « La division manufacturière du travail leur oppose les puissances intellectuelles du procès matériel de production comme une propriété étrangère, une puissance qui les domine. Cette scission commence dans la coopération simple où le capitaliste représente vis-à-vis de chaque ouvrier l'unité et la volonté du corps de travail social. Elle se développe dans la manufacture qui fait de l'ouvrier un ouvrier estropié parcellaire. Elle s'achève dans la grande industrie qui fait de la science une puissance productive indépendante du travail et l'affecte au capital. » (*Ibid.*, II, 244.) Puissent ces textes vous rappeler ce que vous oubliez sans cesse : que l'expérience ouvrière est à la fois expérience du travail salarié et expérience des oppresseurs : « L'aliénation apparaît… en ce que mon moyen de subsistance est celui d'un autre, que l'objet de mon désir est la possession inaccessible d'un autre… que toute chose est en elle-même quelque chose d'autre qu'elle-même… » Oui, l'ouvrier est révolutionnaire dès son premier mouvement, mais c'est qu'il fait une expérience totale du monde et de l'Autre, c'est que l'Autre est présent dans son acte et dans les objets de son désir comme la

puissance hostile qui le vole, et c'est qu'il ne peut vouloir « remanier » son travail sans poser immédiatement la volonté d'arracher le pouvoir à l'Autre[f].

3° « Le bouleversement continu de la technique (exige) que les hommes réalisent de nouveaux montages corporels… »

Là, vous êtes franchement odieux. Mais on vous excuse car vous manquez d'imagination plutôt que de cœur : en un mot, vous suivez votre idée. Vous jugerez Marx bien romantique : voyez comme il parle des changements corporels que vous appelez si gaiement de « nouveaux montages » : « La manufacture bouleverse l'individu et s'attaque à la racine même de la force de travail individuelle. Elle estropie l'ouvrier et fait de lui une espèce de monstre en favorisant, à la manière d'une serre, le développement de son habileté de détail par la suppression de tout un monde d'instincts et de capacités. » (*Capital*, II, 263.)

Malheureusement les biologistes et les psychotechniciens tendraient à lui donner raison plutôt qu'à vous. Vous les avez lus, bien sûr. Relisez-les. Mais peut-être songez-vous à l'influence « culturelle » du travail parcellaire : en ce cas, je regrette de vous le dire, les enquêtes anglo-saxonnes et allemandes crèveront votre beau rêve : l'influence culturelle du travail parcellaire est entièrement négative, il a liquidé la culture professionnelle, l'habileté technique et cette connaissance intuitive du matériau dont l'ouvrier professionnel était si fier ; il a ruiné la curiosité, l'intérêt, le désir de s'instruire ; il a produit des psychoses variées, il abrutit ceux qui ne perdent pas tout à fait la tête : ils répètent le même geste, au long du jour, rêvent ou comptent dans leur tête ou ruminent, remâchent la même phrase à chaque recommencement. Ah ! Et puis il y a aussi, comme vous dites, ceux qui « s'adaptent » : ceux-là sont foutus. Ils se laissent couler : « Après tout, on n'a pas

de responsabilités. » Quant au « travail sur la société », parlons-en : été, hiver : longs tramways, heures supplémentaires. On rentre, on dîne, on bâille, on dort. N'importe, vous vous réjouissez d'apprendre que le prolétariat, en découvrant l'interchangeabilité des travailleurs, s'est élevé jusqu'à l'appréhension de l'universalité. Mais je crains qu'il n'y ait erreur : l'interchangeabilité, c'est la crainte de perdre sa place, le sentiment angoissant d'être remplaçable. L'ouvrier qui chôme ou qui craint de chômer fait certainement l'expérience d'une étrange contradiction : ses besoins immédiats, sa faim, sa fatigue, sa détresse lui manifestent sa singularité ; or il n'a plus le moyen de la penser, il n'est plus personne ; il ne lui reste que l'idée de l'universelle commutabilité (s'il l'a véritablement sous cette forme). Mais je ne vois pas que cette contradiction-là puisse l'avancer beaucoup ; et si vous y aviez réfléchi, vous auriez vu qu'elle est bien dépassée depuis 93 ; cette universalité dont vous faites si grand cas, l'ouvrier ne vous a pas attendu pour la concevoir : c'est tout simplement l'universalité abstraite des démocraties. Qu'a-t-elle à voir, s'il vous plaît, avec l'universel concret de « l'individu à développement intégral » et de la communauté socialiste ? En quoi, surtout, cette universalité commutative ressemble-t-elle à l'universelle *réciprocité* qui doit fonder les vrais rapports humains ? Sur « l'influence de la différenciation sociale dans l'expérience cumulative du prolétariat » je n'ajouterai qu'un mot. Il y aura peut-être un jour une redistribution des rôles à l'intérieur de la classe ouvrière, mais ce qu'on peut dire aujourd'hui c'est que la « deuxième révolution industrielle » a plutôt agi comme niveleuse. On pourra noter la tendance (moins marquée en France qu'en beaucoup d'autres pays) à l'élimination des extrêmes (manœuvres et professionnels) au profit des intermédiaires. (O. S.). On rencontre, certes, encore

beaucoup d'entreprises à structure archaïque (nombre élevé de manœuvres) mais, dans la mesure où le mouvement de rationalisation doit se poursuivre, le prolétariat se rapprochera, par sa composition, du prolétariat américain : mince couche d'ouvriers supérieurs, hautement qualifiés et très bien payés, sans rapports professionnels avec les O. S., masse nivelée, de plus en plus homogène ; l'interchangeabilité amène en outre la suppression des frontières interprofessionnelles. Plus à l'aise que vous sur le terrain concret, les communistes ont eu vite fait de voir l'ambiguïté de *l'expérience* : la masse est fluctuante, l'apprentissage n'est plus nécessaire ; pour ces raisons, la résistance au capital sera moins forte. L'ouvrier sent davantage sa dépendance, il n'est plus qu'un rouage : des mouvements de masse sont possibles. Résistance moins forte, dépendance accrue : pulsions contradictoires ; il faut renforcer l'une, affaiblir l'autre : il faut un militant pour aider ses camarades à définir le sens de cette expérience ambiguë.

D'ailleurs ce n'est pas à vos expériences cumulatives que j'en ai et je pense, en effet, que le prolétariat tire profit de tout — à la condition qu'on entende par ce mot la classe tout entière avec ses liens internes et ses organes sensibles. Mais je voulais, contre votre schématisme, contre votre fausse rigueur, contre vos conclusions doctorales et simplistes (le produit manufacturé requiert la coopération des travailleurs *donc* les travailleurs intégreront la coopération à leur expérience subjective), montrer qu'une expérience est une relation vivante et agissante à Tout, d'où résulte que chaque moment s'en présente comme un ensemble brouillé de significations et d'actions. D'abord les faits ne sont pas si tranchés que vous le dites : il faut les reconstruire, ensuite chacun d'eux — quand même il s'agirait de faits généraux et essentiels comme la

concentration ou la différenciation interne — est à la fois obscur et sursignifiant. Obscur parce qu'il ne rend jamais compte de lui-même — sursignifiant parce qu'il contient une pluralité de sens dont chacun se dévoile comme une totalité autonome : il y a celui que donnent la fatigue, la faim, l'amertume — et celui, pratique, qui s'attache à l'attitude productrice ou travail — et celui que donne à tous les autres l'existence universelle de l'*Autre*, l'inversion des relations humaines et l'aliénation ou l'éclairement par l'expérience passée, etc. Toutes les structures objectives du monde social se livrent dans une indifférenciation première à la subjectivité ouvrière. Rien n'est élucidé, il n'y a pas de *garanties* : la résignation (écrasement par l'*Autre*) et la révolution (dépassement de l'Autre vers la tâche infinie) éclairent la situation simultanément mais leur rapport ne cesse de varier. S'agit-il d'idéalisme ou d'irrationnel ? Pas du tout : tout *sera* clair, rationnel, tout *est* réel, à commencer par cette résistance au déchiffrement : simplement il faut prendre du temps ; mais si l'expérience active commence par la réceptivité et l'incertitude, il devient possible sinon nécessaire de demander de l'aide : le déchiffrement *peut* se faire par une médiation. Non qu'un parti puisse imposer ses clés : il les *essaie*, voilà tout. Mais vous, dans l'intention de rendre toute médiation inutile, vous nous avez fait le coup de « l'expérience-qui-comporte-sa-propre-interprétation ». Les difficultés que nous avons rencontrées nous ramènent à l'idée commune d'expérience : ensemble obscur de « conséquences sans prémisses » qu'on déchiffre à plusieurs.

Voilà justement ce que vous refusez. Dans le fond, je vous comprends : le réel est opaque et d'approche difficile ; et s'il est tel, c'est que nous sommes situés. Je conçois que le monde est d'abord obscur pour les ouvriers dans la mesure où le monde et l'ouvrier

dans le monde sont obscurs pour moi. Mais vous ne voulez pas du tout qu'on vous situe : vous perdriez le Savoir. Votre *situation* vous enseignerait ce que vous n'êtes pas. (Vous n'êtes pas Hegel. Vous n'êtes pas Marx. Ni un ouvrier. Ni le Savoir Absolu) et ce que vous êtes (vous êtes un jeune intellectuel français, remarquablement intelligent, qui a des idées sur Marx comme on en avait sur la femme en 1890). Certes, vous acceptez que le prolétariat vive ses rapports de production et son opposition au capitalisme sous forme de conduites, d'effort vers l'unité, de découverte progressive de ses tâches, mais *à la condition* que vous soyez là pour faire la transcription d'un système dans l'autre, pour affecter l'objectif de son coefficient de subjectivité, pour nous décrire les rapports vécus des ouvriers entre eux, l'ambiguïté de leur relation à l'élite ouvrière, pour nous montrer ensuite combien ces rapports dans la subjectivité de la classe conduiront à l'attitude réformiste. En utilisant la « réciprocité » de perspectives vous pourrez trouver dans le réformisme *le sens* des rapports internes du prolétariat ou dans ces rapports la signification *en vérité* — c'est-à-dire dans le Savoir Absolu — de ce réformisme. Plus qu'aux militants, vous ressemblez à ces psychiatres qui établissent des correspondances entre les conduites objectives et les discours des malades sans vouloir entrer dans leur délire. Tout devient clair, personne n'est situé : ni vous par rapport aux classes ni la classe ouvrière sinon par rapport à la production ; vous niez en même temps votre position individuelle et celle des individus qui composent la classe : « Ne peut-on quitter des yeux l'individu quand on parle du groupe ? » Comment donc ! Quittez, quittez ! La classe ouvrière n'est qu'une expérience universelle de culture ; donc le sujet et l'objet sont homogènes : la pensée déserte et la classe solitaire

étayant mutuellement leurs solipsismes feront une expérience commune de l'universel.

Vous avez donné à votre créature l'activité, la force, la conscience et la vie, tous les dons sauf un : l'inertie. Votre prolétariat a le droit de progresser sans cesse : il n'a pas le droit de se tromper, d'ignorer, de faillir ; bref, de pâtir. Vous avez rejeté pêle-mêle les entraves, la finitude, la fatigue, la peur, du côté des individus et puis vous vous êtes tourné vers la classe impassible. L'histoire sanglante et parfois obscure du mouvement ouvrier n'est qu'un épiphénomène ; vous ne nous en direz jamais les risques, les désastres et les renaissances : situation, opacité, ancrages, repérage, passivité, toutes ces qualités sont liées ; par elles, l'homme est objet de l'homme, du soleil, du chien ; or il ne vous paraît pas souhaitable qu'il existe un objet-Lefort ni une objectivité de la classe ouvrière. Naturellement vous n'êtes pas assez fou pour refuser aux ouvriers l'appartenance au monde réel ; ils peuvent mourir du choléra, de la famine ; vous mentionnez vous-même la dépersonnalisation dont souffre l'O. S. ou les insuffisances de la culture prolétarienne. Vous admettriez sans peine que les massacres et les déportations de 1871 ont bouleversé la composition du prolétariat et l'ont privé de ses chefs. N'importe : en tant qu'il est *subi*, le changement n'affecte pas la classe, il transforme les individus ou, à la rigueur, les groupes restreints. Mais le prolétariat n'y participera que dans la mesure même où il l'intègre à son expérience.

Voici donc un prolétariat tout en plénitude et positivité, comme le Dieu de Leibniz, qui ne fait qu'agir et qui réfléchit en soi son action. Mais la faiblesse, le néant, la passion se sont réfugiés en chacun de ses membres, en sorte qu'on peut, sans le toucher, le décimer par en dessous et finalement l'anéantir en agissant sur les

individus qui le composent. Ne dirait-on pas que l'histoire active du prolétariat-sujet et l'histoire fluctuante des mouvements ouvriers se déroulent sur des plans différents ? On pourrait trouver logique que vous fussiez durkheimien : votre prolétariat ne ressemble-t-il pas à cette conscience collective qui « en dépendant du tout sans dépendre des parties qui la composent jouit, grâce à cette diffusion, d'une ubiquité qui la libère » ? Mais non : vous avez bien spécifié que « la classe n'est pas une réalité à part des individus ». À vrai dire, la formule est ambiguë comme toutes celles de nos sociologues éclectiques et Durkheim pourrait aussi s'en réclamer. Mais prenons pour accordé que « la sociologie a fait des progrès » depuis l'*Essai sur la division du travail social*[7]. La classe, d'après vous, serait « ce qui permet d'agir et de penser en commun », etc. Une définition fonctionnelle, en somme ; et qui vise un rapport. La classe c'est la socialité. Mais qu'est-ce que la socialité ? Eh bien, c'est justement ce qui permet aux individus d'appartenir aux groupes et, par exemple, à la classe. Nous revenons au point de départ : la classe est un rapport, un processus constant d'auto-organisation et d'intégration, une expérience : je ne suis guère éclairé. Quand vous dites : « ce qui permet… », la classe est médiation ; vous en faites un « neutre » et c'est fort bien fait. Quand vous en faites « la participation à un schème d'action… », ce n'est déjà plus tout à fait la même chose, car cette participation n'est qu'une désignation abstraite pour le fait réel de penser et d'agir en commun. Tout au moins les deux définitions précédentes ne nous ont pas fait quitter le terrain du *neutre*. Mais lorsque vous écrivez « la classe… confie… à une fraction d'elle-même », je ne sais plus ce que vous voulez dire et je me demande avec inquiétude si vous ne parlez pas par métaphore. Et quand enfin je lis : « la classe n'a affaire qu'à sa propre activité », je comprends qu'il n'est

pas question de métaphore et que vous désignez en ces termes le sujet de l'histoire ouvrière — peut-être de l'Histoire tout court. Y a-t-il une gradation ou faut-il croire que ces notions sont à peu près synonymes ? Le fait d'agir sur soi-même pour intégrer les modifications de structure est-il tout à fait assimilable à l'expérience ? Bah ! direz-vous, la classe produit et se produit en produisant, la classe produit l'homme et l'homme produit la classe — c'est traduire en dialectique marxiste la trop fameuse formule de notre XIX^e^ siècle : faire et en faisant se faire. Mais la vraie question n'est pas là : peu m'importe en ce moment qu'elle se fasse, qu'on la fasse. Je voudrais savoir comment cette activité pure d'intégration peut se distinguer des individus par la direction même et les buts de sa *praxis* tout en n'étant rien « en dehors d'eux ». Faut-il concevoir une activité, de part en part sociale et collective, incapable de viser autre chose que le collectif, c'est-à-dire homogène aux objets de son expérience (*le* capitalisme, *la* production, etc., *les* intérêts de classe, dans le cadre d'un projet infini) ? Mais si c'est cela que vous lui demandez d'être, la classe n'est plus qu'un système verbal, choisi pour exprimer des *résultats* collectifs : vous revenez au « comme si ». La classe, telle que je la concevais, unie par le P.C., sans doute, pouvait dans ses mouvements révolutionnaires appréhender des totalités concrètes, c'est-à-dire des synthèses de singulier et d'universel : *cette* grève, *cette* revendication. Car je la vois, moi, *en elle-même*, comme un universel concret : singulière puisqu'on l'a faite avec ces hommes-ci, dans ces circonstances-ci — universelle puisqu'elle embrasse une collection entière. Bref, c'est une entreprise dont les actions et les pensées réelles s'insèrent dans le mouvement réel de l'Histoire. Mais votre classe, que fait-elle ? Elle s'organise : cela veut dire qu'elle intègre à son universalité des transformations

morphologiques qui sont elles-mêmes universelles. Les changements de structure, de nombre, l'évolution du mode de travail : ces faits peuvent s'exprimer par des concepts abstraits, parfois quantitatifs ; ils ne sont nullement *historiques* dans leur essence ; il faudra, pour les situer, leur ajouter une date de l'extérieur. Et l'activité qui intégrera ces changements est elle-même abstraite puisqu'elle en fera un *ordre intérieur* de ses parties. Bref, elle passera le temps à définir et à appliquer des formules de regroupement et de redistribution. On verra, par exemple, que l'universalité comme signification abstraite de l'interchangeabilité sera intériorisée, universalité plus abstraite encore, en rapport universel entre les hommes. Entendez-vous que c'est *un* des aspects de l'expérience ouvrière ? Qu'elle contient aussi des formules concrètes, historiques, d'organisation et des souvenirs concrets de grands événements sociaux ? Mais comment ces différents niveaux de l'expérience peuvent-ils exister ensemble ? Et dans quels rapports sont-ils entre eux ? Du reste, la plupart de vos exemples nous montrent la transformation de contenus empiriques et pratiques, qui se généralisent et se schématisent en passant de l'objectif à la subjectivité de la classe ouvrière. Cela ne m'étonne pas : quand, pour échapper aux rudes problèmes de la conscience collective, on conçoit l'unité d'un groupe comme immanente, cette unité s'idéalise en s'intériorisant et s'appauvrit en s'universalisant.

Après tout, qu'est-ce que c'est, votre classe ? Quel est son rapport avec la *réalité* ? Si vous voulez qu'on y croie, il faut nous la montrer, il faut nous faire voir des faits qui ne se seraient pas produits sans elle. Et puisqu'elle est active, il faut prouver sa réalité effective par les résultats de son action. Vous mettez justement son originalité dans son rapport à la production. S'il faut vous en croire, nous la rencontrerions au départ, à l'occasion du geste le

plus élémentaire de l'homme au travail. À ce niveau, elle serait déjà l'intégration de ses réactions immédiates ; et même, il ne serait pas difficile de distinguer l'attitude individuelle de la *praxis* collective : car les ouvriers, pris un à un, travaillent comme ils peuvent, c'est-à-dire en tenant compte de leurs besoins, de leur fatigue, du salaire, des conflits sociaux en cours, etc. Mais, quoi qu'il en soit de leurs attitudes singulières, le prolétariat, leur classe, se manifeste par l'unité du mouvement collectif qui pousse par leur travail le capitalisme vers sa prochaine crise ou qui, par le moyen de leurs revendications, exerce une action harcelante et nocive sur l'économie nationale. Ainsi, comme l'a dit Marx dans un passage que vous citez, peu importe ce que l'ouvrier croit qu'il fait, l'important c'est ce qu'il est obligé de faire. Voilà *l'unité originelle* de la *praxis* et, par conséquent, du sujet de la *praxis* : la classe ouvrière par une double action convergente et simultanée prépare les conditions matérielles et sociales de la Révolution. Vous direz que la classe, c'est *cette entreprise* en tant que des hommes y participent et mènent la lutte contre l'exploitation. Deux ouvriers, quand ils s'ignoreraient l'un l'autre, sont liés par quelque chose de plus que la simple identité de condition : le contenu même de leurs actes est *praxis* révolutionnaire ; leurs deux activités convergentes créent le monde clos du prolétariat.

Si c'est là votre preuve, je la tiens pour nulle. L'*objectivité* de la production, c'est ce qui se révèle au théoricien marxiste ou au capitaliste ou à l'ouvrier qui prend une vue réflexive sur l'activité ouvrière. Objectivement, le travailleur prépare la prochaine crise. Mais *objectivement*, cela veut dire : dans le monde des économistes et des capitalistes. Pour lui, il fait ce qu'on lui a commandé, il vend sa force de travail pour vivre ; on peut dire aussi bien que le producteur produit lui-même la société bourgeoise et que le patron

se jette avec ses concurrents vers la ruine du régime en *prenant comme fossoyeur* le prolétaire. De ce point de vue, c'est la course au profit qui sera le facteur essentiel, c'est elle qui, par l'intermédiaire du patron et sous la menace, obligera le prolétaire à se faire le simple instrument de ce suicide. On ne décidera jamais si c'est le capitalisme qui se détruit par ses propres contradictions ou si c'est l'ouvrier qui « exécute la sentence que la société bourgeoise a portée contre elle-même ». À vrai dire, ces deux interprétations sont également justes, également incomplètes sans qu'aucune totalisation en soit jamais possible. Ce cercle est à l'image de l'Autre et de l'aliénation.

En tout cas, vous fondez l'existence de votre classe-*sujet* sur une demi-vérité. Et quand vous me répondriez que cette demi-vérité correspond justement à *l'expérience subjective* de la classe, je ne me tiendrais pas pour satisfait. Car il appartient indifféremment à la classe de se saisir comme produisant activement la ruine du capitalisme ou comme travaillant sous la contrainte pour ne pas mourir de faim.

En fait, cette prétendue unité-sujet est une unité-objet. Ou, si l'on veut, l'unité de la prétendue *praxis* vient du système capitaliste lui-même. Les heures de travail s'unissent en dehors des travailleurs pour accroître le capital productif ; inversement, les structures d'une démocratie bourgeoise donneront à la crise économique qui la frappe une physionomie particulière et c'est l'unité même de la crise et l'interdépendance de ses retentissements dans les différents secteurs de la vie nationale qui imposeront de l'extérieur et par la médiation de l'Autre une certaine unité objective aux revendications des travailleurs. L'exemple de l'Angleterre est assez significatif parce que la politique des salaires s'y poursuit, aujourd'hui encore, en ordre dispersé : on sait que les

Trade-Unions, inégalement développées, inégalement fortes, différentes par l'origine, l'âge et la structure, se bornent en général à défendre les intérêts de leurs membres, parfois contre d'autres syndicats. Un groupe qui a obtenu une hausse de salaire acquiert donc un avantage « différentiel » qui se traduit par un dommage différentiel pour les autres groupes. Plus tard, d'autres Unions suivent son exemple, toujours en ordre dispersé ; l'avantage originel était différentiel et positif pour le groupe le plus favorisé, il tend à s'annuler, c'est-à-dire à trouver sa contrepartie dans une hausse des prix. Toutefois, cette tendance dépend de différents facteurs (l'importance du groupe le plus favorisé, sa situation dans la production, la distance, la concentration, etc.) qui décideront de la vitesse de propagation. Dans le cas où le groupe serait d'importance restreinte, le délai de propagation peut être considérable : l'avantage acquis se consolide et la hausse des prix reste faible. S'il est très important, son exemple sera suivi tout de suite ; aussitôt la ronde des prix et des salaires recommence, ce qui nécessitera l'intervention de l'État. C'est un exemple de ce que M. Lhomme[g] appelle politique non cohérente, c'est-à-dire « sans cohérence voulue et où l'équilibre est de nature statistique ». Pourtant, les effets ont la structure de phénomènes concertés. La hausse des salaires peut être considérée comme une action de la classe ouvrière pour développer la rémunération des salariés. Si bien que Lhomme lui-même découvrira dans la politique des syndicats une tendance *générale* (« l'amélioration du sort des ouvriers, objectif majeur de *l'action syndicale*, est recherchée le plus souvent par la voie des hausses du salaire nominal ») qui se diversifie sous l'action d'une pluralité de facteurs (particularisme, structure propre à chaque groupe, esprit de corps, etc.). C'est à cette tendance générale que leurs adversaires se réfèreront — par

exemple l'*Economist* quand, en 1949, il accusa l'ensemble des syndicats *pris comme une personne* de jouer le rôle d'« agresseur économique ». Or, il est vrai que chaque Trade-Union — indépendamment de la multiplicité de ses membres — peut être considérée comme une « decision-making unit ». (À ce niveau nous rencontrons *pour de vrai* le collectif et la socialité.) Mais il y a *des* centres de décision, et fort différents : les uns conservateurs (en général des syndicats anciens), les autres plus actifs (les syndicats de masse qui se recrutent dans les industries nouvelles). Le principe de l'imitation qui a réglé la succession des actes revendicatifs suppose précisément la séparation radicale des groupes[h]. Sans doute ils se servent de modèle les uns aux autres. Mais c'est dans la mesure où ils se distinguent les uns des autres et où leurs intérêts s'opposent. Car les syndicats les moins favorisés ressentent l'avantage différentiel des plus favorisés comme un tort qu'on leur fait et inversement, les plus favorisés redoutent que leur succès ne déclenche un mouvement général : puisqu'une hausse de *tous* les salaires annulerait leur gain. L'action des uns sur les autres est donc *séparatiste* au même titre que les antagonismes individuels. Si les résultats sont *unifiés* c'est que la non-cohérence des actions de détail est intégrée par la réaction synthétique d'un système semi-cohérent : les parties du système économique sont solidaires, ou si l'on préfère, le *procès* du capital est dialectique. Ici encore, on pourrait dire que les changements de détail ne prennent leur sens que par relation au tout : plusieurs excitations semblables qui se produisent en des points divers du complexe « production-salaire-prix, etc. » fournissent l'occasion d'une réaction unique. En outre si les organismes fédéraux ne parviennent pas à orchestrer les revendications[i], du moins la politique de l'adversaire les unifiera : Morton ne pense pas qu'il y ait menace d'inflation par

hausse des salaires aux U.S.A. ; la banque refuserait les crédits. En Grande-Bretagne, où elle n'a ni les mêmes intérêts ni la même fonction ni le même rapport avec l'État et les particuliers, le danger serait plus inquiétant[j]. Si *les* Unions deviennent *un* agresseur, c'est que *la* banque a décidé de les traiter comme une seule activité s'exerçant en des points divers. Et si *elle* l'a décidé, c'est justement qu'elle est une réalité sociale (malgré les antagonismes et par suite de l'union efficace de ses membres) et qu'elle peut par une seule réaction conjurer les menaces éparpillées. Au niveau supérieur, l'État opérera la dernière unification en replaçant action et réaction, hausse des salaires et hausse des prix, prolétaires, patrons, banquiers et commerçants dans la perspective de l'organisme national[k]. Mais dans la mesure même où les revendications constituent une gêne pour l'industrie anglaise et risquent de précipiter la crise ou de contraindre le capitalisme à *se changer* pour rester le même (c'est-à-dire pour sauvegarder le profit), l'agression économique peut, sans trop d'abus, être appelée *révolutionnaire*. Cela signifie simplement que l'ouvrier ne peut améliorer sa condition sans compromettre l'équilibre socio-économique du capitalisme : tout se passe *comme si* un groupe révolutionnaire s'était formé et réellement engagé dans une lutte à mort contre la société présente et comme s'il se servait de la misère et des inquiétudes ouvrières pour parvenir à ses fins. C'est précisément l'existence virtuelle de ce groupe qu'on prétend déceler dans la coordination des mouvements populaires (alors que cette coordination est simplement le reflet de l'unité nationale de l'économie), c'est cette existence idéale et qui donne une étrange vraisemblance au reproche si souvent fait aux partis d'utiliser les mouvements sociaux à des fins politiques.

L'unité synthétique des effets ne peut démontrer l'unité de l'entreprise. Tout au contraire, c'est la réaction synthétique de l'adversaire (ministre, organisation patronale ou bancaire) qui donne aux excitations dispersées un air d'unité. Dira-t-on que cette unification *objective* des différents mouvements populaires aura pour résultat d'opérer leur réunion *réelle* ? Cela s'est vu : en France la répression gouvernementale de 1831, en mêlant les républicains aux premières associations ouvrières, a certainement hâté leur entente. Mais cette unité empruntée est subie par les ouvriers comme un *statut* de classe. Les arrestations, licenciements, lock-out, etc., leur dévoilent soudain leur réalité objective de classe opprimée. Laissons là vos bergeries, vos « processus naturels mais non inconscients » : ce sont des mots. La vérité, c'est que les travailleurs font — dans le prolongement même de l'aliénation — l'expérience de leur *classe en soi* ; ils apprennent leur classe comme quelque chose qui est entre les mains de l'Autre. Ils l'apprennent comme ayant été d'abord objet pour l'Autre et ils prennent conscience d'être d'abord et par essence des *objets* ; leur essence ne leur appartient pas ; et leur premier mouvement pour revendiquer la classe et la conscience de classe, ce n'est pas le paisible développement que vous nous décrivez : c'est une lutte pour arracher leur réalité objective à l'Autre, pour réintérioriser leur essence et pour opposer à la *classe en soi* la classe consciente de soi et revendiquant son être. Il y a en effet, comme vous l'avez marqué, une expérience de soi-même *comme classe*, qui se développe avec l'évolution du prolétariat : mais cette subjectivité même est à arracher à l'ennemi. La conscience de l'opprimé n'est pas l'accompagnement d'un processus *naturel* : elle *s'invente*. Par un double mouvement qui le porte à refuser d'être une chose et à reprendre *pour soi* dans la fierté les caractères objectifs qu'on lui

impose, le prolétariat se constitue comme conscience. Sa

subjectivité est à la fois la négation de la conscience de l'Autre[1] et de sa propre objectivité.

De tout cela, pas un mot dans votre article : ce n'est pas votre affaire et vous vous souciez seulement de prouver que la classe se produit elle-même. Mais que reste-t-il de ces troublantes coïncidences, des régularités observées dans les conflits sociaux, de la totalisation des produits industriels ? Pour ce qui nous occupe, rien : en cherchant de ce côté-là l'unité ouvrière, nous avons trouvé celle d'une classe d'oppression et d'un gouvernement à ses ordres. Si vous voulez nous convaincre de l'existence *réelle* d'un prolétariat autonome, *montrez-le*.

Cela, vous l'avez compris : c'est pourquoi le brillant dialecticien s'est tout à coup mué en sociologue. Vous avez *suggéré* le prolétariat, nous avions *pressenti* son existence idéale, *entrevu* son évolution naturelle et dialectique, réformiste et révolutionnaire ; c'était bien. Le seul ennui, c'est qu'il demeurait invisible. Ce que l'on voit tous les jours, en effet, c'est une sorte de prolétariat bâtard, cinq millions de travailleurs dont l'unité réside évidemment dans leur mode de travail, de rémunération, de vie, dans leurs revendications, dans « leurs schèmes de vie et d'action », etc., *mais aussi* et très ostensiblement dans leur façon d'obéir (ensemble et *plus* ou *moins* bien) aux consignes des syndicats et des partis. Ils se fréquentent dans des organisations communistes ou paracommunistes ; souvent ce sont les feuilles syndicales qui les renseignent sur l'attitude — parfois sur l'existence — des autres groupes. Bref, la pure et simple observation ne décide pas : elle révèle simplement un ensemble d'hommes avec des institutions, des organes et des cadres. *Vous*, vous voulez montrer que l'appareil, les cadres, les organes spécialisés ne sont que l'*expression* de l'unité spontanée ; la tâche n'est pas commode :

votre génétique sociale nous a conduits à la *classe-autonomie*. C'est cette autonomie qu'il faut retrouver à travers l'hétéronomie et l'exploitation bureaucratique. Vous affirmez que la classe s'organise par elle-même : il faut donc, malgré les apparences, nous faire toucher l'*inefficacité* de tous ces organes spécialisés de rapprochement et de liaison. La classe sans les communistes, les organisations sans la classe en liberté, c'est l'Inde sans les Anglais[8], le latin sans pleurs et la Révolution sans larmes, c'est la Nature sans les Hommes.

Naturellement vous ne montrez rien. Vous ne pouviez rien montrer puisqu'il eût fallu supprimer les partis et les syndicats pour s'assurer que leur disparition n'entraînait pas de changement.

Ce qui est plus intéressant, c'est que vous essayez tout de même de vous référer à une expérience positive. Il le faut, parbleu. Car vous avez beau m'expliquer que l'opposition brutale de l'activité et de la passivité, de l'unité et de la multiplicité, est dépassée depuis longtemps par les concepts éclectiques de la sociologie « fourre-tout », vous avez beau repousser l'idée de synthèse que vous trouvez chez Durkheim, l'idée de totalité que vous croyez trouver dans mon article : dès que vous définissez la classe comme « autre chose que la somme des individus », la cause est entendue. La classe est *le rapport se faisant médiation*. Et comme en fait il y a multiplicité de rapports, il faut à tout le moins qu'elle soit le rapport de tous ces rapports. Au reste, cela ne suffit pas ; supposez un kaléidoscope : je puis parler du *rapport des couleurs*. Si je bouleverse le panorama kaléidoscopique, le rapport changera. Dans ce cas, les relations sont les purs produits passifs de changements provoqués. Elles ne *rejoignent* pas, ce sont les contenus qui les *supportent*, elles sont neutres. Votre rapport de classe ne peut être ni le résultat d'une unification transcendante ni

le rapport actif de la communication et de l'interaction, ni pourtant le rapport-épiphénomène qui découle passivement des changements objectifs. Il est, répondrez-vous, et il se fait, il jaillit d'un rapprochement de hasard, mais à peine surgi il *rejoint* ses termes l'un à l'autre, etc. On connaît le boniment : cependant cette notion « métastable » — qui mêle le faire et l'être de façon à faire passer l'extériorité inerte pour une *praxis* et la *praxis* pour une manière d'être — est loin de satisfaire à toutes les tâches que vous lui imposez. Vous voulez montrer le caractère emprunté, parasitaire des activités de parti ; ce n'est pas le Parti qui unifie la classe, c'est la classe qui unifie le Parti. Donc, il faut nous faire découvrir la classe — cette activité indûment revendiquée par le P.C. Or, c'est justement ce que le *rapport* « spontané » ne saurait montrer. Le chômage, par exemple, est, sans aucun doute, pour une période donnée, une réalité cohérente et structurée. Mais son unité, nous l'avons vu, ne vient pas des travailleurs qui en souffrent : c'est l'unité même du procès capitaliste. Vous voulez intérioriser le chômage, en faire une expérience subjective de la classe ? vous avez bien raison : seulement cette réintériorisation suppose déjà l'unité, comme activité de subjectivation. Que faut-il donc ? Que vous nous montriez l'ensemble des travailleurs à la fois comme une multiplicité — c'est-à-dire, en un sens, comme extérieurs les uns aux autres — et comme un pouvoir de digérer toute extériorité. Le chômage peut être une relation entre les chômeurs s'ils dépassent la misère qui les sépare vers une expérience du prolétariat. Expérience *de qui* ? Qui est le sujet ? Expérience *de quoi* ? Quel en est le contenu de classe ? Dirons-nous qu'il y a réciprocité de perspectives ? Cela serait parfait s'il ne s'agissait que de significations. Par exemple, il est *vrai* que le suicide de tel Américain du Middle West est susceptible de revêtir

un double sens aux yeux du sociologue ; il est *vrai* que la signification *sociale* est contenue par la signification individuelle comme la signification individuelle par la signification sociale. C'est qu'il s'agit purement et simplement de préceptes méthodologiques, visant la reconstruction d'un fait. Mais dans le cas qui nous occupe, le problème demeurerait entier si nous nous bornions à dire que le travailleur individuel est dans la classe (ou que sa conscience est dans la conscience collective) comme la classe est dans le travailleur : nous aurions simplement montré le rapport logique de l'extension du concept avec sa compréhension. Dans un milieu social structuré qui possède ses traditions, ses institutions, ses propagandes et sa culture, on peut bien imaginer la réciprocité car l'individu sera forgé dès sa naissance par le milieu social, il en recevra les coutumes et les techniques, la culture, etc. Mais la réalité sociale est en chacun et en tous comme un « pattern » culturel qui n'a de vie que celle qu'on lui donne, qui se *maintient* comme tradition, et n'évolue jamais comme mouvement intentionnel. Si le prolétariat est sujet, s'il écrit son histoire, il a une autre réalité que cette unité idéale : ce n'est pas un « pattern », c'est un pouvoir réel d'intégration. Donc, vous n'échapperez pas : il faut revenir à la synthèse.

Vous essayez une fois encore de voiler cette démarche nécessaire : vous paraissez un moment vous contenter de rapports vaguement structurés, d'une présence diffuse de chacun à tous, d'une multiplicité bergsonienne d'interpénétration qui ne serait ni tout à fait somme ni tout à fait synthèse mais pourrait, à chaque instant, passer de l'une à l'autre. Je reconnais que nos agglomérations urbaines sont assez souvent dans cet état colloïdal. Et la *massification* n'est jamais si poussée que l'ouvrier perde le sentiment d'appartenir à un *milieu*. Mais je vois aussi que cette

« participation » est donnée communément pour une conséquence du travail social d'organisation. Et ce travail semble, à première vue, exercé sur les masses par des organes spécialisés. Si le docker de Marseille et le docker de Brest se rejoignent c'est qu'il existe des partis, des syndicats, des journaux, des congrès qui les rassemblent. Peu importe alors que la majorité des ouvriers puisse être formée de sans-parti, de non-syndiqués : les renseignements se communiquent, les mots d'ordre circulent, les sentiments collectifs rayonnent à partir de centres actifs, l'action des minorités agglomère autour d'elle, entraîne les masses. Le bon sens voit donc dans toute cette unité brouillée, sans cesse remise en question, le résidu d'un effort constant de l'élite ouvrière pour s'organiser. *À partir de là,* il s'opère dans la masse des réactions profondes, des courants naissent qui peuvent refluer sur les partis, sur les centrales syndicales et même les déborder. Si vous entendez prouver votre thèse, c'est cette activité d'organisation, de direction, d'induction qu'il vous faut ôter aux fractions spécialisées et rendre à la totalité. Sinon, comment seriez-vous fondé à écrire : « … une classe écrasée par l'exploitation… doit pour s'organiser résoudre d'innombrables tâches théoriques et pratiques, et se trouve ainsi amenée à confier à une minorité le rôle de direction tandis que son activité révolutionnaire et ses aspirations communistes propres supposent qu'elle supprime toute relation de domination en son sein et inaugure un nouveau mode d'action collectif » ? Ou encore : « La classe entière… perçoit dans sa couche privilégiée une anticipation de son sort. » Ou : « Le mouvement de la classe pour s'organiser la conduit à confier à une fraction d'elle-même des fonctions de représentation… » ? Ou, dans un autre article : « Le sentiment qu'a la classe… de son bas niveau culturel[9]… » ? Et

comment parler de « l'expérience *totale* de la classe » si vous ne lui avez, préalablement, donné le droit de totaliser ?

En un mot votre thèse ne tiendra que si vous confessez votre *organicisme* secret. Et c'est en effet ce que vous allez faire. Certes, vous ne prononcerez pas le mot ; mais vous nous refilerez la chose. Le prolétariat, dites-vous, n'a affaire qu'à sa propre activité ; les changements n'existent pour lui que dans la mesure où il les intègre. Eh bien, n'est-ce pas très exactement une des grandes lois de l'organicisme ? « L'effet d'une excitation, écrit Goldstein, dépend en premier lieu de la signification que prend cette excitation pour l'organisme total. » Et si vous récusez Goldstein[10], nierez-vous avoir lu le gestaltiste Lewin[11], fameux pour avoir appliqué la même règle aux groupes sociaux ? Or, il écrivait, tout comme vous mais sans vos précautions, qu'une « situation sociale est un tout dynamique » et qu'une modification des parties n'existait pour ce tout qu'à travers une modification synthétique de l'ensemble. Et plus explicitement que vous ne faites, il applique en sociologie le principe du réajustement : un groupe social change pour nier le changement et rétablir l'équilibre. Ce qui l'amène à proclamer la relative autonomie de chaque « Gestalt » : « elles créent chacune leur propre mouvement ». La subjectivité, c'est donc bien l'intériorité du groupe, définie comme autodétermination. Le tour est joué.

Mais que devient votre marxisme ? Et dois-je croire que c'est vraiment le *prolétariat* que vous décrivez comme « une participation à un schème de vie et d'action, une *appréhension particulière* du milieu », bref, comme « ce qui leur permet d'agir et de penser en complicité et de se poser ensemble comme différents du reste de la société ? ».

La dialectique nous fait concevoir un prolétariat-sujet de l'Histoire, substance et garantie profonde du prolétariat-objet de la sociologie. Ce qui implique aussitôt le renversement dialectique des termes : l'existence du prolétariat empirique, administrant *la preuve de fait*, devient garantie à son tour. La « participation », « l'appréhension », etc., figurent le prolétariat pour soi comme « pattern » culturel rejoignant les individus ; quant à la *praxis* dont le sens peut échapper à l'ouvrier (« peu importe ce qu'il croit faire »), c'est le prolétariat en soi. Et, comme vous distinguez l'apparence de la réalité profonde, on pourrait même se demander si le prolétariat-praxis n'est pas, à vos yeux, le caractère intelligible de votre prolétariat-gélatine. Mais, d'autre part, la subjectivité du prolétariat comme participation vécue aux modèles culturels de la classe devient l'*objet* du sociologue, tandis que son objectivité profonde comme reconstruction historique du rationnel total s'ouvre sur le prolétariat-*sujet de l'Histoire*. Le prolétariat-noumène est projet, activité d'auto-organisation, unité *en cours* : mais il ne se manifeste pas. Le prolétariat-tremblotin se manifeste mais ce mélange variable de viscosité et de pulvérulence peut produire aussi bien la séparation, l'impuissance et la solitude : tous les vocables mystiques dont use le sociologue éclectique pour exprimer son pressentiment de l'ineffable n'empêcheront pas que les hommes puissent être rejoints par la solitude, par la commune impuissance, par la résignation, que leur manière d'être-les-uns-pour-les-autres puisse être justement un mutuel éloignement, un antagonisme, une répulsion. Voyez le malthusianisme : aux environs de 1935 il a gagné les milieux ouvriers, le taux de natalité s'est effondré. Il s'agit de données si générales et si claires que vous êtes obligé par vos principes de relever leur caractère social. Ou bien voudriez-vous nous faire admettre qu'il y a entre les modes

finis et l'attribut un intermédiaire collectif, quelque chose comme le mode infini de Spinoza ? Sans rire, que ferez-vous de cette tendance croissante à la stérilité ? Direz-vous que les pratiques abortives sont révolutionnaires ? Qu'elles représentent une défense spontanée de l'ouvrier contre la baisse réelle de ses salaires[m] et qu'elles auront pour résultat certain de revaloriser la marchandise humaine ? Je sais que c'est votre système : depuis le commencement vous nous répétez que le capitalisme est instable et fragile ; après cela, quoi que fassent les ouvriers ils finiront par le casser ; *donc* le prolétariat est par essence révolutionnaire. Mais cette fois-ci, vous ne me convaincrez pas si facilement : combattu à la fois par le gouvernement, la bourgeoisie et le Parti, le malthusianisme (que l'anarcho-syndicalisme prêchait dans le désert) témoigne aujourd'hui d'une sorte de lassitude, de désespoir, de ressentiment. On n'a plus de devoirs sociaux, fût-ce envers les camarades ou les générations futures : ce génocide est le refus de l'avenir quel qu'il soit, une défiance de tout. C'est — comme l'émeute et la grève sauvage — un acte *radical* qui ne peut surgir que des profondeurs d'une population massifiée — en ce sens il s'agit bien d'un acte *homogène* aux conduites révolutionnaires mais inverti, négatif, refusant ce qu'elles affirment et plus proche de la révolte servile[n] que de la *praxis* révolutionnaire. Or cette conduite asociale est justement un facteur de socialité : réaction contagieuse à un mode de vie collectif, elle tend à se propager ; elle découvre à chacun que sa vie est intolérable et que c'est un crime de « donner la vie », d'alimenter les machines avec d'autres vies. Dans la classe bourgeoise les pratiques abortives restent asociales parce qu'on les dissimule. Le paradoxe, c'est que le malthusianisme des ouvriers ne prétend pas se cacher : les femmes en parlent entre elles, échangent des conseils, des adresses et, surtout, s'entraident.

L'avortement chez les bourgeois demeure, comme le suicide et l'érotisme, un fait de solitude et la constance de ces pratiques manifeste seulement la constance des forces de désassimilation qui s'exercent sur l'individu. Au contraire l'avortement ouvrier est une pratique collective, c'est un suicide en commun ; ceux et celles qui le pratiquent sont unis par une sorte de pitié. Vous le voyez, ce refus de donner la vie répond à toutes vos exigences : il est bien en effet « ce qui rejoint dans l'appréhension d'un même mode de vie et d'action… une participation aux schèmes », etc. Mieux encore il pourrait être la réaction directe de certains groupements ouvriers aux caractères actuels de la production de masse. Rappelez-vous ces Indiens nomades du Brésil qui se laissèrent tranquillement mourir quand les Portugais voulurent les attacher à la terre. Je me demande parfois « si la tristesse ouvrière » n'a pas justement les mêmes causes. Les Indiens n'ont pas été liquidés par les caractères formels de l'esclavage mais par le changement de leur mode de travail et de leur genre de vie (entraînant une alimentation différente et le passage forcé du nomadisme à la sédentarité) ; l'avènement de « l'automatisme », des tâches parcellaires et de la production de masse n'entraînerait-il pas, chez les ouvriers d'aujourd'hui, une désadaptation analogue : l'intérêt au travail décroît, la fatigue croît, les structures du monde ouvrier se brisent, la dépersonnalisation, les déformations physiologiques, l'interchangeabilité achèvent d'ôter au travailleur ses raisons de travailler. Montrez-nous donc sur cet exemple que les données objectives de la production se traduisent dans la subjectivité du prolétariat par une expérience révolutionnaire ! Non : il n'y a aucun passage de la socialité empirique à la classe écrivant l'Histoire.

Le concept de *classe* comme pure similitude de condition et d'intérêts (classe paysanne) et celui de *sujet historique* comme subjectivité assignée de force à l'histoire totale sont également vides. Nous avons vu qu'il ne suffit pas de les relier l'un à l'autre pour sortir du verbalisme. Quand vous aurez rejoint le sociologisme à l'Histoire, l'eau au feu et la classe comme genre de vie au sujet historique comme *praxis*, vous n'aurez pas, pour autant, engendré le prolétariat. Car ce n'est rien encore de l'avoir « enraciné » dans la société, dans l'Histoire, dans la situation présente, si vous ne lui donnez en même temps la *passion*, c'est-à-dire la possibilité de subir, de pâtir, celle même de mourir. Bref : le prolétariat n'a pas seulement affaire à sa propre activité ; il a affaire aussi à son inertie et — à travers elle — à l'activité de l'Autre classe. Car c'est aussi à travers notre passion que nous faisons l'expérience douloureuse et ambiguë du réel. L'action — même triomphante — par ses échecs de détail, le rythme qu'elle impose, *la défense* qu'elle exige, la fatigue qu'elle provoque — nous révèle notre inertie ; mieux, le travail la suppose ; s'il n'était inertie l'homme ne pourrait ni construire des outils ni se faire son propre outil ; Marx l'a dit en propres termes. Et vous qui me reprochez de ne voir « que le travail que l'on fait sur soi », comment ne voyez-vous pas que le travail est une *peine*. Et, si vous le voyez, pourquoi ne pas montrer que l'expérience est aussi expérience de la passion ; c'est à cette seule condition qu'elle permet « l'appréhension » douloureuse et ambiguë du réel. Quand Marx reproche à Hegel d'avoir mis la dialectique sur la tête, il n'oppose pas seulement un matérialisme à un idéalisme : il veut montrer que chaque moment de la dialectique est une conquête par l'effort et le travail (au besoin par le combat) contre le hasard et l'extériorité ; il veut réintroduire dans l'entreprise la plus rigoureusement concertée le

retard, le décalage, la distorsion constante de nos opérations. Bref la possibilité permanente d'un désordre qui manifeste le risque constant que l'humanité s'anéantisse. Et quand Hegel parle du « moment qui se pose pour soi », Marx voit surtout que l'œuvre même de l'homme, redevenant chose, manifeste à son tour l'inertie de la chose, son coefficient d'adversité et que les relations humaines que l'homme a créées retombent dans l'inertie, introduisant l'inhumain comme puissance destructrice entre les hommes. Nous dominons le milieu à force de travail mais le milieu nous domine à son tour par le foisonnement figé des pensées que nous y avons inscrites. La dialectique marxiste n'est pas le mouvement spontané de l'Esprit, c'est le dur labeur de l'homme pour s'insérer dans un monde qui le refuse. On rappelait récemment un mot de Brunschvicg[12] reprochant à Hegel de n'avoir pas su introduire une *résistance* dans son système. Sans *retard,* c'est-à-dire sans quelque chose qui freine, la succession reste une idée formelle, un ordre. La durée concrète et réelle paraît avec l'effort, avec l'attente, la patience et l'impatience. Le temps, c'est la nécessité d'être toujours en avance ou en retard sur l'entreprise : nous voici revenus au morceau de sucre bergsonien[13]. Mais le temps de Hegel n'avance ni ne retarde et les choses occupent dans son calme développement la seule place qu'elles y pouvaient occuper. Bien sûr, on fera mention de survivances, de conflits qui peuvent ralentir la marche de l'Histoire : ne nous y laissons pas prendre ; il s'agit seulement d'autorégulation : ces freinages fictifs permettront à l'Idée de se manifester sous toutes ses faces ; ce sont des ruses de la Raison. La dialectique de Hegel est nécessairement du temps passé puisqu'on ne peut le *vivre*, c'est dans le temps passé que les choses sont toujours à leur place ; et Marx nous a fait retrouver le temps vrai de la dialectique. Mais vous qui acceptez en

apparence les données du marxisme, vous avez ôté la résistance des choses et des hommes et c'est à l'Idéalisme de Hegel que vous retournez. À vous lire, on croirait que l'expérience subjective de la classe correspond terme à terme au régime contemporain ou encore qu'une même réalité se traduit simultanément et sans altération dans deux langages différents, le degré d'organisation subjective de la classe exprimant la nature et le degré de socialisation du travail. Par cette correspondance exacte vous détruisez le réel au profit de la signification.

Que l'expérience ouvrière cherche sans cesse à s'ajuster sur l'évolution capitaliste. Qu'elle ait pu, quelquefois, correspondre exactement à la condition ouvrière prise dans sa totalité et que cette convenance du subjectif et de l'objectif puisse se retrouver demain, ce n'est pas moi qui le nierai. Je dis seulement que cette réciprocité devient idéale si on prétend qu'elle se réalise spontanément. Non, Lefort, l'ajustement n'est pas automatique : il faut prendre de la peine ; je vois dans le mouvement ouvrier un effort conscient et constamment renouvelé des associations pour rattraper les retards, hâter les évolutions trop lentes et rejoindre le niveau de l'organisation patronale, parfois en brûlant les étapes.

Suffit : j'ai seulement voulu vous présenter la très rapide et très superficielle esquisse de cette histoire brouillée, pleine de retards et d'occasions perdues, où la classe ouvrière semble s'épuiser à rattraper un retard originel, dont le fil est brisé souvent par des foudres extérieures, des guerres, etc., et dont le sujet se métamorphose brusquement sans que personne s'en soit aperçu. Je remarque les changements du régime de production mais aussi les aspects politiques de la situation ; je vois qu'on n'y saurait rien comprendre si l'on refuse de l'envisager sous son aspect de *lutte*, je vois que les dirigeants ne sont rien sans les masses, mais que la

classe n'a de cohésion et de puissance que dans la mesure où elle fait confiance aux dirigeants. Pour ce qui est, enfin, de l'autorité des chefs, je vois bien aussi qu'elle n'est ni usurpée ni illusoire : mais le dirigeant déchiffre la situation, l'éclaire par ses projets, à ses risques et périls, et la classe, en observant les consignes, *légitime* l'autorité du dirigeant : « C'est dans la *pratique* que l'homme doit démontrer la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance, l'en deçà de sa pensée. » Et je ne sais pourquoi vous citez Rosa Luxemburg et Trotsky : car je ne dis pas autre chose qu'eux et ce sont eux qui disent autre chose que vous ; il ne s'agit pas en effet de montrer le Parti dictant leur opinion aux masses. Le Parti ne se distingue des masses que dans la mesure où il est leur union. C'est par cette union même qu'elles produisent leurs courants internes et c'est à partir de ces courants qu'il déchiffre la *situation* de la classe dans la société et sa position présente dans la lutte séculaire qu'elle mène. Le Parti forme les cadres sociaux de la mémoire ouvrière, il est l'esquisse de leur avenir, les organes de leur action, le lien permanent qui lutte contre leur massification ; il est la *perspective* à partir de laquelle le prolétariat peut se replacer lui-même dans la société et prendre à son tour pour objet ceux qui font de lui un objet : il est la tradition et l'institution. Mais le *contenu* de ces formes vides naîtra par la liaison même du mouvement que font les masses pour se rapprocher ; c'est par la *mise en rapport* que les intérêts particuliers se changent en intérêts généraux, c'est par elle que des individus isolés deviennent *une entreprise*.

Je n'en veux pour preuve que l'exemple de « créativité » que vous citez vous-même. L'expérience de départ s'est présentée comme un scandale : en 1903 on apprend que les ouvriers qualifiés ne sont plus irremplaçables, la grève perd une partie de son

efficacité ; à plus forte raison les O. S. paraissent désarmés. Or, si vous comptez bien, il a fallu trente-trois ans, en France[o], pour qu'on trouve une solution nouvelle, trente-trois ans pendant lesquels on enregistre, après l'échec des mouvements révolutionnaires et le recul général des prolétariats, malgré la misère ou plutôt à cause d'elle, un ralentissement des conflits sociaux et l'accroissement du pourcentage des grèves perdues. Pourquoi donc en 1936, lorsque les menaces extérieures se précisent et qu'une faible reprise des affaires s'amorce, pourquoi les masses inventent-elles « l'occupation d'usines » ? Que le mouvement ait été « spontané », cela ne fait plus de doute pour personne. Faut-il donc y voir une action de la classe comme *totalité* ? Nous pouvons déterminer ici le *vrai* sens de cette *spontanéité* : en fait, les masses sont normalement encadrées, elles ont des journaux, elles subissent l'influence des partis et des syndicats, il y a un système nerveux dans la foule, dont le *tonus* se propage en s'affaiblissant. Or, c'est dans ce milieu déjà passablement « centralisé » qu'on apprend tout à coup que le suffrage universel a élu 146 socialistes et 72 communistes à la Chambre. Il y avait eu en 1935 (à l'occasion du 14 juillet par exemple) des manifestations *politiques* qui avaient parfois groupé plus d'un demi-million de personnes, et le Comité du 14 juillet fut « porté par l'enthousiasme populaire ». Mais il faut rappeler que le Front Populaire fut une union politique et que le rapprochement se fit par le sommet ; les élections cantonales et municipales marquèrent un glissement à gauche des *électeurs*, c'est-à-dire des citoyens dans le cadre des institutions démocratiques. L'accès au pouvoir du Front Populaire, après tant de signes, fut considéré par les ouvriers comme une sorte de promotion du prolétariat : en la personne de ses dirigeants, c'était la classe ouvrière qui accédait au

gouvernement ; la solidarité de ses deux partis de masse et leur unité d'action lui reflétaient son unité propre ; à n'en pas douter, jamais depuis 1871 la classe ouvrière n'a eu si vivement et si totalement conscience d'elle-même. Or, vers le même moment (le 11 mai au Havre, le 13 à Toulouse, le 14 à Courbevoie), trois grèves éclatent accompagnées d'occupations d'usines. La presse n'en dit rien tout d'abord. Mais *L'Humanité* du 24 mai fait observer que, dans les trois conflits, les ouvriers ont adopté des techniques de lutte nouvelles ; ce même jour 600 000 manifestants défilent au Mur des Fédérés. Vers le 26, le mouvement de grève se généralise dans la région parisienne. À partir de juin, il s'étend à la France entière.

Il est visible que la classe ouvrière a senti son unité subjective dans la mesure même où elle voyait sa victoire objective aux élections, visible aussi qu'elle a traduit en termes de mouvement la victoire de ses partis. Bref elle a intériorisé son unité-objet et cette unité-objet, c'était celle de sa direction. Sa victoire dans le cadre des institutions bourgeoises, à travers ses dirigeants, elle l'a vécue dans et par les occupations d'usines. La pression se relâchait, quelque chose allait changer, l'ouvrier pourrait parler au patron d'égal à égal. On fit la grève dans la joie, *parce que c'était facile*. Voilà qui en dit long sur la force de cette répression permanente, sur cette présence continue de l'ennemi armé, que vous semblez ignorer, sur cette contrepartie active, intentionnelle, décidée, de l'exploitation, l'oppression du gouvernement avec ses flics, au besoin avec l'armée. Ces masses se sont mises en marche parce que leurs dirigeants dirigeaient aussi la France ; et si elles ont *inventé* d'occuper les usines, c'est parce que, pour la première fois, elles l'ont osé. Il n'est pas douteux bien sûr qu'elles poussaient le gouvernement plus loin qu'il ne voulait aller : les masses, quand

elles s'unissent, ont leur rythme, leur mode d'action, leur pensée. Mais si elles ont pu mener cette action d'une frontière à l'autre, c'est qu'elles étaient perpétuellement rapprochées par des manifestations en commun, par des discours, par des journaux exaltants et c'est qu'elles voyaient leur unité hors d'elles, comme une garantie et comme une promesse. En un mot, c'est *dans le cadre* de la prise du pouvoir par les élus du Front Populaire que les masses *déjà* rassemblées ont manifesté à leur tour leurs tendances et leur vrai vouloir. Vous direz, peut-être, que la S.F.I.O. et le P.C. en s'unissant n'ont fait qu'exprimer le prolétariat. Question de mots : car si l'expression peut déterminer cet immense raz de marée, alors c'est que l'expression est aussi action. C'est ce que je tentais d'expliquer dans mon article : la « spontanéité » existe dans la mesure même où la classe *déjà réunie* peut dépasser ses chefs, les entraîner plus loin qu'ils ne veulent et traduire sur le terrain *social* une première décision qui ne fut peut-être que politique.

Mais comment pourriez-vous même concevoir ce que Trotsky appelait « la dialectique des chefs du parti et des masses », vous qui décidez *a priori* de ne jamais interpréter comme des *passions* les conduites du prolétariat. Comment pourriez-vous admettre, par exemple, que les masses de 36 ont donné l'interprétation *sociale* d'une action *politique* : vous avez si peur de reconnaître à l'« appareil » quelque activité que vous réduisez les luttes politiques à n'être qu'un aspect tout à fait secondaire et intermittent de l'expérience prolétarienne : « Il n'y a pas deux courants, l'un qui chemine à travers les manifestations politiques, l'autre à travers les regroupements économiques ; il y a une expérience de l'opposition qui s'effectue constamment au sein et à partir du processus de production et qui de loin en loin se

cristallise en lutte explicite à l'échelle de la société globale et affronte le pouvoir de l'État… »

En un point nous sommes d'accord : il n'y a pas deux courants. Mais voyons ce que vous en tirez.

Dès le départ, selon vous, le prolétariat existe : il vit sa situation d'exploité sous la forme active d'une *opposition* à l'exploitation. À peine né, le voilà qui met en question le droit des bourgeois à gouverner. Pourtant n'allons pas croire qu'il *refuse* son état : ce refus pourrait donner à croire qu'il *subit* sa condition, que le statut lui en est imposé. Allons donc : « Refuser son état ! Quand c'est avec cet état que sont données les conditions de lutte et de révolution sociale. » Je vous connais assez bien et pourtant vous avez réussi par cette phrase à me surprendre. Il est vrai : le travailleur a le droit de grève ; et la production qui, dans le régime actuel, « vide le producteur de sa substance », produit à longue échéance la mort du capitalisme. Mais de ce que cette intolérable situation comporte en elle-même la contradiction qui la fera cesser (beaucoup plus tard) faut-il en conclure que l'ouvrier doit l'accepter ? Autant dire que le malade veut sa maladie parce qu'elle est la condition de sa guérison et le moyen du progrès médical. L'état prolétarien n'est pas seulement défini par le travail manuel ; il l'est aussi par la condition de salarié ; et quand je disais que l'ouvrier refuse son état, je croyais répéter ce que Marx a dit cent fois[p]. Mais vous, vous avez laissé tomber un des thèmes principaux du *Capital parce qu'il vous gêne* : ça vous gêne que le travail salarié *détruise* progressivement l'homme qui l'accomplit ; elle vous gêne, cette terrible déchéance progressive que Marx prévoit à chaque page de son œuvre. Plus qu'un autre il a insisté sur le caractère *dégradant* du travail salarié ; il l'a montré minant physiquement l'ouvrier, le déformant jusqu'à l'infirmité, l'abrutissant, le ravalant

au rôle d'*hilote* ou l'exposant à toutes les tromperies : il a osé écrire que Lassalle[14] devait son succès à l'abrutissement du prolétariat allemand. De tout cela, je ne trouve guère l'écho dans votre article. Pourtant, quand Marx parlait de cet abrutissement ou quand il appelait l'ouvrier un sous-homme, il ne songeait pas à l'insulter, tout au contraire, et il lui semblait que la seule manière d'être homme, aujourd'hui, c'était d'être « un sous-homme conscient de sa sous-humanité ». Simplement il voulait insister sur la difficulté de la lutte, il voulait montrer que l'ouvrier est d'*abord* écrasé, abruti, affaibli, sans armes, vaincu d'avance, circonvenu par le capital : l'admirable est justement qu'il s'arrachera peu à peu à cet état exactement comme l'homme lui-même en quelques millénaires s'est arraché à l'état de bête. Vous avez, vous, systématiquement oublié le travail « force ennemie ». Marx s'épuise à nous dire les dangers de la production industrielle, c'est au point qu'il va jusqu'à faire — lui si peu bavard sur l'avenir — des recommandations aux régimes socialistes : « L'homme socialisé, les producteurs associés règlent rationnellement le métabolisme entre eux et la nature, le soumettant à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par lui comme par une force aveugle[q] », et à leur prescrire de substituer « à l'individu parcellaire, simple exécutant d'une fonction sociale, l'individu à développement intégral… » Tout cela vous déplaît fortement : vous sentez, j'imagine, les difficultés que rencontre Marx, vous voulez échapper à l'objection qu'on lui fait depuis Andler[15] d'avoir deux conceptions du prolétariat, dont l'une est catastrophique et dont l'autre implique une sorte de révolution permanente. Oui, on l'a dit cent fois : si l'ouvrier tombe au dernier degré de la déchéance, comment donc sera-t-il capable de prendre le destin de l'homme en charge, quand la crise ultime détraquera la machine capitaliste ? Dans le

fond ça revient à dire : si l'ouvrier est passif, comment se transforme-t-il soudain en agent de l'Histoire ? Mais les deux thèses n'existent que dans l'entendement analytique de certains socialistes : en fait, Marx admettait la nécessité d'un effort d'émancipation constant et d'autant plus soutenu que la classe voyait sa condition empirer davantage. En un mot, la thèse de Marx a toujours été le conditionnement réciproque de la paupérisation progressive[r] et de la révolution permanente. Pour transformer la misère en facteur de révolution, il faut savoir lui découvrir sa raison d'être et ses exigences. Mais voilà justement ce qui vous gêne : c'est qu'il faut justement une spécialisation. Oui : une partie des ouvriers s'unira d'abord pour appeler les autres à l'union ; oui : les militants rapprocheront les masses et les instruiront. Entre la classe comme activité et comme entreprise historique, et la masse comme produit passif de la production, il faut une médiation. Il faut *quelqu'un* pour transformer en force ascensionnelle la pesanteur qui l'entraîne par le fond, pour transformer la souffrance en revendication. Voilà ce qui vous fait perdre la tête : si les masses sont affectées de quelque passivité, alors le Parti peut jouer un rôle historique ; c'est ce qu'il faut nier à tout prix. Et vous remplacez le rude combat qui se livre, au sein même des masses travailleuses, entre les forces d'unification et les forces de dispersion, par une évolution sans à-coups : dès sa naissance, le prolétariat était doué ; tout petit il contestait déjà la validité du pouvoir bourgeois ; ce bon sujet, cet heureux naturel profondément « enraciné dans la nature et l'Histoire » s'épanouit sous la douce influence du labeur quotidien. Douce et rude, bien sûr : il y aurait parfois de quoi perdre courage ; mais il se dit qu'il a assumé cette lourde tâche pour libérer l'humanité ; ça lui rend toute son énergie, comme fait aussi ce proverbe latin qu'il

murmure souvent : *labor improbus vincit omnia*[16]. Cependant il progresse : bientôt il sera mûr pour remanier les données de la production industrielle ; alors ce sera l'Arcadie ; l'unité primitive retrouvée au sein de l'abondance. Bref, nous revenons exactement aux sophismes que je démontais dans mon article : pour mettre le parti hors jeu il faut supprimer la passivité ouvrière ou, si vous préférez, la faire digérer par l'activité : nous aurons alors ce « développement naturel mais nullement inconscient » qui nous conduira insensiblement du prolétariat-graine au prolétariat-fleur, au prolétariat fruit.

Tout cela est bien bon : pour éviter de reconnaître l'efficacité de l'action communiste, vous opérez rapidement une substitution des natures : vous donnez l'activité du P.C. au prolétariat tout entier, vous ne reconnaissez au P.C. que l'existence passive : cette inertie c'est celle qui se trouvait *aussi* dans le prolétariat et que vous lui refilez ; mais vous rendez-vous compte que vous allez tomber de Charybde en Scylla : si le prolétariat est autonome, s'il n'a jamais affaire qu'à son activité, si les partis et les associations ne font qu'exprimer passivement le degré de son organisation, d'où vient *l'erreur* ? Si vous vous refusez le droit d'expliquer l'influence de Lassalle par l'« abrutissement » de la classe ouvrière allemande, comment l'expliquerez-vous ? Car enfin, dans l'erreur, dans la faute politique, dans la mystification, il y a du non-être. Où le prendrez-vous, ce non-être, si le prolétariat est pure activité ?

Vous sentez si bien que vous avez heurté l'antique problème qui ruine tous les dogmatismes, vous êtes si conscient des difficultés où vous allez vous noyer, que vous essayez d'abord de détruire l'idée même d'erreur. Prenons le réformisme : il vous paraît impossible qu'il soit « reçu », qu'il vienne d'une mystification ou d'une trahison. Il n'est ni ne saurait être une « illusion » de la

classe ouvrière. Pourquoi ? Parce que « l'idéologie exprime certains rapports sociaux réels et l'ambiguïté même (du réformisme) exprime le double caractère social d'unité et de diversité des prolétaires… La classe entière perçoit dans sa couche privilégiée une anticipation de son sort ».

À la bonne heure. Mais pourquoi ajoutez-vous : « Si le réformisme se donnait pour ce qu'il est il ne serait pas équivoque… » ? Il ne se donne donc pas pour ce qu'il est ? Et ce que la masse perçoit comme l'anticipation de son propre sort ce n'est pas, d'après vous, la *réalité* ? L'avantage égoïste qu'acquiert la couche privilégiée, n'est-ce pas justement cela qu'on appelle une illusion ? Vous dites que non : l'illusion serait une erreur qui ne serait pas fondée dans le réel : où avez-vous pris cela ? Si je prends un arbre pour un homme, cette illusion s'explique fort bien *par le réel*. Elle implique justement une certaine organisation de mes sens, une certaine structure du champ perceptif, une attitude globale, un « comportement » qui m'insère justement dans le monde à cette place ; la peur qui me prend devant cette forme sombre est évidemment la signification même, l'expression subjective de cet ensemble. En ce sens elle est fondée parfaitement dans le réel. C'est-à-dire en tant qu'elle exprime quelque chose qui est. Je reconnais qu'elle nous échappe, au contraire, en tant qu'elle vise *ce qui n'est pas* (cet homme non existant qui m'effraie) ; mais précisément c'est ce qui caractérise l'attitude ouvrière vis-à-vis du réformisme, du moins telle que vous la décrivez : son appréhension du sort actuel de la couche privilégiée comme représentant son sort futur est en effet fondée dans le réel ; en tant qu'elle signifie *quelque chose*, elle manifeste « la distance dans l'unité » du prolétariat. Mais en tant qu'elle saisit sur cette fraction privilégiée d'elle-même une évolution qui la mènera de réforme en réforme et

sous la direction de ses chefs jusqu'à l'ultime bouleversement, elle exprime quelque chose qui n'est pas et que rien de réel ne peut fonder. Et quand elle réaliserait en son sein l'indissoluble union du réformisme et de la révolution, il reste que cette extériorisation, cette aliénation de sa tendance objective, cette projection de soi-même, au-dehors, cette déviation du mouvement par une minorité qui l'exploite, et cette façon de saisir comme *avenir nécessaire* ce qui est volonté subjective sans garantie dans l'objectivité, tout cela nous amène *précisément* au *réformisme-illusion*.

De l'erreur nous passons au Mal : la classe *est t*oujours tout ce qu'elle peut *faire*, la lutte politique est intermittente, l'expérience subjective se traduit par un progrès constant de l'auto-organisation, au reste le prolétariat n'a affaire qu'à sa propre activité et rien n'est en lui qui ne l'exprime et ne se fonde sur des bases réelles. Alors pourquoi n'êtes-vous pas communiste ? Puisque le P.C. n'est pas extérieur à la classe, puisqu'il n'est séparé des masses que par cette « distance » que crée l'exercice du pouvoir, il faut bien qu'il *exprime* la classe. Et d'où lui viendrait son influence sur elle, s'il n'était pas justement ce qu'elle le fait ? D'autres ont pu lui reprocher de représenter les intérêts d'une nation étrangère mais, comme vous avez de la suite dans les idées, vous ne retenez pas ce grief et vous réalisez le tour de force de nous présenter un « stalinisme sans Staline ». Adversaires et amis du communisme, tous — et les communistes eux-mêmes — sans nier l'extrême importance des facteurs nationaux refusent d'étudier le développement des P.C. européens indépendamment de leurs rapports avec l'U.R.S.S. ; les opinions différent lorsqu'il s'agit *d'apprécier* le rôle de l'U.R.S.S. et son influence sur les politiques nationales. Mais vous, vous écrivez paisiblement : « Le stalinisme peut être interprété en ce sens *avant même* qu'on ait précisé son

rapport au régime existant en U.R.S.S., mais de toute évidence, le fait qu'il ait pu être réalisé dans un pays… a joué un rôle décisif dans l'expansion et la prise de conscience de la bureaucratie stalinienne. » Vous ne pouvez admettre, en effet, que l'évolution propre de la société soviétique ait eu des incidences sur la structure interne du P.C. français : il faudrait reconnaître que le P.C. reçoit partiellement son statut *du dehors* ; le prolétariat serait dirigé par un organisme ambigu dont le mouvement serait conditionné *à la fois* par les courants qui traversent les masses ouvrières et par les transformations d'une société étrangère, c'est-à-dire finalement par l'Autre et par le cours du monde. Mais, dans votre monadologie, la classe ouvrière « n'a ni porte ni fenêtre par quoi quelque chose puisse entrer ou sortir ». Vous recourrez donc à l'harmonie préétablie : chaque prolétariat produit son propre stalinisme ; si l'une de ces bureaucraties s'empare du pouvoir dans son pays, une admirable convenance fait apparaître à l'intérieur de chaque petit stalinisme national un changement approprié ; il ne s'agit pas, d'ailleurs, d'une altération de structure : disons qu'il mettra moins de temps à devenir ce qu'il est. L'apparition *à l'extérieur* du stalinisme-avec-Staline est ressentie *à l'intérieur*, par les stalinismes-sans-Staline, sous forme d'un rapport du prolétariat avec sa propre activité. Voilà pourtant où mène la « réciprocité de perspectives » quand on l'utilise sans discernement : dans la constitution présente du prolétariat français vous prétendez trouver l'U.R.S.S. en modèle réduit ; inversement la société soviétique tout entière vous paraît un agrandissement des prolétariats régionaux. En chacune de ces intériorités vous pourrez retrouver le mouvement dialectique de l'autre, vous pourrez prendre chacune d'elles comme symbole de l'autre, mais pour chacune il vous faudra rester sur le plan de l'auto-organisation.

Le résultat de cette monadologie ? Il est au moins paradoxal : vous qui vous déclarez hostile au « stalinisme », vous vous êtes ôté les moyens de le condamner au lieu que moi, par exemple (avec tant d'autres qui n'usent que du « bon sens »), je ne cache pas mes sympathies pour de nombreux aspects de l'entreprise communiste et cependant je garde le droit et la faculté de l'apprécier. Ce que vous refusez par principe, je l'accepte sans gêne : et j'admets qu'il y ait dans la mémoire ouvrière des expériences partiellement ou provisoirement indéchiffrables dont la clé se trouve entre les mains du Kominform ou d'un autre prolétariat. De toutes les réceptivités, celles que vous combattez le plus ce sont les passions qui nous viennent de l'Autre et qui supposent l'intrusion de l'Autre en nous : mais comme je rencontre en moi, chez tous les hommes, dans tous les groupes et même dans toutes les classes, la présence de l'Autre, non seulement comme l'étranger à qui l'on s'oppose en complicité mais comme la puissance objectivante qui nous pénètre, nous divise et fait de nous des traîtres possibles aux yeux des autres membres du groupe, je conçois fort bien le rapport du parti français au Kominform et à l'U.R.S.S. et que chaque groupe ressente l'Autre en lui comme sa propre inertie. Quelle que soit la dépendance réelle du P.C. par rapport au Kominform, leur relation implique nécessairement des conflits, des oppositions, des concessions, des accommodements, des compromis ; ce qui est *consenti* à l'Autre se présente donc en chacun comme une inertie, comme une cristallisation opaque, comme une couche de *non-vie* au milieu de la vie. Bien entendu nous ne débattons pas sur le fond : je veux seulement dire que le P.C.F., agent subordonné, local, moins renseigné sur la situation mondiale, laisse pénétrer en soi l'activité de l'Autre qui devient une origine inconditionnée de sa propre activité et que, du même coup, le prolétariat, quand il

respecte les consignes du Parti et de la C.G.T., s'engage dans une activité qui reflète en même temps ses propres tendances, la forme politique que le Parti leur donne et l'impératif plus abstrait, plus lointain du Kominform. En tant que le Parti au sein de la classe ouvrière est *sujet* de son activité, il y a dans l'intériorité subjective de ce sujet une couche d'objectivité et d'extériorité et ce sujet ne peut être sujet pour lui-même, c'est-à-dire « avoir affaire à sa propre activité », si ce n'est en tant qu'il est objet pour un autre sujet ; la « distance » qui s'établit entre le prolétariat et la fraction de lui-même qui le représente ne vient pas du seul exercice du pouvoir : mais au cœur même du prolétariat, l'Autre est introduit à travers le P.C. ; la consigne donnée par les chefs ne vise plus les travailleurs dans l'immanence de la classe et, sans les objectiver entièrement, elle se fait aussi le milieu conducteur pour une activité transcendante qui apparaît au plus profond de la classe ouvrière comme un certain *niveau* de son objectivation (niveau bien plus intime que celui de son objectivité pour le patronat). Cette description purement formelle vise seulement à établir *l'existence de l'Autre* comme activité objectivante au plus profond des subjectivités : elle reste vraie dans toutes les hypothèses ; c'est dire qu'elle ne décide pas si la relation du P.C. à l'U.R.S.S. est favorable ou nuisible aux intérêts du prolétariat français. Je prétends simplement qu'on ne peut trouver de réponse à cette dernière question si l'on n'accepte d'abord l'hypothèse d'une constante interaction.

Vous la refusez. Donc, vous n'avez qu'à vous taire. Ceux que vous appelez « les staliniens » vous concéderaient sans difficulté que le Parti autoritaire, pas plus que l'État soviétique, ne peut être envisagé comme la forme définitive de l'organisation prolétarienne. Il s'agit d'organes provisoires, adaptés aux

conditions actuelles de la lutte, et que le prolétariat résorbera quand ces conditions auront changé. En retour vous leur concédez que les ouvriers, pour la plupart, conservent leur attachement au P.C. Comment voudriez-vous qu'il en fût autrement ? C'est « le mouvement propre de la classe pour s'organiser qui accentue le processus de différenciation sociale et la puissance d'une minorité ouvrière ». Dans le stalinisme comme dans le réformisme d'hier, la classe ouvrière reconnaît son reflet, son œuvre, le dépositaire provisoire de sa souveraineté.

Et pourtant vous jugez que cette minorité porte tort à la classe. Comment peut-elle faire ? Elle tire tout son pouvoir du prolétariat qui ne peut retourner sa propre activité contre lui-même. Toute-puissante pour l'*exprimer*, la « fraction » dirigeante n'en est que l'expression même : pour lui nuire, pour freiner son développement, il faut donc qu'elle ait une force maligne qui lui vienne du néant. Puisque le prolétariat n'a jamais affaire qu'à sa propre activité, puisque vous avez pu écrire que « la classe *confie* à une fraction, etc. », quelle pudeur subite vous empêche d'ajouter qu'elle a choisi par elle-même et pour elle-même la forme autoritaire d'organisation ? Vous qui voyez dans le salariat et dans la rigueur inhumaine du travail « des conditions et des moyens » pour « remanier les données de la production », que ne présentez-vous le « stalinisme » comme le moyen rigoureux mais unique de donner aux masses l'unité d'une armée — ou, selon votre langage, comme l'expression de la discipline inflexible que le prolétariat se donne en intégrant ses derniers changements sociaux ? Ah ! direz-vous, c'est qu'il y a autre chose : cette bureaucratie, voyez-vous, elle exploite les ouvriers. Et voici votre conte bleu : 1° différenciation d'une minorité ; 2° création d'une *distance* par le fait même que dans la classe ouvrière les fonctions politiques et économiques ne

sont pas autonomes. Autoritarisme bureaucratique. Ceci vaut aussi bien pour le réformisme que pour le P.C. ; 3° la minorité « s'établit dans le système d'exploitation ». Elle prépare une organisation nouvelle qui transformera la classe ouvrière en masse inconsciente, militarisée, exploitée par sa propre bureaucratie ; 4° le « réformisme » caractérisait une minorité qui voulait s'établir dans le système d'exploitation capitaliste. Le « stalinisme » paraît au moment où le capitalisme n'a plus rien à offrir « aux hommes nouveaux » de la classe ouvrière. Il mènera donc la lutte à mort contre l'élite au pouvoir. Il lutte pour l'avènement d'une forme d'exploitation nouvelle caractérisée par la domination de la bureaucratie ouvrière et la gestion étatique de l'économie.

À vous lire, je crois parfois que je me suis trompé, que j'ai ouvert par mégarde le *Contrat social*, tant vous mélangez l'être et le devoir-être. Car enfin, cette description, *si on l'applique à l'U.R.S.S.,* n'a rien de neuf ; ce qui ne veut pas dire qu'elle soit vraie. Il y a longtemps qu'on présente le gouvernement et l'administration soviétiques en liaison avec le parti communiste russe comme une minorité (d'aucuns disent : une classe — et vous ne craignez pas le mot) qui a institué une manière de capitalisme d'État et, dans ce nouveau cadre, poursuit l'exploitation des ouvriers. Simplement, les opposants du régime, les Trotsky, les Serge[17] qui, tout de même, avaient aidé à le construire, distinguaient ce qu'il aurait pu être et ce qu'il est devenu ; ils recouraient à des circonstances *historiques* pour rendre compte de cette « dégénérescence ». Les masses étaient lasses, la résistance paysanne tournait à la guerre civile, etc. En outre Trotsky, tout en reconnaissant que les circonstances poussaient à la bureaucratisation du Parti, concevait pourtant une certaine marge de possibilités à l'intérieur de cette bureaucratie même : il y avait le

bon bureaucrate — qui eût été Trotsky lui-même — le *mauvais* bureaucrate — qui était Staline. Vous avez balayé tout cela d'un tournemain : ça vivait trop, ça gênait ; et puis après tout, la Révolution de 1917, ça n'est pas vous qui l'avez faite. Donc, tout pouvoir vient du Diable : toute autorité exercée par une minorité ouvrière sur la classe ouvrière au nom de cette classe elle-même doit *nécessairement* se transformer en bureaucratie d'exploitation. Bien : c'est plus propre comme ça, plus mort. Mais il va de soi que les circonstances historiques ne justifient pas votre point de vue : par exemple, vous vous embarrassez dans vos histoires de « distance » et vous ne songez même pas que la forme actuelle de l'expérience russe peut être dictée, au moins partiellement, par la nécessité *vitale* d'intensifier la production. Cette description platonicienne ne tient jamais compte de la situation de l'U.R.S.S. vers 1920, immense pays socialiste, donc menacé de mort, dont la guerre avait saccagé les richesses et dont l'industrie, bien qu'elle ait pris son essor dès les premières années du siècle, avait un retard séculaire à rattraper. Pousser l'industrialisation, développer l'industrie de production, créer des cadres nouveaux, établir une organisation technique, une rationalisation qui, par ses grands traits, ressemble au « tertiaire » des sociétés capitalistes : ces obligations ne vous paraissent pas fondamentales ? Et vous ne croyez pas que la société soviétique, en danger de mort au milieu des démocraties bourgeoises, devait s'imposer une discipline de fer ou disparaître ? Prenons les choses autrement : à ce stade de la production, l'organisation industrielle est dictatoriale et la division du travail attaque jusqu'à l'*unité* du travailleur ; pas une seconde pourtant vous ne vous êtes demandé si la forme du pouvoir politique n'était pas *partout* conditionnée par la forme de cette organisation économique (qu'on a nommée improprement

technocratie). Vous montrez la fraction bureaucratique rêvant de se fondre à la bureaucratie capitaliste dans le cadre d'une gestion étatique ; mais vous ne songez même pas que cette fraction du prolétariat pourrait être en train de se constituer en bureaucratie autoritaire *pour lutter* contre l'autoritarisme bureaucratique des démocraties bourgeoises. En un mot, vous ne songez pas même à montrer que les nécessités fondamentales de la production, au niveau actuel de la technique, conditionnent *avant tout* et pour chacune des classes adverses la forme présente de la lutte des classes. Vos fractions « staliniennes » sont seules au monde, elles n'ont affaire ni à des masses épuisées, dispersées au sein même de la concentration et pourtant militarisées, ni à des nécessités économiques, sociales et politiques, ni à des ennemis intérieurs, ni à des ennemis extérieurs, ni à une conjoncture concrète, c'est-à-dire à un certain rapport des puissances entre elles, avec les U.S.A. et l'U.R.S.S. Vous avez défini le stalinisme sans prendre aucune de ces données en considération ; votre seule explication : la morphologie générale du prolétariat. À un certain stade de développement, la classe ouvrière produit une autotoxine, le « stalinisme », qui peut l'empoisonner si elle ne parvient pas assez vite à l'éliminer. Le reste ne compte pas. Et même, à vous croire, le *fait* de la Révolution russe n'a pas l'importance qu'on lui attache trop souvent : l'auto-intoxication se fût produite sans elle, l'élimination se fera malgré la bureaucratie soviétique, partout et d'abord chez les Soviets. Cet épisode n'a de portée que pour les ouvriers russes et tchèques qui découvrent tout à coup la vérité[s].

Mais cette dernière remarque me surprend tout à coup : comment donc ? Il faut être *russe* pour découvrir la mystification ? « Eh oui ! me dites-vous : tant que la fraction dirigeante ne s'est pas emparée du pouvoir, cette exploitation ne se manifeste pas. »

Et je vois bien, en effet, que la bourgeoisie française ne partage avec les communistes ni ses capitaux ni ses revenus ; le stalinisme ne peut rien exploiter tant qu'il est « une opposition privée de toute participation au pouvoir ». À la bonne heure : *donc* nos communistes ne sont pas des exploiteurs et c'est leur autoritarisme que vous leur reprochez. Ils « font du prolétariat un élément passif… ils l'engagent dans des combats et dans des alliances sans se préoccuper de son évolution consciente… la discussion, l'élaboration, la justification (des concessions imposées au prolétariat) ne sortent jamais du cadre d'une petite minorité de dirigeants ». Mais le prolétariat ne peut *être* passif à moins de s'y déterminer lui-même : il ne peut donner de sens à l'existence du P.C. à moins de l'intégrer à l'expérience de la classe. Du reste ne poursuit-il pas une fin bien précise : le renversement de la bourgeoisie et la prise du pouvoir ? C'est, dites-vous, le but même du stalinisme : lutte à mort avec la bourgeoisie dans la perspective d'une conquête de l'État. Eh bien, l'accord est fait. C'est bien le P.C. qui doit mener la classe à la victoire. Mais vous protestez : d'abord l'opposition radicale du stalinisme à la bourgeoisie « ne traduit pas *a priori* l'action révolutionnaire des masses » mais l'incapacité de la bourgeoisie actuelle « d'ouvrir à l'aristocratie et à la bureaucratie ouvrières une perspective… de progrès ». Que vient faire ici « l'aristocratie ouvrière » ? Et quand avez-vous prouvé ce que vous avancez là ? Admettons qu'une distance se crée nécessairement entre la fraction dirigeante et le reste de la classe ; admettons qu'il se développe dans la fraction une tendance à se poser pour soi : reste à démontrer que cette tendance incline la « bureaucratie » à « s'établir » dans le système d'exploitation, et, n'y trouvant pas ce qu'elle y cherche, à tenter de lui substituer un mode d'exploitation nouveau. Après tout, si vous ne saviez d'avance la conclusion qu'il

faut tirer, vous pourriez conclure au contraire que l'échec de leur tentative rejette les dirigeants vers la classe ouvrière et leur dévoile l'impossibilité de distinguer leur propre sort de l'avènement total du prolétariat. N'est-ce pas ainsi que les ouvriers découvrent la vanité de leurs antagonismes et, pour surmonter leur impuissance, substituent l'intérêt de classe aux intérêts particuliers ? Qui vous permet d'écrire qu'ils exploiteront les travailleurs ? L'exemple de l'U.R.S.S. ? Pour qu'il soit probant il faut décider *a priori* d'écarter toutes les circonstances historiques ; il faut poser en principe que le sort d'une révolution dépend uniquement des chefs et qu'on peut en prévoir rigoureusement le cours si seulement l'on connaît la nature des minorités dirigeantes ; il faut affirmer que toute révolution dirigée par un P.C. doit aboutir à la société soviétique. Ou bien vous appuierez-vous sur les caractères actuels du P.C. français, sur la nature de son autorité ? Vous y pensez, semble-t-il : vous marquez que c'est une même chose « d'instituer dans un groupe des relations de type militaire… et de s'établir dans le système d'exploitation… ». Mais justement le « stalinisme » ne s'établit pas « dans le système » puisque, d'après vous, il ne vise qu'à le renverser. Et l'autorité « militaire » n'est indissolublement liée à l'exploitation *que* dans votre esprit : car si la classe s'abandonne à cette autorité, c'est justement parce que les circonstances présentes de la lutte, la puissance des organisations patronales et l'extension des conflits exigent qu'elle se soumette à un pouvoir dictatorial et centralisateur à l'échelle mondiale. Seulement vous avez votre idée faite : la lutte des classes n'existe pas. La violence et la haine, c'est chez les communistes qu'on les trouve : la classe ouvrière ne connaît pas cela ; bien sûr elle n'aime pas trop les bourgeois mais elle a d'autres chats à fouetter : et ce n'est pas la haine qui la rapproche des « staliniens » mais son

simple souci de réorganiser l'industrie sur des bases rationnelles : pour tout dire, elle « participe de certaines aspirations de la bureaucratie » ; bref vous avouez, non sans embarras, que l'attachement des masses au parti communiste n'est pas le résultat d'une « illusion ».

C'est ce qui nous ramène à notre propos : d'où vient l'Erreur ? d'où vient le Mal ? Comment les masses révolutionnaires peuvent-elles *subir* l'action contre-révolutionnaire du Parti ? L'exercice du pouvoir crée une distance. Fort bien : mais quand le P.C. serait disposé à traiter les masses en objet passif, il ne tiendrait pas un instant si les masses ne voulaient pas se laisser faire. Vous n'en sortirez pas : si le P.C. est contre-révolutionnaire, il faut, d'après vos principes, que la classe le soit aussi ; s'il est bureaucratisé, il faut que la classe ait produit la bureaucratie comme un moment de son expérience et de son auto-organisation. Puisque vous n'êtes pas communiste, c'est que vous portez un jugement de valeur sur le Parti. Pour ma part, ne croyez pas que je vous en oppose un autre. Et ce n'est ni le lieu ni le moment de défendre ou d'attaquer : ce que j'essaie de vous faire comprendre, c'est que vous avez sapé vos propres positions en remplaçant le possibilisme trotskyste par la nécessité hégélienne.

Vous répondez que vous n'avez pas porté de jugement : ce qui vous détourne du P.C. c'est que la classe ouvrière s'en détourne elle aussi. Elle est en train de faire l'expérience de son opposition à toutes les formes d'exploitation, y compris la bureaucratie stalinienne. Vous vous réservez donc la tâche de l'éclairer.

Mais, comment voulez-vous qu'on vous croie, à moins de partager votre hégélianisme ? Le prolétariat fait, dites-vous, une expérience nouvelle. À quoi la reconnaissez-vous ? À des signes. Ces signes, nous les connaissons comme vous ; la presse de droite

les énumère chaque matin : le sourd mécontentement de 1947, la scission syndicale[18], l'apathie croissante, les grèves et les manifestations refusées, le nombre des abstentions dans les quartiers populaires aux dernières élections partielles, les renseignements que le P.C. nous donne lui-même sur la diminution du nombre de ses inscrits dans certains départements. Reste à les interpréter. *Le Figaro* qui vise, comme vous, quoique pour des raisons différentes, à séparer la classe de son appareil, y voudra voir la preuve d'une *action* du prolétariat. Encore la conçoit-il comme une explosion de révolte après une longue patience : las de *subir* une oppression qui le mène à sa perte, l'ouvrier se redresse et dit : non. Le P.C. préfère, lui, l'explication par la *passion* : il s'est produit un flottement de la direction ; les masses ont été déconcertées ; bien sûr, on se hâte d'ajouter que « dans la plupart des cas, les ouvriers ont corrigé d'eux-mêmes ». N'importe : pour innocenter les masses, on rejette la faute sur le Comité central et le Bureau politique ; mais du coup, on risque de concentrer en eux toute l'activité de la classe. Bref, nous avons affaire à des interprétations contraires ; poussons-les à l'extrême et nous aurons deux images d'Épinal : la classe ouvrière se révolte contre les mauvais bergers qui l'ont égarée — après une fausse manœuvre du pilote, le navire prolétarien semble désemparé. Ni l'une ni l'autre n'est tout à fait fausse et l'on ne peut, je crois, expliquer la situation présente sinon par un inextricable mélange d'action et de passion où la passion provisoirement domine. Mais vous n'allez pas par là : le prolétariat n'a ni portes ni fenêtres ; il ne *subit* rien. De ce que nous prenions naïvement pour un découragement profond mais peut-être passager, vous ferez un refus actif et une expérience nouvelle de soi-même. Il y a quelques mois vous n'étiez pas tout à fait affirmatif, vous vous interrogiez encore : « L'antipathie des

ouvriers les plus conscients à l'égard d'un nouveau parti est évidente. Cette répulsion n'est-elle qu'un aspect mineur de la démoralisation ouvrière ou a-t-elle un sens plus profond[19] ? » Mais vous avez eu vite fait de le trouver, ce sens profond ; et vous nous le servez sur l'heure : le prolétariat est en train de tirer les conclusions d'une expérience nouvelle : « C'est que la classe ne peut s'aliéner dans aucune forme de représentation stable et structurée sans que cette représentation s'autonomise. » Revenant sur elle-même, la classe ouvrière prend une conscience plus profonde de sa nature : elle ne peut *se diviser*, elle exercera le pouvoir totalement et comme totalité ou pas du tout. Nous y voilà donc : le principal ressort de votre machinerie se découvre. Soit un fait : les ouvriers semblent découragés mais quand de bons apôtres leur proposent d'entrer dans un nouveau parti, ils les envoient promener. Le moyen le plus simple pour comprendre leur attitude c'est de leur demander ce qu'ils en disent : il est vrai que nous ne connaîtrons que leurs raisons conscientes : non, disent-ils, pas de politique, nous ne pouvons rien, nous ne changerons rien. Ou bien ils témoignent d'une certaine irritation à l'égard de la C.G.T. ou du Parti mais ils continuent de leur faire confiance, comme le prouvent les élections syndicales ; et s'ils se méfient des prétendus partis révolutionnaires, ce n'est pas — s'il faut les croire — qu'ils aient fait l'expérience de la classe totale mais c'est qu'ils les soupçonnent fort d'être vendus. Y a-t-il d'autres raisons à leur conduite ? Des raisons profondes ? Peut-être bien : mais aucun signe objectif ne permet de les déceler. D'où vient alors votre certitude ? D'une appréhension plus distincte et plus riche ? D'une exigence de l'objet ? De quelque sens nouveau qui vous fait accéder aux profondeurs abyssales ? Non : tout simplement de votre volonté *a priori* d'interpréter l'expérience commune en profondeur.

Vous avez décidé que la profondeur était possible : autrement dit que les données immédiates de l'expérience sociologique pouvaient toujours se traduire en termes de *praxis*. Tout se passe donc comme si vous vous demandiez à quelle condition ces dégoûts peuvent exprimer le prolétariat comme sujet de l'Histoire. Il s'agit, en somme, de projeter le passif *dans l'activité* et d'établir un système de correspondance entre les réalités négatives et les réalités positives, de manière que celles-là paraissent les signes objectifs de celles-ci. Et, par le fait, quand on s'est un peu familiarisé avec votre système, on lit sans sourire la phrase que vous avez écrite un jour sur l'avant-garde ouvrière : « Les raisons qui l'empêchent d'agir indiquent sa maturité[20]. »

Seulement voilà : la preuve manque. Pourquoi cette correspondance devrait-elle exister, puisque vous n'avez pas réussi à démontrer que la classe ouvrière était *praxis* et sujet. Et quand vous auriez établi qu'il existe un prolétariat empirique et un prolétariat intelligible, qu'est-ce qui permet de croire qu'il existe entre eux une correspondance terme à terme ? Pourquoi ce découragement ne serait-il pas simplement du découragement et rien d'autre ? Diriez-vous que la défiance des ouvriers les engage dans un mouvement dont le sens est l'abolition de tout organe différencié, de toute autorité particularisée au sein de la classe ouvrière ? C'est ici qu'il faut se méfier ; lorsque Marx écrit : « Peu importe ce que l'ouvrier croit qu'il fait, l'important c'est ce qu'il est obligé de faire », il entend signifier que les résultats objectifs de l'action peuvent être très différents de ceux qu'on escomptait ; et aussi que l'action, rigoureusement définie par la situation elle-même et par les structures objectives, exprime mieux la réalité de l'agent, ses pouvoirs et sa fonction que l'idée qu'il se fait de ses possibilités et de ses buts. Elle conserve, en un sens, son

organisation pratique, elle se rapporte toujours à une fin comme à l'unité dialectique des moyens, quoiqu'elle se soit éloignée des premiers desseins de l'agent. Ainsi le monde social est-il peuplé d'actions qui ont perdu leurs hommes. Mais l'*intention* de ces actes de liberté, bien qu'elle constitue une de leurs structures objectives, a pour caractère singulier de ne renvoyer à aucune conscience. Intentions sans conscience, actions sans sujets, relations humaines sans hommes, participant à la fois de la nécessité matérielle et de la finalité : telles sont à l'ordinaire nos entreprises quand elles se développent librement dans la dimension de l'objectivité. Admettons que les réactions dispersées des ouvriers, dont la signification subjective est le découragement, puissent être envisagées dans leur résultat objectif comme contribuant à rendre tout parti ouvrier impossible ; que dira-t-on ? Ceci, certainement : voilà ce que les ouvriers *ont fait*. Mais le résultat objectif de l'action ouvrière renvoie à une intention *virtuelle* comme à l'unité idéale des moments de l'entreprise, il ne peut renvoyer à une conscience réelle — qu'elle soit ou non collective — ni à une expérience subjective. Bien au contraire, on pourrait dire que la réalité objective de l'action, précisément parce qu'elle est objective, refuse toute relation à une subjectivité réelle. Quand donc le résultat en devrait être, plus tard, la négation de tous les partis, cette négation ne peut être portée au compte de la classe ni comme expérience subjective — puisqu'elle ne s'est pas encore vraiment dévoilée — ni comme intention réelle — puisque justement elle se donne comme *autre* que ce que le sujet voulait. Bref, *vous ne pouvez pas faire une classe avec cela.* Quand vous faites bénéficier le prolétariat, comme expérience subjective, des implications objectives de ses conduites, vous nous mystifiez, vous créez un sujet-fantôme pour rassembler les *intentions virtuelles* qui sont, par principe, sans sujet ; vous

feignez ensuite de découvrir cette subjectivité objective tout étendue à travers les consciences des individus et vous aliénez les consciences individuelles à ce spectre pour les libérer du P.C. C'est ce que vous avez fait à l'occasion de la production : elle a des conséquences fatales pour le capitalisme puisqu'elle accroît sans cesse l'accumulation du capital. Et comme chaque conduite productive est subjectivement un ensemble organisé de fins et de moyens, elle garde objectivement des intentions pétrifiées : entre autres celle d'anéantir le régime actuel. Mais si vous constituez le fond même de l'expérience prolétarienne par la réintériorisation de ces intentions, baptisées « opposition révolutionnaire », vous transformez le réel en irréalité, la classe en idée de classe et l'expérience en idée d'expérience. Votre classe, Lefort, n'a jamais existé ; c'est par cette raison qu'elle n'a ni porte ni fenêtre : ce qu'elle est ? La structure objective des actes collectifs, reconstruite d'après leurs résultats et présentée comme le contenu subjectif et profond de *toutes* les consciences individuelles et de chacune d'elles, c'est-à-dire comme une présence de droit *au-delà* des subjectivités réelles. De là vient l'ambiguïté de ce spectre : par son objectivité réelle, elle est, en chacun, *objet* et vous en parlez souvent comme d'un « pattern » culturel ; mais par son irréelle subjectivité, elle se rapproche de l'idée et l'on devine en elle une sorte d'activité idéale, c'est-à-dire précisément l'activité des idées. Votre prolétariat n'existe pas : il n'a donc pu désapprouver les partis ni faire l'expérience de lui-même. Il n'y a rien à éclairer, Lefort, sauf, peut-être, les obscures racines de vos folies : mais vous n'en êtes pas là.

Quelqu'un disait à propos des philosophes anglais : Tout empirisme est optimiste ; celui qui refuse à l'esprit le pouvoir de prescrire ses lois à la Nature et de régler son propre cours, c'est

qu'il croit sans l'avouer à l'existence d'un ordre naturel qui s'impose au monde et à l'esprit. En d'autres termes, la passivité de la contemplation nécessite l'activité de l'objet contemplé. Ainsi l'harmonieux développement que vous prêtez à la classe ouvrière n'a d'autre raison d'être que de justifier votre inaction. Vous montrez qu'elle s'organise seule pour vous dispenser de tout devoir envers elle et vous la murez dans la solitude pour n'être pas obligé de vous situer par rapport à elle. Vous l'avez mise hors jeu, vous êtes hors de portée ; la passion ne saurait altérer vos jugements : vous ne partagez ni ses fins ni son genre de vie ; pur objet de connaissance pour votre pur esprit, elle se développe avec l'inflexible rigidité de l'idée ; votre seul office est de lui dispenser la lumière : en vous l'idée de prolétariat se pose pour soi. Un philosophe de mes amis, après avoir condamné la folie de ce siècle, me disait un jour avec un sourire orgueilleux et amer : « Il ne nous reste plus que la lucidité… » Il devait la perdre quelques mois plus tard : aujourd'hui il ne lui reste plus rien. J'ai peur que vous ne lui ressembliez.

Mais, au fait, si votre classe ne renferme aucune passivité et si l'on ne peut agir sur elle, est-il concevable qu'elle agisse sur les autres ? Eh bien, non : n'ayant affaire qu'à sa propre activité, le prolétariat ne peut agir que sur son action. Il s'organise, en un mot ; il ne fait même que cela. « Le prolétariat ne se définit que comme expérience… Il n'est *rien d'objectif*… C'est ce qui fait précisément son caractère révolutionnaire, [mais] ce qui indique son extrême vulnérabilité[21]. » Cette classe ne cesse de se préparer au grand « remaniement » auquel vous la destinez. Elle se polit, se fourbit, s'apprête ; elle transforme lentement à l'intérieur d'elle-même les conditions objectives de la production en relations humaines. Quand la crise ultime immobilisera la grande

mécanique, le prolétariat sera juste à point pour accueillir l'héritage. Mais, jusque-là, ce sujet historique n'aura rien fait du tout. Vous me reprochiez de ne voir dans son histoire que des alternatives d'espoir et de désespoir : et il est vrai que je ne me dissimule pas plus ses défaites que ses triomphes ; mais du moins, je sais qu'il agit, qu'il se bat, qu'il force l'Histoire à changer son cours, qu'il est intervenu hier, qu'il interviendra demain, qu'il exerce sur les institutions et sur les hommes une pression qui varie sans cesse. Mais *selon vous* que fait-il ? À quel moment de sa longue aventure a-t-il agi ? En passant de l'exploitation « réformiste » à l'exploitation « staliniste », il n'a fait que changer de maître ; bien sûr vous nous montrez comment l'adversité l'éduque progressivement : mais je ne vois pas qu'il ait, dans votre conception, pesé bien fort sur les destins du monde. Vous semblez concéder qu'il a fait la Révolution russe : mais c'est pour ajouter qu'on la lui a volée aussitôt. En supprimant son action sur l'Autre et l'action de l'Autre sur lui, vous avez transformé l'histoire sanglante et brisée de la lutte des classes en un évolutionnisme solipsiste. Une certaine tradition marxiste présente, je l'ai dit plus haut, la révolution mondiale comme l'effet des progressifs détraquements du capitalisme. Mais ces crises de plus en plus graves entraînent la paupérisation et l'« abrutissement » progressif des travailleurs. Marx en concluait à la nécessité d'une « organisation de classe » qui compensât les effets destructeurs de ces secousses par une émancipation graduelle de la classe ouvrière. Mais, dans votre souci de montrer l'inutilité des dirigeants, vous avez transporté leur fonction au régime de la production lui-même et vous soutenez en somme cette étrange théorie que le capitalisme, en glissant vers la catastrophe finale, fournit au prolétariat des occasions de plus en plus nombreuses d'enrichir

son expérience et de parfaire son organisation. Cela suffit à mon avis pour vous ranger au côté de vos amis réformistes : selon, en effet, que vous refusez ou que vous admettez la présence de l'*autre* dans tous les moments de la vie ouvrière et jusque dans les « données immédiates » de la production, vous êtes d'un côté ou de l'autre de la barricade, avec les socialistes réformistes ou avec les révolutionnaires. Je comparerais volontiers votre article à ces longs ouvrages que les Allemands nomment *Erziehungsroman*[22] : vous y racontez, comme Marivaux dans *Marianne* et comme Goethe dans *Wilhelm Meister*, comment l'adversité va rendre votre héros digne des plus hautes tâches.

Ces tâches, à présent, les remplira-t-il ? Le roman finira-t-il bien ? À cette question, vous tournez court : « C'est une chose de dire que le prolétariat doit nécessairement prendre conscience de son opposition à la bourgeoisie… C'en est une autre de savoir si l'avenir lui permettra de traduire positivement cette opposition en faisant échec à ses exploiteurs. Il nous suffit d'indiquer que l'expérience de la classe se poursuivra *quelle qu'en soit l'issue*… », etc. Curieuse expérience qui paraissait si harmonieuse et qui risque de crever comme une bulle. Peut-être le prolétariat n'est-il qu'un rêve ? Que s'est-il donc passé ? C'est que dans la mesure même où vous en faites une expérience pure qui ne portera ses fruits que le jour du « remaniement », vous l'avez laissé sans défense au milieu du monde *réel*. Vous qui n'êtes pas situé et qui vous étiez perdu dans votre rêveuse lucidité, vous en sortez tout à coup et vous regardez votre héros du dehors. Comme il vous paraît fragile tout à coup ! Du temps que vous étiez trotskyste, vous donniez le pourrissement de l'Histoire à cinquante chances contre cent ; mais, du moins, il ne s'agissait que de possibles et vous vous apprêtiez à lutter contre eux : les jeux n'étaient pas faits. Il fallait

voir comme vous repreniez Merleau-Ponty, suspect de complaisance envers le pourrissement[23] : « La différence qui sépare un révolutionnaire de Merleau-Ponty c'est que celui-ci s'est mis du côté de la barbarie en la décrivant comme un fait… tandis qu'un révolutionnaire en tire la nécessité et l'urgence absolues d'une action militante. » Si c'est la différence qui sépare Merleau-Ponty d'un révolutionnaire, je vous le demande, Lefort, quelle est la différence qui vous sépare de Merleau-Ponty ? Où sont-elles donc, l'urgence et la nécessité absolues de l'action militante ? Oui, je sais : c'était une erreur de jeunesse : aujourd'hui les raisons mêmes qui vous empêchent d'agir indiquent votre jeune maturité. À part ça, bien sûr, vous êtes toujours révolutionnaire. Avant-hier le révolutionnaire agissait, aujourd'hui son activité se définit par une inaction militante. Qui s'en étonnerait puisque vous êtes *le* révolutionnaire. Cependant, l'impitoyable expérience du prolétariat se déroule parallèlement à l'histoire du monde mais sans le refléter ; elle ressemble à ces mélodies enregistrées qui vont inflexiblement vers leur apothéose mais qui s'arrêteront pour toujours si le disque se casse.

Au fond je me demande si tous vos discours ne cachent pas une idée plus secrète et plus cynique : la dialectique était faussée au départ ; la bourgeoisie devait produire le prolétariat, son propre fossoyeur ; le prolétariat devait produire l'appareil « staliniste » comme un moment de son auto-organisation ; mais le stalinisme était le fossoyeur du prolétariat : l'histoire s'arrête là ; le dernier tableau de vos bergeries révolutionnaires représente la fin du Monde. Ce brusque renversement aurait de quoi surprendre si ce catastrophisme terminal n'était avec l'optimisme initial une conséquence nécessaire de votre quiétisme. Peu vous importe que le monde se sauve ou se perde, pourvu qu'il soit bien établi que

vous n'êtes pas dans le coup. On pourrait vous appliquer en la modifiant à peine une phrase que vous réserviez à définir la classe ouvrière : « Lefort n'a jamais affaire qu'à lui-même, qu'à sa propre activité, qu'aux problèmes que lui pose sa situation dans la classe bourgeoise. » C'est la définition, n'est-ce pas, du solipsiste ou du parfait révolutionnaire.

Avril 1953

*. Dans la chronologie de Merleau-Ponty, *Œuvres*, dont l'éditeur fut Claude Lefort (Quarto, Gallimard, 2010), nous relevons une inexactitude au paragraphe concernant juillet 1952 : « En tant que membre du comité éditorial de la revue, Merleau-Ponty est directement impliqué dans la prise de position de Sartre. » Or s'il y a eu un comité (de rédaction) pour les huit premiers numéros des *T.M.* (octobre 1945-mai 1946), dont Merleau-Ponty faisait partie, il n'y en avait plus en 1952 et jusqu'après la rupture des deux écrivains (mai 1953), Sartre était seul directeur en titre de la revue : Merleau-Ponty n'avait pas souhaité, comme Sartre le lui proposait, y figurer comme codirecteur, justement pour ne pas être trop impliqué dans ses prises de position. En décembre 1953, un nouveau comité fut établi.

NOTES DE L'AUTEUR

a. Je reviendrai plus loin, cependant, sur cet étrange caprice qui vous a fait lui défendre de « refuser son état ».

b. « Même en supposant que toute propriété individuelle repose à l'origine sur un travail personnel du possesseur et que, dans tout le cours ultérieur des choses, il n'est jamais échangé que des valeurs égales contre des valeurs égales, nous arriverons nécessairement, par le développement progressif de la production et de l'échange, au mode actuel de production capitaliste et tout ce problème est expliqué par des causes économiques. »

Ce texte est dirigé contre la « conception de la violence » chez Dühring et, dans cette perspective, il est admissible. Pour Marx aussi, d'ailleurs, le libre contrat du travail fait deux dupes : le patron aussi bien que l'ouvrier. Pourtant le son est tout autre ; c'est que le capital n'est pas une chose : c'est un rapport entre les hommes, une perversion et une inversion de la relation proprement humaine. Toute la différence est là.

c. « Le rapport entre la répartition pour chaque époque donnée et les conditions matérielles d'existence de la société à la même époque est tellement dans la nature des choses qu'il se reflète régulièrement dans l'instinct populaire. Tant qu'un mode de production se trouve dans la branche ascendante de son évolution, il est acclamé par ceux mêmes que désavantage le mode de répartition correspondant. C'est l'histoire des ouvriers anglais à l'avènement de la grande industrie. Aussi longtemps même que ce mode de production reste le mode social normal, la répartition satisfait… et si une protestation s'élève, c'est du sein même de la classe dominante… et c'est… dans la masse exploitée qu'elle ne trouve pas d'écho » (*Anti-Dühring*, II, 10).

Comment comprendre alors que « la lutte (du prolétariat contre la bourgeoisie) commence avec son existence même » ? En fait, il n'y a jamais de lutte : il y a un système économique que ses contradictions réelles finissent par faire éclater. Les protestations, les indignations, la haine qui ne sont « *que des symptômes* », elles interviennent « lorsque le mode de production a déjà parcouru une bonne partie de sa marche descendante, lorsqu'il se survit à moitié, lorsque les conditions de son existence ont en grande partie disparu ». Et que *signifient* ces réactions témoins ? Que « son successeur frappe à la porte ».

d. Cela ne signifie nullement que ces expériences sont *complémentaires* ni qu'elles puissent se fondre en un tout harmonieux qui serait par exemple « l'expérience humaine », comme l'ont cru les idéalistes de l'entre-deux-guerres. Au contraire elles sont la plupart du temps incompatibles, contradictoires, exclusives les unes des autres. Mais cela n'empêche pas que vous puissiez les trouver dans le champ même de votre expérience ni que vous soyez directement atteint par la haine d'un indigène colonisé, ni même que vous puissiez changer de perspective et tenter de vous voir avec d'autres yeux, c'est-à-dire déterminer votre réalité d'objet par rapport à d'autres systèmes de références. Mais de toute façon ces valeurs et ces points de vue qui ne sont pas les vôtres tout en étant mêlés aux vôtres, tout en se glissant partout pour vous contester, tout en se donnant à vous comme système de relations compréhensibles, garderont à jamais leur irréductibilité : à jamais autres, à jamais étrangers ; immédiatement présents et inassimilables. Nous verrons tout à l'heure comment, faute de vous tenir à cette position moyenne, vous

tombez d'un extrême à l'autre. Après nous avoir parlé « d'expériences parallèles », vous n'hésitez pas à totaliser l'expérience du monde méditerranéen.

e. Par exemple, l'apparition des machines-outils et « la rationalisation » qui a bouleversé la classe ouvrière n'ont pas sensiblement précipité le très lent mouvement de concentration qui caractérise l'industrie française.

f. Le seul effet certain qu'on puisse attribuer à la coopération, c'est peut-être cette discipline « militaire » qui, selon Lénine, a transformé les usines en casernes. Mais justement vous ne voulez pas en entendre parler et vous expliquerez tout à l'heure que la militarisation des masses est le signe même de la bureaucratisation des dirigeants. C'est la solidarité *spontanée* que vous voudriez tirer de la coopération, comme un lapin d'un haut-de-forme.

g. Cf. Jean Lhomme : *La Politique sociale de l'Angleterre contemporaine* (P.U.F. 1953).

h. Bien sûr on peut nier l'importance *réelle* de l'imitation. Il va de soi que le besoin, la situation générale, la crainte de chômer et d'autres formes d'opposition au capitalisme sont des facteurs beaucoup plus importants. On ne fait pas la grève par esprit d'imitation : mais nous parlons d'imitation parce que c'est un mobile mentionné par les Unions elles-mêmes, donc à la fois objectif et subjectif : les exigences du besoin étaient freinées par le défaitisme, par une surestimation des forces patronales : « On n'obtiendra rien ! » ; la réussite d'un groupe montre au contraire que la lutte est au moins possible. À parler rigoureusement, il n'y a pas *imitation* mais la première action syndicale révèle à chaque syndicat ses possibilités.

i. On sait l'échec de toutes les tentatives pour établir une « wages national policy ».

j. W. A. Morton : « Trade-Unionism, Full Employment and Inflation » (*Amer. Econ. Rev.,* 1930), cité par Lhomme, *ibid.*, p. 188.

k. Cette dernière remarque ne préjuge aucunement de la nature de l'État : la théorie de l'État reste à faire. En tout cas, quand il serait l'organe d'une classe, il n'en demeure pas moins qu'il voit plus loin que les groupes qui se constituent à l'intérieur de celle-ci. Il gérerait alors les intérêts de la classe en tant que telle et réaliserait l'exploitation à l'échelle nationale.

l. J'entends par négation cette lutte par laquelle il « poursuit la mort de l'Autre » et non la comédie de négation par laquelle vous anéantissez en idée la classe bourgeoise.

m. Après tout, Marx a dit, en son temps, quelque chose comme cela.

n. Roger Bastide a bien montré que les esclaves noirs, au Brésil, pratiquaient le malthusianisme par désespoir et révolte tout ensemble.

o. Les grèves sur le tas se montrent en Italie après 1918 et jusqu'au fascisme.

p. « Le prolétariat a nécessairement pour tâche de révolutionner ses conditions d'existence… Le prolétariat voit son impuissance et la réalité d'une existence inhumaine… Il est dans la déchéance, la révolte contre cette déchéance : révolte à laquelle il est poussé nécessairement par la contradiction entre sa *nature* humaine et son existence vitale qui en est la négation manifeste, totale et décisive », etc.

q. *Capital*, III. Trad. Éric Weil. *Critique*, janvier-février 1947.

r. Et *relative*, c'est-à-dire qu'elle représente la diminution croissante du salaire *par rapport* à la plus-value.

s. Ici encore la plume hésite, on craint de vous trahir : est-ce qu'ils la *découvrent* ou est-ce qu'ils *doivent* la découvrir ? Pourriez-vous affirmer tranquillement ici même que vous disposez d'une documentation suffisante pour entreprendre l'étude de la « classe ouvrière » en U.R.S.S. ? Et par documentation valable, j'entends : des documents dont l'origine soit nettement établie, dont la plupart soient de première main, dont on ait fait la critique externe et interne, qui puissent se recouper avec d'autres séries de documents, qui permettent soit une vue générale de tel corps d'industrie, soit une étude détaillée de telle concentration industrielle. Et si vous n'avez pas cela, que pouvez-vous dire ? Que l'ouvrier *est* exploité en U.R.S.S. ? Sous cette forme vous visez surtout le système économique. La discussion est ouverte : mais ce n'est pas cela qui nous occupe en ce moment. Que la classe ouvrière, en U.R.S.S., *s'oppose* à l'exploitation ? Oui : *cela*, c'est notre sujet. Mais la seule preuve que vous puissiez fournir, c'est qu'elle s'y oppose parce qu'elle ne peut y manquer sans vous donner tort.

TEXTE COMPLÉMENTAIRE

LES CHANCES DE LA PAIX

C'est à la fin du mois de décembre 1950 que Sartre adresse à l'hebdomadaire américain de gauche The Nation *cette lettre-article ; elle sera publiée en traduction le 30 décembre. La guerre de Corée a pris un tour désastreux pour les troupes de l'O.N.U. sous commandement nord-américain. Rappelons qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Corée s'est trouvée, comme l'Allemagne, coupée en deux : libérée de l'emprise du Japon — allié de l'Allemagne nazie — par les forces des États-Unis au sud du 38e parallèle, par les Soviétiques au nord. Ces derniers ont fait de ce territoire une « démocratie populaire », dont l'armée a envahi, le 25 juin 1950, la République du Sud, sous protection américaine. Cette agression, qu'on suppose inspirée par Staline, pouvait être considérée comme une violation des accords de Yalta. Deux jours plus tard le président Harry Truman décidait l'intervention.*

Renouveau d'alarme en Europe, d'autant plus que le général MacArthur, poussant son avantage, s'est aventuré au nord du 38e parallèle et que la toute nouvelle république chinoise, communiste, est entrée dans le conflit. Le président américain, voyant sa politique d'« endiguement » mise à mal en Asie, a proclamé l'état d'urgence le 17 décembre. Dès le 7 août, Raymond Aron qui,

dans ses analyses des rapports Est-Ouest, se défendait jusque-là de tout « catastrophisme », écrivait dans Le Figaro : « *L'Occident entier se trouve en un péril extrême* » ; *on perçoit dans cette lettre au périodique américain la même inquiétude : le gouvernement des États-Unis pouvait, par nervosité, provoquer la déflagration mondiale redoutée.*

La documentation de Sartre sur les divergences des responsables politiques et militaires, républicains et démocrates, est tirée en grande partie de trois articles d'un historien, spécialiste de politique internationale, E. N. Dzelepy, parus dans les T.M. *d'octobre à décembre 1950 — articles très renseignés, semble-t-il, mais furieusement anti-Américains, à tel point qu'un avertissement signé* T.M. *soulignant ce parti pris précède le premier article : « Il est singulier de présenter les choses comme si [les États-Unis] avaient en face d'eux un adversaire tout imaginaire et qu'ils ne se battaient qu'avec des songes… » On devine, à certaines réflexions de Sartre, qu'il a lu attentivement aussi les analyses d'Aron (cf.* La Guerre froide, *articles du* Figaro, *1947-1955, Éd. de Fallois, Paris).*

En 1953 le nouveau président américain, Dwight Eisenhower, optant pour la prudence, négocia avec la Corée du Nord ; un armistice s'ensuivit le 27 juillet 1953, qui gela le conflit sans le résoudre : il y a toujours deux Corées antagonistes (notice écrite en juillet 2014).

Article non repris dans les Situations.

A.E.-S.

J'ai eu les plus vives répugnances à écrire cet article que vous m'avez demandé. D'abord parce qu'il est déjà trop tard pour parler des chances de la paix. Peut-être, quand vous recevrez ces lignes,

les jeux seront-ils faits. Ensuite, je ne représente rien ni personne, je ne puis parler qu'en mon nom, c'est-à-dire comme un citoyen irresponsable d'une nation qui a perdu l'initiative en politique internationale. Alors, à quoi bon exposer mes opinions, dans un pays si grand et si divisé que les idées, souvent, y meurent sur place faute de pouvoir se propager. Si je réponds à votre enquête en ce moment critique, c'est surtout parce que je vous avais promis cette réponse en des temps un peu moins sombres. Ensuite parce que vous avez le droit de connaître les opinions des Français et que je suis un Français parmi 40 millions. Je ne saurais vous dire *combien* de Français pensent comme moi et ceux qui le font ne m'ont pas chargé de parler pour eux mais je sais qu'ils sont nombreux. On me reprochera sûrement, chez vous, de dire : « Les États-Unis devraient faire ceci ou cela… » et jamais : « L'U.R.S.S. devrait… » D'abord je réponds qu'il ne s'agit pas de conseils mais de souhaits ; ensuite, s'il est vrai que je considère dans cet article l'U.R.S.S. comme le facteur invariant et les États-Unis comme la variable, c'est précisément parce que des journalistes américains se préoccupent de connaître l'opinion des Européens et que les journalistes soviétiques ne s'en préoccupent pas. *Jusqu'à nouvel ordre,* cela demeure une supériorité des États-Unis sur l'U.R.S.S. ; *jusqu'à nouvel ordre* c'est une faible chance de paix. Et si je n'ai rien d'agréable à vous dire, cela prouve qu'on croit encore en Europe qu'il demeure possible de dire dans la presse américaine ce qu'on estime la vérité, même quand cette vérité n'est pas agréable.

Vous demandez à quelles conditions l'U.R.S.S. et les U.S.A. peuvent transformer en paix durable la guerre froide ou tiède qu'ils se font présentement. Il me semble que la première de ces conditions est de vouloir cette paix ; cette condition n'est pas suffisante mais elle est nécessaire et j'entends bien que chacun des

adversaires est persuadé d'être pacifique et que c'est l'autre qui veut la guerre. Mais considérez que nous sommes ici *à la fois* en zone d'influence soviétique (c'est votre Burnham[1] qui le dit) et en zone d'influence américaine (c'est Ehrenbourg[2] qui le prétend). Cela nous confère une sorte de triste liberté : nous entendons les deux sons de cloche, nous connaissons les deux argumentations. Les U.S.A. veulent-ils la paix ? Et l'U.R.S.S., la veut-elle ? Ne croyez pas que ces questions provoquent des réponses rapides chez les Européens. L'U.R.S.S., bien sûr, nous ne connaissons d'elle que ce qu'elle veut bien nous laisser connaître. Mais il n'est pas non plus facile de comprendre la politique américaine quand on la regarde de France. Nous lisons dans nos journaux et dans les vôtres les déclarations les plus contradictoires et toutes sont attribuées à des personnalités de votre gouvernement. Le 17 février, par exemple, M. Dean Rusk, déposant devant la sous-commission sénatoriale des Affaires étrangères[3], affirmait que « le gouvernement américain était prêt à discuter de tous les problèmes avec l'U.R.S.S. et laissait ouvertes, sans exception, toutes les portes pour des échanges de vue ». Et le 23 février M. Acheson, dans un discours rendu public le 10 mars, déclarait que « nous sommes engagés dans une lutte décisive ; il y va du sort de l'humanité, tout comme dans la guerre contre le nazisme ». Voilà deux textes qui ne vont guère ensemble. Pas plus que ne vont ensemble certaines attitudes d'un même journal ou de mêmes personnalités politiques touchant la guerre coloniale que la France mène en Indochine, ou certaines déclarations officielles faites au cours de la guerre de Corée. Pour autant qu'on peut juger d'ici, on pourrait croire que les choses se passent ainsi : le parti républicain (ou certains éléments de ce parti) serait partisan d'une politique de force pour protéger les libertés des États-Unis et des autres démocraties. Mais cette

politique ne peut se développer si elle n'est soutenue par l'opinion américaine. La propagande a donc tenté de développer un « climat » d'anticommunisme. Or votre anticommunisme est beaucoup plus dangereux que le nôtre pour une raison singulière, c'est que vous n'avez pas de communistes chez vous[4]. Ceux des Français qui détestent le plus les membres du P.C. ou qui condamnent le plus passionnément la politique soviétique sont retenus sur la pente du manichéisme par le fait qu'ils rencontrent des communistes tous les jours et dans tous les milieux. De ce fait, quelle que puisse être la violence de leur antipathie, il faut bien qu'ils reconnaissent que leurs adversaires sont des hommes et non des *démons*, que le but avoué de ces hommes est d'atteindre certains buts et non de faire le mal inconditionnellement ou de nuire à tout prix ; ils savent qu'on peut parler avec un communiste ; que cela est difficile, long, irritant, que cela ne donne pas toujours de résultat mais que la chose est possible ; ils n'approuvent pas nécessairement les réactions du Parti, ils peuvent même les juger sévèrement mais ils les comprennent. En un mot, les communistes sont pour les anticommunistes français des adversaires civils. Pour l'opinion américaine ils sont déjà des ennemis au sens militaire. Car l'ennemi, c'est l'adversaire qu'on ne voit pas, qui est séparé de vous par des milliers de kilomètres ou par une barrière de feu. En Europe les possibilités d'une négociation avec le P.C. ou avec les Soviets semblent toujours ouvertes parce que, en fait, sur une foule de terrains les négociations ont lieu tous les jours. Mais si l'ennemi n'est pas là, c'est le Diable et il ne reste plus qu'à se battre contre lui jusqu'à la mort. D'ailleurs on le voit partout, justement faute de pouvoir le localiser *quelque part* ; la méfiance grandit, atteint tout le monde : celui-ci n'en serait-il pas ? et celui-là ? Si un homme est convaincu

d'appartenir au P.C., chez nous, c'est un partisan, un fanatique peut-être ; chez vous, c'est nécessairement un traître puisque, par définition, il s'est rangé du côté de l'ennemi. Et tout ce qui est mauvais est communiste puisque le communisme, c'est le Mal. Ainsi tentons-nous d'expliquer ce premier paradoxe que les États-Unis qui ne possèdent pour ainsi dire aucun communiste et qui ne craignent aucunement la révolution rouge sont obsédés par la crainte du bolcheviste. C'est qu'ils redoutent la *trahison* beaucoup plus que la révolution[5].

Nous pensons donc qu'on a déchaîné et exaspéré une opinion aveuglée qui s'est transformée petit à petit en mentalité de guerre. Les membres de votre gouvernement, bien qu'appartenant au parti démocrate, semblent terrorisés par cette opinion : ils visent à la gagner plutôt qu'à la combattre et sont entraînés par là à appliquer eux-mêmes par une sorte de surenchère la politique des Républicains. Je ne sais rien de plus dangereux qu'un gouvernement qui fait la politique de ses adversaires : d'abord, il les sert ; à ce jeu il perd toujours. Si tout le monde est d'accord sur la politique républicaine, pense l'électeur, autant voter républicain. Ensuite, cette politique est appliquée à contrecœur, tantôt avec mollesse, tantôt avec une énergie qui vient de la peur ; il y a de violents coups de frein, des démarrages brusques, elle grince. Enfin l'opposition pousse à la roue, fait elle-même de la surenchère, remplit la presse de déclarations insensées, fait des propositions absurdes parce qu'elle se sait irresponsable. Est-ce le but de la Réaction ? Toujours est-il que dans ce climat d'affolement le rôle des libertés devient de plus en plus restreint. Ce n'est pas un Européen, c'est le Démocrate McMahon[6] qui, le 2 février dernier, prononçait un grand discours au Sénat et disait notamment : « Si vous êtes sincères et réalistes, je crois qu'il vous sera difficile de

découvrir pour la liberté un rôle prédominant dans un tel tableau. Pour rester en vie nous nous verrons de plus en plus obligés d'imiter notre rival totalitaire. » Ainsi cette politique commence par supprimer les libertés qu'elle voulait défendre. Était-ce le but ? Certains le disent. Pour ma part, je ne peux que constater le résultat et déplorer qu'il éloigne de vous un nombre d'Européens de plus en plus considérable.

Ce manichéisme vous entraîne à diviser le monde en deux : partout, en France, en Italie, en Extrême-Orient, il y a les bons et les méchants. Les bons sont ceux qui sont passés de votre côté, les méchants ceux qui n'y sont pas du tout ou qui n'y sont pas entièrement. Mais ceux qui sont de votre côté, ceux qui, dans les pays où les communistes existent réellement, atteignent à ce degré d'hystérie où l'absence des communistes a monté votre opinion, ceux-là sont forcément les réactionnaires les plus farouches, parfois même les fascistes. Les citoyens des U.S.A. retrouvent en eux la violence de leur ton mais c'est le seul point sur lequel ils sont d'accord avec eux. D'où cette autre contradiction : c'est que vous soutenez partout les éléments les plus conservateurs, les plus opposés à la liberté démocratique, au progrès social, c'est-à-dire ceux auxquels l'esprit américain est le plus hostile. Vous blâmez profondément le régime monarchique et policier que vous soutenez en Grèce à contrecœur ; de Tchang Kaï-chek[7] vous ne pouvez accepter les méthodes dictatoriales ni la corruption de son gouvernement ; de Franco vous condamnez l'abject régime de dictature et pourtant vous l'aidez à demeurer au pouvoir ; vous êtes anticolonialistes et pourtant vous aidez la France à défendre ses colonies indochinoises. Vous avez dénoncé avec indignation les motifs intéressés qui dictaient la politique anglaise en Palestine. Mais lorsque l'Angleterre résigne son mandat, vous tombez dans le

désarroi, vous abandonnez les intérêts israéliens que vous aviez toujours défendus et vous soutenez ceux des Arabes que vous abandonnez ensuite. Votre morale est généreuse et puritaine et vous faites une politique qui contredit votre morale ; vous la faites avec mauvaise conscience, avec le sentiment qu'une malédiction pèse sur vous. Mais là n'est pas tant la question : ce qu'il y a, c'est que l'adresse soviétique ne vous laisse partout d'autre appui que les minorités oppressives. La consigne des communistes est de défendre dans le monde entier la cause des opprimés et des exploités, quitte à les abandonner si l'intérêt russe l'exige. Ils seront toujours du *bon* côté, soutenant les revendications des paysans misérables de la Corée du Sud aussi bien que celles des petits propriétaires démocrates de Sicile ; ce sont eux qui font signer dans le monde entier des pétitions contre Makronissos[8]. À cela vous répliquez — et vous avez raison — qu'il existe en U.R.S.S. aussi un régime concentrationnaire. Mais qu'importe le régime pénitentiaire russe au paysan coréen qui meurt de faim et même à l'ouvrier français sous-alimenté dont le P.C. soutient une juste grève ? Vous ne persuadez que ceux qui sont déjà convaincus. Le résultat ? C'est que l'U.R.S.S., sans bouger, sans se compromettre, peut si elle veut et où elle veut déchaîner ou appuyer des troubles, des révoltes, des révolutions ou des guerres civiles : le communisme a gagné dans beaucoup de pays les sympathies d'un tiers ou une moitié de la population civile. Mais, comme vos partisans ne sont pas assez nombreux ni toujours assez forts pour se défendre, comme ils ne se soutiennent que par votre aide, vous ne pouvez les aider que par une intervention manifeste. Si Franco est admis à l'O.N.U. et si les Espagnols tentent de le renverser, que ferez-vous donc ? Irez-vous jusqu'à le défendre ? Vous voilà entraînés dans le cycle infernal qui conduit à vous battre en Corée

contre les Coréens du Nord au milieu d'une population dont les sentiments pour ses défenseurs sont pour le moins douteux, simplement parce que vous n'avez pas su arracher les Sudistes à leur condition par des réformes agraires quand vous étiez tout-puissants et parce que vous n'avez pas, par la suite, abordé franchement le problème de l'unité coréenne de peur que les communistes du Nord ne l'emportent dans tout le pays.

Ceci nous ramène à la guerre. Car, faute d'avoir une doctrine expansive et dynamique, faute d'avoir des alliés farouches et capables, en chaque pays, de se défendre eux-mêmes, force est bien que vous menaciez à contrecœur de la seule arme dont vous disposiez vraiment : la bombe. Mais c'est trop et ce n'est pas assez. C'est trop parce que vous ne pouvez le faire sans déchaîner la guerre mondiale ; ce n'est pas assez parce que, justement, l'adversaire sait qu'il se trouverait des millions de gens dans votre propre pays et chez vos alliés même pour protester contre son usage et qu'il peut, en conséquence, se permettre d'aller très loin avant que vos menaces ne se réalisent.

De là vient cet autre paradoxe : les États-Unis ont été longtemps la nation la plus pacifique du monde. Récemment encore, un professeur de la faculté de droit de Lyon, Jacques Lambert, pouvait écrire[9] : « Pacifisme, isolationnisme, idéalisme, rationalisme sont des traits caractéristiques de la puissante tradition américaine » ; les Russes, par contre, ne sont pacifistes ni par tradition ni par doctrine. Et, par un surprenant renversement, voici que ce sont les U.S.A. qui parlent tout le temps de guerre et que c'est l'U.R.S.S. qui parle de paix. Je sais que c'est une manœuvre ; je sais que l'appel de Stockholm et le Congrès de la Paix[10] sont des armes. Reste que la position du gouvernement soviétique et le fait qu'il n'intervient jamais directement parce qu'il n'a jamais besoin d'intervenir, lui

permettent de rallier les pacifiques au lieu que les U.S.A. n'ont pas su se servir dans la guerre froide de ces armes offensives : le progrès social et la paix. L'appel de Stockholm est un leurre mais puisqu'il se trouve chez vous des gens pour parler de la bombe atomique dès l'entrée de vos troupes en Corée, fût-ce en annonçant qu'on ne s'en servira pas pour le moment, c'est vous qui lui donnez des signataires.

C'est ainsi que nous vous voyons, d'Europe, glisser à contrecœur vers un conflit catastrophique parce que les circonstances de votre politique intérieure, votre opinion publique et les moyens de votre politique extérieure ne vous permettent plus de *vouloir* la paix. Peut-être aurez-vous déjà décidé la guerre, demain, quand j'enverrai ce papier. Et pourtant nous sommes nombreux ici à nous demander si cette guerre est possible et si l'attitude de l'U.R.S.S. la rend nécessaire. Mais ce qui compte aujourd'hui, ce n'est pas ce que nous croyons mais ce que vous croyez. Et c'est pourquoi, je pense, tant d'Américains, parmi ceux qui veulent la paix, se désolent de voir votre presse tantôt sous-estimer et tantôt exagérer les ressources, le potentiel industriel et militaire, le moral de l'U.R.S.S. À vrai dire, là aussi, règne la plus grande incertitude. Le 28 janvier 1950, le professeur Harold Urey[11] a déclaré au cours d'un dîner officiel : « Il est possible que nous ayons perdu déjà la course aux armements. » Et M. Drew Pearson[12] se déclarait, peu de jours auparavant, certain que les Russes possédaient le secret de la bombe à hydrogène. Mais au mois de décembre 1949, l'amiral William Standley affirmait[13] : « La Russie n'est tout simplement pas préparée à la guerre. L'industrie russe comme l'arrière-pays et le peuple russe ne sont pas en position de combattre. » Et différents journaux ont développé alors le thème que l'U.R.S.S. n'était pas en mesure de se

défendre. Mais tout de même il semble qu'en général on ait tendance chez vous à sous-estimer le potentiel militaire des Russes qui ont *actuellement* sur pied la meilleure armée du monde et à surestimer les effets de la bombe atomique. La Chine ne paraît pas propice à son utilisation et les industries soviétiques sont difficilement accessibles ; si, en cas de guerre, les armées rouges envahissaient l'Europe et contraignaient nos industries à travailler pour l'armement, ne seriez-vous pas détournés de jeter vos bombes sur nous par un fort courant de votre opinion et par les nécessités ultérieures de la reconstruction ? Ces Américains se demandaient avec angoisse, au contraire, si la concentration industrielle des États-Unis ne les rendrait pas beaucoup plus vulnérables.

Tout cela, vous le savez bien mieux que moi et c'est ce qui me donne de l'espoir. Vous n'ignorez pas non plus les fissures du bloc atlantique ; l'énergique refus que les Allemands ont opposé à ceux qui veulent les réarmer, les résistances françaises en cette même occasion, l'attitude que viennent de prendre le gouvernement anglais et la Chambre des Communes à l'occasion d'une fausse interprétation des déclarations du président Truman[14], tout cela n'a pas échappé même à vos journaux, qui ont adopté ces derniers jours un ton fort maussade pour parler de l'Europe. Et vous savez en outre que dans divers pays occidentaux le pourcentage d'électeurs votant pour le parti communiste varie entre 25 et 35 %. Cela rend la mobilisation européenne fort aléatoire, surtout si l'on pense qu'elle s'effectuera sous la menace des 25 divisions russes qui stationnent actuellement en Allemagne, l'arme au pied ; par la suite, si nous sommes occupés, une résistance organisée aura peu de chances d'être efficace : du temps de l'occupation allemande, 90 % de la population était complice des Résistants ou tout au moins neutre ; tout au contraire, en cas de débarquement[15], la

résistance des communistes européens risquerait d'être très efficace ; d'ailleurs vous savez parfaitement bien que nous sommes hors d'état, dans les circonstances présentes, de résister à une invasion russe puisque, précisément, vous avez dit et répété qu'il faudrait plusieurs années pour mettre sur pied une armée européenne. Tout récemment M. Churchill a fait remarquer que même dans deux ans, cette armée ne serait pas encore de taille à se défendre. Vous ne sauriez donc *vouloir* faire la guerre demain ou après-demain puisqu'elle aurait pour résultat immédiat de souder en un énorme continent l'U.R.S.S., l'Asie et une Europe occupée et exploitée et que c'est justement ce résultat que les bellicistes veulent éviter par la guerre. Alors, pourquoi faire grise mine à vos alliés d'Europe ? Pourquoi leur reprocher leur défaitisme ? Leur lâcheté ? Déclarer la guerre *aujourd'hui* à la Chine, ce serait pratiquement les abandonner à l'occupation russe. Et, lorsque vous nous demandez de vous suivre en ce moment, au moment même où vous acheminez vers l'Asie les armes et les hommes que vous nous destiniez — est-ce que ça ne revient pas à nous demander de nous battre à vos côtés mais de nous résigner à l'occupation que vous prétendiez nous éviter ?

Et après ? Après, beaucoup de temps s'écoulera avant que vous ayez une armée capable d'effectuer un débarquement sur cet immense continent, avant que la reconversion de votre industrie soit achevée. *Pour l'instant*, faire la guerre revient à la déclarer, à laisser envahir l'Europe et à effectuer quelques bombardements qui ne parviendront pas sans doute à miner le moral des Russes. Donc, je me rassure : vous ne voulez, vous ne pouvez vouloir que la paix. Et pourtant…

Pourtant ceux qui, chez vous, militent en faveur de la guerre, ceux qui croient que l'aviation suffira à la gagner, ceux-là disent

que la guerre est *nécessaire,* que les Soviets la veulent, que le temps travaille pour l'U.R.S.S. Cela revient à dire : si vous ne commencez pas les hostilités, la Russie les commencera elle-même et à son heure. Mais *qu'en savez-vous ?* Nous autres, Européens, nous n'avons que des indices et nous pouvons les interpréter de cent façons différentes selon nos intérêts ou nos inimitiés. Mais vous, êtes-vous mieux renseignés que nous ? Le président Truman signalait en 1948 l'existence d'un parti de la paix en U.R.S.S., il laissait entendre que Staline lui-même serait désireux de créer une détente dans la situation internationale mais qu'il était « prisonnier du Politburo ». Qu'est devenu ce parti de la paix ? On n'en parle plus. Était-ce une erreur du président ? La même année, Forrestal[16] demandait au Congrès : « Devons-nous nous préparer l'année prochaine ou même le mois prochain, lorsque les riches butins de l'Italie du Nord, de la Ruhr, de la Suède et de la France pourront être tombés entre les mains de l'agresseur ? Non, nous devons nous préparer tout de suite. » On citerait cent exemples : deux interprétations de la politique soviétique ont toujours coexisté dans les milieux officiels américains ; selon la première, rooseveltienne, il fallait prendre au sérieux les déclarations réitérées de Staline sur la possibilité pour le système capitaliste et pour le système communiste de coexister sans se détruire ; selon la seconde, « tout effort des Russes afin d'aboutir à une trêve dans la guerre froide doit être considéré comme une manœuvre destinée à gagner du temps en vue d'une offensive nouvelle (Associated Press, 3 janvier 1949) ». Comment décider et qui décidera tant qu'on n'aura point *essayé* ce règlement général à quatre ou à cinq dont on parle périodiquement ? Ou, si l'on préfère, refuser même d'envisager cette discussion, n'est-ce pas avoir *déjà* décidé ? Les Russes ont-ils lâché les Coréens du Nord comme une meute sur les

Coréens du Sud ? Ou simplement n'ont-ils pas empêché le conflit d'éclater ? Et pouvaient-ils l'empêcher sans compromettre leur position dans le monde asiatique[17] ? Après tout, les Coréens du Nord avaient sinon des excuses du moins des motifs suffisants pour passer à l'attaque : anticolonialisme exalté par les victoires de Mao Tsé-toung, échec des pourparlers pour l'unification de la Corée, caractère artificiel de la ligne qui coupait en deux la Corée, misère du Sud, provocation de Syngman Rhee[18], révoltes locales des paysans sudistes. Mao Tsé-toung ne voyait certes pas d'un mauvais œil cette agression puisque la Corée a toujours été le chemin d'invasion du continent chinois. L'U.R.S.S. pouvait-elle *seule* s'opposer à la tentative coréenne ? N'eût-elle pas éveillé la méfiance de son partenaire chinois qui eût considéré son intervention comme une tentative des Blancs pour s'immiscer dans des affaires qui ne concernaient que les Jaunes ? Je l'avoue : je ne vois pas de *preuve* d'une manœuvre soviétique ; tout au contraire je constate que la presse soviétique s'est montrée pendant toute la campagne coréenne d'une relative modération et que l'U.R.S.S. a passé l'éponge sur l'affaire de l'avion soviétique abattu par des avions américains. On dit chez vous : « Ballon d'essai. Elle a provoqué l'agression coréenne et puis, intimidée par notre réaction, elle a laissé tomber ses alliés. » C'est possible. Mais alors c'était un bien mauvais calcul puisqu'elle ne pouvait ignorer que le général MacArthur n'attendait qu'un prétexte pour protéger Formose contre un débarquement des communistes chinois, pas plus que le climat des États-Unis à l'époque ou que les discours de M. Dulles à Séoul (juin 1950)[19]. Pourtant vous n'avez pas hésité à attribuer toute l'affaire aux Soviets. Les armées du général MacArthur ont franchi le 38e parallèle sans tenir le moindre compte des avertissements chinois, pas plus que les conseillers du

président Truman n'ont jugé bon de prendre en considération ceux de la Grande-Bretagne. Ne savait-on pas l'importance que la Chine attache à la Corée ? Croit-on qu'il suffisait pour la rassurer de lui donner quelques apaisements ? Ne s'était-elle pas inquiétée depuis longtemps de la politique américaine dans le Pacifique ? Pouvait-on lui demander de ratifier les décisions de l'O.N.U. puisqu'on l'en excluait ? Voilà suffisamment de *raisons* pour expliquer que Mao Tsé-toung ait pris seul la décision d'intervenir. Pourtant votre opinion s'en prend à l'U.R.S.S. Pourtant des responsables suggèrent qu'on aille jeter des bombes sur la Russie soviétique. N'est-ce pas que la psychose antisoviétique s'est développée à un tel point que vous attribuez à l'U.R.S.S. la responsabilité de tout ce qui se produit dans le monde ? Le seul moyen d'éviter ces interprétations qui, si elles ne sont pas fausses, ne sont du moins basées sur aucun fondement, c'est d'essayer *s'il en est temps encore* un règlement général des problèmes internationaux.

C'est alors que vous posez la question : à supposer que l'U.R.S.S. ne soit pas elle-même déterminée à la guerre, est-il même possible de trouver les bases d'une entente avec elle ? Nos intérêts ne sont-ils pas opposés *partout ?*

Mais ce qui stupéfie, au contraire, c'est que la guerre vers laquelle nous nous acheminons offre une image bien différente de celles des autres guerres : à l'ordinaire on se bat pour des conflits d'intérêt qu'on camoufle sous des disputes idéologiques ; cette fois-ci on se battra pour des conflits idéologiques camouflés sous des oppositions d'intérêt. Puisque la guerre froide réalise la division du monde en deux systèmes autarciques qui parviennent à fonctionner, elle prouve que la coexistence de ces systèmes est possible dans la paix. Lorsque vous nous dites que l'U.R.S.S. a des visées impérialistes qu'il faut contenir par la terreur, vous entendez

donc qu'ils ne sont pas inéluctablement poussés à cet impérialisme par leur économie. Ainsi vos arguments mêmes prouvent que vous pensez au fond ce que vous dites souvent : c'est que la coexistence des deux systèmes est économiquement possible. Seulement votre politique s'inspire d'un idéalisme passionnel et abstrait plutôt que de la connaissance réaliste de vos intérêts. Lorsque les États-Unis soutenaient Tchang Kaï-chek, maître de la Chine, rien de plus naturel, de plus réaliste, de plus conforme à leur politique traditionnelle. N'est-ce pas John Hay[20] qui formulait, il y a bien longtemps, le dogme de votre politique dans le Pacifique : « Au cours des siècles à venir, les relations entre les deux rives du Pacifique exerceront une influence prépondérante sur la situation dans le monde entier. » Pourtant vous n'aimiez ni la politique ni l'entourage de Tchang Kaï-chek, ni la corruption de ses fonctionnaires, ni sa vague idéologie dictatoriale. Mais le même réalisme devait vous imposer de vous rapprocher de Mao Tsé-toung, bien que vous n'aimiez ni son idéologie ni ses réformes sociales. Que vous continuiez à soutenir Tchang Kaï-chek quand il ne représente plus rien, c'est ce qui montre le mieux la psychose anticommuniste et la crispation dans l'abstrait d'une politique uniquement *négative*. Idéalisme aussi, idéalisme pur, toutes ces spéculations sur un super-État, tout ce machiavélisme qui vise à établir la domination mondiale des États-Unis : c'est une rêverie qui veut se faire prendre pour un cynisme, pour une vision claire des nécessités. Mais le *vrai* réalisme, c'est celui de Walter Lippmann[21] lorsqu'il déclare en mars 1950 : « Nous avons pris trop d'engagements, nous avons employé des mots tellement plus forts que nos actions. Maintenant nous sommes dans le pétrin et dans l'obligation… de vivre internationalement dans la limite de nos moyens. » Et en juin, juste avant qu'éclate le conflit coréen qui

allait opposer les États-Unis à *toute* l'Asie : « Le continent asiatique se trouve en dehors des limites de la puissance américaine effective ; Nous ne sommes pas en mesure de renverser Mao Tsé-toung. » Ici, donc, la seule politique à tenir, c'était celle que l'U.R.S.S. — pour de tout autres raisons — souhaitait que vous teniez ; mais il a suffi précisément qu'elle le souhaite pour vous en détourner. Sans doute ne fallait-il pas trop espérer qu'on développerait, en admettant la Chine communiste à l'O.N.U., une sorte de titisme chinois. Mais cet espoir est encore un espoir de guerre, un rêve de ce machiavélisme abstrait qui veut que toutes les démarches politiques se tournent, directement ou indirectement, à brève ou à longue échéance, contre l'U.R.S.S. Il n'y avait pas besoin de recourir à ces romans-feuilletons ni d'imaginer que l'U.R.S.S. demandait cette admission pour qu'on la lui refusât et qu'il fallait en conséquence lui accorder ce qu'elle demandait (dans la guerre froide, l'acquiescement devient manœuvre offensive) ; mais, tout au contraire, il suffisait de tirer la leçon des faits, de renoncer aux chimères, de comprendre que la reconnaissance du gouvernement chinois était le seul moyen qui vous restât de demeurer présent en Asie ; il fallait, vis-à-vis de la Russie, s'inspirer de ce principe *réaliste* et concret : donner, même à un adversaire, ce qu'il est de notre intérêt de lui donner vaut mieux que de lui refuser au risque de nous nuire ce qu'on sera contraint plus tard de lui abandonner. Non : si vous aviez accueilli Mao Tsé-toung à l'O.N.U., la Russie ne s'en fût pas trouvée affaiblie mais, tout simplement, « les rapports des deux rives du Pacifique » se seraient améliorés et la guerre de Corée n'aurait sans doute pas eu lieu.

Veut-on d'autres exemples d'abstraction ? Qu'on prenne le pacte Atlantique ; qu'on prenne le réarmement allemand. Là

comme ailleurs les oppositions s'évanouissent dès que l'on considère la situation sous son aspect concret. Car enfin il est abstrait, ce pacte Atlantique ; et nous avons vu qu'il ne peut être effectif avant de longues années. Si la guerre éclatait demain, il n'aurait d'autre résultat que « d'engraisser l'agresseur avec les riches butins de l'Italie du Nord, de la Ruhr, de la Suède et de la France ». En attendant, il irrite les Russes plus qu'il ne les inquiète : il a eu pour effet immédiat de précipiter tous les partis communistes européens dans une opposition irréductible et de les amener à s'opposer par tous les moyens à la reconstruction européenne ; il a divisé en deux camps ennemis toutes les démocraties de l'Ouest — sauf l'Angleterre où le P.C. est relativement inexistant ; de toutes, il a fait des Allemagnes coupées en deux et prêtes à se déchirer en cas de guerre dans des luttes intérieures. Du coup chacune de ces nations, au lieu d'être une ouverture contre la guerre, devient *elle-même risque de guerre*. Et les États-Unis s'en rendent si parfaitement compte que, dans le moment où ils nous jettent dans la guerre tiède, ils se détournent de leurs alliés, ils les abandonnent pour se battre dans le Pacifique. L'Europe de l'Ouest ne peut servir de zone-tampon entre l'Amérique et l'U.R.S.S. que si elle n'appartient ni à l'une ni à l'autre. Si l'une et l'autre sont de bonne foi, elles peuvent s'entendre pour favoriser la reconnaissance d'une Europe indépendante sur des bases largement sociales. Sinon, on y verra enfin clair. Mais, dira-t-on, cette solution favorise finalement l'U.R.S.S. puisqu'elle laisse en chaque État un puissant parti communiste. Mais là encore la réponse est abstraite : car *il y est déjà*, ce parti communiste, et aucune mesure terroriste ne pourra l'en extirper puisqu'il s'identifie, en gros, avec le prolétariat. Et dans les circonstances actuelles, l'anticommunisme nerveux, inquiet,

incertain qui se développe en certains milieux réactionnaires et sur lequel vous cherchez à vous appuyer, outre qu'il a tout juste la force d'allumer une guerre civile, ne s'accompagne même pas d'une confiance sans réserve en votre aide. Chez nous, vous le savez, le réarmement allemand, la guerre de Corée, sinon à ses débuts du moins dans ses derniers développements, ont éveillé le doute et le trouble jusque dans le camp de vos partisans. Votre générosité qui est profonde et réelle et qui avait suscité, il y a peu de temps, notre enthousiasme, a paru, ces derniers mois, trop souvent intéressée pour qu'on vous garde une reconnaissance sans mélange. À partir du moment où vous cesserez de voir en nous des soldats, vous retrouverez des amis ; neutres, mais décidés à résister à *toute* agression — nous serions plus utiles à la cause de la paix que, belliqueux sans moyens, nous ne le sommes à la cause de votre guerre. La tension internationale, je crois bien qu'elle a tué nos vieux partis socialistes. Ce sont eux qu'une détente durable permettrait de reconstituer sous une forme nouvelle ; ce sont eux qui pourraient lutter contre les partis communistes, non pas d'en haut, en essayant vainement de les dissoudre, mais par en bas, sur le terrain de la classe ouvrière et du paysannat, par une politique démocratique et sociale.

Et l'Allemagne ? N'est-elle pas abstraite, cette division en zones, cette ligne radicale qui la coupe en deux ? N'est-il pas abstrait, ce projet de réarmer la moitié d'une nation qui ne veut pas se laisser faire parce qu'elle sait bien qu'elle commencerait, en cas de guerre, par se battre contre l'autre moitié ? Que craignez-vous ? Vous avez assez souvent répété qu'il y avait en zone russe une opposition quasi universelle au régime communiste et que la présence de l'Armée rouge empêchait seule cette opposition de s'exprimer. Le réalisme consiste-t-il à maintenir une occupation qui exaspère les

deux moitiés de l'Allemagne l'une contre l'autre et contre les occupants, qui rend toujours plus difficile le retrait des troupes alliées ? Ne faudrait-il pas, au contraire, dans la perspective d'un règlement général, discuter la date et les conditions d'une évacuation de *toute* l'Allemagne par *toutes* les armées d'occupation ? Ne faudrait-il pas chercher à établir en commun les moyens de garantir la liberté des futures élections allemandes ?

Je n'ai voulu que donner des exemples : je n'ai pas qualité pour présenter un plan général et cela risquerait de paraître comique. Qui suis-je pour faire des suggestions et à qui les ferais-je ? Mais ce que chacun a le droit d'indiquer, c'est l'état d'esprit dans lequel il souhaite que des négociations soient entreprises. La meilleure chance de la paix, ce serait encore que vous vous mettiez à la vouloir et à y croire ; que vous repreniez confiance dans la démocratie, dans les pouvoirs sociaux chez vous et au-dehors, que vous souteniez partout non l'anticommunisme le plus étroit mais les forces progressistes et démocratiques. Chaque jour davantage, vous donnez raison à l'U.R.S.S. qui prétend qu'aucune voie n'est possible entre le régime communiste et la réaction capitaliste la plus aveugle ; vous et les Russes donnez à choisir au monde entre des cyniques et des forcenés. Il y a encore chez vous une puissante minorité qui estime que l'idéologie démocratique n'est pas épuisée, qu'elle retrouvera sa force d'expansion si elle sait s'adapter aux conditions nouvelles. Si cette minorité pouvait augmenter à la faveur des conditions actuelles, s'il se pouvait qu'un jour elle devînt la majorité, le monde entier reprendrait confiance en vous et votre gouvernement pourrait enfin tenter la politique du « risque calculé » : celle qui consiste à risquer non la guerre mais la paix. Voilà ce que beaucoup de Français et d'Européens souhaitent ; voilà ce qu'ils n'ont jamais l'occasion de dire aux Américains. Je

crois qu'ils seront reconnaissants à *The Nation* d'avoir permis à l'un d'entre eux d'exprimer son point de vue aux États-Unis. Ces contacts, ces libres discussions, s'ils se multipliaient, deviendraient eux aussi une chance de paix, si minime soit-elle.

Décembre 1950

APPENDICES

NOTES DE L'ÉDITRICE

L'artiste et sa conscience

1. Dans « Le prolétariat comme héros et comme rôle » (*T.M.* n° 56, juin 1950). Harold Rosenberg (1906-1978), peintre et essayiste américain, marxisant, partisan de l'expressionnisme abstrait.

2. Dans *La Psychologie de l'Art, II,* « La création artistique », Genève, Skira, 1948.

3. « Sitôt qu'il y a dans le monde des connaisseurs de chevaux, on voit apparaître des coursiers remarquables. C'est qu'il y a toujours eu de tels coursiers, mais les connaisseurs sont bien rares », citation de Han Yu, philosophe chinois du IXe siècle, mise en épigraphe par Jean Paulhan pour le chapitre V, 2e partie des *Fleurs de Tarbes ou La Terreur dans les Lettres* (Gallimard, 1941) ; réflexion subtile sur le rôle de la rhétorique en littérature, l'ouvrage a suscité, entre 1949 et 1950 dans les pages des *Cahiers du Sud*, sept séries de commentaires de divers auteurs, dont un article de René Leibowitz, qui annexe le terme de « rhétorique » à son propos sur la musique (« La rhétorique d'Arnold Schoenberg », 1949).

4. Vincent d'Indy (1851-1931), compositeur, pédagogue et chef d'orchestre. Sartre n'y fait pas allusion par hasard : les préoccupations morales et politiques de ce théoricien n'étaient pas absentes de son enseignement musical,

d'un classicisme rigoriste. L'œuvre citée est *Symphonie sur un chant montagnard français* (1886).

5. André Fougeron (1913-1998) a été le peintre favori du parti communiste après la guerre, modèle de réalisme socialiste selon Louis Aragon.

6. Il a sans doute échappé à Sartre que René Leibowitz utilise lui-même fréquemment cette expression : « Le nombre toujours croissant de compositeurs dodécaphonistes prouve l'authenticité du nouveau langage musical… » (*L'Arche* n° 20, octobre 1946).

7. La Tennessee Valley Authority fut instituée en 1933 par le président Franklin Roosevelt pour mettre en valeur la vallée du Tennessee.

8. Note de Sartre : « Discours du 17 août 1934, au I^er^ Congrès des écrivains soviétiques. » Rappelons qu'Andreï Jdanov (1896-1948), membre du Bureau politique soviétique, était chargé de veiller à l'orthodoxie de l'idéologie communiste ; il imposera aux « partis frères » le réalisme socialiste dans les lettres et dans les arts.

9. Cité par Jean-René Bazaine, peintre et critique d'art (1904-2001), dans « Jeune peinture », *N.R.F.*, n° 340, juin 1942.

10. Gérard, marquis de Lally-Tollendal (1751-1830), délégué de la noblesse aux états généraux en 1789.

Faux savants ou faux lièvres

1. Pour l'impression de cette préface dans *S., VI* en 1964 Sartre a supprimé le point d'interrogation qui ponctuait le titre.

2. *Humanisme et terreur, Essai sur le problème communiste,* de Maurice Merleau-Ponty, a été publié en 1947 (Gallimard, Les Essais), après leur parution dans les *T.M. (*octobre et novembre 1946, janvier 1947) sous le titre « Le yogi et le prolétaire ». Réfutant l'idée admise chez les anticommunistes que les procès de Moscou de 1937-1938 contre les opposants à la politique économique de Staline, en particulier contre Nikolaï Ivanovitch Boukharine — qui fut condamné et exécuté —, n'avaient été que violence arbitraire, Merleau-Ponty tentait de les comprendre du point de vue de la logique révolutionnaire. On l'accusa de les justifier.

3. Boris Alexandrovitch Tchaguine (1899-1987) : *L'Esprit de parti en philosophie et l'objectif bourgeois* (Éditions sociales, 1950).

4. Dans *Misère de la philosophie,* Éditions Costes, 1950.

5. Dans *Histoire et conscience de classe* (1923), recueil de huit essais. Georg Lukacs (1885-1971), écrivain communiste hongrois, théoricien du marxisme et

historien de la littérature, dut renier ce livre peu après sa parution ; il ne fut entièrement publié en France qu'en 1960, aux Éditions de Minuit.

6. August Bebel (1840-1913), homme politique et théoricien allemand, social-démocrate. Son principal ouvrage : *La Femme et le socialisme* (1883).

7. « La réification et la conscience du prolétariat », in *Histoire et conscience de classe*. Ce n'est pas sans ironie que Sartre applique à la société stalinienne la description des relations humaines « réifiées » que Lukács attribue au seul monde capitaliste. De ce dernier avait été publié en France *Existentialisme ou marxisme ?* (Nagel, 1948) ; l'ouvrage ainsi que des conférences qu'il prononça sur le sujet attaquaient l'existentialisme avec des arguments très convenus en leur opposant la théorie léniniste de la connaissance. Le concours qu'il offrait ainsi aux assauts injurieux des staliniens du P.C. français contre l'auteur de *L'Être et le Néant* n'épargna pas à Lukacs l'accusation de « cosmopolitisme » de la part des cerbères culturels de son propre pays : l'année suivante, il dut faire de nouveau son autocritique pour l'ensemble de son œuvre.

8. Craignant la contagion du « titisme », le gouvernement soviétique suscita une grande vague de procès dans les démocraties populaires ; les chefs d'accusation étaient sans fondement avéré, les aveux des inculpés surprenants — fidélité envers et contre tout à l'idéal de la Révolution, ou torture ? Les noms cités par Sartre sont ceux de dirigeants de ces pays qui en furent les victimes : le ministre de l'Intérieur albanais Kotchi Dzodze, condamné à mort pour titisme, exécuté en juin 1949 ; Wladyslaw Gomulka, accusé de « déviation nationaliste et droitière », relevé de ses fonctions de secrétaire général du parti communiste polonais puis destitué de la vice-présidence du Conseil, sera malgré son autocritique emprisonné de juillet 1951 à avril 1956 ; László Rajk, ministre des Affaires étrangères hongrois, est condamné à mort en septembre 1949 pour espionnage au profit des U.S.A. et titisme, pendu le mois suivant ; Traïcho Kostov, vice-président du Conseil bulgare, destitué en avril 1949 ; convaincu de trahison, il est revenu courageusement sur ses aveux extorqués mais n'en sera pas moins condamné à mort et pendu en décembre 1949. Ils ne seront pas les seuls. Ce n'est qu'en 1968 que seront révélées les méthodes de coercition, à la fois brutales et perverses, des interrogatoires : voir *L'Aveu,* d'Artur London, ancien vice-ministre des Affaires étrangères tchèque, rescapé du « procès Slansky » (Gallimard, 1968) ; Le livre sera adapté pour l'écran par Constantin Costa-Gavras (1970).

9. *Le Soulier de satin ou Le pire n'est pas toujours sûr* est, rappelons-le, le titre complet du drame de Paul Claudel (1929).

10. Mikhaïl Pokrovsky (1868-1932), bolchevik de la première heure, a écrit une histoire marxiste de la Russie.

11. Les Yougoslaves Makso Batché et Melentije Popovitch ont tous deux écrit sur la campagne russe contre Tito. Un article du premier publié en

novembre 1949 dans *Le Communiste,* revue du parti communiste yougoslave, explique l'attitude de l'U.R.S.S. envers les autres pays socialistes par l'état intérieur de la société soviétique ; le second, dans une brochure intitulée *Des rapports économiques entre États socialistes* (Le Livre yougoslave, 1949), dénonce l'exploitation économique par l'U.R.S.S. des pays satellites, plus faiblement développés. Les deux écrits sont largement cités par Louis Dalmas dans son ouvrage.

12. Viatcheslav Mikhaïlovitch Skriabine, dit Molotov (1890-1986), qui conclut en août 1939 le pacte germano-soviétique, fut commissaire du peuple aux Affaires étrangères jusqu'en mars 1949 ; Nikolaï Voznessenski, né en 1903, vice-président du Conseil soviétique, auteur du IV^{e} plan quinquennal, fut limogé en même temps que Molotov ; condamné pour « subjectivisme », il sera exécuté en 1950.

13. Il s'agit de Kotcha Popovitch, chef d'état-major général de l'armée yougoslave. Citation extraite de *Révision du marxisme-léninisme au sujet de la guerre de libération en Yougoslavie* (Le Livre yougoslave, 1949).

14. *De la démocratie populaire en Yougoslavie* (Le Livre Yougoslave), cité par L. Dalmas. Edvard Kardelj, compagnon de Tito, vice-président du Conseil, est le principal théoricien du communisme yougoslave.

15. Karl Kautsky (1854-1938), théoricien socialiste allemand, ancien secrétaire de Friedrich Engels ; Georghi Plekhanov (1856-1918), théoricien communiste russe, fut l'ami de Lénine ; il désapprouva la prise de pouvoir par les révolutionnaires en 1917.

Introduction à Portrait de l'aventurier

1. « Crée de toi, impatiemment, ah ! le plus irremplaçable des êtres » (André Gide, *Les Nourritures terrestres* (1897).

2. Outre son livre-pamphlet contre Henri Bergson (voir « Qu'est-ce que la littérature ? », note 113, édition de 2013), Georges Politzer, philosophe communiste, a publié *Critique des fondements de la psychologie* (Rieder, 1928) ; délaissant la philosophie, il a fourni dans les années trente aux *Cahiers du bolchevisme* des articles tels que « La grande presse, les oligarchies et les propositions financières du parti communiste » (20 mai 1937).

3. Franz Kafka, *Récits et fragments narratifs*. Voir *O.C.*, t. II, Gallimard, Bibl. de la Pléiade, 1980, p. 626.

4. Voir *La Condition humaine*, d'André Malraux (Gallimard, 1933). Sartre avait été séduit par ce passage dix ans auparavant : il le cite dans *Carnets de la drôle de guerre* (Gallimard, 1995).

5. Dans *La Voie royale* (Grasset, 1930).

6. Éd. Morihien, 1947. Sartre travaille à une préface aux œuvres de Jean Genet à cette époque, qui se transformera en volume séparé, *Jean Genet, comédien et martyr* (Gallimard, 1952).

7. Dans *Les Réprouvés* (Plon, 1931), récit autobiographique d'Ernst von Salomon (1902-1972) ; c'est le moins célèbre, en France tout au moins, des trois aventuriers-écrivains dont parle Roger Stéphane ; de formation militaire, ultranationaliste dès sa jeunesse, il éprouva douloureusement la défaite de son pays en 1918 ; il fut en 1922 complice de l'assassinat de Walther Rathenau, ministre des Affaires étrangères allemand, auquel il reprochait d'avoir pris son parti des exigences alliées du traité de Versailles ; il participa à d'autres actions guerrières mais tourna le dos au nazisme ; pris par l'écriture à sa sortie de prison, il pensait ses aventures en même temps qu'il les vivait, comme les personnages de Malraux, comme Lawrence d'Arabie.

8. *La Condition humaine (op. cit.)*.

9. Malraux, *Les Conquérants* (Grasset, 1928).

10. *La Condition humaine (op. cit.)*.

11. Malraux, *L'Espoir* (Gallimard, 1937).

12. *Ibid.*

13. Voir *Les Conquérants (op. cit.)*. Sartre reprend ici la citation telle que l'a transcrite Roger Stéphane. Dans le roman on lit : « sans la hantise de la vanité du monde ».

14. *Ibid.*

15. Le « chiffre », c'est-à-dire ici : le signe secret.

16. T. E. Lawrence, *Lettres,* Gallimard, 1948 (lettre 103, juillet 1918).

17. T. E. Lawrence, *Les Sept Piliers de la sagesse* (Payot, 1936).

De la vocation d'écrivain

1. Léon Groc (1892-1956), journaliste, auteur de romans policiers et fantastiques, de la génération de Souvestre et Allain, les auteurs de la série des *Fantômas* ; ce romancier a beaucoup joué dans ses livres sur le thème de la disparition. *L'Autobus évanoui* fut publié aux Éd. Lafitte en 1914 ; dernière édition : Omnibus (2005).

2. Rainer Maria Rilke, poète autrichien (1875-1926). Voir *Élégies de Duino* (1921-1922).

3. Dans *L'Arrêt de mort* (Gallimard, 1948).

4. Robert Merle, auteur de biographies, essayiste et romancier (1908-2004) ; il a gardé quelque notoriété pour deux de ses romans : *Week-end à Zuydcoote* (1949), qu'Henri Verneuil a adapté pour l'écran en 1964, et *La mort est mon métier* (1952).

5. Jean Lorrain (1856-1906) fut un spirituel chroniqueur mondain, poète, homme de théâtre et romancier. L'inspiration de ses œuvres porte souvent l'empreinte de la drogue, dont il fit grand usage. Citons *Monsieur de Phocas* (1901).

6. Harriet Beecher-Stowe (1811-1896), romancière américaine, auteur, entre autres, de *La Case de l'oncle Tom* (1853).

Gide vivant

1. Une première version de *Corydon* était rédigée dès 1911. Cet essai, dans lequel André Gide défend une certaine forme d'homosexualité, ne fut publié qu'en 1924, contre l'avis de son entourage qu'épouvantait le scandale prévisible.

2. Dans *Voyage au Congo* (Gallimard, 1927), Gide dénonce les faiblesses de l'administration coloniale française et l'exploitation de la population noire par les grandes compagnies concessionnaires.

3. Au début des années trente, Gide voyait dans la révolution russe un espoir de salut pour l'humanité. Il fit en 1936 un voyage en U.R.S.S. pour vérifier si ses sympathies étaient fondées. Ayant exprimé à son retour de sérieuses réserves, il fut vilipendé par toute la gauche communisante (Voir *Retour de l'U.R.S.S.* et *Retouches à mon Retour de l'U.R.S.S.*, Gallimard, 1936 et 1937).

4. « Ce n'est pas impunément que, toute une vie durant, mon esprit s'est exercé à comprendre *l'autre*. J'y parviens aujourd'hui si bien, que le "point de vue" où il m'est le plus difficile de me maintenir, c'est le mien propre » (André Gide, *Journal*, 1941).

Sommes-nous en démocratie ?

1. « Mourir pour Dantzig » : titre ironique, resté longtemps dans nos mémoires, d'un article de Marcel Déat, futur collaborationniste, dans *L'Œuvre* du 4 mai 1939. Dantzig, proclamée « ville libre » par les Polonais à l'issue de la Première Guerre mondiale, était revendiquée par les Allemands. Ce litige servit à Hitler de prétexte pour entreprendre l'invasion de la Pologne, alliée de la France, le 1er septembre 1939.

2. M.R.P. : Mouvement républicain populaire, parti démocrate-chrétien. En avril 1951, une réforme électorale avait été votée ; les larges possibilités d'apparentements qu'elle permettait allaient nuire aussi bien au parti communiste qu'au M.R.P., aux élections législatives du 17 juin.

3. On s'attendait, au moment où Sartre écrivait ces lignes, que le R.P.F., parti du général de Gaulle, ayant peu d'occasions de « s'apparenter », sorte affaibli de ces élections ; il n'en sera rien : le Rassemblement du peuple français comptera quatre-vingt-trois sièges de plus qu'à la précédente assemblée.

Un parterre de capucines et Venise, de ma fenêtre

1. Voici l'emplacement de Marino Faliero, qui fut décapité pour ses crimes.

2. C'est Marino.

3. Personnages éponymes de la pièce de Jean Cocteau (1923). Il y est question de guêpes, non d'abeilles.

4. Roman de Jules Verne (1877).

Réponse à Albert Camus

1. Trissotin et Vadius (le bel esprit et le savant) ; personnages des *Femmes savantes*.

2. « Autant que ce soit moi » : Sartre ne se doutait pas, quand il rédigeait sa « Réponse à Albert Camus », que Francis Jeanson adresserait à ce dernier une réplique personnelle (« Pour tout vous dire… »), qui parut également dans le n° 82 des *T.M.*, en fin de volume.

3. Allusion au héros de *L'Étranger*, puis au *Mythe de Sisyphe*.

4. Cette pièce de François Mauriac, représentée au théâtre de la Madeleine le 9 décembre 1947, ne fut pas très appréciée par la critique.

5. À l'époque où Sartre écrit ces lignes, l'ex-empereur d'Indochine, Bao-Daï, nationaliste, est le rival du communiste Hô Chi Minh.

6. Épouse d'Aristide Boucicaut (1870-1877), propriétaire du grand magasin Le Bon Marché depuis 1852, Marguerite Boucicaut (1816-1887) se consacrait à des œuvres philanthropiques.

7. « Une certaine inconsistance de sa pensée », écrivait Jeanson.

8. Inspiré des idées de Joseph Proudhon, entre autres, le syndicalisme révolutionnaire, de tendance anarchiste, qui prit naissance autour de 1900,

entendait œuvrer parallèlement à l'amélioration de la condition ouvrière et à la transformation radicale de la société.

9. Pierre Hervé, philosophe communiste, dans un article de *La Nouvelle Critique*, revue du Parti, avait insinué très injustement que l'auteur de *L'Homme révolté* ne s'intéressait pas aux victimes du colonialisme.

10. Dès les années trente, par quelques écrits et témoignages individuels, on soupçonnait l'existence de camps de travail forcé en U.R.S.S. L'appel aux organisations d'anciens déportés, de David Rousset, ancien déporté lui-même (novembre 1949), aboutit, après un procès qui lui fut intenté par *Les Lettres françaises* (périodique communiste) — et qu'il gagna —, à établir la réalité et l'ampleur du système concentrationnaire soviétique, grâce à des témoignages décisifs.

11. En mars 1947 à Madagascar, des émeutes indépendantistes furent brutalement réprimées.

12. Sartre fait erreur. On ne trouve l'expression « liberté sans frein » ni dans la lettre de protestation d'Albert Camus « au directeur des *T.M.* » ni dans *L'Homme révolté*. Cependant, dans le chapitre de son essai consacré à la révolte historique, Camus a écrit : « Le réalisme politique, à ce degré, n'est qu'un romantisme sans frein. » Autres expressions relevées dans l'essai : liberté totale, liberté frénétique, liberté sans merci, liberté absolue, la liberté la plus extrême.

13. Roger Troisfontaines, philosophe catholique ; *Le Choix de Jean-Paul Sartre* (Aubier, 1945).

14. *Clinamen* (latin) : déviation. Selon le philosophe Épicure (340-270 av. J.-C.), les atomes, qui sont d'espèces différentes, ont un poids qui les entraîne vers le bas ; ils ne devraient donc pas se rencontrer mais certains d'entre eux, déviant si peu que ce soit de leur trajectoire, se combinent pour former divers êtres et choses sensibles.

15. De Georges Bataille voir *L'Expérience intérieure* (Gallimard, 1943) et, dans *Situations, I,* édition de 2010, « Un nouveau mystique », étude de Sartre sur cet ouvrage.

16. Mallarmé, notes pour *Igitur* (voir *Œuvres complètes*, Gallimard, Bibl. de la Pléiade, 1945).

17. Ménalque, personnage des *Nourritures terrestres*, d'André Gide.

18. « Ne souhaite pas, Nathanaël, trouver Dieu ailleurs que partout », première phrase des *Nourritures terrestres (op. cit.)*.

19. *Oberman* (1804), roman d'Étienne Pivert de Senancour (1770-1846), considéré comme un écrivain pré-romantique. La phrase citée par Sartre était

mise par Camus en exergue à sa *Quatrième Lettre à un ami allemand* (juillet 1944).

20. Camus a sans doute parlé plus volontiers à Sartre des aspects riants de sa vie de jeune Algérois que de son activité de journaliste à *Alger républicain* et à *Soir républicain* ; il s'occupait des affaires de son temps avec plus de constance que Sartre ne le croyait.

21. Sartre a mêlé en une seule « citation » deux phrases de la *Quatrième Lettre à un ami allemand :* « … d'autres conclusions que celles dont vous me parliez alors et que, depuis tant d'années, vous essayez de faire entrer dans l'Histoire » et « Mais vous avez fait ce qu'il fallait, nous sommes entrés dans l'Histoire » (juillet 1944).

22. *Ibid.*

23. *Ibid.*

24. *Ibid.*

25. Michel Carrouges, philosophe chrétien, ami d'André Breton.

26. Sartre a déjà le projet d'écrire sur lui-même. Le premier titre qui lui semble convenir pour ce futur ouvrage est « Autocritique » : il est, reconnaît-il, un juge impitoyable pour Camus — il promet de l'être également envers lui-même. Tel sera le « juge-pénitent » de *La Chute* (Camus, 1956). En 1954 Sartre envisagera un autre titre pour son écrit autobiographique : « Jean sans terre ». Ce sera, finalement, *Les Mots*. Le livre ne paraîtra qu'en 1964, après la mort d'Albert Camus.

27. Voir note 21.

Les communistes et la paix, I

1. Louis Gabriel-Robinet, rédacteur en chef du *Figaro*.

2. Les Indépendants : groupement de parlementaires de droite à cette époque.

3. Fourmies : le 1er mai 1891, dans cette commune du Nord, une grève revendicative des ouvriers de l'usine « Le Fourneau » fut cruellement réprimée par la troupe ; les tirs ordonnés par le commandant François Chapus firent neuf morts et de nombreux blessés.

4. Georges Altman, directeur du quotidien *Le Franc-Tireur*, fut en 1948 l'un des fondateurs de l'éphémère Rassemblement démocratique révolutionnaire auquel Sartre adhéra. Voir *Situations, III*, édition de 2013, p. 292 et suiv.

5. *Gaslight :* film de George Cukor (1944), avec Ingrid Bergman et Charles Boyer ; il est intitulé *Hantise* dans la version française.

6. Le pacte de l'Atlantique Nord a été signé le 4 avril 1949 entre les États-Unis, le Canada et la majorité des États de l'Europe occidentale. Vincent Auriol était président de République, Henri Queuille (parti radical) président du Conseil ; Sartre ironise ici sur la grande instabilité des gouvernements de l'époque. En 1952 le pacte sera étendu à la Grèce et à la Turquie.

7. Sous le règne de Louis XVIII, une organisation secrète, la Charbonnerie, fomenta plusieurs complots militaires visant à renverser les Bourbons. Ils furent déjoués, les coupables condamnés à mort et exécutés ; l'un de ces complots fut le fait de quatre sergents en garnison à La Rochelle (septembre 1822), qui furent considérés comme des héros.

8. Sartre reprend ici l'un des termes injurieux dont les instances culturelles soviétiques, notamment dans la *Pravda*, affublaient les intellectuels qui émettaient des critiques sur l'U.R.S.S.

9. L'expression « cirer ses bottes », qui avait déjà cours au XVII^e^ siècle, signifie : se préparer pour un long voyage ; ici : pour l'exil.

10. Selon *L'Année politique* 1952 (P.U.F., 1953) François Billoux avait déclaré à son retour d'U.R.S.S. que le parti communiste « devait prendre la tête des masses pour s'attaquer à la politique de la guerre » [des Américains]. Étienne Fajon et François Billoux, députés communistes, étaient membres du Bureau politique.

11. Le général Wayne Clark a succédé au général Ridgway comme commandant en chef des forces des Nations unies en Corée.

12. Il s'agit du cardinal hongrois József Mindszenty, accusé de trahison pour avoir excommunié les membres du gouvernement hongrois et toute personne ayant obéi à la loi de nationalisation des écoles libres ; il fut condamné à la prison à perpétuité en février 1949.

13. Marcel Paul (1900-1982), communiste et syndicaliste C.G.T. ; il a été ministre de la Production industrielle en 1945, sous le gouvernement du général de Gaulle.

14. Sur la guerre de Corée, qui éclata le 25 juin 1950, voir ici « Les chances de la paix », lettre de Sartre à *The Nation* (texte complémentaire, p. 399 et suiv.)

15. En novembre 1950, le départ pour l'U.R.S.S. de Maurice Thorez, gravement malade, était annoncé. Jusqu'à son rétablissement Jacques Duclos assura l'intérim du secrétariat général du P.C. ; il l'assurait encore en 1952. Thorez, de la maison de repos soviétique où il séjournait, transmettait une ligne politique dure ; les mots d'ordre de Duclos, centrés sur la défense du prolétariat, étaient plus conciliants.

16. François Billoux, de retour d'U.R.S.S., avait écrit en mai 1952 dans les *Cahiers du communisme* un article qui annonçait un durcissement des directives soviétiques ; Étienne Fajon, dans son rapport du 19 juin 1952, le contesta.

17. La Conférence d'Ottawa s'est déroulée du 15 au 20 septembre 1951 en présence des ministres des Affaires étrangères, de la Défense et des Finances représentant les douze pays membres du pacte Atlantique. Seule décision marquante : l'admission dans le pacte de la Grèce et de la Turquie.

18. Palmiro Togliatti, secrétaire général du parti communiste italien ; il le restera jusqu'à sa mort, en 1964.

19. Pietro Nenni, secrétaire général du parti socialiste italien depuis 1944 ; Alcide De Gasperi, démocrate-chrétien, chef du gouvernement italien depuis 1947.

20. Victor Griffuelhes, syndicaliste français (1874-1922), secrétaire général de la C.G.T. de 1902 à 1909.

21. À propos de Tchang Kaï-chek et de Mao Tsé-toung, voir ici la note 7 pour « Les chances de la paix », p. 437.

22. Sur Syngman Rhee, *ibid.*, note 18, p. 438.

23. Nikos Beloyannis, dirigeant communiste grec, accusé d'espionnage, fut exécuté en mars 1952.

24. Voir ici « Les chances de la paix », note 8, p. 437.

25. *Les Annales politiques et littéraires* (auxquelles s'ajoutera *Conferencia*, la revue de l'Université des Annales), « revue des lettres françaises », créée en 1883.

26. Trofim Lyssenko, botaniste soviétique, prétendait en 1948 avoir réfuté les lois de Johann Mendel, fondements de la génétique moderne : selon lui, les caractères acquis devenaient héréditaires.

27. Le général Matthews Ridgway (1895-1993) était désigné pour succéder au général Dwight Eisenhower, commandant suprême des forces atlantiques, candidat républicain à la présidence des États-Unis.

28. Octave Depeyre (1825-1891), homme politique, monarchiste, représentant de la Haute-Garonne à l'Assemblée nationale, soutint les mesures proposées contre l'Internationale en mars 1872.

29. Alphonse Merrheim (1871-1925), syndicaliste révolutionnaire, pacifiste.

30. Louis Niel, secrétaire C.G.T. de février à juillet 1909.

31. Émile Janvion, dirigeant anarcho-syndicaliste.

32. Plan Marshall : programme de reconstruction européenne orchestré par le général George Catlett Marshall pour assister les pays dévastés par la

guerre ; il fut accepté en 1948 par seize États occidentaux. L'U.R.S.S., invitée à s'y joindre, avait refusé.

33. Pendant la guerre d'Indochine, Henri Martin, jeune marin engagé volontaire, de retour en France, avait, en 1949 et 1950, rédigé et introduit dans l'arsenal militaire de Toulon des tracts dénonçant le caractère injuste de cette guerre à l'intention de ses camarades. Arrêté en mai 1950 et condamné à cinq ans d'emprisonnement, il sera libéré pour bonne conduite en août 1953. L'opinion publique, surtout à gauche, s'était entre-temps mobilisée en sa faveur. *L'Affaire Henri Martin* (Gallimard, 1953), livre de soutien au jeune incarcéré, dans lequel quatorze personnalités exposaient leurs points de vue, entrecoupés de commentaires de Sartre, parut quelques semaines après sa libération. Dans son avant-propos, l'écrivain souligne que « cette libération automatique ne résout pas le fond de la question. Quand un gouvernement s'obstine à voir un traître dans l'homme qu'une grande partie de l'opinion publique tient pour un héros, le pays est bien malade… Hier, ce livre avait un but : demander la grâce de Martin. À présent, il en a un autre : reprendre les faits un à un et recommencer le procès ».

34. Aristide Briand (1862-1932), socialiste, puis socialiste indépendant, fut plusieurs fois ministre, notamment ministre des Affaires étrangères.

35. Étienne Alexandre Millerand (1859-1943) était en 1915 ministre de la Guerre.

36. M.R.P. : Mouvement républicain populaire (démocrate-chrétien) ; R.G.R. : Rassemblement des gauches républicaines.

37. Guy Mollet, député, secrétaire général du parti socialiste (S.F.I.O.).

38. Charles Brune, sénateur radical, est ministre de l'Intérieur en 1952. Après la manifestation interdite du 28 mai, il inculpa d'atteinte à la sûreté de l'État le dirigeant communiste Jacques Duclos.

39. Robert Bony, journaliste au quotidien *L'Aurore*.

40. Maurice Petsche (non inscrit) a été plusieurs fois ministre des Finances de 1949 à 1951 ; il est mort en août 1951. Georges Bidault, député M.R.P., ministre de la Défense de l'éphémère cabinet Edgar Faure. Charles Lussy, président du groupe socialiste à l'Assemblée. Antoine Pinay, député indépendant, président du Conseil et ministre des Finances à partir du 8 mars 1952.

41. Marcel Cachin, député communiste.

42. En tant que président du Conseil, Antoine Pinay est en dernier ressort responsable de l'arrestation illégale de Jacques Duclos.

43. Pierre Brisson : directeur du *Figaro*.

44. Louis Vallon est député R.P.F. (parti du général de Gaulle).

Les communistes et la paix, II

1. Sur ces événements, voir notre notice, p. 173.

2. 24 février 1848 : chute du roi Louis-Philippe et proclamation de la II^{e} République.

3. Un carnet de notes de Jacques Duclos a été saisi lors de son arrestation au soir du 28 mai 1952. Des pages en ont été publiées. Le 1er juillet la chambre des mises en accusation ordonnera la remise en liberté du dirigeant communiste, mais l'affaire rebondira en octobre, en partie à cause de ce carnet qui aurait contenu des éléments indiquant un projet de sabotage lié à la guerre d'Indochine.

4. *Le colonel Foster plaidera coupable*, pièce de Roger Vailland, communiste à cette époque, contre la guerre de Corée ; elle fut interdite avant la fin de sa première représentation au théâtre de l'Ambigu à Paris, le 16 mai 1952.

5. Dès le 23 mai, des bagarres éclatent à Paris et en province, en relation avec l'arrivée prochaine en France du général Ridgway. André Stil, rédacteur en chef de *L'Humanité*, est arrêté et écroué pour « provocation à l'attroupement ». Il sera mis en liberté provisoire le 7 juillet mais restera inculpé d'atteinte à la sûreté de l'État et d'incitation à la violence.

6. Jean Baylot, préfet de police.

7. René Pleven, U.D.S.R. (Union démocratique et socialiste de la Résistance), était ministre de la Défense nationale sous le gouvernement d'Antoine Pinay (depuis le 8 mars 1952).

8. La devise de Louis-Hubert Lyautey, maréchal de France (1854-1934), était au contraire : « Étaler sa force pour en éviter l'emploi. »

9. Le 20 mai 1952, Antoine Pinay a obtenu que la « question de confiance » soit posée concernant son projet de loi sur l'emprunt ; il est voté ce jour par 324 voix contre 208 et 86 abstentions par l'Assemblée, et le Conseil de la République l'a adopté à son tour la nuit même. Antoine Pinay est resté célèbre pour le succès de son emprunt « à garantie-or ».

10. Il n'y avait en réalité pas plus de « péril rouge » que de coutume quand l'adoption de l'emprunt a été votée (nuit du 20 au 21 mai). Sartre a fait erreur sur les dates : Jacques Duclos n'était pas emprisonné, la manifestation interdite contre le général Ridgway (28 mai) n'avait pas encore eu lieu.

11. Charles Maurras, monarchiste et partisan du « nationalisme intégral », l'un des principaux théoriciens de l'Action française, condamné en 1945 à la prison pour faits de collaboration. Gracié en mars 1952, il publie en avril dans *Aspects de la France* un article virulent dénonçant les excès de l'épuration dont il juge responsable le garde des Sceaux d'alors ; son avocat obtiendra des

précisions sur le nombre d'exécutions illégales ou non motivées. Charles Maurras mourra en novembre 1952.

12. « Je vois M. Caillois qui sourit… » Tout cet alinéa fait allusion à un article du sociologue et essayiste Roger Caillois publié dans *Le Monde* en date du 19 septembre 1952 sous la rubrique « Libres opinions », intitulé « Mécanisme d'une orthodoxie ». Il y est notamment question des « Communistes et la paix » dont Caillois avait lu la première partie :

« Qui approuve le parti communiste comme fait Sartre ou M. Pierre Cot, par honnêteté, impartialité, droiture ou logique, y provoque plus d'inquiétude que de satisfaction : les gens d'expérience qui le dirigent… ont l'impression que le penseur menace déjà de l'abandonner au moment où il se flatte de le secourir. — Il est imprudent de commenter une orthodoxie, que ce soit en bien ou en mal. Elle n'est pas un assemblage de propositions sur quoi n'importe qui, de l'extérieur, peut faire des remarques qui lui viennent à l'esprit, fût-ce dans les meilleures intentions du monde. Une orthodoxie est un instrument de combat… »

13. Le 1er juillet 1952, la chambre des mises en accusation, considérant que les délits reprochés au secrétaire général du P.C. lors de la manifestation du 28 mai n'étaient pas constitués, ordonnait sa remise en liberté. Le 16 juillet un attentat sera commis au domicile du président de cette instance judiciaire.

14. La « Journée rouge internationale contre la guerre » eut lieu en France le 1er août 1929 ; des manifestations très dures du parti communiste allemand l'avaient précédée en mai. La « Journée rouge » fut un fiasco.

15. Le 14 juillet 1948 à Rome, aux abords de la Chambre des députés, un jeune exalté tira à plusieurs reprises sur le leader communiste, le blessant grièvement. Les affrontements avec la police et l'armée firent vingt et un morts (selon Dominique Desanti, *Les Staliniens*, *op. cit*.).

16. Alain Le Léap, secrétaire général de la C.G.T., fut inculpé et incarcéré en octobre 1952 pour son action au sein du Mouvement de la Paix (d'initiative soviétique) et de l'organisation France-U.R.S.S.

17. F.O. (Force ouvrière, non communiste) s'est séparée de la C.G.T. en décembre 1947.

18. Allusion ironique au roman d'Arthur Koestler, *Le Zéro et l'Infini* (trad. fr. Calmann-Lévy, 1946) ; ce dernier est aussi l'auteur d'*Un testament espagnol* (trad. fr. Albin Michel, 1939), récit autobiographique sur la guerre d'Espagne.

19. Il s'agit de la guerre de Corée.

20. Michel Collinet (1904-1977) était communiste dans sa jeunesse ; il est à cette époque affilié à la S.F.I.O. ; il a publié entre autres *La Tragédie du*

marxisme (Calmann-Lévy, 1948).

21. Georges Sorel, écrivain politique (1847-1922), auteur de *Réflexions sur la violence* (1908), série d'articles parus pour la plupart dans la revue *Le Mouvement socialiste*. Il voyait la « grève générale », prélude à la Révolution, comme un mythe nécessaire pour entretenir l'esprit révolutionnaire.

22. Le 26 janvier 1886, dans les locaux du bassin houiller de Decazeville (Aveyron), l'ingénieur Jules Watrin annonça aux mineurs une baisse des salaires : une grève s'ensuivit ; des grévistes s'en prirent à l'ingénieur, qui fut défenestré. La troupe occupa la ville et les puits ; le 29 janvier la direction promit d'annuler les baisses de salaire, mais ne tint pas parole. La grève reprit le 25 février ; le 12 juin le directeur céda. Ces événements furent connus et commentés dans tout le pays.

23. Nikolaï Ivanovitch Boukharine (1888-1938), homme politique russe, théoricien du marxisme, qui fit partie des condamnés à mort des procès staliniens des années 1937-1938. Georges Gurvitch (1894-1965), professeur de sociologie, communisant, directeur des *Cahiers internationaux de sociologie* ; dans cette publication (volume II, Éd. du Seuil) a paru « Qu'est-ce qu'une classe sociale ? », article de Pitirim Sorokin, sociologue russe vivant aux États-Unis ; sur le même sujet Maurice Halbwachs est l'auteur de *La Classe ouvrière et les niveaux de vie* (Alcan, 1913).

24. Lucien Laurat (1898-1973), économiste marxiste mais anticommuniste (trotskysant).

25. Ernest Mandel, dit Germain (1923-1995), théoricien trotskyste (*La Vérité des travailleurs,* octobre 1952).

26. Antoine Arnauld, dit le Grand Arnauld (1612-1694), théologien janséniste, polémiqua avec le philosophe allemand Gottfried Wilhelm Leibniz (1646-1716). L'allusion de Sartre porte sur leur controverse à propos du péché originel : Adam en était-il responsable ou y était-il destiné de toute éternité ?

27. Dans *Humanisme et terreur*, de Maurice Merleau-Ponty (*op. cit.*), p. 153, « Du prolétaire au commissaire ». Voir « Faux savants ou faux lièvres », notre note 2, p. 422.

28. Trotsky, *La Révolution trahie* (trad. fr. Grasset, 1937).

29. Georges Navel (1904-1993), écrivain français, qui fut, entre autres, ouvrier d'usine, raconte dans *Travaux* (Stock, 1945) ce qu'est au quotidien la vie d'un prolétaire. Il a obtenu le prix Sainte-Beuve en 1946.

30. Rappelons que Louis René Le Chapelier fut en 1791 le rapporteur d'une loi interdisant toute association entre gens de même métier et toute coalition.

31. Édouard-Marie Vaillant (1840-1915), socialiste révolutionnaire, émule d'Auguste Blanqui.

Réponse à Claude Lefort

1. Voir « Les communistes et la paix, II », note u. de l'auteur, p. 320.

2. Saint-John Perse, *Anabase 1*, 1924.

3. Marie Edme de Mac-Mahon (1808-1893), maréchal de France, monarchiste légitimiste, célèbre pour sa participation aux guerres de Crimée et d'Italie. Son armée réprima les insurgés de la Commune (mai 1871). Il fut président de la République de 1873 à 1879.

4. Les I.W.W. (Industrial Workers of the World), syndicat fondé en 1905 aux États-Unis.

5. John Lewis est en 1938 président du C.I.O. (Congress of Industrial Organizations).

6. Adolphe Coste (1842-1901), *Les Principes d'une sociologie objective* (Alcan, 1899), préface : « Si, comme je le soutiens, la sociologie est une science objective, elle doit puiser ses enseignements dans l'expérience des peuples, c'est-à-dire dans l'histoire et la démographie. »

7. Émile Durkheim, *De la division du travail social* (Alcan, 1893).

8. Allusion ironique à *L'Inde (sans les Anglais)* (Pierre Loti, 1903).

9. « L'autre article » de Claude Lefort mentionné par Sartre, intitulé « Le prolétariat et le problème de la direction révolutionnaire », fut publié dans *Socialisme ou barbarie*, la revue que l'essayiste, sous le pseudonyme de Montal, avait fondée avec Cornelius Castoriadis après avoir quitté le P.C.I., IV^e^ Internationale, trotskyste (n^o^ 10, juillet-août 1952, p. 21).

10. De Kurt Goldstein (1878-1965), neurologue allemand, cf. *La Structure de l'organisme* (trad. fr. Gallimard, 1951).

11. Kurt Lewin (1890-1947), psychosociologue allemand, l'un des tenants de la Gestalttheorie (théorie de la forme). D'après les gestaltistes, la perception d'un objet n'est pas le résultat d'une association de sensations (associationnisme) ; les données sensorielles s'organisent instantanément et la perception dépend de la qualité de la forme (formes plus ou moins prégnantes). Cette théorie a influé sur la biologie et la sociologie.

12. Léon Brunschvicg (1869-1944), philosophe français qui fut estimé surtout dans les années vingt et trente ; il proposait dans *L'Idéalisme contemporain* (1921) un « idéalisme critique » inspiré de Kant, qui conjuguerait les catégories de la Raison et l'expérience empirique.

13. « Le morceau de sucre bergsonien » : dans *L'Évolution créatrice*, Henri Bergson écrivait : « Si je veux me préparer un verre d'eau sucrée, j'ai beau faire, je dois attendre que le sucre fonde. Ce petit fait est gros d'enseignements. Car le temps que j'ai à attendre n'est plus ce temps mathématique qui

s'appliquerait aussi bien le long de l'histoire entière du monde matériel… Il coïncide avec mon impatience, c'est-à-dire avec une certaine portion de ma durée à moi… Ce n'est plus du pensé, c'est du vécu. »

On trouvera une critique par Sartre de la conception bergsonienne de la temporalité dans *L'Être et le Néant*, « Ontologie de la temporalité » (Gallimard, Tel, éd. de 2008 ou suiv.). Cependant il lui est plus d'une fois arrivé depuis, pour illustrer un propos, d'évoquer cette expression, « attendre que le sucre fonde ».

14. Ferdinand Lassalle (1825-1864), juif allemand, avocat, écrivain et homme politique socialiste ; il fonda en 1862 l'Association générale des ouvriers allemands. Karl Marx, réfugié à Londres, eut souvent recours à ses services, notamment pour assurer l'édition de ses écrits en Allemagne ; mais il ne tenait pas Lassalle en haute estime ; dans sa correspondance avec Friedrich Engels, il l'affuble de divers sobriquets moqueurs, tel « Éphraïm l'astucieux ».

15. Charles Andler (1866-1933), germaniste français, professeur à la Sorbonne, puis au Collège de France, s'est particulièrement intéressé au pangermanisme et au caractère nationaliste du socialisme allemand. Il a publié, entre autres, une édition traduite et commentée du *Manifeste communiste* de Marx et Engels (Rieder, 1922).

16. *Labor improbus vincit omnia* (sentence inspirée de Virgile, *Géorgiques*, livre I, vers 145-146) : Un travail acharné vient à bout de tout.

17. Victor Serge (1890-1947), de son vrai nom Lvovitch Kibaltchiche, a adhéré très tôt à la Révolution russe ; il en raconte l'essor, puis les dérives meurtrières dont il a subi les effets, dans *Mémoires d'un révolutionnaire* (Seuil, 1951).

18. Les deux événements auxquels Sartre fait allusion : 1° le 5 mai 1947, Paul Ramadier, président du Conseil, révoquait les cinq ministres communistes qui avaient refusé de voter la confiance sur le blocage des prix et des salaires ; 2° en décembre 1947, le groupe syndical Force ouvrière s'est séparé de la C.G.T.

19. Dans *Socialisme ou barbarie* (*op. cit.*), p. 18.

20. *Ibid.* p. 26.

21. *Ibid.*, p. 24.

22. *Erziehungsroman* : roman d'apprentissage.

23. Ce reproche adressé à Maurice Merleau-Ponty concerne son ouvrage *Humanisme et terreur* (1947).

Les chances de la paix

1. James Burnham (1905-1987), politologue américain. Trotskyste dans les années 1930, il est surtout connu en France pour son ouvrage *L'Ère des organisateurs* (Calmann-Lévy, 1947).

2. Ilya Ehrenbourg (1891-1967), romancier et essayiste soviétique. Ami de S. de Beauvoir et de Sartre, il s'efforcera après la mort de Staline de défendre la libéralisation de la culture en U.R.S.S.

3. Dean Rusk, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, collaborateur de Dean Acheson.

4. Il y avait bien un parti communiste aux États-Unis, né avant la guerre, composé essentiellement d'intellectuels.

5. Le 9 février 1950, le sénateur républicain Joseph McCarthy, président d'une sous-commission d'enquête permanente pour la sécurité intérieure, bouleversait l'opinion américaine en affirmant sans preuves que 205 communistes étaient employés par le département d'État, puis déclenchait une campagne violente et inique contre des citoyens américains qu'il soupçonnait d'appartenir clandestinement au parti communiste.

6. Brian McMahon (1903-1952), sénateur démocrate, président de la commission de l'énergie atomique au Congrès.

7. Tchang Kaï-chek (1886-1973), dirigeant nationaliste chinois. Vaincu par Mao Tsé-toung, il a établi une république indépendante à Formose (Taïwan) en 1949.

8. Après la libération de la Grèce, le parti communiste et les partis nationalistes se sont disputé le pouvoir. Une guerre civile s'ensuivit. Vaincus en 1949, les combattants communistes furent emprisonnés ou relégués, notamment dans l'île de Makronissos. Les *T.M.* ont enquêté sur cette chasse aux communistes en Grèce et sur les mauvais traitements infligés aux condamnés, dans les numéros de janvier et avril 1950.

9. Jacques Lambert a publié notamment *Les Nations contre la paix* (Librairie Félix Alcan, 1933).

10. En 1948, l'U.R.S.S. suscita une « offensive de paix » d'ampleur mondiale ; le « Congrès des intellectuels pour la paix » en fut la première manifestation, qui se tint en août à Wroclaw. Parmi les intervenants, le romancier soviétique Fadeïev, qui déclara : « Sartre, cette hyène dactylographe, ce chacal muni d'un stylo… » Selon Dominique Desanti qui y assistait, ces mots jetèrent un froid ; les « compagnons de route » français du P.C., très présents dans la salle, émirent quelques protestations mal assumées dont la presse se fit l'écho. « L'Appel de Stockholm pour l'interdiction de l'arme atomique » est issu d'un deuxième congrès (Paris, 1949) ; il fut lancé le 19 mars 1950. Sartre ne l'a pas signé. Sur toute cette période, voir entre autres *Les Staliniens* (*op. cit.*), récit autocritique de Dominique Desanti.

11. Harold Urey, prix Nobel de chimie en 1934. Ses découvertes ont contribué à l'élaboration de la bombe atomique.

12. Drew Pearson : journaliste de radiodiffusion.

13. William Standley fut ambassadeur des États-Unis à Moscou.

14. Les discours et déclarations à la presse du président Harry Truman se sont durcis après la contre-offensive victorieuse de la Chine contre les forces du général MacArthur. Dans un article des *T.M.* de février 1951, « La conjoncture politique », Claude Bourdet relate l'incident évoqué par Sartre : « À la suite de cette défaite, un net revirement se produisait dans le camp occidental ; des paroles inconsidérées du président Truman parlant de l'emploi éventuel de la bombe atomique contre la Chine provoquaient le 1er décembre un débat historique au Parlement britannique ; M. Truman démentait au bout de quelques heures la première version, pourtant assez claire, de ses paroles. »

15. Allusion à l'éventualité d'un débarquement américain en Europe de l'Ouest, en cas d'invasion soviétique. Maurice Thorez, député, secrétaire général du parti communiste français, avait déclaré en 1949 que si l'Armée rouge occupait la France, les travailleurs ne feraient pas la guerre à l'U.R.S.S. Et Palmiro Togliatti, fondateur du parti communiste italien, affirmait que les Italiens « auraient le devoir évident d'aider de la manière la plus efficace l'armée soviétique afin de donner à ses agresseurs la leçon qu'ils méritent » (cité par D. Desanti, *Les Staliniens, op. cit.*).

16. James Forrestal, secrétaire d'État à la Défense nationale en 1947 et 1948. Écrasé par les responsabilités morales de sa charge, hanté par la perspective d'une victoire soviétique, il se suicida en mai 1949. La guerre froide était aussi une guerre des nerfs.

17. Certains historiens aujourd'hui n'excluent pas la possibilité que lors du long séjour que Mao Tsé-toung fit à Moscou dans l'hiver 1949-1950, Staline et le « Grand Timonier » aient décidé ensemble de pousser les Coréens du Nord à attaquer la Corée du Sud.

18. Syngman Rhee fut président de la Corée du Sud de 1948 à 1960.

19. John Foster Dulles, délégué du parti républicain auprès du département d'État, en visite à Séoul, a déclaré devant l'Assemblée nationale de Corée du Sud : « Les communistes répandent le bruit que vous seriez seuls à vous défendre en cas d'attaque… La Corée n'est pas abandonnée. »

20. John Milton Hay (1838-1905), écrivain et homme d'État américain, auteur d'une *Vie d'Abraham Lincoln* dont il fut le secrétaire privé et l'ami.

21. Walter Lippmann, journaliste américain, commentateur politique écouté du *New York Herald Tribune*.

INDEX DES NOMS CITÉS

Acheson, Dean 402.
Altman, Georges 180-183, 185.
Andler, Charles 371.
Anselme (saint) 95.
Archimède 39.
Arnauld, Antoine (*dit* le Grand Arnauld) 293.
Aron, Raymond Ne, 192-193, 399-400
Artaud, Antonin 237.

Bach, Jean-Sébastien 24.
Bao Daï 144.
Barnave, Antoine 25.
Bastide Roger Nn.
Bataille, Georges 160.
Batché, Makso 56.
Baudelaire, Charles 89, 161.
Baylot, Jean 240, 252.
Bebel, August 41.
Beecher-Stowe, Harriet 89.
Beethoven, Ludwig von 21, 25.
Beloyannis, Nikos 205.
Bergson, Henri 313, 359, 365.
Bidault, Georges 224.
Billoux, François 175-176, 189, 199-200
Blanchot, Maurice 87.

Blanqui, Auguste 313.
Blum, Léon 185, 225.
Bonaventure (saint) 95.
Bony, Robert 223.
Boucicaut, Marguerite 144.
Boukharine, Nikolaï Ivanovitch 276-277, 282.
Bourdet, Claude Nr, 64-65, 70, 97, 296
Boyer, Charles 180.
Breton, André 160.
Briand, Aristide 219.
Brisson, Pierre 227.
Brune, Charles 223.
Brunschvicg, Léon 365.
Burnham, James 401.

Cachin, Marcel 226.
Caillois, Roger 248.
Caligula (empereur romain) 141.
Camus, Albert Nb, 127-144, 147-148, 150, 153-155, 157-159, 175
Camus, Francine (*née* Faure) 128-129
Carrouges, Michel 167.
Castoriadis, Cornélius (*dit aussi* Pierre Chaulieu) 322
Chapus, François 179.
Charles I er (roi d'Angleterre) 116.
Chateaubriand, François-René de 159.
Chopin, Frédéric 21.
Churchill, Winston 19, 409.
Clark, Wayne (général) 190.
Claudel, Paul 47, 208.
Cléopâtre VII (69-30 av. J.-C., reine d'Égypte) 54.
Collinet, Michel 266.
Coste, Adolphe 338.

Dalmas, Louis 31-32, 57, 64-66, 176.
Depeyre, Octave 210.
Descartes, René 48, 161, 246.

Duclos, Jacques 173-174, 176, 178, 199-200, 223, 226-227, 237, 241-244, 247, 250-251, 256, 268, 290-291, 294.
Dühring, Eugen Karl Nb.
Dulles, John Foster 411.
Durkheim, Émile 347, 357.
Duverger, Maurice Nh, 227-228
Dzodze, Kotchi 44.

Ehrenbourg, Ilya 401.
Eisenhower, Dwight Delanoe 173, 238, 400.
Engels, Friedrich Nn, Np, 48, 51-52, 230, 293, 299, 330-331
Épicure 156.

Fadeïev, Alexandre, Alexandrovitch 175.
Fajon, Étienne Nd, 199-201, 221
Faliero, Marino 115-116
Flaubert, Gustave 89, 141
Ford, Henry Nw.
Forrestal, James 410.
Fougeron, André 18.
Franco, Francisco 28, 155, 205, 405-406
Frank, Pierre No.
Freud, Sigmund 289.

Gabriel-Robinet, Louis 178, 185, 227, 272, 278-279
Gasperi, Alcide De Ng, 200
Gaulle, Charles de Ns, 101, 172, 227, 246, 290, 294-295
Genet, Jean 77.
Germain (*pseudonyme* d'Ernest Mendel) Np, 289-295, 302
Gide, André Na, 73, 91-96
Goethe, Johann Wolfgang von 391.
Goldmann, Lucien Nf, 276
Goldstein, Kurt 360
Gomulka, Wladislas 44.
Griffuelhes, Victor Nk, 203, 217-218
Groc, Léon 85.
Gurvitch, Georges 277.

Hadj, Messali 136, 139-140
Halbwachs, Maurice 277.
Hay, John Milton 412.
Haydn, Franz Joseph 13.
Hegel, Georg Wilhelm Friedrich 20, 50, 93, 95, 131, 156, 330, 336-337, 345, 364-365
Hermanos, Juan (*pseudonyme* de Marc Saporta) 28-29
Hervé, Pierre 148
Hitler, Adolf 31, 168, 179, 197, 205, 208, 251, 286.
Houdon, Jean-Antoine 21.
Hyppolite, Jean No.

Indy, Vincent d' 17.

Janvion, Émile 212
Jaspers, Karl 80.
Jdanov, Andreï 23, 26.
Jeanson, Francis Na, 127, 129-146, 148-153, 170

Kafka, Franz 74.
Kaiser [Kayser], Henry John Nw.
Kant, Emmanuel 24, 203, 259, 315.
Kardelj, Edvar 62.
Kautsky, Karl Np.
Kierkegaard, Sören 93.
Koestler, Arthur (Artúr Kösztler, *dit*) 264.
Kostov, Traïcho 44-45, 57, 65, 176.
Kugelmann, Ludwig Nq.

La Rochefoucauld, François VI (duc de, prince de Marcillac) 187.
Lally-Tollendal, Gérard (marquis de) 25.
Lambert, Jacques 406.
Lanzmann, Claude 174.
Lassalle, Ferdinand 371, 373.
Laurat, Lucien Nj, 288
Lawrence, Thomas Edward 70, 78, 82-83

Le Chapelier, Louis René 308.
Le Léap, Alain 256, 258.
Lecœur, Auguste Nc, 299
Lefort, Claude (*dit aussi* Claude Montal) Na, 322-324, 330, 334, 337, 346, 366, 389, 392-393
Leibniz, Gottfried W. 293, 347.
Leibowitz, René 9-10, 25-27
Lénine (Vladimir Ilitch Oulianov, *dit*) Nl, Nb, Np, Nf, 40, 42-43, 52, 59, 62-63, 65, 180, 187-188, 193, 196, 211, 220, 224, 256, 292-293, 301, 312
Lewin, Kurt 360.
Lewis, John 338.
Lhomme, Jean Ng, Nj, 352
Lippmann, Walter 413.
Lorrain, Jean 89.
Louis XVI (roi de France) 116.
Louis-Philippe (roi des Français) 335.
Lukacs, Georg 40-42
Lussy, Charles 224.
Luxemburg [Luxembourg], Rosa 35-37, 40-41, 62-63
Lyautey, Louis-Hubert 241.
Lyssenko, Trofim 206.

Mac-Mahon, Marie Edme Patrice (comte de) 335.
MacArthur, Douglas (général) 399, 411
Machiavel, Nicolas (Niccolò Machiavelli, *dit en fr* .) 242-244, 413
Mallarmé, Stéphane (Étienne Mallarmé, *dit*) 46, 80, 89, 161.
Malraux, André 14, 28, 70, 74, 76, 78, 80, 135, 163, 167.
Mao Tsé-toung [Mao Zedong] 205, 410-411, 413-414
Marivaux, Pierre Carlet de Chamblain de 391.
Marshall, George Catlett 199, 218
Martin, Henri 218, 245.
Martinet, Gilles 70, 199.
Marx, Karl Na, Nj, Nc, Nj, Nm, Nb, Nm, 33-40, 42-43, 51-52, 54-55, 57, 61, 63-66, 93, 149-150, 152, 163, 169-170, 187, 192, 209, 211, 213, 220, 256, 271, 275, 277, 281-283, 286-287, 289-294, 299-303, 313, 325, 328-330,

333-334, 339-342, 345, 348, 350, 361, 364-365, 370-372, 387, 390-391
Matisse, Henri 24.
Mauriac, François 144, 166, 179.
Maurras, Charles 245
McMahon, Brian 404.
Merle, Robert Nb, 88
Merleau-Ponty, Maurice Na, 28, 32, 34, 129, 132-133, 174, 294, 322-325, 392
Merrheim, Alphonse 211, 218.
Millerand, Alexandre 219.
Mindszenty, Joseph (cardinal) 191.
Mirabeau, Victor Riqueti (marquis de) 25.
Mollet, Guy 222.
Molotov (Viatcheslav Mikhaïlovitch Skriabine, *dit*) 58, 197-198
Monmousseau, Gaston Nk
Monnerot, Jules Nr.
Montesquieu, Charles de Secondat (baron de) 251.
Montherlant, Henry de 149, 166.
Morton, Walter Nj, 353
Mossé, Robert Ni, 214
Mozart, Wolfgang Amadeus 14.
Mussolini, Benito 111.

Napoléon I er (empereur des Français) 51
Napoléon III (empereur des Français) 141.
Navel, Georges 308.
Nenni, Pietro 200.
Niel, Louis 212, 217.
Nietzsche, Friedrich 129, 204, 224.

Pascal, Blaise 161.
Paul, Marcel 193.
Paulhan, Jean 16, 91
Pearson, Drew 407.
Péju, Marcel 174.
Pétain, Philippe 19.

Petsche, Maurice 224.
Picasso, Pablo 11, 18, 109.
Pinay, Antoine 226-227, 239-244, 247-248, 251-252, 256, 258.
Platon 102, 380.
Plekhanov, Georghi Np.
Pleven, René 241.
Pokrovsky, Mikhaïl 55.
Politzer, Georges 72.
Popovitch, Kotcha 61.
Popovitch, Melentije 56.

Rájk, Laszló 44, 51, 54, 57, 65, 176.
Ravel, Maurice 22.
Rembrandt (Harmenszoon Van Rijn, *dit*) 143.
Renan, Ernest 87.
Rhee Syngman (*ou* Syngman Rhee) 205, 411.
Ribbentrop, Joachim von 197.
Ridgway, Matthew 173, 184, 207, 235, 238-240
Rilke, Rainer Maria 87.
Rosenberg, Harold 12.
Rousseau, Jean-Jacques 160.
Rousset, David 153-154
Rusk, Dean 402.

Saint-John Perse (Marie-René Auguste Alexis Leger, *dit*) 328.
Salomon, Ernst von 70.
Scarlatti, Domenico 22.
Schoenberg, Arnold 10, 14, 19.
Schumann, Robert 22.
Serge, Victor (Victor Lvovitch Kibaltchiche, *dit*) 380.
Slansky, Rudolf 176.
Sorel, Georges 269.
Sorokin, Pitirim 277.
Staline, Joseph (Iossif Vissarionovitch Djougachvili, *dit*) Na, 19, 31, 33, 35, 40, 51-52, 55-56, 59, 65-66, 101, 175-178, 180-181, 183, 197, 200, 243, 256, 271, 287, 289-290, 292-294, 299, 335, 375-376, 378-384, 390, 392, 399, 410

Standley, William Harrison (amiral) 407.
Starkenburg, Heinz Np.
Stéphane, Roger 70
Stil, André 240.

Tchaguine, Boris Aleksandrovitch Nh, 40
Tchang Kaï-chek 205, 405, 412-413
Thorez, Maurice 199-200, 230, 253, 286
Tito (Josip Broz, Maréchal) 31-35, 42, 51-58, 60-62, 64-67, 175, 257, 413.
Togliatti, Palmiro Ng, 200, 254
Top, William Nl.
Troisfontaines, Roger 156.
Trotsky, Léon (Lev Davidovitch Bronstein, *dit*) No, Nu, 33, 59, 140, 143, 186, 286, 289-291, 293, 296, 298, 300-303, 322, 327, 366, 369, 380, 384, 392
Truman, Harry 19, 399, 408, 410-411
Turgot, Anne Robert (baron de l'Aulne) 209.

Urey, Harold 407.

Vailland, Roger 240.
Vaillant, Édouard-Marie 313.
Vallon, Louis 227.
Verdi, Giuseppe 125.
Verne, Jules 125.
Vincent de Paul (saint) 144.
Voltaire (François Marie Arouet, *dit*) 21-22
Voznessenski, Nikolaï 58.

Wagner, Richard 125.
Weil, Éric Nq.
Weil, Simone 285.
Wilde, Oscar 88

INDEX DES ŒUVRES CITÉES

Années d'apprentissage de Wilhelm Meister (Les) 391.
Anti-Dühring Nn, Nc.
Artiste et sa conscience (L') 9-10.
Autobus évanoui (L') 85.

Capital (Le) Ng, Nq, 340-342, 370.
Centralisme et démocratie Ni.
Colonel Foster plaidera coupable (Le) 240.
Communisme yougoslave (Le) depuis la rupture avec Moscou 31, 176.
Conception [Compréhension] matérialiste de l'Histoire (La) Np.
Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel Nb.
Corydon 93-94.

Deux tentations de l'Européen (Les), (*Preuves*) Ne.
Dialectique de la nature Nn.
Du Komintern au Kominform Nj.

Espoir (L') 28.
Esprit de parti en philosophie (L') Nh.
Étranger (L') 129-130, 133, 135, 159.
Être et le Néant (L') 128, 130, 134, 139, 157.

Fin de l'espoir (La) 28-29.

Guerre civile en France (La) Nu.

Hector Servadac 121.
Histoire de la Révolution russe Nu, 327.
Histoire de la Russie 55.
Histoire et conscience de classe 40.
Humanisme et terreur. Essai sur le problème communiste 32, 34, 323.

Idéologie allemande , Œuvres philosophiques (Marx) Nf.

Lettre à Kugelmann du 17 avril 1871 (Marx) Nq.
Lettre à Starkenburg du 25 janvier 1894 (Engels) Np.
Lettres à un ami allemand Nd, 168.

Madame Bovary 90.
Marxisme contre dictature Nd, Ns.

Noces Ng.

Oberman 161.
Œuvres choisies (Lénine) Nl.
Œuvres Complètes II : article du 2 mars 1923 (Lénine) 193.
Oscar Wilde Nb.

Passage du Malin 144.
Petites Filles modèles (Les) 63.
Phénoménologie de l'Esprit (La) No, 336.
Politique sociale de l'Angleterre contemporaine (La) Ng.
Pompes funèbres 77.
Portrait de l'aventurier 70-71.
Problèmes fondamentaux du marxisme (Les) Np.

Que faire ? Np.

Révolution permanente (La) Nq.
Révolution trahie (La) 296.

Sainte Famille (La) Ne.
Salaires (Les) Ni, Nm.
Salaires, prix et profits Nc, Nj.
Schisme yougoslave (Le) Nr, Nv.
Sciences humaines et philosophie Nf.
Soulier de satin (Le) ou le pire n'est pas toujours sûr 47.

« Trade-Unionism, Full Employment and Inflation » (*The American Economic Review*) Nj.
Travaux 308.

« Valeur du travail des salariés africains », Le Travail en Afrique noire (*Présence africaine*) Nl.
Vie de Marianne 391.
Voyage au Congo 93.

© Éditions Gallimard, 1964,
2015 pour la présente édition.

Éditions Gallimard
5 rue Gaston-Gallimard
75328 Paris
http://www.gallimard.fr

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Gallimard

Romans

LA NAUSÉE (« Folio », *n° 805* ; « Foliothèque », *n° 28. Essai technique et dossier réalisés par Jacques Deguy*).

LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ, I : L'ÂGE DE RAISON (« Folio », *n° 870*).

LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ, II : LE SURSIS (« Folio », *n° 866*).

LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ, III : LA MORT DANS L'ÂME (« Folio », *n° 58*).

ŒUVRES ROMANESQUES (« Bibliothèque de la Pléiade »). *Édition de Michel Contat et Michel Rybalka*.

Nouvelles

LE MUR (Le mur — La chambre — Érostrate — Intimité — L'enfance d'un chef) (« Folio », *n° 878*).

L'ENFANCE D'UN CHEF. Extraite de *Le mur* (« Folio », *n° 3932*).

Théâtre

THÉÂTRE, I : Les Mouches — Huis clos — Morts sans sépulture — La Putain respectueuse.

LES MAINS SALES (« Folio », *n° 806* ; « Foliothèque », *n° 10. Essai critique et dossier réalisés par Marc Buffat*).

LE DIABLE ET LE BON DIEU (« Folio », *n° 869*).

KEAN, d'après Alexandre Dumas.

NEKRASSOV (« Folio », *n° 431*).

LES SÉQUESTRÉS D'ALTONA (« Folio », *n° 938*).

LES TROYENNES, d'après Euripide.

HUIS CLOS — LES MOUCHES (« Folio », *n° 807* ; « Foliothèque », *n° 30. Essai critique et dossier réalisés par François Noudelmann*).

HUIS CLOS. *Pièce enregistrée en 1964 et précédée de* L'enfer c'est les autres *en commentaire. Conception de Prune Berge. Couv. III : photo G. Siegel/Gallimard* (CD audio « À voix haute »).

LA P… RESPECTUEUSE — MORTS SANS SÉPULTURE (« Folio », *n° 868*).

THÉÂTRE COMPLET : Les Mouches — Huis clos — Morts sans sépulture — La Putain respectueuse — Les Mains sales — Le Diable et le Bon Dieu — Kean — Nekrassov — Les Séquestrés d'Altona — Les Troyennes. *Appendices :* Bariona — [La Part du feu] — [Le Pari]. (« Bibliothèque de la Pléiade »). *Édition de Michel Contat*.

Littérature

SITUATIONS

Tome I. *Nouvelle édition*.

Tome II. *Nouvelle édition*.

Tome III. *Nouvelle édition*.

Tome IV. *Nouvelle édition*.

Tome V. Colonialisme et néo-colonialisme.

Tome VI. Problèmes du marxisme, 1.

Tome VII. Problèmes du marxisme, 2.

Tome VIII. Autour de 68.

Tome IX. Mélanges.

Tome X. Politique et autobiographie.

BAUDELAIRE (« Folio essais », *n° 105*. Précédé d'une lettre de Michel Leiris, 1975).

CRITIQUES LITTÉRAIRES (« Folio essais », *n° 223*. Textes extraits de *Situations*, I).

QU'EST-CE QUE LA LITTÉRATURE ? (« Folio essais », *n° 19*).

SAINT GENET, COMÉDIEN ET MARTYR (Œuvres complètes de Jean Genet, tome I).

LES MOTS (« Folio », *n° 607 ;* « Foliothèque », *n° 35. Essai critique et dossier réalisés par Claude Burgelin*).

L'IDIOT DE LA FAMILLE, Gustave Flaubert de 1821 à 1857, I, II et III. *Nouvelle édition revue et augmentée en 1988*.

PLAIDOYER POUR LES INTELLECTUELS. *Première édition* (« Idées », *n° 274*).

UN THÉÂTRE DE SITUATIONS. *Nouvelle édition augmentée et mise à jour par Michel Contat et Michel Rybalka en 1992* (« Folio essais », *n° 192*).

CARNETS DE LA DRÔLE DE GUERRE (Septembre 1939-Mars 1940).

LETTRES AU CASTOR ET À QUELQUES AUTRES. *Édition de Simone de Beauvoir*.

I. 1926-1939.

II. 1940-1963.

LE SCÉNARIO FREUD. *Préface de J.-B. Pontalis*.

MALLARMÉ, La lucidité et sa face d'ombre (« Arcades », *n° 10*).

ÉCRITS DE JEUNESSE. *Édition de Michel Contat et Michel Rybalka avec la collaboration de Michel Sicard*.

LA REINE ALBEMARLE OU LE DERNIER TOURISTE, Fragments. *Édition d'Arlette Elkaïm-Sartre*.

LES ÉCRITS DE SARTRE, de Michel Contat et Michel Rybalka.

LES MOTS ET AUTRES ÉCRITS AUTOBIOGRAPHIQUES (« Bibliothèque de la Pléiade »). *Édition de J.-F. Louette*.

Philosophie

L'IMAGINAIRE, Psychologie phénoménologique de l'imagination. *Édition revue et présentée par Arlette Elkaïm-Sartre en 2005* (« Folio essais », *n° 47*).

L'ÊTRE ET LE NÉANT, Essai d'ontologie phénoménologique. *Édition corrigée avec index par Arlette Elkaïm-Sartre en 1994 et 2003* (« Tel », *n° 1*).

CAHIERS POUR UNE MORALE.

CRITIQUE DE LA RAISON DIALECTIQUE, Théorie des ensembles pratiques, *précédé de* QUESTIONS DE MÉTHODE.

CRITIQUE DE LA RAISON DIALECTIQUE *précédé de* QUESTIONS DE MÉTHODE. *Édition d'Arlette Elkaïm-Sartre* (1985).

Tome I : Théorie des ensembles pratiques.

Tome II : L'Intelligibilité de l'Histoire.

QUESTIONS DE MÉTHODE *in* CRITIQUE DE LA RAISON DIALECTIQUE. *Nouvelle édition revue et annotée par Arlette Elkaïm-Sartre en 1986* (« Tel », *n° 111*).

VÉRITÉ ET EXISTENCE. *Édition d'Arlette Elkaïm-Sartre*.

SITUATIONS PHILOSOPHIQUES. Textes extraits de *Situations*, I à X (« Tel », *n° 171*).

L'EXISTENTIALISME EST UN HUMANISME. *Présentation et notes d'Arlette Elkaïm-Sartre en 1996* (« Folio essais », *n° 284*).

Voir aussi Collectif, KIERKEGAARD VIVANT (« Idées », *n° 106*).

Essais politiques

RÉFLEXIONS SUR LA QUESTION JUIVE. *Édition revue et présentée par Arlette Elkaïm-Sartre en 2004* (« Folio essais », *n° 10*).

ENTRETIENS SUR LA POLITIQUE, avec Gérard Rosenthal et David Rousset.

L'AFFAIRE HENRI MARTIN. *Textes commentés par Jean-Paul Sartre*.

ON A RAISON DE SE RÉVOLTER, avec Philippe Gavi et Pierre Victor.

Voir aussi Collectif, LE CHANT INTERROMPU, Histoire des Rosenberg. *Illustrations de Picasso*.

Scénarios

LES JEUX SONT FAITS, Nagel, 1947 (repris dans « Folio », *n° 2805*, 1996. *Nouvelle édition*).

L'ENGRENAGE, Nagel, 1948 (repris dans « Folio », *n° 2804*, 1996).

TYPHUS, 2007, *édition d'Arlette Elkaïm-Sartre*.

SARTRE, *un film réalisé par Alexandre Astruc et Michel Contat*.

Entretiens

Entretiens avec Simone de Beauvoir, *dans* LA CÉRÉMONIE DES ADIEUX de Simone de Beauvoir.

Iconographie

SARTRE, IMAGES D'UNE VIE. *Album préparé par L. Sendyk-Siegel. Commentaire de Simone de Beauvoir*.

ALBUM SARTRE. *Iconographie choisie et commentée par Annie Cohen-Solal*.

JEAN-PAUL SARTRE

Situations, IV

L'engagement de Sartre dans la vie politique se fait de plus en plus précis, plus hasardeux aussi ; il tente en 1952 un compagnonnage de route avec un parti communiste français travaillé en fait par le stalinisme. Son intention : contribuer à faire advenir un progrès décisif en faveur du monde ouvrier. Sa position pro-révolutionnaire à contretemps lui vaut la perte d'un ami, Albert Camus, qui lui était plus cher que leur différend politique ne le lui laissait penser à l'époque…

A. E.-S.

Cette édition électronique du livre
Situations, IV de Jean-Paul Sartre
a été réalisée le 29 mai 2015 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782070148875 - Numéro d'édition : 281304).
Code Sodis : N70899 - ISBN : 9782072594144.
Numéro d'édition : 281305.
Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo